Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1972)

SOCIÉTÉ ET POLITIQUE : LA VIE DES GROUPES

Tome second

DYNAMIQUE DE LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web personnelle](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Léon Dion,

**SOCIÉTÉ ET POLITIQUE : LA VIE DES GROUPES.
TOME SECOND. DYNAMIQUE DE LA SOCIÉTÉ LIBÉ-
RALE.**

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1972, 616 pp. Collection : droit,
science politique, no 4.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion,
épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M.
Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 7 septembre 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province
de Québec.

Léon Dion (1972)

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second. Dynamique de la société libérale.

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1972, 616 pp. Collection : droit, science politique, no 4.

Cet ouvrage est publié grâce à une subvention accordée par le Conseil canadien de Recherche en sciences sociales et provenant de fonds fournis par le Conseil des arts du Canada.

Table des matières

[Liste des schémas](#) (tome II)
[Liste des tableaux](#) (tome II)
[Index cumulatif des auteurs](#) (tomes I et II)
[Index cumulatif des sujets](#) (tomes I et II)
[Liste des tableaux](#) (tomes I et II)
[Liste des schémas](#) (tomes I et II)

Tome second DYNAMIQUE DE LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE

[Introduction générale](#): Notions d'accès

TROISIÈME PARTIE **GROUPES D'INTÉRÊT ET MÉCANISMES D'INTERACTIONS SYSTÉMIQUES**

CHAPITRE I. Groupes et partis

- I. [Articulation des partis au système politique et au système social](#)
 1. [Partis et systèmes politiques](#)
 2. [Partis et systèmes sociaux](#)
- II. [Interrelations des partis et des groupes d'intérêt](#)
 1. [Interrelations structurales](#)
 - a) Régime électoral et régime des partis
 - b) Organisation des partis
 - c) Partis et idéologies
 2. [Interrelations fonctionnelles](#)
 - a) Activité électorale
 - b) Activité gouvernementale
 - c) Activité médiatrice
 - d) Agrégation et articulation

3. Modalités d'interrelations

- a) Typologie des rapports
- b) Accessibilité des partis
- c) Influence sur les partis

III. Tendances évolutives

- 1. Appartenance aux partis
- 2. Partis et formation des opinions
- 3. La crise des partis

CHAPITRE II. Groupes et politique consultative

I. Politique consultative et composantes internes du système politique

- 1. Formes de la politique consultative
- 2. Composantes internes du système politique et consultation
 - a) Consultation et Assemblées législatives
 - b) Consultation et administration
 - c) Consultation et gouvernement
- 3. Représentations contradictoires de la politique consultative

II. Conseils consultatifs, partis et groupes d'intérêt

- 1. Consultation et partis
- 2. Consultation et groupes d'intérêt

III. Statut de la politique consultative dans les sociétés libérales

- 1. Consultation et corporatisme
- 2. Consultation et représentation
- 3. Consultation, « intérêt privé » et « intérêt public »
- 4. Consultation et décision

CHAPITRE III. Groupes et « media » de communication

- I. Media de communication et société
- II. Media de communication et opinions
- III. Media de communication et information
- IV. Tendances évolutives

QUATRIÈME PARTIE

À LA RECHERCHE D'UNE INFLUENCE

CHAPITRE I. Groupes et composantes du système politique

- I. [Importance des composantes du système politique pour les groupes d'intérêt](#)
- II. [Points d'application de la pression des groupes d'intérêt](#)
- III. [Relations interpersonnelles](#)
- IV. [Contribution des groupes d'intérêt au processus politique](#)
- V. [Mécanismes d'interactions et crise de la société libérale](#)

CHAPITRE II. Modes et moyens d'action

- I. [Nature des modes d'action](#)
- II. [Modes d'action et processus socio-politiques](#)

CHAPITRE III. La participation politique

- I. [Dimensions de la participation](#)
 1. [Les angles d'analyse](#)
 - a) La dimension personnelle
 - b) La dimension organisationnelle
 2. [Les appartenances](#)
 - a) Données relatives aux associations volontaires
 - b) Associations volontaires et participation politique
- II. [Les facteurs de participation politique](#)
 1. [Les dispositions personnelles](#)
 2. [Les facteurs structurels](#)
 - a) Palier écologique
 - b) Palier démographique
 - c) Palier technologique
 - d) Palier économique
 - e) Palier de la stratification sociale
 - f) Palier culturel
 - g) Les niveaux du système politique

3. [Participation et groupes](#)

- III. [Degrés de la participation](#)

1. [L'engagement](#)
2. [L'apathie](#)
 - a) L'anomie
 - b) L'aliénation
 - c) La dépolitisation
3. [La contestation](#)
4. [Stimuli de la participation](#)
 - a) L'information
 - b) L'animation

- IV. [Participation politique et sociétés postindustrielles](#)

1. [Les âges de la participation](#)
2. [Les conditions de la participation](#)
 - a) Tendances vers un nouvel assujettissement
 - b) Vers l'autodétermination
3. [Voies de réforme](#)
 - a) Le plan des structures
 - b) Le plan des valeurs

CHAPITRE IV. Mesure de l'influence

- I. [Composantes de l'influence politique](#)

1. [L'autorité](#)
2. [Le prestige](#)
3. [Le pouvoir](#)

- II. [Influence et processus de décision](#)

- III. [Distribution de l'influence](#)

1. [Élites et influence](#)
2. [Groupes d'intérêt et influence](#)

- a) Le poids des groupes d'intérêt
- b) Les contrepoids aux groupes d'intérêt
- c) Interaction et influence

Conclusion. Groupes et intégration politique

CONCLUSION DU DEUXIÈME TOME : La crise de la société libérale

Bibliographie classifiée des ouvrages cités

Liste des schémas

TOME II

[Retour à la table des matières](#)

Schéma no 1.	Dynamique des interactions du système social et du système politique (Schéma applicable à une société libérale)
Schéma no 2.	Interactions des partis avec leur environnement
Schéma no 3.	Modalités des interrelations des groupes et des partis
Schéma no 4.	Interrelations des conseils consultatifs avec leur environnement
Schéma no 5.	Interactions des « media » de communication avec leur environnement
Schéma no 6.	Sources de déformation de l'information dans un circuit de communication
Schéma no 7.	Conception du fonctionnement des « télémedia » comme instruments de masses
Schéma no 8.	Conception du fonctionnement des « télémedia » comme agents des structures sociales
Schéma no 9.	L'influence dans un processus d'interaction
Schéma no 10.	Paradigme de la participation
Schéma no 11.	La double dynamique vers l'autodétermination politique
Schéma no 12.	Structures de l'influence dans une société libérale
Schéma no 13.	L'exercice de l'influence et la capacité d'influence au sein des diverses strates.
Schéma 14.	Dynamique de l'intégration politique

Liste des tableaux

TOME II

[Retour à la table des matières](#)

- Tableau 1. Répartition des suffrages selon les partis pour cinq catégories socio-professionnelles lors de l'élection britannique de 1951 (en pourcentage)
- Tableau 2. Répartition des suffrages selon les partis pour quatre catégories socio-professionnelles lors des élections d'après-guerre en Grande-Bretagne
- Tableau 3. Différences dans la tendance à voter pour le parti démocrate entre les membres de groupes et les non-membres (en pourcentage)
- Tableau 4. Proportion des électeurs démocrates fortement ou faiblement identifiés à leur groupe (en pourcentage)
- Tableau 5. Modes de consultation dans une société libérale
- Tableau 6. Prédicats de la participation
- Tableau 7. Appartenance aux associations volontaires par pays
- Tableau 8. Proportion des répondants appartenant à une ou plusieurs organisations, par pays
- Tableau 9. Répondants appartenant à une ou plusieurs associations (Bermington, Vermont)
- Tableau 10. Répondants appartenant à une ou plusieurs associations (États-Unis)
- Tableau 11. Répondants qui estiment que leur association s'intéresse aux questions politiques, selon les pays
- Tableau 12. Participation des adultes américains aux activités politiques
- Tableau 13. Participants aux discussions politiques (dans cinq pays)
- Tableau 14. Nombre d'appartenances aux associations volontaires et degré de participation politique
- Tableau 15. Intérêt pour les questions politiques chez les membres et chez les non-membres d'associations (États-Unis)
- Tableau 16. Intérêt pour les questions politiques chez les membres et chez les

non-membres d'associations (Denver, Colorado)

- Tableau 17. Appartenance à des associations volontaires selon l'instruction (dans cinq pays)
- Tableau 18. Proportions d'appartenances à des associations
- Tableau 19. Membres d'associations ayant occupé un poste de direction selon l'instruction (dans cinq pays)
- Tableau 20. Appartenances aux associations volontaires en fonction de l'importance de l'agglomération
- Tableau 21. Répondants membres d'associations volontaires selon les sexes (pour cinq pays)
- Tableau 22. Hommes et femmes dans divers rôles politiques
- Tableau 23. Vues des hommes et des femmes à l'égard de la convenance de certaines activités pour les sexes (en pourcentage)
- Tableau 24. Interpénétration des régimes de castes et de classes chez les Noirs du Sud des États-Unis
- Tableau 25. Appartenances aux associations volontaires selon les catégories d'associations et selon la langue maternelle (Canada)
- Tableau 26. Profession du chef de famille en regard du nombre d'appartenances
- Tableau 27. Appartenances des adultes aux associations selon la profession
- Tableau 28. Appartenances aux associations volontaires selon le revenu
- Tableau 29. Appartenance à la *League of Women Voters of the United States*, selon le revenu
- Tableau 30. Participation de 200 familles à diverses activités avant et après le chômage
- Tableau 31. Appartenance des familles aux associations volontaires selon la classe sociale (Jonesville)
- Tableau 32. Proportion de membres et de dirigeants dans les associations selon les catégories sociales (Squirebridge)
- Tableau 33. Proportion de ceux qui estiment que le citoyen devrait être actif dans les activités communautaires, selon les strates sociales et pour cinq pays
- Tableau 34. Usage de divers « media » pendant les campagnes présidentielles de 1952 et de 1956 aux États-Unis
- Tableau 35. Source d'où les adultes américains ont tiré le plus d'information politique au cours des campagnes présidentielles de 1952 et de 1956
- Tableau 36. Degré d'activité politique des individus selon diverses variables de

participation (États-Unis)

Tableau 37. Population adulte américaine en fonction de l'intensité des convictions politiques

Tableau 38. Niveaux de conceptualisation

Tableau 39. Rapports entre l'échelle d'efficacité politique et le degré de participation

Tableau 40. Rapport de la quantité d'information politique avec la présence du groupe en tant que groupe dans la conscience d'un individu

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

INDEX CUMULATIF DES AUTEURS

(tomes I et II)

[Retour à la table des matières](#)

ABERBACH, Joel D., II	ANGELO, Douglas, II	BAILEY, Stephen
ABERNATHY, Glenn, I	APTER, David E., I ; II	Kemp, I, II
ABRAMS, Mark, II	ARCHIBALD, Kathleen, II	BAKKE, E. Wight, II
ABRAMS, Philip, I	ARENSBERG, Conrad M., II	BALANDIER, Georges, II
ABRAMSON, Paul R., II	ARGYRIS, Chris., II	BANFIELD, Edward C., I, II
ADLER, Max, II	Aristote, I	BANKS, J., II
ADRIAN, Charles R., II	ARMYTAGE, W. H. G., II	BARAKAT, Halin, II
AGGER, Robert E., I, II	ARON, Raymond, I ; II.	BARBER, Bernard, II
AKE, Claude, I ; II	ARORA, Satish K., II	BARBER, James David, I, II
ALEXROD, Morris, II	ASHBY, W. Ross, II	BARBOUR, F., II
ALEXROD, Robert, II	Association Internationale de Science Politique, I	BARKER, Anthony, II
ALFORD, Robert R., II	Attlee, Clement, II	BARKER, Lucius J., II
ALGER, Horatio, I	AUMONT, Michèle, II	BARREA, Jean, II
ALINSKI, Saul D., II		BAUER, Raymond A., I, II
ALLARDT, Erik, I		BAUMAN, Zygmunt, I
ALLCOCK, J. B., I		BAY, Christian, I
ALLPORT, Gordon W., I ; II.	B	BEAN, Walton, II
ALMOND, Gabriel A.	BABCHUK, Nicholas, I, II	BEAUVOIR, Simone DE, I
ALTHUSSER, Louis, I ; II.	BACHMANN, Gerald G., I	BECK, Carl, II
American Farm Bureau, II	BACHRACH, Peter, II	BEER, Samuel H., I, II
American Institute of Public Opinion (A.I.P.O.),	BAER, Michael A., II	BELL, Daniel, I, II
AMRINE, Michael, II		BELL, Wendell, II
		BELLLEVILLE, P., I

- BENDIX, Reinhard, I, II
 BENNETT, Stephen E., II
 BENTHAM, Jeremy, I I, II
 BENTLEY, Arthur F., I
 BERELSON, Bernard, I, II
 BERGER, Gaston, II
 BERGERON, Gérard, I, II
 BERMAN, Daniel, II
 BERNARD, Stéphane, II
 BERNOUX, P., II
 BERNIS, Walter, I, II
 BERNSTEIN, Marven H., I, II
 BERRIEN, F. Kenneth, II
 BERRINGTON, H. B., I, II
 BETTELHEIM, Bruno, II
 BETTELHEIM, Charles, I
 BIDDLE, W. ; I
 BILLOW-GRAND, Françoise, I
 BINKLEY, Wilfred E., II
 BIRCH, A. H., I, II
 Bismarck, II
 BLAIS, André, II
 BLAISDELL, Donald C., I, II
 BLALOCK, H. M., II
 BLAU, Peter, II
 BLISHEN, B., I, II
 BLOCH-LAÎNÉ, François, I, II
 BLONDEL, Jean, I, II
 BLUHM, William T., I
 BLUMBERG, Leonard U., II
- BLUMLER, Jay G., II
 BOCK, Edwin A., I, II
 BODIGUEL, Jean-Luc, II
 BOGGS, J., II
 BOISDÉ, Raymond, II
 BONE, Hugh A., II
 BONHAM, John, II
 BONJEAN, Charles M., II
 BOOTH, Alan, I, II
 BOOTH, Arch W., II
 BORGÈSE, G. A., I
 BORNE, Étienne, II
 BORNFRIEND, Arnold J., II
 BOTTOMORE, Thomas B., I, II
 BOURRICAUD, François, I, II
 BOWEN, Don R., II
 BRAMSON, Leon, I
 BRANDIES, Louis D., I
 BRAUNTHAL, Gerard, I, II
 BRIBANTI, Bernard E., I
 BRIM, Orville G., I
 BRODBECK, A., II
 BROGAN, D. W., II
 BROMLEY, David, I, II
 BROOKOVER, Wilbur B., II
 BROWN, Bernard E., I, II
 BROWN, Michael, II
 BRUCK, H. W., II
 BRYCE, James, I, II
 BRYCE, Lord, II
 BUCHANAN, James M., I, II
 BUCHANAN, Williams, I, II
- BUCHEZ, Philippe-Joseph, I
 BUCK, Philip W., I, II
 BUNZEL, John H., II
 BURDICK, Eugene, II
 BURGESS, Eugene W., II
 BURKE, Edmund, I
 BURNS, James McGregor, I, II
 BUSHEE, F. A., I, II
 BUTLER, David, I, II
 BUTT, R., II
- C
 Cahiers de la F. N. S. P., II
 CAIN, Leonard, I, II
 CALLOW, Alexander B. Jr., II
 CALVEZ, Jean-Yves, II
 CAMPBELL, Alan K., I, II
 CAMPBELL, Angus, I, II
 CAMPBELL, Peter, I
 Canadian Almanac and Directory, I
 Canadian Public Administration, II
 CANAVAN, Francis, I
 CANNON, McKay, I
 CANNON, Mark W., I, II
 CANTRIL, Hadley, I
 CAREY, James R., II
 CAREY, William L., II
 CARNEGIE, Andrew, I, II
 CARPER, Edith T., I, II
 CARR, Robert K., I
 CARROLL, Wallace, II
 CARTWRIGHT, D., I, II

- CASSINELLI, C. W., II
 CASSIRER, Ernst, I
 CASTLES, Francis G., I
 CELLER, Emmanuel, II
 Centre national des Dirigeants d'entreprise, II
 CHABASSEL, David J., II
 CHALUMEAU, Jean-Luc, II
 CHANDERNAGOR, André, II
 CHAPPELL, D., I
 CHAPMAN, John W., I
 CHARLES Ier, II
 CHARLOT, Jean, I, II
 CHARLOT, M., I, II
 CHAZEL, François, II
 CHENOT, B., II
 CHIERINGTON, Paul W., II
 CHESTER, Edward C., II
 CHILDS, Harwood L., II
 CHOMBART DE LAUWE, Marie-Josée, II
 CHRISTENSON, Reo M., II
 Chronique sociale de France, II
 CHURCHILL, Winston, II
 CLARK, Peter B., I, II
 CLARK, S. D., II
 CLARK, Wesley C., II
 CLAUSEN, John A., I
 CLEVELAND, Alfred S., I, II
 CLEVELAND, Harlan, I, II
 CLIFFORD-VAUGHAN, Micheline, II
 CLOWARD, Richard A., II
 CLUB JEAN MOULIN, LE, I, II
 CNUDE, Charles F., I
 COLT, C. D. H., I
 COLEMAN, James, I, II
 COLLINGE, F. B., II
 COMFAU, Paul-André, II
 Comité de la révision de la carte électorale de la Province de Québec, I
 Comité Watson, I
 Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Groupe de recherches sociales), I
 Commission d'enquête sur les communications, II
 COMMONS, John R., I
 Compagnie des jeunes Canadiens, II
 COMTE, Auguste, I, II
 CONDORCET, Antoine C., II
 CONNOLLY, William E., I, II
 Conseil régional de développement, II
 Conseil supérieur de l'éducation, II
 CONVERSE, Philip E., I, II
 COOK, Terrence E., II
 CORBEL, P., II
 COSER, Lewis A., I
 COURTNEY, John C., II
 Cox, Richard H., II
 CRAGG, J. R., II
 CRANE, Wilder W. Jr., I
 CRAWFORD, Julian Messner, II
 CRICK, Bernard, I
 CRITTENDEN, John, II
 CROIZAT, Maurice, II
 CROLY, Robert, I
 CRONIN, Thomas E., II
 CROPSEY, Joseph, I
 CROSS, J. R., II
 CROSSMAN, R. H. S., II
 CROTTY, William J., I, II
 CROWELL, T. Y., II
 CROZIER, Michel, I, II
 CURTIS, Michael, II
 CZUDNOWSKI, Moshe M., I
 D
 DABIN, Jean, I
 DAHL, Robert A., I, II
 DAHRENDORF, Ralf, I, II
 DANDT, H., I
 DANTON, Georges-Jacques, II
 D'ANTONIO, William V., II
 DAVENPORT, Russell W., I
 DAVIS, Harold T., II
 DAWSON, Richard E., II
 DEAKIN, James, II
 DEARING, Mary R., II
 DEBATISSE, Michel, I
 DEBUYST, F., II
 De Gaulle, Charles, I, II
 DE GRAZIA, Alfred, II

- DE GRAZIA, Sebastian, II
 JOUVENEL, Bertrand DU, II
 DEMONGUE, Marcel, II
 DENNEY, Renel, II
 DENNIS, Jack, I
 DESCHEN, Donald, I
 DEUTSCH, Karl W., I
 DEVITT, James L., II
 DEXTER, Lewis A., I, II
 DICK, Harry R., II
 DION, Léon, I, II
 Di PALMA, Giuseppe, II
 DITTES, A., I
 DIXON, Robert G. Jr., I
 DJIIAS, Milovan, I
 DJORDJEVIC, Jovan, I
 DODGE, Richard W., II
 DOGAN, Mattei, I
 DOMENACH, Jean-Marie, II
 DONAHUE, G. A., II
 DOUGLAS, Jack D., II
 DOUGLAS, J. W. E., II
 DOUVAN, Elizabeth, II
 DOWLING, R. E., I
 DOWNS, Anthony, I
 DRAGO, Roland, I, II
 DREYER, Edward C., I, II
 DRUCKER, Peter F., II
 DUGUIT, Léon, I
 DUMAZEDIER, Joffre, I, II
 DUMONT, Fernand, I
 DUPEUX, Georges, II
 DURKHEIM, Émile, I, II
 DUVERGER, Maurice, I, II
 DYKE, Vernon VAN, I
 DYSON, James W., II
 E
 EASTON, David, I, II
 ECKSTEIN, Harry, I, II
 EDELMAN, Murray, I, II
 EDINGER, Lewis J., I, II
 EDWARDS, John N., I
 EHRLICH, Howard J., II
 EHRLICH, Stanislaw, I, II
 EHRMANN, Henry W., I, II
 EICHENBERGER, J. Y., II
 Eisenhower, Dwight David, II
 EISENSTADT, S. N., I
 ELDERSVELD, Samuel J., I, II
 ELKIN, Frederick, I
 ELLUL, Jacques, I, II
 ELSNER, Henry Jr., II
 EMERY, F., II
 ENGELMANN, Frederick C., I, II
 EPSTEIN, Leon D., I, II
 ERICKSON, Eugene C., II
 ERIKSON, Erik H., I, II
 ERNST, Morris L., I, II
 ESSIEN-UDOM, E. U., II
 ESTRANGIN, Louis, I, II
 ETHERINGTON, Edwin D., II
 ETZIONI, Amitai, I, II
 EULAU, Heinz, I, II
 EVAN, William M., II
 F
 FAGEN, Richard R., II
 FANON, Franz, II
 FARKAS, Suzanne, II
 FARRELLY, David G., I
 FARRIS, Charles D., I, II
 FAUVET, Jacques, I
 FAVIS, Robert E. L., I
 Federalist, The. I
 FELDMAN, Julian, II
 FELLMAN, David, I
 FENNO, Richard F., II
 FERGUSON, Leroy C., I, II
 FEUERBACH, Ludwig, I
 FIGGIS, John N., I
 FINER, Herman, II
 FINER, S. E., I, II
 FINKLE, Jason L., I
 FINISTER, Ada W., II
 FINLETTER, Thomas K., II
 FINN, David, II
 FLASH, E. S., II
 FLATHMAN, Richard E., I
 FOLLIET, J., II
 FORCE, H. T., II
 Fortune Magazine, I
 FOSKET, J. M., II
 FOSTER, William C., II
 FOUGEYROLLAS, Pierre, II
 FOURIER, Charles, I
 FRANKEL, S. F., I, II
 FRASER, John, II
 FRAZIER, E. Franklin, II
 FREE, Lloyd A., I
 FREEDMAN, M., II

- FREEMAN, Howard E.,
 II
 FREEMAN, Leiper, II
 FREEMAN, Linston C.,
 II
 FRÈRE, Suzanne, I
 FREUND, Julien, I
 FRIEDRICH, Carl J., I,
 II
 FROMAN, Lewis A. Jr.,
 I
- G
- GABLE, Richard W., I,
 II
 GALBRAITH, John
 Kenneth, I, II
 GALLAGHER, O. R., I,
 II
 GALLI Georges, II
 GALLOWAY, George
 B., I, II
 GAMSON, William A.,
 II
 GARCEAU, Oliver, I, II
 GAUDET, Hazel, I, II
 Gaulle, Charles DE, I, II
 GÉLINAS, André, I, II
 Georges III, I, II
 GERMANI, Gino, I, II
 GERMINO, Dante L., I
 GERTH, H. H., I, II
 GERTZ, Robert S., II
 GIERKE, Otto VON, I
 GILB, Corinne Lathrop,
 I, II
 GILBERT, Charles E., I
 GILBERT, Marcel, II
 GILLEN, Ralph L., II
 GLASS, D. V., I, II
 GLAZER, Nathan, II
 GLEEN, Norval D., I
 Goebbels, Joseph, II
 GOEL, M. Lal., II
- Goethe, Johann Wolf-
 gang VON, I
 GOGUEL, François, I,
 II
 GOLDHAMER, Her-
 bert, I, II
 GOLDMAN, Ralph M.,
 I, II
 GOLDRICH, Daniel, II
 GOLDSCHMIDT, Mau-
 rel, I
 GOLDSTEIN, M. N., II
 Goldwater, Barry, I
 GOLEMBIEWSKI,
 Robert T., I, II
 GONARD, Samuel, II
 GOODE, William J., I,
 II
 GORDON, C. Wayne, I
 GOSLIN, David A., II
 GOULDNER, Alwin
 W., II
 GOURNAY, Bernard, II
 GRAND'MAISON, Jac-
 ques, I, II
 GRAZIA, Alfred DE, I,
 II
 GRAZIA, Sebastian DE,
 II
 GREENBERG, Stanford
 D., II
 GREENSTEIN, Fred I.,
 I, II
 GREER, B., I
 GRFER, Scott, I
 GRIGG, Charles M., I
 GRIMES, C. E., II
 GRIMES, Michael, I
 GROS, André, II
 CROSS, Bertran M., I,
 II
 GROSSER, Alfred, I
 Groupe de recherche
 sociale, II
- Groupe de travail sur
 l'animation, II
 Groupe de travail sur
 l'information gou-
 vernementale, II
 GURBERT, Martin, II
 GUÉRIN, Daniel, II
 GURIN, Gerald, II
 GURVITCH, Georges,
 I, II
 GUSFIELD, Joseph R.,
 I, II
 GUTTSMAN, W. L., I,
 II
- H
- HAAS, Ernst B., II
 HAAS, Michael, II
 HADWIGER, Don F., II
 HAGAN, Charles B., I
 HAGERDORN, Robert,
 I, II
 HALE, Myron G., I
 HALL, Donald R., II
 HALLETT, Georges H.
 Jr., I
 HALLOWELL, John
 H., I
 HAMON, Léo, I, II
 HANSEN, Roger D., II
 HARBINSON, Frede-
 rick, II
 HARDIN, Charles M., I,
 II
 HARGROVE, Erwin G.,
 II
 HARPER, F. V., II
 HARRINGTON, James,
 I
 HARRIS, Seymour E.,
 II
 HARRY, Joseph, II
 HARTLEY, E. L., II
 HARVEY, S. K., II

- HARVEY, T. G., II
HATT, P. K., I, II
HAURION, Maurice, I
HAURIOU, V. M., II
HAUSER, Robert M., II
HAUSKNECHT, Murray, I, II
Haut Commissariat à la Jeunesse, I
HAWLEY, Amos H., I, II
HAYDEN, Thomas, II
HAYWARD, J. E. S., I, II
HEAD, Kendra B., II
HEARD, Alexander, II
HECKSCHER, Gunnar, I, II
HEIDENHEIMER, Arnold J., II
HEILBRONNER, André, I, II
HEIST, P., II
HENDERSON, A. M., II
HENNESSY, Bernard C., II
HERMENS, F. A., I
HERD, Alfred, II
HERRING, E. P., I
HERRING, Pendleton, I
HERSH, Jeanne, II
HESS, Robert D., I, II
HILL, Dillys M., II
HIMMELSTRAND, Ulf, II
HINDERAKER, Yvan, I
HIRSCH-WEBER, Wolfgang, I
Hitler, Adolf, I, II
HOBBS, Thomas, I
HOBSON, William A., I
HODGE, Robert W., I
HOFFMAN, David, I, II
HOFFMAN, Paul H., II
- HOLDEN, David E. W., I
HOLMES, Oliver W., I
HOLTZMAN, Abraham, II
HOMANS, George C., I
HOROWITZ, Gad, I
HOROWITZ, Irving Lewis, II
HORTON, John E., II
HUGHES, Delos D., I
HUMPHREY, John H., I
HUNT, Margaret A., II
HUTCHINSON, John, II
HYMAN, Herbert H., I
HYNEMAN, Charles S., II
- I
INDIK, Bernard P., II
INGLEHART, Ronald, II
INKELES, Alex, I, II
Institut canadien d'éducation des adultes, II
Institut français d'opinion publique, II
Institute of Public Administration, The, II
IONESCU, Ghita, I, II
- J
JACKMAN, Robert W., II
JACKSON, Andrew, II
JACOB, Philip E., I, II
JACQUES, Roger, I
JAIDE, W., I
JAMOUS, Haroun, II
JANDA, Kenneth F., II
JANNE, H., I
- JANOWITZ, Morris, I, II
JAVITS, Jacob, I
JEFFERSON, Thomas, II
JEHLICK, Paul-J., II
JENNINGS, Eugene Emerson, II
JENNINGS, M. Kent, I, II
JESSUP, John K., II : 94
JEWELL, Malcolm E., I : 327
Johnson, Lyndon B., I : 360
JOHNSTONE, John W. C., II
JONES, W. H. Morris, II
JOUVENEL, Bertrand DE, I, II
JUDKINS, C. J., I
- K
KAHN, Hans, I
KAHN, Herman, II
KAMMERER, C. D. F., I
KANTER, Herschel E., II
KAPLAN, A., I
KAPLAN, Max, II
KARIEL, Henry S., I, II
KATZ, Daniel, II
KATZ, Elihu, I, II
KAUFMAN, Herbert, II
KELLER, Suzanne, II
KELLEY, H., I
KELLEY, Stanley Jr., I, II
KELLOGG, Charles Flint, II
KEMPER, Theodore D., I

- KENDALL, P. L., I
 KENDALL, Willmoore, I, II
 Kennedy, John F., I, II
 KEY, V. O. Jr., I, II
 Kim, YOUNG C., I
 KIRCHHEIMER, O., II
 KIRK, Jerome, I
 KLAPPER, Joseph T., II
 KLECKA, William R., II
 KLFEMEIER, Robert, I
 KLEIN, Walter W., II
 KLUCKHOHN, Clyde, I
 KNOX, Alan B., II
 KOLKO, Gabriel, II
 KORNBERG, A., I, II
 KORNHAUSER, William, I, II
 KRAMER, Ralph M., II
 KRAUSE, Merton S., II
 KREITZER, Donald J., II
 KRIESBERG, Martin, I
 KRISLOV, Walter, II
 KROEBER, A. L., I
 KROLL, Jack, II
 KRONBERG, Allan, II
 KRUGMAN, H., II
 KWAVNICK, David, II

 L

 LABOVITZ, Sanford, I, II
 LALIBERTÉ, Jean, I, II
 L'ALLIER, J.-P., II
 LAMBERT, Jacques, II
 LAMONTAGNE, Maurice, II
 LANCELOT, Alain, I, II
 LANE, Edgar, II
 LANE, Robert E., I, II
 LANG, Gladys E., I
 LANG, Kurt, I
 LANGE, H., I
 LANGER, Suzanne K., I
 LANGTON, Kenneth P., I, II
 LANPHIER, C. Michael, I, II
 LAPALOMBARA, Joseph, I, II
 LAPASSADE, Georges, I, II
 LAPIERRE, Jean-William, I, II
 Laporte, P., II
 LARSON, Olaf F., II
 LASKI, Harold, I, II
 LASKIN, Richard, I
 LASSWELL, Harold D., I, II
 LATHAM, Earl, I, II
 LAURAU, René, II
 LAVAU, Georges, I, II
 LAWRENCE, Samuel A., II
 LAZARSFELD, Paul F., I, II
 LEACH, Richard H., II
 LEBEL, Jean-Claude, II
 LEBRET, J. L., II
 LEE, Calvin B. T., II
 LEE, Eugene C., II
 LEFEBVRE, Henri, I
 LEFEBVRE, Jean-Paul, II
 LEIF, J., I
 LEISERSON, Avery, II
 LEMIEUX, Vincent, I, II
 Lenine, Vladimir Ilitch, I, II
 LENS, Sidney, II
 LENSKI, Gerhard, II
 LERNER, Daniel, II
 LERNER, Max, I
 LEVINE, R., II
 LEVINE, Sal., II
 LÉVI-STRAUSS, Claude, I
 LEVITT, Morris, II
 LEVY, Leonard W., I, II
 LEVY, Sheldon G., II
 LEWIN, Kurt, I
 LEWIS, Sinclair, I
 LEWY, Guenther, I
 LHOMME, Jean, I, II
 LIFTON, R. L., II
 LUPHART, Arend, II
 LINDBERG, Leon N., II
 LINDBLOM, Charles-Edward, II
 LINDQUIST, John H., I, II
 LINGAGNE, Claude, II
 LIPPITT, Gordon L., I, II
 LIPPITT, Ronald, I
 LIPPMANN, Walter, II
 LIPSET, Martin Seymour, I, II
 LIPSKY, Michael, II
 LIPSON, Leslie, I, II
 LITT, Edgar, II
 LITTLE, Alan, I, II
 LITWAK, Eugene, II
 LOCKE, John, I, II
 LOEWENBERG, Gerhard, I, II
 LOEWENTHAL, Leo, II
 LONGLEY, Lawrence D., II
 Loomis, Charles, I
 LOPREATO, Joseph, II
 LOSEY, II
 Louis-Napoléon, II
 Louis-Philippe, II
 Louis XVI, II
 Lowi, Theodore J., I, II
 LUNT, Paul S., I, II

- LUTTBEG, Norman R., I, II
 LYND, Helen M., I, II
 LYND, Robert S., I, II
- M
- MABILEAU, Albert, II
 MACCOBY, Eleanor E., I, II
 MACCORY, H., II
 MACIVER, R. M., I
 MACKENZIE, W. J. M., I
 MACRAE, Duncan Jr., I, II
 MACRIDIS, Roy C., I, II
 MADISON, James, I, II
 MAHOOD, H. R., I, II
 MANN, Dean E., II
 MANSFIELD, Harvey C. Jr., I
 MARCH, James G., I, II
 MARCSON, Simon, II
 MARCUSE, Herbert, I, II
 MARTIN, David, II
 MARTIN, John Barlow, II
 MARVICK, Dwaine, I, II
 MARX, Fritz Morstein, I, II
 MARX, Karl, I, II
 MASON, Thomas, II
 MASOTTI, Louis H., II
 MASSIALAS, Byron G., II
 MASTERS, Nicholas A., II
 MATHER, W. G., II
 MATHIOT, André, I
 MATTHEWS, Donald R., I, II
- MAUSS, Marcel, I
 MAYER, Martin, II
 MAYHEW, David R., I
 MAYO, Charles G., II
 MAYO, H. B., I
 McADAMS, Alan K., II
 MCCLINTOCK, Charles G., I
 McCLOSDY, Herbert, II
 McCONNELL, Grant, I, II
 McCORMACK, Thelma, II
 McCRONE, Donald J., I
 McCUNE, Wesley, II
 McDEVITT, James L., II
 McDILL, Edward L., II
 McFARLAND, Andrew S., II
 McINTOSH, Donald, II
 McKEAN, Dayton David, I, II
 McKENZIE, Robert, I, II
 McKENZIE, Robert T., I
 McKEON, Richard, I, II
 McLAUGHLIN, Doris B., II
 McLEOD, Jack M., I
 McLUHAN, M., II
 McPHEF, William N., II
 McQUAIL, Denis, II
 McWILLIAMS, Carey, II
 McWILLIAMS, Robert C., II
 MEAD, George H., II
 MÉDART, Jean-François, I, II
 MEEHAN, Eugene J., II
 MEHL, Lucien, I, II
 MEISEL, James H., II
- MEISEL, John, I, II
 MEISTER, Albert, I, II
 MELLEHNOF, Clark R., II
 MELLER, Norman, II
 MELLOS, Koula, II
 MENCKEN, H. L., II
 MERELMAN, Richard W., II
 MERLE, Marcel, II
 MERRIAM, Charles E., I
 MERRIT, Richard L., I, II
 MERTON, R. K., I
 MEYER, J., II
 MEYERSON, Martin, I
 MEYNAUD, Jean, I, II
 MICHELS, Roberto, II
 MILBRATH, Lester W., I, II
 MILL, James, II
 MILL, John Stuart, I, II
 MILLAR, Robert, II
 MILLER, D. C., II
 MILLER, D. R., I
 MILLER, Warren, I, II
 MILLET, Kate, II
 MILLETT, John H., II
 MILLS, C. Wright, I, II
 MINARIK, E., II
 MINNIS, Mhyre S., II
 MITCHELL, William C., I, II
 MOLES, A., II
 MONEY-KYRLE, R. E., II
 MONSEN, R. Joseph Jr., I, II
 MONTESQUIEU, I
 MONTUCLARD, Maurice, II
 MOODIE, Graeme C., II
 MOORE, Barrington Jr., II

- MOREAU de BEL-
LAING, J., II
MORGAN, Patrick M.,
II
MORGAN, Robert J., II
MORGENTHAU, Hans,
II
MORIN, Edgar, I
MORRIS, Raymond N.,
I, II
MORRIS, Ruth, I, II
Moss, Malcom L., II
MOWRY, George E., I
MULLER, Edward N.,
II
MUSSEN, Paul E., II
MYERS, Gustave, I
MYRDAL, Gunnar, I
- N
- Nagel (Secrétaire au
Commerce), I
NAGEL, Stuart S., II
Napoléon, I
Nasser, Gamal Abdel, II
*National Association of
Manufacturers*, II
National Associations of
the United States
(catalogue), I
*National Opinion Re-
search Center*
(N.O.R.C.), I, II
Nations-Unies, II
NEAL, Arthur G., II
NETTL, J. P., II
NEUSTADT, Richard
E., II
NEWCOMB, Theodore
M., II
News Week Magazine, II
NIE, Norman H., II
NIEMI, Richard G., I, II
NISBET, Robert A., I
- NIZARD, Lucien, II
NOIZET, Georges, I, II
NORC, II
NORRIS, George E., I
NYE, Joseph S., II
- O
- ODEGARD, Peter H., I
Office américain de
l'Agriculture, II
Office américain des
Vétérans, II
O'HARA, Rosemary, II
OLIEN, C., II
OLSEN, Marvin E., II
OLSON, Mancur, I, II
OPPENHEIM, Felix E.,
II
ORBELL, J. M., II
ORLEANS, Peter, I, II
OSGOOD, Charles E., I
OSTROGORSKI, M., II
OSTROM, Vincent, II
- P
- PAGE, C. H., I
PAINE, Tom, II
PALAMOUNTAIN,
Joseph C., I
PALISI, Bartolomeo J.,
I
PARENTI, Michael, II
PARRY, Geraint, II
PARSONS, Talcott, I, II
PATCHEN, Martin, II
PATEMAN, Carole, II
PATERSON, Samuel
C., II
PEARL, S. A., II
PELTASON, Jack W., I
PENNOCK, Roland J., I
PERROUX, François, II
PERRY, Charner ; I
- PESONEN, Perti, I, II
PETTERSON, Paul E.,
II
Pfimlin, Pierre, II
PHILIPPART, A., I
PHILIPPS, Joseph D., II
PHILLIPS, Derek L., II
PIERCE, Roy, I, II
PILISUK, Marc, II
PINARD, Maurice, I, II
PINEO, P. C., I
PINNER, Frank, II
PINNEY, Edward L., I
PISIER, Evelyne, II
PITKIN, Hannah F., I
Platon, I
POLSBY, Nelson W., II
PORTER, John, I, II
POTTER, Allen, I, II
POTTER, David M., II
POULANTZAS, Nicos,
II
POWELL, G. Gingham,
I, II
POWELL, Norman
John, I, II
POWELL, Sandra, II
POWLEDGE, F., II
PRANDI, Alfonso, II
PRATHER, J. E., I
*Preparatory Commis-
sion on Autonomous
Groups and Mental
Health*, I
PRESTHUS, Robert, I,
II
PREWITT, Kenneth, I,
II
PROTHRO, James W.,
I, II
Proudhon, Pierre-
Joseph, I
PYE, Lucien W., I, II
- R

- RAE, Douglas W., I, II
RANNEY, Austin, I, II
READER, G. G., I
REHMUS, Charles M., II
REISS, A. J., I, II
RÉMOND, René, I, II
RENARD, Marie-Thérèse, II
RENNEKER, Richard E., II
REVEL, Jean-François, II
REYNAUD, Jean-Daniel, II
RICE, Stuart A., I
RIDLEY, Jeanne C., II
RIESMANN, David, II
RIGGS, Fred W., I, II
RIVERA, Ramon J., II
RIVERO, Jean, I, II
ROBERTS, B. C., I
ROBERTS, Geoffroy K., II
ROBERTSON, D. B., I
Robespierre, II
ROBINSON, John P., II
ROBINSON, W. S., II
ROCHE, John P., I, II
Rockefeller, John Davidson, I, II
ROGOW, Arnold A., II
ROIG, Charles, I, II
ROKEACH, Milton, II
ROKKAN, Stein, I, II
Roosevelt, Franklin D., II
Roosevelt, Theodore, I
ROPER, Elmo, II
ROSE, Alfred M., II
ROSE, Arnold M., I, II
ROSE, Richard, I, II
ROSEMAN, Cyril, II
ROSENBAUM, Walter A., I, II
ROSENBERG, Morris, II
Ross, Edward A., I
Ross, Irwin, II
Rossi, Peter H., I
ROTHMAN, Stanley, I
ROTHSCHILD, M. A., II
ROURKE, Francis E., II
ROUSSEAU, Jean-Jacques, I, II
ROVAN, Joseph, II
RUBIN, Bernard, II
RUSH, Michael, II
RUSK, Jerrold D., II
RUSSELL, Bruce C., I
RUSSET, Cynthia Eagle, II
RUSSETT, Bruce M., I
S
SAINT-JUST, Louis, II
SAINT-SIMON, Claude-Henri, comte DE, I, II
SALISBURY, Robert H., I, II
SANFORD, Nevitt, II
SAPIN, Burton, II
Sartre, Jean-Paul, I
SARTORI, Giovanni, I, II
SAUVY, Alfred, I
SCAMMON, Richard M., II
SCARROW, Howard A., II
SCHAPIRO, Martin, II
SCHATTSCHEIDER, E. E., I, II
SCHETTLER, Clarence, II
SCHEUCH, Erwin K., I
SCHILLER, Herbert L., II
SCHILER, P. A., I
SCHINDELER, Fred, II
SCHLESINGER, Joseph A., I, II
SCHMIDHAUSER, John R., II
SCHRAMM, Wilbur, II
SCHRIFTGIESER, Karl, I, II
SCHUBERT, Glendon, I, II
SCHULTZE, Robert O., II
SCHUMPETER, Joseph, I, II
SCHWARTZ, Mildred A., I, II
SCOBLE, Harry M., I, II
SCOTT, Andrew H., II
SCOTT, Andrew M., I
SCOTT, Greer, I, II
SCOTT, John Carver Jr., I, II
SCOTT, Richard W., II
SEELEY, J. R., II
SEEMAN, Melvin, II
SELIGMAN, Lester G., II
SELLIER, François, I
SELVIN, Hanon C., II
SELZNICK, Philip, I
SÈVE, Micheline DE, I, II
SHANKS, Michael, II
SHAPIRO, Michael J., II
SHEATSLEY, Paul, I, II
SHILS, Edward, II
SHINDELER, Fred, I
SHONFIELD, Andrew, II

- SHOWEL, Morris, II
 SIEGEL, Paul M., I
 Sieyès, l'abbé, I
 SILLS, David, I
 SILVERMAN, Corrine, II
 SIMMONS, Charles E. P., II
 SIMON, Herbert A., I, II
 SIMON, Yves, II
 SINGH, Tarlock, II
 SMELSER, Neil J., II
 SMITH, Adam, II
 Smith, David G., I
 Smith, Joll, I, II
 SNIDER, J. G., I
 SNYDER, Eloise S., II
 SNYDER, Richard C., II
 SOLA POOL, lthiel DE, I, II
 SOMIT, Albert, II
 Sondages (publication), II
 SONNENFELD, Peter H., II
 SORAUF, Frank J., II
 Sorel, Georges, I
 SORENSEN, Theodore C., II
 SOROKIN, Pitirim, I
 SPENCER, Herbert, I, II
 Spinoza, Baruch, I
 SPIRO, H. J., I, II
 SPITZ, David, I, II
 SPRECHER, Drexel A., II
 Staline, I
 STANLEY, D. T., II
 STEDMAN, Murray S. Jr., II
 STEIN, Maurice R., I
 STEINTRAGER, James, I
 STÉPHANE, André, II
 STERN, Frederick, II
- STEWART, J. D., II
 STOKES, Donald E., I, II
 STRAUSS, Leo, I
 STUDDERT-KENNEY, Gerald, II
Survey Research Center, II
 Susi, G. G., I
 SUSMAN, M. B., II
 SWANSON, Bert E., II
 SWANSON, G. E., I
 SZELEWSKI, Ivan, II
- T
- Taft-Hartley, I, II
 TAIETZ, Philip, II
 TALBOT, Ross B., II
 TANNENBAUM, A. S., I, II
 TANNENBAUM, P. H., I
 TAWNEY, R. H., I
 TAYLOR, Donald W., II
 TÉTREAULT, André, II
 TEXIER, Jean, I
 THEOBALD, Robert, II
 THÉRY, Henri, I, II
 THIELBAR, Gerald, II
 THOENES, Piet, II
 THOMAS, David C., II
 THOMAS, N., I, II
 THOMPSON, Ralph W., II
 THOMPSON, Wayne E., II
 THORBURN, Hugh I, II
 TICHENOR, P. J., II
 TINGSTEN, Herbert, II
 Tito, I
 TOCQUEVILLE, Alexis DE, I, II
 TOFFLER, Alvin, II
- Tolstoï, Léon, II
 TOMASEK, Robert D., I
 TONNIES, Ferdinand, I, II
 TORNEY, Judith V., I, II
 TOURAINÉ, Alain, I, II
 TOURNON, J., II
 TOWNASLEY, W. A., II
 TREIMAN, D. J., I
 TROELTSCH, Ernst, II
 TROW, Martin, I, II
 TRUDEAU, Pierre Elliott, II
 TRUMAN, David, I, II
 Tsuji, Kiyoski, II
 TULLOCK, Gordon, I, II
 TUMIN, Melvin, II
 TURNER, Henry A., I, II
 TURNER, Julius, I, II
 TUSSMAN, Joseph, I, II
 TYLER, Gus, II
- U
- UDY, Stanley H. Jr., I
 ULAM, Adam B., I
 Union des Vétérans, II
 UYEKI, Eugene S., II
- V
- VALLIÈRES, Pierre, I, II
 VAN BUREN, J., II
 VAN DYKE (voir DYKE)
 VEDEL, Georges, I, II
 VERBA, Sidney, I, II
 VIAU, P., II
 VICKEN, Geoffrey, II

- VIET, Jean, I
Voltaire, François Ma-
rie, II
VORWALLER, Darrel
J., II
VOSE, Clement, II
- W
- WAHLKE, John C., I, II
WALKER, Alan M., II
WALKER, Harvey, I
WALKER, Kenneth N.,
I
WALTER, E. V., I
WALTER, W., II
WALTON, John, I, II
WARD, Norman, I
WARD, Robert E., I
WARNER, W. L., I, II
WARRINER, C. K., I
WASSEF, W. Y., II
WEBB, Beatrice, I
WEBB, Sidney, I
WEBER, Max, I, II
WEBER, Yves, I, II
WEBSTER, H., II
WEBSTER, R. A., I
WEINBERG, Jan, I
WEINER, Myron, II
WESOLOWSKI, W., II
- WESTERFIELD, H. B.,
II
WESTIN, Alan F., II
WEYL, W. E., I
WHEELER, Stanton, I
WHITE, Elliot S., I
WHITE, Howard B., II
WHITE, Leonard D., I,
II
WHITE, Ralph K., I
WHITE, Theodore H., II
WHITE, William Allen,
II
WHYTE, William H., II
WIENER, Anthony J., II
WIENER, Norbert, II
WILENSKY, Harold, I
WILLCOCKs, Arthur J.,
I, II
WILLIAMS, R., II
WILLIAMS, Robin M.
Jr., I
WILSON, Everett K., II
WILSON, James Q., I,
II
WILSON, P. R., I
WILTSE, Charles M., I
WOHLGEMUTH, Er-
nest, I
WOLFINGER,
Raymond E., II
- WOODCOCK, George,
I
WOODWARD, Julian
L., II
WOOTON, Graham, II :
World Book Encyclope-
dia, I
WRIGHT, Charles R., I,
II
WYSZINSKI, Anne B.,
II
- Y
- YOUNG, Roland, I
YOUNG, Ruth C., II
- Z
- ZANDER, A., I
ZANOTTI-KARP, An-
gela, II
ZEIGLER, Harmon, I, II
- 566 SOCIÉTÉ ET
POLITIQUE
- ZELLER, Belle, I, II
ZIMMER, Basil G., I, II
ZISK, Betty H., I, II

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

INDEX CUMULATIF DES SUJETS

(tomes I et II)

[Retour à la table des matières](#)

A

Absolutisme, I, II

Abstentionnisme, I, II

Accès (accessibilité), II

- composantes internes du système politique, II

- influence, II

- notion, II

- partis politiques, II

- point d', II

Accords (partis-groupes), II

Action (politique), (Acte-Activité), I, II

- influence, II

- modes, II

- moyens, II

- participation, II

Activités (partis), II

- électorales, II

- gouvernementales, II

- médiatrices, II

Adaptation, I, II

Adhérents, II

Adhésion, I, II

- partis politiques, II

- types, I

Administration (voir : Composantes internes du système politique), I, II

- consultation (Conseils consultatifs), II

- gouvernement, II

- groupes (d'intérêt), II

- politique consultative, II

Adolescence

- rébellion, I

- socialisation, I

AFL- CIO, I

Âge

- industriel, II

- participation, II

- post-industriel, II

- pré-industriel, II

- technologique, II

Agents (politiques, sociaux), I, II

- consultation (conseils consultatifs), II

- groupes (d'intérêt), I, II

- information, II

- politique consultative, II

Agitation, I, II

- Agrarianisme, I
- Agrégation, II
- Aliénation, II
- Allégeance partisane, I
- Alliance, II
- Aménagement, I
- American Bar Association, I
- American Farm Bureau, I, II
- American Institute of Public Opinion, I, II
- American Medical Association, I, II
- Amiens (charte d'), I
- Analyse (systémique), I, II
- Anarchie (anarchisme), I, II
- Ancien Régime, I, II
- Animateur (voir : Stratège-animateur),
- Animation, I, II
- Anomie, II
- Antagonismes sociaux, II
- Anti-Saloon League, I
- Apathie, I, II
- Apolitisation (voir : Dépolitisation)
- Appareils politiques (socio-), II
 - réforme, II
- Appartenance, I, II
 - associations volontaires, I
 - multiple, I
 - obligatoire, I
 - partis, II
- Archaïsme, I
- Argent, II
- Armée, II
- Articulation
 - notion, II
 - partis politiques, II
- Aspirations (individus), II
- Assemblée législative (Parlement), I, II
 - consultation, II
 - partis politiques, II
 - représentation, I
- Assemblée Nationale (française), II
- Association, I
 - définition, I
 - député, I :
 - liberté d', I
 - prolifération, I
- Association des manufacturiers canadiens, I
- Association internationale de Science politique, I
- Association nationale des fermiers, II
- Association (volontaire), I, II
 - appartenance, I, II
 - culture politique, I
 - définition, I, II
 - données relatives aux, II
 - en U.R.S.S., I
 - étude, II
 - fonction, I, II
 - groupes d'intérêt, I
 - influence, II
 - leadership, I
 - oligarchie, I
 - organisation, I
 - origine, I
 - participation, II
 - partis et élections, I
 - représentativité, I
 - typologies, I
- Associationnisme, I
- Assujettissement, II
- Atomisme, I
- Attitudes(s), I, II
- Authenticité négative, II
- Autocratie, I
- Autodétermination, II
- Autogestion, II
- Automate, II
- Autonomie (autonomisme), I
- Auto-regulatory commission, II
- Autorisation, I
- Autorité, I, II
 - centrale, I
 - consultation, II
 - groupes d'intérêt, I
 - influence, II
- Avis, II

B

Barreau, I
 Barricades, II
 Behaviorisme (behaviorisme), I
 Besoins (individus), II
 Biculturalisme (bilinguisme) (Canada), I, II
 Bien
 - commun, I
 - divisible (indivisible), I
 Bill 60 (Québec), II
 Bill of Rights, I
 Bipartisme, II
 Black Muslims, II
 Black Panther Party, II
 Black Power, II
 Boss (bossisme), II
 Bourgeoisie, I, II
 British Legion, I
 British Medical Association, I
 BUND (communion), I
 Bundestag, I
 Bundesverband der Deutschen Industrie, I, II
 Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, I
 Bureaucratie, I

C

Cabinet, I, II
 Cadre
 - de partis, II
 - partis de, II
 Campagne (voir : Participation électorale)
 - électorale, II
 - formation politique, II
 Canadiens français, II
 Canai de médiation, II
 Canaux de communication (voir : Communication)
 Canaux d'information (voir : Circuits, Réseaux), II

Candidats, II
 Capital, I
 Capitalisme, I, II
 Capture d'un parti, II
 Carnegie (empire), II
 Catégories socio-professionnelles, II
 Catholiques (américains), II
 Caucus, II
 Centralisation, I, II
 Centralisme démocratique, II
 Centre national des jeunes agriculteurs, I
 Centres de décisions (politiques), II
 Centres de pouvoir, II
 Centrisme, II
 Cercles politiques, II
 C.G.T. (France), II
 Chambers of Commerce of the United States, I
 Chambre (deuxième), II
 Chambre de Commerce, I
 Chambre des Communes (Ottawa), II
 Chambre des Représentants, II
 Chambre économique et professionnelle, II
 Chambre économique et sociale, II
 Changement, I, II
 - politique, I
 - social, I, II
 - société libérale, II
 Chapelier (loi Le), I
 Chauvisme, I
 Checks and Balance, II
 Chef
 - cabinet, II
 - gouvernement, II
 - parti, II
 Choix (politiques), II
 Chômage, II
 Cinéma, II
 Circonscription (électorale), II
 Circuits de communication (voir : Réseaux), II
 Civil Service Commission, II

- Civilisation, I
 - définition, I
 - future, I
 - industrielle, I
- Clan, II
- Classes (sociales), I, II
 - député, I
 - groupes (d'intérêt), I
 - inférieure, II
 - instruction, I
 - moyenne, II
 - notion, II
 - participation, II
 - partis politiques, I, II
 - socialisation et culture politiques, I
 - supérieure, II
- Clientela, I
- Clientèle, II
- Climat (le), II
- Clivage, II
- Club Jean Moulin, I, II
- Clubs politiques, II
- Coalition, II
- Codécision, II
- Cogestion, II
- Cohésion, I, II
- Collectif, I
- Collectivisme, I
- Collectivité, I, II
- Collège des médecins, I
- Colloques, II
- Combats (politiques), II
- Comités, II
 - administratifs, II : 110
 - consultatifs, II (voir : Conseils consultatifs)
 - d'action, II :
 - de citoyens, II
 - du Cabinet, II
 - gouvernementaux, II
 - interministériels, II
 - national du parti républicain (voir : Parti républicain)
- Commission, II
 - auto-régulatrice, II
 - consultative, II
 - de la fonction publique, II
 - d'étude, II
 - gouvernementale, II
 - parlementaire, II
 - politique (partis), II
 - régulatrice, II
- Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, II
- Commission d'enquête sur les communications, II
- Communalisme, II
- Commune de Paris, II
- Commune paysanne yougoslave, II
- Communications (voir : Media de communication, télécommunication, télémedia), I, II
 - à deux paliers (two-step flow of), I, II
 - association volontaire, I
 - circuits (canaux), II
 - étude, II
 - gouvernants-gouvernés, I
 - information, II
 - participation, II
 - réseau, II
- Communisme, I
- Community, I
- Compagnie des jeunes Canadiens, II
- Comparaison (intersociétale), I
- Compénétration (partis-groupes), II
- Comportement, I, II
 - définition, I
 - politique, II
 - selon l'âge, I
 - selon le sexe, I
 - selon le statut socio-économique, I
 - selon le quotient intellectuel, I
- Composantes (internes) du système politique, II
 - accès, II
 - administration, II (voir : Administration)

- consultation (politique consultative), II
- étude, II
- gouvernement, II (voir : Gouvernement)
- groupes d'intérêt, II
- importance, II
- influence, II
- inputs, II
- judiciaire, II
- législatif (législation), II (voir : Législatif)
- mécanismes d'interaction, II
- partis politiques, II (voir : Partis)
- relations interpersonnelles, II
- Compromis, I
- Concentration-déconcentration, I
- Concept (opérateur), I
- Concertation, I, II
- Concurrence, I
- Conduites (politiques), II
- Confédération générale du travail (C.g.t.), I
- Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.), I
- Confederazione Generale dell' Industria Italiana, I
- Confederazione Generale Italiana del Lavoro, I
- Conflit, I, II
 - de classe, I, II
 - de loyauté, I
 - d'intérêt, I
 - école du (-) social, I
 - expression et socialisation, I
 - formes, I
 - importance, I
 - solution, I
- Conformisation (over-adjustment), II
- Conformisme, I, II
- Congrès (américain), II
- Congrès (politique), II
- Congress of Racial Equality, II
- Conscience
 - classe sociale, II
 - culture, I
 - de communauté (Gemeinschaft für sich) et communauté de conscience (Gemeinschaft an sich), I, II
 - de groupe, I
 - du nous, I
- Conscience (politique), II
 - participation, II
- Conseil, II
- Conseil consultatif (voir : Comités (mécanismes) consultatifs, Consultation, Politique consultative), I, II
 - ambiguïtés, II
 - antagonismes sociaux, II
 - appareil politique, II
 - assemblée, II
 - avis, II
 - corporatisme, II
 - décision, II
 - fonction, II
 - fonctionnaires, II
 - fonctionnement, II
 - gouvernants, II
 - gouvernement, II
 - groupes d'intérêt, II
 - importance, II
 - interaction, II
 - intérêt (public) général, II
 - mécanismes d'interaction, II
 - media de communication, II
 - ministres, II
 - nombre, II
 - notion, II : 108
 - organisation, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - pays, II
 - planification, II
 - prérogatives, II
 - régie, II
 - représentation, II

- rouage, II
- système (politique, social), II
- tâche, II
- Conseil des ministres, II
- Conseil économique, II
- Conseil économique et social, I, II
- Conseil exécutif (des partis), II
- Conseil ministériel, II
- Conseil national du patronat français, I
- Conseil régional de développement, II
- Conseil supérieur, II
- Conseil supérieur de l'éducation, II
- Consensus, I
- Consentement, I
- Conservateurs (les), II
- Conservatisme, I, II
- Conspiration, I
- Constitution, I, II
- Constitutionnalisme, I
- Consultation (voir : Comités consultatifs, Conseils consultatifs, Mécanismes consultatifs, Politique consultative), II
 - Action politique (activités), II
 - Administration, II
 - Agents (politiques, sociaux), II
 - Assemblée (législative), II
 - Composantes internes du système politique, II
 - Conception, II
 - Concertation, II
 - Contrôle, II
 - Corporatisme, II
 - Critères, II
 - Décisions (politiques), II
 - Députés, II
 - Exécutoire, II
 - Facultative, II
 - Fonctionnaires, II
 - Formes, II
 - Gouvernement, II
 - Groupes (d'intérêt), II
 - Impérativité, II
 - Intérêt général, II
 - Intérêt privé, II
 - Législative, II
 - Ministres, II
 - Modes, II
 - Non officielles, II
 - Notion, II
 - Obligatoire, II
 - Officialité, II
 - Officielle, II
 - Officielle non organique, II
 - Officielle organique, II
 - Officieuse, II
 - Organisations, II
 - Parlementaire, II
 - Participation, II
 - Partis politiques, II
 - Pays, II
 - Privée, II
 - Programmes politiques, II
 - Publicité, II
 - Publics, II
 - Publique, II
 - Représentation (contradictoire), II
 - Secrète, II
 - Société libérale, II
 - Système politique, II
 - Technique de la, II
 - Verticale, II
- Contestation (politique, sociale), II
 - effets, I
 - jeunesse, I
 - nécessité, I
 - représentation, I
- Continuum
 - conservatisme-progressisme, I
 - intérêt-valeur, I
 - opinion et intérêts publics, I
 - traditionnel-moderne, I
- Contradiction, II
- Contrainte, I, II
- Contrat (association volontaire), I
- Contre-poids, II
- Contributions, II

- participation, II
- Contrôle, I, II
 - des dirigeants, I
 - des groupes d'intérêt, I
 - influence, II
 - information, II
 - télémedia, II
- Convergence
 - facteurs, II
 - groupes d'intérêt et partis, II
 - partis de cadres et partis de masses, II
- Cooptation, I
- Copie conforme (descriptiveness), I
- Corporation, I
 - fascisme, I
 - grandes, I
 - naissance, I
- Corporation des enseignants du Québec, I
- Corporation des instituteurs catholiques (Québec), I
- Corporatisme, I, II
- Corps intermédiaire, I, II
 - définition, I
- Coup d'État, I, II
- Couple, I
- Cour (d'études), II
- Cour suprême, II
- Crédit social, I (voir : Parti crédit social)
- Credo
 - capitaliste, II
 - démocratique, II
 - libéral, II
- Crise, II
 - participation, II
 - partis, II
 - politique, II :
 - société libérale, II
- Cristallisation
 - sociale et politique, I
- Critères, II
- Culture, I, II
 - association volontaire, I
- définition, I
- palier, II
- participation, II
- politique, II
- Curatelle (Trusteeship), I
- Curateur (Trustee), I
- Cybernétique, I, II
- D
- Débats, II
- Décentralisation, I, II
- Décisions (politiques), I, II
 - accès aux, I
 - centre de (voir : Centres de décisions politiques)
 - consultation, II
 - influence, II
 - information, II
 - participation, II
- Déclin
 - Parlement, II
 - Partis, II
- Déconcentration, II
- « Dé-étatisation », I
- Déférence, I
- Définition
 - groupes d'intérêt, II
 - nécessité, I
 - opératoire, I
 - participation, II
 - partis politiques, II
- Délégation, I, II
- Délégués (groupes), II
- Démago-technocratie, II (voir : Techno-démocratie)
- Demandes politiques (inputs), I, II
- agrégation et articulation, I
- Démocrates (américains), II
- Démocratie, I, II
 - associations volontaires, I
 - déléguée, I
 - directe, I
 - « grass-roots democracy », I
 - libérale, I

- participation, I, II
- représentative, I
- Démographie, I (voir : Palier démographique)
- Démonstrations, II
- Dépendance, II
- Dépenses électorales, II
- Dépolitisation, II
- Députés, II
 - classes sociales, I
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - électeurs, I, II
 - groupes d'intérêt, I, II
 - partis politiques, II
 - représentation, I
- Désaliénation, II
- Désaveu, II
- Destinée manifeste, I
- Déterminisme, II
- Développement, I, II
 - politique, I
- Devenir, I
- Devoir, II
- Dialectique, II
 - autorité et liberté, I
 - des groupes, I
 - sociale et politique, I
- Dictature, I, II
- Différences idéologiques, II
- Dimensions (de la participation), II ;
 - organisationnelles, II
 - personnelles, II
- Dirigeants (groupes, organisations, partis), II
- Discipline de partis, II
- Distance (notion), II
- District électoral, II
- Divergence (facteurs de), II
- Division du pouvoir, II
- Division du travail (des tâches), I
- Doctrines (partis à), II
- Doctrines libérales, II
- Domination-subordination, I
- Droit, I
 - contestation, II
 - des états, I, II
 - représentation, II
 - revendication, II
- Droit(s) démocratique(s), II
- Droite
 - contagion par la (-), II
 - notion de, II
 - partis de, II
- Dualisme (tendance au), II
- Dynamique, I, II
 - groupes d'intérêts, I
 - intersystémique, II
 - sociale et politique, I, II
- Dysfonction, I
- Dysfonctionnement, II
- E
- Écarts (représentations), II
- Échanges intersystémiques, II
- École
 - participation, II
 - socialisation, I
- Écologie, I (voir : Palier écologique)
- Économie, I (voir : Palier)
 - consultation, II
 - participation, II
- Éducation, I
 - adultes, II
 - ministère (Québec), I
- Effet, I
- Effet de groupes (et partis), II
- Efficacité, II
- Efficience (règle d'), II
- Égalité, I
 - d'influence, II
- Église, I
- Électeurs, I, II
- Élections, I
 - associations volontaires, I
 - étude, II
 - participation, II
 - partis politiques, II

- représentation, I
- Élite, I, II
 - influence, II
- Élitisme, I
- Élus (proclamation), II
- Émetteur, I
- Émeutes, II
- Émissions (d'information), II
- Empirisme, I
- Employment Act de 1946, II
- Encadrement (méthode d'), I, II
- Enculturation, I
- Enfance
 - socialisation, I
- Engagement politique, II
- Enjeux, I, II
- Enquête, II
- En soi, II
- Enthousiasme, I
- Entropie, I, II
- Environnement
 - du système politique, I, II
 - groupes, I, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - prolifération des associations, I
 - socialisation, I
- Équilibration (système politique), II
- Équilibre, I
 - des intérêts, I
 - importance, I
 - niveaux, I
- Équipe gouvernementale, II
- Ère
 - napoléonienne, II
 - post-idéologique, II
- Erreur individuelle et écologique, I
 - droit à, I
- Esprit de corps, I
- État
 - conception pluraliste, I
 - selon Bentley, I
 - Welfare State (voir : Welfare State)
- Ethnicité (participation), II

- Étude
 - communications, II
 - élections, II
 - groupes (d'intérêts), II
 - influence, II
 - information, II
 - interrelations (partis et groupes), II
 - mécanismes d'interaction, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
- Évangile de la richesse, I
- Évolution socio-politique (Assemblée), II
- Évolutionnisme, I
- Exécutif, I, II
 - concentration, I
 - croissance, I
- Exigences
 - fonctionnelles, II
 - systémiques, II
- F
- Fabian Society, II
- Facteurs
 - du vote, II
 - participation, II
 - sociaux, II
- Factions politiques, II
- Famille, I
 - participation, II
 - socialisation, I
- Farm Bureau, I
- Fascisme, I
 - groupes, I
- Favoritisme politique (Patronage), II
 - administration publique, II
 - esprit de, II
 - groupes d'intérêt, II
 - partis, II
- Federal Regulation of Lobbying Act, II
- Fédéralisme, I, II
 - aux États-Unis, II

- politique et - des groupes d'intérêt, I
- Fédération, I
- Federation of British Industries (F.B.I.), I
- Femme (voir : Sexe)
 - politique, I
- Féodalisme, I
- Ferveur idéologique, I, II
- Financement (source de), II
- Fins électorales, II
- Flash parties, II
- Fonction (voir : Tâche, Rôle), I
 - catégorisation, II
 - chevauchement (doublement), II
 - conseils consultatifs, II
 - dédoublement, II
 - électorale (partis), II
 - exécutive, II
 - gouvernementale (partis), II
 - groupes d'intérêt, II
 - législative (partis), II
 - media de communication, II
 - médiatrice, II
 - partis politiques, II
 - publique, II
 - substitutions, II
 - symbolique, II
- Fonctionnaires, II
 - consultation, II
- Fonctionnalisme, II
- Force (la), I, II
- Formation
 - organisation, II
 - parti, II
 - partisan, II
- Francophones canadiens (participation), II
- Front (politique), II
- Full Employment Bill, II

- G

- Gauche
 - française, II
 - notion, II
 - partis de, II
- Gemeinschaft, I
 - an sich (communauté de conscience), I
 - für sich (conscience de communauté), I
- General Combination Act, I
- General Motors, I
- Généralisations, écart des, I
- Gesellschaft, I
- Gerrymandering, I
- Gestion, II
 - co-gestion et auto-gestion, I, II
 - gouvernement, II
- Golden Era (la « période dorée »), I
- Gouvernants, II
 - choix, II
 - prérogatives, II
- Gouvernement, I, II
 - accroissement des pouvoirs, I
 - administration, II
 - comme arbitre, I
 - comme baromètre, I
 - comme organisation d'intérêts articulés, I
 - comme processus d'adaptation, I
 - conseils consultatifs, II
 - consultation, II
 - décentralisation, I
 - direct, I
 - gestion, II
 - groupes d'intérêt, II
 - influence, II
 - information, II
 - intérêt (public) général, II
 - lois (législation), II
 - partis politiques, II
 - politique consultative, II
 - privé et public, I
 - social, I
 - société libérale, II
 - tâche, II

- Gouvernementale (activité), II
- Gradualistes, II
- Graffiti, II
- Gratification, I
- Grève, I, II
- Groupe, I
- Groupe (voir : Groupe d'intérêt, I
 - catégories (socio-professionnelles), I, II
 - création, II
 - définition, I
 - dynamique, I
 - effet, II
 - gouvernement, II
 - identification, II
 - idéologies, I
 - individus, I, II
 - intégration (politique), II
 - intérêts des, II
 - parlement, II
 - partis politiques, II
 - politique consultative, II
 - pressions, I, II
 - prolifération, I
 - référence, II
 - socialisation, I
 - sociaux, I
 - société libérale, II
 - théorie des (voir : Théorie politique)
 - travail, II
- Groupe d'intérêt, I, II
 - action (politique), I, II
 - activité médiatrice, II
 - administration, I, II
 - agents (politiques), II
 - agrégation (articulation), II
 - assemblée (législative), II
 - attitudes envers, I
 - catégories (socio-professionnelles), II
 - centralisation (politique), I
 - centres de décision, II
 - classes sociales, I
 - classification (modes d'action), II
 - comme mécanismes d'interactions systémiques, I
 - composantes internes du système politique, II
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - contrepoids, II
 - culture politique, I
 - décisions (politiques), II
 - définition, I
 - développement, I
 - étude (examen), II
 - favoritisme, II
 - fonction, II
 - fonctionnaires, I
 - idéologies, II
 - image, I
 - indépendance, I
 - influence, II
 - information, II
 - interaction systémique, II
 - interrelations (partis et groupes), II
 - légitimité, I, II
 - lobby, II
 - loi(s) (législation), II
 - mécanisme d'interaction, II
 - media de communication, II
 - médiation, II
 - membres, II
 - modes (moyens) d'action, II
 - naissance (origine), I, II
 - nature des modes d'action, II
 - nombre de membres, II
 - opinion publique, II
 - parlementaires (les), I, II
 - participation, II
 - partis politiques, I, II
 - poids des, II
 - politique consultative, II
 - porte-parole des, II
 - pression, II
 - processus politique, II

- relations interpersonnelles, II
- représentation, I, II
- représentativité, I
- ressources, II
- socialisation, I
- soutiens, II
- statut, I
- structures et organisation, I, II
- système politique, II
- tâche, II
- télémedia, II
- valeurs, I
- vocation (politique), I, II
- Groupement, II
- Groupisme, I
- Groupuscule, I, II
- Guerre, II
- H
- Harmonie (sociale), II
- Harmonisation, II
- Hippies, I, II
- Holographe, II
- Homme (et politique) (voir : Sexe)
- Homme de l'organisation, II
- Homme de la tradition, II
- Homme extériorisé de Riesman, II
- Homme intériorisé, II
- Humanisme, II
- Hypothèses, II
- I
- Idéologies, I, II
 - agrégation, II
 - articulation, II
 - associations volontaires, I
 - contenu, II
 - définition, I I, II
 - dominante, I, II
 - électeurs, II
 - fin, II
 - formes, II
 - genèse, II
- groupes (d'intérêt), II
- influence, II
- interrelations structurales, II
- libérale, II
- media de communication, II
- participation, II
- partis politiques, I, II
- rôle, II
- structure, II
- union ouvrière, I
- valeur (voir : Valeur)
- Idéologue (quasi-), II
- Immobilisme, I
- Impérativité (angle d'), II
- Individus
 - aspirations (voir : Aspirations)
 - besoins (voir : Besoins)
 - caractéristiques personnelles
 - socio-économiques, II
 - demandes, II
 - influence, II
 - orientation politique, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - soutiens, II
- Industrialisation, I, II
 - socialisation, I
- Inégalités, II
- Infiltration (des partis), II
- Influence, I
 - accès, II
 - action (acte), II
 - agents, II
 - analyse, II
 - argent, II
 - associations volontaires, II
 - autorité, II
 - centre d', II
 - circuits (intersystémiques), II
 - composantes de, II
 - composantes internes du système politique, II
 - conception, II
 - conditions, II
 - conseils consultatifs, II

- contrepoids (aux groupes d'intérêt), II
- contrôle, II
- décisions politiques (processus de), II
- degré, II
- demandes, II
- direction, II :
- distribution, II
- égalité, II
- élite, II
- enjeux, II
 - étude (examen), II
- exercice, II
- facteurs, II
- gouvernement, II
- groupes (d'intérêt), II
- idéologies, II
- individus, II
- information. II
- inputs, II
- intensité, II
 - interaction (systémique), II
- intérêt, II
- judiciaire, II
- législation (lois), II
- masse (la), II
- mécanismes d'interactions, II
- (media de) communication, II
- mesure, II
- moyens, II
- notion, II
- organisation(s), II
- outputs, II
- parlement, II
- participation, II
- partis politiques, II
- poids (des groupes d'intérêt), II
- pôles, II
- politique (processus), II
- pouvoir, II
- pression, II
- prestige, II
- processus d', II
- processus d'interaction, II
- quantité, II
- réaction, II
- recherche, II
- régime (politique), II
- règle de majorité, II
- règles du jeu, II
- réputation, II
- réseau, II
- réseau de communication, II
- résistance, II
- ressources, II
- rôles exercés, II
- rouage, II
- sens de, II
- société, II
- sondages, II
- strate (stratification) sociale, II
- structures, II
- système politique (social), II
- théorie politique, II
- véhicules, II
- Information, I, II
 - accès (accessibilité), II
 - agents (politiques, sociaux), II
 - armée, II
 - associations volontaires, I
 - banque, II
 - canaux, II
 - catégories, II
 - circulation, II
 - communication, II
 - contrôle, II
 - critère, II
 - émission (diffusion, transmission), II
 - étude, II
 - exactitude, II
 - facteurs, II
 - gouvernement, II
 - groupes (d'intérêt), I, II
 - influence, II
 - intelligibilité, II
 - loi de la circulation de l'(-) à deux temps, II
 - media (de communication), I, II

- moyens (électroniques), II
- nouvelles (politiques), II
- office, II
- organisation(s), II
- participation, II
- phase, II
- points dans les circuits de communication, II
- politique, II
- production, II
- publicité, II
- qualité, II
- rationalité, II
- recherche scientifique, II
- régime (économique), II
- ressources, II
- secret, II
- service, II
- sociale, II
- source, II
- système (politique), II
- transmission, II
- universalité, II
- véhicules de, II
- Informatique, I
- Infrastructure, II
- Innovation(nisme), I, II
- Inputs (voir : Demandes, Soutiens), II
 - dysfonctionnels, I
 - entropie, I
 - politiques, I
 - sociaux, I
- Inside Parliament (voir : Partis politiques)
- Instabilité politique, II
- Instances consultatives, II
- Instances régionales, II
- Institut
 - de recherches, II
 - de sondages, II
 - français d'opinion publique, II
- Institutionnalistes, II
- Instruction, I
 - degré, II
- participation, II
- stratification sociale, I
- Instrument de pression, II
- de rétroaction, II
- du pouvoir, II
- Intégration, I
 - culturelle, I
 - possible, I
 - sociale, I
- Intégration politique, I, II
 - concept(ion), II
 - conditions, II
 - dynamique, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - participation, II
 - processus, II
- Intellectuels (et participation), II
- Intendance (stewardship), I
- Interaction (systémique), I, II
 - composante interne du système politique, II
 - conseils consultatifs, II
 - dynamique, II
 - forme, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - influence, II
 - mécanisme d' - (voir : Mécanisme d'interaction)
 - non institutionnelle, II
 - non officielle, II
 - non organique, II
 - officielle, II
 - organique, II
 - personnelle, II
- Intérêt, I, II
 - affirmation, I
 - agrégation (articulation), I, II
 - articulation, I
 - convergence, I. défense et promotion, I
 - définition, I
 - général, II
 - idéologie, I
 - influence, II
 - notion, I

- participation, II
- partis politiques, I, II
- privé, II
- prolifération, I
- public particulier et (-) public général, I
- public général (commun), I, II
- représentation, I
- types, I
- International Typographical Union, I
- Interpénétration (partis et groupes), II
- Interrelations (partis et groupes), II
 - activités électorales, II
 - activités gouvernementales, II
 - activités médiatrices, II
 - agrégation (articulation), II
 - étude, II
 - fonctionnelles, II
 - idéologies, II
 - modalités, II
 - organisation des partis, II
 - régime de partis, II
 - régime électoral, II
 - structurales, II
- Interstate Commerce Commission, I
- Interventionnisme, I
- Intimidation, II
- J
- Jacquerie, I
- Jeu démocratique, II
- Jeunes-Commerce, I
- Jeunesse
 - allégeance partisane, I
 - contestation, I (voir : Contestation)
 - engagement politique, I
 - politique, I, II
 - radicalisme, I
 - rébellion, I
- Jeux (théorie des), I
- Journaux, II
- Judiciaire, I, II
- Juges, II
- K
- Kibboutz, II
- Kitsch, II
- L
- Labor Management Relations Act (1947), I
- Laender, I
- Laisser-faire, I
- Lasers, II
- Leaders, II
- Leadership, I, II
 - association volontaire, I
- League of Women Voters of the United States, II
- Le Chapelier (loi), I
- Législateur, I, II
- Législatif (voir : Assemblée et Législation)
 - partis politiques, II
 - système politique (composantes du), II
- Législation (voir : Lois), I, II
 - administration, II
 - assemblée, II
 - gouvernement, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - politique consultative, II
 - rouages de, II
- Légitimation
 - appareil de, II
 - du pouvoir, II
- Légitimité, I
 - partis politiques, I
 - système politique, II
- Lettres, II
- Libéralisme, I, II
- Libéraux (les), II
- Liberté, I, II
 - d'association et d'assemblée, I
 - des groupes, I

- Ligne de parti, II
 Ligue hanséatique, I
 Liste électorale, II
 Livre blanc, II
 Lobby (lobbying), I, II
 - définition, I
 Lock-out, II
 Logique
 - (dynamique) intersystémique, II
 - système politique, II
 - système social, II
 Loi, I, II
 - origine, I
 Loi (d'airan) de l'oligarchie, II
 Loi de la circulation de l'information, II
 Loi de la mobilisation imparfaite des effectifs, I, II
 Loi de la trivialité, I
 Loi Le Chapelier, I
 Loisir, I, II
 Loyauté, I, II
 - électeurs, II
 Lutte
 - électorale, II
 - idéologique, II
 - parlementaire, II
- M**
- Machine (électorale et politique), II
 Magazines, II
 Majorité, I
 - règle de (voir : Règle de majorité)
 Malaise (du système politique), II
 Mandarinat (establishment), I
 Mandataire (delegale), I
 Manifestations, II
 Manipulation, I
 Maoïsme, II
 Marché, II
 - intersystémique, II
 Marxisme, I, II
 Marxistes français, II
- Massmedia, II
 Masse(s), I, II
 - influence, II
 - media de, II
 - mouvement de, I
 - partis de, II
 - politique de, I
 - société de, I
 Mccarthyisme, I
 Mécanique politique, II
 Mécanisme
 - consultatif, II
 - d'action, II
 - de contrôle, II
 - de coordination, II
 - de participation, II
 Mécanisme d'interaction (systémique), I, II
 action, II
 - administration, II
 - agents, II
 - composantes internes du système politique, II
 - conseils consultatifs, II
 - conversion (inputs-outputs), II
 - crise des sociétés libérales, II
 - demandes, II
 - dynamique (politique), II
 - étude, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - influence, II
 - inputs, II
 - media de communication, II
 - médiation, II
 - outputs, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - réforme, II
 - rôle, II
 - société (libérale), II
 - soutiens, II
 - système (politique et social), II
 - tâche, II

- Media de communication (voir :
 Communication, Télécommuni-
 cation, Télémedia), I, II
 - accès aux, II
 - activités médiatrices, II
 - catégories, II
 - conseils consultatifs, II
 - fonction, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - idéologies, II
 - influence, II
 - information, II
 - mécanismes d'interaction, II
 - message, II
 - opinions, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - propriété, II
 - qualité, II
 - rôle, II
 - société, II
 - système politique, II
- Médiation, II
- Meltingpot, II
- Mémoires, II
- Message, II
- Méthode
 - autoritaire, II
 - d'analyse, II
 - systémique, II
- Migration, II
- Ministères, II
- Ministres, II
 - consultation, II
 - information, II
- Minorité, I, II
- Mission
 - d'animation, II
 - d'information, II
- Mobilisation, II
 - des électeurs, I
 - des individus, I
 - imparfaite des effectifs (loi), I,
 II
- Mobilité
 - association volontaire, I
 - géographique, I
 - notion, II
- Modalité d'interrelations (partis et
 groupes), II
- Mode
 - consultatif, II
 - d'action, II
 - de participation (voir : Parti-
 cipation)
 - de scrutin, II
- Modèle, II
 - cybernétique, II
 - d'analyse, II
 - de parti, II
- Modérés (les), II
- Modernité, I
- Moeurs politiques, II
- Monarchie, II
- Monisme des fins, I
- Monocamérisme, I
- Monographie, II
- Moteur de la vie politique, II
- Mother of Parliaments, I
- Motivation, II
- Mouvement, II
 - social, I, II
- Moyen
 - d'action, II
 - électronique (information), II
 - partis, II
- Multi-media, II
- Multipartisme, II
- Mutation des partis, II
- Mythe, I, II
- N
- National Agricultural Workers
 Union, I
- National Association for the Advan-
 cement of Coloured People, I, II
- National Association of Manufactu-
 rers, I, II

- National Association of Teachers (N.A.T.), I
 National Council of Economic Development (N.C.E.D.), I
 National Council of Farmers Cooperatives, I
 National Education Association, I
 National Farmers Union (N. F. U.), I
 National Grange, I
 National (Opinion) Research Center (N.O.R.C.), I, II
 Nationalisation, I
 National-socialisme, I, II
 National Union of Conservative and Unionist Associations, II
 Négociation, I, II
 - collective, I, II
 - intersystémique, II
 Népotisme, II
 Neutralité (partis et groupes), II
 New Deal, I, II
 News Week Magazine, II
 Nihilisme, I
 Niveau
 - d'organisation des partis politiques, II
 - participation, II
 - vie, II
 Noirs américains, II
 Nomination, II
 Non-participation, II
 Normes, II
 Nouveau parti démocratique (Canada), I
 Nouvelles (politiques), II
 Noyautage, II

 O

 Objet (notion), I
 Obligation (sens de l'), I
 Obstruction, II
 Office américain de l'agriculture, II
 Office américain des vétérans, II
 Office d'information, II

 Officers' Pensions Society, I
 Officialisation, I
 Officialité
 - angle de l'(-) II
 - politique consultative, I
 Oligarchie, I, II
 - association volontaire, I
 Opérationnalité
 - des concepts, I
 Opinion, I, II
 - communications (media), II
 - contrôle, II
 - cristallisation, I, II
 - définition, I
 - formation, II
 - orientation et contrôle, I
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - personnalité, II
 - production, I
 - publique, I, II
 - définition, I
 - production, I
 - télémedia, II
 - utile, I
 Opposition, II
 Ordinateur, II
 Ordonnances, II
 Ordre public, II
 Ordre social, I, II
 Organes de planification, II
 Organes représentatifs, II
 Organismes (partis), II
 Organisation, I, II
 - administration, II
 - centrale (partis), II
 - conseils consultatifs, II
 - consultation, II
 - décentralisation, II
 - définition, I, II
 - dialectique, II
 - groupes (d'intérêt), I, II
 - influence, II
 - information, II
 - intermédiaire, I

- interrelations structurales, II
- mère (peak-organization), I
- niveaux d' - (partis), II
- nombre, II
- oligarchie, II
- participation, II
- partis politiques, II
- réforme, II
- société libérale, II
- Organisation sociale, II
- Organisations politiques, II
- Output
 - politique, I
 - social, I, II
 - système politique, II
- Outside Parliament (voir : Partis politiques)
- p
- Pages (éditoriales et d'information), II
- Palier, II
 - culture, II
 - démographique, II
 - écologique, II
 - économique, II
 - société, II
 - stratification sociale, II
 - technologie, II
- Para-partis, II
- Parchemin, II
- Parenté (parents), I, II
 - association de -, I
- Parentela, I, II
- Parlement (voir : Assemblée), II
 - canadien, II
 - consultation, II
 - décision, II
 - déclin, II
 - fonction (législative), II
 - groupes, II
 - influence, II
 - inutilité, II
 - opposition, II
 - planification, II
 - programmes, II
 - questions économiques, II
- Parlementaires
 - action, II
 - activités médiatrices, II
 - catégories socio-économiques, II
 - chambre, II
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - élections, II
 - groupes, II
 - intérêt (public) général, II
 - législation (lois), II
 - organisation, II
 - partis, II
 - prérogatives, II
 - problèmes, II
 - procédures, II
 - réélection, II
 - représentation, II
 - tâche, II
 - travail, II
- Parlementarisme, II
 - fascisme, I
- Participation politique, I, II
 - abstentionnisme, II
 - acte de, II
 - action (activité), II
 - adhésion, II
 - âge de la, II
 - aliénation, II
 - (angles d') analyse, II
 - animation, II
 - anomie, II
 - apathie, II
 - appareil (socio) politique, II
 - appartenance, II
 - associations volontaires, I, II
 - assujettissement, II
 - attitudes, II
 - autodétermination, II
 - autogestion, II

- besoins, II
- canadiens français, II
- classe (sociale), II
- cogestion, II
- collectivité, II
- comportement, II
- concertation, II
- conditions, II
- conduites, II
- conscience, II
- conseils (comités) consultatifs, II
- consultation, II
- contestation, II
- contributions, II
- crise, II
- critères, II
- culture (politique), II
- décisions (politiques) (processus), II
- définition, II
- degré, II
- délégation, II
- demandes, II
- démocratie, II
- dépolitisation, II
- dimensions, II
- dimensions organisationnelles, II
- dimensions personnelles, II
- directe, II
- direction, II
- dirigeants, II
- division (divisive), II
- données sur, II
- école, II
- économie (voir : Palier économique)
- efficacité, II
- électorale (élections, campagnes), II
- engagement, II
- environnement, II
- ethnie (ethnicité), I, II
- étude (analyse), II
- facteurs, II
- facteurs personnels, II
- facteurs (socio) politiques, II
- facteurs structurels, II
- famille, II
- femmes (voir : Sexe)
- finalités, II
- fonction, II
- formes, II
- francophones canadiens, II
- groupes (d'intérêt), I, II
- hommes (voir : Sexe)
- idéologies, II
- incitations, II
- indirecte, II
- individus, II
- influence, II
- information, II
- instruction, II
- intégration (intégrative), II
- intellectuels, II
- intensité, II
- intérêt(s), II
- jeunesse, I, II
- lieu de résidence, II
- loisirs, II
- mécanismes de, II
- mécanismes d'interaction, II
- (media de) communication, II
- méthode systémique, II
- mobilisation, II
- mode(s) de, II
- modèles (historiques), II
- motivation, II
- niveaux, II
- noirs américains, II
- nombre de participants, II
- non-participation, II
- notion, II
- obligatoire, II
- offre de, II
- opinion, II
- organisation(s), II
- palier culturel, II
- palier de la société, II

- palier de la stratification sociale, II
- palier démographique, II
- palier du système politique, II
- palier du système social, II
- palier écologique, II
- palier économique, II
- palier technologique, II
- partis (politiques), II
- personnalité (traits), II
- pression, II
- profession, II
- propagande, II
- race, II
- réformes (structures, valeurs), II
- régime (politique), II
- religion, II
- représentation, I, II
- répression, II
- revenu, II
- sexe, II
- socialisation, II
- société (industrielle, moderne, post-industrielle), II
- sondages, II
- soutiens, II
- stimuli, II
- stratification sociale, I
- structures, II
- symboles, II
- système (politique et social), II
- taux de, II
- technologie (voir : Palier technologique)
- travaux sur, II
- type de, II
- utilité, II
- valeur(s), II
- variables, II
- volontaire, II
- vote, II
- Participation sociale, II
- Particularismes, II
- Partis politiques, I, II
 - Accès (accessibilité), II
- Action, II
- Activités (voir ; Activités)
- Adhésion (adhérents), II
- Administration, II
- Agent de socialisation, I
- Agrégation, II
- Analyse (angle) (voir : Étude)
- Animation, II
- Appartenance, II
- Articulation, II
- Assemblée (législative), II
- Associations volontaires, I, II
- Bipartisme, II
- Cadres (de), II
- Cadre(s) de référence, II
- Candidats, II
- Catégories socio-économiques, II
- Centres de décisions, II
- Citoyens, II
- Classes sociales, I, II
- Clientèles, II
- Composantes internes du système politique, II
- Conflits (voir : Tensions)
- Consultation (Conseils consultatifs), II
- Crise, II
- Culture politique, I, II
- Décisions (politiques), II
- Déclin, II
- Définition, II
- Démocratie, II
- Députés, I, II
- Dirigeants, II
- Discipline, II
- Doctrine, II
- Droite, II
- Dualisme, II
- Dynamique, II
- Élections, II
- Environnement, II
- Ethnie (Canada), I
- Étude, II
- Extérieur du système (à l'), II

- Fascisme, I
- Favoritisme (patronage), II
- Financement, II
- Fonction (voir aussi : Activités), II
- Formation, II
- Gauche, II
- Gouvernementale (choix des), II
- Gouvernement, II
- Groupes (d'intérêt), I, II
- idéologies, II
- Image, I, II
- Individus, II
- Influence, II
- Inputs, II
- intérêt, II
- Intérieur du système (à l'), II
- Interrelations (partis et groupes d'intérêt), II
- Législatif (voir : Assemblée législative)
- Ligne de, I, II
- Machine (électorale, politique), II
- Masses (de), II
- Mécanismes d'interaction, II
- Media de communication, II
- Médiation, II
- Météores, II
- Modèle de, II
- Moyens, II
- Multipartisme, II
- Mutations, II
- Nature, II
- Niveaux, II
- Noyaux, II
- Oligarchie, II
- Opinions, II
- opposition, II
- Organismes, II
- Organisation, II
- Origine, II
- Outputs, II
- Parlementaire(s), II
- Participation, II
- Patronage (voir : Favoritisme)
- Pouvoir, I, II
- Pression, II
- Programme (partis de), II
- Programmes politiques, II
- Quasi et para-, I
- Réalités sociales, II
- Réforme, II
- Régime de -, II
- Règle de, II
- Règlements sur les (-), II
- Rendement électoral, II
- Représentation, I, II
- Responsabilité, II
- Ressources, II
- Rétroaction, II
- Rouage, II
- Société libérale, II
- Sociétés socialistes, II
- Soumission, I
- Stratèges-animateurs, II
- Structure, II
- Structures sociales, II
- Suffrages (Votes), II
- Symboles, II
- Sympathisants, II
- Système politique, II
- Système social, II
- Tâche (fonction), II
- Tensions, II
- Tweedledee (tweedledum), II
- Typologie (types), I, II
- Unions ouvrières, II
- Unique (unipartisme), II
- Visée, II
- Votes, II
- Partis politiques et pays
 - Partis allemands, II
 - Partis américains, II
 - Partis britanniques, II
 - Partis canadiens, II
 - Parti C.C.F. (Saskatchewan), II
 - Partis communistes, II
 - Parti communiste français, II

- Partis conservateurs, II
- Parti conservateur britannique, II
- Parti conservateur canadien, II
- Parti crédit social (Canada), II
- Parti démocrate (américain), II
- Parti démocratique canadien (Nouveau), I
- Partis européens, II
- Partis français, II
- Partis irlandais, II
- Partis italiens, II
- Parti libéral (Canada), II
- Partis libéraux, II
- Partis norvégiens, II
- Partis provinciaux (canadiens), II
- Parti québécois (le), II
- Partis québécois, II
- Parti républicain (américain), II
- Parti social démocrate, II
- Partis socialistes, II
- Partis suédois, II
- Parti travailliste britannique, II
- Parti U.d.r., II
- Parti unioniste irlandais, II
- Parti U.d.r., II
- Pays afro-asiatiques, II
- Partisannerie, II
- Patron (ouvrier), I
- Patronage (voir : Favoritisme), I
- Patronat, II
- Pays
 - consultation, II
 - participation, II
- Pays afro-asiatiques, II
- Performances systémiques, II
- Personnalisation (mouvement de), I
 - pouvoir, II
- Personnalité
 - opinion, II
 - participation, II
- Pétition, II
- Peuple, I, II
- Physiocrates, I
- Plan (le), II
- Planification, I, II
 - Welfare State, I
- Ploutocratie, II
- Pluralisme, I
 - des fins, I
 - doctrinal, I
 - pratique, I
- Pluripartisme, II
- Poids (politique), II
 - contre-poids, I, II
- Points d'application (pression), II
- Points dans les circuits (communication), II
- Polarisation
 - classes sociales, II
 - décision, I
 - facteur de, I
 - partis politiques, II
- Police, I
- Political and Economical Planning, II
- Politique
 - administration, II
 - attitude vis-à-vis, I
 - conflit, I
 - définition, I
 - de parti et de pression, I
 - développement, I
 - économique, II
 - le -, I, II
 - publique (définition), I
 - sexe, I
 - spécificité, I
- Politique consultative (voir : Comités consultatifs, Conseils consultatifs,
- Consultations, Mécanismes consultatifs), I
 - Administration, II
 - Agents (politiques, sociaux), II
 - Ambiguïtés (représentation contradictoire), II
 - Articulation, II
 - Centres de décisions, II

- Composantes internes du système politique, II
- Décentralisation, II
- Déconcentration, II
- Développement, II
- Effet, II
- Fonctionnement, II
- Forme, II
- Gouvernement, II
- Groupes (d'intérêt), II
- Idéologies, II
- Impact, II
- Intérêt général, II
- Intérêts sociaux, II
- Judiciaire, II
- Juridictionnel, II
- Législateurs, II
- Législation, II
- Médiation, II
- Monde (culture, affaires, éducation), II
- Notion, II : 106
- Organisation, II
- Parlement(aire) (assemblée), II
- Partis (voir : Consultation)
- Pression, II : 107
- Régimes socialistes, II
- Régions, II
- Représentation, II
- Représentation contradictoire, II
- Responsabilité ministérielle, II
- Statut, II
- Structures, II
- Système politique, II
- Valeurs, II
- Politisation, II
 - union ouvrière, I
- Politologie, I
- Pollution, I, II
- Polyarchie, I, II
- Population
 - administration, II
 - avis, II
 - conseils consultatifs, II
 - participation, II
- Populisme, I
- Possibilités du système politique, II
- Postes clés (de commande), II
- Poujadisme, I
- Pouls de l'opinion, II
- Pouvoir, I
 - administration, II
 - centres de, II
 - compensateur, II
 - décision, II
 - délégué, II
 - distribution, I
 - division (séparation), I, II
 - fonctionnaires, II
 - influence, II
 - intervention, II
 - instrument, II
 - légitimation (légitime), I
 - légitimité, I
 - les (-) de l'État, I
 - modalités, II
 - monopole, I
 - partis politiques, II
 - régional, II
 - réglementaire, II
 - représentation, II
 - séparation (voir : Division)
 - social, I
 - source, II
- Praxis, I, II
- Precincts (américains), II
- Premier Ministre, II
- Prérogatives, II
- Président (Présidence américaine), II
- Presse (la), II
- Pressions, I, II
 - administration, II
 - agents (politiques et sociaux), II
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - définition, I
 - gouvernement, I
 - groupe (d'intérêt), I, II
 - influence, II

- instrument de, II
- partis politiques, II
- politique consultative, II
- système politique, II
- Prestation, I
- Prestige, I
 - influence, II
 - source de, II
- Primaires américaines, II
- Principes fondamentaux, II
- Prise de décision (voir : Décision)
- Prise en charge, I
- Procédé corporatif, II
- Procédures électorales, II
- Procédures parlementaires, II
- Processus circulaire de l'information, II
- Processus consultatif (voir : Consultation, Mécanismes consultatifs, Politique consultative)
- Processus corporatif, II
- Processus de décision (voir : Décision)
- Processus législatif, II
- Processus politique, II
 - groupes (d'intérêt), II
- Production, I
 - rapports de, I
- Productivité, II
- Profession, I, II
 - stratification sociale, I
- Programmatic (parties) (Partis de programmes), II
- Programmes (politiques), II
- Progressisme, I, II
- Projets de lois, II
- Prolétariat, I
- Promesses (politiques), II
- Propagande, I, II
 - des groupes, I
 - électorale, II
 - participation, II
- Propriété, I
 - media de communications, II
- Prospective
 - gouvernements, II
 - sociale, II
 - technique, II
- Protectionnisme, I
- Pséphologie, II
- Public image, II
- Public relations, II
- Publicistes, II
- Publicité, I, II
 - administration, II
 - commerciale, II
 - consultation, II
 - électorale, I
 - politique consultative, II
- Public(s)(que), I
 - administrations, II
 - communications, II
 - consultation, II
 - définition, I
- Pulsions, II
- Putsch, I

- R

- Raccord (social et politique), II
- Race, II
- Radicalisation, II
- Radicalisme
 - jeunesse, I, II
- Rationalité
 - choix, II
 - décisions, II
 - information, II
- Réalité objective, II
- Réalité sociale
 - groupes (d'intérêt), II
 - partis politiques, II
- Rébellion, I, II
- Récepteur, I
- Recherche
 - institut de, II
 - scientifique, II
- Reclassement, II
- Recrutement, II
- Réélection, II

- Reference group, II
- Réferendum, II
- Réforme
 - appareil administratif, II
 - assemblée (Parlement), II
 - politique (socio-), II
 - régime économique, II
 - structures et valeurs, II
 - système (politique), II
- Régie (s), II
- Régime de partis, II
- Régime économique (réforme du), II
- Régime électoral, II
- Régime politique, II
 - influence, II
 - participation, II
- Règle
 - de conduite, II
 - d'efficacité, II
 - du jeu démocratique, II
 - parti, II
- Règle de majorité, I, II
- Règlements (Réglementation), II
 - gouvernement, II
 - partis politiques, II
- Reich (III e)
 - groupes d'intérêt, I
- Réification, I
- Relais (intersystémiques), II
- Relations interpersonnelles, II
- Relations publiques, II
- Relève politique, II
- Religion, II
- Rendement électoral, II
- Rendre-compte, I
- Rénovation urbaine, II
- Représentants (Chambre), II
- Représentation, I, II
 - administration, I
 - assemblée (législative), I, II
 - classe sociale, II
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - contestation, I
 - contradictoire, II
 - critères, II
 - écarts de, II
 - groupes (d'intérêt), I, II
 - idéologies, II
 - modes, I
 - notion, I
 - participation, I, II
 - partis politiques, I, II
 - proportionnelle, II
 - structure, II
 - système, II
 - théorie, I
- Répression, I, II
- Républicains (américains), II (voir : Parti Républicain)
- Républicanisme, I
- République française (IIIe, IVe), II
- Réseau de communication, II
- Réseau d'influence, II
- Résidence (lieu de), I, II
- Résistance, II
- Responsabilité (ministérielle), I, II
- Responsabilité des partis, II
- Responsable (Politico), I
- Ressources, I, II
 - administration, II
 - argent, II
 - association volontaire, I
 - favoritisme (patronage), II
 - groupes (d'intérêt), II
 - idéologies, II
 - influence, II
 - information, II
 - mobilisation, I
 - monopole, I
 - orientation politique, II
 - partis politiques, II
 - patronage (voir : Favoritisme)
 - promesses, II
 - répartition, I
 - sociales, I
 - système (politique), II
 - votes, II
- Résultats électoraux, II
- Rétroaction (Feedback), I, II

- Revendications, II
- Revenu, II
 - national brut, I
 - participation, II
 - stratification sociale, I
- Révocation (administration), II
- Révolte, I, II
- Révolution, I, II
 - démocratique, II
 - française, II
 - intégrale, II
 - technique (et administration), II
- Revolutionary Action Movement, II
- Ritualisme, I
- Rothschild (empire), II
- Rouage
 - administratif, II
 - consultatif, II
 - de la démocratie, II
 - du gouvernement, II
 - politique, II
- S
- Satellite de communication, II
- Schéma de classe, II
- Schenk (le cas), II
- Sciences humaines (progrès des), I
- Science politique, I
 - statut scientifique, I
- Scrutin, II
 - régime, I
- Secret, II
- Secrétaire personnel, II
- Secrétariat des partis politiques, II
- Sécurité sociale, I, II
- Sédition, I
- Ségrégation, I, II
- Sélecteur (définition), I
- Sélection, II
- Sémaphore, II
- Sénat (américain), II
- Sénateur (américain), II
- Sentiment de classe, II
- Séparation (partis et groupes), II
- Séparation des pouvoirs, II
- Séparatisme (Québec), I, II
- Série (sérialisation, sérialité), I
- Service
 - administratif, II
 - d'information, II
- Sessions d'études, II
- Sexe
 - participation, II
 - politique, I, II
- Signes, II
- Slogan, I, II
- Socialisation, I, II
 - agents de, I
 - définition, I
 - instrument, II
 - participation, II
 - politique :
 - association volontaire, I
 - changement politique, I
 - conditions, I
 - définition, I
 - enfance (jeunesse, adolescence), I
 - groupe, I
 - objets, I
 - stabilité, I
 - sujets, I
 - pouvoir, I
- Socialisme, I, II
 - représentation, I, II
 - société socialiste, I
- Socialistes (les), II
- Société, I, II
 - comparaisons, I
 - culture, II
 - évolution, I
 - media de communications, II
 - moderne, I, II
 - paliers, I, II
 - participation, II
 - politique (définition), I
 - post-moderne, I
 - traditionnelle, I
 - typologie, I

- Société libérale, I, II
- absolutisme politique, II
 - action (politique), II
 - bourgeoisie, II
 - changements, II
 - classes sociales, II
 - conception, II : 460, 461
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - contestation, II
 - crise, II
 - démocratie (de participation), II
 - dysfonctionnement, II
 - gouvernement, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - harmonie, II
 - individu(alisme), II
 - mécanismes d'interaction, II
 - média de communication, II
 - organisation, II
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - politique consultative, II
 - pouvoirs compensateurs, II
 - redressement, II
 - réforme, II
 - révolte, II
 - révolutions (démocratiques), II
 - rouage, II
 - violence, II
 - volonté générale, II
 - Welfare State, II
- Sociologie, I, II
- Solidarité, II
- Sollicitation, II
- Solutions aux problèmes, II
- Sondages, I, II
- Soumission (à un parti), II
- Sous-groupement, I
- Sous-ministres, II
- Southern Christian League Conference, II
- Soutiens (politiques) (Inputs), I, II
- agrégation et articulation, I
 - mobilisation, I
- Souveraineté, I, II
- Spécialisation (des fonctions), I
- Stabilité, II
- droit d'association, I
 - du système politique, I
 - du système social, I
 - socialisation, I
- STAC, II
- Standard Oil, I
- State Department, I
- State Rights, II
- Statu quo, I
- philosophie de l'unidimensionnel, I
- Statut socio-économique (partis), II
- Stimulation individuelle, I, II
- Stimulation politique, II
- Stimuli (participation), II
- Stoïcisme, II
- Stratèges-animateurs (partis), II
- Stratification sociale, I, II
- agents sociaux et politiques, I
 - association volontaire, I
 - mécanismes d'interactions, I
 - palier de la, II
 - participation, I
 - trois strates, I
- Stress, I, II
- socialisation, I
- Structuralisme, II
- Structure, I
- fonctionnement, II
 - idéologies, II
 - influence, II
 - ordonnance, II- participation, II
 - politique (et (-) groupe), I
 - pouvoir, II
 - prolifération, I
 - réforme, I
 - représentation, II
 - sociale, II
- Students for a democratic society, II
- Student Non Violent Committee Coordination, II

Substitution (des fonctions des partis), II
 Suffrage (universel), I, II
 Supports, II
 Symboles (politiques), I, II
 Sympathisants, II I, II
 Syndicat (Syndicalisme) (voir : Union ouvrière), I, II
 Système (définition), I
 Système judiciaire, II
 Système politique, I, II
 - accès, I, II
 - administration, II
 - canadien, II
 - consultation (conseils consultatifs), II
 - crises, II
 - culture politique, I
 - degré de présence, I
 - environnement, II
 - équilibration, II
 - étude, II
 - exigences (fonctionnelles, systémiques), II
 - fonctionnement, II
 - groupes (d'intérêt), I, II
 - influence, II
 - information, II
 - légitimation, II
 - maintien, II
 - mécanismes d'interaction, II
 - média de communication, II
 - palier du, I
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - partis (politiques) à l'extérieur du, II
 - partis (politiques) à l'intérieur du, II
 - politique consultative, II
 - possibilités du, II
 - réforme, II
 - réseau de communication, II
 - ressources, II
 Système social, I, II

- accès, II
 - conseils consultatifs, II
 - groupes (d'intérêt), I
 - influence, II
 - interaction (et mécanisme d' (-)), II
 - paliers du, I, II
 - partis politiques, II
 Systémique (analyse, approche, théorie), I
 - avantages, I
 - cybernétique, I
 - lacunes, I
 - socialisation politique, I

T

Table de négociations, II
 Tabous, II
 Tâches (voir : Activités)
 - administratives, II
 - conseils consultatifs, II
 - dirigeants (partis), II
 - gouvernement, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - mécanismes d'interaction, II
 - parlementaire, II
 - partis, II
 Taft-Hartley Act (1947), I
 Tam-Tam, II
 Technicisme, I
 Technique
 - d'animation, II
 - électorale, II
 - politique, II
 Technocratie, I, II
 Techno-démagogie, I, II
 Technologie, I, II
 - participation, II
 Technostructure, II
 « Télé », II
 Télécommissions, II
 Télécommunicateur, II
 Télécommunication, II
 Télécontrôle, II

- Télégraphe, II
- Télégramme, II
- Télémedia, II
 - accès, II
 - articulation, II
 - composantes internes du système politique, II
 - contrôle, II
 - culture, II
 - distance, II
 - effet, II
 - entreprise, II
 - gouvernement, II
 - groupes (d'intérêt), II
 - influence, II
 - leaders, II
 - loisirs, II
 - mass media, II
 - message, II
 - mobilité, II
 - nouvelles, II
 - opinion, II
 - processus politique, II
 - propriété, II
 - publics, II
 - société, II
 - structures sociales, II
 - télémessage, II
 - télérelation, II
 - télévision, II
 - tendances évolutives, II
 - utilisation, II
 - vocation, II
- Télémessage, II
- Téléologie, II
- Téléphone, II
- Télépublics, II
- Télérelations, II
- Télévision, II
 - communication, II
 - information, II
 - processus politique, II
 - socialisation, I
- Tendance corporatiste, II
- Tendance d'assujettissement, II
- Tendance évolutive
 - media de communication, II
 - partis, II
 - télémedia, II
- Tensions, II
- Terrorisme, I, II
- TEVEC, II
- Théorie de l'accordéon, II
- Théorie politique, II
 - fondée sur les groupes (group theory of politics), I
- aspects négatifs, I
- aspects positifs, I
- critiques, I
- et notion de conflit, I, et notion d'équilibre, I
- présentation, I
 - générale, I
 - générale fondée sur les groupes d'intérêt et les partis, I
 - systémique (voir : Systémique)
- Topographie, II
- Trade Union Congress (T.U.C.), I
- Transducteur
 - définition, I
- Transmission (information), II
- Travail (conditions de), II
- Travailleurs (groupement de), II
- Travaux parlementaires, II
- Trivialité (loi de), I
- Tweedledee (Tweedledum), II
- Two-step flow of communication, II
- Typologie (partis), II
 - rapport (partis et groupes), II
- Tyran, I
- U
- Unanimité, I : 285 ; II : 66, 395
- Unesco, I : 156
- Unidimensionnel (philosophie de), I, II
- Unilinguisme français (Québec), II
- Union canadienne des étudiants, I
- Union des vétérans, II

- Union générale des étudiants du Québec, I
- Union ouvrière, I, II
 - comme association volontaire, I
 - idéologies, I
 - participation, I
 - partis politiques, I, II
 - patrons, I
- Unipartisme, II
- Unitarisme, I
- Universalité (accès), II
- Université, I
- Urbanisation, I, II
 - socialisation, I
- Urnes, II
- Utilitarisme, I
- Utopie (libérale), II
- V
- Valeur(s) (voir : Idéologies), I, II
 - agrégation et articulation, I
 - but (goal-value), I
 - convergence, I
 - défense et promotion, I
 - fonctionnelle, I
 - grande association, I
 - groupe (d'intérêt), I
 - manipulation, I
 - participation, II
 - partis politiques, II
 - politique consultative, II
 - représentation, I
- Owners' Association, I : 354
- Véhicule de participation (partis), II
- Verdict, II
- Verdinglichung, II
- Veto, II
- Vie parlementaire, II
- Vietnam, I
- Violence, I, II
- Volontarisme, I
- Volonté
 - agents politiques, II
 - mécanismes d'interaction, II
- Volonté générale, I, II
- Volonté populaire, II
- Vote, I, II
 - bulletin, II
 - caractère, II
 - classe sociale, II
 - dimensions, II
 - groupe, II
 - partis politiques, II
- W
- Weimar (République de) et groupe d'intérêt, I
- Welfare State, I, II
- Weltanschauungen (vision du monde), I
- Wertrational, I
- Whip, I, II
- Whithinpuis, II : 239, 446
- Woodland

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

LISTE DES TABLEAUX

(tomes I et II)

[Retour à la table des matières](#)

Appartenance à la League of Women Voters of the United States, selon le revenu, II.

Appartenance aux associations volontaires par pays, I, II.

Appartenance aux associations volontaires en fonction de l'importance de l'agglomération, II.

Appartenance aux associations volontaires selon le revenu, II.

Appartenance aux associations volontaires selon les catégories d'associations et selon la langue maternelle (Canada), I, II.

Appartenance à des associations volontaires selon l'instruction, II : 308.

Appartenance des adultes aux associations selon la profession, II.

Appartenance des familles aux associations volontaires selon la classe sociale (Jonesville), II.

Degré d'activité politique des individus selon diverses variables de participation, II.

Différences dans la tendance à voter pour le parti démocrate entre les membres de groupes et les non-membres, II.

Hommes et femmes dans divers rôles politiques, II.

Intérêt pour les questions ou les activités politiques chez les membres et les non-membres d'associations (Denver, Colorado), I, II.

- Intérêt pour les questions ou activités politiques chez les membres et chez les non-membres d'associations (États-Unis), I, II.
- Interpénétration des régimes de castes et de classes chez les Noirs du Sud des États-Unis, II.
- Jugements des députés sur les groupes d'intérêt selon l'opinion qu'ils s'en font, I.
- Membres d'associations ayant occupé un poste de direction selon l'instruction (dans cinq pays), II.
- Modes de consultation dans une société libérale, II.
- Niveaux de conceptualisation, II.
- Nombre d'appartenances aux associations volontaires et degré de participation politique, II.
- Participants aux discussions politiques (dans cinq pays), II.
- Participation de 200 familles à diverses activités avant et après le chômage, II.
- Participation des adultes américains aux activités politiques, II.
- Population adulte américaine en fonction de l'intensité des convictions politiques, II.
- Pourcentage de répondants appartenant à une association selon la nation et l'instruction, I.
- Prédicats de la participation, II.
- Profession du chef de famille en regard du nombre d'appartenances, II.
- Proportions d'appartenances à des associations, II.
- Proportion de ceux qui estiment que le citoyen devrait être actif dans les sociétés communautaires selon les strates sociales et pour cinq pays, I, II.
- Proportion des électeurs démocrates fortement ou faiblement identifiés à leur groupe, II.
- Proportions de membres et de dirigeants dans les associations selon les catégories sociales (Squirebridge), I, II.
- Proportion des répondants appartenant à une ou plusieurs organisations, par pays, I, II.
- Rapport de la quantité d'information politique avec la présence du groupe en tant que groupe dans la conscience d'un individu, II.
- Rapports entre l'échelle d'efficacité politique et le degré de participation, II
- Répartition des suffrages selon les partis pour cinq catégories socio-professionnelles lors de l'élection britannique de 1951, II.
- Répartition des suffrages selon les partis pour quatre catégories socio-professionnelles lors des élections d'après-guerre en Grande-Bretagne, II.

Répondants appartenant à une ou plusieurs associations (Bermington, Vermont), I, II.

Répondants appartenant à une ou plusieurs associations (États-Unis), I, II.

Répondants membres d'associations volontaires selon les sexes (pour cinq pays), II.

Répondants qui disent avoir déjà occupé un poste de direction (officer) dans une de leurs associations, par pays, I.

Répondants qui estiment que leurs associations s'intéressent aux questions politiques, selon les pays, I, II.

Source d'où les adultes américains ont tiré le plus d'information politique au cours des campagnes présidentielles de 1952 et de 1956, II.

Usage de divers « media » pendant les campagnes présidentielles de 1952 et de 1956 aux États-Unis, II.

Voudriez-vous entendre plus ou moins de discours à la radio ou pas du tout ? I.

Vues des hommes et des femmes à l'égard de la convenance de certaines activités pour les sexes, II.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

LISTE DES SCHÉMAS

(tomes I et II)

[Retour à la table des matières](#)

- Articulation des groupes d'intérêt au système social (par le palier de la culture), I.
- Conception du fonctionnement des « télémedia » comme agents des structures sociales, II.
- Conception du fonctionnement des « télémedia » comme instruments de masses, II.
- Conversion cybernétique des interrelations du système social et du système politique, I.
- Conversion des paliers en deux systèmes interreliés : le système social et le système politique, I.
- Dynamique de l'intégration politique, II.
- Dynamique des interactions du système social et du système politique, I, II.
- Échelle de mesure des sociétés selon le changement de leur position dans le temps dans le continuum traditionnel-moderne, I.
- Échelle de mesure des sociétés selon leur position dans le continuum traditionnel-moderne, I.

Échelle de mesure d'un système social et d'un système politique selon leur évolution respective dans le continuum progressisme-conservatisme, I.

Éléments de comparaisons entre sociétés différentes, I.

Éléments de comparaisons entre sociétés différentes eu égard aux structures et aux fonctions, I.

Interactions des « media » de communication avec leur environnement, II.

Interactions des partis avec leur environnement, II.

Interrelations des conseils consultatifs avec leur environnement, II.

La double dynamique vers l'autodétermination politique, II.

La société traditionnelle et la société moderne (traits généraux), I.

Les sept paliers d'une société selon le critère de l'intériorisation progressive, I.

L'influence dans un processus d'interaction, II.

Modalités des interrelations des groupes et des partis, II.

Paradigme de la participation, II.

Perception par les dirigeants des désirs des simples membres, I.

Source de déformation de l'information dans un circuit de communication, II.

Structures de l'influence dans une société libérale, II.

Unité cybernétique, I.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

INTRODUCTION GÉNÉRALE

NOTIONS D'ACCÈS

[Retour à la table des matières](#)

Il ne suffit pas de considérer, comme nous l'avons fait dans le tome premier de cet ouvrage, les formes diverses que revêtent les groupes ainsi que leur mode d'articulation au système social et au système politique. Il s'impose en outre d'observer comment ils se comportent et, notamment, jusqu'à quel point ils constituent un moteur du mouvement des sociétés.

Les interactions du système social et du système politique revêtent obligatoirement un caractère dynamique : elles sous-tendent les bonds en avant aussi bien que les arrêts et les reculs des ensembles sociaux les plus vastes comme les plus restreints. Les pulsions viennent tantôt du système social, tantôt du système politique. Parfois elles convergent, parfois elles divergent. Il en résulte des mouvements plus ou moins amples, harmonieux ou conflictuels qui, tel un tracé barométrique, indiquent le sens du changement.

Les agents de ces mouvements sont les individus eux-mêmes, non pas à l'état isolé, mais en tant qu'ils participent à la vie de collectivités. Nous n'avons pas la prétention d'englober dans nos analyses la totalité de cette vie qui, dans sa plénitude, déborde infiniment toute étroite analytique. Nous allons limiter nos efforts

à une préoccupation centrale : examiner comment les mécanismes d'interactions remplissent leurs tâches de médiation entre les agents des deux systèmes. Ce n'est donc pas ce qui se passe parmi les groupes sociaux ni au sein des composantes internes du système politique (législation, administration, gouvernement, judiciaire) qui, au premier chef, va retenir notre attention, nous allons plutôt nous interroger sur la façon dont les agents des groupes et ceux des composantes internes du système politique entrent en contact et comment ils agissent les uns sur les autres. En outre, nous nous attacherons à scruter ces interactions sous l'angle du système politique plutôt que sous celui du système social. Nous nous posons les trois questions suivantes : comment et jusqu'à quel point les groupes d'intérêt convertissent-ils les pressions, idéologies et intérêts des agents sociaux en inputs (demandes et soutiens) du système politique ; comment et jusqu'à quel point influent-ils sur ce qui se produit au sein du système politique, de même que sur les outputs (décisions et actions) du système politique ; et, finalement, comment et jusqu'à quel point les décisions et actions politiques influent-elles sur les dispositions des groupes à l'endroit du système politique et modifient-elles le caractère de leurs demandes et de leurs soutiens politiques ?

Bien entendu, dans nos considérations, nous ne perdrons pas de vue le système social lui-même puisque le système politique est un appareil de décisions et de contrôles dont le fonctionnement requiert la contribution de toutes les parties du corps social et dont l'emprise s'étend également à l'ensemble de la société. Et le fait même que nous partions des interactions systémiques nous obligera à tenir compte des conditions - actions et réactions - du système social dans ses parties composantes aussi bien que dans son ensemble. Toutefois, si, en centrant l'analyse sur le système politique, c'est toute la dynamique des groupes que nous estimons pouvoir cerner, il faut convenir que nous saisissons cette dynamique surtout dans sa dimension politique.

Les groupes d'intérêt ne sont pas le seul circuit d'interactions systémiques. Les partis politiques constituent des mécanismes médiateurs tout aussi considérables, sinon plus considérables encore. Il faut aussi tenir compte des media qu'empruntent les agents de l'un et l'autre systèmes pour communiquer entre eux. Il existe enfin, dans toutes les sociétés, des rouages spécialement créés en vue de permettre des échanges systématiques et permanents entre certaines catégories d'agents sociaux et d'agents politiques que nous appelons « conseils consultatifs ». Partis,

media de communication, conseils consultatifs ont les uns et les autres une façon particulière de remplir leur fonction d'interactions systémiques et chacun d'eux pourrait être choisi comme objet propre d'étude, sous un angle propre. En plaçant les groupes d'intérêt au centre de nos analyses, nous nous empêchons de faire ressortir pleinement comment les autres mécanismes remplissent leurs tâches de médiation. Toutefois, nous établirons comment les groupes d'intérêt interagissent avec les autres mécanismes, de sorte que nous serons conduit à identifier de façon assez précise les caractères et les modes d'action de ces derniers. Ainsi, en première approximation, qu'il faudra bien sûr corriger en cours de route, on peut dire que les groupes d'intérêt ont pour tâche principale l'articulation des pressions, idéologies et intérêts ; nous serons amené à voir dans quelle mesure les partis en rendent possible l'agrégation, les media de communication, la transmission, et les conseils consultatifs, la confrontation et la conciliation.

Le schéma illustrant la dynamique des interactions du système social et du système politique que nous avons présenté dans le tome premier montre bien la position centrale qu'occupent les mécanismes d'interactions dans le mouvement intersystémique. Ceux-ci représentent à la fois des déversoirs de la matière sociale à vocation politique et des pressoirs de cette même matière afin d'en faire des objets politiques. On a vu dans le tome premier comment les mécanismes d'interactions reçoivent les outputs (intérêts, idéologies, pressions) du système social. Il reste à montrer comment ils parviennent à les convertir en inputs (demandes et soutiens) du système politique. Il s'agit de déterminer, d'abord, comment ils pénètrent dans le système politique et, ensuite, jusqu'à quel point les agents du système politique réagissent à leurs efforts. Cette double interrogation soulève la question préliminaire mais fondamentale des conditions de leur accès au système politique. En effet, les groupes d'intérêt ne légifèrent pas, ni n'administrent, ni ne gouvernent. Dans la mesure où ils exercent une influence sur les décisions et les actions politiques, c'est qu'ils ont eu auparavant un accès auprès de l'agent de décision autorisé, le législateur, le fonctionnaire ou le ministre.

Par accès, il faut entendre le degré selon lequel un agent ou un groupe parvient à capter l'attention d'un autre agent ou groupe, à se faire entendre de lui et à gagner sa sympathie. Cet accès est susceptible de grandes variations suivant la facilité avec laquelle il est acquis. Avec Fred W. Riggs, on peut le concevoir

comme un continuum comportant divers degrés : l'exclusion, l'intrusion ou l'effraction, l'admission et la prise de possession ou l'investissement ¹.

L'accessibilité du système politique se présente de façon différente pour chacun des mécanismes d'interactions.

Dans les sociétés libérales, les media de communication tendent à revendiquer un haut degré d'autonomie par rapport au système politique de sorte que les informations de caractère politique qu'ils véhiculent ont été recueillies ou du moins visées par des agents sociaux spécialement formés à cette fin (journalistes, publicistes, etc.). Le degré d'accès aux « nouvelles » politiques dépend de la qualité et du flair de ces spécialistes de même que des dispositions légales relatives au droit à l'information et des attitudes des agents politiques concernant l'information. Par ailleurs, le gouvernement crée et entretient lui-même des canaux d'information qui lui sont propres (offices d'information, journaux des débats, émissions télédiffusées, circulaires diverses). Il utilise ces canaux pour communiquer directement avec la population.

La question de l'accès ne se pose guère pour les conseils consultatifs qui sont précisément créés par le système politique pour permettre aux agents sociaux de communiquer directement avec les agents politiques. Ici le problème concerne les chances des groupes de faire partie des commissions, conseils ou comités consultatifs.

Les partis politiques ont un accès direct et officiel au système politique puisque, dans les sociétés libérales, ils sont le moyen ordinaire par lequel s'effectue le choix des gouvernants et se polarisent les orientations vis-à-vis des options politiques. Il importe toutefois de distinguer entre le parti à l'intérieur du système politique (*inside Parliament*) et le parti à l'extérieur du système politique (*outside Parliament*). Dans le premier cas, le parti s'intègre fermement aux composantes du système politique, particulièrement à l'Assemblée législative et, le cas échéant, au gouvernement ; dans le second cas, il jouit d'une existence autonome comme organisation et remplit des fonctions propres. C'est ainsi que le parti comme méthode d'encadrement à l'Assemblée ne peut être assimilé au parti comme machine électorale ou comme mécanisme de médiation entre gouvernants et gouvernés.

¹ Fred W. Riggs, *Administration in Developing Countries ; The Theory of Prismatic Society*, Houghton Mifflin. Boston, 1964, 143.

Sous son premier aspect, le parti représente un rouage majeur du système politique et la question de l'accessibilité ne se pose pas pour lui ; sous son second aspect, le parti, surtout en dehors des périodes électorales, est plus ou moins tenu à l'extérieur du système politique et il doit lutter, parfois avec opiniâtreté, pour obtenir audience.

Leur utilité pour le système politique n'étant pas immédiate et leur degré d'officialisation étant, dans la plupart des sociétés, négligeable, l'accès des groupes d'intérêt au système politique est toujours imparfait, conditionnel et provisoire. L'accessibilité du système politique constitue dès lors pour eux une préoccupation majeure de tous les instants. Il importe toutefois de bien mesurer la portée de ce phénomène. Tous notent ce souci constant des groupes d'intérêt à l'égard de l'accessibilité, mais les conclusions qu'ils en tirent diffèrent.

Certains vont jusqu'à déclarer que les demandes des dirigeants auprès des agents du système politique concernent non pas les intérêts des membres mais plutôt la reconnaissance de leur organisation comme canal de liaison. C'est du moins la conclusion à laquelle l'examen de l'action politique des unions ouvrières au Canada conduit David Kwavnick. D'après ce dernier, dans leurs contacts avec le gouvernement, les unions ouvrières canadiennes sont surtout préoccupées de faire mousser leur organisation dont les assises sociologiques sont très fragiles. Il résulte de cette inquiétude permanente des dirigeants à l'égard de l'organisation que toute forme de reconnaissance susceptible d'être accordée par le gouvernement suscite une vive compétition intersyndicale, que les unions cherchent constamment de nouvelles occasions d'être reconnues et que les plus amers conflits entre les syndicats et le gouvernement éclatent lorsque celui-ci leur refuse la reconnaissance à laquelle, aux yeux des dirigeants, les syndicats auraient droit ².

² David KWAVNICK, « Pressure Group Demands and the Struggle for Organizational Status : The Case of Organized Labour in Canada », *The Canadian Journal of Political Science*, vol. III, n° 1, 1970, 56-73. Ce jugement rejoint le point de vue de Mancur OLSON : selon ce dernier les seuls groupes susceptibles d'agir sur le système politique sont les grandes organisations. Mais l'emprise de celles-ci sur leurs membres, par suite de leur impuissance à produire des biens exclusifs, serait si faible qu'elles se trouveraient empêchées de poursuivre des objectifs concrets et précis. Dans *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press, Cambridge, 1965, 146-147.

D'autres, au contraire, sont enclins à identifier la question de l'accès avec celle de l'influence de sorte que la recherche d'une influence se confondrait pratiquement avec les efforts de pénétration du système politique par les groupes. La capacité d'« ouvrir les portes » qui procure l'accès au système politique devient de la sorte synonyme de la capacité de « prendre les décisions ». David Truman dit de l'accès qu'il constitue en lui-même une décision gouvernementale : à lui seul il établit l'influence politique des groupes ³.

On doit plutôt considérer l'accès comme une question spécifique, c'est-à-dire distincte à la fois de la substance des demandes politiques que formulent les groupes et de l'effet des efforts de ces derniers sur les décisions prises par la suite par les agents du système politique.

Que les dirigeants des groupes attachent beaucoup d'importance au degré de reconnaissance que leur accorde le gouvernement, cela après tout ne saurait surprendre : l'accès au système politique n'est-il pas la condition préliminaire de toute démarche visant à informer les agents politiques des demandes et des soutiens des groupes ? La question qui se pose dès lors est la suivante : une fois que les groupes ont été reconnus par les agents politiques comme des porte-parole valables, quel usage les dirigeants font-ils de l'accès qui leur est octroyé ? Se satisfont-ils de l'accroissement de prestige qui en résulte pour l'organisation ou plutôt tentent-ils de mettre à profit la position stratégique qu'ils occupent dorénavant pour formuler les demandes du groupe sur les questions qui les concernent ? Et, si telle est en effet leur visée, quelles modalités d'action adoptent-ils et dans quelle mesure parviennent-ils à influencer sur le cours des choses ? En d'autres termes, l'action politique des groupes comporte trois aspects distincts : l'accès, la formulation des demandes et la recherche d'une influence. Ce n'est qu'en distinguant aussi clairement que possible ces trois aspects qu'on peut espérer faire un peu plus de lumière sur un ensemble de questions qui, malgré les très nombreuses monographies sur les rapports entre les groupes d'intérêt et les Assemblées législatives, les adminis-

³ David TRUMAN, *The Governmental Process*, Knopf, New York, 1951, 507. Mais dans le même ouvrage (page 265), Truman écrit que l'accès est fonction du statut social du groupe. Voir : Samuel J. ELDERSVELD, « American Interest Groups : A Survey of Research and Some Implications for Theory and Method », dans Henry W. EHRMANN, editor, *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1958, 173-196.

trations et le gouvernement, demeurent encore fort obscures. Un analyste aussi chevronné que V.O. Key Jr. nous avertit toutefois qu'ils sont peu nombreux les jugements éprouvés sur ces questions :

Malgré l'abondante littérature sur les groupes de pression, notre connaissance de leurs rôles et de leurs modalités d'action au sein du système politique demeure inadéquate. Une source de la qualité insatisfaisante de nos connaissances peut être la tendance contagieuse à accorder trop d'importance aux actions politiques qui surviennent à l'extérieur de la structure officielle du régime... Une difficulté supplémentaire résulte du fait que les groupes d'intérêt comportent une grande variété de types d'organisation. Les généralisations sur les groupes d'intérêt décrivent correctement un certain nombre de groupes mais non d'autres groupes. La catégorie « groupe de pression » n'est en aucune façon homogène... Mais que le groupe soit grand ou petit, son organisation peut servir de lien entre ses membres et le gouvernement ⁴.

Le degré d'accessibilité d'une composante donnée du système politique pour un groupe particulier dépend de nombreuses conditions, dont bon nombre ne peuvent être définies d'avance. D'où l'utilité des nombreuses études de cas faites sur cette question et sur celle de l'influence : malgré l'impossibilité de faire des généralisations fermes à partir de ces études, leurs conclusions procurent sans aucun doute les renseignements les plus précieux dont nous disposions présentement au sujet de l'action des groupes d'intérêt.

De nombreux facteurs conditionnent l'accessibilité du système politique pour les groupes d'intérêt. Certains renvoient à l'organisation des groupes (leur objectif, leur taille, leurs ressources, leur composition, etc.). D'autres tiennent au statut des groupes au sein du système social (notamment à la façon dont ils sont reliés à la culture, à la stratification sociale et à l'économie). D'autres facteurs encore dérivent du système politique (caractéristiques du système politique et de ses composantes particulières, dispositions des agents politiques à l'endroit des groupes et de leurs dirigeants, perméabilité relative du centre politique visé, types d'accès qu'un système politique donné favorise ou décourage, etc.). D'autres facteurs, enfin, découlent de la conjoncture ou du flux des événements qui déterminent l'émer-

⁴ V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 500-501.

gence des enjeux en fonction desquels les groupes décident d'agir ou de ne pas agir et, le cas échéant, de la nature de leur action.

Tous ces facteurs sont à leur tour soumis aux grandes putions de l'histoire qui, périodiquement, infléchissent leur portée, soit que leur poids relatif s'accroisse, soit encore qu'il diminue. C'est ainsi que l'administration revêt plus d'importance aujourd'hui pour les groupes qu'il y a cinquante ans et que, par contre, ceux-ci n'accordent peut-être plus la même attention que jadis aux Assemblées législatives. Par ailleurs, le système politique est beaucoup plus actif aujourd'hui qu'autrefois et ses décisions et actions rejoignent beaucoup plus intimement les individus et les groupes. On peut supposer dès lors que l'accès au système politique est devenu une préoccupation croissante des groupes et qu'ils font plus d'efforts que naguère pour se l'assurer.

Il ne nous paraît guère possible de forger un modèle d'analyse qui tienne convenablement compte de facteurs si divers et si aléatoires. Nous estimons toutefois qu'on accroîtra sensiblement la valeur des nombreuses connaissances acquises si on les examine à la lumière de notre proposition centrale : les groupes d'intérêt remplissent une tâche politique essentielle puisqu'ils visent à articuler les idéologies et les intérêts émanant du système social et à les convertir en demandes et en soutiens politiques ⁵.

⁵ Notre champ d'investigation continuera de s'étendre aux sociétés libérales occidentales et fera occasionnellement mention d'autres régimes politiques pour fins de contrastes ou d'illustrations, Cette démarche soulève l'épineux problème de la valeur des comparaisons sur lequel nous nous sommes interrogé dans le tome premier.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

Troisième partie

Groupes d'intérêt et mécanismes d'interaction systémi- ques

[Retour à la table des matières](#)

Les pulsions qui meuvent les sociétés sont infiniment diverses. Elles sourdent, rapides ou lentes, puissantes ou faibles, en vagues concomitantes ou successives, de tous les paliers d'une société : écologie, démographie, technologie, économie, stratification sociale, culture et politique. Il n'est pas possible de les identifier toutes au passage ni d'en déterminer correctement les effets. Mais, du moment que, comme nous l'avons fait dans le tome premier, l'on procède à une conversion de ces paliers en deux systèmes, l'un social et l'autre politique, on crée deux unités distinctes de fonctionnement obéissant chacune à sa logique propre tout en étant reliées l'une à l'autre par des mécanismes spéciaux d'interactions. Dans le troisième chapitre de la première partie du tome premier, nous avons abondamment expliqué et illustré par le recours à des schémas comment s'effectue la conversion systémique de même que la position centrale qu'occupent les mécanismes d'interactions et, finalement, la manière dont la dynamique intersystémique constitue un moteur de l'évolution des sociétés. Nous renvoyons le lecteur à ce chapitre. Il est utile toutefois de reproduire ici le schéma principal montrant la dynamique des interactions du système social et du système politique (schéma n° 1).

Ce sont ces mécanismes d'interactions qui vont maintenant retenir notre attention. Leur examen devrait nous permettre de reconstituer la logique de la dynamique intersystémique et, par là, de mettre de l'ordre dans les multiples pulsions qui jaillissent de chacun des paliers. Malgré leur apparence anarchique, ces pulsions doivent en effet suivre certaines règles de telle façon que leurs caractères, leur fréquence et leur amplitude se conforment finalement à un plan d'agencement. Sans un tel plan, aucune société ne pourrait durer. Par l'étude des mécanismes d'interactions, nous espérons saisir le jeu de l'organisation sociale sous l'une de ses dimensions les plus significatives, celle par laquelle une société acquiert un langage politique et se soumet avec plus ou moins de docilité aux directives résultant du mode impératif que revêt ce langage.

SCHEMA N° 1

Dynamique des interactions du système social et du système politique
(Schéma applicable à une société libérale)

[Retour à la table des matières](#)

Sous l'effet de la culture des sociétés libérales plus que d'après des conclusions tirées de l'observation rigoureuse des faits, on insiste davantage sur ce qui oppose les mécanismes d'interactions les uns aux autres que sur ce qui les unit. C'est ainsi que groupes d'intérêt et partis sont souvent considérés comme naturellement antagonistes les uns des autres. Une longue tradition moralisatrice fermement ancrée dans les moeurs libérales dépeint les partis comme ouvrant la voie à la légitimité du pouvoir et les groupes d'intérêt comme des suppôts de l'usurpation. Il n'y a guère lieu de se surprendre dès lors du fait que les questions généralement posées à leur sujet concernent surtout le degré de vitalité des partis et celui des groupes d'intérêt et, par suite, la possibilité de réduire l'exubérance de ces derniers en renforçant les premiers.

Il ne s'agit pas de nier les oppositions trop évidentes entre groupes d'intérêt et partis. Mais il s'impose de montrer également la division du travail et les convergences qui s'établissent entre eux dans le cours de leurs nombreux contacts. La même façon de voir vaut d'ailleurs pour tous les mécanismes d'interactions, les conseils consultatifs et les media de communication aussi bien que les groupes d'intérêt et les partis politiques.

Une certaine cohérence structurale et fonctionnelle des mécanismes d'interactions doit d'ailleurs être considérée comme une exigence systémique. En effet, groupes d'intérêt, partis, media de communication et conseils consultatifs remplissent tous une fonction de médiation ou de relais intersystémique. Sans aucun doute, la façon dont chacun remplit cette fonction varie considérablement. Des rivalités et des antagonismes peuvent les opposer les uns aux autres. Mais leurs rôles sont finalement complémentaires et, dans l'accomplissement de leurs tâches, ils s'appuient obligatoirement les uns sur les autres de telle sorte que, tous ensemble, ils procurent les raccords requis pour permettre les meilleures interactions systémiques possibles.

Rappelons que les groupes d'intérêt se situent dans le prolongement des associations volontaires : ils représentent l'organisation spéciale que se donnent les associations volontaires qui entendent se livrer à une activité politique considérable. Dans les termes de E. E. Schattschneider : « Du moment qu'un groupe a acquis le genre d'intérêt qui le conduit à s'organiser, on peut postuler qu'il a pris une

sorte de biais politique parce que l'organisation constitue d'elle-même une mobilisation du biais en vue de l'action ⁶. »

Selon Schattschneider, le nombre de ces organisations est très peu élevé et se restreint à certaines catégories d'intérêts, les intérêts d'affaires dominant largement les autres. Telle est aussi l'opinion de V. O. Key Jr., selon qui cinq cents organisations tout au plus se préoccupent de façon permanente de la politique nationale américaine ⁷.

Retenons en outre que ces associations volontaires qui se donnent une organisation en vue de l'action politique continuent à remplir pour leurs membres d'autres fonctions (d'ordre professionnel, récréatif, éducationnel, etc.) dont l'ampleur est généralement beaucoup plus grande que dans le cas des associations qui ne comportent pas une telle organisation. La mobilisation pour l'action politique se situe en effet dans le prolongement d'un besoin ressenti à l'occasion de l'accomplissement des tâches ordinaires de l'association. En d'autres termes, le groupe d'intérêt naît de la confrontation des idéologies et des intérêts des groupes et des volontés des agents politiques.

La même situation prévaut pour les autres mécanismes d'interactions, exception faite des conseils consultatifs qui n'existent précisément que pour l'accomplissement de médiations intersystémiques. Il est clair que les partis et les media de communication remplissent bien d'autres tâches : ainsi, c'est par l'intermédiaire des partis que les citoyens choisissent leurs gouvernants et c'est grâce aux media de communication qu'ils reçoivent les informations les plus diverses. Ces tâches sont susceptibles d'être tout aussi importantes pour la société que leur contribution aux médiations intersystémiques.

Le fait que les groupes d'intérêt, partis et media de communication soient directement ou indirectement associés à d'autres activités que celle de relais leur assure une certaine autonomie par rapport au système social et au système politi-

⁶ E.E. SCHATTSCHNEIDER, *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 30. L'auteur, qui ne prise guère les groupes d'intérêt, affirme que ceux-ci constituent l'organisation du « biais politique » menant à la création d'un véritable système de pression (pressure system).

⁷ V.O. KEY Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, Thomas Y. Crowell, New York, 1964, 129.

que. Cette autonomie relative leur est précieuse pour le bon accomplissement de leur fonction médiatrice.

On peut dès lors identifier au sein des mécanismes d'interactions un triple mouvement : un premier mouvement les met en contact avec les agents du système social dont ils articulent ou agrègent les idéologies et les intérêts ; un second mouvement les pousse vers les agents du système politique dont ils reçoivent les volontés ; un troisième mouvement les fait puissamment réagir aux pulsions systémiques, les porte vers eux-mêmes et les incite à tenter d'influencer agents sociaux et agents politiques.

Si donc les mécanismes d'interactions doivent être considérés comme des instruments de la logique du système social et de celle du système politique, en ce sens que le fonctionnement interne de chaque système ne peut être adéquat sans un réseau de relais qui le rattache en permanence à l'autre, il ne s'en suit pas qu'ils sont de simples conducteurs ou transducteurs de l'énergie qui circule d'un système à l'autre. Ils sont eux-mêmes animés par des agents doués d'impulsions propres et parfaitement aptes à formuler des jugements et à adopter des positions. Loin de subir passivement la loi des systèmes, ils cherchent activement à intervenir sur ceux-ci pour en stabiliser ou pour en modifier les structures selon une logique qui leur est propre. En convertissant les idéologies et les intérêts des agents sociaux en demandes et en soutiens politiques, ils les modifient de façon plus ou moins sensible. De la même manière, ils ne constituent pas de simples courroies de transmission de la volonté des agents politiques : ils cherchent à la plier à leur perception des besoins et des aspirations des individus et même à la modifier.

Les mécanismes d'interactions ne sont pas simplement le lieu des échanges entre agents sociaux et agents politiques : ils agissent en outre comme des négociateurs autorisés par les deux parties à engager des pourparlers en leur nom et, le cas échéant, à suggérer les termes d'accords possibles. Dans le cours de ce processus, il se produit habituellement une transformation de l'énergie systémique. Il en résulte une entropie qui peut être fonctionnelle ou dysfonctionnelle selon que le changement effectué par les mécanismes d'interactions facilite ou contrarie les relations systémiques et le bien-être des systèmes. Les mécanismes d'interactions apparaissent ainsi comme de vastes marchés au sein desquels les valeurs sont échangées et les profits et pertes portés dans une large mesure au compte des agents responsables.

Ce statut de contrôleurs des biens et services qui s'échangent sur le marché intersystémique suffit à justifier l'existence des mécanismes d'interactions aux yeux des agents des deux systèmes. Comme nous l'avons abondamment montré dans le tome premier, c'est même là la principale justification des groupes d'intérêt. Pour les membres d'associations volontaires, les organisations qu'ils se donnent dans le but de défendre et de promouvoir leurs intérêts offrent la promesse d'un soutien politique aux objectifs qui leur tiennent à coeur. Pour les agents politiques, les mécanismes d'interactions représentent la garantie d'un acquiescement des agents sociaux à leurs décisions et actions ⁸. Pour être en mesure d'agir de façon raisonnable, les agents des deux systèmes doivent faire en sorte que les mécanismes d'interactions puissent remplir adéquatement leur rôle de négociateurs et de pourvoyeurs de biens et de services. Les agents sociaux, quand ils veulent sonder les possibilités du système politique, doivent obligatoirement passer par ces mécanismes. De même, les agents politiques ne peuvent impunément les ignorer dans la préparation des programmes et dans la prise des décisions. En effet, les ignorer, ce serait de leur part s'exposer à susciter l'opposition des publics mêmes dont l'acquiescement est indispensable à la mise en oeuvre des programmes dont ils sont les promoteurs.

On comprend dès lors que les mécanismes d'interactions constituent une source de préoccupation constante pour les agents sociaux et les agents politiques. Les uns et les autres cherchent à étendre leur emprise sur eux, à déterminer les conditions de leur action et à orienter leurs prises de position. Les agents sociaux disposent d'atouts majeurs : le personnel et les ressources des mécanismes d'interactions viennent surtout, en effet, des groupes sociaux. Sans le concours de ces derniers, les mécanismes d'interactions s'étiolent et meurent. Mais les agents politiques, de leur côté, disposent de nombreux moyens de recours. D'une part, ils passent des lois et des ordonnances qui déterminent les limites de la légitimité de l'action des mécanismes d'interactions ; d'autre part, par les dispositions qu'ils manifestent à l'endroit de ceux-ci, ils contribuent beaucoup à déterminer le degré de leur utilité réelle pour les agents sociaux.

⁸ Pour une interrogation sur la raison d'être des groupes d'intérêt, voir Mancur OLSON, op. cit. Voir également Robert H. SALISBURY, « An Exchange Theory of Interest Groups », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32. Les vues de Salisbury se rapprochent davantage de notre conception que celles d'Olson.

En d'autres termes, les agents du système social, du système politique et des mécanismes d'interactions, tout en étant indépendants les uns des autres en ce sens qu'ils prennent appui sur des pouvoirs distincts, sont néanmoins solidaires dans leur action. Et dans ce processus jamais achevé d'actions et de réactions, de convergences et de divergences, c'est le jeu des mécanismes d'interactions qui, en dernière analyse, a le plus de poids sur l'orientation d'une société. C'est cette vocation insigne des mécanismes d'interactions, notamment des groupes d'intérêt, que l'on veut exprimer lorsqu'on se réfère à eux comme à des « corps intermédiaires ». Dans les termes de Henri Théry :

Qu'est-ce en effet qu'un « corps intermédiaire », sinon un corps social, c'est-à-dire une collectivité qui assure une fonction médiatrice entre des personnes ou des groupes et des ensembles sociaux de grande envergure ? Un corps intermédiaire, c'est en quelque sorte un palier qui permet aux personnes comme à la société d'établir le passage entre des niveaux et des types différents de vie personnelle et de vie collective, c'est une sorte de point d'étape par où passe le double mouvement de personnalisation et de socialisation ⁹.

Il est toutefois impossible de bien saisir la portée réelle des mécanismes d'interactions si on les considère isolément les uns des autres. Aussi estimons-nous indispensable de consacrer la troisième partie de cet ouvrage à l'examen des relations qui se nouent entre ces mécanismes. En plaçant au centre de nos exposés les groupes, qui représentent l'objet de notre préoccupation fondamentale, et ayant à l'esprit les structures et les fonctions spécifiques des partis, des media de communication et des conseils consultatifs aussi bien que des groupes d'intérêt, nous essaierons dans chaque cas d'identifier les facteurs de convergence et de divergence et de montrer leur contribution respective à l'accomplissement de la fonction de médiations intersystémiques.

⁹ Henri THÉRY, *les Groupes sociaux : forces vives ?* Éditions du Centurion, Paris, 1964, 202-203. C'est à Auguste Comte et à Émile Durkheim qu'on doit l'usage dans la sociologie et la politologie françaises contemporaines de ce terme emprunté à l'Ancien Régime. Les deux maîtres français nommaient « corps intermédiaire » tout groupe qui effectuait la médiation entre une collectivité restreinte et une collectivité plus vaste.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Troisième partie : Groupes d'intérêt
et mécanisme d'interaction systémiques

Chapitre I

Groupes et partis

[Retour à la table des matières](#)

Par la dynamique qui les meut et les tâches qu'ils remplissent, les partis représentent un lieu privilégié des échanges intersystémiques. Malgré de pénibles avatars passés et les jugements souvent pessimistes prononcés aujourd'hui à leur sujet, ils demeurent un rouage irremplaçable de la mécanique des sociétés libérales. D'une part, ils transmettent aux agents politiques les pressions, idéologies et intérêts émanant du système social et, d'autre part, ils véhiculent vers les agents sociaux les possibilités et les volontés du système politique. Certes, les autres mécanismes d'interactions - les groupes d'intérêt, les media de communication et les conseils consultatifs - remplissent une fonction médiatrice similaire. Mais chacun d'eux possède ses caractéristiques et sa vocation propre.

À des degrés divers selon les époques et les sociétés, les partis remplissent de multiples tâches. Dans la mesure où ils procurent aux citoyens un cadre de référence et d'identification, ils sont des instruments d'intégration et de socialisation politiques et des véhicules de participation : centres de référence et propagateurs, avec d'autres agents, de la culture politique, il leur est loisible, grâce au grand nombre de moyens dont ils disposent, de s'adonner à la formation de leurs adhérents, de les aider à préciser leurs attitudes, d'orienter leurs vues, de guider leurs

conduites et même, par le truchement des idéologies qu'ils contribuent à faire émerger et qu'ils encadrent, d'influer sur les valeurs collectives. En outre, les partis ont de lourdes responsabilités dans l'exercice des fonctions gouvernementales. Là cependant où ils se révèlent véritablement passés maîtres, c'est dans l'activité pour laquelle ils existent au premier chef, l'activité électorale.

Par ailleurs, dans l'accomplissement de leurs tâches, ils reçoivent constamment l'appui des autres mécanismes d'interactions et, inversement, ils constituent pour ceux-ci un tremplin pour leur propre action sur le système social et le système politique.

Ces interrelations représentant les articulations maîtresses qui lient les partis à leur environnement peuvent s'illustrer sous une forme schématique (schéma n° 2 ¹⁰).

Dans le présent chapitre, nous n'accorderons pas un soin égal au traitement des six types d'interactions que révèle le schéma. Nous allons identifier les rapports qui relient les partis au système social et au système politique et nous attarder sur ceux qui les rattachent aux groupes d'intérêt. Nous ne mentionnerons qu'au passage les relations qu'ils entretiennent avec les media de communication et les conseils consultatifs et nous n'évoquerons virtuellement qu'en conclusion la boucle de rétroaction dont les partis politiques sont le principe. Nous ne visons pas à faire une étude complète des partis. Pareille entreprise, que notre méthode d'analyse rend possible, déborde toutefois l'objectif central du présent ouvrage. Nous allons surtout nous attacher à reconstituer l'effet de groupe qui se manifeste dans la vie des partis.

¹⁰ Pour un schéma détaillé des interactions des partis et de leur environnement incluant les « fonctions » des partis, voir Frank J. SORAUF, *Political Parties in the American System*, Little Brown, Boston, 1964, 159. Nous ne reproduisons pas ce schéma parce qu'il ne correspond pas entièrement à notre méthode d'analyse.

Schéma no 2**Interactions des partis avec leur environnement**[Retour à la table des matières](#)

Cet effet de groupe au sein des partis est double. En premier lieu, les partis constituent eux-mêmes des groupes : ils comportent une organisation à laquelle les individus s'identifient à des degrés divers. Certes, ils ne sont pas des groupes au sens d'« unités collectives réelles », comme l'est la famille, par exemple ¹¹. Ils ne se situent généralement pas non plus dans le prolongement d'unités collectives réelles, comme c'est le cas des groupes d'intérêt. En réalité, ils ne rejoignent fermement les unités collectives réelles que par le truchement de groupes d'intérêt : ainsi les partis socialistes qui se greffent sur les unions ouvrières. Toutefois, l'organisation bien caractéristique dont ils se dotent, la communauté de conscience qui, sur des points particuliers, se crée entre les membres, le recours à certaines techniques d'action familières aux groupes d'intérêt - tout cela justifie qu'on les considère comme des associations volontaires, bien que, sous certains aspects, notamment en tant qu'ils sont incorporés à l'appareil législatif et à celui du gouvernement, ils s'éloignent du modèle associationniste. À certains égards, il est difficile de les différencier des groupes d'intérêt. En Suède et, à un degré bien moindre, en Allemagne, les partis se livrent ouvertement à des activités de « pres-

¹¹ Pour la notion de groupe et autres termes non définis employés dans le tome second du présent ouvrage, nous renvoyons le lecteur au chapitre du tome premier intitulé « Les notions essentielles ».

sion » et s'intègrent aux rouages de la politique consultative. Mais les exigences de l'accomplissement des tâches spécifiques qui leur incombent, c'est-à-dire le rassemblement des votes et la sélection des gouvernants, contraignent en pratique la plupart des partis à devenir ou des coalitions ou de simples conglomerats de groupes qui sont chacun le porte-parole d'idéologies et d'intérêts spéciaux et sous certains aspects divergents, ce qui rend fort difficile sinon impossible leur poursuite d'activités de pression axées sur des objectifs précis ¹².

En second lieu, les partis entretiennent d'étroits rapports avec les groupes d'intérêt. Dans le dessein de faciliter l'accomplissement de leurs tâches, ils cherchent souvent eux-mêmes le concours des groupes d'intérêt. Mais ces derniers montrent encore plus d'ardeur à se mériter la faveur des partis qui constituent pour eux une voie royale d'accès auprès des agents politiques.

La diversité des définitions des partis montre la complexité inouïe de la réalité que veut cerner cette notion. On peut toutefois appeler parti toute organisation, composée de dirigeants, de membres et de sympathisants, dont l'objectif principal consiste à réunir une fraction assez élevée des suffrages, selon des modalités déterminées et généralement à la suite d'une campagne électorale, dans l'espoir de faire élire un nombre suffisant de candidats qui se sont présentés sous son égide et ont endossé son programme pour lui permettre d'assumer la gestion du gouvernement - ce qui inclut la possibilité de se retrouver dans le purgatoire de l'opposition - en fonction d'une vision générale de la société ¹³.

¹² Voir Samuel H. BEER, *British Politics in the Collectivist Age*, Alfred A. Knopf. New York. 1956. 106, 318 : Leon D. EPSTEIN, *Political Parties in Western Democracies*, Frederick A. Praeger, New York, 1967. 121. 252.

¹³ Rappelons la définition du groupe d'intérêt proposée dans le tome premier : un groupe d'intérêt est une association plus ou moins volontaire d'individus constituant un public, ayant des dispositions semblables relativement stables, en vue de promouvoir ou de défendre de façon permanente, temporaire ou intermittente, un ou des objets collectifs immédiats et communs, perçus par eux comme conformes à leurs besoins et à leurs aspirations propres, orientés d'une manière plus ou moins exclusive et constante vers le système politique mais existant indépendamment de ce dernier, et qui suscite chez eux des impressions similaires tout en les disposant à faire pression auprès des centres de décisions politiques par des moyens jugés adéquats sans toutefois les inciter à viser directement à la conquête du pouvoir.

Bien entendu, les partis se conforment à des degrés fort divers à cette caractérisation générale. Pour l'ensemble, cependant, il est juste de dire que les partis nomment des candidats qu'ils s'efforcent de faire élire au cours d'élections ayant pour but le choix des gouvernants. Les deux traits les plus constants des partis paraissent être la visée de faire triompher leurs candidats aux élections et l'ambition d'obtenir le contrôle de l'appareil du gouvernement. Mais même ces traits n'existent pas toujours de façon nette, certains partis cherchant plutôt à propager une idéologie qu'à faire élire des candidats ou à constituer l'équipe gouvernementale.

Les partis diffèrent grandement dans les sociétés libérales, les sociétés socialistes et les pays afro-asiatiques nouvellement créés.

Dans les sociétés afro-asiatiques, les partis portent encore la marque du favoritisme découlant du poids des relations personnelles et de l'emprise des anciennes bureaucraties, de l'élitisme et du contre-élitisme résultant de l'influence que conservent encore les grandes familles et de l'esprit de clique et de clan lié à la survivance des ethnies. Dans beaucoup de cas, les partis dans ces pays se confondent encore plus ou moins avec l'appareil étatique, d'autres organisations, comme certaines familles et des cliques de fonctionnaires, remplissant pratiquement la fonction de médiation socio-politique dévolue aux partis et aux groupes d'intérêt dans les sociétés libérales.

Au sein même des sociétés libérales, de grandes différences séparent les partis : par exemple, les partis britanniques et les partis américains, les partis allemands et les partis italiens. Et même à l'intérieur d'un pays, on constate de profondes divergences dans la structure et le fonctionnement des partis, ainsi entre le parti travailliste et le parti conservateur britanniques, le parti communiste français et l'U.d.r.

En outre, les partis et les régimes de partis ont évolué énormément depuis leur apparition, sous leur forme moderne, aux États-Unis à la fin du dix-huitième siècle. Joseph Schumpeter a dit des classes sociales qu'elles « portent la marque des siècles » qui les ont façonnées ¹⁴. On peut en dire autant des groupes d'intérêt et des partis politiques : les circonstances de leur origine conditionnent leur devenir.

¹⁴ Joseph SCHUMPETER, *Imperialism and Social Classes*, trans. Heinz Norden, Basil Blackwell, Oxford, 1951, 145.

David Truman note en effet à propos des groupes d'intérêt : « L'origine des groupes d'intérêt et les conditions de leur acquisition de dispositions à l'endroit des institutions gouvernementales [comptent] parmi les facteurs les plus importants de la description de la politique fondée sur les groupes ¹⁵. »

Nombre de spécialistes des partis sont d'accord sur ce point avec Maurice Duverger qui a écrit que « ... c'est l'ensemble de la vie du parti qui porte la marque de sa naissance ¹⁶ ». C'est ainsi que Robert McKenzie considère comme fondamental pour la compréhension du parti conservateur et du parti travailliste britanniques que le premier ait une origine parlementaire et que le second ait pris naissance hors du Parlement grâce à la convergence d'un cercle d'étude et de discussion (la *Fabian Society*) et d'un mouvement de masses (les unions ouvrières) : « Tandis que le parti conservateur au Parlement s'est donné une organisation de masse pour servir ses objectifs, le parti travailliste commença comme un mouvement qui a créé un parti parlementaire en vue de procurer à la classe ouvrière une voix à la Chambre des Communes ¹⁷. »

McKenzie prend toutefois la précaution de faire remarquer que les communes contraintes de l'organisation en vue des campagnes électorales de même que celles de la vie parlementaire et, le cas échéant, des responsabilités de la gestion du gouvernement ont par la suite contribué à rendre le parti travailliste presque aussi autonome vis-à-vis de son organisation de masses que le parti conservateur à l'égard de ses propres partisans. Il en fut de même du parti travailliste australien et du Nouveau parti démocratique canadien, bien que ce dernier n'ait, jusqu'ici, jamais conquis le pouvoir au niveau fédéral ni même soit venu près de le conquérir.

¹⁵ David B. TRUMAN, *The Governmental Process*, Knopf, New York, 1951, 66. Sur la portée des conditions entourant l'origine des groupes d'intérêt, voir Robert H. SALISBURY, « An Exchange Theory of Interest groups », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32.

¹⁶ Maurice DUVERGER, *les Partis politiques*, Librairie Armand Colin, Paris, 1951, 14.

¹⁷ Robert McKENZIE, *British Political Parties*, Mercury Books, London, 1964, 639. Leon D. EPSTEIN écrit de son côté : « Il est difficile d'imaginer un important *Labour Party* sans un support massif de la part des unions ouvrières. » Dans *Political Parties in Western Democracies*, Frederick A. Praeger, New York, 1967, 147. Pour d'autres jugements dans le même sens, voir Samuel H. BEER, op. cit., 209 et Avery LEISERSON, *Parties and Politics*, Alfred A. Knopf, New York, 1958, 39ss.

De son côté, Martin Seymour Lipset affirme que les traits des partis américains ont été fixés par l'expérience de l'élection de 1860 : « Il est incontestable que les élections de 1860 ont exercé une influence décisive sur la vie politique en Amérique. Elles eurent lieu à cette période cruciale où les affrontements politiques devaient aboutir à la guerre civile. Le régime des partis n'a pas beaucoup changé et les liens de sympathie ou les inimitiés qui se créèrent alors ont continué jusqu'à nos jours d'influer sur les affiliations partisans ¹⁸. »

Mais, en même temps, les partis se transforment continuellement sous nos yeux. Les influences auxquelles ils sont exposés sont trop nombreuses et disparates pour qu'il soit possible de discerner clairement le sens de leur mouvement. Tout comme les groupes d'intérêt, les partis subissent l'impact de la conjoncture. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, beaucoup d'Allemands boudèrent les industriels qu'ils accusaient d'avoir collaboré de façon trop empressée avec Hitler et le régime national-socialiste : les associations d'affaires furent dissoutes et, une fois reconstituées, mirent du temps à retrouver leur belle assurance d'antan et les partis ne recherchèrent guère le support actif des chefs d'entreprise. Mais le « miracle économique allemand », attribué tout autant à l'intelligence et à la ténacité des chefs d'entreprise qu'au patient labeur des ouvriers, a grandement facilité leur réhabilitation. Aujourd'hui, les chefs d'entreprise disposent d'associations très puissantes, notamment la *Bundesverband der Deutschen Industrie*, et, par l'intermédiaire de leurs organisations ou encore, dans de nombreux cas, par l'engagement partisan personnel, ils se montrent très actifs au sein des partis non socialistes qu'ils imprègnent profondément de leur vision du monde ¹⁹.

Les partis sont tout aussi vulnérables à leur environnement immédiat que ne le sont les groupes d'intérêt. Cette condition fait dire à Leon D. Epstein en conclusion de son beau livre, *Political Parties in Western Democracies*, qu'il n'y a pas de « modèle normal de parti ²⁰ ». Nous formulons l'hypothèse qu'une histoire et

¹⁸ Martin Seymour LIPSET, *l'Homme et la politique*, traduit de l'américain par Guy et Gérard Durand, Éditions du Seuil, Paris, 1960, 377.

¹⁹ Des sondages montrent la remontée du prestige des dirigeants d'entreprise en Allemagne depuis quinze ans. Voir Gerard BRAUNTHAL, *The Federation of German Industry in Politics*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1965, 68ss.

²⁰ Leon D. EPSTEIN, op. cit., 351. Nous serions d'ailleurs enclin à formuler le même jugement à propos des élections : il n'y a pas de modèle normal de

une conjoncture communes tendent à faire converger les partis et les groupes d'intérêt et à intensifier leurs interrelations.

Un autre facteur contribue à compliquer les efforts visant à déterminer les caractéristiques des partis : les différences dans les représentations que s'en font les individus. Même dans un pays où le degré d'identification partisane est élevé comme aux États-Unis, les perceptions des partis varient tellement d'une région ou d'un groupe à l'autre que, dans de nombreux cas, on se demande si on est en présence de la même réalité : pour certains, le parti est une machine à élections, pour d'autres, un organe de gestion du gouvernement, pour d'autres, enfin, un groupe de « pression ». Les uns prêtent à un parti donné une idéologie progressiste, d'autres une orientation conservatrice tandis que d'autres encore le considèrent comme parfaitement pragmatique ²¹. Il va sans dire que dirigeants, simples membres et sympathisants ne perçoivent pas leur parti de façon identique. Les dirigeants tendent à privilégier l'aspect électoral et celui de la gestion gouvernementale tandis que les simples membres et les sympathisants le voient davantage comme un dispensateur de faveurs et un paratonnerre.

On peut de la sorte considérer les partis sous trois angles différents ; l'angle théorique, axé sur la méthode d'analyse ; l'angle historique et conjoncturel, mettant en évidence l'environnement et l'évolution des partis ; l'angle sociologique, enfin, faisant état des représentations que les individus se font des partis de même que de leurs propres conduites partisans et électorales. Et sous chacun de ces angles, les partis montrent une image fort différente d'eux-mêmes.

Dans le présent chapitre, nous allons mettre l'accent sur l'aspect théorique. Nous toucherons cependant au passage à certaines questions reliées à l'aspect historique ou à l'aspect sociologique. Nous traiterons successivement de l'articulation

comportement électoral pour un peuple ou un groupe. C'est ainsi qu'on a longtemps attribué avec raison à la recherche d'une protection fondée sur des impulsions ethniques la tendance prononcée des Québécois francophones à voter pour le parti libéral aux élections fédérales, alors que les anglophones paraissent par nature exempts de tels sentiments. Toutefois, la crainte du séparatisme et de l'unilinguisme français au Québec a suffi à provoquer chez les anglophones un comportement ethnique : aux élections du 29 avril 1970, ils ont massivement accordé leurs suffrages au parti libéral du Québec.

²¹ John C. WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN, Leroy C. FERGUSON, *The Legislative System*, John Wiley, New York, 1962, 343ss.

des partis au système social et au système politique, des interrelations des partis et des groupes d'intérêt et, finalement, de l'importance des partis dans le processus politique.

I. ARTICULATION DES PARTIS AU SYSTÈME POLITIQUE ET AU SYSTÈME SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Contrairement aux groupes d'intérêt qui émettent fréquemment la prétention de ne pas faire de politique, les partis se perçoivent comme un moteur - sinon le principal moteur - de la vie politique. Plusieurs, cependant, refusent d'admettre la validité de cette assertion : pour eux, les partis ne recouvrent qu'une fraction du domaine politique - cette fraction attribuée aux autres mécanismes excentriques du système politique, comme les groupes d'intérêt dont l'action est souvent considérée comme nocive et moralement suspecte - qu'on appelle « la » politique par contraste avec « le » politique, qui englobe les composantes internes du système politique (le législatif, le gouvernement, l'administration et le judiciaire) de même que les activités jugées plus nobles et orientées vers l'ensemble de la collectivité. En réalité, dans les sociétés modernes tout au moins, les partis représentent non seulement un mécanisme d'input du système politique, mais, en outre, ils sont loin d'être étrangers aux processus d'output de ce système. Ils imprègnent la vie des Assemblées législatives et des gouvernements eux-mêmes. À des degrés divers selon les pays, ils s'infiltrèrent également dans l'administration et même dans le judiciaire. Et leur présence se fait sentir à tous les niveaux (local, régional et national) où existe un centre de décision politique. Il s'ensuit que les partis sont l'objet d'une sollicitude particulière de la part des agents du système politique qui sont eux-mêmes, dans la majorité des cas, plus ou moins « politisés ».

Mais, en même temps, les partis se rattachent par plusieurs fibres au système social. On peut distinguer trois niveaux principaux d'interactions : celui de l'orga-

nisation et de la stratification sociales ; celui des statuts et des rôles sociaux des individus et, enfin, celui des opinions et de la conscience ²².

1. Partis et systèmes politiques

[Retour à la table des matières](#)

Si on en juge par le critère de l'universalité, les groupes d'intérêt sont plus nécessaires aux systèmes politiques que les partis. Partout et toujours, en effet, on constate la présence, sous une forme ou sous une autre, de groupes d'intérêt. Mais les hommes se sont longtemps gouvernés sans partis politiques. Les factions qui parvenaient à s'implanter ici et là constituaient à la fois le reflet et une cause aggravante d'une crise des régimes politiques et, de ce fait, étaient éphémères. Aujourd'hui encore, certains systèmes politiques ne comportent pas de partis ou encore ne les comprennent que sous une forme embryonnaire.

Il n'est pas toujours facile de déterminer les conditions requises pour que l'on puisse dire d'un pays qu'il comporte un « régime de partis ». C'est ainsi que, constatant la « faiblesse » et l'« infirmité » des partis en France, Maurice Duverger a écrit que ce pays, où cependant les partis foisonnent, est « plus proche d'un régi-

²² Stein ROKKAN distingue quatre niveaux pertinents du système « politique » pour l'étude des partis et des élections : « 1° le niveau des rôles et des statuts des individus au sein des groupes dont ils sont membres ; 2° le niveau des caractéristiques d'ensemble (*macrocharacteristics*) de ces groupes, telles qu'elles se présentent parmi les membres ou telles que déterminées par leur structure, leur direction ou leur position dans les alignements conflictuels stables que suscitent les enjeux politiques ; 3° les contraintes émanant des structures sur les décisions au niveau local, c'est-à-dire l'unité de gouvernement le plus près de l'environnement ordinaire de l'individu ; 4° les contraintes émanant des structures sur les décisions au niveau national, c'est-à-dire le niveau du système total au sein duquel l'individu est un sujet politique ». « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research », dans Austin RANNEY, editor, *Essays on the Behavioral Study of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1962, 57-60. On voit facilement que les deux premiers niveaux ressortissent au système social et les deux derniers au système politique.

me sans parti ²³ ». Comme le montre par ailleurs l'expérience des sociétés en voie de modernisation, l'implantation des partis politiques s'accompagne d'une évolution profonde dans les mœurs et les structures. L'éclosion des partis politiques sous leur forme moderne est partout associée à deux facteurs majeurs : l'accroissement des tâches politiques et la volonté d'associer l'ensemble du peuple, notamment par la généralisation du suffrage, à l'accomplissement de ces fonctions ou du moins au choix des gouvernants ²⁴.

Dans les régimes libéraux, groupes d'intérêt et partis peuvent être considérés comme des appareils du système politique. Les partis représentent un rouage majeur du fonctionnement des Assemblées législatives et des gouvernements tandis que les groupes d'intérêt, dans la mesure où ils sont organiquement associés au système politique, s'articulent surtout à l'administration. Mais, dans la pratique, par suite des réseaux informels qui s'établissent de part et d'autre, les lignes de démarcation sont loin d'être nettement tranchées. Des survivances du favoritisme (« patronage ») permettent aux partis de pénétrer l'administration et le judiciaire tandis que l'indignation morale et les restrictions légales n'empêchent pas les groupes d'intérêt d'assaillir les députés, les ministres et même les juges. Par ailleurs, si les appareils des partis et des groupes d'intérêt sont distincts, il n'en est pas toujours ainsi de leurs fonctions ni de leurs cadres de référence qui s'interpénètrent à des degrés divers. Ainsi le parti travailliste britannique se comporte parfois comme une organisation annexe des mouvements ouvriers tandis que les unions ouvrières renoncent difficilement à le percevoir comme un prolongement de leur propre organisation.

Ce fut le principal mérite de l'ouvrage déjà vieux de vingt ans que Maurice Duverger a consacré aux partis politiques de considérer ces derniers comme des organisations composées de dirigeants, de membres et de sympathisants, douées d'une logique interne et comportant en elles-mêmes les principes d'explication de leur structure et de leur action ²⁵. Mais, comme l'a montré, entre autres, Frank J. Sorauf, cette façon de voir entraîne le risque d'aboutir à une image tronquée de la

²³ Maurice DUVERGER, *la Démocratie sans le peuple*, Éditions du Seuil, Paris, 1967, 7.

²⁴ Joseph LAPALOMBARA et Myron WEINER, *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, 3ss.

²⁵ Maurice DUVERGER, *les Partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1951.

réalité. En effet, l'organisation de plusieurs partis, notamment les partis américains, est loin d'être aussi nette, aussi stable et aussi autonome que Duverger ne le supposait à l'époque ²⁶. En particulier, comme le soulignait Georges Lavau dans une critique du livre de Duverger, les « réalités sociales » influent lourdement sur les partis ²⁷. Les théoriciens systémiques commettent aujourd'hui la faute inverse de celle de Duverger. Dans leur ardeur à montrer la contribution des partis à la persistance du système politique, ils passent souvent virtuellement sous silence l'autonomie relative par rapport au système que procure aux partis leur organisation interne. Contre cette tendance, Lavau rappelait dans un article récent que les partis sont tout autant des variables indépendantes que dépendantes du système politique ²⁸.

Il n'apparaît donc guère facile de saisir les rapports entre les partis et le système politique tant ils sont complémentaires. Une façon de voir, qui tout au moins permet de saisir les coordonnées de la question, consiste à considérer les partis comme des mécanismes d'interactions systémiques, disposant d'une structure et de règles de fonctionnement propres tout en étant rattachés au système social et au système politique par des liens mutuellement interdépendants. Avery Leiserson exprime un point de vue similaire :

... Le parti politique représente un concept stratégique pour comprendre... non seulement les institutions et les pratiques qui permettent et justifient l'exercice de l'autorité politique, régularisent le choix et le renvoi des dirigeants politiques, prescrivent et délimitent l'autorité du gouvernement au pouvoir, mais aussi la façon dont les hommes publics sont exposés aux manifestations du sentiment populaire et aux réactions des groupes. Le parti politique ou le système de partis noue de solides liens entre le peuple et le gouvernement, entre les détenteurs officiels et non officiels (à l'extérieur du gouvernement) du pouvoir ²⁹.

²⁶ Frank J. SORAUF, *Political Parties in the American System*, Little Brown, Boston, 1964, 6ss.

²⁷ Georges LAVAU, *Partis politiques et Réalités sociales*, Armand Colin, Paris, 1953.

²⁸ Georges LAVAU, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, vol. II, n° 1, 1969, 18-44.

²⁹ Avery LEISERSON, *Parties and Politics*, Alfred A. Knopf, New York, 1958, 35.

L'étude des partis montre les rouages du système politique sous un relief particulier. Elle fait ressortir l'immense portée de la doctrine du droit des États (*State rights*), de la séparation des pouvoirs, des poids et contre-poids (*checks and balance*) et du fédéralisme, aux États-Unis ; de la monarchie, du Cabinet et du Parlement, en Grande-Bretagne, et ainsi de suite dans chaque pays. Elle facilite l'examen des principaux centres de pouvoir, la Présidence aux États-Unis, le Cabinet en Grande-Bretagne, etc. Elle permet admirablement de centrer l'attention sur la culture politique d'un peuple. En effet, les représentations que se font les individus des partis politiques de même que les différenciations qui se manifestent selon les classes sociales, les groupes d'âge, les sexes, etc., constituent un excellent indice de leurs attitudes à l'égard du système politique tout entier. En même temps, les partis représentent de bons créateurs et propagateurs de signes, symboles et valeurs politiques et ils sont de bons porteurs du fonds d'idéologies politiques dans une société.

La nature des liens entre partis et démocratie a fait l'objet de nombreuses interrogations. S'il est vrai que des partis existent dans la plupart des régimes modernes non démocratiques et qu'ils occupent souvent une position centrale dans ces régimes, il est également vrai que la démocratie libérale propre aux sociétés occidentales serait impossible sans le régime de partis que nous connaissons. Les valeurs démocratiques que professent les sociétés occidentales se centrent dans une large mesure sur les partis et ont été propagées par eux. De façon plus officielle - et, selon plusieurs, de façon plus intégrale aussi - que les groupes d'intérêt, les partis sont au centre du processus démocratique. Ils constituent le véhicule principal de la représentation, de la participation, du partage des majorités et des minorités de même que de la désignation des gouvernants à la suite d'élections libres qui sont considérées comme essentielles à la persistance des régimes libéraux. Certains estiment toutefois que les tendances évolutives semblent éloigner les partis de l'idéal démocratique. Ainsi Maurice Duverger : « L'organisation des partis n'est certainement pas conforme à l'orthodoxie démocratique... La démocra-

tie n'est pas menacée par le régime des partis, mais par l'orientation contemporaine de leurs structures intérieures ³⁰. »

La valeur insigne des partis pour les systèmes politiques se mesure à l'attention que leur accordent le public et les gouvernants. Sans doute, la première constitution moderne, la constitution américaine adoptée en 1787, ne fait pas mention des partis qui ne figurent pas non plus dans la plupart des constitutions du dix-neuvième siècle. Il faut se rappeler qu'à cette époque, pourtant chronologiquement si peu éloignée de la nôtre, les partis politiques étaient considérés, sinon comme illégitimes, du moins comme des excroissances d'une société aux prises avec de malheureuses divisions que la loi fondamentale d'un pays se devait de ne pas sanctionner. Par contre, les constitutions du vingtième siècle consacrent généralement une section ou un article aux partis. En outre, dans la plupart des pays, existent des lois et dispositions particulières concernant surtout la fonction électorale des partis (âge et conditions d'éligibilité, nomination des candidats, découpage des districts électoraux, déroulement des campagnes électorales, etc.) ³¹. Et

³⁰ Maurice DUVERGER, *les Partis politiques*, 462 et 467 ; aussi Richard McKEON, *Democracy in a World of Tensions. A Symposium*, Unesco, United Nations, Paris, 1951 ; Austin RANNEY et Willmore KENDALL, *Democracy and the American Party System*, Harcourt, Brace, New York, 1956, 1-57, 514-533 ; Frank J. SORAUF, op. cit., 136-140 ; Samuel J. ELDERSVELD, *Political Parties. A Behavioral Analysis*, Rand McNally, Chicago, 1964, 21-22. Toutes ces discussions sur les liens entre partis et démocratie sont sans objet tant qu'elles portent une conception idéaliste et irréaliste de la démocratie. Maurice Duverger l'a bien vu qui cite le passage célèbre de ROUSSEAU : « À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné » (Du contrat social, Livre III, ch. iv). Pour un point de vue semblable, voir Robert McKENZIE, op. cit., 635-649, qui, lui, fait sienne la conception quelque peu aristocratique que Lord Bryce se faisait de la direction des partis politiques. Nous le verrons, les possibilités d'une participation réelle du peuple aux actes du gouvernement sont bien plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient au dix-huitième et au dix-neuvième siècles. Par ailleurs, les changements, étendus et profonds, survenus depuis cinquante ans au sein des sociétés obligent à reconsidérer les fondements mêmes de la notion de démocratie. Il faut éviter de se servir de Rousseau, Bryce, John Stuart Mill ou Tocqueville comme de simples sédatifs.

³¹ Frank J. SORAUF, op. cit., 136-150 ; Robert McKENZIE, op. cit. ; Maurice DUVERGER, *les Partis politiques* ; Douglas W. RAE, *The Political Consequences of Electoral Laws*, Yale University Press, New Haven, 1967.

des dispositions de caractère quasi public, adoptées par les partis eux-mêmes, régissent l'organisation et l'activité des partis. L'ampleur de ces lois et mesures varie beaucoup selon les pays, les États-Unis étant particulièrement prolixes et la Grande-Bretagne particulièrement laconique. Mais, au-delà des lois et règlements, chez tous les peuples et le plus souvent au sein des partis eux-mêmes, on se préoccupe beaucoup de l'état des partis, de la contribution qu'ils apportent ou pourraient apporter au processus politique de même que des réformes jugées souhaitables ou nécessaires. On multiplie colloques, congrès, sessions d'étude au cours desquels partisans et invités spéciaux s'interrogent sur les problèmes de l'heure. Bien que ce soient généralement les membres élus (députés ou ministres) plutôt que les dirigeants non élus qui animent ces réunions, on remarque que les préoccupations électorales immédiates cèdent le pas à la réflexion sur les finalités et les méthodes de l'action politique. Le nombre et l'importance de telles assises varient considérablement d'un pays à l'autre. Rares chez les partis américains qui, en dehors des périodes électorales, ont une vie rudimentaire, ils sont par contre fréquents au Canada parmi les partis fédéraux et ceux du Québec.

2. Partis et systèmes sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Les régimes de partis, comme ceux des groupes d'intérêt, varient considérablement d'un pays à l'autre. Il est impossible d'expliquer convenablement les raisons de ces variations sans tenir compte des conditions particulières propres à chaque société. Les partis se fondent sur les mêmes réalités sociales que celles sur lesquelles s'appuient les groupes d'intérêt (réalités socio-économiques, religieuses, ethniques, etc.). Les partis, comme les groupes d'intérêt, unissent ceux qu'ils rassemblent mais, en même temps, ils les séparent des autres individus et du reste de la société. Mais tandis qu'il existe des groupes d'intérêt propres à permettre l'expression des particularismes de chacune de ces réalités (groupes patronaux, ouvriers, religieux, ethniques, etc.), il n'y a qu'un petit nombre de partis pour les contenir. Ce phénomène permet de supposer que groupes d'intérêt et partis ne s'agencent pas au système social de la même manière. Le propre des groupes d'in-

térêt consiste à articuler les réalités sociales en se pliant à leur diversité singulière tandis que les partis, en les accueillant, effectuent obligatoirement leur nivellation.

Maurice Duverger estime que les partis tendent naturellement au dualisme. Lui-même convient toutefois que les nombreux clivages qui divisent les Français imposent le multipartisme dans ce pays. Par contre, si l'on excepte l'Irlande du Nord, la Grande-Bretagne ne comporte guère de divergences religieuses et ethniques et le bipartisme qui y prédomine se fonde surtout sur les oppositions économiques au sein de la population. Le Canada, où les divisions sont nombreuses et marquées, comporte quatre formations partisans, les partis provinciaux bénéficiant en outre d'une large autonomie et dans nombre de cas d'une totale indépendance par rapport aux partis fédéraux. Les États-Unis peuvent être considérés comme la grande exception à la règle, puisque seulement deux formations partisans parviennent à contenir de multiples particularismes d'ordre historique, écologique, régional, économique, ethnique, religieux, etc. Mais le bipartisme officiel masque un quasi-multipartisme, phénomène que rend possible le contrôle virtuellement absolu du parti démocrate et du parti républicain par les organisations étatiques.

Parce qu'ils sont si peu nombreux, les partis politiques ne dépendent pas aussi étroitement des structures sociales que les groupes d'intérêt qui, eux, se moulent sur elles. Néanmoins, la stabilité relative qui se manifeste dans leur composition, leur orientation idéologique et leur clientèle électorale, dépend tout autant des liens qui les unissent à la structure sociale que de leur organisation. La position sociale qu'ils occupent, en effet, influence les choix partisans. La clientèle d'un parti, qu'il s'agisse des membres ou des électeurs, se répartit suivant des coupes horizontales et verticales définies. Les « blocs » de partisans et d'électeurs se constituent selon des facteurs sociaux déterminés qui, dans nombre de pays, ont fait l'objet d'amples investigations ³². Partout, à des degrés bien divers selon les

³² Il existe d'excellentes synthèses de ces nombreux travaux. Mentionnons Angus CAMPBELL, Philip E. CONVERSE, Warren MILLER, Donald E. STOKES, *The American Voter*, John Wiley, New York, 1960 ; Alain LANCELOT, *l'Abstentionnisme électoral en France*, Armand Colin, Paris, 1968 ; Maurice DUVERGER, *la Démocratie sans le peuple*, Éditions du Seuil, Paris, 1967 ; François GOGUEL, « La sociologie électorale. La France », dans Georges GURVITCH, *Traité de sociologie*, tome second, 46-62 ; Robert McKENZIE, op. cit. Pour le Canada : John C. COURTNEY, *Voting in Cana-*

pays toutefois, ceux qui ont les mêmes caractéristiques (âge, sexe, ethnicité, religion, instruction, profession, revenu, lieu de résidence, etc.) tendent à s'affilier au même parti ou tout au moins à voter pour le même parti. En outre, les représentations que se font les individus des partis varient conformément aux facteurs socio-économiques qui conditionnent les comportements. Il est cependant utile ici de mentionner que les effets de ces facteurs ne sont vraiment connus que dans leur agrégat et qu'il est fort difficile d'apprécier le poids de chacun d'eux pris isolément. On attribue, par exemple, beaucoup d'importance à la religion dans les choix partisans et électoraux. Mais la religion est elle-même reliée au statut socio-économique. Comment différencier l'importance relative des deux facteurs ? Et lorsqu'on semble y parvenir, n'intervient-il pas un troisième ou un quatrième élément dont il faudrait aussi mesurer l'impact ? Ainsi, l'on sait que les catholiques américains, même de niveau socio-économique supérieur, tendent à voter pour le parti démocrate. Mais ces personnes appartiennent souvent à des minorités ethniques qui votent démocrate et elles vivent dans de grandes villes où l'on vote en majorité démocrate. En outre, il importe d'éviter l'erreur écologique qui consiste à attribuer aux individus des comportements qui apparaissent significatifs au plan des collectivités. Enfin, les déterminismes sont rarement assez contraignants pour empêcher les changements d'allégeance partisane des circonscriptions électorales d'une élection à l'autre. D'une part, les circonscriptions sont souvent trop peu homogènes ; d'autre part, il arrive fréquemment que l'évolution de la conjoncture soit décisive.

L'articulation des partis aux structures sociales implique-t-elle leur convergence vers les classes ? Pour Marx, la dépendance des partis à l'égard des classes sociales va de soi. De même pour Harold Laski selon qui « un parti consiste essentiellement dans les intérêts économiques de ses membres ³³ ». La classe capitaliste favorise les conservateurs ; la classe ouvrière, les socialistes. Pour sa part, Maurice Duverger distingue trois « noyaux » différents de partis, correspondant chacun à trois étapes de l'évolution historique des classes en France : les conser-

da, Prentice-Hall of Canada, Scarborough, Ontario, 1967 ; Vincent LEMIEUX, directeur de la publication, *Quatre élections provinciales au Québec*, Presses de l'université Laval, Québec, 1969.

³³ Harold LASKI, *Parliamentary Government in England*, New York, 1938, 63, cité dans Samuel H. BEER, *British Politics in the Collectivist Age*, Alfred A. Knopf, New York, 1965, 247.

vateurs qui perpétuent les traditions aristocratiques et catholiques ; les libéraux issus de la bourgeoisie révolutionnaire et industrielle ; les socialistes, enfin, qui expriment les aspirations de la classe ouvrière ³⁴.

Les problèmes que posent les relations entre classes sociales et partis concernent l'identification de la notion de classe de même que les facteurs de leur polarisation. Si on entend par classe sociale les grandes constellations d'individus que délimitent la profession, le revenu et l'instruction et que caractérise une conscience d'affinité chez ceux qu'elles rassemblent, on constate aisément une polarisation en deux classes, les professions, les revenus et les niveaux d'instruction les plus élevés constituant la classe supérieure et les professions, les revenus et les niveaux d'instruction les plus bas, la classe inférieure. Certes, les lignes de démarcation sont assez confuses et nombre de cas réfutent une catégorisation aussi simple. Face à ces conditions, on isole généralement des strates intermédiaires que l'on peut considérer comme autant de classes (moyenne-supérieure, moyenne-inférieure, etc.). Mais les facteurs objectifs ne sont pas les seuls qui interviennent dans la détermination des classes sociales. Il faut aussi tenir compte de la conscience qui influence les représentations que les individus se font des strates sociales de même que de leur propre identification à l'une ou l'autre d'entre elles.

Il semble en outre que le rapport entre classes sociales et conduite partisane et électorale soit plus ou moins étroit suivant les pays. Selon Robert R. Alford, il serait plus intime en Grande-Bretagne, en Australie et au Canada qu'aux États-Unis où les partis ne se définissent pas comme des organisations de classe et ne font pas appel, pour obtenir le support de l'électorat, à des arguments inspirés de la notion de classe. Néanmoins, poursuit Alford, même aux États-Unis les représentations que l'on se fait des partis trahissent l'influence de schémas de classes :

L'électorat perçoit les partis comme liés à des intérêts spécifiques de classes et, sans aucun doute, plusieurs votent conformément à l'image qu'ils se font de l'aptitude des partis à représenter leurs intérêts économiques. De nombreux traits de la société américaine et de son système politique atténuent sans conteste le rapport entre la classe et le vote. L'immensité du territoire, sa division en cinquante États possédant un degré de souveraineté réelle, l'énorme diversité ethnique et religieuse à laquelle

³⁴ Maurice DUVERGER, *les Partis politiques*, 20ss.

s'ajoute la décentralisation de l'organisation des partis, tout cela diminue la portée des divisions de classes comme facteurs de clivages partisans au niveau national. Que des divisions de classes surgissent quand même au niveau national et qu'elles polarisent les partis autant qu'elles le font, cela montre le haut degré d'intégration économique et politique auquel la nation est parvenue ³⁵.

Dans un sondage mené à Détroit, les répondants à qui on avait donné onze possibilités de choix identifiaient à plus de 60 pour cent le parti démocrate comme le protecteur de l'homme ordinaire, du travailleur et des syndicats et à plus de 60 pour cent également le parti républicain comme l'ami des riches, de la classe supérieure et des grands intérêts économiques. L'auteur concluait de ces orientations que les répondants perçoivent les relations inter-partis en termes de conflits de classes et qu'ils assimilent pratiquement le parti démocrate à la classe ouvrière et le parti républicain à la classe capitaliste ³⁶.

Le degré selon lequel les électeurs s'identifient à un parti politique varie également beaucoup d'un pays à un autre. Aux États-Unis, où pourtant la conscience de classe semble plus faible qu'ailleurs et où le caractère de classe est relativement peu prononcé au sein des partis, 75 pour cent des électeurs s'identifient à l'un ou l'autre des deux grands partis, tandis qu'en France, malgré une forte conscience de classe parmi la population et l'existence de partis de classes, moins de 45 pour

³⁵ Robert R. ALFORD, « The Role of Social Class in American Voting Behavior », *Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 2, 1963, 180-194, dans William J. CROTTY, editor, *Political Parties and Political Behavior*, Allyn and Bacon, Boston, 1966, 380, et Robert R. ALFORD), *Party and Society*, Rand McNally, Chicago, 1963. En France, d'importantes formations « centristes » brouillent la polarisation vers la droite et la gauche. Selon Maurice DUVERGER, « avec la faiblesse des partis, le « centrisme » est l'originalité principale de la vie politique française : notre pays est le seul en Europe où le gouvernement s'appuie presque toujours sur le centre, depuis bien longtemps ». (Dans la Démocratie sans le peuple, 8.) Une analyse des résultats de l'élection du 29 avril 1970 au Québec conclut à l'absence de rapports entre les variables socio-économiques et l'identification partisane des électeurs. Voir Vincent LEMIEUX, Marcel GILBERT et André BLAIS, *Une élection de réaligement*, Cahiers de Cité Libre, Éditions du Jour, 1970, 74.

³⁶ Gerhard LENSKE, *The Religious Factor*, Doubleday, Anchor Books, 1963, 137-138.

cent s'attribuent une affiliation partisane ³⁷. En outre, l'électorat américain est l'un des plus stables qui soient : une fraction considérable ont toujours voté pour le même parti et ce parti, pour 70 pour cent des électeurs, est celui du père. Par contre, les électeurs français, les communistes exceptés, se révèlent très volages dans leurs choix partisans, les partis français n'ayant pas, de loin, la remarquable puissance d'attraction des partis américains ³⁸.

³⁷ Philip E. CONVERSE et Georges DUPEUX, « Politicization of the Electorate in France and the United States », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, 1-24, dans William J. CROTTY, editor, op. cit., 583-601. Selon un sondage national, l'identification partisane de 80 pour cent des adultes américains est demeurée stable malgré les remous de la grande crise, de la guerre et de l'après-guerre. Voir Warren W. MILLER, « The Political Behavior of the Electorate », dans Earl LATHAM, *American Government Annual, 1960-1961*, Holt, Rinehart, Winston, New York, 1960, 51-55 ; reproduit dans Raymond E. WOLFINGER, *Readings in American Political Behavior*, Prentice-Hall, New York, 1966, 247-255. Se fondant sur des données parcellaires, LEMIEUX, GILBERT et BLAIS évaluent à 54 pour cent la proportion des électeurs québécois qui s'identifiaient à un parti dans les jours qui précédèrent l'élection provinciale du 29 avril 1970. Dans Une élection de réalignement, 54.

³⁸ Richard W. DODGE, Eugene S. UYEKI, « Political Affiliation and Imagery Across Two Related Generations », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 6, 1962, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 165-176 ; Joseph LOPREATO, « Upward Mobility and Political Orientation », *American Sociological Review*, vol. 32, n° 4, 1967, 586-592 ; Angus CAMPBELL, Philip E. CONVERSE, Warren W. MILLER, Donald E. STOKES, *The American Voter*, John Wiley, New York, 1960, 146-167 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 294-314 ; Richard E. RENNEKER, « Some Psychodynamic Aspects of Voting Behavior », dans E. BURDICK et A. BRODBECK, editors, *American Voting Behavior*, The Free Press, 1959, 399-413 et dans Cyril ROSEMAN, Charles G. MAYO, F. B. COLLINGE, *Dimensions of Political Analysis*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 108-117 ; aussi : V. O. KEY Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, 294-314. Des données parcellaires sur le Canada montrent que les choix partisans sont demeurés stables chez plus de 80 pour cent des électeurs, même lors d'élections qui n'ont pu permettre la constitution d'un gouvernement majoritaire, par suite surtout du succès exceptionnel des tiers partis. Voir Mildred A. SCHWARTZ, « Canadian Voting Behavior », dans Richard ROSE, editor, *Political Behavior in Modern Industrial Society*, Free Press, New York (A paraître).

Les spécialistes constatent en outre une polarisation plus ou moins prononcée des partis vers la droite ou vers la gauche. Dans tous les pays, certains partis sont perçus comme étant de « droite » tandis que d'autres sont considérés comme étant de « gauche ». Les partis se trouvent ainsi associés aux archétypes immémoriaux qui séparent le monde en deux catégories opposées de réel : le bien et le mal, le vrai et le faux, le blanc et le noir, Dieu et le diable. Ces notions de « droite » et « gauche », dont la valeur analytique fait l'objet de chaudes discussions, ne s'appliquent pas de façon unilatérale dans les différents pays. Ainsi le parti démocrate est perçu comme un parti de gauche aux États-Unis où il reçoit généralement le support des groupes défavorisés. Transporté tel quel en France ou en Italie, où existent de forts partis communistes, en Allemagne, où les sociaux-démocrates sont puissants, ou en Grande-Bretagne, où le parti travailliste continue de se réclamer du socialisme, le parti démocrate ferait figure de parti de droite puisque, en dépit de certaines velléités de non-orthodoxie, il professe le credo capitaliste. En outre, un même groupe peut être de « droite » dans un pays et de « gauche » dans un autre. C'est ainsi que les catholiques sont conservateurs en France et libéraux aux États-Unis. La relativité des notions de droite et de gauche appliquées aux partis tout autant que les accidents historiques subis par les partis expliquent ces contrastes.

Par ailleurs, les notions de droite et de gauche correspondent en gros aux classes sociales : les partis dits de droite reçoivent le support des classes supérieures, ceux de gauche, des classes inférieures. Cette polarisation est manifeste en Grande-Bretagne où les groupes d'affaires et les professionnels favorisent en grande majorité le parti conservateur et où le parti travailliste tire de 80 à 85 pour cent de sa clientèle parmi la classe ouvrière. Mais elle se produit aussi aux États-Unis où n'existent pourtant pas de parti socialiste ni même de parti explicitement voué à la défense des intérêts capitalistes. Le parti démocrate, en effet, prélève une proportion moins élevée certes de suffrages ouvriers que le parti travailliste britannique mais cette proportion s'élève quand même à 70 pour cent chez les travailleurs industriels syndiqués, tandis que le parti républicain obtient massivement les suffra-

ges des hommes d'affaires, des professionnels et, en général, de ceux qui appartiennent aux catégories socio-économiques supérieures ³⁹.

La polarisation des partis vers la droite ou vers la gauche est toutefois imparfaite. En effet, si les partis rejoignent les classes sociales, ils ne se confondent pas avec elles. Le recours obligatoire à des types intermédiaires (« centre », « centre-droit », « centre-gauche ») manifeste le manque de cohésion dans la réalité à laquelle renvoient les notions de droite et de gauche, c'est-à-dire les grandes cristallisations historiques appelées classes sociales.

Cette non-correspondance des partis et des classes sociales favorise l'intervention des groupes d'intérêt dans la vie partisane. Ces derniers, en effet, en étant plus nombreux et plus souples, se plient davantage aux découpages et enchevêtrements des classes sociales. Ainsi donc, c'est souvent l'existence d'une relation privilégiée entre un parti et un groupe d'intérêt plutôt que son association, nécessairement ambiguë et incomplète, avec une classe sociale qui, en pratique, détermine sa position dans le continuum droite-gauche. Des relations privilégiées s'établissent tout naturellement entre les groupes d'intérêt et les partis qu'ils supportent. Ces relations sont manifestes dans les pays où existent des liens plus ou moins officiels entre les partis communistes ou socialistes et les unions ouvrières et entre les partis conservateurs et les groupes d'affaires et professionnels. C'est grâce à de

³⁹ La littérature sur cette question est trop abondante pour être citée convenablement. Mentionnons Martin Seymour LIPSET, *l'Homme et la Politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1960, 110-147, 243-289 ; Heinz EULAU, « The Perception of Class and Party in Voting Behavior : 1952 », *The American Political Science Review*, vol. 49, n° 3, 1955, 364-384 ; Avery LEISERSON, op. cit., 151-166 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 295-401 ; W. KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society*, The Free Press of Glencoe, 1959, 177-212 ; Robert R. ALFORD, « The Role of Social Class in American Voting Behavior », *Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 2, 1963, 180-194 et *Party and Society*, Rand McNally, Chicago, 1963 ; Mildred A. SCHWARTZ, *Public Opinion and Canadian Identity*, University of California Press, 1967, 172-196 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, Rand McNally, Chicago, 1965, 110-141 ; R. Joseph MONSEN Jr. et Mark W. CANNON, *The Makers of Public Policy*, McGraw-Hill, New York, 1965, 338-341 ; Fred I. GREENSTEIN, *The American Party System and the American People*, Prentice-Hall, 1963 ; Maurice DUVERGER, les Partis politiques ; Allen POTTER, « Opposition with a Capital 'O' », dans R. A. DAHL, editor, *Political Opposition in Western Democracies*, Yale University Press, New Haven, 1966, 3-33.

telles alliances que le suffrage de l'électeur britannique peut être considéré comme un « suffrage de classe ». C'est ainsi que le voit David Butler qui, dans un de ses ouvrages sur les élections britanniques, écrit : « ... le commentaire le plus déprimant qu'on puisse faire au sujet de la société britannique contemporaine concerne le haut degré selon lequel les sentiments de classes plutôt que les enjeux ou les idéologies fournissent la justification des choix de l'électeur ⁴⁰ ».

La distribution des suffrages selon les partis parmi diverses catégories socio-professionnelles britanniques s'établissait ainsi lors de l'élection générale de 1951 (tableau n° 1) :

⁴⁰ David BUTLER, *The General Election of 1964*, MacMillan, London, 1965. Dans un ouvrage antérieur, Butler estime à 66 pour cent les suffrages ouvriers accordés au parti travailliste et à 75 pour cent les suffrages des classes moyennes donnés au parti conservateur. Dans *The British General Election of 1959*, MacMillan, London, 1960. Aussi John BONHAM, *The Middle Class Vote*, Faber and Faber, London, 1954 ; Robert MILLAR, *The New Classes*, Longmans, London, 1966 ; T. B. BOTTOMORE, *Classes in Modern Society*, George Allen and Unwin, London, 1965. Cependant, il semble que la proportion d'électeurs qui voient peu de différences entre le parti conservateur et le parti travailliste s'élève. Elle était de 39 pour cent en 1959 et de 49 pour cent en 1964. Il faut dire aussi que les partis britanniques s'efforcent de plus en plus de donner d'eux-mêmes l'image rassurante de mouvements qui favorisent l'« unité nationale ». Voir S. BEER, « Democratic One party Government in Britain », *Political Quarterly*, vol. 32, n° 2, 1961, 114-123 et *Modern British Politics*, London, 1969 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961.

TABLEAU N° 1

Répartition des suffrages selon les partis pour cinq catégories socio-professionnelles lors de l'élection britannique de 1951 (en pourcentage)

[Retour à la table des matières](#)

	Conservateurs	Travaillistes	Autres
Groupes d'affaires de rang supérieur	80	8	12
Professionnels de rang supérieur	78	6	16
Collets blancs supérieurs	63	13	24
Collets blancs inférieurs	48	29	23
Travailleurs manuels	28	51	21

Source : John BONHAM, *The Middle Class Vote*, Faber and Faber, London, 1954.

Une autre étude, faisant état des résultats de toutes les élections britanniques d'après-guerre et qui se fonde sur des catégories socio-professionnelles différentes, montre une polarisation encore plus grande du vote que la précédente (tableau n° 2).

TABLEAU N° 2

Répartition des suffrages selon les partis pour quatre catégories socio-professionnelles lors des élections d'après-guerre en Grande-Bretagne

[Retour à la table des matières](#)

	% pour l'ensemble de la population	Conserveurs	Travaillistes	Autres
Classe moyenne supérieure	15	85	10	5
Classe moyenne inférieure	20	70	25	5
Classe ouvrière inférieure (manuels)	30	35	60	5
Classe ouvrière supérieure	35	30	65	5

Source : Mark ABRAMS, *Class Distinctions in Britain. The Future of the Welfare State*. Dans Robert MILLAR, *The New Classes*, Longmans, London, 1966.

Ces relations entre partis et catégories socio-professionnelles se vérifient également là où n'existent pas de liens officiels entre eux. Ainsi, aux États-Unis, de fortes différences dans les orientations partisans des électeurs d'une même catégorie socio-économique séparent ceux qui sont membres de groupes et ceux qui ne le sont pas. Campbell, Converse, Miller et Stokes, qui ont mesuré les différences dans trois élections présidentielles chez des catégories d'électeurs qui votent en majorité pour le parti démocrate, montrent en effet que les membres de groupes favorisent les démocrates dans une proportion bien plus élevée que les non-membres (tableau n° 3).

TABLEAU N° 3

**Différences dans la tendance à voter pour le parti démocrate
entre les membres de groupes et les non-membres (en pourcentage)**

[Retour à la table des matières](#)

	1948	1952	1956
Famille des membres d'une union ouvrière	+35,8	+19,8	+18,1
Membres d'une union ouvrière		+24,9	+21,4
Catholiques	+16,2	+12,8	+7,1
Noirs		+41,2	+24,7
À l'extérieur du Sud		+50,8	+33,1
Dans le Sud		+17,6	- 1,1
Juifs		+31,9	+40,8

Source : Angus CAMPBELL, Philip E. CONVERSE, Warren, E. MILLER, Donald E. STOKES, *The American Voter*, John Wiley, New York, 1960, 302.

En outre, un degré élevé d'identification au groupe accroît considérablement l'effet de groupe sur l'orientation politique d'un individu. Plus un individu s'identifie au groupe, plus il tend à penser et à agir de façon différente des non-membres. Campbell et collaborateurs produisent la vérification empirique de cette hypothèse en ce qui concerne le vote (tableau n° 4).

TABLEAU N°4

Proportion des électeurs démocrates fortement ou faiblement
identifiés à leur groupe (en pourcentage)

[Retour à la table des matières](#)

	Fortement identifiés	Faiblement identifiés	Différence
Famille des membres d'une union ouvrière	64	36	+28
Catholiques	51	39	+11
Noirs		pas de données	
À l'extérieur du Sud	72	63	+9
Dans le Sud		pas de données	
Juifs	83	55	+28

Source : CAMPBELL et Coll., op. cit., 309.

Pour l'ensemble, l'articulation des partis au système social tient surtout aux liens, officiels ou non officiels, qui les unissent aux groupes d'intérêt. Sans aucun doute, les attaches des partis s'étendent à tous les paliers de la structure sociale : écologie, démographie, technologie, économie, stratification sociale, politique et culture. Mais ce sont les groupes d'intérêt qui, le plus souvent, sont les instruments de ces contacts. On fait aussi état des réseaux de contacts associés aux groupes primaires (la famille, le cercle d'amis, les compagnons de travail) pour expliquer les tendances partisans. Fréquemment, toutefois, ces réseaux passent par les canaux des media de communication et des groupes d'intérêt ou, du moins, il s'établit entre eux des convergences.

II. INTERRELATIONS DES PARTIS ET DES GROUPES D'INTÉRÊT

[Retour à la table des matières](#)

Partis et groupes d'intérêt occupent une même position dans les sociétés libérales en tant que mécanismes d'interactions systémiques. La logique même de leur propre mouvement les pousse mutuellement à se rechercher ou tout au moins à se retrouver à toutes les occasions. Aucune étude n'a encore reconstitué de façon méthodique les interrelations nombreuses et diverses, tantôt harmonieuses et tantôt conflictuelles, qui s'établissent entre eux, les laissant parfois parfaitement distincts les uns des autres et, d'autres fois, les unissant jusqu'à entraîner virtuellement leur fusion. Nous nous proposons ici, non pas de mener cette étude qui serait pourtant si utile, mais de poser certains jalons préliminaires.

Nous allons nous interroger successivement sur les interrelations au niveau des structures et des fonctions pour ensuite considérer ces inter-relations en tant que telles, les ranger et en chercher les significations dans une optique d'ensemble. Ce faisant, nous n'avons pas l'intention de prendre position dans le débat qui oppose fonctionnalistes et structuralistes. Structures et fonctions apparaissent dans notre approche comme complémentaires et également nécessaires à l'encadrement et à la vie des groupes. Privilégier les unes au détriment des autres au nom d'une position doctrinale ou théorique nous empêcherait à coup sûr de saisir ou de comprendre certains aspects essentiels des caractères et du mouvement du réel.

1. Interrelations structurales

Partis et groupes possèdent une structure, c'est-à-dire une unité d'agencement qui leur permet d'exister comme des totalités ou des unités collectives. Séparés les uns des autres, les individus qui composent ces unités sont cependant liés les uns aux autres par des rapports de réciprocité généralement stables.

On peut examiner les interrelations structurales des partis et des groupes d'intérêt du point de vue des premiers ou de celui des seconds. Les aspects mis en relief diffèrent selon que nous partons des uns ou des autres. Sans aucunement viser à une étude exhaustive d'un sujet en lui-même fort complexe, nous allons centrer l'analyse sur les partis. Notre attention se portera sur trois niveaux de structures : le régime électoral et le régime de partis, l'organisation des partis et les idéologies.

a) Régime électoral et régime de partis. - Certains estiment que le régime électoral influe en tant que tel sur la vitalité des groupes d'intérêt dans un pays. Ainsi, sous un régime de représentation proportionnelle, qui permet une meilleure représentation des régions, des secteurs d'activité et des caractéristiques de la population dans chaque circonscription électorale, les groupes d'intérêt seraient anémiques tandis qu'ils resplendiraient de santé sous un régime de scrutin majoritaire à un tour ou même à deux tours, même là où il y a plus de deux partis.

En réalité, de tels rapports de cause à effet entre régimes électoraux et groupes d'intérêt n'existent pas : la qualité de la représentation que permet la proportionnelle est aléatoire et dépend de plusieurs conditions, notamment du nombre et de la qualité des partis. Sous la proportionnelle, les partis sont souvent trop faibles pour agir comme des mécanismes de représentation valables et, même là où ils sont forts, les groupes d'intérêt peuvent se révéler très actifs, comme dans la République fédérale allemande dont le régime électoral allie le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle. Les effets du régime électoral ne sont donc pas automatiques.

Par ailleurs, dans son ouvrage classique : *les Partis politiques*, Maurice Duverger a mis en évidence la portée du régime électoral sur les régimes de partis : le scrutin majoritaire à un tour favoriserait le bipartisme tandis que le régime de représentation proportionnelle maintiendrait le multipartisme. En outre, Duverger affirme que le bipartisme permet la stabilité politique tandis que le multipartisme entraîne l'instabilité. Dans sa critique du livre de Duverger, Georges Lavau a montré que le régime électoral et le régime de partis en tant que tels ont une por-

tée plus modeste que ne l'estime Duverger, la nature des moeurs et des réalités sociales affectant les effets de ces régimes sur la vie politique ⁴¹.

Tout ce débat nous paraît assez stérile tant que, dans la considération des partis, on fait abstraction de l'ensemble socio-politique dans lequel ceux-ci s'insèrent obligatoirement. Sans doute, peut-on souhaiter qu'un pays atteigne un degré d'intégration socio-politique assez élevé pour permettre le bipartisme, quel que soit le régime électoral choisi. Ou encore on peut opter pour un régime électoral qui favorise le multipartisme en dépit d'une intégration socio-politique poussée. Pour l'ensemble cependant, le régime électoral découle de certains choix concernant l'ordre social souhaité. Les effets du régime électoral sur le régime des partis ne sont toutefois pas automatiques : des contraintes d'ordre socio-politique en restreignent sérieusement la portée. Même en régime de scrutin majoritaire à un tour, plus de deux partis peuvent exister et faire élire des candidats. C'est le cas au Canada et en Autriche et même, jusqu'à un certain point, en Grande-Bretagne. Dans un même pays, des tendances opposées peuvent se contrarier mutuellement. Ainsi Martin Seymour Lipset a écrit au sujet du Canada : « Le problème des partis politiques canadiens résulte de ce que la structure sociale de ce pays fait émerger des divisions politiques essentiellement comparables aux modèles américain et français, tandis qu'existe une forme de gouvernement qui requiert des partis parlementaires disciplinés prohibant des alliances inter-partis à la Chambre des Communes ⁴²... »

La plupart des auteurs estiment que la démocratie libérale moderne exige le pluripartisme tandis que le parti unique représenterait un rouage majeur des dictatures de droite ou de gauche. On peut d'ailleurs se demander avec Jeanne Hersh si la notion de parti « unique » n'est pas en elle-même une absurdité ⁴³. Dans la mesure où la tâche des partis consiste à donner une voix aux pluralismes sociaux et où on accepte que l'idée de faction et celle de compétition électorale sont sous-jacentes à la notion de parti, il est clair que, par définition, le pluripartisme est

⁴¹ Georges LAVAU, op. cit. Aussi Douglas W. RAE, *The Political Consequences of Electoral Laws*, Yale University Press, Princeton, 1967.

⁴² M. Seymour LIPSET, « Democracy in Alberta », *Canadian Forum*, vol. 34, November and December 1954, 197, dans Leon D. EPSTEIN, op. cit., 62.

⁴³ Jeanne HERSH, *Idéologies et Réalités. Essai d'orientation*, Plon, Paris, 1956, Sur le rôle du parti unique dans les démocraties populaires, voir Ghita Ionescu, *L'Avenir politique de l'Europe orientale*, Futuribles, Paris, 1967.

requis. Mais on peut également imaginer un ordre social qui vise à nier ou à surmonter le pluralisme de même qu'à empêcher les factions. Un tel ordre social peut théoriquement être démocratique mais il requiert l'absence de toute source d'antagonismes sociaux majeurs. En d'autres termes, la démocratie qu'il rend possible peut être « populaire », « centraliste », « cogestionnaire » ; elle ne saurait être libérale.

Le pluripartisme revêt deux formes différentes : le bipartisme et le multipartisme ⁴⁴. En réalité, rares sont les pays où ces formes existent à l'état pur. Le bipartisme ne peut être que dominant : il s'accommode de régions d'unipartisme ou encore de multipartisme. De même le multipartisme peut conduire à des coalitions bipartistes douées d'une grande stabilité. Pour comprendre les relations qui s'établissent entre partis et groupes d'intérêt sous cet aspect, il faut tenir davantage compte de la situation de fait que, du régime officiel considéré dans l'abstrait.

C'est ainsi que le bipartisme américain est en réalité un « pseudo-bipartisme ». D'une part, du fait de la « séparation des pouvoirs », il existe en réalité quatre partis au Congrès : outre les républicains et les démocrates officiels, il y a le « parti » de ceux qui appuient le Président - parti constitué des Représentants et Sénateurs progressistes ou conservatistes au sein des deux partis selon l'orientation idéologique du Président - et le « parti » de ceux qui s'opposent au Président ⁴⁵. D'autre part, par suite d'ancrages historiques remontant souvent à la guerre civile, de nombreux États vivent sous un unipartisme de fait, les républicains ou les démocrates, selon les cas, étant pratiquement absents de la course. La base réelle des partis se trouvant au niveau des États, les répercussions de ce phénomène atteignent profondément la vie politique nationale. Selon V.O. Key, une compétition réelle entre les deux partis dominants n'existe que dans le tiers des États. Les deux autres tiers connaissent un pseudo-bipartisme ou encore, comme dans le Sud, vivent sous un régime à peine mitigé de parti unique. Sous l'impact de l'urbanisation

⁴⁴ Sur cette question, voir spécialement Maurice DUVERGER, « Sociologie des partis politiques », dans Georges GURVITVH, *Traité de sociologie*, Presses universitaires de France, Paris, 1960, tome second, 32ss ; Leon EPSTEIN. op. cit., 46ss ; Avery LEISERSON, « The Place of Parties in the Study of Politics », *The American Political Science Review*, vol. 51, n° 4, 1957, 943-957, dans William J. CROTTY et coll., op. cit., 8-22,

⁴⁵ Voir James McGregor BURNS, *The Deadlock of Democracy. Four-Party Politics in America*, Prentice-Hall, New York, 1963.

et de l'industrialisation, on constate toutefois depuis dix ans un progrès appréciable du bipartisme ⁴⁶.

Il existe quatre partis officiels au Parlement canadien. Mais les libéraux et les conservateurs ayant été les deux seuls partis jusqu'ici à gérer le gouvernement et, sauf au cours de la première grande guerre, ayant gouverné sans recourir à des coalitions, ce pays connaît un bipartisme dominant.

Des auteurs, dont Maurice Duverger, considèrent que le parti communiste constitue un facteur de grave perturbation du régime français de partis. Ce parti, qui obtient l'appui de 20 à 25 pour cent de l'électorat et qui détient plusieurs sièges à l'Assemblée nationale, n'est pas représenté au sein du gouvernement et ne reconnaît même pas, en principe tout au moins, la légitimité du système politique au sein duquel il agit. Toutefois, on l'a vu après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 1968, le parti communiste français ne peut être considéré comme franchement « antisystémique ». L'ardeur qu'il a mise à persuader les travailleurs d'abandonner le mouvement de grèves pour l'action électorale montre l'importance que la persistance du système représente pour lui. Néanmoins, par suite du rôle équivoque que le parti communiste joue dans le système, près du quart de l'électorat français, malgré sa cohésion électorale et l'importance des intérêts qui le soutiennent en un bloc solide, se trouve dans l'impossibilité de faire sentir pleinement son influence au sein de l'Assemblée et du gouvernement. Il en résulte également la faiblesse chronique de la gauche française, impuissante qu'elle est à surmonter ses divisions internes. Il s'ensuit finalement que la marginalité du parti communiste

⁴⁶ V.O. KEY Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, 288-299. Aussi, du même auteur, *Southern Politics in State and Nation*, Alfred A. Knopf, New York, 1950. Outre le bipartisme et l'unipartisme, existe aux États-Unis ce qu'on peut appeler le pseudo-partisme ou le non-partisme. Plus de 800,000 postes électifs sont en effet remplis à la suite d'élections où le nom de partis n'apparaît pas sur les bulletins de vote. Ce sont des groupes d'intérêt particulièrement puissants qui font l'office de partis au cours de ces élections « non partisans ». Voir Charles R. ADRIAN, « Some General Characteristics of Non partisan Elections », *The American Political Science Review*, vol. 46, n° 4, 1952, 768 ; Hugh A. BONE, « Political Parties and Pressure Group Politics », *The Annals of the Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 74-75 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 93, 95.

français conduit ses dirigeants à s'en servir, en conjonction avec la puissante C.g.t., comme d'un instrument de pression sur le gouvernement ⁴⁷.

La multiplication des cercles ou clubs politiques, mouvements de protestations, « fronts » et partis-météores (flash parties) contribue depuis quelques années à brouiller encore davantage la distinction entre bipartisme et multipartisme. Il faut voir dans ces développements récents une insatisfaction croissante parmi des couches souvent considérables de la population, insatisfaction non seulement à l'endroit du jeu traditionnel des partis mais aussi vis-à-vis des groupes d'intérêt, jugés oligarchiques et sclérosés, et plus généralement à l'égard du système politique tout entier.

On peut faire état de nombreux jugements concernant l'impact du nombre de partis sur les relations entre partis et groupes d'intérêt. C'est ainsi que les partis régionaux, comme la C.C.F. en Saskatchewan, les créditistes en Alberta et en Colombie-Britannique, les démocrates dans les États américains du Sud, les unionistes en Irlande du Nord, rempliraient l'office de groupes d'intérêt au niveau politique national. Le bipartisme canaliserait bien imparfaitement les idéologies et les intérêts, d'où la prolifération des groupes d'intérêt dans ces régimes. Par ailleurs, comme le bipartisme convient aux peuples satisfaits et bien intégrés, la position importante qu'y tiennent les groupes d'intérêt n'entraîne généralement pas de trop graves conséquences. C'est dans les régimes multipartistes que les relations entre partis et groupes d'intérêt seraient les plus intenses et aussi les plus diverses. Dans certains cas, les partis rempliraient pratiquement les tâches des groupes et tendraient à se substituer à eux. Dans d'autres cas, au contraire, ce seraient les grou-

⁴⁷ Maurice DUVERGER, *la Démocratie sans le peuple*. Par contre, dans un article récent, Georges LAVAU se demande si le parti communiste, « théoriquement révolutionnaire, n'est pas arrivé à remplir en fait des fonctions latentes au profit d'un système politique qu'il continue à récuser au moins en principe ». Pans : « À la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du parti communiste français », *Revue Française de science politique*, vol. 18, n° 3, 1968, 446. Aussi, du même auteur : *le Communisme en France*, Cahier n° 175 de la Fondation nationale des sciences politiques, Librairie Armand Colin, Paris, 1969.

pes d'intérêt qui deviendraient tout-puissants, et les partis, que leur nombre même affaiblirait, tomberaient en veilleuse ou ne seraient que des marionnettes ⁴⁸.

Tous ces jugements ne valent guère mieux que des suppositions. En réalité, nous ignorons dans quelle mesure le régime de partis intervient dans la détermination des nombreux types d'interrelations des partis et des groupes d'intérêt. Sans doute faut-il faire intervenir d'autres facteurs, comme le moment de la formation des partis, le caractère de la structure sociale et la nature du système politique. Par ailleurs, supposer un rapport automatique entre le nombre ou la force des partis et la vigueur des groupes d'intérêt, c'est imaginer que la fonction de médiation est univoque, c'est-à-dire que les interactions systémiques sont homogènes et peuvent être effectuées indifféremment par les partis ou les groupes d'intérêt, de telle sorte que si les premiers sont très actifs, les seconds le sont moins et inversement. En réalité, il n'en est pas ainsi : partis et groupes d'intérêt remplissent leurs fonctions de médiation d'une manière différente. En outre, les uns et les autres ont des tâches spécifiques à remplir (vaquer au bien-être professionnel ou récréatif de leurs membres pour les groupes d'intérêt ; voir aux élections et au choix des gouvernants pour les partis) qui assurent leur utilité pour la société, quelle que soit par ailleurs la façon dont ils s'acquittent de la fonction de médiation intersystémique.

b) Organisation des partis. - Le deuxième niveau de structures concerne l'organisation des partis. Plusieurs ordres de questions susceptibles d'influer sur les relations entre partis et groupes d'intérêt se posent à ce niveau.

À un degré aussi poussé que les groupes d'intérêt, les partis sont des organisations hiérarchiques composées de dirigeants, de cadres, de simples membres et d'une clientèle de sympathisants. Malgré de nombreux gestes rituels et actions symboliques qui laissent croire à l'existence d'une démocratie « interne », les grands partis sont généralement des organisations oligarchiques. C'est Roberto Michels qui, le premier, a montré le caractère implacable de « la loi d'airain de l'oligarchie » à laquelle même les partis qui professent les principes les plus dé-

⁴⁸ Sur ce sujet complexe, voir, entre autres, la plupart des études de même que le compte rendu de la Table ronde reproduits dans : Henry W. EHRMANN, éditeur, *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1958 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 69ss ; Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 639ss.

mocratiques finissent fatalement par succomber ⁴⁹. Sa longue expérience des partis socialistes européens l'avait convaincu que le grand nombre est congénitalement inapte à se gouverner et que des contraintes inhérentes à l'organisation (recherche de l'efficacité, exigences de l'action, poids de la procédure, routine administrative, besoin d'un chef parmi les masses, etc.) conduisent très tôt les partis à se régir d'après le principe du chef et à s'en remettre à quelques-uns pour la direction effective de l'organisation. Le nombre de ceux qui participent à la direction du parti varie selon les circonstances (« théorie de l'accordéon ») mais ce nombre est toujours fort restreint.

Dès lors que les partis sont un peu anciens et nourrissent des ambitions électorales, le mal de l'oligarchie les ronge ; il gagne même les partis de masses dont les aspirations démocratiques sont particulièrement poussées. Un des principaux inspirateurs des activistes au sein du parti travailliste britannique, R.H.S. Crossman, a écrit à ce sujet :

... Dès lors qu'il ne pouvait pas, comme ses adversaires, se payer le luxe d'une armée de travailleurs rémunérés, le parti travailliste avait besoin de militants - c'est-à-dire de socialistes politiquement éveillés et capables de prendre en charge les circonscriptions. Mais, comme ces militants tendaient à être « extrémistes », pour neutraliser leur enthousiasme, on imagina une constitution créant en toute apparence une démocratie de parti intégrale mais privant les militants de tout pouvoir véritable. D'où l'octroi en théorie de pouvoirs souverains aux délégués de la Conférence annuelle et la suppression en pratique de la majeure partie de cette souveraineté par

⁴⁹ Roberto MICHELS, *Political Parties*, The Free Press of Glencoe, 1915. Michels faisait aussi état des conclusions similaires auxquelles son analyse des partis américains et européens avait conduit M. OSTROGORSKI, dans *la Démocratie et l'Organisation des partis politiques*, Calmann-Lévy, Paris, 1903, deux volumes ; voir, en outre, Robert McKENZIE, op. cit., 635-650 : Maurice DUVERGER, *les Partis politiques*, 161-236. Pour une étude générale sur l'organisation des partis, voir : Joseph A. SCHLESINGER, *Political Party Organization*, dans James G. MARCH, editor, *Handbook of Organizations*, Rand McNally, Chicago, 1965, 764-802.

l'attribution au bloc parlementaire du parti d'une indépendance complète par rapport au bloc des syndicalistes ⁵⁰.

Par ailleurs, la « loi » de l'oligarchie, tirée de l'expérience des partis socialistes européens qui prétendaient adhérer aux principes de la démocratie « interne », a été étendue, un peu trop à la légère, aux partis de type américain. Il est douteux, en effet, que les mêmes règles vailent pour les partis de masses et pour les partis de cadres. L'aspiration démocratique ne s'exprime pas dans les deux situations de la même manière. Les partis américains, par définition, ne peuvent pas suivre les méthodes démocratiques qu'appliquent les partis socialistes européens. En effet, les membres des partis américains, extrêmement peu nombreux, constituent déjà une sorte d'oligarchie par rapport à la masse des « partisans », c'est-à-dire des électeurs qui votent pour le parti. L'application étroite des thèses de Michels aux partis américains risque d'obscurcir les vices majeurs qui les rongent : l'usurpation de l'organisation partisane par la « machine » et par les *bosses* et le règne du favoritisme (« patronage ») ⁵¹.

⁵⁰ R. H. S. CROSSMAN, *Introduction* to the Fontana edition of W. BAGEHOT, *The English Constitution*, 1963, cité avec faveur dans Robert McKENZIE, op. cit., 641.

⁵¹ Voir Frank J. SORAUF, op. cit., 48-58. Aux États-Unis, la longue lutte menée par les populistes, les progressistes et plus tard par les intellectuels libéraux et plus récemment encore par les « démocrates amateurs » contre les oligarchies partisans fut dirigée contre les « machines », les bosses et le « patronage ». Les partis se sont aujourd'hui dans une bonne mesure guéris de ces maux. On doit cette réhabilitation moins aux efforts des réformateurs qu'à l'intégration plus poussée des groupes ethniques et des minorités religieuses, à l'élévation des niveaux de vie, au progrès de l'instruction de même qu'au développement de la sécurité sociale qui ont enlevé aux machines et au patronage une bonne partie de leur raison d'être. L'importance croissante des questions de portée nationale et internationale a graduellement sapé le pouvoir de la « machine » et du boss ancré au niveau local. Voir aussi James Q. WILSON, *The Amateur Democrat*, The University of Chicago Press, 1966 ; Arnold M. ROSE, *The Power Structure. Political Process in American Society*, Oxford University Press, 1967, 53-70 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 104-111 ; Fred I. GREENSTEIN, « The Changing Pattern of Urban Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 353, mars 1964, 1-13 ; Edward C. BANFIELD et James Q. WILSON, *City Politics*, Harvard University Press et MIT Press, Cambridge, Mass., 1963.

Les méthodes par lesquelles les partis américains réalisent la démocratie diffèrent de celles des partis de masses européens. Le péril majeur auquel ces derniers essaient d'échapper, c'est la centralisation. Or, les partis américains sont remarquablement décentralisés du fait même de leurs assises qui sont locales et étatiques. C'est au sein de petites circonscriptions de base (les *precincts* groupant trois à six cents électeurs) que se trouvent les bases réelles de la démocratie des partis américains. Plusieurs estiment même que l'autonomie locale est excessive : en dehors des périodes électorales, les dirigeants nationaux ont très peu d'influence réelle sur le parti. Ce dernier risque constamment de se fragmenter en une multitude de parcelles que dominent les élites locales qui, en même temps, se trouvent fréquemment à la tête des groupes d'intérêt, très actifs à ce niveau. D'où il suit que les efforts des dirigeants nationaux pour contrôler la nomination du personnel supérieur du parti de même que les ressources dont la distribution se fait par voie de « patronage » font comme un contrepoids aux tendances vers l'effritement.

De même, les problèmes que pose à la démocratie le choix des candidats aux élections diffèrent pour les partis de masses européens et pour les partis américains. Les premiers sont aux prises avec la cooptation de même qu'au recours à des mises en candidature et à des prises de votes truquées. Chez les seconds, les candidats sont désignés à la suite de véritables élections ouvertes à tous les électeurs (*direct primaries*). Il est vrai que cette règle parfaitement démocratique peut être jusqu'à un certain point contournée par les mises en candidature que les dirigeants du parti peuvent parfois manipuler ⁵².

Si la « loi de l'oligarchie » ne peut s'étendre qu'avec une certaine transposition aux partis américains, par contre elle s'applique intégralement aux grands groupes d'intérêt tant américains qu'européens. La démocratie intra-groupe n'est le plus souvent que fictive, nominations et décisions étant généralement le fait d'un petit

⁵² Au Canada, on ignore les *direct primaries*. Les candidats sont nommés par les partisans au cours de réunions appelées « conventions » inspirées de la coutume britannique et, quand il s'agit de chefs de partis, empruntant les méthodes qui ont cours lors des « conventions » présidentielles américaines. Le parachutage des candidats y est de règle.

nombre de dirigeants virtuellement indélogeables ⁵³. Les interrelations des partis et des groupes prennent donc très souvent la forme de rencontres d'oligarques.

Un deuxième aspect pertinent de l'organisation des partis concerne la distinction, établie par Maurice Duverger, entre parti de cadres et parti de masses. Les premiers, plus anciens, ne visent pas à grouper le plus possible d'adhérents mais à réunir des notables ; les seconds, plus récents, font écho à l'élargissement des aspirations démocratiques et s'ouvrent à l'ensemble des électeurs désireux d'y adhérer ⁵⁴. Bien que cette distinction soit sujette à des qualifications, elle est utile à notre sujet.

⁵³ Il existe toutefois certaines exceptions à cette tendance générale. Quelques grands groupes d'intérêt tolèrent de véritables partis en leur sein et les élections y sont loyalement et chaudement disputées. Pour l'exposé d'un tel cas, voir Martin Seymour LIPSET, Martin Trow et James COLEMAN, *Union Democracy. The Inside Politics of the International Typographical Union*, The Frec Press of Glencoe, 1956.

⁵⁴ Maurice DUVERGER, *les Partis politiques*, et « Sociologie des partis politiques » dans Georges GURVITCH, op. cit., 23-32. Les critères de différenciation que mentionne Duverger tiennent au type d'organisation et surtout au nombre d'adhérents. C'est ainsi que le parti travailliste britannique (dix millions et demi de membres individuels et affiliés) et le parti conservateur (deux millions et demi de membres), groupant ensemble 25 pour cent de l'électorat, peuvent être considérés comme des partis de masses, tandis que les partis démocrate et républicain américains, avec à peine quelques centaines de milliers d'adhérents chacun équivalant à 2 ou 3 pour cent de l'électorat, constituent des partis de cadres. Tous les partis français, à l'exception du parti communiste qui compte 400,000 membres, se présentent comme des partis de cadres (1 à 4 pour cent seulement de l'électorat français adhèrent à un parti). Les partis allemands auxquels adhèrent entre 4 et 5 pour cent de l'électorat, à l'exception du parti social-démocrate (650,000 membres) et des démocrates chrétiens (320,000 membres), sont aussi des partis de cadres. Voir, pour la Grande-Bretagne, A.H. BIRCH, « Angleterre et pays de Galles », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960, 17-29 ; Robert McKENZIE, op. cit., 484 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 112ss ; pour la France, Maurice DUVERGER, *Démocratie sans le peuple*, 7 ; Georges DUPEUX, « France », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960, (46) ; pour les États-Unis, Stein ROKKAN et Angus CAMPBELL, « Norvège et États-Unis d'Amérique », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960, 83-84 ; Leon D. EPSTEIN, « British Mass Parties in Comparison with American Parties », *Political Science Quarterly*, vol. 71, n° 1, 1956, 97-125 ; Philip E. CONVERSE et Georges DUPEUX, « Politicization of the Electorate in

Les partis de cadres ont généralement des origines parlementaires, constituent surtout des machines électorales et leur objectif principal consiste à faire élire un nombre assez élevé de candidats pour obtenir la gestion du gouvernement ⁵⁵. Dans le but de faire élire leurs candidats, ces partis, qui comptent peu d'adhérents, doivent disposer de ressources susceptibles de leur gagner l'adhésion d'une pluralité d'électeurs. Comme les ressources intangibles - notamment les idéologies - qu'ils peuvent mettre en oeuvre sont généralement insuffisantes par suite de l'hétérogénéité de leurs sympathisants, ils doivent mettre l'accent sur les ressources tangibles, notamment le « patronage ». À cette fin, ils doivent disposer d'une « caisse électorale » constituée surtout d'importantes souscriptions émanant de personnes, entreprises ou associations, généralement peu nombreuses et dont la générosité ne s'inspire pas toujours de la pure philanthropie. Les parlementaires et quelques « permanents », s'appuyant sur des « organisateurs » locaux et régionaux, suffisent à la bonne marche du parti qui, en dehors des périodes électorales, est plus ou moins en veilleuse.

Par contraste, les partis de masses se greffent sur des mouvements sociaux antérieurs et, du moins à leurs débuts, ils ne nourrissent pas surtout des visées électorales mais plutôt l'ambition de propager une idéologie. Le souci de faire élire des candidats et d'assumer la gérance du gouvernement, qui se développe tôt ou tard chez ces partis, ne signifie pas l'abandon de leur zèle à l'endroit d'un programme d'action précis. Pour permettre l'élection de candidats, le parti compte

France and the United States », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, 1-24 ; pour l'Allemagne, Gerard BRAUNTHAL, *The Federation of German Industry in Politics*, Cornell University Press, Ithaca, 1965, 171. Les chiffres varient selon les auteurs et sont sujets à caution. La signification du terme « membre de parti » est loin d'être la même partout. Très précise en Grande-Bretagne, elle signifie peu aux États-Unis où n'existent pas de listes d'ensemble d'adhérents ni de statistiques relatives aux adhésions. Dans ce pays où l'appartenance à un parti signifie peu de chose, le degré d'identification psychologique à un parti est par contre particulièrement élevé.

⁵⁵ Dans un système où existe la séparation des pouvoirs, comme les États-Unis, la victoire du candidat à la présidence suffit à procurer au parti la gestion du gouvernement. L'élection d'une majorité de Représentants et de Sénateurs n'en est pas moins recherchée fiévreusement parce qu'elle facilite l'exercice du pouvoir et aussi parce que le parti qui fait élire son candidat à la présidence remporte ordinairement la victoire dans la majorité des circonscriptions électorales lors des élections présidentielles.

surtout sur ses membres qui sont nombreux et qui, par suite de l'homogénéité de leurs caractéristiques socio-économiques, partagent essentiellement les mêmes idées politiques. Les cotisations des membres et des souscriptions de la part des organisations affiliées permettent, dans une large mesure, le financement du parti. Ses principales ressources sont intangibles (défense ou promotion d'idéologies). Le parti de masses est, selon l'expression d'Epstein, un parti de programme (*programmatic*) plutôt que de « patronage ». Une direction composée de délégués élus par les membres et choisis parmi les parlementaires et les membres des organisations affiliées veille aux destinées du parti qui, conservant de ses origines comme mouvement social un certain goût pour le prosélytisme, même en dehors des campagnes électorales s'engage dans des tâches d'éducation et de propagande.

Des liens de nature différente unissent partis de cadres et de masses aux groupes d'intérêt. Le parti de cadres ne comporte pas de groupes d'intérêt qui lui soient officiellement rattachés bien que certaines organisations peuvent entretenir avec un des groupes d'intérêt des liens privilégiés. Pour l'ensemble, les groupes d'intérêt demeurent étrangers au parti de cadres et ils s'efforcent de l'influencer de l'extérieur, de s'en faire un allié, et ainsi de suite. De la même manière, le parti de cadres ne vise pas à refléter les vues de groupes d'intérêt particuliers, effort qui lui aliénerait d'autres groupes dont l'appui lui est indispensable, il cherche plutôt à se présenter comme un conciliateur de tendances diverses et un porte-parole d'intérêts différents. Les groupes - agissant de leur propre chef ou comme intermédiaires d'individus ou de corporations - fonctionnent comme des bailleurs de fonds ou comme des stimulateurs d'électeurs et, en retour de leurs services, ils s'attendent à ce que le parti, dans son programme électoral et dans son action sur les députés et les ministres, se montre favorable à leurs intérêts. Dans leur recherche d'un maximum de protection, certains groupes accordent leurs faveurs à plus d'un parti, bien que généralement les préférences se portent vers un parti particulier. La relation par excellence entre partis de cadres et groupes d'intérêt, c'est celle de « patronage » qui consiste essentiellement dans un échange de sommes d'argent fournies par les groupes et de faveurs de toutes sortes promises par les partis. Une autre relation possible consiste dans l'offre d'un support électoral de la part d'un groupe d'intérêt contre la promesse d'un soutien politique de la part d'un parti.

Les interrelations des partis de masses et des groupes d'intérêt sont officielles et beaucoup plus intimes. La structure de la plupart des partis de masses est dé-

terminée par les groupes d'intérêt qui leur servent de support. Le parti conservateur britannique constitue jusqu'à un certain point une exception puisque ses trois millions d'adhérents ne sont pas membres d'un groupe d'intérêt. Mais il tient sa puissance de cohésion des appuis indéfectibles de la Fédération of British Industries et autres grandes associations d'affaires et de la vigueur d'une organisation spécifique : la *National Union of Conservative and Unionist Associations*. Chaque parti de masses n'est relié qu'à un seul groupe d'intérêt ou du moins qu'à un nombre restreint de groupes qui partagent les mêmes objectifs. Le groupe agit comme pourvoyeur des fonds et des votes et le parti, à son tour, se fait le défenseur et le promoteur en titre des intérêts et des idéologies du groupe. Ils fusionnent partiellement leurs fins et adoptent les mêmes modes d'action : d'une certaine manière le parti agit comme groupe d'intérêt et le groupe d'intérêt, comme parti.

Dans son ouvrage, *Les Partis politiques*, Maurice Duverger estima que les partis de l'avenir étaient les partis de masses et les succès électoraux considérables des partis socialistes à l'époque le conduisirent à parler d'une « contagion par la gauche ». Mais les tendances en cours vont à l'opposé des prévisions de Duverger. Partout les partis de masses voient s'effriter leurs assises (réduction importante du nombre d'adhérents par suite notamment de la crise du syndicalisme, perte de ferveur idéologique imputable à la diminution de l'homogénéité des classes sociales, etc.). Il est vrai que les partis de cadres ont eux-mêmes subi un déclin certain, les ressources du « patronage » leur étant de plus en plus refusées. Au premier abord, les nouveaux facteurs de conditionnement des partis, notamment les media de communication, ainsi que la prépondérance croissante des objectifs généraux sur les visées d'ordre particulier favorisent les partis qui, dans leur organisation, se rapprochent des partis de cadres traditionnels ou qui comptent moins sur une clientèle électorale fidèle mais qui les lie et parfois les paralyse que sur leur capacité, par la propagande et le noyautage, de persuader une fraction suffisante de l'électorat à leur accorder ses suffrages.

Constatant ces tendances évolutives, Epstein conclut à une « contagion par la droite ⁵⁶ ». Il semble toutefois que la mutation en cours affecte tout autant les

⁵⁶ Leon D. EPSTEIN, op. cit., 257ss. Pour démontrer l'existence d'une « contagion par la droite » et la mutation des partis, Epstein cite le cas des partis britanniques, ouest-allemands et français. Le parti gaulliste (l'U.n.r.) est un exemple d'un parti de type nouveau. Epstein parle d'« américanisation » des

partis de cadres traditionnels que les partis de masses. Les partis de l'avenir représenteront une symbiose des deux types actuels de partis. Comme les partis de cadres, ils auront une organisation restreinte et une orientation idéologique visant l'ensemble de l'électorat. Comme les partis de masses cependant, ils s'ancreront, du moins à leurs débuts, dans un mouvement social, ils seront soucieux de l'opinion des électeurs, ils essaieront, par des moyens inédits, notamment l'animation, de les rassembler autour d'objectifs généraux mais rejoignant néanmoins certaines aspirations profondes des collectivités. Ces partis - dont l'U.n.r. en France, le Crédit social et le Parti québécois au Canada représentent peut-être des anticipations - nous suggérons de les appeler, eu égard à leur double vocation, partis de stratégies-animateurs. Il est bien certain par ailleurs que les relations entre ce nouveau type de parti et les groupes d'intérêt différeront de ce qu'elles sont dans le contexte tant des partis de cadres que des partis de masses.

Un troisième aspect de l'organisation concerne la distinction entre parti à l'intérieur du système politique et parti à l'extérieur du système politique. On s'étonne qu'une différenciation aussi centrale retienne si peu l'attention, même celle des spécialistes. Robert McKenzie, l'un des rares à avoir distingué les deux niveaux de parti, s'exprime ainsi à propos des partis britanniques :

Une bonne partie de la confusion au sujet de la structure de pouvoir au sein des partis vient de l'usage non rigoureux des termes et de l'incapacité de faire la distinction entre plusieurs organisations autonomes qui sont associées pour la poursuite en commun de buts politiques. Deux partis parlementaires se font face à la Chambre des Communes : c'est avec justesse qu'on les appelle « le parti conservateur » et « le parti travailliste parlementaire ». Chacun constitue une organisation autonome qui, pour des fins électorales, bénéficie du support d'une organisation de masses : les conservateurs de la *National Union of Conservative and Unionist Associations* ; le « parti travailliste parlementaire », d'une organisation connue sous le nom de « parti travailliste ⁵⁷ ».

partis pour caractériser les tendances en cours mais cette formule ne nous paraît pas heureuse, bien que ce soient les partis américains - et canadiens - qui, les premiers, aient éprouvé les effets des facteurs d'évolution.

⁵⁷ Robert McKENZIE, op. cit., 636. Sur les conséquences sur le plan de l'analyse qui résultent de la non-différenciation des deux niveaux de partis, voir l'excellente étude de Howard A. SCARROW, « The Function of Political Parties : A

À l'intérieur du système politique, le parti est composé des parlementaires et, le cas échéant, des ministres élus sous l'égide du parti. Ce qui institue le parti à ce niveau, c'est une solidarité et une pensée communes, dont la « ligne du parti » et le caucus représentent les principales manifestations. Le parti s'intègre alors fermement aux composantes du système politique, particulièrement à l'Assemblée législative et, le cas échéant, au gouvernement, mais aussi, quoique de façon moins précise et trop souvent perverse, à l'administration et même à la magistrature. À l'extérieur du système politique, le parti, c'est l'organisation du parti, la « machine » électorale, le secrétariat, les diverses commissions d'études et d'action du parti de même que l'ensemble des rouages qui le relie à ses membres, aux sympathisants et à l'ensemble de l'électorat. À l'intérieur du système politique, le parti est tourné vers le système politique dont il est un mécanisme essentiel ; à l'extérieur du système politique, il est orienté vers le système social, vers les citoyens et les groupes. La tâche du premier consiste à assumer des responsabilités législatives et gouvernementales ; celle du second, à maintenir la loyauté des électeurs et à faire élire des candidats. Sans aucun doute, les lignes de démarcation entre les deux niveaux de parti ne sont pas, dans la pratique, aussi précises que l'analyse ne le laisse supposer. Elles sont plus ou moins brouillées, des considérations électorales étant sous-jacentes aux préoccupations des parlementaires et des rapports étroits se nouant entre parlementaires et dirigeants de l'appareil du parti. Il y a donc des liens obligés et utiles entre les deux niveaux du parti. Mais la bonne santé des sociétés exige que la dualité fonctionnelle soit maintenue. Cette exigence s'impose avec une force particulière au parti qui assume la responsabilité du gouvernement. De fait, les tensions qui se produisent assez souvent entre l'« aile parlementaire » et l'« aile marchande » des partis manifestent la portée concrète de la distinction.

Les rapports entre les deux niveaux de partis varient considérablement selon les systèmes politiques. Dans les systèmes de type britannique, c'est-à-dire en régime de responsabilité ministérielle, les différenciations sont nettes et les rôles respectifs bien définis. L'organisation tend à avoir plus d'importance quand le

Critique of Literature and the Approach », *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 4, 1967, 770-790 ; aussi Richard Rose, *Influencing Voters*, Faber and Faber, London, 1967, 61 ; Samuel H. BEER et Coll., *Patterns of Government*, Random House, New York, 1962, 189 ss.

parti est dans l'opposition que lorsqu'il est au pouvoir et quand il s'agit d'un parti de masses que dans le cas de partis de cadres. En outre, les caractéristiques et les tendances personnelles du chef de parti influent sur la nature des relations entre les deux niveaux. Toutefois, le principe de l'indépendance des parlementaires par rapport à l'organisation est sacré. Ceux-ci, surtout s'ils gèrent le gouvernement, se proclament responsables devant la nation et l'ensemble des citoyens et non pas devant les seuls groupes qui ont contribué à leur élection. Il ne faut pas croire, toutefois, que ce principe soit toujours d'application facile. C'est ainsi que sous un gouvernement travailliste, les syndicats, pourtant puissants au sein de l'organisation, expriment fréquemment leur déception de se voir traiter comme des « étrangers » et des « intrus » par les députés et les ministres qui leur doivent leur élection. À certaines occasions, les délégués des unions ouvrières à la Conférence annuelle et surtout au Conseil exécutif national ont tenté, mais en vain, d'obtenir que les résolutions du parti lient le gouvernement. Ceux qui, à l'instar de Winston Churchill, ont exprimé des craintes que les parlementaires du parti travailliste ne soient soumis aux directives du parti, ont toujours reçu l'assurance de la part du chef de ce parti que la Grande-Bretagne ne courait aucunement un tel risque. Et semblables garanties sont incontestablement fondées dans la pratique. C'est ainsi que les efforts répétés du président du Conseil exécutif national, Harold Laski, d'obliger le chef du parti et premier ministre de 1945 à 1951, Clement Attlee, à suivre les directives du Conseil exécutif, lui méritèrent de vifs reproches de la part de ce dernier. Attlee déclara avec force qu'un gouvernement travailliste, même s'il doit sa victoire surtout aux travailleurs et aux unions ouvrières, se doit de légiférer en fonction des intérêts de la nation entière et non pas des seuls intérêts des unions ouvrières. Dans une lettre privée à Laski, en 1946, il écrivait : « Vous n'avez aucun droit de parler au nom du gouvernement. Je peux vous assurer que par vos agissements vous suscitez beaucoup de mécontentement au sein du parti et qu'on vous saurait gré de garder le silence pendant quelque temps ⁵⁸. »

Aux États-Unis, en dehors des périodes électorales, les parlementaires ont peu de comptes à rendre à l'organisation, celle-ci étant en veilleuse. Et au moment des

⁵⁸ Cité par Robert McKENZIE, *op. cit.*, 333. Bien entendu, on ne peut refuser au premier ministre et au chef de l'opposition, eux à qui on demande de tenir compte des avis des groupes d'intérêt et même de ceux des autres partis, de prêter une oreille attentive aux vœux des membres de leur propre parti.

campagnes électorales, le Président et les parlementaires, s'appuyant sur des « organisateurs », ont la haute main sur le parti au niveau national. Toutefois, par suite de la séparation des pouvoirs et du caractère fédéral du système politique, les parlementaires sont individuellement vulnérables à l'action des « machines » et des bosses locaux et étatiques ⁵⁹.

En France, la situation varie selon les partis. C'est ainsi que le Président et les parlementaires de l'U.d.r. dominant nettement ce parti tandis que ce sont les dirigeants de l'organisation du parti communiste - qui contrôle en même temps la puissante C.g.t. - qui dictent aux parlementaires leur ligne de conduite ⁶⁰. Dans l'ensemble des pays continentaux européens d'ailleurs, exception faite des communistes qui représentent un cas d'espèce, les députés sont généralement peu redevables dans leurs conduites parlementaires à l'organisation du parti.

Les relations que les groupes d'intérêt entretiennent avec les partis diffèrent selon qu'il s'agit du parti à l'intérieur du système politique ou du parti à l'extérieur du système politique. Mais la situation ne se présente pas de la même manière pour les partis de masses et pour les partis de cadres. Les groupes demeurent à l'extérieur de ces derniers mais l'expérience leur apprend à distinguer entre les deux niveaux de parti, les modalités d'accès et la nature des contacts étant bien différentes dans les deux cas. En ce qui concerne les partis de masses, le poids des groupes au sein de l'organisation crée une tension virtuellement permanente entre les dirigeants du parti et les parlementaires. Comme le montre toutefois le parti travailliste britannique, cette tension ne met aucunement en danger les institutions parlementaires ; députés et ministres, tout en prenant l'avis de la Conférence an-

⁵⁹ Donald C. BLAISDELL, *American Democracy Under Pressure*, The Ronald Press Co., New York, 1957, 125-166 ; Donald E. STOKES et Warren E. MILLER, « Party Government and the Saliency of Congress », *Public Opinion Quarterly*, vol. 26, 1962, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, op. cit., 365-381, Georges LAVAU, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, vol. II, n° 1, 1969, 18-45.

⁶⁰ Maurice DUVERGER, *la Démocratie sans le peuple*, 227 ; Georges LAVAU, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », op. cit., 23 ; Jean CHARLOT, l'UNR. *Étude du pouvoir au sein d'un parti politique*, Cahier n° 153 de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1967.

nuelle et du Conseil exécutif national, demeurent en principe autonomes dans leur actes parlementaires.

Mais s'il est requis que le parti à l'intérieur du système politique, dans le contexte général du programme d'action grâce auquel il a été porté au pouvoir ou a fait élire des candidats, ne soit mû que par le souci du bien de la société entière et, qu'à vrai dire, il s'efface comme parti pour céder le pas aux parlementaires, au chef de l'opposition, au premier ministre, il est également normal, obligatoire même, qu'à l'extérieur du système politique, il se préoccupe de ses objectifs particuliers, de sa clientèle, de sa « machine » électorale, bref qu'il maintienne une vie partisane aussi intense que possible.

Un parti doit maintenir un haut degré de cohésion interne. Une opposition permanente entre les dirigeants non parlementaires de l'organisation et les parlementaires sur les principes de base de même que des conflits majeurs d'autorité entre les dirigeants des deux niveaux de parti suscitent forcément une crise qui risque de réduire dangereusement l'efficacité de ce dernier ou même de provoquer son éclatement. On ne saurait tolérer sans dommage grave qu'il y ait « un parti au sein même du parti » ou encore que le parti « soit divisé contre lui-même ».

Par contre, il est normal que les différences dans les positions respectives des dirigeants non parlementaires de l'organisation et les parlementaires se traduisent par des différences d'optique ou d'accent dans la façon d'aborder et de résoudre les problèmes. L'unité de décision étant sauve et le principe de la suprématie finale des parlementaires étant acquis en ce qui concerne les décisions politiques, il est sain qu'une dialectique se crée entre les deux niveaux du parti, pourvu que cette dialectique en soit une de dialogue et non de conflit. Ces tensions créatrices empêchent le parti de s'enliser dans la routine, de se laisser éblouir par les succès d'un jour, ou au contraire, de se laisser paralyser par les déboires. Elles constituent un gage de perpétuelle jeunesse et de renouvellement constant.

Le dialogue entre les deux niveaux de parti sera d'autant plus riche et profitable qu'il se poursuivra sous les auspices d'une division du travail. S'il est des rôles que les dirigeants de l'organisation ne peuvent légitimement remplir, notamment ceux de la législation et du gouvernement, de même existe-t-il des tâches qui conviennent parfaitement à l'organisation et auxquelles les parlementaires ne peuvent s'adonner sans une certaine gêne.

On sait, par exemple, que députés et ministres, dont le mandat est d'une brève durée et qui sont aux prises avec des problèmes qui s'imposent à leur attention immédiate, répugnent d'instinct à fixer leur attention sur les questions dont l'urgence ne se fera sentir que dans plusieurs années. Ils sont par définition des hommes de l'immédiat. C'est même à ce fait qu'on doit, dans une bonne mesure, attribuer la difficulté de légiférer sur des problèmes pourtant de portée majeure et qui, depuis longtemps, se posent comme questions sociales : en effet, il faut généralement un laps de temps fort long - entre 25 et 75 ans - avant qu'une question sociale ne devienne problème politique et fasse l'objet d'un projet de loi. Or, malheureusement, la plupart du temps on ne tire pas profit de ce long intervalle. On fait plutôt l'autruche et on va même jusqu'à nier l'existence des problèmes. Quand enfin les gouvernants se décident à procéder à des consultations et à des négociations, c'est sous la menace d'un Livre Blanc ou d'un projet de loi que les individus et les groupes sont invités à faire connaître leur point de vue. Dans ces conditions, il devient impossible de procéder à l'examen de ces questions « à froid » ; il faut agir « à chaud », c'est-à-dire à un moment où la montée des passions et l'urgence de la situation ne permettent plus un accord sur la nature de l'intérêt public général ni une action réfléchie.

Sous cet aspect, les partis ont l'avantage de ne pas être tournés vers des questions particulières, touchant à un secteur restreint de la société, comme le sont pour ainsi dire congénitalement les groupes d'intérêt, mais plutôt vers de grands problèmes s'étendant à la société entière : les charges qui leur incombent par ailleurs en tant que rouages du gouvernement les y contraignent ⁶¹. Pourquoi donc,

⁶¹ Voir la conclusion identique de Harry ECKSTEIN, pour qui les groupes d'intérêt relient des opinions portant sur des questions restreintes à des politiques particulières et les partis, des opinions orientées vers des questions de grande envergure à des politiques générales. Dans *Pressure Group Politics. The Case of the British Medical Association*, Allen und Unwin, London, 1960, 162-163. Aussi E.E. SCHATTSCHEIDER, *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 49-61. SCHATTSCHEIDER dénonce la nocivité des groupes de « pression » en tant que promoteurs des intérêts particuliers (*private interests*) et s'en remet aux partis pour la promotion de l'intérêt public général (*public interest*). Si les partis échouent dans cette tâche, alors d'autres organisations seront formées dans le dessein de concrétiser les possibilités du système politique. Ce qui est avant tout requis, conclut l'auteur, c'est une « théorie de l'action politique susceptible de définir cette exigence ». Par ailleurs, il s'impose de souligner que les objectifs que poursuivent les groupes

eux qui se doivent de survivre aux accidents de la vie politique, ne s'équipent-ils pas pour procéder à l'examen de ces problèmes vitaux à longue échéance et auxquels il faudra tôt ou tard trouver des solutions, tels que les inégalités socio-économiques et régionales, la pollution, les différences ethniques et linguistiques, le statut et le fonctionnement des universités et ainsi de suite ?

Les conclusions de ces discussions ne lieraient pas les parlementaires membres du parti mais ceux-ci y trouveraient une ample matière à la réflexion ainsi que les bases d'une action éventuelle. De tels débats favoriseraient la valorisation du rôle du député, aujourd'hui plus ou moins à la marge du processus législatif surtout parce qu'il ne sait pas poser correctement les questions qui l'intéressent ou encore parce qu'il ne dispose pas d'informations suffisantes pour se former une opinion personnelle sur les sujets qui font l'objet de projets de loi.

c) *Partis et idéologies.* - Le troisième et dernier niveau de structures que nous considérerons a trait aux idéologies. Dans notre tome premier, nous avons dit des idéologies qu'elles « constituent des ensembles plus ou moins systématiques de représentations faites sous l'influence d'une situation de groupe par référence à la société globale ou à l'une de ses composantes en vue de procurer les éléments intellectuels et affectifs d'identification au groupe, d'expliquer la situation du groupe et de légitimer les projets d'action envisagés ». Cette définition fait paraître les idéologies comme des structures, c'est-à-dire comme des totalités complexes et unifiées et comme des systèmes de relations. Une interprétation superficielle de Marx laisse croire que celui-ci considérerait les idéologies comme de simples reflets du système de production. Or, particulièrement dans des monographies comme le 18-Brumaire et la Guerre civile en France, il a fait ressortir le rôle actif des idéologies sur le cours des événements et les conduites des hommes. Rôle non pas autonome certes, ni susceptible de déclencher les grands mouvements historiques, mais néanmoins considérable. La contribution majeure de Marx dans l'approfondissement de nos connaissances des idéologies consiste à

d'intérêt coïncident assez souvent avec des préoccupations d'ordre général : ainsi, les unions ouvrières se font les champions de la sécurité sociale pour tous, de la gratuité de l'éducation, de l'assurance santé universelle, etc.

avoir montré que, dans la mesure où elles s'imposent aux hommes, c'est en tant que structures qu'elles le font ⁶².

La genèse des idéologies constitue un phénomène obscur et complexe dans lequel interviennent des niveaux de la réalité aussi différents que l'inconscient individuel et collectif, les passions et la raison des hommes, de même que la technologie, l'économie et la stratification sociale. Synthèse des bornes du perçu et des données du vécu, l'idéologie ne devient elle-même une réalité objective - un « en soi » doué d'effets propres - que par le truchement des mécanismes qui la portent et la propagent. En ce qui concerne les idéologies associées au mouvement intersystémique, nous connaissons ces mécanismes : partis, groupes d'intérêt, media de communication et conseils consultatifs. Chacun de ces quatre mécanismes produit, véhicule et propage les idéologies d'une façon qui lui est particulière. Les partis et les groupes d'intérêt offrent, de ce point de vue, un riche champ d'investigation.

Les partis sont-ils perméables aux idéologies ? Constituent-ils de bons ou de médiocres porteurs d'idéologies ? Ces questions sembleront saugrenues à ceux qui se souviennent qu'à leurs débuts les partis furent les instruments du combat que menèrent les groupes religieux, ethniques et sociaux défavorisés pour le triomphe de leurs visées sur le monde et sur la vie. Malgré le passage du temps, il serait étonnant que ces anciens sédiments idéologiques, même cristallisés, se soient complètement érodés et aient cessé d'influencer la vie des partis. Si toutefois on espère trouver dans les grands partis contemporains la ferveur propre aux sectes, on sera déçu : sans nul doute les convictions idéologiques y sont-elles d'assez faible tonalité et au surplus s'y expriment-elles avec le rationalisme qu'impose le froid calcul des avantages et des coûts. Mais encore faut-il distinguer entre dirigeants et simples membres de même qu'entre les divers régimes de partis.

Les représentations qu'entretiennent les dirigeants et les simples membres des partis sur les questions les plus diverses divergent considérablement. Une enquête menée aux États-Unis a montré que les dirigeants adhèrent plus fermement aux « règles du jeu » que les simples membres ou les sympathisants. Ils sont plus tolérants, plus respectueux des droits des individus, moins cyniques à l'endroit de la politique et plus confiants dans leur capacité d'influencer les gouvernants. L'étude

⁶² Voir Louis ALTHUSSER, *Pour Marx*, François Maspero, Paris, 1966.

établit en outre que les variations dans les représentations sont plus grandes parmi les dirigeants que chez les électeurs : ainsi les dirigeants républicains se montrent de loyaux fidèles du credo capitaliste tandis que les dirigeants démocrates croient fermement aux préceptes du Welfare State, pour la première fois énoncés dans le New Deal. Phénomène plus instructif encore : les dirigeants républicains se montrent, sur ces « principes de base », bien plus conservatistes que les électeurs du même parti qui se révèlent presque aussi progressistes que les électeurs démocrates. De même, les dirigeants du parti démocrate se révèlent beaucoup plus progressistes que les électeurs de ce parti ⁶³. Ces tendances suggèrent les deux hypothèses suivantes :

1. les dirigeants adhèrent avec plus de force aux principes de base des partis que les simples membres ou les électeurs, les dirigeants des partis de droite étant plus conservatistes que les électeurs de ces partis, et ceux des partis de gauche étant plus progressistes que les électeurs de ces partis ;
2. les positions idéologiques des dirigeants des partis conservatistes et progressistes tendent à être relativement éloignées les unes des autres, tandis que la distance idéologique entre les simples membres et électeurs de ces partis est faible.

⁶³ Herbert MCCLOSKY, « Consensus and Ideology in American Politics », *The American Political Science Review*, Vol. 58, 1964, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 237-264 ; Herbert MCCLOSKY, Paul H. HOFFMAN et Rosemary O'HARA, « Issue Conflict and Consensus among Party Leaders and Followers », *The American Political Science Review*, vol. 54, 1960, 405-427 ; Frank J. SORAUF, op. cit., 59-80. Sorauf distingue trois niveaux idéologiques dans un parti : le niveau des cadres, celui des candidats et celui des électeurs. Dans un parti de masses, il faudrait ajouter un quatrième niveau, celui des simples membres. Aussi John MEISEL, « Recent Changes in Canadian Parties », dans Hugh THORBURN, *Party Politics in Canada*, Prentice-Hall, Toronto, 1967 ; Koula MELLOU, « Quantitative Comparison of Party Ideology », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 3, n° 4, 1970, 540-558.

En d'autres termes, ce sont les dirigeants et non les membres qui maintiennent l'identité idéologique des partis et qui, dans une bonne mesure, permettent aux partis de conserver un caractère idéologique. Les écarts dans les représentations des dirigeants et celles des simples membres et sympathisants confirment les distinctions faites par Philip E. Converse entre idéologues (1 à 2 pour cent des individus), quasi-idéologues (10 à 20 pour cent des individus) et non-idéologues, c'est-à-dire ceux qui suivent simplement le mouvement de leur groupe ou ne font que subir les courants émanant des enjeux (80 à 90 pour cent des individus) ⁶⁴. En outre, de nombreux sondages montrent que ces degrés de structuration idéologique sont directement liés à la stratification sociale. Le contenu de l'idéologie partisane des couches supérieures diffère fondamentalement de celui des couches inférieures.

Par ailleurs, du moins à en croire Maurice Duverger et nombre d'observateurs, les partis européens seraient « idéologiques » tandis que les partis américains seraient pragmatiques. Lord Bryce disait des deux grands partis américains qu'ils étaient comme deux frères siamois, l'un étant *tweedledee* et l'autre *tweedledum*. Selon la terminologie d'Epstein, les partis européens seraient *programmatic* et les partis américains de « patronage ». Il est vrai que pour l'essentiel les partis américains ne se distinguent guère sur le plan des principes puisqu'ils adhèrent au même credo démocratique et, à un degré moindre, à celui du capitalisme. Il est également vrai qu'une faible fraction d'électeurs américains - environ 7 pour cent - disent être influencés dans le choix d'un parti au moment des élections par le programme des partis ou par les positions de ceux-ci sur les grandes questions de l'heure : ils jugent beaucoup plus importants le parti lui-même et la personnalité des candidats. Néanmoins, outre le fait que les partis divergent de façon assez marquée sur un grand nombre de questions, les électeurs perçoivent des différences notables entre eux - les démocrates, nous l'avons vu, sont perçus de gauche et les républicains, de droite - ces perceptions servant elles-mêmes de justification pour le choix du parti au moment des élections. Les électeurs conçoivent les partis comme des véhicules propres à faire valoir auprès des agents politiques les

⁶⁴ Philip E. CONVERSE, « The Nature of Mass Belief Systems in Mass Publics », dans David E. APTER, *Ideology and Discontent*, The Free Press of Glencoe, 1964, 206-261.

convictions associées à la région qu'ils habitent, à la classe et au groupe ethnique auxquels ils appartiennent, à la religion qu'ils professent, et ainsi de suite ⁶⁵. Depuis l'élection de 1948, il semble qu'il y ait eu un regain de ferveur idéologique au sein des deux grands partis, du moins au niveau national et, en particulier, que la distance et les conflits entre le progressisme et le conservatisme se soient accentués. En outre, des problèmes comme la question raciale, la guerre du Vietnam, l'agitation étudiante, la pollution, qui polarisent et opposent radicaux et modérés, révolutionnaires et gradualistes (ou libéraux), ne pourront manquer tôt ou tard de rompre la monotonie du consensus sur les principes fondamentaux que les dirigeants des deux partis s'efforcent de préserver.

Inversement, le caractère idéologique de la majorité des partis européens est bien moins affirmé qu'on ne le croit généralement. C'est ainsi que le parti travailliste et les conservateurs britanniques ont convergé depuis vingt ans vers une position moyenne ⁶⁶, que les partis allemands et norvégiens ne diffèrent plus guère les uns des autres ⁶⁷, et que, à l'exception des communistes, les partis français ont perdu leur souffle ⁶⁸. Partout, l'esprit des public relations et les exigences de la public image semblent avoir entraîné l'affadissement doctrinal des partis, phénomène sur lequel s'appuient surtout les prophètes de la « fin des idéologies ⁶⁹ ».

⁶⁵ Sur la façon dont les partis permettent l'expression des opinions et constituent eux-mêmes des agents de formation des opinions, voir Angus CAMPBELL et coll., *The American Voter*, 188-215 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 432-457 ; Mildred A. SCHWARTZ, *Public Opinion and Canadian Identity*, University of California Press, 1967, 127-145 ; Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 365-393.

⁶⁶ Samuel H. BEER, op. cit., 242, 318 ; Robert McKENZIE, op. cit.

⁶⁷ Gerard BRAUNTHAL, op. cit. ; Gerhard LOEWENBERG, *Parliament in The German Political System*, Cornell University Press, 1967 ; Harry ECKSTEIN, *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*, Princeton University Press, 1966, 145-146.

⁶⁸ Maurice DUVERGER, *la Démocratie sans le peuple*.

⁶⁹ Voir Edward SHILS, « The End of Ideology ? » *Encounter*, vol. 5, 1955, 52-58 ; Daniel BELL, *The End of Ideology*, The Free Press of Glencoe, 1960 ; Ralf DAHRENDORF, *Class and Class Conflict*, Stanford University Press, 1959 ; Jean MEYNAUD, *Destin des idéologies*, Chemin Mornex, Lausanne, 1961.

Au terme d'un examen attentif du comportement des partis politiques dans les sociétés libérales, Leon D. Epstein conclut que les partis politiques, par suite des autres tâches qui leur incombent et notamment de leurs responsabilités électorales, ne peuvent être de bons mécanismes de la formulation et de la propagation des idéologies. À l'exception de quelques petits partis pour qui la défense ou la promotion d'une idéologie prime sur les préoccupations électorales, le caractère idéologique des partis serait aujourd'hui assez peu marqué. Selon Epstein, formuler et propager les idéologies revient bien davantage aux groupes d'intérêt dont c'est là la tâche principale. Epstein rejoint ici un excellent spécialiste des partis américains, Frank J. Sorauf, selon qui les individus font bien plus confiance aux groupes d'intérêt qu'aux partis pour l'expression et la promotion de leurs besoins et de leurs aspirations. À tout le moins peut-on dire que les groupes d'intérêt partagent avec les partis la lourde responsabilité de canaliser vers le système politique les clameurs et les prières d'un monde aux abois ⁷⁰.

L'aube paraît s'être levée d'une ère de contestation globale de la société : le heurt des idées qui s'affrontent, en effet, est violent. Une question cependant se pose : quels canaux ces mouvements et ces contre-mouvements d'idées emprunteront-ils ? Pour l'instant, ils boudent souvent les moyens classiques ou conventionnels comme les partis et, à un degré moindre, les groupes d'intérêt et ils s'expriment plutôt par le truchement de véhicules d'un genre inédit (clubs, fronts, comités de citoyens, groupuscules de tout genre).

⁷⁰ Leon D. EPSTEIN, *op. cit.*, 275-288, Frank J. SORAU, *op. cit.*, 72-80. La grande question qui vient à l'esprit à ce propos, et que nous avons posée dans notre tome premier, concerne l'aptitude des groupes d'intérêt à faire référence de façon authentique à la société globale. Cette aptitude paraît plus prononcée chez les partis qui, eux, oeuvrent en fonction d'une conception générale de la société. Inversement, toutefois, la capacité de ces derniers d'exprimer une situation de groupe est moindre que chez les groupes d'intérêt.

2. Interrelations fonctionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Si on accepte assez facilement que les partis, par la dynamique qui les meut, représentent un lieu stratégique des interrelations du social et du politique, par contre l'unanimité est loin de s'être faite sur la façon de considérer les actions et les contre-actions dont ils sont le centre. Selon une conception, les partis constituent comme un marché au sein duquel des agents politiques (dirigeants de partis, organisateurs, candidats) agissant comme des courtiers, échangent des valeurs politiques (idéaux, programmes, promesses) avec des agents sociaux (individus ou groupes) eux-mêmes détenteurs d'une ressource appréciable : leur vote. Selon une autre conception, les partis, tels des transformateurs d'énergie, agrègent et convertissent en programmes politiques les loyautés et les besoins des diverses couches de la société. Ces deux approches certes font voir les partis sous un jour différent mais toutes deux mettent en évidence la vocation des partis à agir comme mécanismes d'interactions systémiques.

Depuis que Gabriel A. Almond, dans son importante introduction à l'ouvrage collectif, *The Politics of Developing Areas*⁷¹, a suggéré de caractériser la façon dont les partis et les groupes d'intérêt remplissent leur tâche de production des inputs politiques par l'agrégation pour les premiers et l'articulation pour les seconds, l'usage s'est répandu de parler de la fonction agrégative des partis et de la fonction d'articulation des groupes d'intérêt. La réalité est loin d'être aussi simple et les deux « fonctions » chevauchent comme Almond l'a d'ailleurs noté. Il semble que, du moins dans une première étape, il soit préférable de différencier davantage les fonctions des partis, réservant pour une deuxième opération la question des interrelations sous cet angle des partis et des groupes d'intérêt.

Ce qui frappe au premier abord quand on considère l'action des partis dans les régimes libéraux, c'est que leur présence se fait sentir à travers le système politique tout entier. Cette constatation surprend : selon une supposition fort répandue en effet, les partis politiques, longtemps tenus pour suspects, ne seraient encore

⁷¹ Gabriel A. ALMOND et James S. COLEMAN, editors, *The Politics of Developing Areas*, Princeton University Press, 1960, 39ss.

admis qu'à l'arrière-scène de la politique. Il se peut qu'il en soit officiellement ainsi dans certains pays dotés de constitutions remontant à la fin du dix-huitième siècle ; mais, depuis longtemps, les nécessités pratiques ont conduit les systèmes politiques à convertir les partis en rouages majeurs de leur fonctionnement. Qu'il s'agisse de la socialisation politique, de l'intégration nationale, de la participation, du choix des agents responsables, de l'émergence des enjeux, des débats sur les questions controversées ou de la prise des décisions, il est impossible d'ignorer complètement les partis et souvent c'est au centre des processus d'output aussi bien que d'input systémiques qu'on les voit à l'oeuvre.

C'est précisément cette imprégnation, à des degrés divers, de l'ensemble du système politique par les partis qui rend si difficile la désignation de leurs fonctions propres. Les typologies sont nombreuses et variées et il ne serait guère profitable de les recenser. Une bonne part du flottement tient à ce que les critères choisis et les objectifs poursuivis varient considérablement d'un auteur à l'autre. Comme l'a montré Howard A. Scarrow dans un article remarquable, le fait que les auteurs tantôt adoptent un modèle théorique et tantôt partent d'inductions tirées de l'observation des tâches concrètes que remplissent les partis rend pratiquement impossibles non seulement les comparaisons entre les typologies mais encore des jugements sur leur validité fondés sur des prémisses fonctionnalistes ⁷².

Il semble donc bien que toute tentative de standardisation des typologies existantes est illusoire. Aussi vaut-il mieux renoncer à cet effort qui risquerait d'être inutile et s'engager plutôt sur une piste secondaire, certes, mais plus prometteuse. Cette piste concerne non plus les fonctions elles-mêmes mais les activités qu'elles visent. On constate en effet que l'assignation des fonctions porte le plus souvent sur trois aspects de la vie des partis : aspects électoraux, gouvernementaux et médiateurs. Les aspects électoraux concernent le recrutement, la nomination et l'élection des candidats : les partis y sont ainsi considérés comme un appareil de légitimation et d'intégration du système politique ; les aspects gouvernementaux ont trait à la relève politique, à la formation des majorités et des minorités parlemen-

⁷² Howard A. SCARROW, « The Function of Political Parties : A Critique of the Literature and the Approach », *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 4, 1967, 770-790. Aussi William J. CROTTY, « Political Parties Research », dans Michael HAAS et Henry S. KARIEL, *Approaches to the Study of Political Science*, Chandler, Scranton, Penn., 1970, 267-322.

taires, à la désignation des gouvernants de même qu'à l'élaboration et à l'adoption des projets législatifs : de la sorte, les partis constituent un véhicule du pouvoir ; les aspects médiateurs, enfin, portent sur les interrelations des citoyens et des gouvernants à l'occasion de l'expression par les individus et les groupes de leurs intérêts et idéologies de même que de l'énoncé par les gouvernants des possibilités politiques : par là les partis se présentent comme des relais intersystémiques ⁷³. L'activité électorale, qui est la plus connue, est aussi celle dont ils s'acquittent le mieux, la seule peut-être qu'il leur est obligatoire de remplir comme semble l'indiquer la facilité avec laquelle ils s'effacent au lendemain des campagnes électorales. Mais on connaît moins leur activité gouvernementale et leur activité médiatrice et, en négligeant de s'en préoccuper, il est possible qu'on les ait empêchés d'atteindre la stature à laquelle ils étaient destinés.

Nous le noterons, sous chacun de ces aspects, les partis doivent compter avec d'autres organisations qui parfois conjuguent avec eux leur action et parfois, au contraire, leur font obstacle. Au nombre de ces organisations, il faut sans conteste ranger les groupes d'intérêt qui interviennent à titres divers dans le processus électoral et les tâches du gouvernement et, bien entendu, dans les médiations intersystémiques. Il est dommage que ces dédoublements, substitutions ou chevauchements de fonctions entre partis et groupes d'intérêt soient le plus souvent passés sous silence puisqu'ils représentent un des aspects les plus fascinants de la vie des partis. Nous en ferons état par la suite.

a) *Activité électorale.* - Partis politiques et élections n'ont pas entre eux un lien obligé mais l'histoire les a intimement soudés ensemble. Les uns et les autres, longtemps proscrits, puis tolérés tout en étant tenus pour suspects, représentent aujourd'hui une condition nécessaire de la démocratie libérale. Les partis consti-

⁷³ Parmi les nombreux efforts de catégorisation des « fonctions » des partis, mentionnons ceux de Frank J. SORAUF qui différencie la mobilisation des votes, la propagande des attitudes et des idées, la socialisation politique, l'organisation de la mécanique politique (dans *Political Parties in the American System*, 2ss) ; de Georges LAVAU : légitimation - stabilisation, tribunitienne, relève politique (dans « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », op. cit., 38-42) ; et de James Q. WILSON : recrutement des candidats, mobilisation des votes, concentration du pouvoir au sein du gouvernement. Dans *The Amateur Democrat*, University of Chicago Press, 1966, 16ss.

tuent le moyen ordinaire du recrutement des candidats aux postes électifs, de la mobilisation des votes dont le compte, au terme de campagnes électorales qui se sont déroulées grâce à leurs bons offices, permet la proclamation des élus, le dégageant des formations partisans majoritaires et minoritaires et, finalement, la constitution d'une équipe gouvernementale (de même que la destitution de celle-ci en temps utile).

Tous sont d'accord sur ce point : si les partis ne s'acquittent pas convenablement de leurs responsabilités électorales, il est illusoire d'escompter qu'ils rempliront adéquatement d'autres tâches. Ils ne constituent dans ces conditions que de pauvres déchets bons à mettre au rebut. Ce jugement vaut aussi bien, quoique de façon différente, pour les petits partis qui ne réunissent qu'une fraction minime du vote populaire que pour les grands partis qui jouissent du support d'un pourcentage élevé de l'électorat. En effet, un groupement qui se désintéresserait de la conquête du suffrage ou qui échouerait à se faire un minimum de clientèle électorale ne pèserait pas lourd dans le jeu des alliances et des influences gouvernementales ni dans celui des médiations intersystémiques. Plutôt qu'un parti, un tel groupement représenterait un para-parti, un « front », un « comité d'action », ou encore un simple « groupuscule ».

De la sorte, la majesté dont est revêtu l'acte du vote rejaillit sur les partis. Le suffrage électoral, dont l'émergence et la généralisation représentent sans conteste la plus belle conquête de la démocratie moderne ⁷⁴, symbolise et incarne les idées et les aspirations les plus nobles qui fondent nos systèmes politiques.

Le vote institue le citoyen comme membre actif du souverain. Dans les termes de John Stuart Mill : « Dans toute élection, l'électeur est sous l'obligation morale absolue de considérer les intérêts du public, non pas son avantage propre, et de donner son vote, au meilleur de son jugement, exactement comme il serait obligé de le faire s'il était le seul électeur et que l'élection ne dépendait que de lui seul ⁷⁵. »

⁷⁴ Voir, entre autres, Robert E. LANE, *Political Life : Why People Get Involved in Politics*, The Free Press of Glencoe, 1959, 8-44 ; Leslie LIPSON, *The Democratic Civilization*, Oxford University Press, 1964, 273-306.

⁷⁵ John Stuart MILL, cité par Bernard BERELSON dans « Democratic Theory and Public Opinion », *Public Opinion Quarterly*, vol. 16, n° 3, 1952, 310-330,

Manifestation non équivoque de la perte de l'unanimité qui exprimait la solidarité du groupe dans les sociétés traditionnelles, le suffrage universel, par delà les inévitables divisions au sein des sociétés industrielles, s'est vu confier la redoutable tâche de concrétiser la volonté générale d'où émane cette « télé »⁷⁶ qui, selon Georges Lavau, pourrait être l'élément spécifique du politique. Acte élémentaire et en lui-même insignifiant, le vote tire sa noblesse de sa destination éminente ; la transformation de la force en loi par la légitimation du pouvoir. D'où, dans les régimes fondés sur l'autorité de la personne et dans les dictatures modernes, le recours au suffrage qui, sous la forme du plébiscite, réaffirme au moment opportun la dévotion et la confiance collective au chef. D'où aussi le devoir que la morale politique impose aux citoyens d'exercer leur droit de vote.

Il existe deux grandes traditions dans les études sur les élections - que d'aucuns voudraient élever au rang de « science » et appellent pséphologie : la tradition « française » qui étudie les statistiques électorales en fonction des ancrages historiques (régionaux et religieux surtout) et la tradition « américaine » qui aborde les campagnes et les résultats électoraux en fonction de critères psycho-sociaux (caractéristiques personnelles des candidats et des électeurs, techniques électorales, facteurs démographiques, ethniques et socio-professionnels du vote, etc.). Les études britanniques, surtout sous l'impulsion de David E. Butler, insistent sur le déroulement des campagnes électorales et peuvent être considérées comme l'amorce d'une troisième tradition⁷⁷. La liste des travaux qui se rattachent à l'une ou l'autre de ces « traditions » s'allonge à un rythme rapide et porte sur un nombre croissant de pays. Il serait fastidieux de dresser cette liste qui serait d'ailleurs déjà périmée avant d'être complétée.

reproduit dans Heinz EULAU, Samuel J. ELDERSVELD et Morris JANOWITZ, editors, *Political Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 107-115.

⁷⁶ Georges LAVAU, « Les sciences sociales mettent-elles en cause la spécificité du pouvoir politique », *Recherches et Débats*, n° 53, 1966, 21-39.

⁷⁷ François GOGUEI., « La sociologie électorale. La France », dans Georges GURVITCH, *Traité de sociologie*, tome second, Presses universitaires de France, Paris, 1960, 46-63 ; Georges DUPEUX, « La sociologie électorale. Pays anglo-saxons », *ibid.*, 64-75 ; David E. BUTLER, « Some Recent Studies of Voting. Three Styles in Psychology » *Political Studies*, Vol. 3, n° 2, 1955, 147.

Une démocratie saine tolère, exige même, un certain abstentionnisme. Dans les régimes dictatoriaux où virtuellement tous les inscrits vont aux urnes, c'est la contrainte physique ou morale ou encore le fanatisme beaucoup plus que le sens civique qui pousse les électeurs à remplir leur bulletin de vote ⁷⁸. Dans plusieurs pays toutefois, on juge insuffisant le rendement électoral. Un taux élevé d'abstentionnisme suscite en effet l'inquiétude. Aussi s'efforce-t-on de l'abaisser. On considère l'abstentionnisme moins comme un refus ou un désaveu du système - ce qu'il est dans certains cas particuliers - que comme un signe d'indifférence. Aussi vise-t-on à corriger les vices qui s'opposent à l'équité du scrutin dont les trois critères, tels que définis par Stein Rokkan, sont les suivants : l'universalité d'accès, l'égalité d'influence et le caractère privé et secret de l'acte du vote ⁷⁹.

En outre, par la mise en oeuvre de nombreux moyens, les partis s'efforcent de stimuler les électeurs à se présenter aux urnes. Le souci du bien public et le sens du devoir seuls ne suffisent pas à convaincre le grand nombre. On doit trouver des raisons plus concrètes et plus personnelles de susciter une démarche en elle-même peu onéreuse mais qui dérange tout de même la routine de la vie quotidienne. On l'a vu plus haut, les moyens traditionnellement adoptés pour stimuler les électeurs varient dans les partis de masses et les partis de cadres : les premiers, déjà assurés de l'encadrement automatique de l'électeur par l'organisation annexe, se fient surtout à l'idéologie, au programme et aux enjeux ; les seconds, disposant d'un état-major aguerri et d'une machine électorale bien pourvue en ressources diverses, notamment en argent, se livrent à des promesses et au favoritisme (« patronage »). La récente mise au point de nouvelles techniques électorales fondées sur les relations publiques et les télémedia, surtout la télévision, bouleverse les moeurs et les styles électoraux traditionnels et provoque la transformation des partis. L'élec-

⁷⁸ Dans les régimes despotiques, hélas très nombreux, depuis 1920, l'abstentionnisme peut être considéré comme une sorte de vertu politique, l'opposition au régime se présentant sous la forme d'une apathie apparente. Voir W. H. Morris JONES, « In Defense of Apathy. Some Doubts about the Duty to Vote », *Political Studies*, vol. 2, n° 1, 1954, 26-37.

⁷⁹ Stein ROKKAN, « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research ». Dans Austin RANNEY, editor, *Essays on the Behavioral Study of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1962, 67. Toutes les sociétés libérales, à des degrés divers, violent plus ou moins ouvertement ce code d'éthique, les États-Unis offrant un piètre exemple d'équité démocratique sous cet aspect.

teur d'aujourd'hui est aux prises avec des sollicitations opposées, résultat du heurt de deux âges politiques. L'électeur de demain sera plus avide de rationalité que celui d'hier mais les choix à faire seront plus complexes ; mieux informé, il sera aussi plus conscient de son ignorance ; plus exposé à la propagande des partis, il sera plus susceptible de brusques volte-face. L'issue des élections sera plus aléatoire, les nouveaux partis, notamment, n'étant plus confrontés au même degré aux obstacles quasi insurmontables de jadis. Par ailleurs, l'allégement des procédures électorales et surtout l'envahissement par la politique de la vie quotidienne accroîtront la proportion de ceux qui se prévaudront de leur droit de vote.

Dans les sociétés libérales, même celles où le suffrage est légalement obligatoire et où celui qui l'élude est passible d'amende, la proportion des suffrages reste, et sans doute restera, bien inférieure à 100 pour cent. Les pourcentages varient sensiblement : l'Italie, la Hollande, l'Autriche, la France, la Belgique, la République fédérale allemande, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Danemark et la Suède accusant un rendement élevé (entre 80 et 90 pour cent d'électeurs), la Norvège, la Grande-Bretagne, le Canada et la Finlande, occupant une position moyenne (entre 70 et 80 pour cent d'électeurs), et les États-Unis, une position inférieure (entre 40 et 65 pour cent d'électeurs) ⁸⁰. Ces pourcentages valent pour l'échelon national et

⁸⁰ Le cas des États-Unis, où pourtant le suffrage a été élargi très tôt et où il a été octroyé aux femmes depuis longtemps, est intrigant et c'est à juste titre qu'il retient l'attention des spécialistes. Dans les élections présidentielles, ce n'est que depuis 1952 que la proportion des électeurs atteint régulièrement 60 pour cent. Mais quand il s'agit de l'élection des Représentants au Congrès national, la proportion n'atteint pas 60 pour cent et peut baisser à 45 pour cent dans les élections bi-annuelles (46,7 pour cent en 1962). Plusieurs facteurs expliquent ce faible rendement : nombre élevé de non-citoyens (environ trois millions) inaptes à voter ; nécessité de s'enregistrer soi-même sur les cartes électorales ; obstacles à l'enregistrement portant sur le lieu de résidence dans un district électoral (20 pour cent des Américains changent de résidence à chaque année) ; faible durée de la période d'enregistrement ; « épurations » fréquentes des listes, tests d'alphabétisme préliminaires à l'enregistrement, etc. On fait en outre état de nombreux cas de suppression du droit de vote (pour incapacité mentale, félonie, etc.) ; de règlements touchant les élections (les scrutins se tiennent dans les jours ouvrables, etc.) ; de certaines disqualifications liées à la race et à la religion : la loi a aboli ce dernier obstacle, mais dans le Sud surtout, les Noirs notamment sont encore l'objet de pressions qui les incitent à ne pas se présenter aux urnes. Voir Richard M. SCAMMON, « Electoral Partici-

sont en général sensiblement moindres, dans les pays fédéraux, à l'échelon étatique ou provincial et à l'échelon local.

Pour les chercheurs, l'étude des élections perdrait beaucoup de son intérêt si toutes les personnes habilitées à voter se présentaient aux urnes le jour du scrutin. En effet, l'abstentionnisme résulte de choix personnels et des conditionnements auxquels l'économie et la stratification sociale exposent les individus. C'est ainsi qu'on parle des « dimensions » et des « facteurs » du vote. Le résultat global d'une élection peut être considéré comme une « décision collective » ou comme le choix d'un être « collectif » traduisant l'influence prépondérante de certaines conditions de l'environnement, de certains traits de personnalité, de certaines préférences culturelles, et ainsi de suite.

Les individus se montrent sensibles à une multitude d'influences les plus diverses conformément à leurs caractéristiques personnelles et socio-économiques : ici comme dans d'autres sphères d'activité, l'individu porte la marque de son degré d'instruction, de son revenu, de sa profession, de son lieu de résidence, de sa religion et de sa race. Certes, un certain nombre, par la sublimation ou la réflexion, échappent à ces conditionnements. Mais la majorité s'y soumet. C'est ce comportement collectif qui permet de dire que les ouvriers, les hommes d'affaires ou les femmes de telle région et dans telles conditions votent à telle proportion pour tel parti. La connaissance des mêmes données empiriques permet de dire qu'au niveau du district électoral, le vote de telle ou telle catégorie a été prépondérant. Plus encore, compte tenu des circonstances de temps et de lieu, cette connaissance permet de prévoir le résultat du scrutin à l'échelle d'un comté, d'une région ou d'un pays.

Aucun phénomène collectif ne montre mieux la dépendance de l'individu à l'égard des groupes que le vote : même dans l'acte politique pour lui le plus personnel et le plus intime, il trahit ses origines et ses convictions. Personne pourtant n'a espionné le geste qu'il a accompli dans le secret de l'isoloir ; personne n'a par la suite regardé en faveur de quel parti et de quel candidat il a fait sa « croix ». Ce sont de simples coordonnées personnelles et socio-économiques inscrites sur la liste électorale sous son nom qui le trahissent. Et s'il n'a pas voté, il sera quand

pation », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 371, 1967, 60-71.

même repéré puisqu'on établira - peut-être avant le jour du scrutin - la chance qu'il a d'être ou non électeur ⁸¹.

L'artisan indispensable du rituel qui entoure le vote, c'est le parti politique. Prolongeant l'image de René Rémond pour qui « le recours au suffrage universel est le sacrement moderne des régimes politiques ⁸² », on peut dire des partis qu'ils sont les églises modernes du culte politique. Sacrement cependant trop souvent traité avec irrévérence et sans conscience de la grâce qu'il procure, églises souvent désertées et qui ressemblent parfois plutôt, lorsqu'on y afflue, à des arènes sportives ! En effet, par suite même des intérêts qu'ils mettent en cause et du pouvoir qu'ils instituent, l'interposition de machines ou d'« organisateurs » peut détourner les partis de leurs fins électorales. En outre, la qualité du verdict que les élections prononcent est souvent mise en question : absence de différenciation entre le parti, le programme et le candidat ; achat des consciences ; imprécision des enjeux ; non-synchronisation de la date des élections et du rythme des événements ; hasards de la température ; non-pondération du degré d'intensité des vues parmi les électeurs - autant de facteurs qui brouillent le véritable sens de la volonté populaire ⁸³. Malgré toutes ces lacunes, on doit toutefois convenir que, pour l'ensemble, les partis s'acquittent bien de leur activité électorale.

⁸¹ Évitions toutefois de pousser cet argument trop loin. Il faut éviter l'erreur écologique qui consiste à attribuer à chaque membre d'un groupe un trait ou un comportement caractéristique de la majorité. Sauf dans les cas d'unanimité, la rigueur oblige à dire que les chances sont x qu'un individu ait, dans des conditions données, telle conduite. L'effet de groupe, d'ailleurs, fluctue sensiblement d'une élection à l'autre. Il varie selon que les enjeux, les programmes, les candidats et les partis placent ou non le groupe en position stratégique vis-à-vis ses membres et le grand public. Ainsi, sous l'influence de ces facteurs, la tendance des ouvriers syndiqués américains à voter en faveur du parti démocrate varie considérablement d'une élection à l'autre.

⁸² René RÉMOND, « Le fait de la socialisation et les idéologies démocratiques », dans *la Société démocratique*, 50e semaine sociale de France, Caen, 1963, Paris, Le Centurion, 1963, 32.

⁸³ Voir notre article « Democracy as Perceived by Public Opinion Analysts », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 28, n° 4, 1962, 571-585.

b) *Activité gouvernementale.* - L'examen de l'organisation des partis a révélé chez eux un double niveau d'existence : celle qu'ils mènent hors du système politique, surtout comme machines électorales, et celle qui les caractérise au sein du système politique en tant que rouages de la législation et de gouvernement.

Dans la plupart des sociétés libérales, les partis représentent un rouage dominant du fonctionnement des Assemblées législatives qu'ils animent selon des formules qui varient suivant les régimes. D'après le jeu des majorités et des minorités que les élections ont dégagé, ils départagent les députés en deux groupes distincts : ceux du gouvernement et ceux de l'opposition. Ce clivage se concrétise sous des formes diverses et de façon plus ou moins nette dans la discipline de parti, c'est-à-dire dans l'obligation plus ou moins stricte qui est faite aux députés de voter selon la ligne choisie par les chefs du parti et adoptée en « caucus ». Ce clivage et cette discipline sont cependant beaucoup plus fermes dans les régimes de « responsabilité ministérielle » de type britannique, où les ministres élus comme députés et membres de la formation partisane majoritaire doivent répondre de leurs actes devant l'Assemblée, que dans les régimes de « non-responsabilité » de type américain, où les ministres choisis directement par le Président sans avoir été au préalable élus et souvent sans allégeance partisane officielle n'ont pas à rendre régulièrement compte de leurs actes devant l'Assemblée et, par conséquent, sont en principe beaucoup plus indépendants vis-à-vis du parti majoritaire. Eu égard à la prépondérance des fonctionnaires dans l'élaboration des projets de loi ainsi qu'au souci de l'intérêt général qui anime ministres et députés, il serait excessif de dire que c'est le parti, en tant que rouage parlementaire, qui dicte les lois. Mais il est incontestable qu'il en influence grandement l'orientation générale ⁸⁴.

L'enjeu majeur des luttes électorales consiste à déterminer quel parti assumera la gérance du gouvernement. Certains pays maintiennent à la tête de l'État une personne (roi ou président) qui, par delà les gouvernements de passage, assure la permanence de l'autorité légitime. En général, toutefois, ces personnes ont depuis longtemps été écartées du pouvoir réel et remplissent surtout des fonctions de caractère symbolique. Dans les sociétés libérales, les premiers ministres ou présidents, sont non seulement des élus du peuple selon des modes divers, mais encore

⁸⁴ Sur cette question, voir notre tome premier, 306ss. Aussi Richard ROSE, « The Variability of Party Government : A Theoretical and Empirical Critique », *Political Studies*, vol. 17, n° 4, 1969, 413-445.

sont, dans la plupart des cas, les chefs de leur parti. Cette double allégeance est également le lot obligé de tous les ministres, sauf aux États-Unis où ceux-ci, choisis directement par le Président, peuvent ne pas être des hommes du parti.

Mais, en même temps, députés et ministres insistent sur leur parfaite liberté d'action vis-à-vis de leur parti. Ils ne poursuivent d'autres buts, affirment-ils, que le bien du peuple entier : les sollicitations partisans dont ils sont l'objet ne sauraient les détourner de la poursuite de l'intérêt public général. En effet, la majorité des députés affirment suivre leur conscience plutôt que les vues de leurs électeurs ou la ligne de leur parti. Mais il faut conclure qu'il existe entre la dictée de la conscience et la ligne du parti une étrange coïncidence puisque l'on sait que la plupart des députés suivent toujours la ligne de l'aile parlementaire de leur parti. Il faut toutefois tenir compte du fait que le chef du gouvernement et les ministres dominant le parti et qu'il leur est ainsi loisible d'imposer leur conception de l'intérêt public général au parti. Seule une enquête en profondeur et difficilement menable établirait si, et dans quelle mesure, l'allégeance partisane des gouvernants colore la perception qu'ils se font de l'intérêt public général. Compte tenu de la nature particulière des convictions politiques et de la dépendance des députés à l'endroit des partis au sujet de leur réélection, il serait surprenant, sinon anormal, que leurs vues sur un grand nombre de questions n'aient aucune coloration partisane : les gouvernements passent, les partis, d'ordinaire, demeurent.

Bien que de nos jours officiellement tenus à l'écart des administrations, les partis s'y infiltrent de plusieurs manières. Sans doute, dans toutes les administrations publiques, le favoritisme a cédé au mérite : nominations, promotions, révolutions se font selon des normes objectives contraignantes. Officiellement, la carrière du fonctionnaire se déroule sans entraves « partisans ». Dans les faits, il n'en est pas toujours ainsi. Certes, l'appareil administratif comme tel et le gros des fonctionnaires échappent aux influences directes émanant des partis. Mais on passe trop souvent sous silence un phénomène majeur : la direction des ministères, elle, demeure soumise aux influences partisans. Il subsiste un segment du fonctionnarisme, quantitativement négligeable mais qualitativement capital, qui demeure fortement politisé. Il s'agit des secrétaires personnels, conseillers, chefs de cabinet du premier ministre et des ministres. En outre, dans tous les systèmes politiques, nombre de postes clés dans les secteurs d'activité les plus divers (magistrature, diplomatie, entreprises publiques, commissions d'enquêtes, etc.) relèvent

d'une prérogative discrétionnaire du chef du gouvernement ou du Conseil des ministres. Une telle prérogative ouvre de toute évidence une voie royale au favoritisme partisan, la pression de l'opinion ne réussissant guère à faire contre-poids.

Aucune étude n'a encore été menée sur cette question du favoritisme dans la nomination du haut personnel administratif et des responsables de postes clés, dont la portée pratique ne devient manifeste qu'à la suite d'un changement d'équipes gouvernementales. Le reclassement intensif de l'ancien personnel « politisé » et le grand nombre de nouvelles nominations, choisies la plupart du temps parmi les partisans fidèles, et parfois les parents, ne peuvent manquer de frapper pour un temps l'opinion. C'est ainsi qu'à la suite de l'élection de Dwight David Eisenhower à la présidence des États-Unis en 1952, qui se trouvait à être le premier républicain à occuper la Maison Blanche en vingt ans, le Comité national du parti républicain estimait qu'au moins 150,000 vacances volontaires ou obligées seraient comblées par voie de « patronage présidentiel ». Herbert Kaufmann a estimé à plus de 315,000, soit environ 8 pour cent de l'ensemble de l'administration civile américaine, le nombre de postes ne relevant pas de la compétence de la Commission de la fonction publique (Civil Service Commission) ⁸⁵. Sans aucun doute, dans tous les pays, la loi et les mœurs ont largement entamé la prérogative du favoritisme administratif. Par ailleurs, l'accroissement du nombre et de la complexité des tâches administratives, l'intervention directe des gouvernements dans les domaines de la prospective, de la recherche scientifique et de la sécurité sociale, de même que l'importance croissante des questions d'ordre technique et militaire ont multiplié les occasions de recours à des procédures spéciales de sélection des candidats qui, très souvent, laissent la voie libre au favoritisme partisan.

c) Activité médiatrice. - Tout comme les autres mécanismes d'interactions systémiques, les groupes d'intérêt permettent le raccord des systèmes. Les agents sociaux empruntent ce canal pour faire connaître aux agents politiques leurs demandes et leurs soutiens ; ces derniers se servent du même véhicule pour énoncer leur conception des possibilités politiques. S'il y a divergence entre les deux catégories d'agents, les partis servent souvent de terrain de rencontre, de discussion et,

⁸⁵ Herbert KAUFMAN, *The Federal Government Service, The American Assembly*, New York, 1954, 20ss.

le cas échéant, de bataille. Et ce sont les partis qui manient les armes utilisées au cours des « campagnes » électorales à l'issue desquelles ceux qui obtiennent le plus de suffrages ont gain de cause.

Plus encore peut-être que les groupes d'intérêt, les partis dérangent le cercle qui se veut clos de la logique politique. Les partis sont le siège d'une double poussée populaire émanant l'une, du système politique et l'autre, du système social.

La médiation du système politique par le parti se manifeste de plusieurs manières et tout d'abord par l'action des parlementaires qui en sont membres au moment d'élections ou de congrès spéciaux. En empruntant le canal du parti pour s'adresser aux citoyens, députés ou ministres formulent les possibilités et les volontés du système politique et incitent individus et groupes à choisir le même canal pour faire connaître leurs demandes et leurs soutiens. Mais c'est surtout par les programmes électoraux que le système politique se rend présent aux citoyens par le truchement des partis. Un programme électoral est un énoncé de principes généraux et de mesures particulières, à la formulation, duquel ont participé des agents politiques et des agents sociaux engagés dans le parti et qui est censé contenir les perceptions que le parti se fait des possibilités politiques et refléter les aspirations et les besoins du peuple.

Certes, les programmes électoraux ne sont pas impératifs puisqu'en réalité ils ne constituent qu'un catalogue de « promesses » faites par des candidats qui attachent un grand prix à leur élection. Et comme la mémoire des électeurs est notoirement courte, l'élu viole fréquemment les engagements solennels du candidat. Bien des hommes politiques et même des partis ont cependant appris à leurs dépens ce qu'il peut parfois en coûter de tromper la bonne foi des gens : stigmatisés par l'opinion, ils sont condamnés pour toujours à la défaite.

Les partis font la médiation du système social de plusieurs manières : en tant qu'instruments de socialisation, ils procurent aux citoyens les moyens de mieux comprendre et de mieux juger les intentions et les actes des agents du système politique. En outre, ce sont les partis qui, de tous les appareils de mobilisation populaire, rassemblent le plus grand nombre de citoyens à un moment donné en vue d'une action précise. Les partis deviennent ainsi des « groupes de référence » dont la valeur formative peut être inestimable si les dirigeants savent tirer profit de la situation. Les partis contribuent de la sorte à la clarification des opinions

publiques dont l'inconstance et les contradictions sont parfois si pénibles et si déroutantes pour les gouvernants.

Il est un trait spécifique à l'activité médiatrice dont il s'impose de faire mention : chez les grands partis traditionnels tout au moins elle s'accomplit le plus souvent à l'occasion de l'exercice des deux autres activités, l'activité électorale et l'activité gouvernementale. On comprend aisément pourquoi il en est ainsi. Ces deux dernières activités, en effet, sont exclusives aux partis : s'ils ne s'en acquittent pas de façon convenable, c'est toute la mécanique socio-politique qui se détraque. Il n'en est pas de même de l'activité médiatrice : il s'agit d'une fonction socio-politique dont les partis partagent la responsabilité avec d'autres mécanismes, notamment les groupes d'intérêt et les media de communication. Et il est fréquent que les partis restreignent leur obligation vis-à-vis de cette fonction aux seules actions requises pour l'accomplissement de leurs autres fonctions, particulièrement de la fonction électorale.

Cette constatation toutefois ne doit pas inciter à considérer comme secondaire l'activité médiatrice des partis. En effet, c'est en mettant en relief leur activité médiatrice, d'ailleurs complémentaire des deux précédentes, que les partis pourraient le plus contribuer à l'orientation de la société vers la concertation. Ils sont splendidement équipés pour engager le dialogue avec le peuple et leurs succès électoraux prouvent qu'ils sont capables de susciter de vastes mouvements. Mais encore faudrait-il que les parlementaires s'intéressent autant à l'action politique qu'à leur propre réélection et que le parti ne soit pas contraint, comme c'est trop souvent le cas, à n'être qu'une simple machine à recueillir des votes.

En même temps, par certains signes, on décèle chez les partis traditionnels, de cadres et de masses, les débuts d'une mutation susceptible de les conduire à accorder beaucoup plus d'importance à leur activité médiatrice. C'est ainsi qu'ils se préoccupent moins du nombre de leurs effectifs que de leur action sur l'ensemble de la population. Ce qu'ils recherchent avant tout, c'est de pouvoir compter sur un certain nombre de militants actifs qui, bien répartis dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions, ne sont plus perçus simplement comme des organisateurs d'élections mais comme des animateurs. Par ailleurs, de nouvelles formations partisans, que nous avons désignées sous le nom de partis de stratégies-animateurs, sont en train de se constituer. Ces nouvelles formations mettent préci-

sément l'accent sur leur activité médiatrice et commencent, de ce fait, à représenter une sérieuse menace pour les partis traditionnels, de cadres ou de masses.

Mais il ne faut pas se faire illusion : nous sommes encore loin de tels partis de stratèges-animateurs. De vieux ancrages historiques devront être levés, d'anciennes habitudes devront être mises au rancart. Plus encore que des considérations d'intérêt public général, le souci du rendement électoral pousse inéluctablement les partis dans cette direction.

Par-dessus tout restent à définir les conditions d'une saine dialectique entre le parti comme rouage du gouvernement et le parti comme organisation. L'urgence de la situation oblige à procéder sans délai à la recherche de cette définition.

De la sorte, si ceux qui ont le pouvoir de décision le veulent, les partis, sans renoncer à leur activité électorale pour laquelle ils existent au premier chef, cesseront, comme ils l'ont fait jusqu'ici trop souvent, d'esquiver les vrais problèmes et deviendront un puissant instrument du rapprochement si nécessaire entre « instituants » et « institués ». Ils entreprendront des missions d'information et d'animation, tiendront des colloques, procéderont à des enquêtes, prendront le pouls de l'opinion et contribueront à sa formation. Plus encore, ils solliciteront l'avis des individus et des groupes sur diverses questions, se mueront en forums de discussion publique et deviendront le lieu qu'individus et groupes choisiront spontanément et librement quand ils voudront discuter ensemble, avec ou sans le concours de spécialistes, de leurs propres affaires.

d) Agrégation et articulation. - Une question se pose : comment s'y prennent les partis pour s'acquitter de leurs tâches ? L'usage s'est répandu aux États-Unis de dire qu'ils procèdent par agrégation (des suffrages, des idéologies, des intérêts et des groupes eux-mêmes). Par contraste, les groupes d'intérêt agiraient par articulation (des idéologies, des intérêts et des pressions).

La grande difficulté que soulève cette distinction concerne le sens des termes « agrégation » et « articulation ». Les deux notions connotent l'idée d'un assemblage d'objets distincts mais relativement homogènes en vue d'en faire un tout. La notion d'articulation se rapporte surtout au dispositif qui rend possible la réunion de ces objets tandis que celle d'agrégation suggère plutôt la simple image de l'ac-

tion de rassemblement ou encore le terme de cet acte, c'est-à-dire les objets assemblés.

C'est à partir de ces façons de voir, semble-t-il, qu'on attribue une « fonction d'agrégation » aux partis et une « fonction d'articulation » aux groupes d'intérêt. En d'autres termes, on juge que si l'un et l'autre mécanismes d'interactions permettent la conversion des outputs sociaux en inputs politiques, ils ne le font pas de la même manière. Mais on n'a jamais précisé ce qui différencie en pratique la façon d'agir des partis et celle des groupes d'intérêt. À considérer la façon dont ces deux types d'organisation se créent, évoluent et se comportent à l'égard de leurs membres et de leur environnement, ce sont d'abord des similitudes qui s'imposent à l'intention bien qu'il faille aussi prendre note de différences appréciables. Il semble qu'on a surtout à l'esprit les différences dans les objets que les partis et les groupes d'intérêt rassemblent. Les partis, en effet, du moins à l'occasion de leur activité la plus apparente, l'activité électorale, se préoccupent surtout des personnes et de leurs dispositions politiques tandis que les groupes d'intérêt s'attachent avant tout aux intérêts que suscitent les enjeux politiques. Et il se peut dès lors qu'il soit légitime de dire qu'on agrège ou réunit des personnes (ou leurs suffrages) parce que celles-ci constituent chacune une totalité singulière, complète en elle-même et, en ce sens, non articulable tandis qu'on, articule des individus et des groupes aux questions soulevées par le rythme des événements, leurs réactions risquant de demeurer amorphes ou éparées à moins d'être soudées ensemble par le groupe. Mais alors, il faut s'empresse d'ajouter que les partis aussi s'intéressent aux réactions des individus à l'égard des problèmes politiques tout comme d'ailleurs les groupes d'intérêt se soucient des personnes. Il se révèle donc que la portée analytique de la distinction est faible et qu'on ne peut escompter qu'un maigre profit d'une problématique conçue selon semblables prémisses.

Par contre, il importe beaucoup de jauger l'aptitude réelle des partis à agréger ou articuler les idéologies et les intérêts. Chez la plupart des grands partis, cette aptitude se révèle étrangement faible. D'une part, malgré l'obligation que les tâches qu'ils remplissent au sein du système politique leur créent de se préoccuper de l'ensemble de la société, malgré le fait qu'ils se proclament, souvent eux-mêmes, défenseurs de l'« unité » fondamentale de la nation, les partis sont congénitalement conflictuels et ils divisent inmanquablement les individus en factions opposées et parfois même ennemies. Pas plus que les groupes d'intérêt, les partis

ne permettent une intégration politique qui mette les peuples à l'abri des conflits de classes et des guerres civiles. D'autre part, on se demande si les partis traditionnels - surtout ceux qui ont une vocation gouvernementale et qui dès lors visent à réunir le plus grand nombre de suffrages possibles - ne cherchent pas davantage à éluder, refouler ou travestir les questions sociales qu'à les convertir honnêtement en problèmes politiques. On note que les préoccupations électorales - la crainte de perdre des électeurs, le désir d'en gagner - tendent à prendre le pas sur leur vocation pourtant manifeste de relais intersystémiques. D'où l'ambiguïté des programmes et la recherche de communs dénominateurs par des slogans flamboyants. D'où aussi l'absence d'une démarcation idéologique claire entre les partis, non seulement parmi les partis de cadres mais aussi chez les partis de masses, comme les partis britanniques, dont la convergence idéologique depuis vingt ans est frappante. L'art de concilier les différences, qui serait l'apanage des partis, est trop souvent l'art de les ignorer ⁸⁶.

Dès lors, c'est sans surprise qu'on constate que les agents sociaux, comme d'ailleurs les agents politiques eux-mêmes, empruntent d'autres canaux que les partis, notamment les groupes d'intérêt, pour faire le raccord du social et du politique, procéder à l'examen de la situation, solutionner les litiges ou résoudre les conflits ⁸⁷.

Mais les groupes d'intérêt eux aussi ont leurs déficiences. Ils ont surtout le défaut, grave dans les circonstances, d'être partiels : souffrant de myopie chronique, il leur est impossible, sauf par moments, de percevoir les questions générales et d'embrasser la société entière.

⁸⁶ Voir notre article : « Political Ideology as a Tool of Analysis in Socio-Political Dynamics », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 30, n° 1, 1959, 47-60. Dans Richard H. Cox, editor, *Ideology, Politics and Political Theory*, Wadsworth, Belmont, California, 1970, 315-331. Aussi Arnold J. BORNFRIND, « Political Parties and Pressure Groups », *Academy of Political Science*, vol. 29, n° 4, 1969, 55-67 ; Howard A. SCARROW, « The Function of Political Parties », *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 4, 1967, 770-791 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 291, 305, Theodore J. Lowi, *The End of Liberalism*, W.W. Norton, New York, 1969, 78.

⁸⁷ Roy C. MACRIDIS a exposé ce point avec force dans « Interest Groups in Comparative Analysis », *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 1, 1961, 36ss.

On conclut de là que la façon d'agir des partis et celle des groupes d'intérêt sont complémentaires. Au lieu de les opposer les uns aux autres, comme de vieux préjugés incitent à le faire, il faut les considérer comme conjointement solidaires de l'agrégation et de l'articulation des intérêts et des idéologies. De la sorte, on présente une image beaucoup plus conforme à la réalité : partis et groupes d'intérêt ont en effet souvent partie liée. Les partis reçoivent fréquemment le concours des groupes d'intérêt lors de la cueillette des votes et ces derniers recourent très souvent aux premiers pour la défense ou la promotion de leurs objectifs.

En définitive, partis et groupes transmettent la même matière d'output social vers le système politique. Les styles de leur action et leurs finalités respectives font toutefois que la forme que revêtent finalement les inputs politiques diverge substantiellement dans l'un ou l'autre cas.

Le « style » des groupes d'intérêt est direct, intransigeant, parfois violent. Celui des partis est indirect, conciliant, souvent apologétique. L'énergie politique que les groupes d'intérêt libèrent est « sauvage », celle que les partis canalisent est « apprivoisée ». Si l'énergie sous sa forme « apprivoisée » paraît plus apte à actionner le système politique, en revanche, l'entropie subie risque d'être considérable. On peut citer de nombreux exemples de mouvements sociaux qui furent de puissants agents de réformes socio-politiques tant qu'ils s'exprimèrent par le truchement de groupes d'intérêt mais qui perdirent leur allant et périclitèrent dès lors qu'ils se muèrent en partis.

3. Modalités d'interrelations

[Retour à la table des matières](#)

Malgré l'intimité des liens susceptibles de s'établir entre eux - intimité qui peut aller dans certains cas jusqu'à leur fusion virtuelle - partis et groupes d'intérêt constituent des réalités différentes par nature et par vocation. Nombre de questions que les partis estiment essentielles laissent parfaitement indifférents les groupes d'intérêt et, réciproquement, la majorité des tâches auxquelles les groupes d'intérêt se livrent ne rejoignent guère les préoccupations des partis. Tandis que les efforts de ces derniers visent finalement à se mériter la gérance du gouverne-

ment, ceux des groupes tendent à se frayer un accès auprès des législateurs, des administrateurs et des gouvernants.

Les uns ne peuvent être vis-à-vis des autres que des instruments auxiliaires de leur action respective. Néanmoins, même si le terrain où ils se croisent est plutôt restreint, ils le jugent de portée primordiale, sinon vitale, pour la poursuite de leurs objectifs propres. Et même si souvent leurs objectifs concrets s'opposent, leur commune nature de mécanismes d'interactions les rend interdépendants et solidaires dans la poursuite d'une vocation identique : l'activation de la politique.

En outre, les partis et les groupes n'occupant pas la même position relative dans chaque pays, l'ampleur des interrelations est susceptible de varier considérablement d'une situation à l'autre. Mais dans toutes les sociétés libérales, partis et groupes d'intérêt se recherchent à certaines occasions ou pour l'accomplissement de certaines tâches. Leurs interrelations soulèvent trois ordres de considérations : les modalités d'interrelations des partis et des groupes d'intérêt ; les sources d'accès aux partis qui s'ouvrent aux groupes d'intérêt ; l'influence qui s'attache à ces rapports ⁸⁸.

⁸⁸ Gabriel A. ALMOND suggère de centrer l'étude des interrelations des partis et des groupes d'intérêt sur la recherche de la direction de l'influence et il ouvre cinq champs de recherche : « 1) quelle est la vigueur financière respective des partis et des groupes d'intérêt ? Jusqu'à quel point le groupe d'intérêt finance-t-il le parti et inversement ? Quels sont les modes de financement des élections ? 2) Quel est leur potentiel respectif en ce qui concerne le support électoral ? Le parti dépend-il des groupes d'intérêt en ce qui touche les cadres, comme c'est le cas pour les partis catholiques ou socialistes, ou dispose-t-il plutôt d'un personnel propre ? 3) Quelle est l'efficacité relative des organisations de base des partis et de celles des groupes d'intérêt ? Par exemple, le parti a-t-il une organisation centralisée et s'en remet-il aux groupes d'intérêt pour pénétrer les localités, ou, au contraire, le parti dispose-t-il d'une organisation locale propre ? 4) Jusqu'à quel point y a-t-il double appartenance chez les membres et parmi la direction ? 5) Quelles sont les caractéristiques des particularismes et des idéologies des groupes d'intérêt et des partis, et comment les modalités de l'influence s'en trouvent-elles affectées ? » Dans « A Comparative Study of Interest Groups », *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 2, 1958, 277. Dans l'exposé qui suit nous reprenons ces interrogations de même que d'autres de même nature reliées à nos préoccupations. Voir aussi Hugh A. BONE, « Political Parties and Pressure Group Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 73-84 ; V.O. KEY, *Politics, Parties and Pressure Groups*, 154ss ; Geof-

a) Typologie des rapports. - Les rapports entre partis et groupes d'intérêt sont infiniment complexes et défient la taxonomie. Ces rapports se présentent sous trois formes générales possibles : la séparation, l'interconnexion et la compénétration. Chacune de ces formes générales de rapports se subdivise en formes particulières : la séparation comprend la neutralité par rapport aux partis ou le soutien des candidats quel que soit leur parti ; l'interconnexion, l'établissement de liens privilégiés ou le soutien de facto d'un parti ; la compénétration, la formation d'un parti par un groupe d'intérêt, la soumission à un parti, la capture d'un parti et la formation d'une organisation annexe (*Front organization*). Par ailleurs chacune de ces formes de rapports ne se présente pas au hasard mais dépend de façon plus ou moins étroite de la nature du parti (schéma n° 3).

C'est ainsi que la séparation constitue la forme générale des rapports entre groupes d'intérêt et partis dans les partis de cadres et dans les partis de stratèges-animateurs tandis que la compénétration est caractéristique des partis de masses. L'interconnexion représente une catégorie intermédiaire plus propre aux partis de cadres et de stratèges-animateurs qu'aux partis de masses, bien que certains groupes d'intérêt ne soient liés à des partis de masses que par un simple soutien de facto du parti. Les modes de rapports sont susceptibles de varier s'il s'agit du parti à l'intérieur du système politique et du parti à l'extérieur du système politique. Seule une enquête que nous n'avons pu mener permettrait de ranger les modes possibles d'interrelations des groupes et des partis dans les 24 cases de notre grille. Nous estimons cependant que celle-ci, notamment grâce à la différenciation des catégories de partis qui procure une caractérisation à deux dimensions, représente un progrès considérable sur les typologies existantes ⁸⁹.

frey K. ROBERTS, *Political Parties and Pressure Groups in Britain*, Weidenfeld and Nicolson, London, 1970.

⁸⁹ La catégorisation proposée par Jean Meynaud, bien qu'elle soit unidimensionnelle est la plus complète qui ait été effectuée jusqu'ici. Jean Meynaud distingue les cinq modes de rapports suivants : (1°) la neutralité du groupe ; (2) le soutien du groupe aux hommes qui lui sont favorables, quel que soit leur parti ; (3°) l'établissement de liens privilégiés entre un groupe et un parti ; (4°) la formation par le groupe d'un parti capable d'assurer sa défense ; (5°) la soumission des groupes aux partis. Pour des études de cas de la séparation des partis et des groupes d'intérêt, voir J. Leiper FREEMAN, *The Political Pro-*

cess. *Executive Bureau - Legislature Committee Relations*, Random House, New York, 1955 ; Gerard BRAUNTHAL, *The Federation of German Industry in Politics*, Cornell University Press, Ithaca, 1965, 88, 145, 152 ; Charles M. HARDIN, *The Politics of Agriculture*, The Free Press of Glencoe, 1952 ; pour des exemples d'interconnexion entre partis et groupes : Sidney LENS, *The Crisis of American Labor*, A.S. Barnes, New York, 1961 ; Charles M. REHMUS et Doris B. McLAUGHLIN, eds, *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1967 ; Nicholas A. MASTERS, « The Organized Labor Bureaucracy as a Base of Support for the Democratic Party », *Law and Contemporary Problems*, vol. 27, no 2, 252-265, dans H. R. MAHOOD, editor, *Pressure Groups in American Politics*, Charles S. Scribner's Sons, New York, 1967, 146-165 ; Avery LEISERSON, « Organized Labor as a Pressure Group », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 108-117, 128-134 ; James L. DEVITT, « The Role of the AFL in Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 135-138 ; Jack KROLL, « The CIO-PAC », *ibid.*, 138-144 ; John HUTCHINSON, « Labor Politics in America », *Political Quarterly*, Vol. 33, n° 2, 1962, 138-140 ; Grant McCONNELL, *Private Power and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1967, 246-336 ; Harry M. SCOBLE, « Organized Labor in Electoral Politics », *The Western Political Quarterly*, Vol. 16, n° 3, 1963 ; Peter ODEGARD, *Pressure Politics. The Story of the Anti-Saloon League*, Columbia University Press, New York, 1928 ; enfin, pour des cas de compénétration, Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 293-312 ; Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 443-460 ; W.A. TOWNSLEY, « Pressure Groups in Australia », dans Henry W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, 21-24 ; Gunnar HECKSCHER, « Interest Groups in Sweden : Their Political Role », dans *Ibid.*, 161-165 ; Leon D. EPSTEIN, *op. cit.*, 121, 147ss ; Alan F. WESTIN, « The John Birch Society. Fundamentalism on the Right », *Commentary*, vol. 32, 93-104, dans MAHOOD, *op. cit.*, 204-226 ; Mary R. DEARING, *Veterans in Politics. The Story of the G.A.R.*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1952.

b) Accessibilité des partis. - Se frayer un accès auprès des centres de décision politiques, tel est le premier souci des groupes d'intérêt. C'est ce souci majeur qui les conduit à tenter de se concilier les partis. Ceux-ci, en effet, constituent un centre de décisions qui génère d'une importance considérable : en plus d'être le moyen ordinaire du choix des députés et des gouvernants, ils représentent tout à la fois l'avant-scène et l'arrière-scène des composantes centrales du système politique, particulièrement à l'Assemblée et au gouvernement. Dans les termes de David Truman : « On considère maintenant le parti politique comme le moyen de choisir les candidats. Bien qu'il ne constitue pas, pour les groupes d'intérêt, le seul point d'accès au gouvernement, ni même nécessairement le plus considérable, l'accès à ce mécanisme peut être important pour les groupes d'intérêt ⁹⁰. »

Trois ordres de facteurs entrent en ligne de compte dans la détermination des conditions d'accès aux partis : l'origine du parti (selon que celui-ci est issu des combats politiques, des groupes, des luttes parlementaires ou encore d'un large mouvement social) ; la nature du parti (selon que le parti est de cadres, de masses ou de stratèges-animateurs) ; et les tâches du parti (selon qu'il s'agit de l'activité électorale, gouvernementale ou médiatrice). Parmi les nombreuses constatations qui résultent de l'examen de l'accessibilité des partis pour les groupes sous ces trois ordres de conditions, il en est une qui se dégage avec une netteté particulière : certains partis, d'ordinaire des partis de masses, ouvrent officiellement toutes grandes leurs portes à un seul groupe et les ferment virtuellement à tous les autres groupes tandis que d'autres, généralement des partis de cadres, ne permettent officiellement l'accès à aucun groupe mais offrent en pratique une chaleureuse hospitalité à certains d'entre eux.

⁹⁰ David TRUMAN, op. cit., 270. Il est opportun de mentionner à ce moment un point sur lequel nous insisterons dans le dernier chapitre de cet ouvrage : quand nous parlons des « groupes d'intérêt » et des « partis », il faut se rappeler qu'ils se composent de dirigeants et de simples membres. Les interrelations impliquent ou des dirigeants exclusivement, ou des dirigeants et des simples membres ou bien encore seulement des simples membres. Il est évident que le niveau de ces interrelations tend à varier selon la nature de l'accès visé. Ainsi un accord conclu entre dirigeants concernant le support électoral d'un groupe à un parti risque de n'avoir que peu d'effets si on ne recherche ni n'obtient l'approbation des simples membres du groupe.

Cette dernière situation est d'un intérêt particulier puisque les conditions et les modes d'accès n'étant pas prévus par des statuts sont susceptibles de varier beaucoup selon les cas. Néanmoins, il s'impose de ne pas perdre de vue le problème dans son ensemble. Nous nous adressons les questions suivantes : quels sont les aspects des partis que visent les groupes d'intérêt ; à quels moments de la vie des partis les pressions des groupes se font-elles sentir ; comment ceux-ci s'y prennent-ils dans leur action ; et finalement quels sont les résultats de leurs efforts ?

Les voies d'accès aux partis qui s'offrent aux groupes sont presque toujours très nombreuses mais elles varient considérablement selon les régimes de parti. Parmi les plus empruntées, on retrouve presque toujours : (1°] l'organisation centrale du parti : le secrétariat et ses diverses commissions, le conseil exécutif et, à un degré moindre, le congrès du parti ; (2°) le parti parlementaire et plus particulièrement les commissions parlementaires et le caucus ; (3°) les organisations du parti au niveau de la circonscription, de la région et de la localité ; (4°) les dirigeants du parti ou les parlementaires, individuellement ou répartis en faisceaux d'intérêts. Ce n'est donc pas toujours, loin de là, le parti dans son ensemble ou même en tant que tel que visent les groupes. Bien au contraire, en dehors des campagnes électorales, ces derniers cherchent la plupart du temps à le rejoindre par le truchement de canaux relativement secondaires en apparence mais susceptibles, au moment opportun, de se révéler, pour eux, stratégiques.

Les groupes, en effet, s'efforcent avec une constance et un art inégaux d'intervenir dans toutes les activités de la vie des partis qui concernent la vie politique : l'élaboration des programmes électoraux ⁹¹, le choix des candidats aux postes électifs ⁹² et les campagnes électorales ⁹³. En outre, l'activité parlementaire et

⁹¹ Hugh A. BONE, « Political Parties and Pressure Group Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 73-83 ; Donald C. BLAISDELL, *American Democracy Under Pressure*, 159ss ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 120-167.

⁹² Allan POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, 245-270, 293-306 ; John H. BUNZEL et Eugène C. LEE, « The California Democratic Delegation of 1969 », dans Edwin A. BOCK et Alan K. CAMPBELL, *Case Studies in American Government*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962, 133-175 ; H. R. MAHOOD, *Pressure Groups in American Politics*, Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 122-123 ; Austin RANNEY, *Pathways to Parliament*, 3-19, 269-282 ; Duncan MACRAE Jr., *Parliament, Parties and Society in France, 1946-1958*, St-Martin's Press, New York, 1967 ; Gerard

gouvernementale des partis retient l'attention des groupes, mais c'est par l'examen des interventions de ces derniers auprès des composantes internes du système politique elles-mêmes que l'on perçoit le mieux cette attention. Toutes ces pressions, nombreuses et variées, visent finalement un objectif unique, fondamental pour les groupes : se gagner l'appui des députés, fonctionnaires, ministres ou juges afin que ceux-ci adoptent des mesures conformes à leurs intérêts.

Si l'objectif poursuivi ne fait pas mystère, les moyens choisis, par contre, sont souvent ténébreux. Faire une description des promesses échangées et des accords conclus entre dirigeants de groupes et de partis dans les situations concrètes tient

BRAUNTHAL, *The Federation of German Industry in Politics*, Cornell University Press, 1965, 134-149 ; Charles M. REHMUS et Doris B. McLAUGHLIN, eds, *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1967, 265-317 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 201-232.

- ⁹³ J. MEYER, Élections dans les pays des communautés européennes et dans le Royaume-Uni, Cahiers de Bruges, 1967 ; Pertti PESONEN, « Studies on Finnish Political Behavior », dans Austin RANNEY, editor, *Essays on the Behavioral Study of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1962, 217-235 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 500-535, et *Politics, Parties and Pressure Groups*, 314-453 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1964, 270ss ; S. E. FINER, *Anonymous Empire*, Pall Mall Press, London, 1966, 83, 100 ; Grant MCCONNELL, *Private Power and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1967 ; Harry M. SCOBLE, « Organized Labor in Electoral Politics : Some Questions for the Discipline », *The Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 3, 666-685, dans H. R. MAHOOD, *Pressure Groups in American Politics*, 121-146 ; Nicholas A. MASTERS, « The Organized Labor Bureaucracy as a Base of Support for the : Democratic Party », *Law and Contemporary Problems*, vol. 27, n° 2, 252-265, dans H. R. MAHOOD, ibid., 146-166 ; Richard W. GABLE, « NAM : Influential Lobby or Kiss of Death », *The Journal of Politics*, vol. 15, n° 2, 1953, 254-273, dans Henry A. TURNER, *Politics in the United States*, McGraw-Hill, New York, 1955, 160-169 ; Sidney LENS, *The Crisis of American Labor*, A. S. Barnes, New York, 1961 ; E. E. SCHATTSCHEIDER, *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 47-62 ; Wesley MCCUNE, « Farmers in Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 41-52 ; Angus CAMPBELL and others, *The American Voter*, 291-499 ; Charles M. REHMUS et Doris McLAUGHLIN, *Labor and American Politics*, 265-317 ; Jean MEYNAUD et Alain LANCELOT, *l'Abstentionnisme électoral en France*, Armand Colin, Paris, 1968, 171-221 ; James R. CAREY, « Organized Labor in Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 52-63.

souvent davantage de l'enquête policière que de l'analyse scientifique. Nous nous bornerons ici à un rapide survol.

Parmi ces moyens, mentionnons : contrôle par les groupes des media de communication et le recours à la publicité et aux relations publiques ⁹⁴ ; création de comités, clubs et fronts d'action politique et conduite de campagnes de formation politique ⁹⁵ ; infiltration des partis par le truchement de la double appartenance ⁹⁶ ; collaboration aux campagnes électorales de diverses manières, particulièrement par des contributions financières ⁹⁷.

⁹⁴ Bernard RUBIN, *Political Television*, Wadsworth, Belmont, California, 1967 ; William A. GLASER, « Television and Voting Turnout », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 29, no 1, 1965, 51-87 ; Theodore H. WHITE, *The Making of the President, 1964*, Atheneum, New York, 1965 ; Herbert A. SIMON et Frederick STERN, « The Effect of Television upon Voting Behavior in Iowa in the 1952 Presidential Election », *The American Political Science Review*, vol. 49, n° 3, 1955, 470-477 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 370-405 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 233-242 ; Martin MAYER, *Madison Avenue, U.S.A.*, Harper, New York, 1958 ; Hearings Before the Sub-Committee on Rules and Administration, « Maryland Senatorial Elections of 1950 », 81st Congress, 2d Session, 181-307, dans Henry A. TURNER, *Politics in the United States*, 367-375 ; Howard B. WHITE, « The Processed Voter and the New Political Science », *Social Research*, vol. 28, n° 2, 1961, 127-151 ; Stanley KELLEY Jr., *Professional Public Relations and Political Power*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1956 ; Carey MCWILLIAMS, « Government by Whitaker and Baxter », *The Nation*, vol. 172, 346-348, 366-369, 418-421.

⁹⁵ Harry M. SCOBLE, op. cit. ; James L. McDEVITT, « The AFL League for Political Education », dans Henry A. TURNER, op. cit., 135-138 ; Jack KROLL, « The CIO Political Action Committee », dans Henry A. TURNER, op. cit. ; Charles M. REHMUS et Doris B. McLAUGHLIN, op. cit., 191-222 ; Gerard BRAUNTHAL, op. cit., 88-111 ; Arnold J. BORNFRIEND, « Political Parties and Pressure Groups », *American Academy of Political Science*, vol. 29, n° 4, 1969, 55-67 ; James Q. WILSON, *The Amateur Democrat*, The University of Chicago Press, 1962.

⁹⁶ Henry W. EHRLMANN, « Pressure Groups in France », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 141-148 ; Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton University Press, 1964, 252-349 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 285-315 ; W. L. GUTTSMAN, *The British Political Elite*, Macgibbon and Kee, London, 1965, 313-327, 352-362. Les parlementaires et les dirigeants de partis préfèrent habituellement taire leurs liens avec les groupes d'intérêt. Peu ont la franchise d'un

La mise au rancart des grandes machines politiques du passé, la disparition des bosses de même que l'étiollement des formes traditionnelles de favoritisme ont certes beaucoup contribué à l'assainissement des partis. Ces derniers offrent toutefois une hospitalité encore généreuse à des individus qui travaillent pour le compte d'intérêts anonymes et clandestins et qui souvent réussissent à les compromettre dans des aventures douteuses. L'indignation morale seule demeure impuissante à extirper ce mal dont les partis souffrent depuis toujours. La réhabilitation complète des partis va requérir une action vigoureuse sur les sources mêmes du mal qui les étreint. On doit, notamment, soumettre au contrôle public les activités des par-

Winston Churchill qui déclarait devant le *Committee of Privileges of the House of Commons* : « ... chacun ici a des intérêts privés : certains sont directeurs d'entreprises, certains sont propriétaires... Et il y a ceux qui sont ici pour représenter des organisations particulières, des groupes d'un caractère non politique et cela encore nous devons le reconnaître comme une des conditions de notre vie complexe. Nous ne sommes pas censés être une assemblée de gentilshommes qui n'ont pas d'intérêts, ni d'associations d'aucune sorte. Cela pourrait arriver au ciel, mais non ici heureusement ». Dans W. L. GUTTMAN, op. cit., 319.

- ⁹⁷ Joseph LAPALOMBARA, op. cit., 199-251 ; S. E. FINER, op. cit., 45-65 ; Charles M. REHMUS et Doris B. McLAUGHLIN, op. cit., 160, 329-370 ; *Congressional Quarterly Weekly Report*, « Lobby Spending Plunges », vol. 11, n° 17, 1953, 507-509 et « 1953 Lobby Finances », vol. 12, n° 15, 1954, 442, dans Henry A. TURNER, op. cit., 91-95 ; Seymour E. HARRIS, *The Economics of the Political Parties*, Macmillan, New York, 1962 ; *The Journal of Politics*, vol. 25, n° 4, 1963 (numéro spécial) ; Ralph M. GOLDMAN, « Political Conflict, Campaign Funds and the Law », dans Henry A. TURNER, editor, *Politics in the United States*, McGraw-Hill, New York, 1955, 396-403 ; Hugh A. BONE, « Political Parties and Pressure Group Politics », *The Annals*, vol. 319, 1958, 73-84 ; Harry M. SCOBLE, op. cit. ; James R. CAREY, « Organized Labor in Politics », *The Annals*, vol. 319, 1958, 52-63 ; Nicholas A. MASTERS, « The Organized Labor Bureaucracy as a Base of Support for the Democratic Party », *Law and Contemporary Problems*, vol. 27, n° 2, 1962, 252-265 ; Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, 456-482 ; Alexander HEARD, *The Costs of Democracy*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1960 ; Comité des dépenses électorales, Rapport et Études du financement des partis politiques canadiens, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1966 ; Leon D. EPSTEIN, op. cit., 242-250.

tis, rendre publiques toutes leurs sources de financement et défrayer les dépenses électorales à même les fonds publics ⁹⁸.

Semblables mesures sont requises non seulement pour les partis de cadres, qui ne disposent pas de sources régulières de revenus, mais aussi pour les partis de masses, dont les fonds proviennent officiellement d'un groupe reconnu, comme c'est le cas des partis socialistes qui dépendent des unions ouvrières. En effet, de nombreux incidents le montrent, cette dépendance des partis à l'égard d'un seul groupe comporte certaines conséquences non désirables et notamment celle de lier en quelque sorte leur sort à celui de ce groupe.

En outre, il importe de reconnaître dans les faits et non seulement en théorie que les partis peuvent légitimement véhiculer vers le système politique les demandes et les soutiens des individus et des groupes, c'est-à-dire que les partis constituent des mécanismes d'inputs politiques d'une importance d'autant plus considérable qu'ils imprègnent profondément les composantes politiques majeures. C'est en les amenant à agir au grand jour que les chances de voir enfin s'éclipser les personnages douteux qui les hantent encore et qui trop souvent réussissent à les induire en tentation sont les meilleures.

⁹⁸ Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, 249-264 ; Donald BLAISDELL, op. cit., 144ss ; D. W. BROGAN, *Politics in America*, Doubleday, Garden City, 1960, 104-149 ; Eugene BURDICK et Arthur J. BRODBECK, editors, *American Voting Behavior*, The Free Press of Glencoe, Illinois, 1959, 225-247 ; Fred I. GREENSTEIN, « The Changing Pattern of Urban Party Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 355, 1964, 1-13. Parmi les nombreuses monographies sur la *machine politics* américaine et les bosses, mentionnons Alexander B. CALLOW Jr, *The Tweed Ring*, Oxford University Press, New York, 1966 et Walton BEAN, *BOSS RUFFS*, San Francisco, University of California Press, 1967. Pour certaines indications sur la situation dans d'autres pays, voir S. E. FINER, op. cit., 49-61 ; Gunnar HECKSCHER, « Interest Groups in Sweden : Their Political Role », dans Henry W. EHRLMANN, *Interest Groups on Four Continents*, 165-168 ; Frederick C. ENGELMANN et Mildred A. SCHWARTZ, *Political Parties and the Canadian Political Structure*, Prentice-Hall of Canada, Scarborough, 1967, 92-115.

c) Influence sur les partis. - Quel est le succès de ces efforts des groupes pour s'assurer d'une audience auprès des partis ? Cette interrogation soulève le problème plus général de l'influence. Quelques indications sommaires suffiront ici.

Le degré d'interpénétration des groupes et des partis, estime-t-on généralement, dépend du rapport des forces en présence. Les partis « faibles » seraient plus vulnérables à l'action des groupes que les partis « forts ». De la même manière, l'emprise des groupes « faibles » sur les partis est moindre que celle des groupes « forts ». Certains estiment en outre que, dans des pays comme les États-Unis et la France, les partis sont congénitalement « faibles » tandis qu'ils sont naturellement « forts » en Grande-Bretagne. Et il en serait de même pour les groupes d'intérêt qui seraient plus « forts » aux États-Unis et en Grande-Bretagne qu'ailleurs. Ces vues sont intéressantes et soulèvent nombres d'hypothèses sur les rapports entre groupes et partis. Malheureusement, il n'existe pas encore d'indices permettant de mesurer avec précision la « force » relative des groupes et des partis de même que d'établir de façon objective le rapport réel de force qui s'établit entre eux ⁹⁹.

Par ailleurs, les groupes qui entretiennent avec les partis des rapports officiels habituellement intimes retiennent plus facilement l'attention de ces derniers que ceux dont les liens officiels avec les partis sont lâches ou inexistants. Le recours à des techniques à basse température suffit aux premiers tandis que les seconds doivent oeuvrer à haute température. C'est ainsi que les groupes organisés depuis

⁹⁹ Samuel H. BEER, « Group Representation in Britain and the United States », *The Annals*, vol. 319, 1958, 130-141 ; Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, 82-83 ; Roy C. MACRIDIS, R., « Interest Groups in Comparative Analysis », *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 1, 1961, 36 ; Georges LAVAU, « Political Pressures by Interest Groups in France », dans Henry W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, 60-96 ; Kiyoski TSUJI, « Pressure Groups in Japan », dans Henry W. EHRMANN, *ibid.*, 145-153 ; Henry W. EHRMANN, « Pressure Groups in France », *The Annals*, vol. 319, 1958, 141-148 ; Donald C. BLAISDELL, *American Democracy under Pressure*, 65-66 ; Belle ZELLER, editor, *American State Legislatures*, Thomas I. Crowell, New York, 1954, 192ss ; Abraham HOLTZMAN, *Interest Groups and Lobbying*, Macmillan, New York, 1966, 63-71 ; Robert McKENZIE, « Pressure Groups and the British Political Process », *The Political Quarterly*, vol. 29, n° 1, 1958, 5-16 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, 264-266 ; Leon D. EPSTEIN, *op. cit.*, 281-285 ; Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, 69-88.

longtemps n'ont généralement pas à élever la voix pour se faire entendre tandis que les groupes « nouveaux », organisés depuis peu et constitués d'éléments laissés jusqu'à récemment à eux-mêmes, tels que les éléments défavorisés des villes et des campagnes, doivent littéralement crier pour qu'on tende l'oreille à leurs demandes ¹⁰⁰.

On doit également distinguer les cas où les objectifs des groupes correspondent à ceux des partis de ceux où ils divergent. Les partis se montrent évidemment plus réfractaires aux groupes dans cette dernière éventualité que dans la première. C'est ici que le rôle de ceux qui appartiennent à la fois au groupe et au parti devient capital. La double affiliation engendre un conflit de loyauté qui contraint les individus à tenter de réconcilier les positions de leur groupe et de leur parti. L'échec de cette tentative peut entraîner la rupture avec l'une ou l'autre organisation, sinon avec les deux. Le dilemme se pose avec une acuité particulière pour le parlementaire, surtout par suite du caractère public de ses prises de position. Son comportement dépend surtout de l'importance que revêt pour lui le groupe de même que du degré de rigidité de la ligne du parti. En général, il s'efforce de concilier les sollicitations contraires résultant de sa double allégeance. C'est ainsi qu'il se réfugie dans l'ambiguïté : ses paroles et ses actes revêtent un sens pour le groupe et un autre sens pour le parti. Le plus souvent, le parlementaire défend les intérêts du groupe en paroles mais il vote conformément à la ligne du parti.

Pour l'ensemble, l'accessibilité des partis est d'autant plus grande que les groupes peuvent faire tangiblement la preuve de leur utilité, voire de leur nécessité, pour les premiers. Or, les partis ont de bonnes raisons de croire que, du moins dans le cas de certains groupes, cette preuve, elle est faite : ils attribuent en effet en grande partie leur bonne ou leur mauvaise fortune au support plus ou moins empressé qu'ils reçoivent de ces derniers.

Les groupes contrôlent plus ou moins certaines ressources qui sont indispensables aux partis : informations, argent, votes, etc. ¹⁰¹. Il leur est loisible, sans

¹⁰⁰ Arnold J. BORNFRRIEND, « Political Parties and Pressure Groups », *American Academy of Political Science*, vol. 29, n° 4, 1969, 55-67. C'est d'ailleurs parce qu'on ne les entend pas quand ils emploient des moyens licites que ces groupes sont finalement tentés de recourir à la violence.

¹⁰¹ Il est cependant fort difficile de faire la preuve de l'aptitude des groupes à produire réellement ces ressources et à les répartir à leur guise entre les partis.

pour autant devoir renoncer à leurs objectifs, de se détourner de partis revêches tout en leur faisant payer le plus chèrement possible leur refus de collaboration. D'autres voies d'accès s'offrent à eux : l'administration, le gouvernement, l'Assemblée et le judiciaire, en outre, bien entendu, de la disponibilité d'autres partis. Les propos de William Allen White, tenus par référence à la situation américaine des années 20, sont encore actuels, bien que le pouvoir réel de pression des groupes s'y trouve fortement exagéré, tout au moins eu égard aux conditions qui prévalent aujourd'hui : « Les partis sont les instruments des groupes tant qu'ils sont

Ainsi, la décision des dirigeants de groupes d'apporter un soutien électoral à un parti n'a d'effet concret que dans la mesure où les membres acceptent de suivre leurs directives. Le cas des unions ouvrières est particulièrement éloquent. Le contrôle du vote de leurs membres par les unions ouvrières est presque entier en France en ce qui concerne la C.g.t., imposant en Grande-Bretagne, faible au Canada et incertain aux États-Unis. Les quelques tentatives sérieuses d'évaluation de l'emprise de l'AFL-CIO sur leurs membres aboutissent à des conclusions fort différentes. C'est ainsi que, partant du fait que 50 pour cent environ des seize millions d'ouvriers membres de l'AFL-CIO se présentent aux urnes lors des élections présidentielles et que 70 pour cent environ de ces derniers votent pour le parti démocrate, E. E. SCHATTSCHEIDER conclut que le gain net pour ce parti est d'à peu près 20 pour cent du total, soit 3,200,000. Mais, comme la proportion des ouvriers non syndiqués qui votent démocrate s'élève à 60 pour cent, le gain imputable à l'action directe de la Fédération ouvrière n'est que de 6 pour cent, soit environ 960,000 suffrages. (Dans *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 49-51.) Fondant ses calculs sur d'autres bases, notamment en établissant la différence dans les suffrages ouvriers accordés aux partis qui s'ensuivrait en supposant, d'une part, que tous les syndiqués se comportent comme les non-syndiqués et, d'autre part, que tous les non-syndiqués se comportent comme les syndiqués, Harry M. SCOBLE aboutit à la conclusion que le gain pour les démocrates imputable à l'action de la Fédération est de 20 pour cent (2,830,500 voix) et que, par ailleurs, la perte non subie par les républicains, par suite de l'imparfaite pénétration du syndicalisme parmi les travailleurs, est de plus de 20 pour cent (3,019,000 voix). Scoble s'est aussi interrogé sur la portée des soutiens que l'AFL-CIO accorde à des candidats particuliers, presque toujours démocrates. Il montre qu'entre 1946 et 1960 la proportion de victoires varie entre 23 et 67 pour cent à la Chambre des Représentants et entre 24 et 61 pour cent au Sénat, les pourcentages dans tous les cas fluctuant selon la bonne ou mauvaise fortune du parti démocrate. (Dans « Organized Labor in Electoral Politics », op. cit.) Aussi Nicholas A. MASTERS, « The Organized Labor Bureaucracy as a Base of Support For the Democratic Party », op. cit., et Charles M. REHMUS et Doris B. MCLAUGHLIN, op. cit., 265-409.

utiles à ces derniers ; mais chaque fois qu'ils leur barrent la route, ce gouvernement invisible les ignore... Les présidents des associations nationales de fermiers contrôlent au Congrès un bloc de votes que ni le président national du parti, ni le whip du parti, ni le Président lui-même ne peuvent entamer ¹⁰². »

III. TENDANCES ÉVOLUTIVES

[Retour à la table des matières](#)

Si les groupes déploient tant d'efforts pour se frayer un accès auprès des partis, c'est qu'ils espèrent que ces derniers, dans l'exercice de leurs fonctions électorales, médiatrices ou gouvernementales, leur seront favorables. L'ampleur des avantages dépend de la portée relative des partis dans le processus politique. Cette importance varie selon les systèmes politiques et les époques. On ne l'a cependant jamais mesurée de façon méthodique. Les significations que revêtent aux yeux des citoyens l'appartenance aux partis de même que le rôle qui leur est assigné dans la formation des opinions constituent des tests subjectifs de leur importance.

Par ailleurs, tout comme bon nombre de rouages des sociétés libérales, les partis sont présentement aux prises avec des difficultés d'un caractère inédit qu'ils parviennent mal à définir et encore moins à surmonter. Et il ne semble pas que ces difficultés se ramènent à de simples malaises qui, avec un peu de chance, se dissiperont éventuellement d'eux-mêmes. C'est plutôt d'une véritable crise, annonciatrice de mutations et de brisures profondes, qu'il s'agirait. Si la direction des tendances évolutives est pour l'instant imprécise, on perçoit aisément que la contribution des partis à l'action politique, et notamment leurs rapports avec les groupes d'intérêt, s'en trouvera de toute manière affectée.

¹⁰² William Allen WHITE, *The Citizen's Business*, Macmillan, New York, 1924, 14.

1. Appartenance aux partis

[Retour à la table des matières](#)

La démocratie libérale élève le peuple à la dignité insigne de souverain. Elle s'accommode fort bien cependant d'une participation minimale de la part des citoyens à la vie politique. À la suite de tant de tentatives sans lendemain, on peut mettre en doute l'aptitude des rouages de la démocratie libérale à permettre un accroissement sensible de la participation de la population, notamment parmi les catégories défavorisées.

Les partis ne sont pas seuls en cause mais ils sont sans conteste au centre des préoccupations de l'heure. C'est parce qu'ils constituent le cadre ordinaire de la polarisation des suffrages que le plus souvent ils s'imposent à l'attention. Le cérémonial sévère et empreint de mystère dont on entoure l'acte de vote, l'intérêt soutenu que l'on porte au régime électoral et aux modes de scrutin de même que l'examen minutieux du résultat des élections auquel se livrent spécialistes et praticiens manifestent la portée insigne que le vote revêt pour la société entière. Les élections ne représentent-elles pas le moyen par excellence par lequel s'exprime la volonté populaire ? Ne prononcent-elles pas le verdict qui décide de la composition de la direction politique, du caractère des programmes d'action de même que de l'orientation générale de la vie politique ?

Tant de sollicitude porte ses fruits. En effet dans la plupart des sociétés libérales, le taux de participation aux élections fluctue entre 70 et 85 pour cent, les États-Unis, dont le taux de participation se situe autour de 60 pour cent pour les élections présidentielles, constituant la grande exception à la règle. Mais c'est là la seule conduite partisane qui jouisse de la ferveur générale. C'est ainsi que la proportion d'adhérents aux partis ne dépasse 20 pour cent des électeurs inscrits que dans de rares cas et qu'elle peut même être inférieure à 5 pour cent comme aux États-Unis et au Canada. La proportion des électeurs qui offrent des contributions (argent, temps, etc.) aux campagnes électorales s'élève rarement à plus de dix pour cent.

C'est surtout comme machines à agréger des votes que les partis remplissent une fonction utile pour la persistance des sociétés libérales. Pour l'accomplisse-

ment de cette fonction on pourrait toutefois à la rigueur s'en passer. À preuve, les multiples cas d'élections non partisans au plan des régions et des secteurs. Dans ces conditions, il est vrai, la démocratie connaît une existence précaire. Elle ne survivrait probablement pas à la disparition des partis nationaux ¹⁰³.

Par ailleurs, la longue histoire des partis de cadres et l'évolution récente des partis de masses européens montrent que le souci électoral pousse les partis à miser sur le plus grand commun dénominateur idéologique dans l'élaboration des programmes. Or, si la tiédeur idéologique accroît le rendement électoral des partis, elle entraîne en même temps leur dégradation comme centres d'accueil et rouages d'action politique. Pourquoi en effet adhérer à un parti ? Ce geste comporte généralement peu de compensations tangibles et c'est se faire illusion que de s'en remettre à la seule conscience civique des individus. L'exemple de la majorité des partis de masses européens est éloquent : l'affaissement récent des idéologies au sein de ces partis s'est accompagné d'une réduction sensible du nombre de leurs membres ¹⁰⁴.

Par ailleurs, les formes de la conscience partisane étant devenues moins cohérentes et moins contraignantes, l'appartenance à un parti ne revêt plus qu'une signification politique relativement mineure. Et dans la mesure où la participation à la vie des partis est un indice de l'importance que les individus attribuent à ces

¹⁰³ D'après deux sondages du *Survey Research Center* de l'Université du Michigan, effectués l'un en 1952 et l'autre en 1956, 2 à 3 pour cent appartiennent à un parti, 2 à 3 pour cent prennent une part active aux campagnes électorales, et 5 pour cent font des contributions financières. Et si 15 pour cent des électeurs norvégiens sont membres de partis, la proportion de ceux qui prennent une part active à la vie des partis n'est guère plus, élevée en ce pays qu'aux États-Unis. Voir Stein ROKKAN et Angus CAMPBELL, « La Norvège et les États-Unis d'Amérique », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960, 83-84.

¹⁰⁴ Les partis communistes constituent la grande exception à la règle générale. Mais même chez ces partis on constate un affaissement idéologique certain. C'est ainsi que, au cours du mois de mai 1968, le parti communiste français, en s'opposant aux groupes anarchistes et au mouvement de grèves, s'est fait le défenseur de l'ordre établi et, par là, a réussi à conserver sa clientèle électorale presque intacte aux élections législatives qui suivirent. Sur l'évolution idéologique du parti communiste français, voir Georges LAVAU, *Le Parti communiste dans le système politique français*, dans *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 175, Armand Colin, Paris, 1969, 7-83.

derniers, on doit conclure qu'ils ne leur prêtent pas un rôle prépondérant dans le processus politique.

S'agit-il là d'une tendance irréversible ou simplement passagère, attribuable à l'état de la conjoncture générale ?

Au cours de la décennie précédente, plusieurs ont conclu à la « fin des idéologies » ou à la « dépolitisation »¹⁰⁵. Ces conclusions se fondaient de façon immédiate sur des impressions liées à certaines orientations au sein des rouages politiques, notamment les partis. Mais, de façon plus lointaine, elles reflétaient des généralisations à la mode durant les années 50 dans les ouvrages américains de sociologie des sociétés globales. La plupart de ces travaux, en effet, faisant état d'une émancipation à l'égard des anciens tabous moraux, de l'existence d'un consensus plus large à l'égard des objectifs collectifs, de la diminution des tensions sociales et des conflits de classe par suite de l'accroissement de la productivité et de la hausse des niveaux de vie et de l'élaboration d'une nouvelle technos-structure planétaire, tendaient à mettre les idéologies au passé.

Ainsi, l'homme extériorisé de Riesman, qui règle ses attitudes et ses comportements d'après la « mode » qui prévaut à un moment donné au sein des groupes auxquels il adhère, est déjà beaucoup moins « idéologique » que l'homme de la tradition ou l'homme « intériorisé » qui se détermine d'après des codes éthiques rigoureux. De plus, de la façon dont Riesman identifie la direction des processus d'évolution en cours, l'homme « extériorisé » est destiné à parvenir à un état complètement non idéologique : en devenant un « automate » des processus sociaux par suite d'une conformisation excessive (*over-adjustment*) ou, au contraire, une « personne autonome » qui, pour l'ensemble, conformera sa conduite aux normes sociales tout en conservant sa pleine liberté de choix. L' « homme de l'organisa-

¹⁰⁵ Ce fut Edward Shils qui, dans son rapport sur la conférence de Milan pour la liberté culturelle, en septembre 1955, énonça pour la première fois la thèse de la fin des idéologies. Voir Edward SHILLS, « The End of Ideology », *Encounter*, n° 5, November 1955. Aussi Daniel BELL, *The End of Ideology*, The Free Press of Glencoe, Illinois, 1960 ; Martin Seymour LIPSET, *Political Man*, Doubleday, New York, 1960. (Ce livre se termine par une longue post-face sous le titre de « *The End of Ideology ?* ») Pour une discussion générale, voir Jean MEYNAUD, *Destin des Idéologies*, Études de science politique, 4, Lausanne, 1961. Sur la dépolitisation, voir Georges VEDEL, directeur de la publication, *la Dépolitisation, mythe ou réalité*, Armand Colin, Paris, 1962.

tion » de William H. Whyte, tout comme l'homme superconformisé de Riesman, est un « automate » soucieux de répondre parfaitement aux attentes de son groupe de voisinage ou de travail. Quant à l'élite de puissance de C. Wright Mills, elle est constituée de ceux qui détiennent les postes de commande dans tous les secteurs de la société : rendue homogène par sa formation, son mode de vie, ses intérêts et ses aspirations, cette élite, pour toutes fins pratiques, a aboli les différences idéologiques en son sein et entre les groupes sociaux et elle fait prévaloir partout la règle de l'efficiencia par l'harmonisation des objectifs et des règles de conduite. Enfin, dans la société « opulente » de John K. Galbraith ou de David M. Potter, la possibilité ouverte à tous de jouir des biens de confort que la société produit en masse a supprimé la nécessité et même le désir de poursuivre des luttes idéologiques, les objectifs des penseurs les plus radicaux du passé ayant été atteints ou même dépassés. Bref, la société moderne, ayant réalisé ses buts, serait parvenue à l'ère post-idéologique ¹⁰⁶.

¹⁰⁶ David RIESMAN, Nathan GLAZER et Reuel DENNEY, *The Lonely Crowd*, Yale University Press, 1950 ; William H. WHYTE, *The Organization Man*, Simon and Schuster, New York, 1956 ; C. Wright MILLS, *The Power Elite*, Oxford University Press, New York, 1957 ; John Kenneth GALBRAITH, *The Affluent Society*, Houghton Mifflin, Boston, 1958 ; David M. POTTER, *People of Plenty. Economics of Abundance and the American Character*, The University of Chicago Press, 1954. Le grand fossoyeur des idéologies, c'était l'abondance. Notant qu'auprès du niveau de vie des Américains les grandes anticipations marxistes elles-mêmes paraissaient ternes, Walter LIPPMANN parlait des États-Unis comme d'une *completed society*. De son côté, la commission présidentielle sur les « buts nationaux » créée en 1959 par le Président Eisenhower, partant de l'hypothèse que, dans une société prospère, les buts ne peuvent être que généraux, concluait que, dorénavant, les fins collectives se définiraient exclusivement en fonction de critères de rendement et d'efficacité et non plus d'après de larges schémas idéologiques comme dans le passé. Voir *Goals for Americans. The Report of the President's Commission on National Goals*, Prentice-Hall, New York, 1960. Aussi Robert THEOBALD, *The Challenge of Abundance*, Clarkson N. Potter, New York, 1961 ; John K. Jessup et coll., *The National Purpose*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960. Précisons que les épigones ont souvent faussé la position véritable des chefs de file. Ainsi, plusieurs n'ont retenu de Galbraith que les analyses laissant prévoir un apaisement des idéologies et ont ignoré celles - qu'il devait reprendre dans des ouvrages postérieurs - montrant la persistance d'amples aires idéologiques dans la société contemporaine. On sait que C. Wright

Toutes ces anticipations, grandioses ou naïves selon les points de vue, se sont effondrées comme des châteaux de cartes devant les assauts successifs des mouvements de contestation radicale dont l'ampleur ne cesse de croître depuis 1960. Et c'est précisément cet ordre social au sein duquel les idéologies se seraient assoupies que la contestation vise en plein coeur. Au règne des machines, au poids du « système », à l'emprise des concepts « opératoires », on oppose une société plus humaine, l'abolition des privilèges de castes et la promotion sociale des catégories défavorisées ainsi que la participation de tous à la gestion des affaires publiques. L'incapacité apparente des sociétés libérales de répondre convenablement à ces revendications pressantes et même de les comprendre laisse présager pour les années qui viennent des affrontements d'une extrême violence et susceptibles même de déclencher une révolution intégrale d'une portée historique comparable à la révolution française ¹⁰⁷.

Le climat qui prévaut aujourd'hui est propice à la résurgence des idéologies. D'origine souvent non occidentale, une fois transplantées en Europe et en Amérique, ces idéologies sont susceptibles de prendre des formes insolites, sinon monstrueuses. Le maoïsme devient terrorisme pur ; le communalisme se mue en anarchisme à vide.

Les supports sociaux de ces idéologies émergentes sont pour l'instant divers et diffus. Ils prennent la forme de comités de citoyens, de groupements de Noirs, d'étudiants, de travailleurs industriels et agricoles, de déshérités sociaux, de minorités ethniques ou nationales. Les « pouvoirs » qu'ils représentent sont distincts et parfois antagonistes mais il n'est pas exclu qu'à la faveur des circonstances ils effectuent éventuellement une jonction. La rapidité et la facilité croissantes avec laquelle des « fronts communs » contre le « pouvoir légitime » se constituent laissent présager des alliances plus durables et des unions plus intimes.

Mills dénonçait le pouvoir tentaculaire et asphyxiant qu'une cooptation des élites supérieures imposerait à toute la société.

¹⁰⁷ Nous estimons avec Jean-François REVEL (Ni Marx ni Jésus, Robert Lafont, Paris, 1970) que si cette révolution se produit, ce sera aux États-Unis. Il se pourrait que ce soit le Canada - et plus particulièrement le Québec où nombre de sources de malaise se trouvent réunies - qui serve de détonateur à cette révolution possible.

Dans quelle mesure les partis voudront-ils et pourront-ils canaliser ou apprivoiser ces énergies « sauvages » qui sont déjà « subversives » ou risquent de le devenir à brève échéance ? Eux que la relative accalmie d'après-guerre dans la plupart des sociétés libérales a habitués à une douce quiétude, à peine troublée par des périodes électorales où les événements se déroulaient conformément à un scénario familial, sauront-ils se mettre au diapason des conditions des temps houleux qui viennent ? Ou encore de nouveaux partis surgiront-ils de ces remous qui menacent de bouleverser l'histoire ? S'il est fort possible que les partis traditionnels - conservateurs, libéraux ou socialistes - resteront sourds aux appels pressants que leur adressent les observateurs clairvoyants, il est par contre probable que des partis d'un genre inédit prendront la relève et tenteront de canaliser ou encore d'endiguer les courants révolutionnaires. L'U.n.r. en France paraît s'être donné pareille mission. Le Crédit social et le Parti québécois répondent aussi, chacun à sa façon et jusqu'à un certain point, aux urgences de l'heure au Québec. Les visées, la clientèle et les moyens d'action de ces partis diffèrent de ceux des partis traditionnels. Ils respectent toutefois les grandes règles du jeu démocratique établies il y a plus de cent ans. On pressent que d'autres formations partisans se constitueront, dont l'organisation et les méthodes d'action, fondées sur la notion d'autogestion et sur les techniques d'animation, représenteront un redoutable défi pour le régime libéral dans son ensemble.

Adhérer à de tels partis, c'est se lier. C'est prendre position de façon vitale, dramatique, déchirante même. C'est conclure à la coïncidence essentielle de son projet existentiel personnel avec le projet institutionnel d'un groupe. En pratique, c'est renoncer à une certaine impeccabilité intellectuelle mais bornée à sa subjectivité propre pour se rendre solidaire d'une cause chargée des imperfections de la collectivité qui la porte mais capable de praxis historique. La distinction entre projet existentiel et projet institutionnel permet de saisir toute la différence entre le fait d'être marxiste français et celui de devenir membre du parti communiste français, d'être séparatiste québécois et celui d'adhérer au Parti québécois. Adhérer au Parti québécois pour un séparatiste, c'est abandonner une simple position intellectuelle et affective au sujet du système politique canadien pour se rendre solidaire de l'oeuvre de destruction de ce système qu'accomplit ce parti et partager, dans l'espoir d'un meilleur sort, tous les risques présents et futurs que comporte cette entreprise. Ici, la conscience partisane devient virtuellement coextensi-

ve à la conscience politique ¹⁰⁸. Dans ce cas, le parti incarne ce que Franz Fanon appelle « l'authenticité négative », cet envers d'une authenticité positive dont il permet la germination.

Ici nous sommes plus près des anciens partis à doctrine que des partis traditionnels qui nous sont familiers. Le parti redevient l'âme et le moteur de toute action politique valable. Il occupe à nouveau le centre de la culture politique.

2. Partis et formation des opinions

[Retour à la table des matières](#)

Un aspect central de la vocation des mécanismes d'interactions consiste à rendre possible la confrontation des demandes et des soutiens politiques émanant des agents du système social et des possibilités politiques telles que les agents du système politique les perçoivent. Ce sont parfois les partis, par suite des tâches spécifiques qu'ils remplissent, qui représentent le lieu privilégié des négociations inter-systémiques. En effet, ils constituent le moyen ordinaire de polarisation des vues au sujet des programmes d'action politique et des enjeux que le rythme des événements fait émerger de même que l'instrument officiel de formation des majorités et des minorités concernant les décisions et les actions politiques. Les partis représentent dès lors, en principe tout au moins, un centre majeur de formation et de cristallisation des opinions.

Dans quelle mesure toutefois infléchissent-ils réellement les opinions dans les situations concrètes ? Nombre de distinctions s'imposent. Les conditions diffèrent selon les régimes de partis et selon les individus, selon qu'on est simple membre ou dirigeant et, finalement, selon la situation sociale des individus. Ces conditions se ramènent finalement à deux ordres de considérations concernant, l'un, le degré d'attention que les individus accordent aux partis et, l'autre, l'aptitude des partis à véhiculer les opinions.

Pour qu'un parti puisse influencer la pensée et l'action d'un individu, il ne suffit pas que ce dernier lui accorde son suffrage, ni même qu'il en devienne mem-

¹⁰⁸ Sur ces notions, voir Pierre FOUGEYROLLAS, *la Conscience politique dans la France contemporaine*, Denoël, Paris, 1963.

bre ¹⁰⁹. De fait, il arrive fréquemment qu'on vote pour un parti et même qu'on soit membre d'un parti sans que pour autant on en adopte les positions. Ce n'est que dans les cas où le parti représente un groupe auquel on s'associe par référence (*reference group*) ou encore auquel on s'identifie psychologiquement qu'il devient effectivement un centre de formation des opinions. Or, le degré de cette association ou identification diffère grandement d'un régime de parti à l'autre. Plutôt faible en Europe où le taux d'appartenance tend pourtant à être assez élevé, il est considérable aux États-Unis où, par ailleurs, le nombre d'adhérents est très bas ¹¹⁰.

Le geste du citoyen qui s'identifie psychologiquement à un parti n'aurait toutefois guère d'effets pratiques si le parti lui-même n'engendrait ni ne véhiculait des vues sur les divers objets qui traversent le champ politique. Quelle est donc l'aptitude des partis comme créateurs et véhicules des opinions ?

Les partis projettent d'eux-mêmes une image : ils sont perçus comme étant de droite ou de gauche, unis ou divisés, puissants ou faibles, efficaces ou inefficaces, honnêtes ou malhonnêtes, modernes ou traditionnels ¹¹¹. Aux États-Unis tout au

¹⁰⁹ Selon Richard Rose, le simple électeur britannique n'est pas influencé par les positions du parti pour lequel il vote. Dans *Politics in England*, 75.

¹¹⁰ La littérature sur cette question est abondante mais de qualité médiocre. La meilleure étude est celle de Philip E. CONVERSE et Georges DUPEUX, « Politicization of the Electorate in France and the United States », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, 1-23, dans William J. CROTTY, éditeur, *Political Parties and Political Behavior*, Allyn and Bacon, Boston, 1966, 583-601. Aussi Leon D. EPSTEIN, op. cit., 78-85. Pour la notion d'identification au parti, voir Angus CAMPBELL et coll., éditeurs, *The American Voter*, 120-145 ; Warren E. MILLER, « The Political Behavior of the Electorate », op. cit. ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 65-76 ; Robert E. LANF, *Political Life*, 299-301. Ces travaux montrent la complexité de cette notion et la difficulté de la rendre opératoire : l'identification est plus ou moins prononcée selon les tempéraments individuels et les couches sociales ; elle est susceptible d'être source de conflits psychologiques quand les positions du parti heurtent des intérêts personnels ou de groupe ; elle peut enfin se confondre plus ou moins avec l'identification à un groupe d'intérêt, particulièrement dans le cas des partis de masses.

¹¹¹ Voir John MEISEL, « Party Images in Canada », A Paper Presented to the Forty-Second Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Winnipeg, 1970 (Miméo) ; James W. PROTHRO et Donald C. MATTHEWS, « The Concept of Party Image and Its Importance for the Southern Electora-

moins, ces images paraissent douées d'une grande stabilité. Même à une époque de profonds remous et où le rythme haletant des événements engendre le remplacement presque quotidien des objets d'opinions de même que l'inconstance des attitudes, l'image des partis paraît remarquablement stable. La bonne ou mauvaise fortune électorale des partis s'explique dans une large mesure par le degré de correspondance entre cette image et les conditions du moment ¹¹². Seuls des efforts considérables de leur part et le concours d'une conjoncture favorable permettent aux partis de modifier leur image de façon sensible.

Ces images sont aussi réelles, sinon davantage, en tant que stéréotypes dont les électeurs se servent pour percevoir les partis que comme la résultante des orientations des partis eux-mêmes. En s'identifiant à un parti, on se trouve implicitement à donner son adhésion à un large schéma politique ou, plus fréquemment peut-être, à projeter dans un parti le canevas de ses propres valeurs politiques. D'une manière ou de l'autre, par son image, le parti procure les prédispositions ou attitudes générales qui préfigurent les opinions sur les divers objets politiques. L'homme n'étant pas toujours logique avec lui-même, des incongruités et des contradictions se produisent, certes, entre les attitudes générales et les opinions particulières sur une question donnée. Ces attitudes servent néanmoins de levain d'où jaillissent les opinions.

En outre, les partis, dans leurs programmes généraux et leurs prises de position sur des questions spécifiques, deviennent pour les électeurs de véritables écoles de formation des opinions. Dans quelle mesure exercent-ils sur eux une influence réelle ? Peu d'études ont abordé cette question mais les données dont nous disposons indiquent que les électeurs tendent à adopter les vues du parti avec lequel ils s'identifient ¹¹³.

te », dans M. Kent JENNINGS et L. Harmon ZEIGLER, editors, *The Electoral Process*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 139-174 ; Mildred A. SCHWARTZ, « Canadian Voting Behavior », dans Richard ROSE, editor, *Political Behavior in Modern Industrial Society*, Free Press, New York (À paraître).

¹¹² Philip, E. CONVERSE, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. APTER, editor, *Ideology and Discontent*, The Free Press of Glencoe, 1964, 238-245 ; Robert E. LANE, *Political Life*, 299-303 ; Richard ROSE, *Politics in England*, Little Brown, Boston, 1964, 151.

¹¹³ V.O. KEY Jr., op. cit., 432-455.

Par leur action sur les opinions, les partis favorisent l'harmonisation du système politique et du système social. D'une part, cette action contribue à rendre les projets de loi et autres mesures politiques conformes aux demandes et aux soutiens politiques des individus et des groupes. D'autre part, elle permet d'anticiper les réactions des individus et des groupes aux décisions et actions politiques et, le cas échéant, de modifier ces dernières. De la sorte, les partis constituent pour les agents politiques des signaux avertisseurs des limites et des possibilités d'action du système politique.

Mais, en même temps, les partis constituent des mécanismes de contrôle des décisions et des actions politiques. À titres divers et à des degrés différents selon les régimes, ils sont les instruments de la rétroaction que les systèmes politiques mettent en oeuvre pour connaître les effets de leur action sur les agents sociaux et, le cas échéant, pour modifier cette action.

Mais les partis ne représentent qu'une des nombreuses sources de formation et de contrôle des opinions. À côté de la famille, du cercle d'amis, de l'Église et même du groupe d'intérêt, leur effet est probablement minime ¹¹⁴. Leur action sur les opinions se fait surtout sentir à l'occasion des campagnes électorales ¹¹⁵. Même alors - on le sait de façon précise depuis que Katz et Lazarsfeld ont énoncé la fameuse loi de la circulation de l'information à deux temps ¹¹⁶ - ils requièrent le support des groupes secondaires et des réseaux d'influence primaires qui, eux, diffusent et interprètent leurs messages.

En ce moment émergent des partis d'un type inédit, plus habiles à exploiter les ressources de la télévision et en même temps plus profondément ancrés au sein des groupes, en particulier parmi les couches défavorisées, et employant en outre

¹¹⁴ Bernard R. BERELSON, Paul F. LAZARFELD et William N. MCPHEE, *Voting*, University of Chicago Press, 1954, 168 ; Howard E. FREEMAN et Morris SHOWEL, « Differential Political Influence of Voluntary Associations », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 15, 1951-52, 703-714 ; Robert E. LANE, op. cit., 300.

¹¹⁵ Ainsi l'identification des électeurs aux partis est bien plus forte durant les campagnes électorales qu'en période non électorale. Voir Angus CAMPBELL, Gerald GURIN, et Warren E. MILLER, *The Voter Decides*, Row, Peterson, Evanston, Illinois, 1954, 93.

¹¹⁶ Elihu KATZ et Paul F. LAZARFELD, *Personal Influence*, The Free Press of Glencoe, 1955.

de façon méthodique les techniques de l'animation qui semblent exercer sur les opinions une influence bien plus considérable que dans le cas des partis traditionnels.

3. La crise des partis

[Retour à la table des matières](#)

C'est avant tout à la remarquable performance électorale des partis que les systèmes politiques doivent leur persistance. Les élections constituent la méthode la plus simple et la plus pacifique de choix des gouvernants et de leur remplacement en temps utile. Grâce à elles, l'épineux problème de la succession des chefs qui est la pierre d'achoppement de tant de régimes ne se pose pas. Selon la maxime anglaise, il vaut mieux compter les têtes que les couper.

On s'attendrait dès lors à ce que les partis jouissent partout d'une grande faveur. L'absence de sondages méthodiques exclut toutefois un jugement péremptoire à ce sujet. Dans certains milieux cependant les partis sont en butte à d'acérées critiques. Ces critiques fusent des milieux les plus divers. Le mouvement semble avoir pris naissance en France où les partis, moins bien structurés qu'aillleurs et longtemps tout-puissants à l'Assemblée nationale, sont tenus comme les grands responsables de la faillite des troisième et quatrième républiques.¹¹⁷ En outre, les reproches sévères adressés aux partis débordent souvent les partis eux-mêmes et visent plus ou moins directement les composantes internes du système politique, plus particulièrement l'Assemblée.

La crise des partis se constate à nombre de signes, d'inégale portée, mais qui, considérés dans leur ensemble, sont de mauvais augure.

C'est ainsi que les partis, notamment les partis de masses, ont perdu nombre d'adhérents depuis quelques années et cette tendance semble s'accroître.¹¹⁸ En outre, la perte de ferveur idéologique au sein des partis de même que les contrain-

¹¹⁷ Pour un premier exposé dans ce sens, voir LE CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le Citoyen*, Éditions du Seuil, Paris, 1961. Aussi Maurice DUVERGER, *la Démocratie sans le peuple*.

¹¹⁸ Leon D. Epstein, op. cit., 250-256.

tes sévères imposées au favoritisme partisan (« patronage ») ont rendu difficile le recrutement des cadres des partis. Par ailleurs, ces derniers sont contraints par vocation de préserver une unité d'orientation qui fait violence aux divisions idéologiques qu'imposent le pluralisme des objectifs et la multiplicité des projets collectifs dans nos sociétés engagées dans de profondes mutations.

De façon paradoxale, le souci d'accroître leur rendement électoral contribue à la déchéance des partis comme structures d'encadrement des individus et des groupes. L'organisation géante et rigide qu'ils se donnent et le langage abstrait auquel ils recourent leur font perdre le contact avec le réel de tous les jours. Les individus délaissent ces cadres trop lointains au sein desquels ils s'estiment mal représentés et se sentent étrangers et impuissants. On a cru un moment que ce mouvement de retrait était un symptôme de dépolitisation. On sait maintenant que ce n'est pas l'intérêt pour la politique qui a diminué mais plutôt l'aptitude des partis à le canaliser. La soif de politique est plus ardente que jamais. Elle s'abreuve à des sources plus vives, plus accueillantes et plus stimulantes que les partis : clubs, fronts ou para-partis ¹¹⁹.

En outre, l'évolution de la conjoncture contribue au déclin des partis. Ces derniers visent avec plus ou moins d'ardeur et de bonheur à canaliser les conflits qui émergent des antagonismes sociaux. Leur vision du monde s'en trouve morcelée : elle s'explicite sous la forme de thèmes parcellaires. Or, les préoccupations majeures d'aujourd'hui portent sur des problèmes généraux, d'envergure nationale, voire planétaire : gestion, développement, rénovation urbaine, pollution, criminalité, violence, radicalisme de la jeunesse. Ces préoccupations ne se prêtent guère à des programmes électoraux : en tant qu'options générales, elles font l'unanimité parmi les partis ; en tant que problèmes particuliers, elles se prêtent à des considérations trop complexes pour alimenter la propagande électorale.

Une nouvelle culture politique est en train de naître. Cette culture pousse l'exigence de participation à un degré inconnu jusqu'ici dans l'histoire. Elle s'inspire d'un humanisme renouvelé, fruit d'une jonction inédite de l'universel et du particulier. Or, cette nouvelle culture, les partis paraissent inaptes à l'absorber. Ils

¹¹⁹ Louis ESTRANGIN, « Groupes, partis et forces vives dans la démocratie contemporaine », dans *la Société démocratique*, 50e Semaine sociale de France, 1963, *Chronique sociale de France*, Paris, 1963, 95-115.

livrent même contre elle une lutte plus ou moins ouverte - lutte menée au nom des valeurs libérales mais fondée finalement sur l'incompréhension et la peur du changement.

La crise des partis n'est finalement que la métastase du mal qui frappe les Parlements, ces centres d'ancrage par excellence des partis au sein du système politique. Exclues des grands choix politiques, coincés entre les technocrates et les ministres et réduits en quelque sorte à un rôle de légitimation d'actes qu'ils n'ont ni inspirés, ni préparés, les législateurs s'estiment de plus en plus à la marge du processus politique. La perte d'influence tout comme le déclin de prestige qui résultent pour eux de cette évolution, rejaillissent directement sur les partis, ces instruments ordinaires du choix des députés et ces marchés par excellence au sein desquels s'échangent les ressources des députés, des dirigeants et des simples membres. À mesure que s'effrite le principal support de leur respectabilité et de leur influence, les partis se font plus déserts.

L'action conjuguée de ces facteurs corrode les partis à la base même. Bien qu'aucune étude méthodique n'ait encore été menée sur l'état réel des partis, plusieurs prévoient une accélération de leur déclin et leur mort éventuelle. Les uns estiment que les groupes d'intérêt sont appelés à se substituer graduellement aux partis. D'autres croient que la conscience politique déserte les groupes d'intérêt tout autant que les partis et trouve refuge dans des mouvements d'un genre inédit ¹²⁰.

Ces prévisions sont prématurées. Les indices sur lesquels elles se fondent sont incertains. Les groupes d'intérêt, il est vrai, remplissent certaines tâches concernant par exemple la représentation, qu'on a longtemps attribuée en exclusivité aux seuls partis. En outre, l'essor de la politique consultative les favorise au détriment des partis. Pour l'ensemble cependant, les groupes d'intérêt ne sauraient se substituer aux partis sans renier leur vocation propre. En outre, ils éprouvent eux aussi

¹²⁰ Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1962, 356 ; LE CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le Citoyen*, 166-173 ; Philip E. CONVERSE et Georges DUPEUX, « Politicization of the Electorate in France and the United States », op. cit., 584 ; Frank J. SORAUF, *Political Parties in the American System*, 54 ; James Q. WILSON, *The Amateur Democrat. Club Politics in Three Cities*, The University of Chicago Press, Chicago, 1962 ; Georges VEDEL, directeur de la publication, *la Dépolitisation, mythe ou réalité ?* 147.

les mêmes problèmes qui assaillent les partis. Eux aussi parviennent mal à véhiculer les demandes politiques qui s'inspirent des nouvelles tendances culturelles. Le destin des groupes d'intérêt paraît lié à celui des partis. Si ces derniers périssent, il est improbable que les premiers puissent survivre. Par ailleurs, partis-météores, comités de citoyens et « fronts » constituent de toute évidence des retraites provisoires pour la conscience politique plutôt que des formes définitives de l'action politique. Leur multiplication représente un symptôme majeur de la crise qui secoue les partis et les groupes d'intérêt. Elle témoigne de la grande faim de politique que ressentent individus et groupes et, en même temps, elle manifeste l'incapacité des groupes d'intérêt et des partis à remplir convenablement un aspect majeur de leur mission : être un relais permanent entre gouvernés et gouvernants.

Une tendance évolutive, moins spectaculaire que le développement de parapartis et le déferlement de la violence, est également à l'œuvre. Elle concerne la transformation des partis par l'intérieur. Ces derniers changent sous l'influence du nouvel environnement où ils évoluent. Nous l'avons noté plus haut : partis de cadres et partis de masses tendent à se muer en partis de stratèges-animateurs. L'avènement de la télévision et les exigences de la démocratie de participation sont les instruments majeurs de ces mutations. Si ces tendances se concrétisent, il est permis d'entrevoir que partis et groupes d'intérêt, les uns et les autres selon leur vocation propre, sont appelés à devenir des instruments d'action politique de première grandeur. S'ils parviennent à créer et à maintenir en permanence un dialogue entre agents sociaux et agents politiques, ils aideront grandement à conjurer la menace d'éclatement qui pèse sur la civilisation.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Troisième partie : Groupes d'intérêt
et mécanisme d'interaction systémiques

Chapitre II

Groupes et politique consultative

[Retour à la table des matières](#)

La diversification de l'organisation socio-économique et la croissance du système politique ont multiplié les instances de décision et intensifié les rapports entre agents sociaux et agents politiques. Partis et groupes d'intérêt ne suffisent pas à véhiculer vers le système politique les intérêts, idéologies et pressions émanant du système social. D'autres canaux, moins connus, ont cependant pris depuis quarante ans une ampleur considérable et parmi eux ce sont les conseils consultatifs qui ont revêtu le plus de relief. Leur importance s'est accrue à un tel point ces récentes années qu'on doit les considérer comme un mécanisme d'interactions systémiques d'une portée comparable à celle des groupes d'intérêt ou des partis. De fait, les conseils consultatifs sont devenus un rouage majeur des systèmes politiques et toute tentative de les exclure est d'avance vouée à l'échec.

Cette nouvelle importance des conseils consultatifs en tant que rouages de la mécanique socio-politique ne ressort toutefois guère de la littérature spécialisée. Institutionnalistes comme behavioristes boudent la politique consultative, les premiers parce qu'elle leur apparaît extérieure aux circuits officiels de la prise des

décisions et les seconds, parce qu'elle leur semble un simple moyen supplémentaire d'action des groupes d'intérêt ¹²¹.

Par suite de ce désintérêt et de ce manque de rigueur parmi les spécialistes, c'est sans surprise que nous constatons l'imprécision flagrante de la notion de consultation politique.

La réalité que cerne cette expression se retrouve cependant sous tous les régimes politiques, qu'ils soient d'inspiration socialiste ou libérale, mais cette réalité se présente sous des formes diverses selon les pays. Deux jugements d'ensemble s'imposent au départ. D'une part, les valeurs qu'engage la politique consultative débordent les cadres étroits de la pensée libérale traditionnelle qui s'est surtout préoccupée de la question de la représentation des citoyens auprès des centres de décision et des moyens de concrétiser cette représentation. Par contre, ces valeurs se sont trouvées bien davantage approfondies dans le socialisme qui, lui, notamment par la doctrine du centralisme démocratique, fait porter l'accent sur la participation des citoyens à tous les paliers de la vie des sociétés ¹²². Cette situation

¹²¹ L'abondante littérature sur la participation politique elle-même néglige presque entièrement le phénomène de la consultation. Ces études, bien entendu, procurent de précieuses connaissances sur des conduites politiques souvent élémentaires mais néanmoins essentielles à la vie démocratique. Leur utilité n'est donc pas à démontrer ici. Elles ignorent toutefois des dimensions importantes de la participation, notamment la participation aux conseils consultatifs. La consultation politique ne constitue pas simplement une forme supplémentaire de participation à la vie politique susceptible d'être abordée par les techniques et les concepts déjà bien rodés dans la littérature sur les élections et les partis. De toute évidence, il s'agit là d'un ordre de phénomène tout autre, susceptible de n'être traité de manière convenable que par l'élaboration d'une problématique propre.

¹²² D'autres raisons expliquent aussi cette différence d'accent entre régimes libéraux et socialistes sur la participation. Mentionnons l'importance bien plus grande que l'État revêt dans la doctrine socialiste pour l'aménagement des conditions matérielles et spirituelles de la vie des citoyens. La participation aux tâches de l'État est considérée dans ces régimes comme la seule façon normale de vivre. C'est précisément l'accroissement des responsabilités de l'État dans les régimes libéraux qui rend aujourd'hui si urgente la recherche de moyens propres à assurer une participation réelle aux individus et aux groupes. Par ailleurs, si les régimes libéraux ont souvent négligé la participation comme valeur politique, ils ont reconnu pour les individus le droit de contestation qu'excluent fréquemment les régimes socialistes.

explique l'intérêt des politologues pour les sociétés socialistes, en particulier la Yougoslavie.

D'autre part, il est clair que, pour définir convenablement les conseils consultatifs en tant que rouages socio-politiques, il faut inventer un angle de vision différent de celui de l'idéologie libérale classique. La greffe des conseils consultatifs sur les régimes libéraux, à partir d'un certain point, met en question non seulement le vocabulaire traditionnel mais aussi les mentalités et la mécanique politique libérale.

Le grand juriste français, Hauriou, distingue trois espèces d'administration : exécutive, délibérante et consultative. Par administration consultative, il entend « celle où un conseil délibère sur une décision à prendre mais sans pouvoir exprimer autre chose qu'un avis ¹²³ ».

Dans le contexte d'aujourd'hui tout au moins, la définition d'Hauriou est inadéquate : le champ de la consultation s'étend bien au-delà de la stricte administration, ne serait-ce que par le fait que l'appareil administratif, loin d'être autonome, est intimement lié à l'ensemble du système politique. En outre, la compétence du conseil consultatif peut aller au-delà de l'avis et même jusqu'à englober en quelque sorte la décision elle-même. Loin d'être une simple « technique de l'adminis-

¹²³ V. M. HAURIOU, *Précis de droit administratif et de droit public*, Sirey, Paris, 11^e édition, 1927, 88, cité dans Roland DRAGO et André HEILBRONNER, « L'administration consultative en France », *Revue internationale des sciences administratives*, vol. 57, n° 1, 1957, 57. De même, pour Yves WEBER qui écrit de la fonction consultative qu'« elle peut s'entendre comme l'expression juridique d'opinions émises individuellement ou collégalement à l'égard d'une autorité administrative, seule habilitée à prendre l'acte de décision à propos duquel intervient la consultation... L'autorité consultante ne doit jamais se considérer liée par le contenu de l'acte consultatif ». Dans *L'Administration consultative*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1968, 1, 224. Toutefois, Weber écrit ailleurs que par extension on peut parfois incorporer à la consultation elle-même la décision qui suit de l'acte consultatif : « ... l'emploi du terme de procédure consultative pour désigner toute procédure nécessaire à l'émission d'une décision prise sur un acte consultatif, résulte d'une conception extensive qui englobe, et confond parfois, les principes qui régissent la compétence consultative et ceux qui concernent l'acte pris sur consultation ». (Ibid., 204.)

tration active ¹²⁴ », la consultation politique doit être considérée comme un rouage essentiel de la mécanique socio-politique. Plutôt que d'« administration consultative », il convient de parler de politique consultative.

Les sociétés libérales font une place inégale à la politique consultative. En France, bien qu'on y recoure de plus en plus fréquemment, surtout depuis la création du Conseil économique et social, plusieurs l'associent encore aux procédés corporatistes de l'Ancien Régime et aux méthodes autoritaires de l'ère napoléonienne. Par contre, en Suède, elle est devenue un des principaux rouages de la mécanique politique. De leur côté, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis et le Canada accordent à la consultation plus ou moins d'importance selon les secteurs d'activité et ont négligé jusqu'ici de lui octroyer un statut clair et précis.

Mais, par vocation sinon toujours dans les faits, la politique consultative représente une voie de médiation politique directe et sûre des idéologies, pressions et intérêts sociaux. Par l'établissement de liens officiels entre agents sociaux et agents politiques, elle vise à normaliser et à démocratiser les rapports entre les catégories d'agents. Elle favorise l'expression et la conciliation des oppositions qui surgissent entre eux. Elle facilite la recherche d'un accord sur les objectifs de même que la prise en commun des décisions. La consultation consiste dès lors dans la mise en place d'un dispositif (commission, conseil, comité) permanent ou temporaire, propre à réunir de façon utile et démocratique des agents sociaux et des agents politiques, afin qu'ils échangent leurs informations sur des questions d'intérêt commun, mènent des études, formulent des avis et participent à la définition des problèmes, au choix des règles du jeu et des fins collectives et, d'une manière plus ou moins finale, aux décisions qui s'ensuivent.

Les conseils consultatifs constituent ainsi des mécanismes d'interactions systémiques dont la portée est comparable aux groupes d'intérêt, aux partis et aux media de communication. Leur tâche propre consiste à rendre possibles la confrontation et la réconciliation des demandes et des soutiens des agents sociaux de même que l'expression des volontés et des possibilités des agents politiques.

¹²⁴ Roland DRAGO et André HEILBRONNER, op. cit., 66. Yves WEBER cite B. CHENOT qui a dénombré 4,700 conseils, comités ou commissions consultatives en France (op. cit., 3).

Dans l'accomplissement de leur tâche, les conseils consultatifs posent des ponts entre le système social et le système politique et ils entrent en contact avec les autres mécanismes d'interactions. Une boucle de rétroaction qui va d'un système à l'autre en passant par les autres mécanismes d'interactions permet de mesurer les résultats de chaque activité de consultation. Ces interactions et rétroactions peuvent s'exprimer sous une forme schématique (schéma n° 4).

SCHÉMA N° 4

Interrelations des conseils consultatifs avec leur environnement

[Retour à la table des matières](#)

Dans le présent chapitre, nous allons traiter de l'impact de la politique consultative sur les composantes internes du système politique, des relations des conseils consultatifs et des autres mécanismes d'interactions et, finalement, de la nécessité d'une révision du statut de la politique consultative dans les sociétés libérales.

I. POLITIQUE CONSULTATIVE ET COMPOSANTES INTERNES DU SYSTÈME POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

On décèle la présence d'éléments consultatifs au sein du judiciaire ou du juridictionnel. C'est ainsi que des personnes étrangères à un différend peuvent être appelées à témoigner comme spécialistes afin d'aider la cour à trancher le litige. Aux États-Unis, des personnes appelées *amici curiae* peuvent d'elles-mêmes demander à être entendues. Des pratiques analogues se retrouvent ailleurs. Mais c'est surtout au niveau des autres composantes du système politique, la législation, le gouvernement et l'administration, qu'il convient de suivre la trace de la politique consultative.

Dans les régimes socialistes, la constitution et des lois particulières prévoient l'articulation de la politique consultative aux divers rouages politiques. Il s'ensuit que l'origine, le fonctionnement et les effets des structures propres à l'effectuer font l'objet de décisions et de contrôles précis. Il en est autrement dans les sociétés libérales. Le cas que ces dernières font de la politique consultative varie grandement d'un pays à l'autre : d'où la grande diversité des mécanismes consultatifs et les formes multiples qu'ils revêtent ; d'où également les effets inégaux de la consultation sur les composantes internes du système politique ; d'où finalement les représentations contradictoires que s'en font les diverses catégories d'agents appelés à siéger aux conseils consultatifs.

1. Formes de la politique consultative

Au sens littéral, consulter, c'est prendre conseil auprès de quelqu'un. Le recours à la consultation entendue dans ce sens est, depuis toujours, un procédé courant parmi les individus et au sein des collectivités. Dès lors que surgit une situation insolite ou que les règles du jeu deviennent complexes, on recherche l'avis de personnes qui, grâce à leur expérience ou à leurs connaissances, sont susceptibles

de servir de guides ou de supports. Aussi n'est-on pas surpris de constater que le terme consultation revêt les acceptions les plus diverses et qu'il englobe une gamme extrêmement vaste de processus différents : simples échanges de vue, demandes officieuses ou officielles d'avis, négociations ou codécisions.

Les consultations les plus nombreuses sont purement interindividuelles : ainsi, consulte-t-on son médecin, son avocat ou son confesseur. Tous les paliers de la société, toutes les sphères d'activité se prêtent à la consultation. De fait, il existe de très complexes réseaux de consultation dans le domaine de la culture ou de l'économie. C'est peut-être cependant dans la vie politique qu'on recourt le plus à la consultation et que la gamme de modes de consultation est le plus étendue. De nombreuses catégories de comités consultatifs existent, depuis le simple avis que le député requiert de ses électeurs jusqu'au rapport d'un conseil dont les conclusions lient le gouvernement et l'Assemblée législative. Également consultatifs, bien qu'à des degrés divers, sont les comités administratifs ou gouvernementaux spéciaux où siègent côte à côte des membres du gouvernement et de l'administration de même que des délégués de groupes d'intérêt ; les grandes commissions d'enquête suédoises, britanniques ou canadiennes, composées de personnes extérieures au gouvernement et parfaitement autonomes à l'intérieur de leur mandat, disposant d'un budget propre, habilitées à poursuivre des études et à recueillir, sous forme de mémoires ou de déclarations à l'occasion d'audiences publiques ou privées, les avis des individus et des groupes intéressés, et qui formulent leurs conclusions sous la forme de recommandations adressées au gouvernement et généralement rendues publiques ; les négociations collectives dans le secteur public ou parapublic au cours desquelles l'État-employeur et ses employés cherchent à parvenir à une entente sur les salaires de même que sur les normes et les conditions de travail ; les Conseils supérieurs créés par des lois spéciales et rattachés à des ministères particuliers, composés de spécialistes et de praticiens dans la sphère d'activité que recouvre le ministère et qui ont pour mandat de mener des études, de recueillir les avis de la population et de faire rapport au ministre responsable sur des questions reliées à l'activité du ministère ; les commissions parlementaires devant lesquelles des fonctionnaires, des spécialistes et des praticiens sont appelés à témoigner et, dans certains pays, à servir comme membres réguliers ; les conseils économiques, constitués de représentants des diverses catégories professionnelles et dont la compétence et l'autorité varient grandement selon les situa-

tions ; les organes de planification, enfin, où siègent des spécialistes, des délégués des grandes catégories socio-économiques et des représentants du gouvernement et qui sont chargés de recueillir les données et de préparer des programmes d'action en vue du développement social et économique.

Cette énumération n'épuise pas, loin de là, tous les cas possibles. Elle montre cependant que le procédé consultatif revêt des formes multiples que l'on peut classer suivant différents critères, notamment selon leur degré de publicité, celui de l'officialité et celui de l'impérativité. Sous l'optique de la publicité, on distingue les consultations privées, lorsque l'avis ne doit servir qu'aux fins personnelles de celui qui le sollicite (ainsi le député qui recueille l'opinion de ses électeurs ou le ministre qui cherche conseil auprès d'un spécialiste ou d'un journaliste influent) ; les consultations secrètes, quand le contenu de l'avis ne peut être divulgué hors du cercle de ceux qui ont pris part aux délibérations, les consultations publiques, enfin, quand l'avis doit être communiqué à l'ensemble de la population. Sous l'angle de l'officialité, on distingue les consultations non officielles (qui se font à l'impromptu, qui ne sont ni ordonnées ni sanctionnées par une autorité reconnue et qui ne suivent pas des normes précises) ; les consultations officieuses (qui, tout en étant ordonnées par une autorité reconnue, ne suivent pas de normes précises et ne font pas l'objet de sanctions manifestes) ; et les consultations officielles (qui sont ordonnées par une autorité reconnue, qui suivent certaines règles précises et font l'objet de sanctions prédéterminées). Les consultations officielles elles-mêmes peuvent être non organiques (quand elles sont provoquées par les circonstances et qu'il n'existe pas de mécanisme spécifique permanent de consultation) ; organiques (quand existe un mécanisme permanent de consultation au sein du système politique). Selon l'aspect de l'impérativité, on distingue les consultations facultatives (quand l'autorité consultante n'est pas tenue de prendre avis) ; la consultation obligatoire (quand l'autorité consultante est tenue de prendre avis mais n'est pas obligée d'agir conformément à l'avis) ; les consultations exécutoires (quand l'autorité consultante doit prendre avis et est obligée d'agir conformément à cet avis). Dans le procédé consultatif, l'autorité consultante est toujours l'une ou l'autre des composantes du système politique qui, tout en s'obligeant à des degrés divers, demeure en tant que telle autonome par rapport aux divers pouvoirs sociaux représentés dans la consultation. C'est pourquoi la cogestion et l'autogestion, qu'on inclut souvent dans le procédé consultatif, représentent des formes de participa-

tion non consultatives parce que l'autorité dont relève la négociation est ou mixte (dans le cas de la cogestion) ou indépendante (dans le cas de l'autogestion), celle-ci pouvant être elle-même déléguée (dans le cas des corporations professionnelles) ou autonome (dans le cas où une organisation ne dépend d'aucune autorité extérieure pour la fixation et l'exercice des normes qui la régissent) ¹²⁵.

TABLEAU N° 5

Modes de consultation dans une société libérale

[Retour à la table des matières](#)

I. Selon l'angle de la publicité

1. Privé
2. Secret
3. Public

II. Selon les angles de l'officialité et de l'impérativité

1. Non officiel
2. Officieux
3. Officiel
 - a) Non organique
 - b) Organique
 - Facultatif
 - Obligatoire
 - Exécutoire

La question de la publicité est centrale puisqu'elle s'étend virtuellement à toutes les catégories de consultation. Elle soulève des problèmes qui, débordant largement le procédé consultatif, s'étendent à l'ensemble des processus politiques (le secret administratif, diplomatique, etc.). Aussi doit-on la considérer comme une question spéciale et la traiter comme telle, indépendamment des deux autres critères de la consultation. Par contre, ces deux critères - celui de l'officialité et celui de l'impérativité - sont homogènes l'un par rapport à l'autre et ils permettent d'éta-

¹²⁵ Ces formes n'incluent pas les nombreuses instances consultatives au sein du système politique (comités interministériels, etc.). Nous restreignons notre étude aux consultations « externes ». Par ailleurs, des instances consultatives peuvent se greffer sur les organes de cogestion ou d'autogestion.

blir une catégorisation assez précise des modes de consultation dans les sociétés libérales (tableau n° 5).

Le degré selon lequel les pays recourent à la consultation comme méthode d'action politique et officialisent les conseils consultatifs est sujet à de grandes variations. En Scandinavie et particulièrement en Suède, non seulement la consultation est-elle considérée comme un élément, régulier du processus politique mais encore les mécanismes qui l'instituent s'intègrent au système politique de façon au moins aussi intime que les partis et le Parlement. En Grande-Bretagne existent un grand nombre de conseils consultatifs - les uns établis par des lois particulières, les autres fondés sur d'anciens usages et conventions et d'autres encore simples prolongements des administrations. Ces conseils recouvrent la quasi-totalité de l'appareil politique britannique. Ils jouissent, pour l'ensemble, d'un excellent crédit auprès de la population. En France, le procédé consultatif, déjà fort répandu sous l'Ancien Régime, devint un des traits majeurs du gouvernement de style napoléonien. Le discrédit moral qui affecta les institutions corporatistes de l'Ancien Régime lors de la Révolution française s'étendit au procédé consultatif. D'où le statut ambigu qui est le sien sous le régime républicain. Les gouvernements républicains, qui jusqu'à 1958 se sont succédé à un rythme rapide, ont multiplié les instances consultatives mais se sont refusés, même lors de la création d'une institution aussi centrale que le Conseil économique et social, à leur reconnaître un statut légal précis. De là l'extrême confusion des dispositions juridiques, gouvernementales et administratives à l'endroit de cette multitude de mécanismes consultatifs. En Italie, le recours à la consultation est depuis longtemps à l'honneur. Dans les administrations de type vertical, elle revêt une forme spéciale, appelée *clientela*, qui témoigne de la vitalité des traditions corporatistes dans ce pays. Aux États-Unis comme au Canada, de nombreux comités consultatifs existent au niveau administratif mais on ne se préoccupe guère de leur statut juridique qui reste souvent imprécis. Les spécialistes tendent à voir dans ces comités des corps étrangers aux institutions régulières, croient y déceler des tendances corporatistes et dénoncent les accès privilégiés auprès des centres de décision qu'ils procurent à certains groupes. Les commissions autorégulatrices américaines qui groupent des fonctionnaires responsables de larges secteurs administratifs, tel que le commerce inter-étatique, et les délégués des groupes directement impliqués, font l'objet de critiques particulièrement sévères. Au Québec, l'administration consultative a pris

un essor considérable depuis 1960 mais on ne s'est guère interrogé sur le statut politique qu'il convient de lui octroyer ¹²⁶.

2. Composantes internes du système politique et consultation

[Retour à la table des matières](#)

L'imprécision des cadres juridiques de la politique consultative dans la plupart des pays explique le caractère improvisé, sinon désordonné, de leur développement. Particulièrement intrigante est l'absence de toute analyse poussée des formes différentes qu'elle revêt selon qu'elle s'exerce auprès du Parlement, de l'administration ou du gouvernement, de même que des effets divers qu'elle engendre chez chacune de ces composantes internes du système politique. Sans doute estime-t-on que les conseils consultatifs ne constituent que des rouages auxiliaires du système politique et que, pour autant, ils ne sauraient influencer en profondeur sur les composantes majeures du système. Et pourtant, députés, fonctionnaires, ministres

¹²⁶ Gunnar HECKSCHER, « Interest Groups in Sweden : Their Political Role », dans Henry W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1964, 154-172 ; POLITICAL AND ECONOMIC PLANNING, « Advisory Committees in British Government », vol. 26, January 1960, 1-140 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961 ; S. E. FINER, *Anonymous Empire*, Pall Mall Press, London, 1966 ; Yves WEBER, op. cit. ; Roy PIERCE, *French Politics and Political institutions*, Harper and Row, New York, 1968 ; J. E. S. HAYWARD, *Private Interests and Public Policy. The Experience of the French Economic and Social Council*, Longmans, London, 1966, Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton University Press, 1964 ; Marvin H. BERNSTEIN, *Regulating Business by Independent Commissions*, Princeton University Press, 1955 ; Thomas E. CRONIN et Stanford D. GREENBERG, *The Presidential Advisory System*, Harper and Row, New York, 1969 ; THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION, « Advisory Committees in Administration », Ninth Annual Conference of the Canadian Institute of Public Administration, 1957 ; « To Commission or not to Commission », Canadian Public Administration (numéro spécial sur l'administration consultative au Canada), vol. 5, n° 3, 1962, 253-367 ; Jean LALIBERTÉ, *la Participation des étudiants aux comités gouvernementaux*, thèse de maîtrise, Université Laval, 1968 ; Micheline DE SÈVE, *les Comités de planification au ministère de l'Éducation*, thèse de maîtrise, Université Laval, 1969.

l'éprouvent tous les jours, le recours croissant à la consultation affecte sensiblement la dynamique des composantes politiques, tant en elles-mêmes que dans les relations qui se nouent entre elles.

a) Consultation et Assemblées législatives. - Dans un passage célèbre, Saint-Simon déclare sans ambages que la perte subite de ses cinquante premiers savants, ingénieurs et techniciens « ferait de la nation un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait, tandis que la perte des 30,000 individus réputés parmi les plus importants dans l'État... ne causerait du chagrin que sous le rapport sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'État ». Aujourd'hui peu d'observateurs proclameraient de façon aussi péremptoire l'inutilité de l'ensemble des agents politiques. Toutefois, assez nombreux restent ceux qui soutiendraient que le jugement sévère de Saint-Simon vaut toujours pour les législateurs.

Certains sont enclins à juger les Assemblées législatives par référence à un âge d'or parlementaire mythique. Certes, les députés sont les porte-parole du peuple souverain qui les délègue pour agir en son nom. De cette vocation sublime découlent certains traits qui sont censés établir la grandeur des Parlements : une permanence relative (les élections législatives ayant lieu tous les trois, quatre ou cinq ans) au sein du flux rapide des événements ; une multiplicité des vues, reflet des différences socio-économiques parmi la population et des diversités d'ordre régional ; une ampleur des jugements, enfin, résultat de l'éminence de l'angle de vision ¹²⁷.

Par ailleurs, l'influence et le prestige des Parlements varient énormément d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'il n'existe pas de commune mesure entre le Congrès des États-Unis et l'Assemblée nationale française : le premier, en dépit de l'accroissement des prérogatives de l'administration et du Président, conserve des compétences exclusives ou partagées considérables et utilise avec sagacité le procédé des commissions parlementaires ; la seconde, par contre, paraît avoir atteint le creux d'une longue période de déclin.

De plus en plus nombreux sont les analystes qui s'attaquent, par delà les formes, à la substance de la fonction législative. Déjà en 1942, Leonard D. White

¹²⁷ Raymond BOISDÉ, *Technocratie et Démocratie*, Plon, Paris, 1964, 133.

prévoyait le déclin des Assemblées : « Les organes représentatifs demeureront le siège officiel du pouvoir ; mais la détermination des modalités pratiques du pouvoir, la définition des conditions par lesquelles le pouvoir s'exerce et la détermination des finalités du pouvoir continueront sans doute à passer des organes représentatifs électifs à des corps que caractérise la possession de connaissances spécialisées plutôt que leur aptitude sur le plan de la représentation ¹²⁸. »

Pour Stein Rokkan, qui écrit vingt-quatre ans plus tard, le déclin des Parlements n'est plus affaire de conjoncture mais de diagnostic :

Ce sont les votes qui comptent dans le choix des gouvernants mais ce sont d'autres ressources qui décident de l'orientation politique des autorités... Ce sont rarement les partis ou le Parlement qui prennent les décisions importantes en matière de politique économique : le centre stratégique se trouve à la table des négociations où les représentants du gouvernement rencontrent les dirigeants des unions ouvrières, les représentants des fermiers, des petits propriétaires et des pêcheurs de même que les délégués de l'association des employeurs. Ces négociations annuelles ont plus de portée pour les simples citoyens que les élections. Dans un processus d'interactions intensives, les notions parlementaires d'un membre, un vote et de règle de majorité ont peu de sens. Ce n'est pas en comptant les personnes qu'on prend les décisions, mais par suite de considérations complexes concernant les avantages à courte et à longue échéance que comportent les compromis possibles... Les ministres sont au faîte de la hiérarchie élective mais ils ne représentent qu'une des quatre parties présentes à la table des négociations ¹²⁹.

Rivero va plus loin puisqu'il dénonce ce qui lui paraît comme une contradiction entre la théorie et les faits : II Il y a contradiction entre le concept classique de la loi et la signification politique et économique profonde de la planification

¹²⁸ Leonard D. WHITE, « The Public Service of the Future », dans *The Future of Government in the United States : Essays in the Honor of Charles E. Merriam*, Harper, New York, 1942, 202 ; cité dans Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 605 ; Thomas E. CRONIN et Stanford D. GREENBERG, op. cit.

¹²⁹ Stein ROKKAN, « Numerical Democracy and Corporate Pluralism », dans Robert A. DAHL, *Political Oppositions in Western Democracies*, Yale University Press, New Haven, 1966, 106-107.

qui est de faire des plans et des superlois ¹³⁰. » Commentant cette déclaration, Marcel Merle écrit : « Les Parlements ne sont plus qualifiés pour agir et leurs pouvoirs disparaissent un à un sous la pression des exigences gouvernementales... Les Assemblées continuent, comme par le passé, d'occuper le devant de la scène politique. En fait, le pouvoir de décision leur échappe à partir du moment où elles se heurtent aux lois inexorables de la technique ¹³¹. »

La liste des jugements critiques formulés à l'endroit des Assemblées pourrait s'allonger indéfiniment. Tous se ramènent aux points fondamentaux suivants :

¹³⁰ J. RIVERO, « Le plan Monet et le droit », *Droit social*, mars 1950 ; cité par Marcel MERLE, « L'influence de la technique sur les institutions politiques », dans *Politique et technique*, Centre de sciences politiques de l'institut d'études juridiques de Nice, III, Presses universitaires de France, Paris, 1950.

¹³¹ Marcel MERLE, *op. cit.*, 59 ; dans le même sens, citons Maurice CROI-ZAT qui, après avoir dit que la planification marque un dessaisissement de l'homme politique, écrit : « Dans le cas français, la date de l'examen parlementaire confirme le rôle secondaire du Parlement dans le processus de décision. Le premier plan ne fut jamais soumis au Parlement. Le deuxième plan est entré en application le 1er janvier 1954, le vote du Parlement n'est intervenu que le 27 mars 1956, soit deux ans après. Un progrès a été enregistré pour le quatrième plan puisque le retard n'a été que de 8 mois. Dans ces conditions, quelle est l'utilité d'une intervention parlementaire portant sur un plan dont l'exécution est commencée ? Il s'agit plus d'un hommage - pour le moins humoristique - rendu aux représentants de la nation que de la manifestation d'une volonté politique. » Dans « Les incidences de la planification sur les structures », *l'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966, 31, note 40. Aussi P. CORBEL, *le Parlement et le Plan*, Cahiers de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Cujas, Paris, 1969 ; Léo HAMON, « Le Plan et sa signification politique » dans Jean-Daniel REYNAUD, directeur de la publication, *Tendances et Volontés de la société française*, Futuribles, S.E.D.E.I.S., Paris, 1966, 197-229 ; Charles ROIG, « Planificateurs et planification », *l'Actualité économique*, vol. 43, n° 3 et n° 4, 1967 ; vol. 44, n° 1, 1968 ; CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, la Planification comme processus de décision, Librairie Armand Colin, Paris, 1965 ; Lucien NIZARD, « Réflexions sur les raisons réelles de l'inaptitude des parlementaires à influencer effectivement le processus de planification », Colloque de l'Association française de science politique, consacré à l'évolution des institutions parlementaires, 6-7 novembre 1970 (ronéo).

1. Les parlementaires ne sont pas également représentatifs de toutes les catégories socio-économiques. Les catégories inférieures sont virtuellement absentes de l'Assemblée.
2. Les parlementaires, contrairement à l'opinion reçue, sont loin de la réalité quotidienne dans laquelle vivent les citoyens parce que leurs réseaux d'informations sont périmés et que leurs rôles les maintiennent à la périphérie du processus politique.
3. Encore à l'encontre d'une fiction consacrée, les parlementaires sont inaptes à définir le contenu de l'intérêt public général parce que leur jugement ne se fonde pas sur une information sérieuse ni sur des motifs désintéressés.
4. La procédure est source d'un ralentissement des travaux parlementaires d'autant plus incongru que la poussée des demandes sur le système politique se fait toujours plus pressante.
5. La loi, qui est la forme propre de « solution » parlementaire, est d'un caractère très général, très rigide et très stabilisateur ; parce qu'elle s'adapte mal aux variations parmi les secteurs et les régions, des techniques d'application et de réglementation qui échappent au contrôle parlementaire doivent compenser son manque d'opérationnalité.
6. L'exclusion plus ou moins totale des Parlements du processus de planification rend flagrante leur inadaptation ; la planification constitue pourtant aujourd'hui dans plusieurs pays un facteur essentiel de la dynamique sociale et de la dynamique politique : les instruments de la planification ne se substitueront pas nécessairement aux Assemblées législatives mais ils les éclipsent en influence réelle, comme c'est déjà le cas en France.
7. Les Parlements ont prouvé leur incompétence dans le domaine des questions économiques. Dans nombre de pays, les hommes d'affaires s'abstiennent de se porter candidats aux élections et dédaignent les débats parlementaires : à l'instar de la plupart des autres groupes économiques, ils misent sur d'autres centres de décisions politiques jugés par eux plus rentables.
8. Les Parlements ont été traditionnellement considérés comme le principal canal institutionnel d'expression d'une opposition légale ; mais l'ampleur

des divergences émanant d'un pluralisme social plus accentué rend ce procédé de moins en moins efficace et oblige à l'invention de nouvelles techniques permettant des échanges de vue propices à la négociation et axés sur les problèmes réels de la population.

Ces déficiences des Assemblées législatives deviennent manifestes quand on les considère à la lumière des possibilités qu'ouvre la politique consultative. Ce sont sans doute les Assemblées qui subissent le moins les effets directs de la consultation puisque, dans la plupart des pays, elles n'y recourent guère. Par contre, elles en ressentent fortement les à-coups du fait que les autres composantes du système politique, notamment l'administration, s'y adonnent de façon intensive.

Les conseils consultatifs qui se forment à l'extérieur des Assemblées ont, sur ces dernières, d'incontestables avantages. Ils tendent même à supplanter les Assemblées sous des aspects longtemps considérés comme des éléments de force de celles-ci. Ainsi en est-il, par exemple, de la question de la représentation ¹³². Même en l'absence d'un droit officiel de représentation reconnu aux personnes qui siègent sur un conseil consultatif, leur représentativité y est souvent bien plus grande que chez les parlementaires. De nombreux conseils consultatifs, parmi les plus importants, sont composés de façon à permettre la présence de porte-parole de toutes les catégories sociales, économiques et régionales intéressées. La vocation de représentativité des conseils consultatifs est évidente. Pour l'instant, ce sont les secteurs d'intérêt dont le poids électoral direct est léger qui témoignent le plus d'enthousiasme pour la politique consultative et qui, probablement, en retirent le plus d'avantages ; mentionnons le monde de la culture, celui de l'éducation et celui des affaires. L'attitude des groupements syndicaux envers la politique consultative varie selon les pays : très favorable en Suède et en Grande-Bretagne, elle est plutôt négative en France. On doit prévoir que même ces réticences de la part de certains groupes s'estomperont à mesure que l'opinion et la loi garantiront

¹³² Sur l'ensemble de la question de la représentation à propos des partis, des Assemblées, des groupes d'intérêt et des conseils consultatifs, voir notre tome premier.

le droit strict de représentation pour tous les intérêts, forts ou faibles, impliqués dans un processus de consultation.

Plusieurs préconisent une double structure de représentation qui se concrétiserait par la création, à côté du Parlement (dont les membres seraient, comme à présent, élus selon des découpages du territoire en circonscriptions électorales et à qui incomberait la définition des « grandes finalités politiques »), d'une Chambre sociale et économique, constituée de représentants des divers secteurs et régions socio-économiques et qui se verrait confier le problème des « moyens » et plus particulièrement les questions de croissance et de planification. En France, il y a eu, depuis toujours, de nombreux partisans de cette solution et de Gaulle, par la réforme du Sénat qu'il a préconisée dès son avènement au pouvoir en 1958 et qu'il n'a pas réussi à faire approuver par une majorité des électeurs français lors du référendum de 1969, a ajouté son nom à une longue et respectable liste de théoriciens et de praticiens en ce domaine ¹³³. En Suède et autres pays scandinaves, les intérêts sociaux et économiques sont déjà intégrés directement au processus politique par leur présence aux délibérations qui se tiennent au niveau même du gouvernement. Dans ces pays, le centre d'où émane la décision finale est parfois entièrement constitué de délégués d'associations.

Ces tendances se heurtent cependant aux objections de ceux qui disent y déceler des tendances corporatistes. Ce risque est réel, d'autant plus que la politique consultative se rattache historiquement à des régimes autoritaires de type napoléonien ou fasciste. Mais l'identification trop rapide de la politique consultative au corporatisme peut conduire à la méconnaissance de sa vocation propre. Rappelons la remarque de Marx, qui s'applique à bien des situations analogues, à propos de la Commune de Paris dans la Guerre civile en France : « C'est généralement le destin des nouvelles créations historiques d'être considérées à tort comme la contrefaçon de formes de vie sociale anciennes et souvent disparues avec lesquelles elles peuvent cependant avoir quelques similitudes ¹³⁴. »

¹³³ J. E. S. HAYWARD, op. cit., 1ss ; René RÉMOND et coll., *la Démocratie à refaire*, Colloque « France-Forum » de Saint-Germain-en-Laye, les Éditions ouvrières, Paris, 1963, 105ss.

¹³⁴ Karl MARX, *la Guerre civile en France*, Paris, 1953, 44. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

Si la création d'une « seconde Chambre » est improbable dans les conditions qui existent aujourd'hui dans la plupart des pays, il paraît par contre acquis que le développement de mécanismes consultatifs comme les Conseils économiques et sociaux, les Conseils supérieurs rattachés aux ministres et les Conseils ministériels, ira s'intensifiant. La facilité relative avec laquelle les autorités politiques et les groupes d'intérêt peuvent s'y faire représenter incite toutes les parties à y recourir.

Par ailleurs, les conseils consultatifs échappent jusqu'à un certain point au grave reproche fait aux Parlements d'être loin du peuple. Les premiers ont même la mission de compenser l'éloignement des seconds. Ils constituent le pont indispensable que doivent emprunter les gouvernants pour connaître les demandes des individus et des groupes et pour faire connaître les possibilités politiques.

Sans doute, des problèmes spécifiques de « distance » physique et psychologique se posent au sein des groupes d'intérêt, entre les membres délégués aux conseils consultatifs et les autres membres. Ces problèmes se présentent surtout dans le cas des grands conseils qui se voient confier des prérogatives de décision virtuellement finales. Nonobstant le mode de leur désignation, les délégués des groupes jouissent généralement, pour plusieurs raisons, d'une grande autonomie personnelle et faibles sont les contrôles qui s'exercent sur eux. Par suite de cette confiance implicite envers les délégués, se crée entre ceux-ci et les autres membres de l'organisation une « distance » qui, à la limite, peut fermer le circuit entre le social et le politique que la politique consultative a pour fonction d'ouvrir. Des groupes ont contrarié le développement de conditions aussi fâcheuses par la création d'un circuit de communication qui permet aux membres délégués de rendre périodiquement compte de leur mandat.

Autre avantage des conseils consultatifs sur les Assemblées : par contraste avec la lenteur proverbiale de celles-ci, ceux-là, s'ils sont constitués en temps utile, sont éminemment propres à permettre des solutions rapides aux problèmes concrets, au fur et à mesure qu'ils se présentent. Les solutions qu'ils préconisent, généralement fruits d'un compromis entre les intérêts en présence, sont d'une plus grande souplesse que les lois votées par les Assemblées : elles sont facilement adaptables aux particularismes des secteurs et des régions.

C'est surtout à partir du moment où sont mis en oeuvre des instruments de planification que les conseils consultatifs imposent leur supériorité sur les Assemblées législatives. En effet, tandis que de nombreux et importants mécanismes consultatifs sont greffés sur les rouages planificateurs, c'est à peine si on y retrace la présence active des Assemblées. Une étude de l'expérience de planification en divers pays conduit Andrew Shonfield à conclure à l'impuissance des Parlements en ce domaine :

Un plan est un instrument souple de politique économique, s'adaptant constamment à des circonstances changeantes et subissant parfois des changements majeurs de façon à permettre la poursuite d'objectifs devenus dans l'entre-temps prioritaires. Le parlement occidental traditionnel, corps non-expert et par instinct non-interventionniste sauf en cas d'abus manifestes ou de besoin de législation, est particulièrement mal équipé pour diriger l'intervention systématique que la planification implique. Cette condition sert de justification de l'accord tacite parmi les planificateurs qu'en général il est préférable d'ignorer les processus parlementaires ¹³⁵.

C'est sans conteste le rapport de la politique consultative avec l'intérêt public général qui soulève le plus d'interrogations. L'absence de critères précis de l'intérêt public général complique la question. Au sein des conseils consultatifs, des agents sociaux et des agents politiques se réunissent dans le but de confronter leurs vues et de s'influencer les uns les autres. Il serait excessif d'imaginer que le poids penche toujours d'un seul côté. Entre les parties, il y a échanges d'informations, confrontation des points de vue et négociations.

Qu'en résulte-t-il en définitive ? L'intérêt d'une simple faction, aussi importante puisse-t-elle être ou, plutôt, un accord qui coïncide avec le bien de l'ensemble de la société ? Cette interrogation ne comporte pas de réponses catégoriques. Il est cependant permis de croire qu'en provoquant le choc des idées la consultation en favorise un rapprochement dans le sens de l'intérêt public général. Le travail en commun modifie en effet les perceptions des agents politiques et des agents sociaux. Il ajoute aux informations techniques et à l'expérience « humaine » des premiers et il permet aux seconds de transcender les points de vue restreints qui

¹³⁵ Andrew SHONFIELD, *Modern Capitalism. The Changing Balance of Public and Private Power*, Oxford University Press, New York, 1965, 230.

les motivaient au départ. Progressivement, s'impose dans leur esprit la légitimité des objectifs d'autres catégories sociales de même que des points de vue plus généraux des agents politiques. Il se crée de la sorte chez tous une disposition favorable à la recherche de solutions globales. Dès lors, la consultation permet un consensus certainement propice de soi à l'émergence d'un intérêt commun aux membres du conseil consultatif et dans nombre de cas à la clarification de la nature de l'intérêt public général.

Toutefois, par suite de l'importance qu'acquièrent certains conseils consultatifs, il y a risque de création de centres de décision virtuellement autonomes par rapport aux organisations générales qui disposent de la prérogative officielle de décision. Il s'ensuivrait la pulvérisation de l'intérêt public général.

Deux voies de solutions s'offrent pour dissiper ce danger. D'une part, on peut imaginer un mécanisme général de coordination de tous les conseils consultatifs qui établirait l'ordre des priorités, assignerait les tâches et examinerait les résultats. À la limite, on revient à la proposition d'une deuxième Chambre, proposition que nous avons déjà examinée et dont nous avons vu les faiblesses. D'autre part, on peut greffer fermement tous les conseils consultatifs sur des rouages politiques à vocation générale. De la sorte, le prestige résultant des succès de la politique consultative rejaillira sur ceux-ci tandis que ceux-là seront empêchés de se réfugier dans un déplorable isolement.

La greffe des conseils consultatifs sur les organisations politiques à vocation générale représente certainement une des conditions de la mise en convergence de la consultation vers l'intérêt public général. Mais nous ne faisons alors que reporter le problème de l'intérêt public général à un autre niveau. Or, les facteurs d'inaptitude que nous avons relevés chez les Parlements agissent aussi, sous des formes diverses, au sein de l'administration et du gouvernement lui-même. Toutefois, malgré toutes leurs déficiences, la supériorité des organisations politiques à vocation générale est sous cet aspect assez évidente : elles sont plus directement soumises au contrôle direct des citoyens que ne le sont les conseils consultatifs.

Le conseil consultatif constitue un lieu de rencontre privilégié entre agents sociaux et agents politiques. Les premiers ont la possibilité d'y exposer directement leurs demandes et leurs soutiens politiques et les seconds d'y faire connaître les possibilités du système politique. Il se crée généralement entre les catégories

d'agents un climat favorable aux échanges et à la conciliation des divergences de vues. Les échanges permettent notamment l'expression des soutiens et des oppositions aux programmes du gouvernement. L'exercice de la fonction d'opposition au sein des conseils consultatifs est d'une importance particulière. À prime abord, il paraît contredire la vocation normale de la consultation qui est de favoriser l'harmonisation des points de vue entre les parties. Or, il arrive que le processus consultatif, du moins dans un premier temps, fasse émerger des antagonismes d'une ampleur telle qu'il semble virtuellement impossible de les résorber. Imputer la responsabilité de ces antagonismes au processus consultatif lui-même constitue une faute fréquente. En réalité, de tels antagonismes sont bien plus souvent imputables à de graves contradictions au sein de la société qu'à des erreurs d'aiguillage dans le déroulement de la consultation. De même que les affrontements qu'a entraînés l'implantation du syndicalisme dans les relations de travail ont permis l'amélioration du statut personnel et collectif des travailleurs, de même les heurts qui se produisent au sein des conseils consultatifs peuvent être le coût qu'il faut accepter de payer pour procurer des gains considérables à de larges secteurs de la population et même à la société entière.

Le fait que, des oppositions s'expriment au sein des conseils consultatifs devrait susciter à leur endroit des jugements approbateurs plutôt que des condamnations. En effet, il est difficile d'exagérer l'importance de la présence active d'une opposition vigoureuse pour la bonne santé des sociétés au sein des démocraties de type libéral. Or les Assemblées, auxquelles incombe depuis si longtemps la responsabilité de faire s'exprimer la « loyale » opposition au gouvernement, paraissent faillir à la tâche et deviennent de moins en moins aptes à véhiculer les sentiments des « forces vives ». Il se peut dès lors que les conseils consultatifs soient en quelque sorte appelés à prendre la relève des Assemblées ou tout au moins à les seconder. Toutefois, si l'on voit assez bien comment les conseils consultatifs font émerger et véhiculer les antagonismes sociaux, les modes selon lesquels ce procédé pourrait officialiser les oppositions restent à préciser.

Devant l'évidence de tant de déficiences anciennes et nouvelles et face aux réalisations ou aux promesses de la politique consultative, quelles sont les réactions des Assemblées législatives ? Se retranchent-elles derrière leurs droits acquis et se contentent-elles de dénoncer comme un crime de lèse-majesté toute tentative d'empiétement sur leurs prérogatives traditionnelles ou, au contraire, s'efforcent-

elles de comprendre les conditions des temps nouveaux et de s'imprégner de l'esprit de réforme ? Les orientations varient grandement selon les pays. Assez réceptives aux idées de changement dans certains cas, les Assemblées restent jalousement sur leurs positions dans d'autres cas. Pour l'ensemble, toutefois, elles donnent l'impression de mener un combat d'arrière-garde.

C'est ainsi que les Assemblées s'efforcent de contrarier la tendance croissante des gouvernements à agir par voie de réglementation, décrets, arrêtés ministériels et à se faire « déléguer », par la préparation de lois-cadres ou autrement, une part de plus en plus substantielle de la compétence législative. Ces efforts se retournent contre elles. Ils provoquent de vigoureuses contre-attaques de la part des membres des commissions gouvernementales qui se disent autorisés, comme c'est d'ailleurs souvent le cas, non pas à présenter de simples avis, mais à définir la politique dans le champ de leurs prérogatives. Plus récemment, on a tenté de distinguer entre le cadre général ou les « principes de base » des programmes dont les Parlements auraient la charge et les « détails » de leur préparation et de leur mise en exécution, qui seraient confiés aux administrations et aux conseils consultatifs. Pareille distinction, pour attrayante qu'elle soit à première vue, se révèle sans valeur pratique. Comme l'a bien montré un parlementaire d'expérience, Pierre Pflimlin, à propos du Plan en France, ce sont ceux qui établissent la programmation initiale qui, en réalité, se trouvent à décider des principes :

Tous ceux qui ont collaboré au Plan n'ont pris aucune décision au sens juridique du mot... C'est le Parlement qui, en définitive, décidera... Mais en quoi consistera précisément le rôle du Parlement ? Il sera appelé à voter un article unique portant approbation générale du Plan... On arrive ainsi à découvrir ce paradoxe que juridiquement le Parlement a dans ce domaine la plénitude des pouvoirs, mais que, dans la réalité, les parlementaires ne sont que des figurants qui, placés devant une oeuvre monumentale élaborée en dehors d'eux, sont appelés à accomplir un geste rituel sans portée pratique. Cela montre jusqu'à quel point certains scrupules sont périmés ¹³⁶.

¹³⁶ Pierre PFLIMLIN, dans René RÉMOND et Coll., op. cit., 216-217. Aussi Maurice LAMONTAGNE, « The Influence of the Politician », *Canadian Public Administration*, vol. 11, n° 3, 1968, 263-271.

En se livrant à de simples tentatives de freinage du cours des choses, les Assemblées se créent de nouveaux adversaires et ne font que retarder le moment où il leur faudra lâcher prise. Il leur serait plus profitable d'acquérir une vision progressiste de l'évolution socio-politique et de s'engager d'elles-mêmes sur des voies nouvelles. Plutôt que de s'acharner à dénoncer les empiètements dont elles se disent victimes, elles devraient viser à remplir leur fonction législative de façon plus adéquate. C'est ainsi que dans nombre de pays on ne parvient pas à réformer les procédures et les méthodes de travail parlementaires. Dans la plupart des cas, les députés sont sous-employés et mal utilisés. En Chambre, selon qu'ils sont du parti du gouvernement ou de celui de l'opposition, ils se comportent comme des machines à voter les lois ou ils se livrent à des tactiques d'obstruction. Dans un cas comme dans l'autre, ils se plient à la règle du parti. En dehors de la Chambre, le développement de la sécurité sociale a pratiquement mis fin au « patronage administratif » qui fut pendant longtemps la source de leur pouvoir auprès de leurs électeurs. Par ailleurs, la révolution des méthodes et des styles politiques qu'a suscitée l'avènement des télémedia ne les a guère touchés. Aussi risquent-ils de se voir confinés à des rôles subalternes, sinon de figuration, dans le grand jeu de la politique.

Un redressement de la situation s'impose, mais selon quelles formules ? Seules des investigations poussées dans des directions jusqu'ici peu abordées procureront des réponses adéquates à cette interrogation. Toute réforme valable du Parlement, nous semble-t-il, doit déborder la simple fonction législative qu'il assume, du moins sur le plan juridique, et être étendue à toutes les tâches politiques dont il pourrait s'acquitter avec bonheur s'il s'y adonnait de façon méthodique et appliquée. Pour l'ensemble, les Assemblées ont jusqu'ici boudé la politique consultative. Elles doivent dorénavant se convaincre que les promesses de cette dernière valent pour elles tout autant que pour les autres composantes du système politique. Un recours judicieux au procédé consultatif par les députés, tant à l'Assemblée qu'au dehors de l'Assemblée, serait propre à faire émerger les nouveaux rôles qu'ils cherchent et que, dans certains cas, ils ont même commencé à assumer. L'examen des réformes possibles doit se poursuivre dans plusieurs directions à la fois.

La décentralisation politique et la déconcentration administrative, déjà assez avancées dans certains pays et qui s'amorcent sérieusement ailleurs, mènent à la

création d'instances régionales qui, par leur regroupement, leur hiérarchisation et leur articulation à des centres de décisions appropriés au niveau national, se muent en quasi-gouvernements régionaux. Or, partis et députés dans la plupart des pays sont exclus des délibérations de ces centres de pouvoir intermédiaires. On invoque la sauvegarde de la « division des pouvoirs », c'est-à-dire l'obligation de tenir distinctes administration et législation. En réalité, on se méfie des députés et de l'esprit de favoritisme qui a si longtemps inspiré et inspire encore aujourd'hui assez souvent leur action au sein des circonscriptions électorales. De leur côté, très souvent les députés adoptent une attitude négative par rapport à ces instances et même, parfois, s'efforcent de contrarier leur consolidation. Il se crée ainsi entre partis et députés, d'une part, et réseaux de pouvoirs régionaux, d'autre part, une incompréhension qui risque d'être fatale aux parties concernées et qui, par ricochet, engendre un sérieux malaise au sein du système politique tout entier. Il faut trouver le moyen d'intégrer les députés au sein des instances consultatives régionales. Ils devraient d'ailleurs, en tant qu'élus de la population, être appelés à y siéger sans restriction aucune et bénéficier pleinement des prérogatives conférées aux autres membres. Pour qu'il en soit ainsi, cependant, de vieilles habitudes devront être mises au rancart, les mentalités et les comportements devront, de part et d'autre, être modifiés.

Les parlementaires doivent en outre être invités à rejeter l'ombre pour la proie : plutôt que de se réfugier dans l'illusoire sécurité de leurs prérogatives parlementaires et de se refuser à tout compromis ou toute initiative, ils doivent se plier à de nouvelles règles de jeu. C'est ainsi, comme c'est déjà le cas notamment en Suède et en Grande-Bretagne, qu'ils feront partie en tant que membres réguliers de nombre de conseils consultatifs au sein de l'administration et du gouvernement. Le plein exercice de ce rôle comportera bien sûr pour les députés de nouveaux apprentissages et pour les fonctionnaires et les délégués de groupes la franche acceptation d'une catégorie supplémentaire de partenaires.

Finalement, il est une autre voie de réformes qu'il incombe aux Assemblées législatives elles-mêmes de tracer : convertir les commissions parlementaires en véritables commissions consultatives qui laisseraient intactes les prérogatives essentielles des Assemblées. Les commissions de la Chambre des représentants et du Sénat aux États-Unis ne sont pas à strictement parler consultatives bien que des fonctionnaires et des spécialistes soient appelés à s'y présenter comme té-

moins ou conseillers. Pour être pleinement consultatives, il faudrait que ces commissions ne se limitent pas à mener des enquêtes, comme c'est fréquemment le cas aujourd'hui, mais qu'elles poursuivent des études en vue de programmes généraux, ce qu'elles font peu souvent ; il faudrait, en outre, que fonctionnaires, spécialistes ou praticiens siègent sur les commissions parlementaires, non seulement comme témoins de passage, mais, dans certains cas et sous certaines conditions, à titre de conseillers pour la durée des délibérations. Cette pratique aurait pour résultat de « dépolitiser » les débats, de créer un milieu propice à l'expression des intérêts en jeu, aux échanges d'informations et aux négociations, bref d'accroître sensiblement la qualité du travail qui s'effectue dans les Assemblées. L'instauration du procédé consultatif au sein des Assemblées suppose cependant la mise en place d'un dispositif complexe que bien peu d'entre elles possèdent à l'heure actuelle : réduction du temps de travail en séances régulières et en comité plénier, existence de bibliothèques et de services de documentation et de recherches, respect des méthodes de travail en comité, droit pour le président d'une commission de convoquer toutes les personnes, qu'elles soient agents politiques ou agents sociaux, susceptibles d'aider au bon déroulement des délibérations, assurance morale que l'Assemblée recevra favorablement les conclusions de la Commission et les fera rapidement siennes, et ainsi de suite. Point essentiel : il s'impose que les commissions parlementaires jouissent d'une certaine marge d'initiative par rapport au gouvernement. Dans certains pays, cette marge a été réduite au cours de ces dernières décennies. C'est ainsi qu'en France la réduction du nombre de commissions parlementaires permanentes de dix-neuf à six alloue à chacune d'elles un champ trop large pour leur permettre d'être compétentes. En outre, les commissions ont perdu le droit de substituer, lors des discussions en séance plénière, leur propre texte au projet législatif du gouvernement. De fait ; rares sont les Assemblées qui réunissent les conditions requises pour s'engager dans la consultation législative sur une haute échelle. À vrai dire, il n'y a qu'aux États-Unis que les chances de réformes majeures soient bonnes dans l'immédiat. Ailleurs, on devra préalablement effectuer d'importantes réformes au parlementarisme avant de s'engager résolument dans la voie de la politique consultative.

Ces nouveaux rôles permettront aux législateurs de tirer profit des possibilités de la politique consultative. Leur plein exercice va cependant requérir une vaste réforme s'étendant à l'ensemble du système politique. Il faudra se résoudre à

bousculer de vénérables mais archaïques orthodoxies parlementaires et administratives qui paralysent l'esprit de réforme. Les gains escomptés sont appréciables : le recours lucide au procédé consultatif rapprochera les élus des forces vives et fera poindre une pousse de démocratie directe sur l'arbre centenaire de la démocratie représentative. Ainsi se confirmera l'ancienne vocation des Assemblées législatives d'être porte-parole et garantes de l'intérêt public général.

b) Consultation et administration. - L'examen un peu rigoureux des systèmes politiques a détruit le mythe de la « séparation des pouvoirs » qui fut longtemps, en particulier aux États-Unis, un dogme de foi ¹³⁷. Mais on commence tout juste à dissiper une autre illusion entretenue depuis l'avènement des fonctions publiques modernes : celle d'une séparation radicale entre administration et politique alors qu'en pratique les deux sont intimement soudées l'une à l'autre. Et les pressions qui s'exercent aujourd'hui sur les systèmes politiques vont toutes dans le même sens : elles accroissent l'intégration de l'appareil administratif à l'organisation gouvernementale. Croire que l'administration est un simple « instrument » du gouvernement représente une troisième illusion, plus répandue encore que les deux précédentes. En réalité, l'administration est plutôt le maître à penser du gouvernement et elle le devient chaque jour davantage. Loin de se borner à aider à l'application des lois, elle prépare les programmes qui servent d'inspiration aux ministres et députés. De fait, la défense de leurs programmes consume une part importante de l'énergie des fonctionnaires.

Nombreuses et sévères sont les critiques à l'endroit des administrations. On dénonce leur lenteur, leur lourdeur et la résistance qu'elles opposent au change-

¹³⁷ Parmi les services administratifs, on distingue ceux qui remplissent des tâches strictement administratives, comme les directions générales de ministères, ceux qui exercent des fonctions quasi législatives, telles certaines grandes régies ou agences et ceux, enfin, qui ont une compétence quasi juridictionnelle, comme les commissions régulatrices. Ces trois types différents d'administrations sont bien caractérisés aux États-Unis mais on les retrouve à des degrés divers dans tous les pays. Pour les États-Unis, voir Marven H. BERNSTEIN, *Regulating Business by Independent Commissions*, Princeton University Press, 1955 ; William L. CAREY, *Politics and the Regulatory Agencies*, McGraw-Hill, New York, 1967 ; Thomas E. CRONIN et Stanford D. GREENBERG, op. cit.

ment. Ces critiques sont très souvent fondées. Que de projets de réformes politiques ont échoué ou ont été détournés de leurs fins premières pour s'être heurtés à l'incompréhension, à la mauvaise volonté ou au refus camouflé de fonctionnaires dont la collaboration sincère était pourtant obligatoirement requise pour le succès de l'entreprise. Se servant de leurs prérogatives comme de boucliers protecteurs et convertissant leur position en retranchements stratégiques, les fonctionnaires répugnent d'instinct à tout changement qui leur paraît comporter un risque pour leur sécurité ou leur carrière. S'ajoutent à ces motivations la bonne conscience et la morgue que procurent la garde et la connaissance des dossiers, la responsabilité d'interpréter et d'appliquer les lois et les règlements de même que, dans certains cas, la possession de certaines informations ou connaissances spéciales.

Et pourtant, malgré tout le bien-fondé de ces critiques, de toutes les composantes du système politique, ce sont fréquemment les administrations qui acceptent le mieux certaines formes de changement et qui en tirent le plus grand profit. Non seulement les administrations absorbent-elles avec facilité le choc de la révolution technique, mais encore elles sont, dans certains de leurs segments, un moteur de cette révolution. Tandis que les parlements se complaisent dans leur splendide isolement et voient chaque jour s'accroître leur inutilité fonctionnelle, que les rouages gouvernementaux eux-mêmes, malgré la bonne volonté parfois émouvante des hommes, s'alourdissent toujours davantage sous l'effet des conventions vétustes qui les commandent, les administrations, au contraire, depuis un siècle, du moins dans leurs services créés précisément pour corriger la tendance proverbiale des vieux rouages à l'enlisement dans la routine, se sont admirablement pliées aux exigences du rendement et de la rationalité. Elles ont recueilli les meilleurs fruits du développement technologique tant sur le plan de l'organisation interne que sur celui des relations humaines. Elles détiennent virtuellement le monopole des ressources spécialisées dont dispose un système politique à un moment donné.

C'est à cette souplesse de certains de leurs services de pointe que les administrations doivent les transformations de leur organisation interne au cours des quatre dernières décennies. Et c'est surtout grâce à cette souplesse unique d'un segment de leur appareil administratif que les systèmes politiques ont jusqu'ici réussi à atténuer les tensions et à résorber les crises qui accompagnent l'accroissement constant des interactions de la dynamique sociale et de la dynamique politique.

Une des manifestations les plus évidentes de cette souplesse consiste précisément dans l'aisance avec laquelle les rouages administratifs ont absorbé le procédé consultatif. De toutes les composantes du système politique, c'est l'administration qui a le plus contribué au développement de la politique consultative et qui, incontestablement, en a tiré le plus de profit. Et cela au point où plusieurs ne voient dans ce procédé qu'une « technique de l'administration active » alors que, par vocation, il constitue - à côté des partis, des groupes d'intérêt et des media de communication - un important mécanisme d'interactions systémiques.

L'administration a réussi à mettre la consultation au service de ses objectifs propres. Or, la défense et la promotion de leurs objectifs est vitale pour les services administratifs. Elle les engage dans une dure lutte dont l'enjeu est parfois leur propre survivance. Cette lutte les met aux prises avec d'autres services administratifs, les députés, les gouvernants et le grand public. Pour avoir gain de cause, ils mettent en oeuvre toutes leurs ressources et font pression sur tous les points critiques du système. C'est ainsi que les grandes administrations, dans le but de promouvoir leur « image » et de « faire valoir leurs programmes », non seulement auprès du public mais aussi auprès des autres composantes du système, disposent de services de publicité et de relations publiques. Aux États-Unis, cette technique a été poussée à un point tel que le Congrès a dû légiférer pour restreindre dans certains cas le recours, par les agences administratives, aux services d'experts en publicité et pour prohiber l'emploi, par celles-ci, de fonds publics destinés à faire pression sur les législateurs ¹³⁸.

Dans ces luttes pour le prestige et la survivance, les administrations recherchent tout naturellement le support de la population. À cette fin, la technique de la consultation leur est spécialement utile. C'est ainsi que par référence au contexte canadien on a pu écrire : « Quand les fonctionnaires rêvent d'un projet qui étende leur empire, ils ont recours à un comité consultatif pour obtenir l'appui du public... Par là même, ils engagent le ministère, sinon le gouvernement, et ils font naître en faveur de leur projet un groupe de pression qui autrement n'aurait pas existé ¹³⁹ ».

¹³⁸ Abraham HOLTZMAN, *Interest Groups and Lobbying*, Macmillan, New York, 1966, chapitre 5 ; V.O. KEY Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, Thomas Y. Crowell, New York, 1964, chapitre 24.

¹³⁹ THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION, op. cit., 156-157.

Dans la mesure même où, par le jeu des systèmes politiques, les administrations ont des intérêts particuliers à promouvoir, le simple recours à l'indignation morale, comme moyen d'endiguer les excès où cette poursuite peut les conduire, est parfaitement saugrenu et sans effet permanent. Ce sont les règles du jeu qu'il faut changer si une des composantes du système parvient à les faire servir indûment à son avantage. Il est bien certain que, grâce à un recours sagace au procédé consultatif, une multitude de services administratifs suscitent entre eux et leurs publics des sympathies dont ils peuvent tenter de tirer profit dans leurs luttes pour le pouvoir. Mais ce n'est là qu'un des multiples effets de la politique consultative. Et cet effet, il est possible de l'enrayer comme en font foi les pays où le procédé consultatif est devenu un instrument essentiel de gouvernement comme en Scandinavie et, à un degré moindre, en Grande-Bretagne.

Le procédé consultatif noue entre fonctionnaires et publics des liens étroits favorables à la suppression des malentendus et à la création d'un climat de confiance réciproque. Ainsi se dissipent des conflits possibles et s'établissent des rapports mutuellement profitables aux parties. Mais des résultats aussi prometteurs peuvent être en partie annulés par la manipulation des délégués des publics par les fonctionnaires ou, inversement, par la perte de leur autonomie par les administrations au profit de groupes auxquels la consultation fournit l'occasion de mousser leurs intérêts particuliers. Les fonctionnaires risquent de succomber à la tentation de manipuler les publics quand ceux-ci sont nombreux, faibles ou peu organisés ; à l'inverse, ils s'exposent à leur tour à devenir captifs de leurs publics quand ces derniers sont forts et que leurs intérêts sont homogènes. Quand, au surplus, les fonctionnaires se trouvent spontanément acquis à ces intérêts par leur profession d'origine ou la nature de leurs contacts personnels, il s'établit entre eux et leurs clientèles une complicité que les groupes exploitent à leur profit ¹⁴⁰. Ainsi, l'Office américain des vétérans fait généralement siennes les revendications de l'Union des vétérans. Dans le cas où un même intérêt a plus d'un porte-parole au sein du conseil consultatif, l'administration jouit d'une plus grande indépendance. L'Office américain de l'agriculture se trouve dans cette situation. Sans doute, la principale

¹⁴⁰ Marvin H. BERNSTEIN, op. cit. ; William L. CAREY, op. cit. ; Arnold A. ROGOW, Harold D. LASSWELL, *Power, Corruption and Rectitude*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963, 1-32 ; Yves WEBER, *L'Administration consultative*, 25-54.

organisation de fermiers, l'*American Farm Bureau*, tente souvent de lui en imposer. Mais l'Office contrecarre les efforts du *Farm Bureau* par une utilisation sage des trois autres organisations nationales de fermiers dont les intérêts divergent souvent de ceux de leur grand partenaire. Le recours à une consultation intégrale, c'est-à-dire qui assure la représentation au sein des conseils de tous les groupes impliqués et non pas d'un seul groupe ou encore de quelques groupes coalisés, garantit le maintien d'un sain équilibre entre groupes et administrations.

Nombre de commissions constituées de fonctionnaires et de représentants de groupes se couvrent du manteau de l'« apolitisme » pour s'adonner à outrance à la poursuite d'objectifs dont la nature politique est indéniable. C'est ainsi que la prétention des commissions autorégulatrices américaines d'être neutres par rapport à la politique est une pure fiction. Fiction mystificatrice puisqu'elle leur permet de faire de la politique tout en échappant aux contrôles auxquels elles devraient se soumettre si leur vocation politique était franchement reconnue. Or, cette fiction survit même à la preuve - abondamment faite - que les commissions autorégulatrices s'attachent à la poursuite des intérêts de leurs membres, tant des fonctionnaires que des représentants de groupes. Le recours à tous les artifices pour masquer la tendance naturelle de semblables commissions à se « politiser » est donc pure hypocrisie de même que vaines sont les croisades visant à obtenir leur abolition. Il vaut mieux les prendre pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des mécanismes particuliers d'interactions systémiques. En tant que tels, les tâches qu'elles assument sont d'une nature doublement politique : véhiculer les demandes politiques des groupes et faire connaître les volontés des agents politiques.

C'est ainsi que la façon à la fois la plus simple et la plus sûre de permettre aux régies, commissions régulatrices, groupes de travail mixtes, etc., de révéler au grand jour le caractère politique qui est en réalité le leur, c'est de les convertir en conseils officiellement consultatifs. Par exemple en Grande-Bretagne et en Suède, au lieu de prétendre à une indépendance par rapport à la politique qui ne peut être que fallacieuse, ces régies ou commissions s'articulent de façon plus ou moins intime à des rouages politiques. Cette articulation les conduit même parfois à adopter ouvertement des points de vue « partisans ». En Suède, la division de l'administration en deux réseaux distincts place la politique consultative dans une position de premier plan. Dans ce pays, en effet, l'administration se répartit, d'une part, en services restreints reliés directement aux ministères, dont la tâche consiste

à préparer et à appliquer les mesures législatives et budgétaires et, d'autre part, en agences administratives verticales de dimension parfois considérable, dont la compétence s'étend aux secteurs d'activité et aux régions. C'est le gouvernement qui fonde et légitime les deux types d'administration. Toutefois, tandis que les administrations générales n'ont pas d'existence propre en dehors des ministères, les administrations verticales, qui se fondent sur le procédé consultatif, jouissent d'une large sphère d'autonomie et exercent parfois même une prérogative décisionnelle sans appel ¹⁴¹.

La structure bicéphale de l'administration suédoise ouvre aux groupes, auxquels le Parlement et le gouvernement accordent une existence officielle, et aux administrations elles-mêmes une voie royale auprès des composantes internes du système politique. En même temps, elle accroît énormément les possibilités de la politique consultative. C'est ainsi qu'il n'est pas inusité de voir deux conseils consultatifs se prononcer l'un et l'autre au nom du gouvernement, mais de façon opposée, sur une même question. Sans doute, les agents impliqués ont généralement intérêt à empêcher semblable dénouement. La plupart du temps, c'est au début du processus consultatif que les divergences de vue entre deux conseils différents se produisent. Le conseil le mieux organisé et qui offre les meilleures garanties d'un travail fructueux supplante son rival et continue seul la tâche. Si toutefois ce conseil se révèle en cours de route inadéquat, un autre, composé de personnes ayant des points de vue différents ou plus aptes à faire les nécessaires conciliations, peut lui être substitué. Cette éventualité n'a rien d'exaltant et, dans leur intérêt, les membres des conseils consultatifs s'efforcent de la prévenir. D'où le remarquable esprit de conciliation qui existe généralement au sein des conseils consultatifs.

Le procédé consultatif, enfin, facilite l'articulation des régions aux centres de décision politiques. On doit même le considérer comme un instrument indispensable au succès de la décentralisation politique et de la déconcentration administrative, ces voies qu'empruntent de plus en plus les pays afin de corriger l'hyper-trophie des organes politiques centraux de même que le sous-développement des régions excentriques. Le procédé consultatif procure une voix à ces régions défa-

¹⁴¹ POLITICAL AND ECONOMIC PLANNING, *Advisory Committees in British Government* ; Gunnar HECKSCHER, « interest Groups on Four Continents », University of Pittsburgh Press, 1958, 158-168.

vorisées qui, pendant longtemps, n'ont eu comme porte-parole attitrés que leurs députés et quelques fonctionnaires isolés et sans influence. Jean-Luc Bodiguel écrit à ce sujet : « Les organismes consultatifs doivent réserver une place aux particularismes régionaux car les sections régionales d'un groupement n'ont pas forcément la même façon de voir les choses que l'organisation centrale. Par là serait écarté le danger d'ignorer l'opinion véritable des organisations de « base » ¹⁴². »

Le procédé consultatif constitue une pièce majeure des appareils mis en oeuvre dans plusieurs pays en vue de la création de réseaux administratifs déconcentrés et même de quasi-gouvernements régionaux au sein desquels députés, fonctionnaires et délégués de groupes collaborent. Le recours judicieux au procédé consultatif permet la greffe des groupes aux centres de décision régionaux, notamment aux instances régionales de planification, de même que la jonction de ces derniers aux centres de décision nationaux. Le succès de ces expériences de décentralisation politique et de déconcentration administrative n'est toutefois pas garanti d'avance. Les cas d'échec sont assez nombreux. Ici, la faiblesse des centres de décision régionaux prive la consultation de tout effet concret et conduit individus et groupes à l'apathie ou à la révolte ; là, le mauvais étagement des centres de décision régionaux et centraux est source de communications inadéquates ou même de ruineuses ruptures de contact ; là encore, ce sont les rouages consultatifs régionaux ou au sein des relais verticaux qui sont défectueux. L'ensemble de la mécanique socio-politique requiert de sérieux ajustements pour que l'application du procédé consultatif au niveau régional produise tous les fruits escomptés.

Le recours à la consultation par les administrations pose de façon aiguë le problème de leur mise au service de l'intérêt public général. Deux tentations différentes doivent être surmontées. Tantôt ce sont les fonctionnaires qui succombent à la pression induite de groupes particulièrement puissants. Sous la contrainte de la force ou du chantage, dans la recherche des nécessaires compromis, ils peuvent témoigner d'une faiblesse excessive envers les grands groupes en adoptant leurs positions sans discernement ou sans examen sérieux. Tantôt, au contraire, ce sont les groupes qui se trouvent à la merci d'administrations puissantes qui utilisent la consultation surtout dans le dessein d'accroître leur pouvoir. Fortes des avantages

¹⁴² Jean-Luc BODIGUEL., « La consultation régionale, résultats, leçons », *Expansion régionale*, n° 49, 1968, 12.

que leur procurent la possession de connaissances spécialisées uniques et leur position stratégique au sein du système politique, les administrations font montre à l'endroit des délégués de groupes d'une arrogance qui ne favorise guère la patiente recherche de solutions communes à laquelle, pourtant, l'esprit de la politique consultative les convie. Dans la plupart des cas où des difficultés surgissent, ce n'est pas d'abord la politique consultative qui se trouve mise en cause mais plutôt les comportements des délégués des groupes ou les fonctionnaires.

Est-il possible de trouver une formule qui empêche les conseils consultatifs au niveau de l'administration de dévier de leur vocation propre ? Il est illusoire de s'en remettre exclusivement à la « haute conscience professionnelle » des délégués de groupes et des fonctionnaires : en l'absence d'un code d'éthique explicite et de contrôles supérieurs, trop d'éléments subjectifs entrent en jeu pour permettre de juger convenablement de la conduite des membres des conseils consultatifs. Peut-on imaginer des procédures institutionnelles qui freinent la tendance normale des conseils consultatifs à identifier l'intérêt public général avec le jugement intéressé de leurs membres ? Ces procédures restent à inventer. On peut cependant escompter que la mise au point d'une formule qui permettrait la représentation de tous les intérêts, forts ou faibles, au sein des conseils consultatifs offrirait un début, tout au moins, de solution.

Le maintien de l'administration consultative au service de l'intérêt public général pose un problème d'autant plus aigu qu'il concerne au plus haut degré le bon fonctionnement du système politique dans son ensemble. Les décisions et actions du système politique (lois, règlements, ordonnances, décrets, etc.) s'imposent en effet à toute la société et sont censées répartir équitablement les coûts et les avantages parmi toutes les catégories de citoyens. Or, c'est à ce niveau surtout de l'administration que se formulent aujourd'hui, en pratique sinon en droit, les programmes d'action les plus décisifs pour l'ensemble de la société.

L'habileté des fonctionnaires à plier la consultation à leurs besoins transforme celle-ci en un atout majeur de leur pouvoir. À défaut d'être une technique d'action au service du système politique tout entier, la politique consultative risque par là de devenir, si elle ne l'est pas déjà, un instrument de plus au service de visées technocratiques.

c) Consultation et gouvernement. - Le procédé consultatif a soudé de façon très intime l'administration au gouvernement, c'est-à-dire à ce qu'on appelle l'exécutif, le Cabinet ou le Conseil des ministres. On ne sait, en fin de compte, qui sont les bénéficiaires de cette soudure : les fonctionnaires qui utilisent les instruments du pouvoir (ressources financières, connaissances spécialisées, contacts, secret) ou le gouvernement qui est censé procurer ces instruments dont il conserve, en principe, la maîtrise et qui est ultimement responsable de leur utilisation devant le peuple.

Il importe certes que le gouvernement surveille l'action de l'ensemble des conseils consultatifs, quelles que soient par ailleurs leurs assises, et qu'en conséquence il coordonne leurs activités de façon à ce qu'ils soient constamment au service de l'intérêt public général. Cependant il n'en est pas toujours ainsi : l'administration se trouve sous plusieurs aspects stratégiques dans une position de quasi-autonomie. La seule façon pour le gouvernement d'affirmer sa suprématie et sa capacité réelle de contraindre les autres composantes centrales du système politique, notamment l'administration, consiste finalement dans le développement de conseils consultatifs qui lui soient propres.

De fait, après les administrations, ce sont les gouvernements qui ont adopté à l'égard de la politique consultative l'attitude la plus positive. Très souvent, la consultation administrative dépend directement des ministres responsables. Ceux-ci en ont sanctionné l'implantation, ont pu présider certaines séances des conseils, en ont suivi et peut-être inspiré les travaux ; ils reçoivent en outre les avis des conseils et, en l'absence de dispositions légales contraires, en principe tout au moins, décident en dernière analyse du sort de ces avis.

De plus, dans plusieurs pays comme en Grande-Bretagne et en Suède, les gouvernements recourent fréquemment à la consultation au niveau même du Cabinet. Cette pratique procure à ce dernier une certaine indépendance par rapport aux administrations et confirme en même temps la respectabilité de la politique consultative.

Le développement de la politique consultative aura certainement plusieurs conséquences sur l'évolution des gouvernements. Certains effets commencent à se préciser.

La politique consultative a contribué à la transformation récente, souvent notée, des conditions d'exercice de la « responsabilité ministérielle ». C'est une fiction que de concevoir le Conseil des ministres comme un collège de personnes également compétentes, intéressées et influentes, quels que soient les sujets discutés. En réalité, dans les conditions ordinaires, les séances du Conseil des ministres consistent dans la présentation rapide par un ministre bien documenté, grâce aux bons offices de ses conseillers, d'un projet à propos duquel la plupart de ses collègues n'ont pas d'opinion précise et ne possèdent aucun moyen de porter jugement. La création de comités du Cabinet ayant la compétence de prendre des décisions dans des domaines précis, outre qu'elle renforce la position du Cabinet en faisant de lui un corps plus mobile, plus rapide et plus compétent, ne fait, en définitive, que consacrer officiellement la division du travail qui s'est depuis longtemps imposée dans la pratique. Lorsqu'une commission consultative donne à propos d'un projet un avis qui va dans le sens de la proposition du ministre responsable, la force de persuasion de celui-ci au sein du Cabinet ou d'un comité du Cabinet n'en sera que plus grande. Par contre, si l'avis va dans un sens opposé à la proposition du ministre et de ses conseillers, le sort de cette proposition sera aléatoire. Et même, dans certains pays comme la Grande-Bretagne, il arrive que toute décision doive être reportée jusqu'à ce que de nouvelles négociations aient permis la réconciliation des points de vue ¹⁴³. La même situation prévaut à l'occasion des débats parlementaires. Quand il présente ses projets de loi, le gouvernement, s'il peut s'appuyer sur l'avis favorable d'un conseil consultatif, triomphe aisément des objections de l'opposition ; dans le cas contraire, c'est l'opposition qui se trouve en position de force.

Si la tâche des conseils consultatifs consiste à présenter un avis au ministre responsable, pour plusieurs raisons qui tiennent aux intérêts impliqués et au légitime souci d'efficience et de responsabilité chez les membres du comité, cet avis a généralement la portée d'une requête pressante et parfois d'un mandat exécutoire. À moins que la loi ne stipule que les recommandations du conseil doivent être transmises directement au Parlement pour examen et action, le ministre peut op-

¹⁴³ POLITICAL AND ECONOMIC PLANNING, *Advisory Committees in British Government* : Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 198-227 ; S. E. FINER, *Anonymous Empire. A Study of Lobby in Great Britain*, Pall Mall Press, London, 1966.

poser son veto aux conclusions de ce conseil, mais, surtout en Grande-Bretagne et en Suède et à des degrés divers dans d'autres pays, c'est seulement dans des conditions exceptionnelles qu'il rejette catégoriquement les avis du conseil ou refuse d'agir dans le sens de ses propositions. De graves conflits peuvent suivre d'un désaccord complet entre les vues du conseil et celles du ministre. Quand de tels conflits se produisent, les parties en cause en profitent généralement pour remettre en question les modalités du processus consultatif.

En outre, le recours à la consultation renforce la position du gouvernement auprès des divers publics et facilite la création d'un climat d'opinion favorable à ses projets. En effet, quand un conseil composé de délégués des groupes impliqués et d'agents politiques a d'avance approuvé et souvent aidé à formuler les programmes d'action du gouvernement, on doit s'attendre à ce que ces programmes, lorsqu'ils sont rendus publics, reçoivent l'approbation des porte-parole des intérêts impliqués et de l'opinion en général. Sans doute, il n'en est pas toujours ainsi. Les groupes, pour de multiples raisons légitimes, refusent de se voir liés à l'avance par l'avis du conseil et tiennent à maintenir une distinction nette entre consultation et revendication. Par contre, les ministres ne conserveront pas longtemps la faveur du public si, dans la présentation de leurs programmes d'action, ils négligent systématiquement de tenir compte des avis des conseils consultatifs.

Les gouvernements font actuellement face à une situation grave en elle-même aussi bien que dans ses conséquences possibles : ils se tiennent, malgré eux, dans un superbe éloignement du peuple. Un recours systématique à la consultation peut contribuer à permettre le rapprochement qui s'impose avec le peuple.

La politique consultative constitue à l'heure actuelle - par la représentativité des intérêts qu'elle permet, les contacts réels et les informations concrètes qu'elle procure, les débats publics qu'elle suscite - une des méthodes les plus éprouvées qui permette aux gouvernants de gouverner avec le peuple. Cette méthode met leurs projets à l'épreuve comme le ferait un laboratoire et leur facilite la connaissance des demandes des groupes sociaux, elle crée un milieu éminemment propice à des échanges de vue préliminaires à la négociation et à la prise des décisions. La technique consultative représente, pour les gouvernants, un baromètre constamment fixé sur le peuple et qui leur donne la possibilité, à chaque moment, de constater le climat parmi les secteurs d'activité et au sein des régions. Par là même,

elle favorise l'établissement des conditions propices à la mise en oeuvre de programmes politiques équitables pour tous les citoyens.

Le recours sagace à une consultation qui les mette en contact immédiat avec les « forces vives » permet aux gouvernants de faire contrepoids, c'est-à-dire d'agir sur les tendances qui entraînent les sociétés dans toutes les directions en même temps. De la sorte, confiants de connaître les situations réelles, ils exercent avec maîtrise leurs responsabilités de coordonnateurs et d'ordonnateurs de dernière instance.

S'il est en effet une composante du système politique à qui incombent la définition et la garde de l'intérêt public général, c'est bien le gouvernement. Celui-ci, cependant, s'en remet très souvent à d'autres instances, surtout à l'administration, pour l'exercice concret de cette responsabilité essentielle. Quand les ministres se prononcent sur le contenu de l'intérêt public général, c'est souvent en fonction de critères et de données dont ils sont inaptes à juger la validité. Le recours méthodique à la consultation par le gouvernement corrige jusqu'à un certain point ces carences qui tiennent fondamentalement à la dimension colossale des systèmes politiques contemporains. Il a pour effet de concrétiser des questions que le gouvernement est, par ailleurs, le plus apte à résoudre dans le meilleur intérêt du plus grand nombre, et cela, sinon par la qualité des hommes qui le composent, du moins par l'ampleur des ressources dont théoriquement il dispose.

Quant aux conséquences de la consolidation du procédé consultatif sur le système politique, il est certes prématuré de porter un jugement catégorique ¹⁴⁴. La direction générale du mouvement demeure imprécise. Toutefois, l'examen des effets déjà visibles de la consultation sur les diverses composantes du système politique montre qu'elle influence ces dernières à des degrés divers et dans des

¹⁴⁴ C'est ainsi qu'on considère le procédé consultatif comme une cause de retard dans le déroulement du processus politique. De toute évidence, il en est souvent ainsi dans le contexte actuel. Pareil résultat ne doit cependant pas être imputé au procédé consultatif lui-même mais aux conditions dans lesquelles il s'exerce. Trop souvent, par scrupule démocratique ou pour tenter de résorber des divisions profondes au sein de la société, on n'y recourt que dans les toutes dernières étapes d'un projet législatif. La consultation ne produit tous ses fruits que si elle se fait par le truchement de conseils permanents dotés de prérogatives précises et si elle débute dès qu'une question sociale devient problème politique, c'est-à-dire généralement bien avant la présentation d'un projet de loi.

directions opposées. Il est incontestable qu'elle contribue à modifier leur position relative les unes par rapport aux autres. Elle accentue la déchéance des Assemblées et consolide le pouvoir des administrations, peut-être même aux dépens de ceux qui sont officiellement investis de la responsabilité de gouverner, c'est-à-dire les ministres.

L'essor de la politique consultative est concomitant à la grave crise politique qui sévit actuellement dans plusieurs pays. La consultation influera-t-elle sur les tendances en cours et, si oui, dans quel sens ? Le procédé consultatif englobe tout le système politique. Le décor institutionnel traditionnel demeure inchangé mais il n'est pas exclu que le procédé consultatif soit la source de profondes mutations. Il s'impose cependant de bien saisir la nature de l'évolution en cours. Ce n'est pas à l'essor de la politique consultative qu'il faut imputer les malaises actuels au sein du système politique. L'essor de la consultation politique est plutôt le résultat et le signe d'un état nouveau de société auquel toutes les parties du corps social s'efforcent tant bien que mal de s'adapter. Et il se peut qu'en cours de route certaines organisations disparaissent et que d'autres prennent la relève. Que des ajustements s'imposent au sein des Assemblées, des administrations et des gouvernements qui n'ont pas évolué au rythme de la technologie et de la culture, que de nouveaux dispositifs doivent être imaginés, cela n'est pas douteux. L'âge vénérable que ces organismes ont atteint n'est pas de soi un gage de pérennité.

3. Représentations contradictoires de la politique consultative

[Retour à la table des matières](#)

L'impossibilité où nous sommes de juger de façon plus précise des effets ultimes de la politique consultative sur les composantes internes du système politique tient surtout aux ambiguïtés que comporte la notion même de politique consultative. L'identification de ces ambiguïtés permettra de débayer les obstacles qui obscurcissent les voies de l'analyse.

Une source majeure d'ambiguïté tient à l'organisation, au statut juridique et au fonctionnement de la politique consultative : la diversité des situations à l'intérieur d'un même système politique est extrême. Qu'il s'agisse des types de conseils

consultatifs, de leurs relations avec les composantes internes du système politique ou avec les autres mécanismes d'interactions, des raisons d'être de leur existence et de leurs fonctions dans le processus politique, des contrôles juridictionnels qui les encadrent, du statut des membres quant à leur représentativité, droits et obligations ou des procédures de travail - sur ces points, il existe presque invariablement de larges zones d'imprécision qui permettent des définitions souvent opposées.

Les agents politiques, qui sont d'ordinaire les membres les plus actifs et les plus influents des conseils consultatifs, favorisent souvent ces ambiguïtés qui les autorisent à prendre toutes les initiatives sans risquer d'enfreindre des règlements. Par contre, ces ambiguïtés sont fréquemment une cause d'embarras et de frustration pour les agents sociaux qui, étant de l'extérieur et plus ou moins bien informés sur les intentions de l'administration et du gouvernement, réclament des définitions plus précises et des points de repère plus stables.

Ces ambiguïtés au niveau de l'organisation et du fonctionnement des conseils consultatifs expliquent la confusion des perceptions que les diverses catégories d'agents se font de la consultation elle-même ainsi que du statut des conseils consultatifs.

Les parlementaires ont de la consultation une conception empreinte de naïveté et d'ignorance. Pour eux, elle ne représente qu'une forme plus « apprivoisée » de pression des groupes et c'est avec soulagement qu'ils voient les organisations, qui pourtant auraient été désireuses d'établir avec eux un mode de consultation, s'orienter finalement vers l'administration ou le gouvernement. Mais, en même temps, les députés adversaires d'un projet de loi s'empressent de faire état de l'avis d'un conseil consultatif si cet avis va dans le sens de leur propre position. Bref, dans leur très grande majorité et dans la plupart des pays, les députés ne voient pas dans la consultation une technique d'action susceptible de faciliter leur tâche et de hausser la position du Parlement dans le système politique. Ils y ont peu recours eux-mêmes, ne prisent guère son utilisation par l'administration ou le gouvernement et n'en font état que pour étayer leur argumentation dans les débats parlementaires.

Le gouvernement, pour sa part, voit surtout dans la consultation une technique qui lui permet de soustraire à l'appareil administratif principal, jugé trop lourd, des tâches urgentes et complexes pour les confier à des rouages plus autonomes

en même temps que plus sensibles à son influence. Il y voit également un moyen de mener des enquêtes, d'échanger des informations spécialisées, de sonder l'état des opinions, de concilier les divergences entre groupes, de faciliter aux publics intéressés la connaissance de ses intentions et de favoriser l'acquiescement général aux actions et aux décisions politiques. Il arrive que le gouvernement articule des rouages consultatifs aux structures gouvernementales elles-mêmes mais, le plus souvent, il les greffe sur les services administratifs les plus politisés et les plus dynamiques.

De tous les agents appelés à participer à la consultation, ce sont les fonctionnaires qui s'en font la conception la plus précise. Mais cette conception elle-même est ambivalente. D'une part, les conseils consultatifs leur apparaissent comme des laboratoires pour éprouver la valeur d'un projet, un moyen de recruter des alliés, de susciter des courants d'opinion favorables à leur propre position et, parfois même, de se soustraire à leur responsabilité. Bref, les conseils consultatifs représentent pour eux une source d'autorité, de prestige et de pouvoir. Mais, d'autre part, les fonctionnaires sont peu enclins à considérer les conseils consultatifs comme un milieu propice à l'approfondissement des questions. Ces derniers leur apparaissent fréquemment comme une source d'alourdissement de l'action administrative, une perte de temps, la négation même de la tournure technicienne de leur esprit.

Les représentants des groupes d'intérêt qui siègent sur les conseils consultatifs voient dans la consultation un moyen privilégié de faire connaître le point de vue de leur groupe dans le cadre même du processus politique, de participer à la définition des problèmes, à l'élaboration des programmes et, finalement, d'influer sur la prise des décisions. Le procédé consultatif représente avant tout pour eux un instrument supplémentaire de pression, une des phases de leur combat politique. Et ce moyen supplémentaire de pression, nombre de groupes le jugent important. Aussi dépensent-ils beaucoup d'énergie pour se faire représenter au sein des conseils consultatifs. Mais il arrive qu'ayant conquis le droit de présence, ils ne montrent guère d'intérêt à l'égard des délibérations du conseil. Tout se passe comme s'ils estimaient que l'accréditation d'un délégué au sein du conseil offre à elle seule une garantie des bonnes dispositions des instances décisionnelles à leur endroit. Les groupes sont conscients qu'ils constituent la principale raison d'être de toute consultation. Ils connaissent également l'ampleur des ressources dont ils

disposent et qu'ils peuvent engager ou au contraire retirer : une expérience directe du climat social, des informations pratiques et spécialisées uniques, le support des simples membres et le sentiment de leur indispensabilité lors de la mise en oeuvre de tout programme touchant leur secteur d'activité. Ces convictions justifient à leurs yeux les avantages considérables qu'ils attendent de la consultation. Par ailleurs, tout en étant soucieux de tirer le maximum de profit du procédé consultatif, les groupes se refusent, sauf dans des cas précis, à se déclarer à l'avance obligatoirement liés par les conclusions du conseil. Ils tiennent à conserver le droit de se dédire et de revendiquer.

Sous la pression des simples membres dont, en dernière instance, ils doivent respecter la volonté quand elle s'exprime, les dirigeants de groupes se voient parfois contraints de dénoncer publiquement les conclusions que leurs délégués ou eux-mêmes ont auparavant endossées au cours de la consultation. Pareille situation est certes déplorable mais, dans le contexte des sociétés libérales, il serait vain d'espérer qu'elle puisse être sensiblement corrigée. Exiger que la position adoptée au sein de conseils consultatifs soit sans restriction contraignante pour les groupes, équivaldrait à conférer un statut politique à ces derniers ou, plus exactement, à faire éclater l'enveloppe protectrice de la vie privée des individus. En outre, une telle exigence limiterait sérieusement le champ d'application du droit de revendication qui, dans les régimes libéraux, est premier, inaliénable et inconditionnel. Mais le maintien du droit de contestation par les groupes impliqués dans le processus de la consultation place les agents sociaux dans une position contradictoire. D'une part, l'atmosphère de camaraderie qui s'établit au sein des conseils consultatifs entre les porte-parole des intérêts rivaux ainsi que la commune recherche de solutions rationnelles, qui est la raison même d'être des conseils consultatifs, les poussent à la coopération ; mais, d'autre part, l'opposition essentielle dans la chaîne de commandement que la politique consultative laisse subsister entre gouvernants et gouvernés perpétue la nécessité pour eux, sous l'instigation des simples membres et dans l'intérêt du groupe, de tenir en réserve et, au besoin, d'employer les techniques de division ¹⁴⁵.

¹⁴⁵ La position ambiguë des groupes à l'endroit de l'autorité dont doit disposer le conseil consultatif devient manifeste quand il s'agit de décider du statut concret des membres et de la publicité qu'il convient d'accorder aux conclusions du conseil. L'absence de dispositions juridiques sur ces questions dénote

On ne supprimera les ambiguïtés trop manifestes de la politique consultative que par la clarification des prérogatives qui doivent lui être reconnues de même que par la détermination aussi précise que possible de la position qui doit lui être assignée dans le système politique.

II. CONSEILS CONSULTATIFS, PARTIS ET GROUPES D'INTÉRÊT

[Retour à la table des matières](#)

Les conseils consultatifs représentent un mécanisme d'interactions du système social et du système politique d'un caractère tellement particulier qu'on est tenté de conclure qu'ils diffèrent essentiellement des partis, des groupes d'intérêt et des *media* de communication. Néanmoins, les liens organiques et fonctionnels qui rattachent les conseils consultatifs aux autres mécanismes d'interactions sont solides et leur procurent certains de leurs traits essentiels. Les relations qu'ils entretiennent avec les *media* de communication paraissent plutôt ténues : elles concernent surtout la question souvent soulevée de la publicité des délibérations et des conclusions des conseils consultatifs. Par contre, leurs rapports avec les partis et les groupes d'intérêt sont beaucoup plus nombreux et fort complexes. Il convient de s'y arrêter.

Les conseils consultatifs, par comparaison aux partis et aux groupes d'intérêt, procurent aux agents politiques un moyen plus direct et plus spécifique de communiquer avec les groupes. Les agents politiques sont même enclins à considérer

des divergences de vues considérables parmi les catégories de membres du conseil. Les fonctionnaires souhaitent le plus souvent que les membres siègent à titre personnel et que les délibérations et les conclusions du conseil soient tenues confidentielles. Quant aux groupes, ils désirent généralement que leurs membres siègent en tant que leurs délégués et favorisent la publicité des délibérations et des conclusions du conseil. Mais leur souci de maintenir leur autonomie par rapport au Conseil atténue grandement la conviction avec laquelle ils expriment leurs arguments. L'ambiguïté de la position des groupes est bien plus prononcée quand il s'agit de consultations facultatives ou obligatoires que dans les cas de consultations exécutoires. Quand, en effet, l'avis consultatif lie les agents politiques et le gouvernement lui-même, les agents sociaux acceptent plus volontiers de s'obliger eux-mêmes.

ce moyen comme un simple prolongement des composantes internes du système politique, plus particulièrement de l'administration. Le fait toutefois que des lois spéciales régissent souvent les compétences et les procédures propres aux conseils consultatifs de même que les attributions des diverses catégories d'agents sociaux et politiques qui en font partie oblige à nuancer cette façon de voir. Pour les agents sociaux, les conseils consultatifs apparaissent comme une voie supplémentaire d'accès au système politique, un autre lieu privilégié où ils peuvent faire état de leurs revendications politiques. Ils perçoivent facilement les différences entre ces méthodes d'action et les autres moyens à leur disposition. C'est ainsi que l'accessibilité des agents politiques est automatique pour tous les groupes représentés aux conseils, alors qu'elle est aléatoire quand ils agissent par le truchement des groupes d'intérêt et lointaine ou douteuse lorsqu'ils empruntent la voie des partis. En même temps, ils se rendent tôt compte que les règles du jeu sont beaucoup plus précises et contraignantes au sein des conseils consultatifs qu'à l'intérieur des groupes d'intérêt ou des partis ¹⁴⁶.

¹⁴⁶ Bien que des individus non affiliés siègent souvent aux conseils consultatifs, notamment à titre de spécialistes, pour l'ensemble, les agents sociaux appelés à la consultation viennent généralement des associations. À première vue, il paraît donc légitime de considérer la participation des associations aux conseils consultatifs comme une simple technique supplémentaire de leur action politique. Et comme la consultation apparaît surtout comme un procédé administratif, on est également justifié de dire que, pour les groupes d'intérêt, la consultation est à l'administration ce que le lobbying est à la législation. Le souci de permettre au procédé consultatif d'atteindre sa véritable stature oblige cependant à plus de rigueur. Groupes d'intérêt et conseils consultatifs se distinguent sous plusieurs aspects. En premier lieu, par leur composition : les premiers sont constitués exclusivement d'agents sociaux tandis que les seconds comprennent obligatoirement des agents sociaux et des agents politiques. En second lieu, par la forme de leur action : les voies d'action accessibles aux premiers (lobbying, etc.) les laissent à l'extérieur du système politique tandis que les seconds permettent la négociation et autres procédés qui conduisent agents sociaux et agents politiques à œuvrer ensemble de l'intérieur du système politique. En troisième lieu, par la nature de leur action : tandis que l'action des premiers est souvent occulte et furtive, celle des seconds est publique et officielle. En quatrième lieu, par l'effet de leur action : les premiers laissent agents sociaux et agents politiques étrangers les uns aux autres et les maintiennent dans une situation virtuellement conflictuelle alors que les seconds nouent de solides liens entre les deux catégories d'agents et les mènent sur la voie de la concertation. Enfin, par la nature de leur statut offi-

Les contacts entre agents sociaux et agents politiques au sein des conseils consultatifs sont d'une valeur inestimable. Par l'intimité et la franchise des échanges qu'elle rend possibles de même que par la portée des conclusions auxquelles elle aboutit, la consultation ne peut manquer d'avoir de profondes répercussions au sein de la société. Par contraste avec la politique partisane qui discrimine entre sympathisants et adversaires et la politique des groupes d'intérêt qui favorise certaines organisations au détriment d'autres organisations, la consultation permet la confrontation et la réconciliation de tous les points de vue, la présence d'agents politiques au sein des conseils offrant la garantie qu'on tentera de faire émerger l'intérêt public général. Si la vocation des mécanismes d'interactions est de permettre un ajustement des points de vue entre agents sociaux et agents politiques, cet ajustement ne se fait pas de la même manière selon qu'il s'agit des partis, des groupes d'intérêt ou des conseils consultatifs. Les premiers procèdent par favoritisme, les seconds, par contrainte externe, et les derniers par accord mutuel ¹⁴⁷.

1. Consultation et partis

[Retour à la table des matières](#)

ciel : les conseils consultatifs, généralement créés par les agents politiques, ont un certain degré d'existence juridique ; les groupes d'intérêt sont les prolongements que les associations volontaires se donnent pour mener leur combat politique et, en tant que tels, ils n'ont pas de statut politique défini.

¹⁴⁷ Ce sont là évidemment des caractérisations très grossières visant à fixer les contrastes entre les méthodes d'action des mécanismes d'interactions plutôt qu'à identifier avec précision ces méthodes d'action. Le favoritisme, nous l'avons vu, n'est pas la seule visée des partis, surtout quand on se situe dans une optique évolutive. De même, la violence et les menaces sont loin d'être les seuls procédés des groupes d'intérêt. Ils peuvent aussi recourir à la persuasion, à l'offre de leurs bons offices, etc. Tout en n'ayant pas clairement à l'esprit nos mécanismes d'interactions, Charles E. LINDBLOM a proposé une caractérisation qui se rapproche de la nôtre. Il parle en effet de « coordination through partisan mutual adjustment », de « coordination through manipulated adjustment » et de « coordination through Central Decision making bodies ». Dans *The Intelligence of Democracy. Decision Making Through Mutual Adjustment*, The Free Press, New York, 1965.

Les partis politiques sont généralement exclus des conseils consultatifs. On craint qu'en s'insinuant dans les délibérations des conseils l'esprit partisan ne brouille des situations parfois bien délicates et ne foment le favoritisme. Là où siègent des fonctionnaires, cette exclusion est absolue. Leur souci d'éviter au sein des conseils la présence de clans, source de points de vue partiels, de même que la montée de sentiments contraires à la rationalité et à l'efficacité des délibérations est tel que les fonctionnaires préconisent généralement que les membres siègent à titre personnel plutôt que comme délégués de leurs organisations respectives.

Bien que les partis soient officiellement absents des conseils, leur voix s'y fait néanmoins assez souvent entendre. Les relations étroites qu'ils entretiennent avec certains groupes, la « politisation » de certains fonctionnaires ou agents sociaux, la présence de députés ou encore la sollicitude plus lointaine de ministres, permettent qu'il en soit ainsi. En Grande-Bretagne, les représentants des unions ouvrières expriment le point de vue du parti travailliste, les délégués des associations patronales, celui du parti conservateur. En Italie, la *parentela* que le parti démocrate chrétien pratique à l'endroit de certains groupes lui garantit des sympathies certaines au sein des conseils. En Allemagne, aux États-Unis et à vrai dire dans tous les pays, existent de larges brèches par où les partis peuvent s'infiltrer dans les conseils.

Si les partis, malgré leur exclusion officielle des conseils consultatifs, parviennent souvent d'une façon ou d'une autre à s'y introduire, cette présence indirecte et non avouée ne contribue guère à leur prestige. Au contraire, le développement de la politique consultative doit être considéré, à côté de la montée des groupes d'intérêt et du déclin des Parlements, comme une source majeure de la récente mise en question des partis. La politique consultative, en même temps qu'elle noue des liens étroits entre agents sociaux et agents politiques, accentue l'éloignement des partis d'avec les forces vives. Dans l'État et le Citoyen, le Club Jean Moulin exprime très bien ce sentiment parmi les groupements syndicaux en France :

Dirigeants et cadres de certains groupements de caractère syndical ou parasyndical (C.f.t.c.) se sont trouvés... associés de près ou de loin aux travaux de commissions ou de comités qui participaient à la préparation et à la mise en oeuvre de décisions politiques dans le domaine économique, social et culturel. Ils ont pris conscience des problèmes politiques sous un jour limité mais concret à partir

de leurs préoccupations immédiates et sans passer par l'intermédiaire des grandes machines partisans. Cet accès direct semble les avoir libérés d'une certaine timidité à l'égard de la politique en même temps qu'il leur a mieux fait prendre conscience des raisons, jusque-là confuses et assez instinctives, de leur réticence à l'endroit des partis traditionnels ¹⁴⁸.

Nous sommes ici au début d'une évolution dont l'issue est encore incertaine. Cette évolution s'explique du besoin d'un style d'action plus direct et plus exigeant, en même temps que plus souple et plus conforme aux normes d'efficacité, que celui que les partis ont adopté. Par ailleurs, les interlocuteurs que les porte-parole des groupes estiment souvent les plus valables, c'est-à-dire les fonctionnaires, sont absents des cénacles partisans.

La consultation constitue une méthode politique bien adaptée au contexte d'aujourd'hui. Sa mise en place conserve aux partis l'exercice de leurs fonctions traditionnelles mais elle en restreint sérieusement l'importance relative. Par opposition aux partis qui se targuent, souvent de façon manifestement abusive, de définir et de satisfaire les besoins des citoyens par des techniques qui font surtout appel à l'imagination et aux sentiments, le processus consultatif oblige à la patiente découverte des besoins réels et à la recherche de solutions rationnelles et raisonnables. Tandis que, par son contexte même tout autant que par son contenu, la discussion partisane est passionnée et centrée sur les personnes plutôt que sur les situations, la consultation obéit aux règles de la discussion en comité et s'axe sur la recherche de compromis : la première est une technique politique à « haute température » et atteint son meilleur rendement à l'occasion des campagnes électorales ; la seconde représente une formule d'action politique à « basse température » éminemment propice à l'étude des problèmes et à l'inventaire des choix.

Mais, comme le montrent les partis réformistes et même certains partis à vocation gouvernementale, ces derniers ne sont pas exclusivement liés à leur tâche électorale ni à celle de recrutement d'une partie du personnel politique, qu'ils poursuivent d'ailleurs ordinairement avec bonheur. Les partis ont une tâche de relais intersystémique certaine à remplir. Dans le passé, cet objectif fut relégué au dernier rang. Récemment, toutefois, théoriciens comme praticiens ont fait grand

¹⁴⁸ CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le Citoyen*, Éditions du Seuil, Paris, 1961, 172-173.

état de la fonction d' « animation » des partis. Certes, à en juger par les timides expériences menées à grands renforts de publicité mais trop souvent demeurées sans lendemain, la probabilité de la création prochaine de « partis d'animation » ou, comme nous les avons appelés, de stratèges-animateurs, est faible.

Chez la plupart des partis, le processus qui conduirait à l'émergence de partis de stratèges-animateurs n'est pas encore sérieusement amorcé et des hommes de parti sincères cessent, après bien d'inutiles efforts, de croire à la possibilité de réformes profondes. Mais si les partis parviennent à s'engager résolument dans cette voie difficile mais prometteuse, ils adopteront tout naturellement la technique consultative en la modelant conformément à leur destin propre et, de la sorte, ils retrouveront sans aucun doute un regain de vitalité.

2. Consultation et groupes d'intérêt

[Retour à la table des matières](#)

Autant les partis sont à la marge des conseils consultatifs, autant les groupes d'intérêt s'y tiennent au centre. Par les associations dont ils émanent, les groupes d'intérêt se trouvent à participer directement à toute consultation. Au sein de tout conseil consultatif, ils remplissent un rôle capital. Sans leur présence, la consultation n'a plus de raison d'être et sans leur collaboration active, elle traîne en longueur et n'aboutit nulle part.

On connaît malheureusement assez mal les rapports qui se nouent entre conseils consultatifs et groupes d'intérêt. On affirme souvent que la consultation représente un effort en vue d'« institutionnaliser » ou d'« apprivoiser » la politique de « pression » et que le développement de la première entraîne la diminution de la seconde. Ces jugements ne sont cependant pas fondés. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne, où un grand nombre de conseils consultatifs ont, depuis trois décennies, été créés au sein de l'administration et du gouvernement, on ne décèle aucun déclin dans les activités des groupes d'intérêt ¹⁴⁹. Des conditions semblables prévalent sans doute dans d'autres pays.

¹⁴⁹ S. E. FINER, *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*, Pall Mall Press, London, 1966, 25, 31, 33, 36. Selon Finer, les groupes préfé-

L'absence de relation apparente entre l'importance des conseils consultatifs et les activités des groupes d'intérêt est imputable au fait que les deux types de mécanismes remplissent leur fonction d'interactions systémiques d'une manière fort différente. En premier lieu, tandis que l'action des groupes d'intérêt ne permet généralement qu'un contact superficiel et furtif entre agents sociaux et agents politiques, les conseils consultatifs produisent la greffe directe des demandes et des soutiens sociaux sur l'appareil politique ; en second lieu, alors que, par suite de leur division interne ou de leur manque d'organisation, les groupes d'intérêt, sur nombre de questions, sont impuissants à appliquer une pression vraiment ferme, les conseils consultatifs s'étendent sans restriction à tous les besoins sociaux (v.g. les conseils de la famille, les comités pour la consommation, etc., qui s'occupent de problèmes fort importants mais qui ne suscitent guère d'activités de pression organisées) ; enfin, s'il arrive parfois que les agents politiques soient à l'origine d'activités de pression, dans le cas de la consultation, ils en sont généralement les initiateurs et, par la suite, les plus, fermes protagonistes.

La politique consultative est source d'un accroissement considérable du poids des groupes sur les centres de décision politiques. Dans nombre de cas, certes, par l'exploitation habile des divisions parmi les groupes, de l'inexpérience ou encore du manque d'information de leurs délégués, les agents politiques membres des conseils, notamment les fonctionnaires, parviennent à dominer les délibérations. Mais les avantages dont ils profitent sont dans une bonne mesure seulement temporaires. Les délégués des groupes, désarçonnés pendant un certain temps, finissent par se ressaisir et surmontent ces désavantages initiaux. Ils prennent bientôt conscience des atouts en leurs mains et ils mettent en oeuvre une stratégie qui peut varier selon les circonstances. Tantôt ils menacent de retirer leur soutien qui est indispensable au bon déroulement des travaux du conseil. Dans d'autres cas, ils en appellent à des instances politiques supérieures susceptibles de trancher les litiges en leur faveur. Ils peuvent enfin s'en remettre au tribunal de l'opinion publique qui est généralement bien disposée à l'endroit de groupes aux prises avec une technocratie « arrogante » ou avec des « politiciens tyranniques et stupides ». Malgré des déboires assez nombreux dont on fait souvent état, les groupes, dans

rent recourir aux techniques du lobbying pour la défense ou la promotion d'intérêts momentanés ou d'importance secondaire et s'orientent vers la consultation pour les questions d'intérêts permanents ou de première importance.

la politique consultative, disposent d'un instrument de première valeur pour pénétrer profondément le système politique et, par là même, exercer une influence directe et profonde sur les décisions qui s'y prennent. Selon l'heureuse formule de Jean Meynaud, le procédé consultatif marque « le début d'un procédé d'intégration permanente des intérêts organisés à l'appareil gouvernemental ¹⁵⁰ ».

Il faut veiller à ce qu'un outil d'une si grande importance, par suite d'une utilisation non équitable ou maladroite, ne contribue à accroître les inégalités que les conditions socio-économiques et les circonstances de la vie ont déjà créées entre les groupes. Certes, les conseils consultatifs sont en principe accessibles aux groupes puisque le processus consultatif même requiert leur présence. Mais, en pratique, on constate que les groupes tirent un profit fort inégal de la politique consultative. Certains groupes se destituent eux-mêmes et boudent le processus consultatif alors que d'autres exploitent au maximum l'occasion qu'il leur fournit de se faire entendre. C'est ainsi qu'en France les unions ouvrières ne consentent qu'à une présence mitigée au Conseil économique et social et n'offrent qu'une collaboration parcimonieuse à l'élaboration du Plan tandis que les chefs d'entreprise déploient dans les deux cas une activité fort intense. En choisissant de restreindre ses contributions à ces importantes assises, le monde syndical renforce la tendance pro-capitaliste du Conseil économique et social et du Plan. Dans les termes de François Perroux : la Le monde du travail n'exerce pas d'influence prépondérante, ni même d'influence vraiment efficace sur le choix des moyens. La planification indicative en France, moyennant des concessions sociales que l'on peut juger très timides, valorise et renforce l'économie décentralisée de type capitaliste ¹⁵¹. »

¹⁵⁰ Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, 241.

¹⁵¹ François PERROUX, le IV^{ème} plan français, Paris, 1963, 109. Sur les 3 138 personnes qui participèrent à l'élaboration du IV^e plan, il y eut 281 syndicalistes, soit moins de 10 pour cent, pour 715 chefs d'entreprise, soit près de 25 pour cent. Andrew SHONFIELD exprime une option similaire ; selon lui, en effet : « Le développement de la planification française peut être considéré comme une collusion volontaire entre les hauts fonctionnaires et les dirigeants des grandes entreprises. Les hommes politiques et les représentants des unions ouvrières furent largement laissés pour compte. La conspiration en vue de l'intérêt public entre la grande entreprise et les hauts fonctionnaires a réussi dans

Cette position de demi-refus à l'endroit de la consultation de la part du monde du travail est évidemment préjudiciable à ses intérêts. On comprend que, dans ce champ encore mal défriché, les groupes qui se sentent vulnérables ou menacés s'engagent avec prudence. Mais dans le dur combat politique qu'ils livrent pour s'assurer d'une part équitable du fruit du labeur collectif, ces groupes ne peuvent indéfiniment se contenter d'intervenir du dehors, contester sans se lier. Les remarques d'Étienne Borne concernant l'engagement mitigé du syndicalisme français à l'endroit des partis valent également à propos de la politique consultative :

Si le syndicalisme libre persiste à prendre ses distances à l'égard des partis, pour indéfiniment les influencer du dehors, les contester, les juger, s'il se limite toujours à la revendication même la plus légitime, il ne sera au total que le plus honorable, le plus honnête et le moins clandestin des groupes de pression, mais il aura manqué cette reconversion et cette promotion politiques indispensables à l'avenir de la démocratie. Le syndicalisme ne peut pas à la fois vouloir s'engager et éviter avec soin les servitudes de l'engagement. Participer à la vie démocratique, c'est à la fois maintenir des exigences et accepter des responsabilités, rompre avec une certaine sorte de pureté abstraite, formelle et qui finit par ne savoir s'exprimer que dans la négation et l'opposition ¹⁵².

III. STATUT DE LA POLITIQUE CONSULTATIVE DANS LES SOCIÉTÉS LIBÉRALES

[Retour à la table des matières](#)

Quand elle cesse d'être un phénomène non officiel et non organique pour devenir une procédure organique obligatoire et parfois même exécutoire, la consultation devient une puissante technique de concertation au sein des sociétés libérales. En obligeant les agents politiques à reconnaître et à surmonter les contradictions au sein des classes et des groupes sociaux, elle brise le cercle de la logique

une large mesure parce qu'elle sert l'avantage des deux parties.) Dans *Modern Capitalism*, 128.

¹⁵² Étienne BORNE, dans René RÉMOND et coll., *la Démocratie à refaire*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1963, 183.

close du conflit dans laquelle les agents sociaux et politiques se meuvent tant qu'ils œuvrent isolément et à contre-courant les uns des autres. Elle introduit un élément de dialectique au sein même des composantes internes du système politique : elle humanise l'administration, soulage le législatif de ses tendances schizo-phréniques et rompt la bruyante solitude des gouvernements. Elle crée des conditions propices à l'émergence d'une solidarité commune et d'une unanimité essentielle. À l'issue de la consultation, il n'y a, en général, ni vainqueur, ni vaincu, ni violence, ni répression, mais des partenaires qu'unit un large consensus sur les fins et les moyens dans un secteur spécifique d'action collective.

Dans le contexte des sociétés libérales, agents sociaux et agents politiques préfèrent souvent d'autres méthodes aux démarches de la consultation : les premiers, le recours à des pressions qui les laissent à l'extérieur du système politique, c'est-à-dire les modes d'interactions propres aux groupes d'intérêt ; les seconds, le procédé traditionnel des réglementations, ordonnances et décrets émis de façon unilatérale, c'est-à-dire sans impliquer directement les agents sociaux dans le processus politique. Les conditions propres à permettre la bonne marche de la consultation sont en effet fort exigeantes. Dans la plupart des pays, la consultation remplit rarement toutes ses promesses. Souvent on enregistre un constat d'échec partiel ou même total. Ces échecs engendrent à son endroit le scepticisme, sinon la suspicion. Les craintes ou hésitations qu'elle suscite, jointes à la nécessité pratique d'y recourir, expliquent l'utilisation malhabile et erratique qu'on en fait de même que l'imprécision de son statut politique. L'ambiguïté de la consultation transparaît dans les accusations de corporatisme qu'on porte à son endroit, dans les problèmes qu'elle soulève concernant la valeur de la représentation qu'elle permet, dans la confusion qu'elle est censée créer entre l'intérêt public particulier et l'intérêt public général et dans l'imprécision du rapport qui la lie avec la prise de décision.

1. Consultation et corporatisme

[Retour à la table des matières](#)

Non seulement la consultation resserre-t-elle les liens entre agents sociaux et agents politiques mais encore elle tend à modifier la nature même de la relation politique telle que le régime libéral l'institue. La consultation, en effet, introduit le

groupe dans la relation politique. Cette dernière en devient plus concrète et plus particularisée. Cette acquisition de nouveaux traits risque toutefois de se faire aux dépens de l'objectivité, de la généralité et de l'universalité que le credo libéral prescrit comme normes de la relation politique. D'où de fortes réticences à l'endroit de la consultation. Par la création de corps particuliers naturellement portés à étendre au maximum leurs prérogatives et leur champ d'action, la consultation n'aboutit-elle pas au morcellement du système politique en fractions nombreuses correspondant aux professions, aux secteurs d'activité, aux régions, de même qu'au fractionnement de la capacité de décision en une multiplicité de volontés quasi souveraines et plus ou moins coordonnées dans des structures centrales échappant à l'emprise des citoyens dans leur ensemble ? Cette crainte d'un « des-saisissement » des centres de décision officiels par les conseils consultatifs vise surtout les Parlements, mais il arrive qu'elle s'étende aux administrations régulières elles-mêmes. L'intensification indéfinie de la consultation, estime-t-on, peut conduire à la création de Chambres économiques et professionnelles qui déposséderont les Parlements de leurs prérogatives de législateurs souverains. De même, dit-on, la croissance de l'administration consultative dont bénéficieront surtout les services verticaux entraînera la déchéance et la mise en tutelle des administrations générales. Le développement de la consultation aboutirait donc au remplacement du gouvernement du « peuple » par un gouvernement de « corps », à la substitution de la démocratie « juridique » par une démocratie « fonctionnelle ». Ce pessimisme est-il justifié ? Il faut se garder de jugements fondés sur des représentations partielles ou franchement erronées de la réalité. C'est ainsi, qu'outre l'intensification de la consultation, plusieurs facteurs contribuent à la déchéance récente des Parlements, dont on exagère d'ailleurs l'importance réelle qu'ils ont pu avoir dans le passé. Par ailleurs, on perçoit souvent la consultation de façon globale et univoque. En réalité, nous l'avons vu, la notion de consultation couvre une grande variété de processus distincts et fort différents les uns des autres. La plupart des modes consultatifs s'articulent facilement aux rouages politiques des sociétés libérales. À vrai dire, seules les consultations exécutoires pourraient éventuellement contribuer à réorienter les sociétés vers le corporatisme. Encore faudrait-il qu'elles soient coordonnées et unifiées dans des rouages centraux et que ceux-ci tendent à se substituer aux composantes internes régulières du système politique. Or, semblables rouages n'existent qu'à l'état embryonnaire. Nulle part ne trouve-t-on de Chambres économiques et professionnelles dotées d'attributions leur permettant

de supplanter fonctionnellement les Parlements ou les administrations régulières. Et il est douteux que de telles Chambres se créent dans le proche avenir. Le courant depuis quelque temps va plutôt en sens inverse.

Que la procédure consultative tende à injecter dans le système politique des éléments corporatistes, cela par contre n'est pas douteux. C'est ainsi que les conseils consultatifs « verticaux », c'est-à-dire constitués de fonctionnaires chargés d'un secteur socio-économique ou professionnel et de délégués des groupes de ce secteur, sont particulièrement enclins à se substituer aux instances régulières, surtout s'ils se sont vu attribuer des prérogatives quasi législatives, quasi gouvernementales et quasi juridictionnelles. D'ailleurs, il y va de l'intérêt commun de ces fonctionnaires et représentants de groupes de chercher à étendre indéfiniment leurs prérogatives : ils partagent les mêmes visées, sont aux prises avec les mêmes difficultés et, dans certains cas, ils ont les mêmes adversaires. Si le secteur impliqué est considérable, par exemple s'il recouvre une profession entière ou encore l'ensemble du patronat ou du monde ouvrier, il y a risque de dessaisissement de l'Assemblée et de l'administration régulière au profit du conseil consultatif en ce qui touche le secteur d'activité impliqué et même, eu égard à l'importance sociale souvent considérable de ce secteur, jusqu'à un certain point, en ce qui concerne l'ensemble de la politique gouvernementale.

Les pays réagissent de façon différente à ces tendances. Dans certains cas, comme en Suède et, à un degré moindre, en Italie où la pratique de la consultation verticale est particulièrement intense, non seulement ne cherche-t-on pas à les contrecarrer, mais même on avoue sans répugnance l'orientation corporatiste que la consultation imprime au régime politique. Dans d'autres cas, beaucoup plus nombreux, on cherche plutôt à contrarier ces tendances corporatistes : soit en tenant fermement sous contrôle les conseils consultatifs par la mise au point d'une procédure sévère qui garantisse leur subordination par rapport aux rouages réguliers, soit encore en veillant à diversifier la composition des conseils consultatifs de façon à prévenir qu'un intérêt public particulier, à la faveur d'une coïncidence d'objectifs entre agents sociaux et agents politiques, ne s'érige en pouvoir parallèle et ne se substitue graduellement aux rouages responsables de la poursuite de l'in-

térêt public général ¹⁵³. Aucune des méthodes visant à freiner les tendances corporatistes de certains modes consultatifs n'entraîne toutefois d'effets automatiques. C'est ainsi que si les membres d'un conseil consultatif sont suffisamment solidaires les uns des autres, ils peuvent déjouer les procédures les plus strictes visant à contrôler leurs activités et à contenir leurs ambitions. Par ailleurs, la présence au sein des conseils consultatifs de personnes moins directement impliquées ou encore représentant des intérêts rivaux risque d'entraîner des conflits internes graves pouvant paralyser l'action des conseils ¹⁵⁴. Il n'y a, en définitive, qu'un seul moyen sûr d'éjecter des systèmes politiques les germes corporatistes que la consultation risque d'y introduire : la suppression radicale du procédé consultatif lui-même. D'aucuns préconisent cette solution mais ils représentent dans tous les pays une minorité parmi les praticiens aussi bien que chez les spécialistes. Il est d'ailleurs possible que la greffe de certains éléments corporatistes sur les régimes libéraux, dont le juridisme extrême sert trop souvent de paravent à la perpétuation de droits acquis injustifiables, si elle se fait de façon méthodique et contrôlée, produise des effets bénéfiques pour les systèmes politiques.

2. Consultation et représentation

[Retour à la table des matières](#)

Le procédé consultatif procure aux groupes un moyen non négligeable de représentation politique. Il comporte même des avantages certains sur les Assemblées législatives, pourtant considérées dans les sociétés libérales comme le rouage représentatif par excellence. Ainsi, les députés viennent de circonscriptions électorales dont le découpage suit tout autant des caprices de l'Histoire, des contingences géographiques ou de considérations d'ordre partisan que du souci de refléter les conditions socio-économiques, les régions et les grands secteurs d'activité. En outre, le nombre forcément restreint des députés de même que leurs caractéristiques personnelles et socio-économiques, ne leur permettent guère de se

¹⁵³ Voir Jean MEYNAUD, *Planification et Politique*, Études de science politique, Lausanne, 1963, 161-165 ; Maurice CROIZAT, « Les incidences de la planification sur les structures », *l'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966, 27.

¹⁵⁴ YVES WEBER, op. cit., 276.

faire les interprètes de toutes les réalités humaines, physiques, régionales et socio-économiques dont la voix mérite d'être entendue des agents politiques. Enfin, quel que soit le jugement émis sur la portée politique réelle du travail parlementaire, on doit obligatoirement reconnaître qu'elle n'embrasse pas, loin de là, tous les intérêts et toutes les idéologies qui réclament des porte-parole politiques.

C'est ainsi que les conseils consultatifs apparaissent comme des voies supplémentaires de représentation. Libres des contraintes rigides qu'imposent les bornes des circonscriptions électorales, les conseils consultatifs épousent avec une remarquable facilité les multiples facettes du réel : individus, groupes, secteurs d'activité et régions peuvent s'y tenir à l'aise. Par ailleurs, le procédé consultatif s'étend virtuellement à toutes les composantes du système politique et possède par conséquent une remarquable aptitude à faire porter la voix de ceux qui l'empruntent là où elle doit être entendue.

La représentation politique par les conseils consultatifs soulève toutefois plusieurs problèmes non résolus de divers ordres - problèmes concernant la définition même de la représentation ainsi effectuée, la nature de l'officialisation qu'il convient de lui octroyer, de même que l'étendue des effets qu'il est loisible de lui concéder en ce qui touche les sujets et les objets représentés.

Ainsi s'inquiète-t-on du petit nombre de groupes et de secteurs d'activité effectivement présents aux conseils consultatifs. Ce sont les grands groupes d'intérêt - patronaux, industriels, professionnels - qui sont le mieux partagés. Eux qui déjà, grâce à leur puissance ou à leur nombre, exercent de l'extérieur sur le système politique des pressions que ceux-ci ne peuvent ignorer impunément, dominent la plupart du temps les délibérations au sein des conseils. C'est ainsi que le procédé consultatif, par la concertation qu'il rend possible entre les agents sociaux les plus puissants et les agents politiques, risque d'être un facteur supplémentaire des inégalités sociales déjà si criantes dans les sociétés libérales. Comme les gouvernants possèdent généralement la prérogative finale de nomination des membres, ils doivent veiller à ce que les intérêts plus faibles et moins bien organisés soient représentés. Des considérations d'efficacité limitent nécessairement l'exigence d'équité. En invitant les uns, en délaissant les autres, les gouvernants se trouvent sans le vouloir à accentuer les inégalités entre les groupes.

Au même titre que les groupes d'intérêt et que les partis eux-mêmes, le procédé consultatif représente un rouage virtuellement indispensable de l'appareil socio-politique libéral. Pas plus que dans le cas des groupes d'intérêt et des partis son existence ne saurait se justifier en se fondant exclusivement sur son utilité concrète pour les systèmes politiques. Nombreuses et sévères sont en effet les critiques qu'on peut soulever à son endroit. On lui reproche de ralentir, sinon de paralyser, le processus politique, d'aggraver les inégalités entre les individus, d'être source de conservatisme et même de favoriser l'érosion de la règle de droit. On doit convenir que semblables reproches sont souvent fondés. Mais, s'il fallait éliminer tous les modes d'action politique qui se révèlent déficients à l'usage, c'est toute la mécanique socio-politique qu'il faudrait saborder. C'est en regard de leur vocation propre et des chances qu'ils ont de la réaliser raisonnablement, plutôt que par rapport à leur seul fonctionnement concret, qu'il faut juger des mérites des divers modes d'action socio-politique.

Les critères dont s'inspirent les agents responsables du choix des délégués aux conseils consultatifs sont imprécis et, dans plusieurs cas, inexistant. Cette lacune doit être corrigée. Des critères de représentation garantissant l'équité du processus consultatif pour tous les groupes doivent être établis. On rejoint ici la préoccupation d'André Chandernagor qui va même jusqu'à proposer un embryon de système de représentation pour le Conseil économique et social : « La répartition des sièges devrait, semble-t-il, tenir compte à la fois du nombre des membres de chaque catégorie socio-professionnelle (c'est l'application du principe de l'égalité des citoyens entre eux) et du poids de chaque catégorie dans la vie économique tel qu'il apparaît dans la formation du produit national ¹⁵⁵. »

À ces critères d'ordre quantitatif, on devrait sans doute ajouter d'autres facteurs d'ordre qualitatif tels que la nature de l'information dont le groupe dispose,

¹⁵⁵ André CHANDERNAGOR, *Un parlement, pour quoi faire*, Gallimard, Paris, 1967, 138. Toute considération d'efficacité mise à part, la représentation au sein des conseils est, comme l'a bien fait ressortir John Stuart MILL dans *The Representative Government*, une question de fierté personnelle : « C'est un motif de profond découragement pour un individu et encore davantage pour une classe d'être laissés en dehors de la constitution ; d'en être réduits à supplier du dehors les arbitres de leur destinée et de n'être pas invités, de l'intérieur, à des consultations. »

le degré de solidarité du groupe et l'intérêt des dirigeants à l'égard de la question à l'examen ¹⁵⁶.

De même, la représentativité réelle des membres des conseils consultatifs - agents sociaux et agents politiques - est-elle souvent mise en question. Et cette question soulève des problèmes délicats auxquels on ne peut répondre de façon péremptoire. Lorsqu'on refuse de considérer les membres comme des porte-parole autorisés de leurs groupes respectifs, comme c'est souvent le cas, leur degré de représentativité devient problématique. Malgré tout, on témoigne de beaucoup de réticence à considérer les membres comme étant de plein droit et sans restriction représentants de leurs groupes. L'autorité consultante elle-même, dans le but de conserver plus de souplesse aux conseils, insiste souvent, quand la loi le lui permet, pour que tous les membres siègent à titre personnel. Du côté des groupes, les points de vue sont particulièrement complexes. Quand les membres siègent comme représentants et non à titre personnel, ils se sentent davantage liés par les points de vue de leurs groupes et la bonne marche des délibérations risque d'en être entravée. Par ailleurs, les simples membres de groupes et leurs dirigeants répugnent à considérer sans restriction aucune leurs membres aux conseils consultatifs comme leurs représentants et, en même temps, à leur concéder une pleine liberté d'action. Les conseils consultatifs leur apparaissent davantage comme des centres de négociation que de délibération. Les groupes craignent que, par le jeu

¹⁵⁶ Une enquête menée auprès de quatre comités consultatifs du ministère de l'Éducation du Québec identifie trois critères dont le ministre semble s'être servi pour juger de l'aptitude d'un groupe à faire partie d'un comité : le degré d'implication du groupe dans le problème à l'étude ; la représentativité du groupe et le degré d'organisation du groupe. (Dans Micheline De SÈVE, op. cit.) De son côté, Joseph LAPALOMBARA énumère les critères suivants : la représentativité du groupe ; la respectabilité du groupe ; la fonctionnalité du groupe ; l'autorité du groupe et, finalement, la proximité du groupe des agents politiques. (Dans *Interest Groups in Italian Politics*, 285-303.) Aussi Allen POTTER, op. cit., 204-207 ; S. E. FINER, op. cit., 36 ; Kenneth W. GALBRAITH, *Capitalism, The Concept of Countervailing Power*, Houghton Mifflin, Boston, 1952, 141-159. Des personnes non affiliées à des groupes siègent souvent aux conseils consultatifs à titre individuel. On ne saurait dire si, outre leur compétence et leur sagesse dont on peut faire bénéficier les conseils, on voit en elles un moyen d'y faire s'exprimer la voix de groupes absents ou si, au contraire, ces membres accroissent le poids de groupes déjà amplement représentés.

d'une représentation aux conseils consultatifs consentie sans réserve, ils ne deviennent l'objet d'une mobilisation et d'une manipulation politiques préjudiciables à leurs intérêts. Par-dessus tout, ils redoutent que leurs délégués, qui entretiennent des relations souvent intimes avec les représentants d'autres groupes et les agents politiques membres des conseils, adoptent graduellement des positions étrangères ou même antagonistes aux intérêts qu'ils ont eu comme mandat de promouvoir. Les groupes qui acceptent pleinement le jeu de la représentation dans les conseils consultatifs s'exposent à de graves crises internes : révolte ou perte de loyauté parmi les membres, éloignement physique et psychologique de la direction par rapport aux membres, dissensions parmi les dirigeants, dénonciation des positions adoptées par les délégués, refus d'adhésion à l'avis du conseil consultatif que les représentants des groupes ont pourtant endossé, et ainsi de suite. En d'autres termes, l'attribution de la qualité de représentants à leurs délégués aux conseils consultatifs requiert chez les groupes un esprit de corps et un degré de loyauté rares au sein des grandes associations volontaires. À défaut d'un sens communautaire suffisamment intense, c'est souvent la règle oligarchique qui triomphe. Dans les termes de Theodore J. Lowi : « Plus la représentation d'un groupe dans le processus politique (« *policy formation* ») est manifeste et légitime, moins volontaire est l'appartenance à ce groupe et plus grande est l'exigence de loyauté envers leurs dirigeants de la part de ceux qui partagent les mêmes intérêts. Plus la pratique officielle consiste à ne reconnaître que les intérêts organisés et plus la société devient hiérarchique ¹⁵⁷. »

Ces considérations n'épuisent pas, loin de là, l'éventail des difficultés que soulève la question de la représentation au sein des conseils consultatifs. Ces difficultés ne sont sans doute pas insurmontables. À défaut toutefois de rectifications majeures à la procédure consultative et surtout de précisions quant au rapport de la consultation avec la prise de décisions, on doit prévoir qu'un nombre croissant de groupes refuseront de concéder à leurs délégués aux conseils le statut de représentants. On doit par ailleurs convenir que la représentation des groupes ne peut être qu'une fin secondaire de la consultation politique. Si les membres doivent être en effet le plus possible représentatifs des diverses catégories sociales, c'est que la consultation, au-delà des points de vue des groupes particuliers, doit faire émerger

¹⁵⁷ Theodore J. Lowi, *The End of Liberalism. Ideology, Policy and the Crisis of Public Authority*, W. W. Norton, New York, 1969, 88.

l'intérêt de la collectivité entière. La consultation, en effet, a pour but premier de procurer aux agents sociaux et aux agents politiques un terrain commun de rencontre propre à faire se dégager les justes perspectives sans lesquelles les actions et les décisions politiques risquent d'être mal avisées.

3. Consultation, « intérêt privé » et « intérêt public »

[Retour à la table des matières](#)

L'intensification et la complexité croissantes des relations entre agents sociaux et agents politiques rendent très difficile la détermination de distinctions claires entre « intérêt privé » et « intérêt public ». Dire des grands groupes, telles que les entreprises industrielles et les unions ouvrières, qu'ils poursuivent des intérêts « privés » revient à encourager et à légitimer leurs égoïsmes. En réalité, ces géants de l'organisation socio-économique, bien que ne possédant pas de statut public officiel, assument à l'égard de la société des responsabilités qu'il faut considérer comme publiques. Cette condition qui est la leur nous a conduit à les considérer comme étant d'« intérêt public particulier » par contraste à l'intérêt public général - ou au bien commun - dont les agents politiques ont la charge. En outre, la socialisation récente de certains services et professions a produit le gonflement du secteur public et para-public. Or ces développements favorisent ou même requièrent le recours au procédé consultatif. À son tour, la consultation accentue sensiblement le brouillage entre « intérêts privés » et « intérêts publics ». Elle apprivoise et articule les interventions des agents sociaux auprès des agents publics et elle sensibilise ces derniers aux besoins et aux aspirations des premiers. Plus encore : pour les deux catégories d'agents, les conseils consultatifs représentent un mécanisme intermédiaire favorable à la réconciliation de leurs points de vue respectifs et à l'adoption d'une position commune. Or, cette position est non assimilable aux objectifs qu'agents sociaux et agents politiques détermineraient s'ils œuvraient isolément les uns des autres. Elle correspond plutôt au bien de la société tel que les deux catégories d'agents sont parvenus à le concevoir au cours de leurs délibérations. La consultation devient de la sorte un instrument indispensable de la concertation. Tout en respectant l'autonomie essentielle des catégories d'agents, elle les dispose à réconcilier leurs différences et à coordonner leurs efforts.

Ces tendances, dont certaines sont à peine esquissées, suscitent cependant beaucoup de méfiance en divers milieux. Elles pourraient aboutir, craint-on, à une regrettable confusion des intérêts « privés » et « publics ». Cette confusion serait

préjudiciable, selon les points de vue, ou aux groupes ou à la société dans son ensemble. C'est ainsi qu'on exprime des craintes concernant la possibilité d'une dilution du pluralisme social, dont les groupes sont les garants, en un consensus général dont l'essence totalitaire, pour n'être pas doctrinale, n'en serait que plus insidieuse. C'est ainsi également qu'on appréhende le risque de l'annihilation de l'intérêt public général au profit des intérêts publics particuliers des grands groupes. Ou on estime que ce sont les groupes qui sortiront perdants de la consultation, ou on prévoit que ce sera la société. Il est en effet difficile d'imaginer que dans le contexte des sociétés libérales, où les litiges se règlent généralement selon le mode conflictuel, une concertation authentique puisse être possible. Seuls les naïfs ou les idéalistes paraissent capables d'un tel acte de foi. Mais c'est peut-être dans un tel acte de foi que réside le salut de la société elle-même.

4. Consultation et décision

[Retour à la table des matières](#)

La détermination du rapport correct entre consultation et décision constitue sans conteste la principale pierre d'achoppement de toutes les analyses de ce puissant mécanisme d'interactions systémiques. Que la consultation intervienne dans le processus de décision, cela ne fait pas de doute. Mais de quelle manière et jusqu'à quel point, voilà ce qui fait problème.

Dans nombre de cas cependant, la question ne se pose guère. C'est ainsi que les nombreuses consultations de modes inférieurs - les consultations non officielles et non organiques - ne font pas officiellement partie du processus de décision. Dans ces cas, aucune stipulation juridique ne fixe à l'avance le poids de la consultation sur l'autorité consultante. Pour l'ensemble, c'est l'influence personnelle de l'agent consulté - telle que la déterminent son autorité, son prestige et son pouvoir - qui décide du poids de l'avis sur la décision.

C'est à partir du moment que s'instaurent des structures permanentes de la consultation que les difficultés surgissent : les problèmes se posent différemment selon le statut particulier de chaque conseil consultatif, c'est-à-dire selon qu'il est facultatif, obligatoire ou exécutoire. Par ailleurs, les centres de décision eux-mêmes sont souvent fort mal définis et ne s'incarnent pas toujours dans une per-

sonne. L'adage connu : « délibérer est le fait de plusieurs ; agir est la responsabilité d'un seul » s'applique fort mal dans la réalité. Au sein des organisations modernes, l'action découle souvent d'un processus collégial de décision, ou, tout au moins, d'un processus collégial d'étude et de délibération. De la sorte, que la décision relève nominalement de la compétence d'une seule personne ou d'un collège, elle est plus ou moins contrainte par le processus qui l'engendre.

On constate une tension au sein des conseils entre ceux qui voudraient que soit supprimée, par la consultation, toute instance extérieure et ceux qui cherchent à engager la consultation sur une voie d'évitement par rapport à la prise finale des décisions. Les fonctionnaires, pour leur part, n'attendent le plus souvent du processus consultatif que des suggestions et non pas un avis qui les lie. La politique consultative étant pour plusieurs d'entre eux une concession plus ou moins obligée à la démocratie, ils ne voient en elle qu'une « couverture » pour ce qu'ils considèrent leur véritable tâche, c'est-à-dire l'action technicienne. Pour les groupes, la portée de la consultation est tout autre : elle doit aboutir, non pas à de simples suggestions, mais, sans préjudice au droit incondtionnel de revendication qu'ils entendent conserver, à des avis contraignants. En outre, le sentiment de participer à la formulation de la politique dans leur secteur d'activité propre engendre une certaine griserie chez les membres délégués de groupes. Aussi, leur déception est-elle grande lorsqu'ils constatent que les agents politiques se servent du conseil consultatif comme d'un simple paravent. Ils deviennent alors agressifs ou, plus souvent, indifférents au travail sinon à la vie des conseils.

Une technique souvent employée dans les Anciens Régimes, chez les gouvernements autoritaires et même, quoique de façon plus subtile, dans les démocraties libérales, pour contrarier cette tendance à l'apathie chez les membres déçus du peu de poids réel des conseils consultatifs, consiste, à défaut de leur concéder une autorité véritable, à leur conférer des honneurs. Dans l'Ancien Régime et la révolution, Tocqueville a montré l'inutilité des nombreux « corps intermédiaires » français qui combinaient « l'extrême impuissance à l'extrême vanité » : « Quand on compare ces vaines apparences de la liberté avec l'impuissance réelle qui y était jointe, on découvre déjà en petit comment le gouvernement le plus absolu peut se combiner avec quelques-unes des formes de la plus extrême démocratie de

telle sorte qu'à l'oppression vienne encore s'ajouter le ridicule de n'avoir pas l'air de la voir ¹⁵⁸. »

L'absence fréquente d'étagement organique et de coordination des structures de consultation entraîne tôt ou tard, parmi les groupes, la frustration, le dépit ou la colère. Mais l'étagement organique et la coordination des structures de consultation ne suffisent pas à garantir le succès de la consultation. Tout le réseau consultatif doit s'intégrer parfaitement aux rouages politiques et administratifs réguliers au plan des régions et des secteurs d'activité. Plus particulièrement, il doit se greffer pleinement aux centres de décision. On permet même, bien entendu dans des contextes précis et soigneusement définis, que la consultation englobe pour toutes fins pratiques la décision elle-même. On peut alors dire du procédé consultatif qu'il est exécutoire. Cette condition contredit certaines conceptions juridiques selon lesquelles « l'autorité consultante ne doit jamais se considérer liée par le contenu de l'acte consultatif ¹⁵⁹ ». Trop nombreux, toutefois, sont les cas de consultation exécutoire ou de codécision pour qu'on se rallie sans réserve à une distinction dérivée du credo de la division des pouvoirs. En réalité, le fait que la consultation contraigne le plus possible les agents responsables de la prise des décisions doit être considéré comme une condition majeure de son succès.

Mais si la consultation peut aller et, dans certains cas, doit aller jusqu'à englober en quelque sorte la décision elle-même, l'efficacité exige que le centre responsable de la promulgation juridique et de l'exécution concrète de la décision reste intact. Si la décision peut pratiquement suivre d'un processus collégial sans que l'ordre public et le développement social n'en souffrent, il n'en est pas de même de la mise en application de la décision, qui requiert des rouages responsables qu'ils

¹⁵⁸ ALEXIS DE TOCQUEVILLE, *l'Ancien Régime et la révolution*, Livre II, chapitre II. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

¹⁵⁹ Yves WEBER, op. cit., 224. Il ne faut d'ailleurs pas confondre l'avis exécutoire avec une décision au sens juridique du terme. Un avis peut être exécutoire en deux sens différents : ou parce que l'organe officiel de décision est requis de s'y conformer automatiquement - ce qui est rare - ou - cas beaucoup plus fréquent - parce que l'agent officiel de décision, tout en étant empêché d'agir dans un sens différent de l'avis, peut différer son action tant qu'il n'a pas reçu du conseil consultatif un avis qu'il estime recevable. Règle générale, le bon fonctionnement d'un conseil consultatif n'exige pas que l'avis soit exécutoire parce que la consultation n'a pas pour raison d'être la prise des décisions mais la clarification des voies de l'action politique.

soient parfaitement identifiés et même personnalisés. Plus encore : le procédé consultatif doit laisser intactes les prérogatives juridiques de l'autorité consultante. En d'autres termes, le conseil consultatif, s'il tire sa légitimité de son association au souverain (le Parlement ou le gouvernement), ne peut se voir concéder, d'aucune façon que ce soit, des parcelles de souveraineté. Le « risque de désagrégation et de pulvérisation des prérogatives politiques » ou de « décomposition de la fonction même du pouvoir » que le procédé consultatif semble comporter existe exclusivement en ce qui touche au processus de décision mais est inexistant en ce qui concerne les procédures de sanction de la décision ainsi que les règles de son application ¹⁶⁰. Dans la mesure où s'amorce ou se poursuit l'érosion de la souveraineté du Parlement ou même du gouvernement dans les sociétés libérales, ce n'est pas surtout au procédé consultatif qu'il faut l'imputer mais, de façon plus banale, à l'indulgence excessive des agents politiques vis-à-vis des groupes d'intérêt ou encore, à l'inverse, à l'action d'autres modes beaucoup plus intégraux de participation, telles la cogestion qui institue un partage de l'autorité souveraine entre les composantes internes du système politique et les groupes et surtout l'autogestion qui s'exprime par l'exercice indépendant par les groupes, de façon déléguée ou autonome, des prérogatives publiques dans un secteur donné d'activité ¹⁶¹.

¹⁶⁰ Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1962, 246-247 ; Georges LAVAU, « Political Pressures by Interest Groups in France », *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1958, 93.

¹⁶¹ La dure critique que Theodore J. Lowi fait de *l'interest group liberalism* est fondée à plusieurs égards. Elle nous paraît cependant excessive dans la mesure précisément où elle ignore les différences essentielles dans les modes d'action des divers groupes d'intérêt aussi bien que dans le fonctionnement des nombreux conseils consultatifs. Il est excessif de rejeter, comme le fait Lowi, toutes les formes de participation par la voie des groupes sous prétexte que certaines d'entre elles - ou chacune d'elles au-delà de certaines limites - sont susceptibles de conduire au corporatisme et à la destruction de la « démocratie juridique » (*juridical democracy*). Par ailleurs, à l'encontre de *l'interest group liberalism*, Lowi préconise la restauration d'un « ordre légal » par la restitution au Congrès de toutes ses prérogatives. C'est là, certes, un objectif louable. Mais la méthode que préconise Lowi pour y parvenir est tellement anachronique qu'elle détonne avec l'ensemble de l'ouvrage qui se veut radical. En effet, Lowi place son espoir dans la Cour suprême à laquelle il demande d'invalider « toute délégation de pouvoir à une agence administrative qui ne

Ce n'est pas parce que le procédé consultatif risque, dans certains cas, d'aggraver les inégalités entre individus et groupes, de ralentir sinon de paralyser le processus politique, d'être source de conservatisme et même de contribuer à l'érosion de la règle de droit, qu'on doit le saborder. Toute tentative de l'abolir serait d'ailleurs vouée à un échec. Au même titre que les groupes d'intérêt et que les partis eux-mêmes, le procédé consultatif représente en effet un rouage virtuellement indispensable de l'appareil socio-politique libéral. Il s'impose toutefois de veiller à ce qu'existent les conditions requises pour la pleine réalisation de sa vocation. Or, tel est loin d'être le cas. De nombreux obstacles de tous ordres font dévier la consultation de sa destination normale.

Par sa logique propre, la consultation déborde le régime libéral traditionnel. Certes, elle laisse intacte la distinction entre système social et système politique. Sous ses formes les plus élémentaires, elle n'exerce pas une influence profonde sur l'évolution socio-politique. Il est par ailleurs illusoire d'escompter la mise en oeuvre de procédés consultatifs complexes, si le contexte socio-politique reste inchangé. Jean Meynaud a écrit fort justement à ce propos : « Quand les facteurs qui commandent le jeu et déterminent la répartition de l'influence demeurent intacts (ainsi le pouvoir tiré de la propriété privée), on ne saurait attendre de transformations décisives d'une action politique quelconque. Le destin des opérations et démarches qui s'inscrivent dans un cadre inchangé relève souvent de la mécanique des oscillations ¹⁶². »

Sous peine de grave incohérence interne, le procédé consultatif, dans ses formes les plus développées, requiert des changements en profondeur du régime libéral. C'est ainsi qu'il tend à substituer la concertation des fins et des moyens aux affrontements conflictuels qu'engendre perpétuellement le jeu des groupes d'intérêt et des partis ¹⁶³. Ils instaure la socialisation du dialogue au sein même des composantes internes du système politique.

comporte pas des modalités précises de contrôle de l'action administrative » (op. cit., 84-86, 287-315). Voir Jean TOURNON, « Le pluralisme : une mise à mort ratée », *Revue canadienne de science politique*, vol. 4, n° 2, 1971.

¹⁶² Jean MEYNAUD, « Les groupes de pression sous la Vème république », *Revue française de science politique*, vol. 72, n° 3, 1962, 697.

¹⁶³ Retenons toutefois que, dans le contexte libéral, la concertation ne peut être poussée jusqu'au consensus intégral : individus et groupes conservent le

Seuls les pays qui se sont engagés dans la voie de la planification sociale et économique font la preuve de l'utilité de la consultation et de sa profonde influence sur les diverses composantes du système politique. Le déclenchement du processus de planification incite les « grands intérêts », notamment les intérêts d'affaires - qui autrement tirent plus d'avantages de l'action clandestine que des démarches incertaines de conseils consultatifs, restreints souvent à l'étude de questions jugées par eux d'importance secondaire, et dont les avis, au surplus, souvent ne sont pas contraignants - à s'engager à fond dans la voie de la politique consultative. La planification, par les buts qu'elle poursuit comme par ses résultats, entraîne de profondes mutations dans le corps social : elle transforme les mentalités et modifie le rapport des forces en présence. Par les intérêts qu'elle articule, les aspirations et les besoins nouveaux qu'elle fait émerger, elle crée tout naturellement chez tous les groupes sociaux la conscience de la nécessité pour eux de participer pleinement à l'élaboration de programmes dont les effets les rejoindront jusque dans les détails de leur vie quotidienne. Les conditions mêmes de la planification obligent à une large consultation des agents intéressés, à toutes les phases de la programmation aussi bien qu'à celles de l'exécution : de fait, seule la création de rouages consultatifs permet aux individus et aux groupes de participer aux instances de planification.

Sous ses formes les meilleures, et malgré les détournements qu'elle est toujours susceptible de subir, la consultation représente une technique de dialogue entre agents politiques et agents sociaux sur des problèmes d'intérêt commun. Elle sauvegarde la nécessaire liberté ainsi que la prérogative d'initiative et d'orientation des individus et des groupes et elle laisse aux agents politiques les compétences et les moyens requis pour l'accomplissement des tâches toujours croissantes qui leur sont assignées - tâches qui rejoignent les rôles sociaux des individus de façon toujours plus étroite - et dont eux seuls sont en mesure d'assumer de façon adéquate la responsabilité ultime.

droit de contestation. Elle ne saurait non plus être globale : elle se limite à des questions précises dans des conditions bien définies. Ce seraient les groupes les plus faibles et les plus nombreux qui feraient les frais d'une concertation qui se voudrait intégrale et globale. En outre, une concertation trop poussée entre les groupes les plus puissants favoriserait l'oligarchie et l'autoritarisme. Elle conduirait également au conservatisme et à la stagnation sociale, la sauvegarde des intérêts de chaque groupe étant liée au maintien du statu quo.

Par là même se trouvent conjurés deux dénouements tragiques de la crise actuelle de la société libérale : d'une part, l'anarchie résultant de la révolte victorieuse des individus et des groupes contre un pouvoir devenu trop arrogant et trop lointain, d'autre part, la techno-démagogie, cette forme inédite d'adoration de l'État, d'autant plus néfaste que l'aliénation individuelle et collective qui la rendrait possible résulterait de la plus mensongère de toutes les mystifications jamais encore inventées pour déposséder l'homme : celle de la toute-puissance du savoir spécialisé dans le contexte de la société postindustrielle.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Troisième partie : Groupes d'intérêt
et mécanisme d'interaction systémiques

Chapitre III

Groupes et « média » de communication

[Retour à la table des matières](#)

Les grands media de communication - magazines, journaux populaires, radio, télévision, etc, qu'avec le cinéma, le télégraphe, le téléphone et le satellite de communication nous appellerons ici les *télémedia* ne représentent qu'une catégorie parmi beaucoup d'autres de media de communication. La conséquence la plus remarquable de la « révolution des communications » survenue depuis cinquante ans a été, non pas de substituer au type traditionnel - interpersonnel - de communication un autre type - la communication à distance - mais bien plutôt d'ajouter le second type au premier et par là d'accroître énormément les possibilités de la communication interpersonnelle. Les origines des télécommunications elles-mêmes remontent au tam-tam, au parchemin, au sémaphore. Elles ne sont pas toutes, loin de là, de masses. L'utilité, par exemple, du téléphone pour l'homme d'affaires, l'homme politique et le simple citoyen est d'une autre nature mais non moins essentielle pour eux que la radio ou la télévision. De même, les incidences techniques et sociales des différents media sont fort diverses et c'est s'obliger à s'en tenir à des généralités que d'en traiter comme s'ils constituaient un ensemble

homogène. En réalité, les premières questions qui se posent quand on parle de media de communication sont les suivantes : de quel médium s'agit-il, en fonction de quoi, au service de qui et dans quelles conditions existe-t-il ?

Depuis 1945, grâce à la cybernétique, l'étude de la communication a connu un essor qu'il n'est pas exagéré de désigner de révolutionnaire. Partant des résultats obtenus par l'étude de la transmission du courant dans les circuits électriques, Norbert Wiener et, à sa suite, d'autres auteurs ont conclu que la communication est constituée de processus essentiellement différents les uns des autres au départ (par exemple, dans l'image photographique : la lumière du soleil, l'émulsion sur la plaque photographique, etc.) mais conduits progressivement à converger et à devenir homogènes sous des aspects significatifs de sorte qu'il en résulte un message - dans notre exemple, une image appelée photographie - plus ou moins conforme aux objets qui avaient au début provoqué la rencontre et la fusion de ces processus. De telles séquences, quelles que soient les formes sous lesquelles elles se produisent, constituent un médium de communication. Ce médium est simple ou complexe ; il comporte ou non des relais et des circuits ; il constitue ou non un réseau. Il n'est pas suffisant de dire que le médium influence le message. Au contraire, selon les conditions qui lui sont propres, il façonne le message. Avec Marshall McLuhan, il faut dire que le médium est le message. Plus encore, le médium détermine dans une large mesure le genre de rapports qui s'établissent entre l'émetteur et le récepteur. Qu'ils soient simples ou complexes, les media de communication ont essentiellement pour fonction de transmettre des messages. On se méprend souvent sur le caractère des messages ainsi produits. Ils ne constituent pas au premier chef des données sur des événements ou des phénomènes. Ils représentent plutôt des renseignements sur les processus au sein des phénomènes les plus divers (énergie, ressources, besoins, conflits, objectifs, décisions, etc.). C'est le degré de conformité du message transmis à l'entrée du circuit par l'émetteur avec le message reçu par le destinataire à la sortie du circuit, qui non seulement définit la qualité d'un médium de communication mais qui, en outre, constitue l'information communiquée. En d'autres termes, l'information, c'est l'élément qui demeure plus ou moins constant dans la communication ¹⁶⁴.

¹⁶⁴ Sur le sujet. voir Norbert WIENER, *Cybernetics*, John Wiley, New York, seconde édition, 1961 et *Human Use of Human Beings*, Houghton Mifflin, Boston, 1950 ; W. Ross ASHBY, *An Introduction to Cybernetics*, John Wiley,

La politique représente un domaine où la mise au point d'une méthode d'analyse conforme aux données de la cybernétique devrait se révéler particulièrement fructueuse. L'identification et l'examen des mécanismes qui permettent aux agents politiques de créer, transmettre, recevoir et conserver les messages nécessaires à leur action, sont susceptibles d'accroître considérablement nos connaissances du processus politique. Malheureusement, cette étude n'est qu'amorcée et n'a jusqu'ici procuré que des résultats parcellaires. Les travaux des analystes systémiques sur le sujet, malgré leur caractère incomplet, ouvrent cependant un nouvel angle de vision fort prometteur.

Le recours par les analystes systémiques au modèle cybernétique n'aura cependant qu'une portée analogique et qu'une valeur pédagogique tant qu'ils ne mettront pas l'accent sur le réseau de communication qui relie tous les points du système politique les uns aux autres et qui assure la liaison avec le système social.

En effet, les perspectives majeures de recherche qu'ouvre l'analyse systémique sont directement reliées au problème des communications : comment les mécanismes d'interactions qui convertissent les idéologies, pressions et intérêts sociaux en demandes et en soutiens politiques opèrent-ils ? Comment se fait le choix des agents politiques qui prennent position à l'égard de ces demandes et de ces soutiens ? Quels sont les modes de rapports que ces agents entretiennent avec les

New York, 1956 ; A. MOLES et coll., *Communications et Langages*, Paris, 1963 ; Lucien MEHL, « Pour une théorie cybernétique de l'action administrative », dans Georges VEDEL et coll., *Traité de science administrative*, Paris, Mouton, 1966, 782-825. Ainsi considérée comme un processus, l'information résulte d'un ensemble d'opérations complexes et pose nombre de questions, comme les suivantes : par quels canaux de communication est-elle produite ? quel est l'émetteur qui peut produire de façon optimale les informations dans les divers domaines ? quels sont les contrôles qui s'exercent et quelles sont les sources de distorsions de l'information dans le cours de sa production ? comment rendre possibles tous les échanges inter-individuels et inter-groupes requis pour la production de l'information ? comment juger de l'information véhiculée par les divers types d'émetteurs ? comment conserver (stocker) l'information ? comment la rendre socialement utile et, plus particulièrement, quelles finalités lui assigner du point de vue des individus et des groupes ? L'information se révèle ainsi comme un produit collectif : nombre d'individus et de groupes ont contribué à sa production et cela dans les conditions physiques, affectives et intellectuelles les plus différentes et grâce au concours d'un réseau de communication constitué de canaux multiples et souvent hétérogènes. L'information, c'est l'oeuvre commune de toute une collectivité.

agents sociaux et les autres agents politiques ? Par quel processus ces demandes et soutiens sont-ils acheminés vers les centres de décision appropriés ? Comment ceux-ci procèdent-ils pour produire les décisions ? Comment ces décisions retournent-elles au système social ? Comment les effets qui en résultent reviennent-ils vers le système politique ? Autant de questions auxquelles on apporterait sûrement des réponses plus complètes si, en les examinant, on comprenait que la chaîne d'actions et de réactions qui rend possibles ces conversions, sélections et décisions, constitue au sens fort du terme un réseau de communication et qu'à travers tout ce réseau c'est de l'information qui circule : informations sur les conditions du milieu ; informations sur le fonctionnement des systèmes eux-mêmes ; informations, enfin, sur les réactions du milieu. Les travaux de Karl W. Deutsch constituent un premier et déjà remarquable pas dans cette voie prometteuse ¹⁶⁵.

Mais en même temps, parce qu'elle ouvre de si larges avenues de recherche, l'étude de la communication socio-politique risque de demeurer très générale et d'ignorer les aspects les plus significatifs des cadres socio-politiques. C'est ainsi que tous les mécanismes d'interactions systémiques - les groupes d'intérêt, les partis, les conseils consultatifs tout autant que les media de communication - servent à la transmission de messages entre agents sociaux et agents politiques ¹⁶⁶. Les media de communication, rouages spéciaux de transmission des messages, méritent toutefois une attention particulière. Ils sont très divers et nombreux : le fonctionnaire préposé aux renseignements, le courriériste parlementaire, la circulaire ministérielle, la télévision constituent, chacun à sa façon, un médium de

¹⁶⁵ Karl DEUTSCH, *The Nerves of Government. Models of Political Communication and Control*, The Free Press, New York, 1963.

¹⁶⁶ C'est ainsi que le conçoit Lester W. MILBRATH qui assigne aux groupes d'intérêt, aux partis, aux mass media et aux leaders d'opinion surtout des tâches d'information. (Dans *The Washington Lobbyists*, Rand McNally, Chicago, 1963, 180-208). Harmon Zeigler a bien montré les insuffisances de cette façon de voir. C'est ainsi que les lobbyisis ne sont pas de simples agents d'information mais se livrent à diverses manoeuvres de pression politique. Harmon ZEIGLER, « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment », dans Norman R. LUTTBEG, editor, *Public Opinion and Public Policy : Models of Political Linkage*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 184-207.

communication, c'est-à-dire un canal par où un message passe d'un émetteur à un récepteur.

Les media de communication sont des rouages socio-politiques de première importance. À l'instar des partis, des groupes d'intérêt et des conseils consultatifs, ils représentent des mécanismes d'interactions systémiques. De la sorte, ils servent de courroie de transmission des idéologies, pressions et intérêts des agents sociaux vers les agents politiques de même que des volontés des agents politiques vers les agents sociaux. En tant que principes actifs d'interactions systémiques, ils entretiennent en outre avec les autres mécanismes d'interactions, de même qu'avec le système social et le système politique, des relations complexes qui peuvent se représenter par un schéma (schéma n° 5).

SCHÉMA N° 5

Interactions des « media » de communication avec leur environnement

[Retour à la table des matières](#)

Dans le présent chapitre, nous allons d'abord envisager certains des liens sociaux qui se nouent autour des media de communication. Nous considérerons ensuite le rôle des media de communication dans l'émergence des opinions et dans la circulation des informations pour finalement faire état des tendances évolutives.

1. « MEDIA » DE COMMUNICATION ET SOCIÉTÉ

[Retour à la table des matières](#)

L'application de la cybernétique à l'étude des sociétés a produit une image toute nouvelle de leur infrastructure. Cette dernière apparaît comme un réseau continu et dense d'artères et de veines qui transmettent à toutes les parties du corps social le sang nécessaire à leur vie, c'est-à-dire l'information. Ce réseau est en même temps doté d'un cœur distributeur, récupérateur et régénérateur et d'un cerveau capable de contrôler, rajuster et réparer les canaux. Envisagée sous cet angle, une société, c'est une communauté d'hommes créée et perpétuée par un ensemble d'habitudes de communication, dont une culture et un langage communs constituent des éléments essentiels. Considérer la communication indépendamment de l'ensemble social qu'elle enveloppe et qui la rend signifiante, c'est s'exposer à ne la concevoir que de façon partielle. Une des tâches majeures de l'analyse sociale devient dorénavant l'étude des caractères et des conditions de ce réseau de communication dans le temps et dans l'espace : comment il se présente dans les sociétés traditionnelles où prédominent les rapports interpersonnels au sein de groupes primaires ou restreints et dans les sociétés modernes riches de multiples circuits impliquant tantôt des groupes restreints, tantôt des organisations géantes, qui dans leurs opérations s'interpénètrent, s'entrecroisent, chevauchent les uns sur les autres et neutralisent ou, au contraire, amplifient leurs effets.

De tous les facteurs de changement dans la société moderne, ce sont peut-être les télémedia qui ont le plus puissamment contribué à bouleverser l'univers immémorial de l'homme. Deux simples faits permettent d'apprécier l'ampleur de ce bouleversement : encore aujourd'hui, après tant d'efforts et de coûteux investissements, plus de cinquante pour cent de l'humanité est analphabète et parmi les peuples où l'instruction est universelle et même soi-disant poussée, chez les Américains par exemple, moins de vingt pour cent de la population adulte lisent au moins dix livres par année. Or c'est d'eux-mêmes et même avec fièvre et passion, sans distinction d'âge, de sexe et, à peu d'exceptions près, de rang, que les collectivités entières succombent à l'attraction du son et de l'image et consacrent en

moyenne trois à quatre heures par jour de leur temps aux bons offices de la télévision. Que de possibilités nouvelles une aussi radicale révolution des modes de vie ne recèle-t-elle pas ¹⁶⁷ ?

Les *télémedia* ont engendré des télérelations dont la nature et la portée sont inconnues. Pour en rendre compte, ce sont les fondements même de la sociologie qu'il faut repenser. Ainsi, ce n'est que par référence à de vieux schèmes mentaux que l'on affirme que, sous l'effet des télécommunications, le monde devient un « grand village ». En réalité, les relations créées par les « regards sur le monde » que permettent les « informations » engendrent de nouveaux publics, les télépublics, de nouveaux groupes, les télégroupes, qui sont déjà peut-être et seront sans doute aussi importants pour l'évolution des sociétés que les publics et les groupes traditionnels. Des télécontrôles sociaux s'ajoutent aux contrôles traditionnels et peut-être même se substituent à eux dans certains cas. Par suite du caractère instantané, universel et égalitaire des nouveaux télémedia, les notions de distance et de mobilité géographiques, sociales et psychiques ont pris un sens absolument nouveau. Ces notions même de distance et de mobilité, telles qu'elles s'appliquent aux télémedia, n'ont pas encore été approfondies convenablement. L'homme possède dorénavant le redoutable pouvoir de franchir même la plus étanche des frontières, la terre. Il est probable que, sous l'influence du nouvel environnement, les structures de base de la personnalité subissent de profondes mutations ¹⁶⁸.

¹⁶⁷ Dans les pays en voie de développement ces possibilités sont exceptionnelles. Les propos de Gamal Abdel Nasser méritent d'être cités : « Il est vrai que la majeure partie de notre peuple est encore illettrée. Mais du point de vue politique cette condition a beaucoup moins d'importance qu'il y a vingt ans. Alphabétisme et intelligence sont deux choses différentes. La radio a tout changé. Naguère les villageois ignoraient ce qui se passait dans la capitale. Les coteries d'individus qui dirigeaient le gouvernement ne tenaient aucun compte des réactions des citoyens qui ne voyaient jamais un journal et qui ne pouvaient de toute manière lire les journaux. Aujourd'hui, les gens, même dans les villages les plus reculés, entendent parler de ce qui se passe partout et se forment une un monde nouveau. » Dans Richard R. FAGEN, *Polilics and Communication*, Little, Brown, 1966, 121 ; aussi Daniel LERNER, *The Passing of Traditional Society*, The Free Press of Glencoe, 1958, Wilbur SCHRAMM, *Mass Media and National Development*, Stanford University Press, Stanford, California, 1964.

¹⁶⁸ Voir Milton ROKEACH, *The Open and the Closed Mind*, Basic Book, New York, 1960.

Pour apprécier ces possibilités à leur juste valeur, il faut cependant tenir compte de l'utilisation concrète que l'homme fait et entend faire de ces extraordinaires moyens entre ses mains. Cette utilisation diffère essentiellement d'une société à l'autre et particulièrement suivant les modalités d'interactions du système social et du système politique. C'est ainsi que les conditions sont bien différentes dans un régime socialiste et dans un régime libéral. Le régime de propriété des media, la manière dont on conçoit la responsabilité de l'État à leur endroit, l'importance relative qu'on leur accorde parmi les biens et les services ainsi que les modalités de leur intégration à la société diffèrent essentiellement dans les deux régimes. De même, alors que les structures des régimes socialistes imposent une forte articulation des télémedia aux circuits élémentaires de communication qu'empruntent spontanément groupes et individus, les régimes libéraux ne prévoient aucun raccord organique entre les deux niveaux de communication ¹⁶⁹.

Les communications comportent un aspect technique et un aspect humain et social. On peut valablement mettre l'accent sur l'un ou l'autre aspect, mais comment relier ces deux aspects de façon opératoire ? Par exemple, le développement des télécommunications a procuré des dimensions nouvelles à la politique. Il a transformé les publics politiques et il ouvre aux agents politiques des possibilités inédites d'action. En outre, l'évolution technique des télécommunications dépend, dans une large mesure, de choix inspirés de préoccupations non techniques (in-

¹⁶⁹ Les mêmes contrastes qui existent entre l'U.R.S.S. et les États-Unis apparaissent dans les pays en voie de développement selon qu'ils sont d'allégeance communiste ou libérale. La Chine continentale et l'Inde représentent des cas exemplaires de ce contraste. Dans les sociétés soumises à l'aire d'influence communiste les nouveaux media prennent rapidement le pas sur les media traditionnels ou du moins modifient radicalement l'impact socio-politique de ces derniers. Par contre, dans les sociétés qui ont opté pour le régime libéral, les modes d'action des media traditionnels demeurent stables. C'est ainsi qu'au Cambodge, qui compte un prêtre par 80 habitants, on ne dénombre qu'un appareil récepteur de radio par 500 habitants, seules les catégories socio-économiques supérieures pouvant d'ailleurs s'offrir le luxe d'un appareil. Voir Ithiel DE SOLA POOL, « The Mass Media in the Modernizing Process », dans Lucian W. PYE, *Communications and Political Development*, Princeton University Press ; Léon DION, « Opinions publiques et systèmes idéologiques », *Écrits du Canada français*, vol. XII, Montréal, 1962, 9-175 [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT] ; Alex INKELES, *l'Opinion publique en Russie soviétique*, Les Îles d'Or, Paris, 1956.

dustrielles, politiques et militaires). Toute prospective qui s'en tiendrait aux possibilités purement techniques des télécommunications serait insuffisante. C'est en tant qu'ils représentent un instrument essentiel de la mécanique socio-politique que les effets des télécommunications doivent être examinés. C'est ainsi qu'une meilleure articulation des télécommunications avec les réseaux primaires de communication est possible sans changement technique aucun et aurait probablement, du moins à brève échéance, plus de répercussions sociales et politiques que toute l'évolution des télécommunications que la technologie permet d'envisager. Une prospective sociale éclaire tout autant l'avenir possible des télécommunications qu'une prospective technologique.

Dans les sociétés libérales, par contraste avec les sociétés socialistes, on ne s'est guère soucié d'articuler les télémedia aux structures sociales. Il semble toutefois que les télémedia créent d'eux-mêmes un nouveau milieu social et qu'ils soient le levain d'une nouvelle culture d'aspect « moderne ». Ils ont apparemment pris place parmi les moyens les plus puissants de socialisation d'où émergent les dispositions personnelles à l'endroit du système social et du système politique. Ils paraissent devoir modifier considérablement la culture des sociétés. En effet, les normes et valeurs qu'ils véhiculent sont d'allure « post-moderne ». Phénomène d'une importance exceptionnelle : ces normes et valeurs (qu'il s'agisse de publicité, d'information, de théâtre ou de musique) reflètent généralement les goûts de la classe moyenne. Un nombre croissant d'émissions, toutefois, sont produites pour la jeunesse, sinon par elle. Des conséquences de portée inestimable s'ensuivront. Le fait que les télémedia, surtout la télévision, paraissent négliger de plus en plus les adultes et ignorent les vieillards aura des conséquences inestimables. En effet, jusqu'ici ce sont les adultes et même les vieillards qui ont déterminé le contenu de la culture de nos sociétés, particulièrement de la culture politique. Sous l'influence des chansonniers, de la musique « pop », etc., un nouveau langage est en voie de formation parmi les jeunes et ce langage peut avoir une portée aussi considérable sur la culture politique que naguère le langage des notables ¹⁷⁰. Le phénomène de

¹⁷⁰ Les groupes, notamment les jeunes, qui adoptent ainsi un langage particulier tentent par là à la fois de se donner une identité propre et d'exprimer leur insatisfaction à l'égard de la culture et des groupes dominants. (Ainsi le recours au « joul » au Québec par les chanteurs, chansonniers, compositeurs dramatiques, poètes et étudiants.) Par ailleurs, les jeunes utilisent bien mieux que leurs aînés la radio, la télévision, le film, le disque comme moyens d'ex-

la contestation lui-même paraît imputable dans une large mesure aux télécommunications, pour autant en tout cas que ces dernières véhiculent et cristallisent la révolution des « frustrations montantes », prélude possible d'une révolution qui pourrait engendrer une civilisation nouvelle.

Ces effets apparents des télémedia sur la culture politique des jeunes paraissent largement non anticipés. Ils n'en sont que plus remarquables. Ils sont sans doute attribuables au déséquilibre psychologique profond de la jeunesse contemporaine. De la sorte, cette fraction de la population est spécialement vulnérable à tout message exprimé dans un nouveau langage et venant de l'extérieur des cadres contre lesquels elle réagit.

Par contre, dans la mesure où les *télémedia* se donnent expressément pour mission la formation des adultes, il est probable qu'ils contribuent au renforcement des valeurs dominantes plutôt qu'à la création de valeurs nouvelles. Pour les catégories plus âgées et financièrement à l'aise, les *télémedia* constitueraient un agent stabilisateur plutôt que de changement ; ils agiraient à la façon d'un tranquillisant plutôt que d'un stimulant.

Les effets des télécommunications sur le processus politique n'ont pas encore été établis avec précision, même en ce qui concerne les élections, bien que la plupart des études aient jusqu'ici porté sur ce sujet. Selon Richard R. Fagen, aux États-Unis, les *télémedia* peuvent être considérés comme une « quatrième branche du gouvernement... parce qu'ils représentent les structures clés du réseau public de communication dont dépendent les membres des trois autres branches ¹⁷¹ ». Il se révèle en outre que les *télémedia* affectent différemment les composantes du sys-

pression. Nombre d'enfants s'identifient beaucoup plus facilement aux personnages de la télévision qu'à leurs parents. Ces derniers leur paraissent fades par comparaison à leurs idoles. Les télémedia se substituent en partie à la famille et à l'école comme moyens de socialisation de la jeunesse. L'écart entre jeunes et adultes qui se manifeste partout dans le monde de façon si éclatante ne constitue pas une simple manifestation d'un « conflit de générations ». Il est d'abord attribuable au fait qu'un humanisme - sinon une humanité - est en train de naître et qui s'aborde toutes les valeurs reçues. Une civilisation de l'audio-visuel se juxtapose - sans toutefois s'y substituer - à la civilisation du livre. Voir Bruno BETTELHEIM, *The Informed Heart. Autonomy in a Mass Age*, The Free Press of Glencoe, 1960, 50.

¹⁷¹ Richard R. FAGEN, op. cit., 52.

tème politique. C'est ainsi qu'ils accentuent la prédominance du gouvernement et de l'administration sur la législation et le judiciaire. Et ce n'est certes pas en portant à la télévision les débats parlementaires ou judiciaires qu'on rétablirait un certain équilibre entre les composantes internes du système politique. Au contraire, eu égard aux caractères de chacune de ces composantes, la télévision accroîtrait les écarts plutôt qu'elle ne les réduirait. Par ailleurs, la création dans la plupart des pays libéraux d'offices de l'information sous l'égide des gouvernements démontre que les *télémedia* modifient considérablement les rapports entre agents sociaux et agents politiques ¹⁷².

L'influence apparemment énorme de la télévision sur le style des hommes politiques et sur la vie politique entière représente une manifestation particulière de ce phénomène. Ceux qu'envoûte cet extraordinaire pouvoir de la télévision devraient se demander si l'image préfabriquée d'un homme est plus importante pour le destin d'une collectivité que les qualités réelles de l'homme lui-même. De même, devrait-on s'enquérir si les *télémedia* n'ont pas de profondes répercussions non souhaitées sur l'ensemble du processus politique. C'est ainsi qu'il se peut que les *télémedia* favorisent l'émergence de démago-technocraties. En effet, d'un côté, ils amplifient grandement le pouvoir de la parole et de l'image, ils mettent en relief les traits les plus flamboyants des personnes et les aspects les plus fugaces de la vie politique ; d'un autre côté, toutefois, leur redoutable aptitude à reproduire instantanément et impitoyablement tous les aspects des réalités qu'ils captent incite les agents politiques à se réfugier dans le secret et la technicité.

¹⁷² C'est ainsi que la radio et la télévision permettent aux hommes politiques de s'adresser directement aux citoyens et même de leur « rendre visite » dans leurs foyers et recréent en quelque sorte les conditions de la démocratie sur la place publique. Dans de nombreux cas, les citoyens peuvent rejoindre l'homme politique en studio par téléphone et, grâce à la télévision par câble, il est devenu possible d'échanger de véritables dialogues, procurant ainsi des rétroactions immédiates.

II. « MEDIA » DE COMMUNICATION ET OPINIONS

[Retour à la table des matières](#)

Les opinions constituent des expressions verbales plus ou moins authentiques d'attitudes et des indications de comportements possibles ¹⁷³. Elles sourdent des besoins, des aspirations et des ressources des individus et de la sorte s'enracinent dans les structures (idéologiques, démographiques, socio-économiques et culturelles) des sociétés. Dans les termes de Jean Stoetzel : « La culture, l'organisation sociale, les processus fondamentaux de l'interaction, et peut-être surtout la contrainte sociale elle-même, trouvent leur explication définitive dans la communauté reconnue des valeurs, c'est-à-dire les opinions ¹⁷⁴. »

En même temps, tout comme les aspirations et les besoins eux-mêmes, les opinions dépendent des stimulations psychologiques (sollicitation, publicité, propagande, mobilisation) mises en oeuvre pour les faire émerger et les infléchir ¹⁷⁵.

Qu'elles soient privées ou publiques, c'est-à-dire qu'elles s'expriment ou non par référence à une collectivité, les opinions trahissent la présence active, immédiate ou lointaine d'un groupe, petit ou grand. En effet, les opinions constituent l'enjeu suprême du combat social dans les sociétés libérales. La lutte entre groupes pour la production et le contrôle des opinions représente en effet une phase décisive de leur effort en vue d'assurer la prédominance de leurs idéologies et de

¹⁷³ Voir à ce sujet notre tome premier, première partie, chapitre II.

¹⁷⁴ Jean STOETZEL, *Théorie des opinions*, Presses universitaires de France, 1943, 348.

¹⁷⁵ L'opposition souvent faite entre besoin « naturel ou réel » et besoin « artificiel ou factice » et entre opinion « spontanée » et opinion « conditionnée », tient précisément à cette double chaîne de causalité à laquelle besoins et opinions se rattachent. Plusieurs, au nom de prémisses humanistes élevées, dénoncent la facticité des besoins et le conditionnement des opinions dans les sociétés libérales contemporaines, dites de consommation. En réalité, démêler l'écheveau des besoins et des opinions n'est guère facile : qu'est-ce qui est naturel et artificiel dans un besoin expressément ressenti ? qu'est-ce qui est spontané et conditionné dans une opinion clairement formulée ?

leurs intérêts. En même temps, les opinions sont l'objet d'une grande sollicitude de la part des agents politiques. Elles leur paraissent en effet comme la forme première, vivante et déjà convaincante, qu'épouse la règle de majorité, ce principe de dynamisation du système politique ¹⁷⁶.

L'opinion résulte d'une symbiose complexe de trois structures différentes d'action : la structure de personnalité, les groupes et les *télémedia*. Chacune de ces structures constitue des réalités bien vivantes qui sont susceptibles de comportements différents selon les circonstances. Les dispositions vis-à-vis les groupes et les *télémedia* varient grandement selon les tempéraments, l'âge et la situation sociale. C'est cependant la nature des rapports entre les canaux de communication au sein des groupes et ceux des *télémedia* de même que leur contribution respective à la production des opinions qui retiennent surtout l'attention des spécialistes.

Les réseaux modernes de communication sont constitués de deux types de canaux fort différents mais dont la conjonction, à un moment donné et dans des conditions données, est censée rendre compte des facteurs décisifs de l'émergence des opinions : d'une part, les leaders de groupes qui agissent au niveau primaire et, d'autre part, les *télémedia*, qu'alimentent les grandes personnalités dans le monde du spectacle, de la politique, du journalisme et de l'enseignement et, de façon particulière, les dirigeants des grands groupes et les personnages les plus colorés au sein des gouvernements.

Jusqu'à récemment, on estimait que l'éclatement des sociétés traditionnelles avait pour toutes fins pratiques rendu désuet le circuit des communications primaires et que, dans les conditions de la société moderne, l'homme était devenu captif des *télémedia*. C'est dans cet esprit que, par référence surtout aux journaux,

¹⁷⁶ Nombre de théoriciens de la démocratie libérale et, parmi eux, Alexis de Tocqueville et James Bryce identifient pratiquement opinion, règle de majorité et volonté générale. C'est cependant à tort qu'on prête à l'opinion publique les attributs de la règle de majorité ou de la volonté générale. Cette illusion démocratique conduit à restreindre indûment le champ d'investigation. Ainsi que l'écrit Jacques LAMBERT : « Plutôt qu'à l'étude de l'opinion publique, c'est à l'étude d'un aspect de l'opinion publique que l'on s'attache d'ordinaire : la contribution de l'opinion publique au gouvernement de sociétés étatiques complexes par les mécanismes de la démocratie représentative. » « Structure sociale et opinion publique », dans Gaston BERGER et coll., *l'Opinion publique*, Presses universitaires de France, Paris, 1957, 71.

Joseph Goebbels écrivit : « Celui qui parle le premier au monde a toujours raison. » Par contre et à l'inverse, qui n'a pas surpris les responsables de la télédiffusion se plaindre de ce que « personne ne nous écoute » ! Toute la question de l'effet réel des télémedia relève d'une analyse factorielle - qui reste à faire - de trois éléments : l'exposition, la perception et la rétention. La réponse désabusée que Berelson a apportée à cette question, il y a plus de vingt ans, est toujours de mise : « Certaines communications sur certains événements à certaines personnes produisent certains effets ¹⁷⁷. »

On sait toutefois maintenant que dans la mesure où les télémedia influent sur les opinions, ils n'agissent pas seuls mais en conjonction avec les circuits primaires. Depuis que Katz et Lazarsfeld ont découvert le rôle des groupes restreints (famille, amis, voisins, compagnons de travail) comme relais de transmission ou de blocage des messages émanant des télémedia (notion du two-step flow of communication), nombre d'études ont été menées pour identifier la nature du phénomène. On connaît assez bien comment il se présente dans le domaine de la publicité commerciale et dans celui des campagnes électorales et on lui découvre tous les jours de nouvelles dimensions ¹⁷⁸.

¹⁷⁷ Bernard BERELSON, « Communications and Public Opinion », cité dans Joseph T. KLAPPER, *The Effects of Mass Communication*, The Free Press, New York, 1960, 4.

¹⁷⁸ Elihu KATZ et Paul LAZARSFELD, *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, The Free Press of Glencoe, 1955. Il semblerait que l'effet des télémedia, notamment de la télévision, sur le déroulement de la campagne électorale et sur le pourcentage et l'orientation partisane des électeurs serait relativement faible. Par contre, il se peut que la télévision influe sur le recrutement politique et contribue à faire émerger un nouveau type d'homme politique. Voir William A. GLASER, « Television and Voting Turnout », *Public Opinion Quarterly*, Vol. 29, n° 1, 1965, 51-87 ; Angus CAMPBELL, « Has Television Reshaped Politics », *Columbia Journalism Review*, Vol. 1, n° 1, 1963, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 318-323 ; Philip E. CONVERSE, « Information Flow and the Stability of Partisan Attitudes », *Public Opinion Quarterly*, vol. 26, 1962, dans Ibid., 324-344 ; Herbert A. SIMON et Frederick STERN, « The Effect of Television Upon Voting Behavior in Iowa in the 1952 Presidential Election », *The American Political Science Review*, vol. 44, n° 3, 1955, 470-477 ; Bernard RUBIN, *Political Television*, Wadsworth, Belmont, California, 1967 ; Jay G. BLUMLER et Denis MCQUAIL, *Television in Poli-*

Dans les grandes villes, des « isolats » nombreux et enveloppants recréent en quelque sorte la spontanéité et la cohésion des groupes primaires de la société traditionnelle. Dans les pays en voie de développement, l'émergence d'une culture politique homogène dépend de l'intensité des interactions entre les télémedia et les leaders d'opinion dans les secteurs dynamiques. Dans les entreprises, les individus développent, à côté du réseau officiel de communication, un réseau non officiel qui est, dans une large mesure, responsable du climat de travail et du rendement. Les travaux de Simon, March et Crozier révèlent l'importance stratégique de tels réseaux non officiels. Au cours de ses enquêtes sur les communautés d'entreprises, Albert Meister a relevé une tendance à des regroupements spontanés et cela, non seulement à propos de la participation, mais aussi de l'information. Dans ses propres termes : « Alors que des réunions spéciales sont organisées périodiquement par les responsables, une bonne partie de l'information des membres leur parvient d'autres canaux ¹⁷⁹ ».

Meister note que l'information circule plus facilement à l'intérieur de ces regroupements restreints : l'individu se sent plus à l'aise ; n'étant pas condamné à écouter des conférences, il peut spontanément faire part de ses réactions à mesure qu'elles se produisent, et ainsi de suite.

Bref, on peut conclure avec Jehlik et Losey, cités par Meister, que le groupe restreint constitue « un mécanisme social de base pour modeler l'opinion publique, maîtriser les rumeurs locales, engendrer la pression sociale, transmettre les nouvelles et développer le leadership ». Le groupe restreint est un rouage très souvent oublié dans les programmes globaux de réformes. Il est pourtant essentiel au bon fonctionnement des structures sociales et du réseau de communication.

Les conditions d'émergence du leadership dans les groupes restreints et l'influence de tels leaders dans la vie politique ont fait l'objet d'études assez pous-

tics, Faber and Faber, London, 1968 ; Edward C. CHESTER, *Radio, Television and American Politics*, Sheed and Ward, New York, 1969 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961.

¹⁷⁹ Albert MEISTER, « Participation organisée et participation spontanée », *l'Année sociologique*, 1961, 113. JEHLIK et LOSEY, « Rural Social Organization in Henry County Indiana », cité dans Albert MEISTER, op. cit., 133.

sées ¹⁸⁰. Par contre, la question des rapports que ces leaders « naturels » entretiennent avec les dirigeants officiels constitue encore une large zone grise dans nos connaissances. Ces deux types de leaders se rejoignent-ils ? Et si oui, quels modes de contacts s'établissent entre eux ? Les études électorales nous fournissent quelques indications à ce propos. C'est ainsi que des succès jugés surprenants de candidats ou de mouvements « marginaux » sont très souvent attribués au fait que ces candidats ou mouvements ont réussi à faire converger les télémedia et les circuits d'influence interpersonnelle dominés par les leaders « naturels » au sein des groupes de voisinage, de parenté ou d'usines.

Par ailleurs, les *télémedia*, dans la mesure où ils sont conçus comme des media de masses, sont empêchés de mouler leur action conformément au découpage des structures sociales. En cherchant à rejoindre tout le monde, ils risquent de ne capter vraiment aucun de leurs publics possibles et surtout ils s'empêchent de créer les télépublics qu'il est pourtant de leur nature de faire émerger. D'où le phénomène tant de fois constaté : la plupart des messages émanant des télémedia, même durant les campagnes électorales, se perdent dans le vent. Par ailleurs et pour les mêmes raisons, la capacité de persuasion des télémessages est d'une grande faiblesse : seuls ceux qui partagent déjà le sentiment sollicité perçoivent effectivement ces télémessages ¹⁸¹.

¹⁸⁰ Voir Sidney VERBA, *Small Groups and Political Life*, Princeton University Press, 1961.

¹⁸¹ L'impact des *télémedia* sur les diverses couches sociales varie grandement de l'un à l'autre. Les journaux rejoignent surtout le tiers supérieur de la population et la télévision, l'ensemble de la population et plus particulièrement les deux tiers inférieurs. Il semble qu'à l'égard d'un médium comme la télévision les sentiments soient partagés. Ainsi, si 60 pour cent des Américains aiment regarder la télévision, 80 pour cent d'entre eux ressentent un sentiment de culpabilité devant leur appareil (mauvais usage de leur temps, etc.). Pour l'ensemble, toutefois, les effets des télémedia n'ont été étudiés que par référence à des opinions élémentaires ou passagères (tendances partisans, thèmes de campagnes électorales, etc.). C'est ainsi qu'on ignore dans quelle mesure les télémedia peuvent être considérés comme des agents de changement social ou plutôt de stabilisation sociale. Il semble que leur effet varie considérablement selon les individus et les époques. Les individus instables et les groupes de protestation seraient particulièrement vulnérables à l'action des télémedia. De même, les télémedia seraient des moteurs de changement social dans les périodes d'agitation sociale alors qu'ils contribueraient à la stabilisation dans les

L'accès aux *télémedia* constitue un enjeu de taille : les contraintes techniques limitent rigoureusement le nombre de messages que chacun des media peut transmettre ¹⁸² ; dans les sociétés libérales surtout, le degré d'autonomie de chaque médium leur permet de décider, du moins jusqu'à un certain point, des messages qu'ils transmettront, de la façon dont ils les transmettront et même d'influer sur la nature de ces messages ; l'utilisation des télémedia exige des déboursés élevés que seuls les individus et les groupes les plus à l'aise financièrement peuvent s'offrir.

Peu de données existent sur les caractères et les résultats des luttes qui se livrent pour le contrôle des télémedia. Dans les sociétés libérales, ce sont les groupes les plus puissants, notamment ceux qui représentent les intérêts d'affaires et les gouvernements qui s'approprient la majeure partie du temps ou de l'espace disponible des *télémedia*. Les messages émanant des grandes entreprises et des gouvernements surchargent à ce point les canaux de diffusion que même ces or-

époques de paix sociale. Voir Joseph T. KLAPPER, *The Effects of Mass Communication*, The Free Press, New York, 1965, 15, 18, 59, 77 ; Michael LIPSKY, « Protest as a Political Resource », *The American Political Science Review*, vol. 62, n° 4, 1968, dans Betty H. ZISK, *American Political Interest Groups : Readings in Theory and Research*, Wadsworth, Belmont, California, 1969, 268-293 ; Thelma MCCORMACK, « Social Theory and the Mass Media », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 27, n° 4, 1961, 479-490. Quant à l'aptitude des groupes d'intérêt à rejoindre leurs membres ou le grand public par le truchement des télémedia, elle dépend dans une bonne mesure de leurs liens organiques avec les groupes réels qu'ils prétendent représenter. Voir John M. ORBELL, « An Information-Flow Theory of Community Influence », *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 2, 1970, 322-338 ; P. J. TICHENOR, G. A. DONOHUE et C. OLIEN, « Mass Media Flow and Differential Growth in Knowledge », *Public Opinion Quarterly*, vol. 34, n° 2, 1970, 159-170 ; Herbert E. KRUGMAN et Eugene L. HARTLEY, « Passive Learning from Television », *Public Opinion Quarterly*, vol. 34, n° 2, 1970, 184-190.

¹⁸² Un journal, une revue ne sauraient dépasser un certain nombre de pages (allant de vingt environ dans le cas des journaux européens à plus de cent parfois pour les journaux nord-américains) et, à l'exception des centres qui ont mis au point la télévision par câble, le très petit nombre de circuits disponibles limite rigoureusement le nombre de stations de télévision. À ces contraintes techniques, il faut ajouter celles tenant au goût des usagers et à la quantité innombrable de messages à transmettre (nouvelles, etc.). Voir Richard R. FAGEN, *Politics and Communications*, 4 ; Lucian W. PYE, op. cit., 58.

ganisations très puissantes doivent établir un ordre de priorité dans les messages qu'ils veulent communiquer à la population par le truchement des *télémedia*. Les grandes entreprises sont aujourd'hui dix fois plus puissantes et infiniment plus complexes que l'empire de Rothschild en 1810 et celui de Carnegie en 1890 et la quantité de biens et de services que créent, transforment et distribuent les gouvernements est infiniment plus grande aujourd'hui qu'en 1890. Grandes entreprises et gouvernements, sans toutefois chercher à s'éliminer mutuellement, se livrent à une concurrence de tous les instants pour s'assurer de la meilleure présence possible dans les *télémedia*.

En outre, cette recherche d'une présence privilégiée dans les *télémedia* n'est pas le fait de tous les agents économiques ou politiques. La meilleure part revient aux premiers ministres, à certains ministres particulièrement « colorés », tandis que simples députés, fonctionnaires ou juges doivent faire des esclandres pour attirer sur eux une attention qui, eu égard aux circonstances, ne les sert pas toujours. Quant aux agents sociaux, exception faite des dirigeants des organisations les plus considérables (associations d'affaires, unions ouvrières, associations d'enseignants ou patriotiques, etc.) et de certains individus prestigieux, il leur faut commettre des actes vraiment insolites (de préférence des délits criminels) pour obtenir un accès aux *télémedia* ¹⁸³.

¹⁸³ Il est pertinent de mentionner ici le phénomène de la concentration de la propriété des *télémedia* en quelques mains. Dans les pays communistes, c'est le plus souvent l'État qui possède et contrôle les *télémedia* tandis que dans les sociétés libérales prédominent quelques financiers et dirigeants d'entreprise souvent très influents au sein des grands groupes d'affaires. Même aux États-Unis, l'accès direct des unions ouvrières aux *télémedia* est faible et ailleurs il est souvent presque nul : nombre de groupes d'intérêt, y compris les unions ouvrières, disposent de canaux propres de communication (lettres circulaires, journaux, stations radiophoniques, etc.). Certains pays, tels la Grande-Bretagne et le Canada, ont créé des régies qui possèdent au moins une chaîne de radio et de télévision et contrôlent plus ou moins étroitement l'ensemble du réseau. Quelle est l'influence réelle des propriétaires ? Nulle selon certains, énorme selon d'autres. Ce ne sont généralement pas tant les propriétaires eux-mêmes qu'il faut mettre en cause que ceux qui gèrent leurs affaires et parfois, surtout dans le cas de la télévision, les gros annonceurs et les commanditaires. L'influence des directeurs des *télémedia* se fait sentir dans toutes les activités de ces derniers et peut-être de façon toute particulière dans la détermination des critères qui en permettent l'accessibilité. Voir Morris L. ERNST, *The First*

Comptent également les dispositions des télécommunicateurs, leur sens professionnel, les conditions de leurs chances d'avancement, leur liberté d'action, la contrainte de la cote d'écoute qui brime leurs initiatives, etc. C'est grâce au vouloir parfois obstiné des télécommunicateurs que les *télémedia* conservent un certain degré d'indépendance réelle par rapport aux entreprises et aux gouvernements. Cette indépendance cependant ne peut être que partielle parce que, soumis aux contraintes impérieuses du jour à jour et captifs d'agences de nouvelles et de services officiels d'informations, ils doivent transmettre les « nouvelles » que d'autres produisent. La création d'offices d'information gouvernementale pourrait toutefois réduire considérablement cette dépendance si ces offices étaient eux-mêmes indépendants du gouvernement du jour et si les services d'information gouvernementaux étaient vraiment à leur disposition. On devrait d'ailleurs créer des services similaires d'information industrielle et syndicale. C'est grâce à la ténacité des télécommunicateurs que journaux, radio et télévision véhiculent une quantité impressionnante de messages dont la valeur informative et formative est considérable. Les conditions actuelles de l'exercice de leur métier de même que, sans doute, les limites de leur compétence et de leur souci de l'intérêt public général, empêchent toutefois la majorité des télécommunicateurs d'agir en profondeur sur les nombreuses contraintes socio-politiques qui s'exercent sur les *télémedia*.

C'est dans ce contexte général qu'il faut juger de l'influence effective des télémedia sur les publics. Ainsi s'explique le fait que les questions d'intérêt public général émergent si mal de la quantité énorme des messages transmis à la population. Sans doute, dans les sociétés libérales, la mission des télémedia consiste tout

Freedom, Macmillan, New York, 1946 ; Francis E. ROURKE, *Secrecy, Publicity and the Dilemma of Democracy*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1961 ; Bernard RUBIN, op. cit. ; David FINN, « The Management of Pressures and Opinion », dans Harlan CLEVELAND et Harold D. LASSWELL, *Ethics and Bigness*, Harper, New York, 1962, 73-80 ; Jean MEYNAUD, *Nouvelles Etudes sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1961, 189-192 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 344-405 ; Gabriel ALMOND, « A Comparative Study of Interest Groups and the Political Process. A Research Note », *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 1, 1958 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 334-368 ; aussi nombre de bons exposés d'auteurs différents dans Reo M. CHRISTENSON et Robert O. MCWILLIAMS, editors, *Voice of the People, Readings in Public Opinion and Propaganda*, McGraw-Hill, New York, 1962, 108-221.

autant à distraire qu'à informer et beaucoup plus qu'à former. Certes, nombre de messages, comme les pages ou les émissions d'informations, les pages éditoriales ou les émissions d'affaires publiques, etc., visent nettement à la formation des publics. De tels efforts ont des effets que nous ne pouvons mesurer à défaut d'analyses sérieuses. Le poids de ces efforts ne peut d'ailleurs s'apprécier isolément du volume entier des messages. Il est probable que la majeure partie des opinions qu'un médium, potentiellement aussi puissant que la télévision, contribue à faire émerger sont tellement triviales que des sociétés moins léthargiques et désabusées que les nôtres ne pourraient les tolérer. La structure même des contrôles et des sollicitations s'exerçant sur les *télémedia* incite ces derniers à adopter le langage le plus élémentaire qui soit, c'est-à-dire le langage de la publicité commerciale ou politique. Ce n'est guère exagérer que de dire des *télémedia*, surtout de la télévision, qu'ils vivent de la promotion des savons, des gadgets, des stars et des hommes politiques.

III. « MEDIA » DE COMMUNICATION ET INFORMATION

[Retour à la table des matières](#)

De tous temps il y a eu des « données » et des « nouvelles », mais l'homme n'a pas toujours eu les moyens de les communiquer, c'est-à-dire de les traduire en informations. L'information constitue l'une des principales ressources des grandes organisations modernes. Comme les autres produits de la technologie, elle connaît trois phases : l'artisanat, la production en chaîne et l'automation. Elle est aujourd'hui en train d'accéder à la troisième phase. Cependant, dans certains secteurs, les résistances de vieux rouages et de mentalités anciennes la maintiennent fermement clouée à l'âge artisanal.

Ce n'est toutefois que depuis peu que l'information est devenue un domaine majeur de préoccupation pour la recherche scientifique. Pour l'ensemble, les instruments d'analyse sont encore rudimentaires, les connaissances, incertaines. C'est ainsi que nous ignorons si l'information constitue un ensemble homogène ou si elle se différencie selon son contenu. Par exemple, l'information politique diffère-t-elle substantiellement dans sa forme comme dans son contenu d'autres catégo-

ries d'informations ? Une discussion engagée sur cette voie risque de rouvrir le stérile débat sur la spécificité du phénomène politique et de la science politique elle-même. Nous supposons que, du moment qu'à un point majeur d'un circuit de communication se trouve un rouage ou un agent dont la visée concerne la conversion des idéologies, pressions et intérêts sociaux en demandes et soutiens politiques ou encore la transmission des volontés politiques aux agents sociaux, l'information revêt un caractère politique. C'est ainsi qu'un message dont la source est syndicaliste et qui s'adresse à un député, fonctionnaire ou ministre, sera dit politique tout comme d'ailleurs un message émanant d'un député, fonctionnaire ou ministre et destiné à un syndicaliste. De même, sera dit politique un message qui emprunte la voie des partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs ou media de communication, quel que soit l'émetteur ou le récepteur pourvu que son contenu soit politique ou quel que soit son contenu pourvu que l'émetteur ou le récepteur soit politique ¹⁸⁴.

Tout comme, selon notre méthode d'analyse, une société comprend deux systèmes différents, un système politique et un système social, et deux catégories distinctes d'agents, les agents sociaux et les agents politiques, de même peut-on distinguer deux catégories générales d'informations, les informations politiques et les informations sociales (économiques, culturelles, etc.). Les deux catégories

¹⁸⁴ Ces distinctions sont grossières mais nous devons nous en contenter. Nous ne disposons malheureusement pas de critères de classement valables des catégories d'informations susceptibles d'être qualifiées de « politiques ». il faudrait tout au moins une taxonomie minimale permettant de distinguer : (1°) les informations internes étatiques (c'est-à-dire circulant au sein des grandes composantes ou fonctions du système politique : législative, gouvernementale, administrative et juridictionnelle) ; (2°) les catégories d'informations internes propres à une fonction du système politique (ainsi que les informations administratives qui elles-mêmes peuvent être intraministérielles, interministérielles ou non ministérielles) ; (3°) les informations émanant des mécanismes d'interactions systémiques (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs, media de communication) ; (4°) les informations externes (émanant d'une des fonctions du système politique et dirigées vers des publics ou vice-versa) ; (5°) les informations internationales (dirigées vers d'autres systèmes politiques, le système international ou une de ses composantes). Le présent exposé portera surtout sur les informations externes, c'est-à-dire celles que les composantes du système politique ou les mécanismes d'interactions transmettent aux publics ou encore celles que ces derniers orientent vers le système politique ou vers les mécanismes d'interactions.

d'informations dépendent de conditions différentes tant pour leur production, leur conservation et leur distribution que du point de vue de l'usage que l'une et l'autre catégorie d'agents tend à en faire. C'est ainsi que, dans un régime libéral, les informations « politiques » sont soumises à des préoccupations reliées plus ou moins directement à la règle de majorité tandis que les informations « sociales » sont reliées au souci de contrôler les opinions. En outre, les agents politiques utilisent le pouvoir que leur confère la masse énorme des informations dont ils disposent comme une arme dans leurs rapports avec les agents sociaux et ces derniers agissent de même à l'endroit des agents politiques. De tels comportements ne favorisent guère la bonne circulation des informations plus souvent conçues, de part et d'autre, comme un monopole et comme une arme que comme un bien commun et un service.

L'information est une ressource dont doit disposer tout individu ou groupe qui se veut efficace. Dans les termes de François Perroux : « L'information d'un agent est, peut-on dire, l'ensemble des variables qui constituent son horizon économique ; elle est, d'autre part, l'ensemble des variables qu'il prend en considération effective pour dresser le plan d'une action économique déterminée et pour le réviser en cours de développement. »

En outre, en régime capitaliste, l'information est ni plus ni moins qu'une marchandise dont le coût, comme dans le cas de toute marchandise, est déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Toujours selon François Perroux :

L'information s'intègre encore à de nombreux plans, aujourd'hui, comme l'objet même de la production et de l'échange. La presse, la publicité, les *public relations* vendent de l'information, plus précisément les supports de l'information. Les ingénieurs-conseils, les ingénieurs sociaux, les conseillers techniques, les spécialistes du *marketing* procurent, contre argent, de l'information ; il en est de même des professeurs, avocats, médecins, chercheurs scientifiques, travailleurs de laboratoires. [Or] L'information circule dans les régimes économiques de concurrence monopolistique, d'oligopoles, de groupes et d'ententes... Les meilleurs services en matière d'information peuvent être acquis par les plus grands et les plus puissants : ils s'attachent les meilleurs personnels pour la recherche technique, pour la prévision, l'étude des marchés, la publicité, les *public relations*, les meilleurs intermédiaires entre leur firme et l'État ; ils peuvent s'assurer des positions stratégiques dans la presse... Les régimes d'opinion sont souvent

des dispositifs employés pour paralyser l'information. [Sans doute ;] Le grand capitalisme ne parvient pas à étouffer une information directement contraire à la maximisation des profits de monopoles. Il se heurte aux résistances du travail organisé. Il doit compter avec de véritables pouvoirs à base d'information : le pouvoir des savants, des chercheurs et des techniciens de la science pure et appliquée, le pouvoir de quelques élites politiques et administratives armées d'un savoir économique scientifiquement contrôlé.

Mais, ici encore, la tâche des gouvernements est capitale et irremplaçable. En effet, bien que l'État lui-même soit « dépendant des grands intérêts (qui) l'assiègent et même l'occupent », celui-ci est l'unique garant d'une information d'intérêt général démythifiée, qui seule peut soutenir « la lutte des plus défavorisés par l'information ¹⁸⁵ ».

On ne peut aborder la question de l'information politique en faisant abstraction du cadre social dans lequel elle s'insère obligatoirement. Les agents politiques, en effet, dans leur recherche de l'information, sont constamment mis en contact avec nombre d'organisations économiques, sociales, culturelles qui, selon les circonstances, leur sont alliées ou rivales. Ils partagent en bonne partie avec ces dernières le même réseau national et international de communication et les circuits qui leur appartiennent en propre ne sont pas, il s'en faut, toujours les plus puissants. Toutefois, ils ont un singulier avantage sur leurs concurrents : ils détiennent les commandes d'un système de décisions impératives qui rejoint virtuellement tous les citoyens et qui est considéré comme légitime par une fraction prépondérante d'entre eux. C'est pourquoi, dans la lutte pour l'utilisation des canaux d'information, la plupart du temps surchargés de messages de toutes sortes, ils obtiennent d'ordinaire un traitement privilégié - condition qui va s'imposer de plus en plus à mesure que l'importance du rôle des agents politiques dans le développement deviendra plus manifeste et que les questions de développement elles-mêmes seront davantage perçues comme primordiales.

¹⁸⁵ François *PERROUX*, « L'information, facteur de progrès économique dans les sociétés du XX^{ème} siècle », *Diogène*, vol. 21, 1958, 32-61 ; voir aussi du même auteur : *l'Économie du XX^{ème} siècle*, Presses universitaires de France, Paris, 1961, 347-406. Joseph *FOLLIET*, *l'information moderne et le droit à l'information*, Éditions Gamma, Paris, 1969, 378.

Une double exigence commande de la sorte aux agents politiques de veiller à la création et au maintien d'un réseau de communication capable de permettre la diffusion la plus large possible de l'information : une exigence d'efficacité, reliée au bon fonctionnement de la société ; une exigence de bien commun, dérivée des préceptes mêmes de l'humanisme contemporain ¹⁸⁶.

L'étude des communications dans les situations concrètes montre comment l'information part des centres émetteurs, circule à travers les circuits du réseau pour rejoindre les récepteurs, agents sociaux ou agents politiques. Dès lors elle met en relief les multiples facettes des structures sociales. Semblable étude montre comment divers types d'activité peuvent être favorisés ou non selon les caractères et le fonctionnement du réseau de communication. Selon que ce dernier transmet les informations de façon adéquate ou non, les organisations remplissent ou non leurs tâches, les interactions utiles entre individus ou groupes se produisent ou non, le fonctionnement des rouages politiques et sociaux se déroule selon les règles ou, au contraire, aboutit à un désastre ¹⁸⁷.

Karl Deutsch suggère les facteurs suivants comme pertinents à cette étude : (1°) La charge des informations, c'est-à-dire le degré et la rapidité des changements dans la position de l'objet une fois qu'il a atteint le milieu ambiant et en rapport avec le but visé par le système ; (2°) Le retard dans les réponses du système, c'est-à-dire le temps qui sépare la réception de l'information concernant la position de l'objet dans le milieu ambiant et l'accomplissement des ajustements

¹⁸⁶ On peut dès lors distinguer les informations descendantes, c'est-à-dire celles qui vont des agents politiques aux agents sociaux, et les informations montantes, c'est-à-dire celles qui font le parcours inverse.

¹⁸⁷ On pourrait citer de nombreux exemples de désastres résultant du mauvais état du réseau de communication. La raison du piètre développement des communications est souvent imputable au manque d'homogénéité du réseau, dont une partie est de type traditionnel et l'autre de type moderne. C'est ainsi que le désastre minier que relate John Barlow MARTIN dans un poignant article (« The Blast in Centralis No. 5, A Mine Disaster no One Stopped », *Harpers Magazine*, n° 196, mars 1948, 193-220) est attribuable à la difficulté des communications entre les représentants locaux et les patrons et les chefs syndicaux métropolitains. Cet événement résulte du fait que les structures sociales, fondées sur l'électronique, les grandes entreprises, les universités et les grandes organisations politiques qui sont appelées à s'ajouter aux structures traditionnelles ne sont encore qu'en processus d'émergence.

correspondant aux buts visés par le système ; (3°) Le gain obtenu dans chaque démarche correctrice du système, c'est-à-dire l'importance du changement dans les conduites qui en résultent ; (4°) Le contrôle des opérations, c'est-à-dire la distance qui sépare les prédictions concernant la position prévue de l'objet dans le milieu ambiant et la position qu'il occupe réellement d'après les signaux les plus récents.

L'analyse de ces facteurs, toujours selon Deutsch, permet de poser les questions suivantes sur la qualité de la performance d'un système politique : (1°) Quels sont l'étendue et le degré du changement dans la situation internationale ou intérieure auxquels il doit faire face ? (2°) Quel est le retard dans la réponse du système à un nouvel état d'urgence ou à un nouveau défi ? Combien de temps faut-il au système pour qu'il devienne conscient d'une situation nouvelle ; combien de temps additionnel faut-il pour prendre une décision ; quels délais implique une participation accrue des citoyens ou la pratique de la consultation ? (3°) Quel gain politique résulte de la réponse du système, c'est-à-dire quelle est la vitesse et l'étendue de la réaction d'un système politique aux nouvelles données qu'il a reçues ? Avec quelle rapidité les bureaucraties, les partis, etc., répondent-ils aux réallocations de leurs ressources ? (4°) Quelle est l'étendue du contrôle des opérations, c'est-à-dire la capacité d'un système de prédire et d'anticiper de nouveaux problèmes de façon correcte ? Jusqu'à quel point un système s'efforce-t-il d'accroître son contrôle des opérations par la création de rouages de prévision spéciaux et d'offices de prospective ou de planification ¹⁸⁸ ?

Un autre ordre de préoccupations concerne la qualité de la transmission de l'information. En effet dans tout circuit de communication relativement complexe

¹⁸⁸ Karl W. DEUTSCH, *The Nerves of Government*, 187-190. Se révèle ici l'importance des canaux de rétroaction pour le système politique. Parce que ses ramifications et son action s'étendent à tout le système social, le système politique requiert des moyens de contrôle et de rajustement d'une grande précision. Il doit constamment connaître la température et la pression barométrique de l'environnement. Retours vers les électeurs, sondages d'opinions, missions d'animation, campagnes d'information, consultation représentent autant de moyens de mesure. Mais leur degré d'exactitude est aléatoire. Les fréquentes oscillations, hésitations et « erreurs d'évaluation » au sein des systèmes politiques démontrent l'inefficacité des canaux traditionnels de rétroaction.

les sources de déformation possible de l'information, émanant de l'émetteur, du récepteur ou du médium, sont très nombreuses (schéma n° 6).

SCHÉMA N° 6

Sources de déformation de l'information dans un circuit de communication

[Retour à la table des matières](#)

Source : Cyril ROSEMAN et al., *Dimensions of Political Analysis*, Prentice-Hall, 1966, 256.

Par l'examen du réseau de communication systémique, on suit le cheminement de l'information de sa source à son point de destination : on identifie ainsi les goulots d'étranglement, les centres de distorsions, les points du réseau où la perte d'information (entropie) se produit, les circuits qui créent des interférences ou introduisent des éléments étrangers. Selon le résultat enregistré, les systèmes politiques seront dits cohérents ou incohérents ¹⁸⁹.

En considérant ainsi les systèmes politiques comme des réseaux de communication, plusieurs questions anciennes se présentent sous un jour nouveau ou encore de nouvelles questions se posent. C'est ainsi que la façon dont les systèmes politiques fabriquent et transmettent les informations devient un indice majeur de leur cohésion et de leur cohérence internes. En effet, les systèmes politiques cohé-

¹⁸⁹ Richard R. FAGEN, op. cit., 91. Fagen montre que des informations en nombre et en qualité suffisantes sont requises pour le bon fonctionnement du système politique.

sifs et cohérents sont ceux où existent des réseaux de communication intégrés et homogènes. De même la rationalité des choix politiques se trouve intimement liée à la qualité du réseau de communication du système politique. La plupart des grands systèmes doivent traiter des informations concernant une foule de sujets souvent disparates. Pour le système politique la variété de tels sujets est illimitée. Certes, la « mémoire » systémique s'est beaucoup accrue récemment par l'invention de moyens électroniques de traitement, classement et entreposage de l'information. Toutefois, l'utilisation réelle de ces nouveaux moyens est souvent fort limitée par suite de considérations de coûts, de temps ou plus simplement d'intérêts partisans ou personnels immédiats. La rationalité des choix se trouve ainsi fonction de la rapidité avec laquelle les centres stratégiques du réseau de communication peuvent faire le tri dans la masse des informations de façon à retenir celles qui, selon les situations, permettront aux responsables de parvenir à des décisions rationnelles et raisonnables.

Ces considérations conduisent à poser un problème majeur concernant tout réseau de communication, dont la solution peut être décisive pour, la persistance de toute grande organisation et de façon particulière pour le système politique. Il s'agit de l'identification des points dans les circuits de communication qui peuvent être critiques pour la prise des décisions et l'émission des ordres. En prenant comme exemple une armée, ces points ne peuvent être situés au niveau des généraux qui sont trop peu nombreux et trop éloignés des simples soldats pour disposer de toutes les informations pertinentes ; ils ne peuvent non plus être au niveau des sergents qui, au contraire, sont trop nombreux et trop près des simples soldats pour pouvoir traiter judicieusement les informations éparses et incomplètes dont ils disposent. Ces points se trouvent au niveau des colonels, également assez bien situés dans le réseau de communication par rapport aux simples soldats et par rapport aux états-majors pour pouvoir formuler des jugements justes sur un grand nombre de questions importantes touchant la vie de l'armée. Le rang de colonel constitue donc le niveau moyen critique du réseau de communication d'une armée ¹⁹⁰. Dans un système politique, un tel rang stratégique serait probablement celui de sous-ministre ou de directeur général d'un important service. Ces personnes, peu connues du grand public, sont par contre les « éminences grises derrière

¹⁹⁰ Morris JANOWITZ, *The Professional Soldier*, The Free Press of Glencoe, 1960 ; Karl W. DEUTSCH, op. cit., 154.

le trône ». D'elles dépend la bonne circulation des informations entre les gouvernants et les niveaux intermédiaires de la fonction publique ; en tant qu'intermédiaires entre la « politique », que représentent les ministres, et les fonctionnaires qui possèdent les connaissances spécialisées, elles remplissent un rôle essentiel dans la conversion en décisions politiques de l'information sur les besoins et les aspirations des citoyens, d'une part, et sur les ressources et les coûts, d'autre part.

Si les sous-ministres et les directeurs des grands services constituent ainsi les niveaux moyens critiques des systèmes politiques du point de vue de l'information politique externe aussi bien qu'interne, qu'advient-il alors du rôle des parlementaires, des ministres et, plus particulièrement, du premier ministre ? L'aire d'activité des députés, tant ceux du gouvernement que ceux de l'opposition, est généralement limitée à leur circonscription ; celle des ministres dépasse rarement les frontières de leur secteur de responsabilité. Les premiers ministres, dont le champ d'action n'est limité ni sur le plan géographique ni sur le plan des secteurs, se trouvent dans une situation fort ambiguë et souvent pathétique : situation ambiguë parce qu'ils sont les chefs d'un parti et, à ce titre, tout comme les chefs des partis de l'opposition, ils ont des responsabilités bien définies vis-à-vis une clientèle qui a des droits précis sur eux ; d'autre part, ils sont les leaders, les guides de la nation et, à ce titre aussi, ils ont des responsabilités auxquelles ils ne peuvent se dérober. Par suite de ce double leadership, le premier ministre est, pour ainsi dire, le garant de la qualité de toute l'information politique qui circule dans un pays. Plus encore : il doit prévoir correctement les réactions du public aux décisions du gouvernement ; il doit aussi prévoir les conséquences plus générales de chaque décision tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il doit finalement pouvoir anticiper les événements. Outre le fait qu'un pays ne saurait être bien gouverné si le premier ministre est incapable d'anticiper les événements et d'en expliciter la portée auprès des membres de son parti et plus encore auprès de l'ensemble de la population, son avenir même en tant que leader dépend de cette double aptitude ¹⁹¹.

Mais les efforts souvent considérables des premiers ministres pour communiquer avec le peuple sont pathétiques parce que, s'ils peuvent avoir des effets psychologiques considérables, ils ont la plupart du temps fort peu d'effets réels sur la

¹⁹¹ Sur le rôle du leader politique, voir, de l'auteur, « The Concept of Political Leadership », *Revue canadienne de science politique*, vol. 1, n° 1, mars 1968, 2-18.

qualité de l'information dans une société donnée : coudoyer les foules, échanger des poignées de mains, prononcer des discours, tenir des conférences de presse, se présenter devant les caméras de la télévision, tout cela consume une part considérable du temps et de l'énergie des premiers ministres mais, dans des circonstances normales et compte non tenu de considérations électorales, tout cela est d'un rendement bien médiocre. Par ailleurs, de telles activités divertissent les premiers ministres de leurs tâches nombreuses, accaparantes et essentielles au sein du gouvernement et de leur propre bureau.

Le problème est d'autant plus grave que les bureaux des premiers ministres sont généralement loin d'être organisés de façon à être stratégiquement situés dans le réseau de communication du système politique. En effet, ce sont habituellement les ministres, responsables des divers secteurs d'activité du gouvernement, qui fournissent, eux-mêmes ou par l'office d'intermédiaires, au premier ministre et aux membres du bureau du premier ministre les informations sur les activités de leurs ministères. Or, les ministres, pour toutes sortes de raisons, sont des sources médiocres d'information : ils sont trop accaparés, ils ont trop d'intérêts personnels à sauvegarder, ils sont souvent trop peu compétents dans leur propre domaine.

S'ils se montrent très zélés dans l'accomplissement de tâches relevant des relations publiques, les premiers ministres risquent de transmettre des informations d'intérêt secondaire, biaisées, inadéquates ou même erronées. Dans l'ère où nous sommes, les bureaux des premiers ministres devraient être des chambres électroniques qui recevraient directement, à la source, les informations venant de toutes les parties du système politique et du système social et qui feraient le tri de ces informations conformément aux divers rôles du premier ministre comme principal garant, devant le Parlement et les citoyens, de la qualité de l'information émanant de l'administration et du Cabinet. En outre, ces bureaux devraient recevoir et classer de façon méthodique les informations selon les sources fort diverses dont elles émanent (simples citoyens, chefs d'entreprise, syndicalistes, fonctionnaires, députés, ministres) et ces informations devraient être recueillies selon les méthodes les plus variées (conversations, correspondance, pétitions, sondages et procédés électroniques). Par de tels aménagements, les premiers ministres recevraient de leurs conseillers, de façon rapide et sûre, les données susceptibles de leur permettre de remplir efficacement leurs rôles de chefs de parti et de leaders de la nation tout en

leur laissant plus de loisirs pour l'accomplissement de leurs nombreuses et accaparantes activités symboliques et mondaines.

Un problème, bien sûr, demeure : celui du rapprochement nécessaire du gouvernement moderne et du peuple. Ce problème, semble-t-il, n'est pas près d'être résolu. Mais il est certain qu'en dépit de tous leurs efforts, ceux qu'ils font déjà ou ceux qu'ils pourraient faire, les premiers ministres ne sont pas en mesure d'effectuer eux-mêmes et à eux seuls ce rapprochement. C'est dans d'autres directions qu'il faut chercher les voies véritables de solutions à ce problème majeur.

Dans le contexte de développement optimal de toutes les ressources physiques et humaines dans lequel nous devons obligatoirement nous situer, le besoin de la rationalité des décisions devient impérieux. Or, pour que les décisions soient rationnelles, il s'impose que le réseau de communication ne se confine pas à un seul système, le système politique ou encore le système social. Il faut, au contraire, que de larges avenues de communication soient ouvertes entre les deux systèmes de façon à garantir la qualité des informations. Les centres de pouvoir étant nombreux, il y a forcément interdépendance entre agents sociaux et agents politiques. Ni les uns ni les autres ne détiennent un monopole de l'information. Au contraire, les agents de chaque catégorie disposent d'informations qui doivent être communiquées aux agents de l'autre catégorie pour que ces derniers soient en mesure de prendre des décisions rationnelles. Les agents sociaux possèdent une grande quantité de connaissances scientifiques, techniques et humaines (conditions physiques et psychologiques concrètes des individus, etc.) sans lesquelles les agents politiques œuvrent dans l'abstrait, sinon dans la nuit. Inversement, les agents politiques ont à leur disposition des banques d'information (statistiques, données conjoncturelles et autres) et des contrôles (financiers, réglementaires, etc.) au sujet desquels les agents sociaux, pour agir de façon éclairée, doivent être convenablement informés.

Toute visée monopolistique ou oligopolistique de la part d'agents sociaux ou politiques, dans le domaine de l'information, doit être considérée comme irrecevable. Les agissements occultes et les calculs intéressés auxquels les égoïsmes forcenés de l'époque du laisser-faire nous avaient accoutumés doivent être résolument abandonnés.

Il y a manifestement là une tâche collective immense qui est appelée, par la force même de la logique qui contraint tous les agents, à être planifiée. Cette tâche exige la collaboration active de tous et, par conséquent, la libre circulation des informations parmi les agents sociaux et politiques.

Pour que les sociétés puissent s'engager à fond dans la voie du développement auquel elles sont conviées, l'information doit présenter certains traits susceptibles d'être appréciés à la lumière des critères suivants :

1. **L'exactitude**, c'est-à-dire la conformité aux faits. L'exactitude est fonction de deux facteurs : de la véracité du message à sa source et de la qualité de la transmission de ce message à travers les canaux de communication (interférences, bruits, distorsions, addition d'éléments étrangers au message sous sa forme originelle, etc.) ¹⁹².
2. **L'universalité**, c'est-à-dire la totalité des faits. L'universalité est fonction du volume et de la rapidité de traitement des informations, de la conjoncture de même que des habitudes bureaucratiques et des exigences sécuritaires. Beaucoup d'informations sont transmises en circuits fermés, c'est-à-dire qu'elles sont soumises à la règle plus ou moins absolue du secret. Il est urgent que les administrations, surtout publiques, élargissent les règles concernant le secret qui, si elles étaient toujours suivies à la lettre, paralyseraient l'ensemble du réseau de communication. La dépendance des fonctionnaires vis-à-vis du secret s'est considérablement accrue depuis 1940, c'est-à-dire depuis que les gouvernements, en collaboration avec la grande entreprise, se sont engagés dans la recherche militaire et la production de, missiles et de fusées ¹⁹³. Le secret s'est trouvé érigé en système. L'imposition du secret a pour effet de créer deux catégories de citoyens : une mino-

¹⁹² Des informations inexactes sont susceptibles de produire de graves conséquences sur le plan national et international.

¹⁹³ Francis E. ROURKE, « Administrative Secrecy : A Congressional Dilemma », *The American Political Science Review*, vol. 54, n° 3, septembre 1960, 684-695 ; Robert A. DAHL, « Atomic Energy and the Democratic Process », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 290, novembre 1953, 1-6 ; Francis E. ROURKE, *SECRECY, Publicity and the Dilemma of Democracy*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1961.

rité bien informée sur certaines des questions les plus pressantes de l'heure et une majorité ignorante à l'égard de ces mêmes questions et qui, au surplus, n'a aucune chance d'être instruite. Frein au développement, une telle situation empêche en même temps la pleine émergence d'une société concertée. Cette société, en effet, ne peut s'imaginer que dans un contexte respectueux de l'exigence de l'information universelle ¹⁹⁴.

Sans doute, la mise au point d'instruments électroniques permettra de pénétrer de plus en plus profondément les régions jusqu'ici « cachées » de la matière et de la conscience de même que les énormes progrès anticipés de l'électronique vont décupler les possibilités, déjà si grandes, d'anéantir la vie privée des individus. Les maîtres des ordinateurs, des lasers et des holographes pourront théoriquement disposer de renseignements sur les individus et les groupes infiniment supérieurs à ceux que recueillaient les préfets de police les plus zélés des dictateurs les plus absolus des temps passés. Il faudra inventer des mécanismes de contrôle pro-

¹⁹⁴ D'aucuns estiment que trop d'informations sur des sujets trop divers sont communiquées simultanément à trop d'individus mal préparés à les absorber et les digérer. Cette condition engendrerait de graves troubles d'ordre psychologique (panique, angoisse, sentiment d'impuissance, schizophrénie, impulsions de révolte). On doit plutôt imputer ces syndromes, dans la mesure où ils se manifestent, à l'anonymat des sources d'information qui, dans la société post-moderne, sont forcément nombreuses et diverses. Trop souvent la structuration des réseaux de communication obéit bien davantage à des exigences techniques qu'à des considérations d'ordre social et humain. D'où le fait qu'ils ne soient pas aménagés de façon à correspondre aux fines différenciations des structures sociales ni par conséquent à répondre aux attentes des divers publics. Une autre source de malaise découle de l'ignorance des effets réels sur les individus et les groupes de l'information et de l'impossibilité par conséquent de rajuster, le cas échéant, ces derniers par suite de la carence des canaux de rétroaction. L'universalité de l'information est requise pour la pleine réalisation de l'homme et pour le mettre en mesure d'assumer la maîtrise de sa destinée. L'information, en effet, est en voie de devenir le principal principe de distribution du pouvoir social et du pouvoir politique entre individus et groupes dans les conditions de la société post-moderne. Le principe essentiel de division sociale entre individus et groupes aujourd'hui n'est plus entre travailleurs et capitalistes, consommateurs et producteurs industriels. Elle oppose les producteurs et les consommateurs de l'information. Cette nouvelle division recouvre toutes les autres.

pres à écarter les abus. La réponse ne réside toutefois pas dans un refus du principe de l'universalité de l'information.

3. **L'intelligibilité**, c'est-à-dire l'aptitude d'un message à être compris correctement par le destinataire. Plusieurs facteurs influent sur l'intelligibilité de l'information : la complexité intrinsèque du message transmis ; la capacité et la volonté de l'émetteur de s'exprimer clairement ; l'aptitude du circuit à transmettre les aspects du message qui concernent de façon spéciale son déchiffrement ; la compétence du déchiffreur du message à la sortie du circuit, le nombre et le degré de compétence des intermédiaires, et, finalement, dans les cas nombreux où le destinataire est une collectivité de statut socio-économique hétérogène, les différences intellectuelles et émotives chez les récepteurs du message.
4. **La pertinence**, c'est-à-dire l'adéquation du message aux besoins et caractéristiques du destinataire. Beaucoup d'informations sont non pertinentes, soit parce qu'elles n'entrent aucunement dans le champ d'intérêt du destinataire, soit encore parce qu'elles sont en elles-mêmes dénuées d'intérêt, voire de signification. Dénonçant l'absence de pertinence d'un très grand nombre d'informations qui encombrant aujourd'hui les *télémedia*, C. Wright Mills parle d'immoralité supérieure (*higher immorality*) : par voie de conséquence, le sens critique des individus s'amenuise en même temps que s'accroît la somme des connaissances ¹⁹⁵. La pertinence est donc fonction du degré d'intelligence critique des agents sociaux et politiques.
5. **L'accessibilité**, c'est-à-dire la possibilité pour un individu de recevoir un message et d'en retracer le cheminement depuis son point d'arrivée jusqu'à sa source. L'accessibilité est fonction de la distance physique du destinataire par rapport aux media de communication de même que, plus profondément, de la distance psychologique qui le sépare des centres de décision. Les caractéristiques personnelles du destinataire et son statut socio-économique sont ici des variables essentielles.

¹⁹⁵ C. Wright MILLS, cité par Irving Louis HOROWITZ dans l'introduction aux essais colligés de Mills sous le titre : *Power Politics and People*, Oxford University Press, 1963, 19, 599ss.

Sous chacun de ces cinq critères, tant dans sa substance que dans les conditions de sa distribution parmi les diverses couches de la population, l'information se révèle aujourd'hui bien déficiente. L'amélioration, de la situation se heurte à plusieurs difficultés d'ordre non pas surtout technique mais avant tout social et psychologique. La communication doit faire son chemin à travers mille embûches et surmonter mille obstacles.

Il y a d'abord le fait que le réseau de communication ne s'étend pas de façon homogène parmi toutes les couches de la population, que des circuits entiers (revues et magazines) ne rejoignent pas de façon signifiante, tout au moins sous l'aspect politique, les deux tiers inférieurs de la population et que d'autres circuits (livres et revues d'intérêt politique, publications gouvernementales, bilans d'entreprises, etc.) touchent au maximum 10 pour cent de la population. Dans une grande mesure, en dehors des cercles spécialisés, toute information émanant de tels circuits est sans récepteur. En outre, la plupart des circuits qui rejoignent la masse de la population (télévision, journaux populaires), par leur contenu et leur volume, dévalorisent et vont jusqu'à « noyer » les messages d'intérêt général. Ces conditions diverses expliquent que les effets des *télémedia* sont très souvent décevants. C'est ainsi que les individus n'entendent vraiment que les messages qui les confirment dans leurs impressions ou encore qui ne dérangent pas leur sécurité. C'est en effet quand ils se trouvent en état d'équilibre instable qu'ils sont le plus vulnérables à leur action : les messages remplissent alors la fonction d'une remise en équilibre ¹⁹⁶. Or, quand les récepteurs sont des individus, on ne trouve pas toujours cet état de déséquilibre favorable à la transmission des messages. Cette condition se rencontre cependant assez souvent quand il s'agit de messages politiques : il est probable, en effet, que dans le domaine politique les individus ressentent avec une acuité plus grande que dans d'autres domaines le besoin de sécurité.

Par ailleurs, la crédibilité d'un message dépend du degré de légitimité accordé à la source de ce message. Or, il semble que ce degré diminue rapidement à mesure qu'on pénètre les couches intermédiaires et inférieures de la population. Plus de gens estiment que la politique est « pourrie » parmi ces dernières que parmi les strates supérieures. Il est donc naturel que les messages des « politiciens » ne reçoivent pas la même réception dans l'un et l'autre cas. Sans doute, le scepticisme

¹⁹⁶ Karl DEUTSCH, op. cit., 147.

dont on entoure la politique parmi les strates inférieures s'accompagne en même temps de beaucoup de crédulité par suite d'une inaptitude intellectuelle et affective à distinguer entre les prises de position « réalistes » et les promesses « insensées ». Il n'en est pas moins vrai que la conviction de la « pourriture » congénitale de la politique s'accroît avec chaque espoir déçu - espoir d'ailleurs souvent créé par des politiciens qui misent précisément sur la crédulité des gens pour atteindre leurs fins.

IV. TENDANCES ÉVOLUTIVES

[Retour à la table des matières](#)

Les *télémedia* sont au principe de deux révolutions. La première révolution, qui est bien en cours, est celle du bouleversement des cadres de vie traditionnels qu'ils entraînent lors de leur implantation. La seconde révolution, qui est à peine esquissée, est celle d'une récréation du monde dont elles deviendront un agent majeur. Cette seconde révolution se heurte toutefois à des obstacles suffisamment nombreux et redoutables pour la bloquer si on ne parvient pas bientôt à les supprimer.

Ce fut une faute grave, imputable à l'idéologie qui prédominait au moment de leur avènement, de considérer les *télémedia* comme des mass media. Cette conception erronée de leur nature, à son tour, accrédita le mythe néfaste pour le destin des sociétés libérales de l'homme de masses et de la société de masses. Et tant il est vrai que c'est la conception qu'on se fait d'un objet qui détermine l'usage qu'on en fait, en livrant les *télémedia* aux appétits des intérêts commerciaux, des annonceurs et des agences de publicité, on les rive au niveau des goûts les plus élémentaires des individus (concernant la consommation, le besoin de détente, etc.). Dans la même mesure, dans leurs manifestations les plus grossières, on en fait les producteurs d'une culture au rabais (ce que les Allemands appellent le Kitsch), comme auparavant la machine industrielle avait produit un mode de travail au rabais, le travail à la chaîne.

Les conséquences de cette faute initiale sont désastreuses. C'est en effet toute la texture de la civilisation du loisir - qui se juxtapose à la civilisation du travail et

tend même à prédominer sur cette dernière - qui se trouve mise en cause. En effet, d'une manière ou de l'autre et pour le meilleur ou pour le pire, les *télémedia* sont appelés à remplir une fraction considérable du temps que l'accroissement de la productivité du travail permet déjà et permettra davantage demain de libérer.

Les progrès techniques en cours accroissent énormément les possibilités sociales des *télémedia*. C'est ainsi que les réseaux aujourd'hui distincts des télécommunications (téléphone, télégraphe, cinéma, télévision) s'intègrent rapidement en un seul système et que la mise au point de la télévision par câble et de la télévision à antennes collectives (STAC) va augmenter considérablement le nombre de canaux disponibles dans une région donnée. Toutefois, si des intérêts purement commerciaux prennent en charge ces développements technologiques, la portée sociale de ces derniers sera faible. Si quatre-vingts canaux différents de télévision diffusent en fin de compte le même message, les individus et groupes seront aussi captifs qu'à l'époque où ils ne disposaient que d'un seul canal. Il s'impose de briser le contrôle que maintiennent sur les *télémedia* des groupes restreints qui s'en servent pour la mobilisation des esprits au profit d'intérêts purement mercantiles ou afin de propager l'idéologie des groupes dominants. Pour que les *télémedia* deviennent des véhicules aussi importants de participation politique qu'ils le sont présentement de la publicité commerciale, il faut faire en sorte qu'ils échappent enfin à l'emprise des producteurs des biens de consommation de même que des propagandistes des visées technocratiques et passent sous le contrôle de la société entière.

Les *télémedia* ne poursuivront leur triple vocation manifeste : recréer, informer et former l'homme, que s'ils se greffent fermement sur les structures sociales les plus proches des individus et s'ils s'intègrent de façon organique aux canaux immédiats qu'utilisent les groupes sociaux réels pour communiquer. De la sorte seulement contribueront-ils à dénouer la crise spirituelle dans laquelle nos sociétés s'enlisent, au lieu de l'aggraver comme c'est présentement le cas.

Ainsi les *télémedia* serviront enfin les projets des organisations communautaires, ils soutiendront les campagnes de formation et d'animation de groupes particuliers, et ainsi de suite ¹⁹⁷. Et même, on voit poindre le jour où la télévision sera

¹⁹⁷ Les programmes expérimentaux de télévision éducative, TEVEC (1968-1970) au Lac-Saint-Jean et dans le Nord-Est du Québec, et Mulli-Media mis

utilisée directement, tout comme aujourd'hui le téléphone, par les usagers eux-mêmes. Les grands réseaux de communication ne sont pas appelés à disparaître, comme on l'affirme parfois, mais ils définiront leurs rôles en fonction d'audiences spécialisées et non plus par rapport à un quelconque mass man défini par de vagues mesures, telles que l'ampleur du tirage, le nombre de lecteurs ou la cote d'écoute. En outre, parallèlement aux grands réseaux qui continueront à maintenir le contact entre le monde du quotidien et de la localité et celui des grands ensembles, se créeront, au niveau des secteurs d'activité et des villages, une foule de circuits restreints qu'animeront les publics eux-mêmes en fonction de leurs préoccupations immédiates.

Il s'impose donc qu'on définisse dorénavant les *télémedia* en fonction de *télépublics* précis et même qu'on vise à ce que les *télémedia* créent leurs propres *télépublics*. La transition des mass media aux *télémedia* sensibles aux fines différenciations des structures sociales requerra cependant un redressement radical de la conception de leur fonctionnement (schémas n° 7 et n° 8).

en vigueur en 1971 dans la région montréalaise et le Nord-Ouest du Québec, mettent en évidence les énormes possibilités des télémedia quand ils s'articulent aux circuits de communication liés aux structures sociales. Par l'utilisation simultanée et organique de la télévision en circuit ouvert, des cours par correspondance et de l'animation pédagogique, on crée un instrument pédagogique adapté aux besoins et aux circonstances de vie de dizaines de milliers d'adultes. Les intéressés collaborent à la mise au point des programmes, au contrôle des résultats et aux rajustements requis en cours de route. Ils complètent de la sorte leur cours secondaire qu'ils avaient dû interrompre dans leur jeunesse pour diverses raisons. Il s'agit là d'une formule vraiment révolutionnaire : au lieu d'amener les élèves à l'école, c'est au contraire l'école - mais une école radicalement transformée - qui pénètre dans le foyer des élèves. Voir Jean-Paul L'ALLIER, ministre des Communications, *Pour une politique québécoise des communications*, Ministère des Communications, Québec, 1971 (« document de travail »).

SCHÉMA N° 7

Conception du fonctionnement des « télémedia »
comme instruments de masses

[Retour à la table des matières](#)

SCHÉMA N° 8

Conception du fonctionnement des « télémedia »
comme agents des structures sociales

[Retour à la table des matières](#)

La greffe des *télémedia* sur les structures sociales de façon à ce qu'ils se moulent sur la vie des individus et des groupes ne suffira cependant pas à elle seule à permettre aux *télémedia* de remplir pleinement leur vocation ¹⁹⁸. Il faudra en outre améliorer la qualité du message lui-même, c'est-à-dire faire des *télémedia* les puissants véhicules de l'information qu'il est de leur nature de devenir. Le réseau de communication tel qu'il opère présentement comporte de graves déficiences qui se répercutent grandement sur la qualité de l'information politique.

Une condition de l'amélioration de l'information politique réside dans une action sur les points critiques du réseau de communication du système social. Il s'agit d'identifier les positions dans le système social correspondant au rang de « colonel », c'est-à-dire de trouver les frères d'esprit et les compagnons d'armes des sous-ministres et des directeurs généraux des grands services administratifs. L'analyse des catégories de personnes, dans les divers secteurs d'activité sociale, avec lesquelles les « colonels » entrent fréquemment en contact (par téléphone, lettres, rencontres personnelles, etc.) nous fournirait la réponse à cette question. Il s'agit en gros des chefs d'entreprise, des directeurs des *télémedia*, des dirigeants syndicaux, des dirigeants des grands groupes d'intérêt et autres personnes occupant dans le système social un rang qui leur confère une position stratégique dans le réseau social de communication. L'examen des rapports entre agents so-

¹⁹⁸ Les protagonistes de la télévision communautaire tirent trop rapidement la conclusion que, du moment que les *télémedia* seront sous le contrôle des micro-milieus, ils seront utilisés pour le mieux-être qualitatif de l'homme et le progrès collectif. À l'encontre de cette conviction, rappelons que ce n'est pas sous l'impulsion de valeurs ou de projets exprimés au niveau communautaire que l'humanité a accompli jusqu'ici ses plus beaux élans. À moins qu'on y prenne sérieusement garde, la télévision communautaire pourrait aboutir à la fragmentation de la conscience sociale, à la stagnation de la civilisation, tomber sous le contrôle d'oligarchies locales ou encore de puissants intérêts financiers ou politiques métropolitains. Il faudra viser, en même temps qu'à l'autonomie des circuits communautaires, à l'articulation de ces derniers aux grands réseaux de communications. De la sorte, s'instituera entre le monde du quotidien et de la localité et celui des grands ensembles la dialectique - que les mass media n'ont pu produire - du particulier et de l'universel, point d'amorce nécessaire vers les plus hauts paliers de civilisation. Pour un exposé contenant certains éléments de notre conception du rôle que les *télémedia* devraient remplir dans les sociétés post-industrielles, voir COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES COMMUNICATIONS (Télé-commission), *Univers sans distance*, Information Canada, Ottawa, 1971.

ciaux et agents politiques qui occupent des positions stratégiques dans le réseau de communication de leur système respectif doit être la clé de voûte de toute étude de l'information politique.

Parmi les questions que posent les rapports entre les deux catégories d'agents, les suivantes sont particulièrement pertinentes : quelles sont les règles qui président à l'initiative de la prise de contact ? Quels sont les canaux de communication empruntés ? Quels échanges se font au cours de ces contacts ? Jusqu'à quel point l'information au sens strict entre-t-elle dans ces échanges ? Les agents se sentent-ils ou non de part et d'autre liés par les règles du secret ? Dans quelles circonstances sont-ils conduits à s'échanger des « confidences » ? Quels points des réseaux de communication, dans l'un et l'autre systèmes, sont particulièrement saturés ou au contraire particulièrement libres ? Quelles avenues les mécanismes d'interactions des deux systèmes (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs, media de communication) sont le plus fréquemment empruntées dans les contacts entre les deux catégories d'agents ? Comment celles-ci perçoivent-elles l'importance relative de ces diverses avenues ?

De telles recherches, et d'autres similaires, feraient voir sous leur véritable jour les réseaux de communication : les points de solidité et de moindre résistance seraient mis en relief. Et il deviendrait possible d'aviser de façon réaliste aux réformes qui s'imposent dans la circulation des informations sociales et politiques, au niveau des dirigeants tout au moins.

Dans une large mesure, des réformes à ce niveau favoriseraient la prise de décisions rationnelles dans le domaine politique aussi bien que dans le domaine social. Mais pour que ces décisions soient en même temps humaines, il est nécessaire que les communications s'étendent bien au-delà de cette couche supérieure de la population et qu'elles rejoignent les groupes sociaux et les individus eux-mêmes.

La découverte et la mise en oeuvre de rouages spécifiques de production et de mise en marché de l'information procure une autre condition de l'amélioration de l'information politique. Cette question, comme les précédentes, ne saurait être convenablement posée si on ne la situait pas dans la problématique du développement. Il va de soi que les données diffèrent selon qu'on se trouve en régime de planification, qu'il soit impératif ou indicatif, ou, au contraire, dans un régime où

les rapports entre le système politique et le système social sont plus ou moins improvisés. Mais toutes les sociétés sont devenues conscientes, non seulement de l'importance croissante de l'information, mais encore de la nécessité de faire circuler l'information afin que celle-ci rejoigne tous les agents responsables du développement en temps opportun et de manière convenable.

Le problème se pose également au plan de la recherche scientifique. La recherche scientifique exige la collaboration active des gouvernants, des entreprises, des universités, des instituts spécialisés de recherches et, à un degré moindre, des grands groupes d'intérêt, tels les syndicats et les professions. Il existe actuellement dans le monde très peu d'instituts de recherches qui permettent des rapports harmonieux entre ces organisations : de vieilles méfiances, des traditions vénérables mais caduques, des calculs étroitement intéressés font obstacle à leur création. Mais, en même temps, des considérations impérieuses d'équipement technique et de ressources intellectuelles et financières obligent à élargir sans cesse le champ des collaborations de sorte que, tôt ou tard, des centres de recherches intégrés sont appelés à être créés. Et ici comme ailleurs, les pays et les blocs de pays qui parviendront les premiers au fil d'arrivée auront de ce fait acquis sur les autres une avance difficilement surmontable. Or, la recherche scientifique est la source vive de toute information qui se conforme aux cinq critères de l'exactitude, de l'universalité, de l'intelligibilité, de la pertinence et de l'accessibilité.

Le problème se pose de façon moins manifeste mais également urgente au plan de la cueillette des informations de caractère « humain » : besoins, aspirations, réactions, états d'esprit, possibilités physiques et affectives et ainsi de suite. Le « flair » de l'homme d'action ne suffit plus. La création d'instituts de sondage a suscité de grands espoirs qui, malheureusement, n'ont été comblés qu'en partie. Les défauts évidents des sondages sur le plan de l'information – défauts tenant à l'ignorance préalable des questions à « poser », à la construction des questionnaires, aux problèmes d'échantillonnage, à la conjoncture particulière qui prévaut au moment des interviews, aux limites des moyens de dépouillement, d'analyse et d'interprétation des données, au temps requis pour l'exécution entière de l'entreprise, etc. - se sont révélés de taille et vont devenir plus flagrants au fur et à mesure que les agents politiques ressentiront de façon plus pressante les exigences du développement.

Les progrès enregistrés dans le domaine des relations humaines ont accru nos connaissances sur le fonctionnement des organisations et sur les points stratégiques dans les circuits de communication au sein de ces dernières. L'étude des relations humaines dans les organisations pourrait être étendue avec profit à tout le domaine des informations sur les problèmes humains. Le recours aux techniques d'« animation » ouvre de larges possibilités.

L'utilisation méthodique des *télémedia*, plus particulièrement la télévision, constitue un moyen relativement peu coûteux de diffuser les informations. La portée stratégique de ces moyens, qui rejoignent de façon particulière le tiers inférieur de la population, est considérable. Mais, pour une foule de raisons, leur influence directe est minime, voire nulle, si leur action est isolée de l'ensemble du réseau social de communication. Toutefois, en conjuguant le message de la télévision et une mission d'animation sociale, par exemple, cette influence devient considérable.

Connaissances scientifiques, spécialisées, pratiques et humaines adéquates, telle est la condition première du succès de tout projet majeur d'action sociale. Aucun peuple n'a cependant encore résolu le problème de la production, de la « traduction » et de la circulation de toute l'information disponible à travers le corps social. Même à l'échelle d'un pays, les difficultés d'ordre politique et sécuritaire, ou encore émanant de considérations de concurrence, paraissent insurmontables. Mais, dans l'idéal, c'est à l'échelle de la planète qu'il faut poser le problème de l'information. On se prend à imaginer une grande banque mondiale d'informations à multiples succursales nationales, qui recevrait de celles-ci toutes les informations disponibles et qui leur transmettrait en temps utile toutes les informations requises ¹⁹⁹. Eu égard toutefois au contexte international actuel, l'objectif à

¹⁹⁹ Les Nations unies et de nombreux organismes internationaux, notamment l'Unesco, s'efforcent de colliger les données relatives aux États membres sur un grand nombre de questions. Par ailleurs, des centres d'analyse comparative utilisant au maximum les possibilités de l'informatique ont été créés au cours des dernières années aux États-Unis. (À ce sujet, voir « Social Science Data Archives in the United States », 1967 ; Richard L. MERRIT et Stein ROKKAN, *Comparing Nations : the Use of Quantitative Data in Cross-National Research*, New Haven, Yale University Press, 1966 et Paul-André COMEAU, « Analyse comparative et informatique », *Revue canadienne de science politique*, vol. 1, n° 1, mars 1968, 81-95.) Bien que de tels centres de traitement de l'information fassent état de cent à deux cents variables se rapportant souvent

moyenne échéance doit porter sur la création de telles banques d'information à l'intérieur des blocs de pays et être limité à des secteurs déterminés (par exemple, à l'intérieur du marché commun européen ou entre le Canada et les États-Unis).

Mais l'objectif à court terme doit assurément être l'aménagement dans chaque pays d'un réseau de communication s'étendant à tous les réseaux nationaux, ou n'existent pas encore, ou sont incomplets ou imparfaits. Une attention particulière devra être accordée aux mécanismes qui assurent la médiation entre le système social et le système politique (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs et media de communication). Il importe que ces mécanismes ne constituent pas des goulots d'étranglement ou des instruments de corruption de l'information. Il faudra aussi ré-examiner les compétences et les moyens mis à la disposition des centres nationaux de calcul et de statistiques. Il faudra enfin réviser la constitution, les modes d'opération et les activités des Conseils économiques et sociaux et des Conseils régionaux de développement qui, conjuguant l'exigence de participation et le besoin d'information, pourraient constituer à la fois le cœur et le cerveau des grandes nations modernes.

Une dernière condition d'une information politique adéquate concerne les mécanismes de contrôle de l'information. Certes, dans un régime cohérent d'information, les contrôles visant à assurer le respect des cinq critères d'une information adéquate joueront fréquemment de façon automatique dans la mesure même où les media de communication parleront le langage de l'ordinateur. Mais, même dans ces cas, de tels contrôles viseront surtout le produit immédiat et non pas la programmation ni la distribution de l'information. De plus, sans aucun doute pour une période encore assez longue, toute l'information, loin de là, ne résultera pas d'opérations électroniques. Une bonne partie de l'information de caractère humain et même une fraction considérable de l'information technique et scientifique continueront d'être véhiculées par le truchement des moyens traditionnels. Enfin, des considérations de toute nature, qui ne seront pas toujours d'ordre supérieur,

à plus de cent pays, sous leur forme actuelle, les renseignements fournis portent sur des questions élémentaires telles que la population, le produit national brut, l'instruction et ainsi de suite. En outre, les erreurs sont nombreuses et importantes. Enfin, la collecte et la production des données suivent d'une problématique qui, parce qu'elle veut répondre d'avance à toutes les questions possibles, reste informe et hétéroclite.

persisteront à faire obstacle à la collecte, à l'entreposage et à la distribution d'un volume considérable d'informations.

La création d'un centre de contrôle, non pas de l'information mais des organisations responsables de l'information à quelque titre que ce soit, procurerait une solution au moins partielle de ces problèmes. Ce centre ne saurait être sous la dépendance directe d'aucun agent impliqué dans le réseau de communication, qu'il s'agisse des universités, des entreprises, des syndicats, des professions ou du gouvernement. Il faut envisager une régie publique autonome, une sorte d'ombudsman collectif, composée de personnes à la fois indépendantes et compétentes et nommées pour une période déterminée. Cette régie veillerait à ce que les services et agents impliqués dans l'information se conforment, selon leurs caractères propres, aux critères d'une information adéquate. Elle déciderait, en dernier ressort, des cas où des considérations de décence, de respect de la vie privée et de la dignité des individus ou d'intérêt supérieur justifieraient la compression de l'information. Les régulateurs seraient en quelque sorte des « protecteurs » ou des garants de toute l'information qui circule dans une société. Ils feraient eux-mêmes chaque année un rapport sur leur activité à l'organe auquel, dans chaque système politique, incombe plus particulièrement la sauvegarde de l'intérêt public général. Ainsi, au Canada, cet organe est le Parlement. Il appartiendra d'ailleurs de façon toute particulière à cet organe d'appuyer de toute son autorité la régie dans l'exercice de ses fonctions et, notamment, de garantir l'application des sanctions qu'elle serait autorisée à appliquer contre ceux qui se rendraient coupables de délits.

On dit des *télémedia* qu'ils transmettent les « nouvelles ». Cette affirmation est inexacte. En réalité, ils créent une catégorie inédite de nouvelles. Plus encore : en accroissant de façon infinie la transmission du son et, pour la télévision, de l'image, ils opèrent en quelque sorte la re-crédation du monde. De plus en plus, ils sont eux-mêmes au centre des événements et influent activement sur les conditions de leur déroulement. C'est ainsi que les *télémedia* n'ont pas seulement contribué à dramatiser l'enlèvement du diplomate James Cross et celui du ministre Pierre Laporte ainsi que l'assassinat de ce dernier au Québec en octobre 1970, ils ont en outre, en quelque façon, dicté le scénario des opérations. En choisissant les *télémedia* comme intermédiaire des pourparlers, les uns et les autres acceptaient de se, soumettre à leur rythme, à leurs aléas et à leurs contraintes particulières. Plus encore : ravisseurs *comme* autorités gouvernementales, en choisissant les téléme-

dia comme interlocuteurs valables, reconnaissent en ceux-ci un principe actif du déroulement de la double tragédie.

Sans les *télémedia*, la crise d'octobre 1970 au Québec n'aurait pas eu la même intensité, ni peut-être le même dénouement. On doit prévoir que dans l'avenir les *télémedia* deviendront un principe majeur d'action socio-politique et qu'ils influenceront sur les comportements des hommes d'aujourd'hui au moins au même degré que le tam-tam sur les habitants de la brousse africaine. Pour qu'ils puissent remplir pleinement ces nouveaux rôles, les *télémedia* devront toutefois cesser de répondre à des sollicitations surtout mercantiles et se libérer du carcan de la « nouvelle » conçue comme une réalité figée et sans vie propre. Il s'impose que les *télémedia* cherchent à satisfaire les besoins immenses et criants des pauvres affamés de nourriture spirituelle que nous sommes, au même titre que les tam-tams font écho aux appels de la faim et de la peur des villageois de la brousse. Nous portons, tout particulièrement vis-à-vis les jeunes pour qui les *télémedia* représentent une partie prépondérante de leur monde à eux, une responsabilité immédiate d'une ampleur telle que tous les pays et les Nations unies elles-mêmes devraient déclarer problème d'urgence planétaire tout le secteur des télécommunications. Si nos sociétés se refusent à prendre dès maintenant les moyens nécessaires pour dénouer la présente crise d'humanisme, imputable dans une large mesure au mauvais aiguillage actuel des *télémedia*, nos efforts sur les autres fronts de l'action, quels qu'ils soient, sont d'avance voués à l'échec.

Groupes d'intérêt, partis, conseils consultatifs, media de communication, chacun selon des modes particuliers, sont le lieu d'une double transmutation de la réalité socio-politique : d'abord, la conversion des outputs du système social (pressions, idéologies et intérêts) en inputs du système politique (demandes et soutiens), ensuite la confrontation et l'harmonisation de ces demandes et soutiens et des volontés et possibilités du système politique, telles que formulées par les agents du système (législateurs, gouvernants, fonctionnaires et juges). C'est en raison de cette alchimie complexe dont ils sont le principe que nous considérons les groupes d'intérêt, les partis, les conseils consultatifs et les media de communication comme des mécanismes d'interactions du système social et du système politique. Ce statut insigne de même que les responsabilités redoutables qui en dé-

coulent expliquent l'importance que les agents du système social et ceux du système politique leur attribuent. Les premiers attendent de tels mécanismes d'interactions qu'ils contribuent à l'obtention d'un support des agents politiques aux objectifs qui leur tiennent à coeur. Les seconds voient en eux des moyens privilégiés pour s'assurer de l'acquiescement des agents sociaux à leurs projets d'action de même que des centres d'enregistrement rapide et précis des réactions de ces derniers aux décisions et actions politiques.

Les mécanismes d'interactions apparaissent de la sorte comme de vastes marchés au sein desquels des biens et des services sont échangés et des transactions effectuées. Mais cette analogie avec le marché économique ne saurait être poussée trop loin. En effet, contrairement à ce qui se passe sur le marché économique, nulle « main invisible » n'y dirige l'action des hommes. Si on y décèle le jeu de certains automatismes liés à des conditionnements d'ordre structural et fonctionnel, partout toutefois prédomine la vie surabondante des agents sociaux et politiques. Ce qui s'exprime par les idéologies, les pressions et les intérêts divergents des agents sociaux, c'est en définitive la conscience bien en éveil des aspirations et des besoins humains de même que le souci constant de leur donner satisfaction.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

Quatrième partie

À la recherche d'une influence

[Retour à la table des matières](#)

L'examen de tout processus politique révèle immanquablement la présence, exubérante ou effacée, des groupes. Ce sont en effet les actions et les réactions des groupes qui sous-tendent la dynamique socio-politique. Partout et toujours des groupes sont à l'oeuvre : ils sont l'âme des mouvements sociaux, le support des enjeux que le rythme des événements fait émerger. Sans eux, sans leur incessant mouvement de va-et-vient, sans leurs convergences et leurs affrontements, le corps social serait inerte. Mais pourquoi donc se dépensent-ils de la sorte ? C'est qu'ils sont les porte-parole de leurs membres et, à ce titre, il leur revient de convertir en idéologies et en intérêts les besoins et les aspirations des individus et de la sorte de les faire accéder à l'existence sociale. Ces idéologies et intérêts avec lesquels ils s'identifient à divers degrés, c'est leur mission de les propager et de les défendre. Et la raison d'être de tous ces efforts, c'est finalement le dessein d'influer sur ceux qui d'une manière ou de l'autre peuvent faciliter ou entraver la poursuite de cette mission.

Sous une forme ou sous une autre, la notion d'influence est au centre de la philosophie politique traditionnelle. Elle constitue également l'un des concepts clés des théories politiques récentes. Et pourtant, dans tout le vocabulaire des sciences humaines, il se trouve peu de termes à ce point imprécis. C'est ainsi que la majorité des auteurs assimilent virtuellement la notion d'« influence » à celles d'« autorité », de « contrôle » et de « pouvoir ». Ces termes étant à leurs yeux synonymes, ils se laissent guider, pour leur emploi, par de simples considérations de convenance. D'où les définitions que l'on donne de l'autorité, du contrôle ou du pouvoir valent également pour l'influence ²⁰⁰.

²⁰⁰ Gérard BERGERON est l'un des rares à insister pour que des distinctions précises soient faites entre ces termes et plus particulièrement pour que le terme « contrôle » soit substitué à celui de pouvoir qu'il voudrait voir bannir du vocabulaire scientifique. Voir le *Fonctionnement de l'État*, Armand Colin, Paris, 1965 et « Pouvoir, contrôle et régulation », *Sociologie et société*, vol. 2, n° 2, 1970, 227-249. Bergeron s'en prend surtout aux conceptions du pouvoir comme fonction sociale globale, telle celle de Jean-William LAPIERRE pour qui « le Pouvoir politique est la fonction sociale qui consiste à prendre les décisions pour l'ensemble de la société globale (ou société civile) et à en assurer

Ces définitions sont trop répétitives pour qu'il vaille la peine de les reprendre toutes ici. Il suffit de mentionner celles de Max Weber et de Robert A. Dahl dont l'audience est la plus large. Selon Weber, le pouvoir se définit par « la probabilité que dans un processus d'interaction sociale un agent soit capable d'imposer sa volonté en dépit de la résistance d'autres agents ²⁰¹ ». Et pour Dahl : « L'influence est une relation interpersonnelle dans laquelle un agent conduit d'autres agents à agir d'une manière différente de la façon dont ils auraient autrement agi ²⁰². »

l'exécution par l'autorité souveraine et la suprématie de la puissance publique ». Dans *Essai sur le fondement du pouvoir politique*, Publications des Annales de la Faculté des Lettres, Aix-en-Provence, 1968, 81. Sur la tendance à hypostasier et à mythifier le pouvoir, qu'on écrit souvent avec un P majuscule quand on l'entend ainsi comme fonction générale de la société civile ou « puissance » publique, voir Albert MABILEAU, « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques », *Revue française de science politique*, vol. 10, n° 1, 1960. Il est incontestable que le terme pouvoir est souvent employé sans rigueur et de façon abusive. C'est ainsi qu'on appelle fréquemment « pouvoirs » les centres de décisions politiques - l'Assemblée législative, le gouvernement, l'administration et le judiciaire - qu'assaillent individus et groupes et à l'égard desquels ils utilisent leurs ressources dans le but de faire tourner à leur avantage un processus socio-politique. Par extension, on désigne également « pouvoirs », les catégories elles-mêmes de ressources utilisées dans l'exercice d'une influence. C'est à ce double usage que renvoient des expressions courantes comme « pouvoir politique », « pouvoir économique » et « pouvoirs sociaux ». Dans la présente partie, le pouvoir est considéré comme un des attributs ou une des ressources des agents sociaux ou politiques et, de la sorte, comme l'une des trois mesures de l'influence - les deux autres étant l'autorité et le prestige.

²⁰¹ Max WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft*, troisième partie, chapitre II, 631. Pour des traductions anglaises, voir H. H. GERTH et C. Wright MILLS, *From Max Weber : Essays in Sociology*, Oxford University Press, 1958, 180, et Max WEBER, *The Theory of Social and Economic Organization*, traduit par A. M. HENDERSON et Talcott PARSONS, The Free Press, Glencoe, Illinois, 1947, 152.

²⁰² La définition de Dahl peut s'exprimer dans une formule lapidaire : « Le pouvoir de A sur B est la capacité de A d'obtenir que B fasse quelque chose qu'il n'aurait pas fait sans l'intervention de A. » Robert A. DAHL, *Modern Political Analysis*, Prentice-Hall, New York, 1963, 40. Aussi Amitai ETZIONI, *The Active Society*, Collier-Macmillan, London, 1968, 314 ; Jean LHOMME, *Pouvoir et société économique*, Cujas, Paris, 1966, 277 ; Nelson W. POLSBY, *Community Power and Political Theory*, Yale University Press, New Haven, 1963, 3. Michel CROZIER, dans le prolongement de son analyse

La notion d'influence comprend deux éléments essentiels : (a) un processus d'interaction impliquant au moins deux agents dont l'un vise à imposer sa volonté à l'autre, même en dépit de la résistance que ce dernier peut lui offrir ; (b) le résultat de l'interaction, c'est-à-dire le degré selon lequel le premier agent parvient à modifier les attitudes et le comportement du second dans le sens escompté. On peut dès lors entendre par influence le degré selon lequel, au cours d'une relation interpersonnelle ou inter-groupe, un agent parvient à imposer sa volonté à un autre agent et à lui faire adopter des attitudes et des comportements déterminés et ce, malgré les résistances que ce dernier peut lui offrir et même parfois malgré les efforts qu'il déploie pour faire triompher ses propres visées.

L'influence ne se présente donc pas comme une simple poussée unilatérale d'un agent sur un autre agent. Ce dernier peut s'opposer à la volonté du premier et même tenter de faire prévaloir ses propres points de vue. La résistance peut être considérable ou négligeable et l'effet obtenu, grand ou nul. C'est précisément le rapport entre la résistance et l'effet obtenu qui constitue le degré de l'influence. L'influence ne peut être en effet le plus souvent que relative, c'est-à-dire que la position qu'adopte finalement un agent diffère de celle qu'il aurait tenue, n'eût été de l'intervention de l'autre agent, sans être pour autant exactement celle que ce dernier souhaitait lui faire tenir (schéma n° 9).

stratégique de l'organisation, donne du pouvoir une caractérisation fort intéressante : « Dans sa négociation avec l'organisation, le pouvoir d'un joueur dépend finalement du contrôle qu'il peut exercer sur une source d'incertitude affectant la poursuite des objectifs de l'organisation et de l'importance de cette source par rapport à toutes les autres sources d'incertitude qui affectent également cette poursuite. Dans sa négociation avec un autre joueur, son pouvoir dépend du contrôle qu'il peut exercer sur une source d'incertitude affectant le comportement de celui-ci dans le cadre des règles du jeu imposées par l'organisation. Dans la Société bloquée, Éditions du Seuil, Paris, 1970.

SCHEMA N° 9

L'influence dans un processus d'interaction

[Retour à la table des matières](#)

Laboratoire de cartographie, Institut de géographie, Université Laval.

L'influence s'exerce ou s'acquiert par suite d'une intervention dans un processus social, c'est-à-dire par la participation à une activité qui implique d'autres agents pouvant avoir des visées différentes. Ces agents peuvent être des individus ou des groupes. Il peut s'ensuivre des coalitions, des collusions, des alliances, des polarisations, temporaires ou permanentes, qu'il s'impose d'identifier afin de reconstituer les pôles d'influence. En effet, contrairement à ce qu'on affirme souvent, il n'y a pas qu'un seul pôle d'influence. Ceux-ci sont divers et nombreux. De la sorte, non seulement la recherche par un agent d'une influence sollicite-t-elle la réaction d'autres agents également impliqués dans le processus mais encore, plus profondément, elle s'effectue dans le contexte de réseaux ou de cercles d'influence, tantôt convergents et tantôt divergents, c'est-à-dire dans le contexte de ce que Georges Lavau appelle la « dissociation du pouvoir ²⁰³ ». Et cette dissociation ne

²⁰³ Georges LAVAU, « La dissociation du pouvoir », *Esprit*, juin 1953. Aussi Jean LHOMME, op. cit. Il n'en reste pas moins que le « pouvoir » tend à être

se révèle pas seulement au fait qu'un « pouvoir » social ou économique s'oppose à un « pouvoir » politique, mais également par des oppositions au sein même des divers « pouvoirs » sociaux, économiques ou politiques. C'est à l'occasion des enjeux socio-politiques que se révèle toute la complexité des alignements des individus et des groupes consécutive à la recherche d'une influence et que se laisse découvrir la multiplicité des convergences et des divergences entre agents sociaux et agents politiques.

C'est la recherche d'un gain personnel ou collectif ou encore le souci d'éviter une perte qui suscite la volonté d'exercer une influence. Or, dans cette poursuite de leurs objectifs, les agents cherchent à faire prévaloir des règles du jeu ou des stratégies, ils ont recours à des moyens d'action et ils appliquent des pressions qu'ils jugent propres à leur octroyer la suprématie dans l'émergence et le déroulement des enjeux que suscitent les projets d'action et les prises de décision. Définitions et contre-définitions des buts, stratégies et contre-stratégies, moyens et contre-moyens d'action, pressions et contre-pressions à propos des enjeux, ces objets sociaux qui émergent des débats publics et qui deviennent matière à considération par les centres de décision ²⁰⁴, telles sont finalement les grandes charnières de l'étude de l'influence. Ce sont ces efforts déployés par les agents pour l'emporter dans les interactions socio-politiques que, dans la présente partie, nous allons soumettre à l'examen. Après nous être interrogé sur les interventions des groupes auprès des composantes internes du système politique, après avoir passé en revue les moyens utilisés et après avoir étudié le phénomène de la participation

un ou, selon l'expression d'Alain TOURAINE, « total », c'est-à-dire qu'il tend « à déterminer directement l'ensemble de l'organisation sociale ». Dans *Sociologie de l'action*, Éditions du Seuil, Paris, 1965, 299. Cette aspiration à la totalité est cependant d'ordinaire frustrée par la volonté d'autres agents d'exercer également une influence totale. Cette aspiration n'en correspond pas moins à un rêve immémorial qui sous-tend tous les totalitarismes et qu'on retrouve sous des formes édulcorées dans les efforts de constituer une « élite de puissance ».

²⁰⁴ Dans notre tome premier, nous avons proposé la définition suivante de l'enjeu : « un enjeu est un objet social qui, par suite d'un concours de circonstances, émerge des débats publics et devient matière à considération par les centres de décision et qui, de ce fait, met en cause des idéologies et des intérêts qu'individus et groupes jugent importants pour eux-mêmes ou pour le bien général, ce qui les conduit fréquemment à se départager en factions opposées conformément à leurs positions respectives ».

qui représente pour la plupart des individus l'antichambre de l'influence qu'il est en leur pouvoir d'exercer, nous nous attacherons à l'examen de la mesure de l'influence. Nous nous demanderons notamment si les groupes d'intérêt et, avec eux, les partis, les media de communication et les conseils consultatifs représentent d'importants véhicules d'influence ou si, au contraire, ils ont peu de poids à côté des circuits d'influence qui relient les « élites » ou les « grands » agents sociaux et politiques, indépendamment des mécanismes d'interactions, ou si les mécanismes d'interactions et circuits interpersonnels ne constituent pas plutôt des segments différents mais finalement convergents d'un même réseau sociétal d'influence.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Quatrième partie : À la recherche d'une influence

Chapitre I

Groupes et composantes du système politique

[Retour à la table des matières](#)

Partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs, media de communication, par lesquels s'effectue l'activité socio-politique des groupes, ne constituent pas de simples conducteurs de l'énergie systémique. Ils représentent au contraire des agents actifs du processus socio-politique. Leur tâche est double. Dans un premier mouvement, ils recueillent les outputs (idéologies, intérêts, pressions) du système social et les assimilent conformément à leur vocation propre. Cette action complexe les conduit, dans un second mouvement, à formuler des demandes et à offrir des soutiens à l'endroit du système politique, c'est-à-dire à fournir les inputs de ce système (inputs qui représentent également leurs propres outputs). Il ne suffit pas d'examiner, comme nous l'avons fait dans la partie précédente, comment les mécanismes d'interactions absorbent les outputs du système social et comment ils convertissent leurs propres outputs en inputs du système politique. Il est non moins important de considérer comment les composantes internes du système politique (législation, administration, gouvernement, judiciaire) reçoivent ces inputs et quels rapports se créent de la sorte entre elles et les mécanismes d'interactions. Tout l'effort des mécanismes d'interactions converge finalement dans la

production de demandes et de soutiens qui traduisent de façon plus ou moins fidèle les attentes politiques des agents sociaux. C'est ainsi qu'ils sont obligatoirement conduits à intervenir auprès des agents politiques. Ces interventions à leur tour engendrent de la part des agents politiques des réactions de toute nature, positives ou négatives, prenant la forme de confrontations, négociations, ententes ou conflits. L'observation attentive de ces interactions renseignera non seulement sur la nature des mécanismes d'interactions mais également sur les composantes internes du système politique. Elle fera notamment voir comment le système définit les possibilités politiques, jusqu'à quel point et à quel rythme il répond aux demandes et aux soutiens qui le sollicitent et il se rajuste ou se corrige en fonction des réactions des agents sociaux et, finalement, quel est le degré de conformité entre les inputs politiques originels et les outputs (actions et décisions politiques).

Il existe d'innombrables monographies, surtout américaines, sur les groupes particuliers (d'affaires, professionnels, ouvriers, agricoles, etc.) de même que sur les composantes du système politique. Il n'est pas de notre propos d'en faire ici l'étude ²⁰⁵. Toutes les catégories de groupes n'ont pas une facilité identique d'accès ni ne bénéficient d'une égale audience auprès des diverses composantes du système politique. De même, les composantes ne contribuent pas également à la production des actions et des décisions politiques ni ne revêtent la même importance pour les groupes. Nous nous interrogerons brièvement sur ces points. Par contre, sous l'angle d'analyse qui est le nôtre, il est bien préférable de considérer ensemble les agents des diverses composantes du système politique de même que leur contribution respective au processus politique ²⁰⁶.

Par ailleurs, les attentes politiques des groupes se manifestent par l'intermédiaire de chacun des mécanismes d'interactions : des partis, des media de communication et des conseils consultatifs aussi bien que des groupes d'intérêt. Il se révèle même que les uns et les autres entretiennent des rapports privilégiés avec une composante particulière. C'est ainsi que les partis sont plus spécialement reliés

²⁰⁵ Nous incorporons une liste partielle de ces monographies à notre bibliographie classifiée des ouvrages cités.

²⁰⁶ Stephen Kemp BAILEY, *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*, Columbia University Press, New York, 1950, 236-240 ; Norman MELLER, « Legislative Behavior Research », dans Michael HAAS et Henry S. KARIEL., *Approaches to the Study of Political Science*, Chandler, Scranton, Penn., 1970, 242.

aux Assemblées législatives et les conseils consultatifs à l'administration. Dans le présent chapitre, tout en mettant l'accent sur les groupes d'intérêt, nous ferons état de ces convergences particulières entre mécanismes d'interactions et composantes particulières.

Ici, comme ailleurs, nous visons à formuler des propositions qui soient valables pour toutes les sociétés libérales. Nous nous heurtons une fois de plus au problème des comparaisons. Sur ce point particulier de notre recherche, il se peut que, sous l'extrême diversité apparente des situations, se révèlent d'importantes concordances entre pays. C'est du moins l'opinion de Henry W. Ehrmann : « ... La politique des groupes d'intérêt visant à influencer les décisions administratives révèle une grande uniformité dans toutes les démocraties occidentales. Comparées à ces similitudes, les différences qui tiennent aux institutions politiques ou aux mœurs politiques, souvent très diversifiées, pâlisent ²⁰⁷... »

Nous traiterons successivement de l'importance relative des diverses composantes pour les groupes, de la variété des points d'accès aux composantes, de la portée des interrelations personnelles et de l'importance de la contribution des groupes au pouvoir politique. En conclusion, nous montrerons comment l'examen

²⁰⁷ Henry W. EHRMANN, « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 560-561. Ces concordances sont-elles aussi prononcées en ce qui concerne les relations entre les groupes d'intérêt et les Assemblées législatives ? Jean MEYNAUD est d'avis qu'au plan législatif les généralisations comportent de sérieuses difficultés : « Des différences notables s'observent également dans des ensembles - ainsi celui que constituent les régimes libéraux - dont on présume un peu trop vite l'homogénéité. Un exemple significatif est la diversité des techniques grâce auxquelles les intérêts professionnels - patronaux, syndicaux, agricoles... - tentent de s'assurer un accès aux Assemblées législatives. Dans certains pays, hommes d'affaires et dirigeants de syndicats briguent eux-mêmes des mandats parlementaires, ailleurs, ils préfèrent confier à d'autres le soin de représenter et de défendre leurs intérêts. Autre exemple : les différences entre pays dans le niveau de professionnalisme des carrières politiques et dans le droit de cumul de mandats publics conjointement avec des activités dans le secteur privé. » Dans « Introduction : présentation générale des parlementaires », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961, 578. Nous estimons les discordances que Jean Meynaud relève ici comme relativement secondaires. Il s'impose toutefois de bien retenir que même le fait de convergences plus fondamentales ne constitue pas une excuse pour passer ces discordances sous silence.

des relations des mécanismes d'interactions et des composantes du système politique éclaire la crise actuelle des sociétés libérales.

I. IMPORTANCE DES COMPOSANTES DU SYSTÈME POLITIQUE POUR LES GROUPES D'INTÉRÊT

[Retour à la table des matières](#)

Si les groupes tentent d'intervenir sur les composantes internes du système politique, c'est qu'ils estiment que ce qui se passe au sein de ces dernières influe sur leur propre destin. Sauf peut-être les conduites électorales, nul domaine de la science politique n'a fait l'objet d'aussi nombreuses études que les « institutions » politiques et que les « systèmes politiques comparés ». Au souci des détails qui était la caractéristique fondamentale des études « institutionnalistes » plus anciennes, s'est récemment substituée une préoccupation théorique. Il ne s'agit plus de présenter des descriptions raffinées des normes et des conduites, mais plutôt d'expliquer l'ordonnance et le fonctionnement des structures. Sous l'angle qui est le nôtre, cette dernière orientation marque un progrès appréciable sur l'ancienne façon de voir. Malgré tout, ce qui se passe réellement dans la « petite boîte noire », pour reprendre l'expression que David Easton emploie pour désigner la partie centrale du système politique, demeure encore très obscur.

De tout temps, mais de façon particulière aujourd'hui où les actions et décisions politiques rejoignent individus et groupes jusque dans leur vie quotidienne et même dans l'intimité de leur vie privée, lois, règlements, ordonnances, plans, quelle que soit la composante du système politique d'où ils émanent, ne sauraient laisser personne complètement et en permanence indifférent. Un système politique est un système ouvert et un système d'action. En tant que tel, à un moment ou l'autre et à des degrés divers, il incorpore à sa manière les idéologies et les intérêts des groupes. Il reçoit les demandes et les soutiens des groupes, il leur réserve un certain accueil et il les convertit en outputs (décisions et actions) qui modifient l'environnement dans lequel individus et groupes évoluent et qui affectent par là même la situation des individus et des groupes eux-mêmes. Roy C. Macridis l'a

bien perçu : « intérêts » et « politique » sont fonctionnellement reliés de façon très intime. Il n'y a pas, d'un côté, les « intérêts » et, de l'autre côté, la « politique », mais plutôt des agents « poursuivant des objectifs qui reflètent tant leurs intérêts que leur souci de les convertir en décisions impératives pour tout le corps politique ²⁰⁸ ». La dynamique de tout processus politique consiste précisément dans les modalités et les résultats de ces actions et réactions à propos des demandes et soutiens politiques et de leur conversion en décisions ²⁰⁹.

Dans la pratique, toutefois, on constate que les groupes interviennent à des degrés fort divers sur les différentes composantes politiques. Les conditions varient beaucoup selon les pays. C'est ainsi qu'aux États-Unis, les unions ouvrières se tournent plutôt vers le Président et le monde des affaires davantage vers le Congrès et surtout la Cour suprême tandis qu'en Grande-Bretagne et en France les premières se concentrent plutôt sur le Parlement et l'Assemblée nationale, notamment par l'intermédiaire des partis, et le second s'oriente davantage vers l'administration ²¹⁰. Ces orientations prépondérantes ne résultent pas d'ordinaire de choix délibérés mais plutôt des conditions mêmes de l'action socio-politique.

²⁰⁸ Roy C. MACRIDIS, « Interest Groups in Comparative Analysis », *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 1, 1961, 40.

²⁰⁹ Mentionnons tout de suite, ce que nous soulignerons par la suite, que beaucoup d'inputs politiques sont en réalité, selon l'expression de David Easton, des *withinputs*, c'est-à-dire des inputs dus à l'initiative des agents politiques plutôt que des agents sociaux.

²¹⁰ Donald C. BLAISDELL, *American Democracy under Pressure*, The Ronald Press, New York, 1957, 171 ; Charles M. REHMUS et Doris B. McLAUGHLIN, editors, *Labor and American Politics*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1967, 199-328 ; Harmon ZEIGLER, *The Politics of Small Business*, Public Affairs Press, Washington, 1961, 78-86 ; Gus TYLER, « The Presidency and Labor », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 307, 1956, 82 ; J.D. STEWART, *British Pressure Groups*, Oxford University Press, New York, 1958, 120-150 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961 ; Georges LAVAU, « Political Pressures and Interest Groups in France », dans Henry W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1958, 60-96 ; Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1962, 248-284. Il ne s'agit là, bien sûr, que de tendances plus ou moins marquées, qui comportent de nombreuses dérogations, et qui, au surplus, sont susceptibles de grandes variations dans le temps. C'est ainsi que les unions ouvrières améri-

Du point de vue des groupes, les composantes internes du système politique revêtent une importance fort inégale. Selon les circonstances, ils s'efforceront d'abord d'agir sur une composante particulière quitte à s'en remettre, quand les circonstances les y contraignent, à une autre composante, d'importance initialement jugée par eux secondaire. Par ailleurs, on le sait, le poids des diverses composantes dans l'action politique n'est ni égal ni uniforme. La théorie politique libérale traditionnelle repose sur le postulat de la suprématie du législatif sur les autres composantes. Suprématie illusoire et que seule la longue survivance des fictions juridiques a pu accréditer et perpétuer. Et quelle qu'ait été la situation réelle dans le passé, les tendances évolutives depuis quarante ans ont entraîné l'effacement du Parlement devant l'administration et le gouvernement ²¹¹. Il n'en reste pas moins que les groupes continuent à se soucier grandement des travaux parlementaires et de chercher à entretenir des liens étroits avec les législateurs.

Par suite même de l'énorme croissance de la fonction « exécutive », il convient, suivant l'heureuse suggestion de Gérard Bergeron, de la décomposer en deux segments, le segment administratif et le segment gouvernemental. Au premier reviennent les tâches « d'une application, réalisation, concrétisation et adaptation particularisantes » ; au second, celles « d'une impération, normalisation et régulation généralisantes ²¹² ». C'est surtout l'administration, notamment dans les

caines ne négligent pas l'action parlementaire et qu'elles interviennent avec assez de vigueur auprès du parti démocrate. Par ailleurs, ce n'est que depuis Franklin D. Roosevelt qu'elles reçoivent audience auprès du Président, cette audience risquant d'ailleurs de leur être refusée sous un président conservateur, comme ce fut jusqu'à un certain point le cas sous Dwight D. Eisenhower.

²¹¹ Jacques ELLUL., *l'Illusion politique*, Laffont, Paris, 1965, André CHANDERNAGOR, *Un Parlement, pour quoi faire*, Gallimard, Paris, 1967 ; Maurice CROIZAT, « Les indices de la planification sur les structures », *l'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966, 5-38 ; Marcel MERLE, « L'influence de la technique sur les institutions politiques », dans *Politique et Technique*, Centre de science politique de l'Institut d'études juridiques de Nice, III, Presses universitaires de France, Paris, 1950. Le déclin du Parlement serait toutefois moindre en Grande-Bretagne. Voir R. BUTT, *The Power of Parliament*, Constable, London, 1967. Aux États-Unis, le Congrès conserve des compétences, exclusives ou partagées, considérables.

²¹² Gérard BERGERON, *Fonctionnement de l'État*, Armand Colin, Paris, Presses de l'université Laval, Québec, 1965, 200. Plus loin cependant (page 300), Bergeron fait part d'une « immixtion des fonctions gouvernementale et administrative » qui entraîne « la difficulté pratique et analytique de discerner

hautes sphères des grands bureaux, qui a tiré profit de la redistribution et de l'accroissement des responsabilités politiques. La sollicitude croissante que les groupes manifestent à l'endroit de l'administration ne, surprend guère ²¹³. Si l'on peut dire avec Maurice Croizat que « d'une manière générale toute administration incarne un des objectifs de l'action gouvernementale ²¹⁴ », il n'en reste pas moins que d'importants mécanismes de freinage empêchent la pleine émergence de la technocratie, qui signifierait précisément la confusion des deux fonctions au profit de l'administration. Et s'il est vrai qu'« un État moderne n'est pas d'abord un organe centralisé de décisions, un ensemble d'organes politiques... [mais] d'abord une énorme machinerie de bureaux... et [qu'] un ministre n'est rien sans son infras-

clairement où la première s'achève et où la seconde commence... il s'agit de repérer clairement les actes d'impération et d'exécution, les premiers manifestant un fonctionnement gouvernemental, les seconds un fonctionnement administratif ». Sur le plan des réalités concrètes, la distinction apparaît certes souvent brouillée sinon floue. C'est surtout au plan de l'analyse théorique qu'elle démontre sa valeur. Aucune monographie existante sur les rapports entre groupes d'intérêt et composantes politiques ne retient cette distinction de façon méthodique.

²¹³ Gabriel A. ALMOND, « A Comparative Study of Interest Groups », *The American Political Science Review*, vol. 57, n° 2, 1958, 270-282 ; Henry ELSNER Jr., *The Technocrats*, Syracuse University Press, 1967 ; Samuel BEER, « Pressure Groups and Parties in Britain », *The American Political Science Review*, vol. 50, n° 1, 1956, 1-23, dans John C. WAHLKE et Heinz EULAU, *Legislative Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 165-178 ; Henry W. EHRLMANN, « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 542 ; Bernard GOURNAY, « Un groupe dirigeant de la société française : les grands fonctionnaires », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 2, 1964, 239-242 ; Joseph MONSEN Jr. et Mark W. CANNON, *The Makers of Public Policy*, McGraw-Hill, New York, 1965, 222-258 ; J. Leiper FREEMAN, « The Bureaucracy in Pressure Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 10-19 ; Dean E. MANN, « The Selection of Federal Political Executives », *The American Political Science Review*, vol. 58, n° 1, 1964, 81-99 ; Reinhard BENDIX, *Higher Civil Servants in American Society*, University of Colorado Press, 1949 ; Jean MEYNAUD, « Les groupes de pression sous la Ve République », *Revue française de science politique*, vol. 12, n° 3, 1962, 672-698 et « Les catégories dirigeantes italiennes », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 4, 1964, 639-675.

²¹⁴ Maurice CROIZAT, « Les incidences de la planification sur les structures », *L'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966, 8.

structure bureaucratique ²¹⁵ », il n'en reste pas moins que le ministère s'intègre également à une autre structure, le Cabinet ou le Conseil des ministres, et dépend du chef du gouvernement, premier ministre ou président, qui est la clé de voûte de tout le système politique et en qui se concentrent d'énormes prérogatives politiques. Il en résulte un rôle d'orientation ou de conception politique générale dont la responsabilité finale échappe même aux plus grands commis de l'État, même si ce sont ces derniers qui, en dernière analyse, sont concrètement à l'origine des grandes orientations ou conceptions politiques. Il s'impose donc de scruter avec la plus grande attention les rapports qui se nouent entre les groupes d'intérêt et le gouvernement en tant que tel.

En dehors des États-Unis, on a consacré peu d'études à l'examen des relations entre les groupes d'intérêt et le judiciaire. Et même les travaux américains s'en tiennent à des considérations d'ordre général. Selon une fiction aujourd'hui encore très répandue, le judiciaire constitue une composante « passive » et politiquement neutre, qui n'agit qu'à l'instigation des plaideurs et dont le travail se limite à juger les cas particuliers qui lui sont présentés à la lumière de normes fixées d'avance et à rendre des verdicts qui en substance se bornent au constat du rapport entre le cas et les normes qui le régissent ²¹⁶. En réalité il n'en est pas ainsi : juges et cours de justice sont sensibles aux idéologies dominantes ²¹⁷ ; le personnel judiciaire, par suite de ses modes de recrutement et de ses nombreux contacts avec l'extérieur, est vulnérable aux pressions politiques ²¹⁸ ; les débats, actions et décisions judi-

²¹⁵ Jacques ELLUL, op. cit., 40.

²¹⁶ Clement E. VOSE, « Litigation as a Form of Pressure Group Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 20-32.

²¹⁷ Thomas MASON, *The Supreme Court : Vehicle of Revealed Truth or Power Group : 1930-1937*, Boston University Press, 1953 et « The Supreme Court : Temple and Forum », *The Yale Review*, vol. 48, n° 3, 1959, 534-540, dans Bernard E. BROWN et John C. WAHLKE, *The American Political System*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967, 600-607 ; Léon DION, « Le libéralisme du statu quo : le droit protecteur », *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 1, 1961, 69-100 ; Jean LHOMME, *la Grande Bourgeoisie au pouvoir, 1830-1880*, Presses universitaires de France, Paris, 1960.

²¹⁸ Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1964, 301-333 ; Eloise S. SNYDER, « The Supreme Court as a Small Group », *Social Forces*, vol. 36, n° 2, 1957, 232-238, dans Cyril ROSEMAN, Charles G. MAYO et F. B. COLLINGE, editors,

ciaires sont susceptibles d'avoir des implications politiques considérables ²¹⁹. De nombreuses relations se nouent de la sorte entre les groupes et le système judiciaire, les premiers disposant de plusieurs moyens d'action pour entrer en contact avec le second : *amici curiae*, pétitions auprès des juges, piquetage des édifices de justice et manifestations de toutes sortes ²²⁰. La récente crise des sociétés libérales et les durs assauts de la part de divers groupes dirigés contre elles - assauts qui souvent dégénèrent en manifestations violentes et en émeutes - est source d'un stress sévère pour les diverses composantes du système politique, notamment pour le judiciaire. On l'a constaté récemment en France, aux États-Unis et au Québec : arrestations, détentions et poursuites judiciaires qui suivent de ces manifestations assument inmanquablement une dimension politique. D'où la création de groupes particuliers - groupes pour la défense des libertés individuelles et civiles, pour la protection des prisonniers « politiques », etc. - dans le but de faire pression sur l'appareil judiciaire pour en modifier le fonctionnement ou en provoquer la transformation ²²¹.

Dimensions of Political Analysis, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 125-133 ; Stanislaw EHRLICH, *le Pouvoir et les groupes de pression. Études de la structure politique du capitalisme*, Mouton, Paris, 1971, 217-220.

²¹⁹ Frank J. SORAUF, « The impact of a Supreme Court Decision », *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 4, 1959, 777-791, dans Bernard E. BROWN et John C. WAHLKE, editors, *The American Political System*, Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967, 441-451 ; Clement E. VOSE, « Litigation as a Form of Pressure Group Activity », op. cit. ; Robert A. DAHL, « Decision-Making in a Democracy : The Role of the Supreme Court as a National Policy Maker », *Journal of Public Law*, vol. 6, n° 2, 1957, 279-295 dans Raymond E. WOLFINGER, editor, *Readings in American Political Behavior*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 165-181.

²²⁰ Léon DION, *les Groupes et le Pouvoir aux États-Unis*, Presses de l'université Laval, Québec, Armand Colin, Paris, 1965, 103-115. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

²²¹ Il n'existe encore aucune étude méthodique de ces importants développements. Dans la suite de notre exposé nous ne ferons plus mention du judiciaire. Parmi les ouvrages pertinents à notre propos, citons Lucius J. BARKER, « Third Parties in Litigation : A Systemic View of the Judicial Function », *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 1, 1967, 41-70 ; Johanna BERNSTEIN, « Volunteer amici Curiae in Civil Right Cases », *Student Law Review*, New York University, vol. 1, n° 1, 1952, 95-102 ; Robert A. DAHL, « The Supreme Court as a Policy Maker », dans Bernard E. BROWN et John C. WAHLKE,

II. POINTS D'APPLICATION DE LA PRESSION DES GROUPES D'INTÉRÊT

[Retour à la table des matières](#)

Si les groupes d'intérêt disposaient toujours d'une information parfaite et si aucune entrave ne s'interposait à leur action, ils dirigeraient toujours leurs demandes et leurs soutiens vers la composante interne du système politique la plus susceptible de les recevoir favorablement et de les convertir en actions et décisions politiques.

Règle générale, il est vrai, les diverses composantes sont d'importance inégale en ce qui concerne leur contribution aux actions et décisions politiques. À notre époque, le gouvernement et l'administration, somme toute, ont plus de poids que le législatif et le judiciaire. Il peut en être bien autrement toutefois quand il s'agit des questions particulières. De nombreux dédoublements, suppléances ou déviations de fonctions n'empêchent pas, en effet, chaque cas concret de relever généra-

The American Political System, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967, 408-420 ; Fowler V. HARPER et Edwin D. ETHERINGTON, « Lobbyists Before the Court », *University of Pennsylvania Law Review*, vol. 101, 1953, 1172-1177 ; Walter KRISLOV, *The Supreme Court and the Political Process*, Macmillan, New York, 1965 ; Stuart S. NAGEL, « Political Party Affiliation and Judges Decisions », *The American Political Science Review*, vol. 54 n° 3, 1961, 843-850, dans William J. CROTTY et coll., editors, *Political Parties and Political Behavior*, Allyn and Bacon, Boston, 1966, 525-539 ; Glendon SCHUBERT, *The Political Roles of the Court : Judicial Policy-Making*, Scott, Foresman, Glenview, Illinois, 1965 ; John R. SCHMIDHAUSER, *The Supreme Court : Its Politics, Personalities, and Procedures*, Holt, Rinehart, Winston, New York, 1960 ; Martin SCHAPIRO, *Law and Politics in the Supreme Court*, The Free Press of Glencoe, Illinois, 1964 ; Peter H. SONNENFELD, « Participation of Amici Curiae in Decisions of the Supreme Court, 1949-1957 », *Government Research Bureau, Working Papers*, n° 2, Michigan, 1958 ; Clement E. VOSE, « Litigation as a Pressure Group Activity », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 20-31 ; Clement E. VOSE, « Interest Groups, Judicial Review, and Local Government », *Western Political Quarterly*, vol. 19, n° 1, 1966, 85-100, dans H. R. MAHOOD, *Pressure Groups in American Politics*, Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 268-291.

lement en exclusivité ou de façon prépondérante de l'une ou de l'autre composante. Ainsi, un groupe désire-t-il faire pression dans un procès qui oppose les compagnies ferroviaires au syndicat des camionneurs, seule une intervention auprès du judiciaire a une chance d'être entendue. Si par contre il s'agit de la fixation du taux de fret ou de dégrèvements fiscaux, il lui faut s'adresser à l'autorité administrative ou gouvernementale responsable. Or, de nombreux groupes, à l'instar des individus d'ailleurs, discernent très mal le partage des compétences et des responsabilités entre les composantes. D'où des erreurs d'aiguillage susceptibles d'avoir des conséquences considérables sur la portée pratique de l'action politique des groupes.

Par ailleurs, les points d'accès aux composantes varient beaucoup de l'une à l'autre de sorte que les groupes doivent user de clairvoyance et d'ingéniosité, d'abord pour identifier ces divers points d'accès et, ensuite, pour faire pression sur ceux qui leur paraissent plus vulnérables. Or, le degré d'accessibilité de même que de vulnérabilité des points d'accès aux diverses composantes varient, non seulement selon les groupes, mais également selon les circonstances. Dans leurs stratégies d'action, les groupes, compte tenu de toutes les autres conditions qui entrent en ligne de compte dans leur choix d'une composante politique, tendent à s'orienter vers celle qui leur offre l'accès le meilleur au moindre coût. Malheureusement, là encore, les groupes ne sont pas toujours bien inspirés dans leurs choix. Il leur arrive fréquemment de faire une dépense considérable d'énergie pour se faire entendre des agents d'une composante qui restent sourds à leurs appels alors qu'un effort moindre leur aurait assuré l'accès auprès d'une autre composante.

Enfin, au lieu de tenter de pénétrer directement dans le système politique, les groupes peuvent tenter de s'y immiscer de façon directe, c'est-à-dire par une action sur les autres mécanismes d'interactions, les partis, les media de communication ou les conseils consultatifs qui, eux, agiront par la suite sur l'une ou l'autre composante conformément aux objectifs des groupes d'intérêt.

L'aptitude à bien choisir les points d'application que leur procurent les diverses composantes doit même être considérée comme un important facteur de l'efficacité politique des groupes d'intérêt. La tâche de ces derniers, en effet, tant sont nombreux et divers ces points de contact, est ardue. Il n'est guère possible de les passer tous en revue, de les classer, d'en indiquer le degré d'accessibilité et d'en

évaluer la portée relative. Des questions de ce genre ne se scrutent guère dans l'abstrait. De brèves considérations suffiront ²²².

Si l'accès au législatif constitue l'une des préoccupations majeures des groupes d'intérêt, ceux-ci sont servis à souhait, du moins en ce qui concerne le nombre de choix qui s'offrent à eux. Des groupes peuvent être à l'origine même des projets de loi, ils peuvent les avoir rédigés en tout ou en partie, ou encore avoir agi sur les fonctionnaires ou spécialistes chargés de leur rédaction ; ils peuvent avoir été mis au courant du programme législatif sessionnel avant même les députés, ce qui leur permet d'en étudier à loisir le contenu et, le cas échéant, de préparer leurs interventions ; ils peuvent agir sur celui (député, ministre ou, dans les cas de bicamérisme, sénateur) qui introduit ou parraine les projets de loi ; ils peuvent se présenter devant les membres des comités ou commissions qui en font l'examen ou intervenir autrement auprès d'eux ; ils peuvent prêter leur concours au personnel restreint responsable de la révision et de la rédaction définitive des projets de loi ou tenter par d'autres moyens d'intervenir auprès d'eux ; ou encore, ils peuvent tenter d'agir sur les législateurs par le biais de campagnes d'opinions, d'intimidations ou de manifestations de toutes sortes. Aux États-Unis, le veto que le Président oppose occasionnellement à une loi que le Congrès a dûment adoptée procure aux groupes une voie d'accès qui est spécifique à ce pays. Dans nombre de cas, l'enchevêtrement des interactions est tel qu'une fois une loi adoptée, il est pratiquement impossible de distinguer les contributions respectives des législateurs, ministres, spécialistes, représentants de partis ou de groupes ²²³.

²²² Notre ouvrage, *les Groupes et le Pouvoir aux États-Unis*, étudie en détail la question de l'accessibilité des composantes internes du système politique dans ce pays. Voir également : Stanislaw EHRLICH, op. cit..

²²³ Voir Emmanuel CELLER, « Pressure Groups in Congress », *The Annals of the American Academy of Social and Political Science*, vol. 319, 1958, 2-9 ; J. Leiper FREEMAN, *The Political Process : Executive Bureau Legislative Committee Relations*, Doubleday, New York, 1958 ; George B. GALLOWAN, *The Legislative Process in Congress*, Crowell, New York, 1953 ; Bertrand M. Gross, *The Legislative Struggle. A Study in Social Combat*, McGraw-Hill, New York, 1953 ; Lawrence D. LONGLEY, « Interest Groups integration in a Legislative System », *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 3, 1967, 637-659 ; Alan K. McAdams, *Power and Politics in Labor Legislation*, Columbia University Press, New York, 1964 ; Fred W. Riggs, *Pressures on Congress : A Study of the Repeal of Chinese Exclusion*, Kings Crown Press,

On peut donc considérer les lois comme la résultante de compromis auxquels législateurs et représentants de groupes parviennent à la suite de négociations plus ou moins ardues. La trame des révisions, souvent majeures, que les projets de loi subissent en cours de route est inextricable. Il arrive que des projets de loi spécialement controversés soient temporairement retirés de façon à permettre aux intéressés de faire connaître leur point de vue et de concilier leurs divergences d'opinions : on assiste alors à ces grands débats publics ou campagnes qui sont souvent si révélateurs non seulement du processus législatif mais également de la vie des groupes et de la société entière. Au terme de son étude de *l'Employment Act* de 1946 (bill qui au moment de son dépôt au Sénat en 1945 portait le titre de Full Employment bill), Stephen Kemp Bailey conclut que la loi, telle que finalement signée par le Président après un an de débats, ne représentait les vues premières d'aucun des nombreux participants : parrains, partis, Président ou groupes impliqués ²²⁴. Par contre, l'examen que nous avons mené de la campagne du bill 60 - projet de loi pour la création d'un ministère de l'Éducation et d'un Conseil supérieur de l'Éducation au Québec (avril 1963 à mars 1964) - a révélé que le gouvernement, qui fut à l'origine du bill, a conservé la maîtrise des opérations du début à la fin et qu'il a partagé avec l'Assemblée des évêques la responsabilité des nombreux amendements, les groupes d'intérêt, malgré leurs nombreuses interventions, se révélant virtuellement impotents ²²⁵. Il arrive toutefois que des lois révèlent des similitudes si frappantes avec les points de vue originels de certains groupes qu'on est en droit de se demander si ces derniers n'en furent pas les véritables auteurs. Ainsi, l'étroite similitude entre le texte final du *Taft-Hartley bill* et les demandes originelles de la *National Association of Manufacturers*, pour lesquelles celle-ci avait combattu avec acharnement, ont conduit des spécialistes à conclure

New York, 1950 ; Karl SCHRIFTGIFSER, *The Lobbyists, The Art and Business of Influencing Law Makers*, Little, Brown, Boston, 1951 ; Julius TURNER, *Party and Constituency : Pressures on Congress*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1951 ; Jean MEYNAUD, *la Décision politique en Belgique*, Armand Colin, Paris, 1965 ; Gerhard LOEWENBERG, *Parliament in the German Political System*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1966.

²²⁴ Stephen Kemp BAILEY, *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*, Columbia University Press, New York, 1950.

²²⁵ Léon DION, *le Bill 60 et la société québécoise*, HMH, Montréal, 1967. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

que la *National Association of Manufacturers* était le véritable auteur de la loi Taft-Hartley ²²⁶.

Également nombreux sont les points d'accès à l'administration qui s'offrent aux groupes : services horizontaux ou généraux, services verticaux ou spéciaux, administrations à pouvoirs réglementaires ou à pouvoirs délégués (*auto-regulatory commissions*), régies autonomes, conseils supérieurs, conseils consultatifs, services décentralisés ou déconcentrés, instances administratives de planification - toutes ces facettes multiples de l'administration constituent pour les groupes autant de points d'accès qu'ils peuvent utiliser selon les besoins et les circonstances ²²⁷.

²²⁶ Voir Alfred S. CLEVELAND, « NAM : Spokesman for Industry ? » *Harvard Business Review*, vol. 26, n° 3, 1948, 353-371 ; Richard W. GABLE, « NAM : Influential Lobby or Kiss of Death ? » *The Journal of Politics*, vol. 15, n° 2, 1953, 254-273 ; Karl SCHRIFTGIESER, *The Lobbyists. The Art and Business of Influencing Law Makers*, Little, Brown, Boston, 1951, 95-97.

²²⁷ La littérature sur ce sujet est très abondante. Citons Samuel H. BEER, « Pressure Groups and Parties in Britain », *The American Political Science Review*, vol. 50, n° 1, 1956 ; Wesley C. CLARK, « Public Administration and the Private Interest », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 280, 1952, 66-77 ; Henry W. EHRMANN, « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 541-569 ; Henry W. EHRMANN, « Administration et groupes de pression », *Économie et humanisme*, n° 123, 1960, 22-30 ; J. Leiper FREEMAN, « The Bureaucracy in Pressure Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 319, 1958, 10-20 ; Bernard GOURNAY, « Les administrations verticales », *Revue économique*, Vol. 13, 1962 ; Charles E. LINDBLOM, « The Science of Muddling Through : How an Administrator gets a Decision », *Public Administration Review*, Vol. 19, n° 1, 1959, 79-88 ; dans Raymond E. WOLFINGER, editor, *Readings in American Political Behavior*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1966, 211-226 ; Jean MEYNAUD, « Les groupes d'intérêt et l'administration en France », *Revue française de science politique*, vol. 7, n° 3, 1957, 573-593 ; Robert J. MORGAN, « Pressure Politics and Resources Administration », *The Journal of Politics*, Vol. 18, n° 1, 1956, 39-60, dans H. R. MAHOOD, op. cit., 244-267 ; H. A. SIMON, *Administrative Behavior*, The Free Press, New York, 1965 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1964, 277-301.

Beaucoup moins nombreux et généralement moins faciles d'abord sont les points d'accès au gouvernement. Ceux à qui chefs d'État, premiers ministres et ministres accordent audience se trouvent sans doute en excellente position d'influence mais ils sont peu nombreux. Comités et bureaux ministériels, chefs de cabinets, secrétaires personnels, conseillers spéciaux représentent d'autres voies d'accès auprès du gouvernement qui sont à la portée d'un plus grand nombre ²²⁸.

²²⁸ Voir Richard F. FENNO, *The President's Cabinet*, Harvard University Press, Cambridge, 1959 ; Thomas K. FINLETTER, « Congressional-Executive Responsibility », dans Harlan CLEVELAND et Harold LASSWELL, editors, *Ethics and Bigness*, Harper, New York, 1962, 311-327 ; E. S. FLASH, *Economic Advice and Presidential Leadership : The Council of Economic Advisers*, Columbia University Press, 1965 ; Thomas E. CRONIN et Stanford D. GREENBERG, editors, *The Presidential Advisory System*, Harper and Row, New York, 1969 ; William C. FOSTER, « The Proper Place of the Political Executive in the Governmental System », dans Harlan CLEVELAND et Harold LASSWELL, op. cit., 329-340 ; J. Leiper FREEMAN, *The Political Process : Executive Bureau -Legislature Committee Relations*, Random House, New York, 1965 ; Herbert KAUFMAN, « The Federal Government Services », *The American Assembly*, New York, 1954 ; Roy C. MACCRIDIS, editor, *Modern European Governments. Cases in Comparative Policy Making*, Prentice-Hall, 1968 ; Eugene J. MEEHAN, John P. ROCHE et Murray S. STEDMAN Jr., *The Dynamics of Modern Government*, McGraw-Hill, New York, 1966 ; Richard E. NEUSTADT, « Presidency and Legislation : The Growth of Central Clearance », *The American Science Review*, vol. 48, n° 3, 641-671 ; Richard E. NEUSTADT, *Presidential Power*, John Wiley, New York, 1960 ; Lester G. SELIGMAN, « The Presidential Office and the President as Party Leader », *Law and Contemporary Problems*, vol. 21, n° 4, 1956, dans William J. CROTTY, editor, *Political Parties and Political Behavior*, Allyn and Bacon, Boston, 1966, 514-524 ; Theodore C. SORENSEN, *Decision Making in the White House*, Columbia University Press, New York, 1963 ; Samuel H. BEER, *Patterns of Government*, Random House, New York, 1962 ; R. ROSE, *Studies on British Politics*, Little, Brown, Boston, 1964 ; Samuel H. BEER, *British Politics in the Collectivist Age*, Alfred A. Knopf, New York, 1966 ; Jean MEYNAUD, *la Décision politique en Belgique*, Armand Colin, Paris, 1965 ; Jean BLONDEL, *la Société politique britannique*, Armand Colin, Paris, 1964. De tous les gouvernements occidentaux, c'est probablement le gouvernement américain qui offre le plus grand nombre de portes d'entrée aux groupes d'intérêt. C'est ainsi qu'au seul niveau du Président, on distingue au moins huit voies d'accès vraiment royales : en tant qu'il est chef du parti, initiateur de nombre de lois parmi les plus importantes, détenteur du redoutable droit de veto, agent de « patronage » pour de nombreux postes clés dans le domaine judiciaire, administratif et diplomati-

Il existe peu d'études des préférences et des choix concrets des groupes en ce qui concerne les points d'accès aux composantes. Et pourtant, l'examen de la façon dont les groupes s'y prennent pour pénétrer dans le système politique devrait fournir de précieuses indications sur la nature des groupes d'intérêt et sur celle du système politique de même que sur le caractère des interactions systémiques.

Il se révélerait en effet que les points d'accès aux diverses composantes varient sensiblement en nombre et en qualité selon les groupes : tandis que de nombreux choix s'offrent aux uns, les autres se voient fermer la plupart sinon toutes les voies d'accès.

Par ailleurs, les systèmes politiques diffèrent sans doute par le nombre et la variété des points d'accès que leurs composantes internes procurent aux groupes d'intérêt : certains se montrent plus accueillants, d'autres plus revêches. En outre, il est probable que l'accessibilité aux diverses composantes varie selon les systèmes politiques : les chances d'accès au législatif sont pour l'ensemble meilleures pour les groupes dans tel système politique, tandis que dans un autre système, c'est plutôt l'administratif ou le gouvernement qui offre les meilleures voies d'accès.

Une autre question pertinente concerne le rapport entre l'accès et l'influence. Très souvent, l'on assimile bien à tort l'un à l'autre. Un groupe qui bénéficie d'accès nombreux et faciles aura certes plus de chances d'être influent que celui qui se voit écarté de tous les accès. De même un système politique dont les composantes offrent de multiples accès aux groupes sera considéré comme virtuellement plus vulnérable à leur action qu'un système qui leur offre peu d'entrées. Dans tous les cas, cependant, l'influence réellement exercée par les groupes reste problématique. Si l'on peut dire que les groupes ont plus d'occasions de bloquer des mesures qui ne leur conviennent pas dans un système où les points d'accès sont nombreux, il faut également noter que la multiplicité des points d'accès peut signifier qu'il leur faut gagner un plus grand nombre de batailles avant de remporter la victoire. C'est ainsi qu'aux États-Unis, où les points d'application systémiques sont particulière-

que, chef du Cabinet, chef du Bureau de la Maison Blanche, chef du Bureau central de l'exécutif, qui comprend, entre autres services, l'Office du Budget, le Conseil national de la sécurité, l'Office de la défense et le Conseil de l'orientation économique, et, finalement, leader de la nation d'où il tire une autorité morale insigne.

ment nombreux, il leur faut souvent triompher successivement dans les législatures étatiques, auprès des commissions de la Chambre des Représentants et du Sénat, du Congrès, du Président et de la Cour suprême avant d'avoir gain de cause. Un échec auprès de la Cour suprême ou du Président peut annuler tous les succès antérieurs. Inversement un groupe peut finalement l'emporter même après avoir encaissé échec sur échec : il lui suffit d'avoir gain de cause auprès du centre de décision de dernière instance. C'est ainsi qu'entre 1890 et 1933 les grands intérêts d'affaires américains, grâce à la Cour suprême dont les jugements sans appel leur étaient invariablement favorables, parvinrent à faire rendre inopérantes les lois contre les cartels, les monopoles, etc., que les législatures étatiques avaient adoptées à la suite des efforts de groupes ouvriers, agricoles ou idéologiques. Et même entre 1933 et 1937, toujours grâce au soutien indéfectible de la Cour suprême, ils réussirent à mettre en échec le Président Roosevelt lui-même dont les mesures progressives du New Deal visaient à réprimer les abus des magnats de l'industrie et de la finance.

III. RELATIONS INTERPERSONNELLES

[Retour à la table des matières](#)

C'est surtout pour la commodité de l'analyse que nous parlons des interactions des groupes et des composantes internes du système politique. En réalité, ce sont toujours des individus qui entrent en contact et qui interagissent entre eux. Ces individus, nous les appelons agents sociaux ou agents politiques selon que leurs rôles principaux ressortissent à la dynamique du système social ou à celle du système politique. Dans la mesure où ils s'efforcent de formuler et de promouvoir au nom des groupes sociaux des demandes et des soutiens politiques et où ils réagissent aux volontés des législateurs, fonctionnaires ou ministres, les responsables des mécanismes d'interactions doivent être considérés comme des agents sociaux. Il est vrai que leur action se trouve de la sorte ordonnée à la poursuite d'objectifs politiques, mais c'est pour le compte de groupes, d'associations ou d'individus qu'ils agissent et ce sont finalement des effets sociaux qu'ils cherchent à produire. De même, le fait que députés, fonctionnaires, ministres aient des responsabilités familiales, exercent parfois une profession et soient membres d'associations ou

même de groupes d'intérêt, ne les empêche pas d'être des agents politiques. Ce qui leur est spécifique, en effet, ce sont leurs rôles en tant que législateurs, fonctionnaires, ministres ou juges.

Entre agents sociaux et agents politiques se nouent des liens plus ou moins étroits selon les cas. Il s'impose donc de tenir compte de ces liens qui donnent lieu à des interactions systémiques personnelles. Par interactions systémiques personnelles, nous entendons ces relations intimes, fréquentes et mutuellement profitables qui s'établissent entre agents sociaux et agents politiques. Elles revêtent deux formes générales très différentes : elles peuvent être non organiques ou non institutionnelles, c'est-à-dire se produire en marge ou sans le support direct des organisations dont relèvent ces personnes ; elles peuvent au contraire être organiques ou institutionnelles, c'est-à-dire résulter de rencontres privées à l'occasion ou dans le prolongement des rôles officiels de ces agents en tant que dirigeants d'organisations ²²⁹.

La première forme d'interactions systémiques personnelles -les interactions non organiques - caractérise les relations entre « élites » dans le processus socio-politique. Ces relations dépendent d'une logique qui leur est particulière. Elles échappent à l'emprise directe des mécanismes d'interactions. Bien entendu, c'est en vertu du statut que leur procure leur organisation que ces personnes sont amenées à interagir. Ce statut est toutefois si insigne qu'il leur procure une autorité, un prestige et des pouvoirs exceptionnels. En outre, les attributs de ce statut existent pour ainsi dire indépendamment de l'exercice des rôles qui le manifestent de sorte qu'ils s'attachent pour ainsi dire aux personnes elles-mêmes. Dès lors, celles-ci conservent ces attributs même quand elles n'agissent pas officiellement au nom de l'organisation dont elles tiennent leur statut. À ces marques statutaires s'ajoutent souvent des traits exceptionnels associés à la naissance, la formation et au style de vie : un cardinal, un magnat de l'économie ou de la finance, un ministre, un haut

²²⁹ On pourrait aussi mentionner une troisième catégorie d'interactions personnelles : celles qui mettent en présence de simples individus (électeurs, membres de partis ou d'associations, etc.) et des agents des composantes politiques (députés, fonctionnaires, etc.). Mais ces interactions n'ont généralement pas un degré suffisant d'intimité et de continuité pour qu'il soit possible de les considérer au même titre que les deux autres catégories.

fonctionnaire, un universitaire ou un savant prestigieux font partie, à titres et à des degrés divers, de ces « élites ²³⁰ ».

La seconde forme d'interactions systémiques personnelles - les interactions organiques - consiste dans les rapports privés qui s'établissent fréquemment à l'occasion des questions qui mettent en cause les mécanismes d'interactions et les composantes internes du système politique. Outre les interactions officielles dans lesquelles les agents agissent expressément et le plus souvent ouvertement au nom de leurs organisations respectives, il se produit entre dirigeants sociaux et politiques des contacts « officieux » qui n'engagent pas expressément les organisations mais qui ont pour but d'« aplanir les difficultés », d'échanger des informations particulières, de tracer les grandes lignes d'accords éventuels, et ainsi de suite. Ces rencontres aboutissent fréquemment à des engagements « moraux » dont la portée dépend de l'autorité des personnes en cause sur les membres de leur organisation respective. Ces contacts officieux se déroulent à deux ou à plusieurs, comprennent ou non des personnes non directement impliquées, sont plus ou moins fréquents et s'échelonnent sur une période plus ou moins longue selon les cas.

Dirigeants d'unions ouvrières, d'associations patronales, professionnelles ou de fermiers se trouvent à un moment ou l'autre impliqués dans semblables rapports organiques non officiels avec des députés, ministres et fonctionnaires. Les formes que prennent ces contacts sont bien connues : lettres, téléphones, rencontres privées, et ainsi de suite. Il est par contre souvent fort difficile de découvrir leur existence et d'en déterminer la nature, la fréquence et le degré d'intimité à l'occasion de chaque cas particulier. En effet, les agents impliqués sont généralement très discrets en ce qui concerne ces rapports. Sans être entachés d'illégalité, ces derniers échappent aux règles du jeu telles qu'elles sont connues des membres et du public en général. Or, passer sous silence les interactions systémiques personnelles organiques, c'est, à coup sur, consentir d'avance à laisser s'échapper les aspects souvent les plus significatifs et parfois décisifs des processus socio-politiques. Toutefois, pour bien reconstituer la trame de ces interactions, il faut se

²³⁰ Dans notre schéma principal, c'est le trait à double flèche qui relie directement agents sociaux et agents politiques et que nous désignons par l'expression « interactions personnelles » qui sert à indiquer ces relations entre « élites ». Dans notre chapitre sur la mesure de l'influence, nous évaluerons la portée de ces relations dans le processus socio-politique.

livrer à des procédés qui tiennent parfois tout autant de l'enquête policière que de l'analyse scientifique.

Si agents sociaux et agents politiques sont ainsi conduits à maintenir, au delà ou en deçà des rapports prévus par le jeu des interactions systémiques officielles, des relations personnelles non officielles, c'est sans aucun doute que la logique intersystémique même les y incite (désir d'échapper aux lenteurs et aux obstacles d'ordre institutionnel, d'améliorer les communications, et ainsi de suite). Mais il faut également tenir compte des affinités qui existent entre catégories d'agents. Ces affinités qui tiennent à leur formation, à leur tempérament et aux nombreux contacts qu'ils entretiennent entre eux, les portent à se rencontrer derrière des portes closes pour chercher à régler dans l'intimité d'entretiens privés les questions que le cours des événements a fait surgir dans les débats publics et qui mettent en cause leurs organisations respectives.

Bien entendu, ce ne sont pas tous les dirigeants de groupes qui ont ainsi des affinités personnelles avec les agents politiques. Députés, fonctionnaires supérieurs, ministres, juges, en effet, viennent des couches supérieures de la population : ils appartiennent en grand nombre aux professions libérales et ils ont une instruction et un revenu bien supérieurs à la moyenne ²³¹. L'homme politique est

²³¹ La littérature sur cette question est abondante. Citons William C. MITCHELL, *The American Polity*, The Free Press of Glencoe, 1962 ; Dwaine MARVICK, *Political Decision-Makers*, The Free Press of Glencoe, 1961 ; Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1962 ; Austin RANNEY, *Pathways to Parliament : Candidates Selection in Britain*, University of Wisconsin Press, Madison, 1965 ; Joseph A. SCHLESINGER, *Ambition and Politics : Political Careers in the United States*, Rand McNally, New York, 1966 ; Charles S. HYNEMAN, « Who Makes Our Laws », dans John C. WAHLKE et Heinz EULAU, *Legislative Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 254-265 ; « La profession parlementaire », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 4, 1961 (numéro spécial) ; Duncan MACRAE Jr., *Parliament, Parties and Society in France, 1946-1958*, St-Martin's Press, New York, 1967 ; André GÉLINAS, *les Parlementaires et l'Administration au Québec*, Les Presses de l'université Laval, Québec, 1969 ; W. L. GUTTSMAN, *The British Political Elite*, Macgibbon and Kee, London, 1965 ; Philip W. BUCK, *Amateurs and Professionals in British Politics*, Chicago University Press, 1963 ; Corinne Lathrop GILB, *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*, Harper and Row, New York, 1966, 203ss ; William KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society*, The Free Press or Glencoe, 1959, 183-193 ; Donald R. MAT-

un *joiner*, il est membre de plusieurs groupes, de clubs sociaux, de groupes d'affaires ou professionnels et, dans le cas de députés socialistes, d'unions ouvrières ²³². En outre, à des degrés divers selon les pays, par voie de pantouflage ou autrement, les fonctions sont interchangeable, de sorte qu'un haut fonctionnaire peut être appelé à occuper un poste important dans le secteur privé et, inversement, un dirigeant d'entreprise peut devenir haut fonctionnaire. Les hommes politiques démissionnaires ou déçus se voient offrir des postes alléchants dans le

THEWS, *U.S. Senators and their World*, University of North Carolina, Chapel Hill, 1960 ; James David BARBER, *The Lawmakers. Recruitment and Adaptation to Legislative Life*, Yale University Press, New Haven, 1965 ; Henry ELSNER Jr., *The Technocrats*, Syracuse University Press, 1967 ; Jean MEYNAUD, *la Technocratie : Mythe ou réalité ?* Payot, Paris, 1964 ; Joseph LAPA-LOMBARA, *Interest Groups in American Politics*, Princeton University Press, 1964, 349-393 ; Henry W. EHRMANN, « French Bureaucracy and Organized Interests », *Administrative Science Quarterly*, vol. 5, n° 3, 1961, 534-555, et « Administration et groupes de pression », *Économie et humanisme*, n° 123, 1960, 22-30, Jean-Luc CHALUMEAU, *les Relations publiques de l'État*, Sédès, Paris, 1964 ; Bernard GOURNAY, « Un groupe dirigeant de la société française : les grands fonctionnaires », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 2, 215-243 ; Richard ROSE, *Politics in England*, Little, Brown, Boston, 1964, 103-123, 189-228. De toutes les composantes, c'est le législatif qui sans aucun doute comporte le plus d'interactions personnelles. Le député, en effet, de son propre chef ou par le truchement de son parti, peut entrer directement en relations avec des individus en tant que représentant d'une circonscription, membre de l'Assemblée et comme mandataire du gouvernement ou de l'administration.

²³² Dans le cas des députés ou ministres socialistes ou travaillistes, c'est plutôt leur origine ouvrière que leur appartenance actuelle à une union ouvrière qui les rattache au mouvement ouvrier. De même, dans la plupart des pays, relativement peu de députés ou de ministres sont eux-mêmes hommes d'affaires. Bon nombre toutefois sont liés plus ou moins étroitement aux intérêts d'affaires et sont membres d'associations d'affaires, notamment des Chambres de Commerce. Le cas de la Grande-Bretagne est particulièrement instructif à cet égard. À la suite des élections générales de 1964, sur 314 candidats élus, le parti travailliste en comptait 103 dont les origines sociales étaient ouvrières et 34 venant des milieux d'affaires tandis que sur les 304 candidats conservateurs élus, seulement 2 étaient d'origine ouvrière alors que 80 venaient du monde des affaires. Le nombre de candidats élus venant des professions était sensiblement égal pour les deux partis (128 pour les travaillistes contre 146 pour les conservateurs). Voir David BUTLER, *The British General Election of 1964*, Macmillan, London, 1965. Aussi W. L. GUTTSMAN, *The British Political Elite*, Macgibbon and Kee, London, 1965, 238-271.

secteur privé. L'importance de ces affinités de fonction, de tempérament et de carrière entre agents sociaux et agents politiques se révèle aux caractéristiques de ceux que les groupes d'intérêt désignent pour les représenter auprès du Parlement, de l'administration et du gouvernement. Aux États-Unis, par exemple, le *lobbyist* typique est un ancien membre du Congrès ou du Cabinet ou encore un ancien fonctionnaire qui, depuis longtemps, à titre de partenaire, actionnaire ou bénéficiaire de faveurs, a maintenu des contacts étroits avec les intérêts privés dont il est l'agent. Beaucoup de *lobbyists* sont avocats. Le plus souvent ces derniers font partie d'une étude légale ayant ses bureaux à Washington, « paradis des avocats » puisqu'on y dénombre plus de 7,000 membres du Barreau. D'autres *lobbyists* sont d'anciens journalistes ou des spécialistes en relations publiques ayant noué des liens étroits avec des législateurs et des fonctionnaires. Dans les cas où groupes d'intérêt et entreprises choisissent leurs représentants parmi leurs dirigeants, ces derniers sont d'ordinaire très liés avec les hommes politiques ²³³.

L'évidence de liens étroits entre agents sociaux et agents politiques en amène plusieurs à conclure que députés, ministres ou fonctionnaires - les premiers surtout - sont en définitive les porte-parole de groupes. Collusions, népotisme, favoritisme et ainsi de suite représenteraient dès lors des qualificatifs propres à définir les interactions personnelles organiques ²³⁴. Le fait que nombre de dirigeants de

²³³ Voir Léon DION, *les Groupes et le Pouvoir aux États-Unis*, 113-128 ; Paul W. CHERINGTON et Ralph L. GILLEN, *The Business Representative in Washington*, The Brookings Institution, Washington, D. C., 1962 ; James DEAKIN, *The Lobbyist*, Public Affairs Press, 1966 ; Abraham HOLTZMAN, *Interest Groups and Lobbying*, Collier-Macmillan, Toronto, 1966 ; Lester W. MILBRATH, *The Washington Lobbyists*, Rand, McNally, Chicago, 1963 ; Harmon ZEIGLER et Michael A. BAER, « The Recruitment of Lobbyists and Legislators », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 12, n° 4, 1968, 493-513 ; Heinz EULAU, « The Lobbyists : The Wasted Profession », *Public Opinion Quarterly*, vol. 28, n° 1, 1964, 27-38 ; Clark R. MELLEHOFF, *Despoilers of Democracy*, Doubleday, New York, 1965 ; H. B. BERRINGTON et S. E. FINER, « La Chambre des Communes britannique », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961, 681.

²³⁴ H. B. BERRINGTON et S. E. FINER, « La Chambre des Communes britannique », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961, 667-691 ; Léo HAMON, « Les parlementaires en France », *ibid.*, 609-631 ; John H. MILLETT, « The Role of an Interest Group Leader », *Western Political Quarterly*, vol. 9, n° 4, 1956, 915-926, dans John C. WAHLKE et Heinz EULAU, *Legislative Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 190-196 ;

groupes, par suite du caractère des intérêts dont ils ont la charge ou de leurs caractéristiques personnelles, se trouvent virtuellement exclus de ces interactions, crée une situation d'inégalité flagrante entre les groupes propre à accentuer le sentiment d'illégitimité qui s'attache à ce mode de rapports. Par ailleurs, la portée réelle de ces interactions personnelles organiques dépend de l'autorité dont les agents disposent sur leurs organisations respectives. Dans les cas très nombreux d'oligarchies où les dirigeants peuvent dire « l'organisation, c'est moi », tant leur autorité est pratiquement illimitée, les interactions organiques personnelles peuvent être décisives. Certains de ceux qui cherchent à corriger cette situation préconisent la suppression des groupes d'intérêt. C'est là une conclusion qui découle d'un mauvais diagnostic. En effet, les groupes d'intérêt et les autres mécanismes d'interactions constituent les rouages parmi les plus propres à freiner l'émergence d'une « élite de puissance » et à restreindre l'ampleur et la portée des interactions personnelles non organiques lesquelles, à un degré bien plus considérable que les interactions personnelles organiques, échappent à l'emprise des groupes. Pour qu'ils puissent remplir vraiment cette fonction de freinage, il s'impose toutefois de les valoriser et de susciter chez eux une forte vie démocratique interne.

Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 256-285 ; John C. WAHLKE, « The Legislator and the Interests : Pressure Group Roles », dans John WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN et Leroy C. FERGUSON, *The Legislative System*, John Wiley, New York, 1962, 311-343 ; Edward A. SHILS, « The Legislator and Its Environment », *University of Chicago Law Review*, vol. 18, n° 3, 1950-51, 571-584, dans John C. WAHLKE et Heinz EULAU, op. cit., 347-354 ; Herman FINER, « The Tasks and Functions of the Legislator », dans *ibid.*, 281-284 ; Fritz Morstein MARX, « Party Responsibility and Legislative Program », *Columbia Law Review*, vol. 50, n° 2, 281-299, dans *ibid.*, 55-59.

IV. CONTRIBUTION DES GROUPES D'INTÉRÊT AU PROCESSUS POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La politique est le principal moteur des sociétés modernes. C'est finalement du résultat du jeu de la politique que découle le degré selon lequel une société peut décider de son propre sort ou s'autodéterminer ²³⁵. Un système politique, c'est en effet une unité de fonctionnement, constituée de quatre composantes internes majeures, ayant pour tâche de rassembler les besoins, aspirations et ressources d'une société et de les ordonner à la poursuite de grands objectifs généraux. La question se pose dès lors : comment les diverses composantes du système politique s'y prennent-elles pour convertir les inputs en outputs dont les effets s'étendent virtuellement à toute la société ? On discerne cinq exigences systémiques fondamentales : le système doit posséder une autorité suffisante pour contraindre individus et groupes à lui fournir les collaborations requises et à se plier à ses actions et décisions ²³⁶ ; il doit pouvoir compter sur des mécanismes capables de lui transmettre, sous la forme de demandes et de soutiens, les intérêts, idéologies et pressions des associations et des groupes sociaux ; il doit pouvoir intervenir de façon adéquate sur la façon dont les mécanismes remplissent leur tâche, et, au besoin, réorienter leur action, il doit être en mesure de soulever lui-même les problèmes reliés à la poursuite du bien général de la société et que les mécanismes réguliers d'input négligent de lui poser ²³⁷ ; il doit enfin pouvoir contrôler les résultats de

²³⁵ Voir Karl W. DEUTSCH, « On Political Theory and Political Action », *The American Political Science Review*, vol. 65, n° 1, 1971, 11-27 et plus particulièrement 18.

²³⁶ David EASTON, *A Systems Analysis of Political Life*, John Wiley, New York, 1965, 153.

²³⁷ David EASTON appelle *withinputs* ces demandes que le système politique s'adresse pour ainsi dire à lui-même sans le concours initial des mécanismes d'interaction (op. cit., 55.) Ces *withinputs* revêtent les formes les plus diverses : questions soulevées ou prises de position par les agents du système politique, programmes d'action, projets de lois, etc. il est probable que les *withinputs* excèdent en nombre et en importance les inputs. En réalité, une propor-

ses décisions et actions de façon, le cas échéant, ou à modifier sa ligne de conduite ou à contraindre les récalcitrants.

Ce qui se produit dans un système politique dépend dès lors, dans une grande mesure, de la capacité du système de s'auto-alimenter et de contrôler son environnement. Aucun système politique, toutefois, ne réussit à se suffire à lui-même. À des degrés divers tous les systèmes politiques requièrent la contribution active des individus et des groupes. C'est précisément la tâche des mécanismes d'interactions de susciter et de canaliser ces contributions. Pour l'ensemble, les mécanismes d'interactions servent la dynamique politique de trois manières différentes : en faisant connaître aux agents politiques les conditions du milieu social de même que l'état d'esprit des agents sociaux ; en concrétisant le soutien des agents sociaux aux projets des agents politiques et, finalement, en constituant un terrain de rencontre permettant aux agents sociaux et aux agents politiques d'échanger leurs points de vue et de négocier des accords. Les mécanismes d'interactions apparaissent ainsi comme des « instruments de mobilisation du pouvoir ²³⁸ ». Ils servent à éclairer les agents politiques sur les conditions du milieu social et à leur fournir les informations requises pour une action judicieuse ²³⁹. Ils fournissent aux agents politi-

tion considérable d'inputs représentent des réactions des individus et des groupes à des *withinputs*. Ce sont des initiatives d'agents politiques qui déclenchent la majorité des grands débats politiques : elles contraignent les groupes à prendre partie, à se compromettre et à passer à l'action. C'est ainsi que ce sont des agents politiques qui soulèvent à l'origine nombre des questions qui polarisent les agents sociaux et les opposent les uns aux autres. Outre les *withinputs* et les inputs émanant des mécanismes d'interactions, il faut aussi tenir compte des inputs résultant des interactions directes des élites sociales et des élites politiques.

²³⁸ C'est ainsi que Parsons caractérise les partis politiques. Cet attribut convient également aux autres mécanismes d'interactions. Voir PARSONS, « The Political Aspect of Social Structure and Process », dans David EASTON, *Varieties of Political Theory*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 71-112 (la référence est à la page 110). Pour l'ensemble de cette question examinée sous l'angle du député, voir John C. WAHLKE, « The Legislator and the Interests : Pressure Group Roles », dans John C. WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN et Leroy C. FERGUSON, *Legislative System*, 311-342.

²³⁹ Voir Anthony BARKER et Michael Rush, *The British Member of Parliament and His Information*, The University of Toronto Press, 1970 ; S. E. FINER, *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*, Pall Mall

ques les bases de leur représentativité ²⁴⁰ ». Ils constituent, enfin, les canaux normaux de l'expression des oppositions aux volontés et aux projets des agents politiques ²⁴¹. Il revient, en effet, aux mécanismes d'interactions de faire émerger les contradictions et les conflits parmi les groupes sociaux et de persuader les agents des composantes internes du système politique de poser les actes susceptibles de les résorber. Toutes ces tâches, les mécanismes d'interactions les remplissent chacun à sa manière et en s'orientant, tantôt vers toutes les composantes du système politique, ou, le plus souvent, davantage vers une composante particulière : ainsi, les partis vers le législatif, les conseils consultatifs vers l'administration, etc.

Les différents mécanismes d'interactions, certes, remplissent ces tâches à des degrés divers. Il est impossible dans l'abstrait d'affirmer que l'un ou l'autre des mécanismes contribue davantage que les autres à la dynamique systémique. Les conditions varient beaucoup selon les pays et selon les cas. L'action des mécanismes n'est d'ailleurs pas automatique. Les agents politiques doivent soutenir et orienter constamment ceux qui animent ces mécanismes. Ils le font plus ou moins volontiers, selon qu'ils les jugent plus ou moins utiles pour l'accomplissement de leurs propres rôles. L'examen des dispositions à l'endroit du système politique et de chacune de ses composantes internes et à l'égard des mécanismes d'interactions, de même que de la façon dont les uns et les autres structurent leurs rapports,

Press, London, 1966, 28-44 ; John C. WAHLKI, « The Legislator and the Interests : Pressure Group Roles », dans John C. WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN et Leroy C. FERGUSON, op. cit., 311-343 ; Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton University Press, 1964, 199-252.

²⁴⁰ Dans notre tome premier, par référence aux partis et aux groupes d'intérêt, nous nous sommes longuement interrogé sur cette question.

²⁴¹ Stéphane BERNARD, *les Attitudes politiques en démocratie. Esquisse d'une typologie*, Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1968, 136-137, O. KIRCHHEIMER, « The Waning of Opposition in Parliamentary Regimes », *Social Research*, vol. 24, 1957 et les passages pertinents dans Robert A. DAHL, editor, *Political Oppositions in Western Democracies*, Yale University Press, New Haven, 1966.

constitue une excellente voie d'analyse de la dynamique intersystémique, notamment en ce qui concerne l'influence ²⁴².

V. MÉCANISMES D'INTERACTIONS ET CRISE DES SOCIÉTÉS LIBÉRALES

[Retour à la table des matières](#)

Les systèmes tendent naturellement à se maintenir ou à persister. C'est là leur objectif essentiel et c'est vers cet objectif suprême que les activités systémiques sont finalement orientées. Dans le cours normal des choses, le système politique obéit à cette règle générale. On ne peut, en effet, concevoir un système politique qui, par l'action délibérée de ses membres, courrait à sa destruction. Tout système politique se doit de tendre vers la réalisation de ses finalités propres, c'est-à-dire la production en temps opportun des décisions qui s'imposent de même que la capacité de les rendre impératives pour toute la société. La poursuite de ce double objectif comporte cinq exigences fonctionnelles minimales : la légitimation du système ; l'équilibration par le système des demandes souvent contradictoires et de poids bien inégal des agents sociaux ; l'adaptation du système aux conditions mouvantes de l'environnement ; plus fondamentalement encore, l'aptitude du système à modifier l'environnement de façon à ce qu'il puisse choisir et poursuivre ses finalités conformément à sa volonté propre ; et, finalement, la capacité de se corriger de façon à réparer ses propres erreurs et à se rajuster conformément aux stratégies souvent imprévisibles des agents sociaux.

D'aucuns tirent de ces conditions la conclusion que les systèmes politiques par nature antagonistes au changement et qu'ils sont foncièrement incapables de se transformer en profondeur. En ce qui concerne les grands systèmes politiques contemporains tout au moins, malgré toutes les apparences contraires, cette conclusion ne paraît pas dénuée de tout fondement. En effet, nombre d'entre eux font preuve de rigidité et d'immobilisme. D'autres sont excessivement vulnérables

²⁴² Dans le dernier chapitre de la présente partie, nous examinerons précisément comment et jusqu'à quel point les contributions des groupes d'intérêt à la vie des systèmes politiques se concrétisent finalement en influence sur les agents de ces derniers.

aux pressions (stress) du milieu ou encore ne parviennent pas à prendre les bonnes directions au moment voulu. Il est souvent difficile de départager les déficiences qui tiennent aux rouages de celles qui sont imputables aux agents eux-mêmes. C'est ainsi que, par la défaillance des uns et les fautes des autres, la légitimation devient effort d'intégration par la contrainte ; l'équilibration, immobilisme ou nivellement arbitraire ; l'adaptation à l'innovation, négation de l'évolution ou soumission veule aux forces évolutives ; l'aptitude à modifier l'environnement, absence d'initiative ou impuissance à élaborer un ordre de priorités proprement politiques ; et la capacité de s'autocorriger, incohérence ou corrosion interne.

La performance systémique, certes, dépend de plusieurs facteurs. La qualité des composantes internes et le rendement des agents politiques eux-mêmes viennent en tête de liste. Mais il faut également tenir compte de la qualité des mécanismes d'interactions et de la nature des rapports qui s'instituent concrètement entre ceux-ci et les composantes politiques internes. Cette dernière question soulève plusieurs ordres différents de considérations centrales à nos préoccupations.

La persistance d'un système politique suppose que les citoyens soient suffisamment attachés au régime, aux composantes, aux agents et aux symboles. Dans les termes de Harry Eckstein, il faut que les forces de cohésion équilibrent les forces de division ²⁴³. Si les forces de division l'emportent, le système réagit en imposant « la loi et l'ordre » par la contrainte, ou encore il cède à l'anarchie. Les mécanismes d'interactions, chacun selon ses modalités propres, sont grandement responsables du maintien de cet équilibre entre tendances cohésives ou intégratives et tendances divisives. Pour s'acquitter de façon convenable de leur mission, ils doivent d'abord recueillir soigneusement les idéologies, intérêts et pressions émanant des individus et des groupes sociaux et, ensuite, convertir de manière adéquate ces idéologies, intérêts et pressions en soutiens et en demandes politiques. Pour qu'un système politique soit considéré en santé, il ne suffit pas, en effet, qu'une fraction prépondérante de demandes et de soutiens émanant des mécanismes d'interactions soient positifs et assimilables par le système ; ils doivent en outre correspondre de façon assez exacte aux intérêts et aux idéologies - et, de ce fait, aux besoins et aspirations - des agents sociaux. Dans les sociétés libérales,

²⁴³ Harry ECKSTEIN, *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*, Princeton University Press, 1966, 20-31.

c'est cette correspondance qui fait surtout défaut, les mécanismes d'interactions, notamment les partis et les conseils consultatifs, présentant aux agents politiques une version tronquée des attentes et de l'état d'esprit réel des agents sociaux. Si les dirigeants des mécanismes d'interactions ne parviennent pas à faire la médiation vers les agents politiques des véritables revendications des individus et des groupes, c'est que souvent les ressources dont ils disposent ne leur procurent pas une autorité suffisante pour négocier avec vigueur les différences qui les opposent aux agents politiques qui, eux, conformément à leur logique propre, sont astreints à tenir compte des possibilités politiques et à se plier à la règle de majorité. Ce n'est pas le côté « négatif » des demandes qui, au premier chef, fait problème. Dans une société libérale, il est normal que surgissent des conflits. En canalisant les « oppositions » des agents sociaux vers le système politique, les mécanismes d'interactions font oeuvre utile. C'est lorsque la conciliation des différences entre agents ne se fait pas de façon convenable que les difficultés surgissent.

Or, ce ne sont pas toujours, loin de là, les dirigeants des mécanismes d'interactions qui sont les premiers responsables de l'absence ou de l'échec des négociations. Très souvent, les vrais responsables sont les agents politiques eux-mêmes. Ces derniers peuvent, jusqu'à un certain point, dominer les mécanismes d'interactions, du moins les partis, les conseils consultatifs et les media de communication, sinon les groupes d'intérêt. Par le recours aux moyens les plus divers - la cajolerie, les menaces, la contrainte - ces derniers réussissent à amener les dirigeants des mécanismes d'interactions à formuler seulement les soutiens et les demandes politiques qu'ils sont prêts à recevoir et sous la forme qu'ils désirent entendre ²⁴⁴. On dit souvent des agents politiques qu'ils restent « sourds » aux appels du peuple ou qu'ils se coupent des « forces vives ». Les agents politiques, d'ordinaire, nient le bien-fondé de ces accusations. Ils font précisément valoir les puissants moyens dont ils disposent pour connaître les sentiments de la population : les partis, les conseils consultatifs, les media de communication, les groupes d'intérêt eux-mêmes et leurs « contacts » personnels avec le peuple. Ils parviennent de la sorte à se donner bonne conscience. Il n'en reste pas moins toutefois que leur dénégation

²⁴⁴ Dans le tome premier, nous avons montré comment, par suite de cette déviation fonctionnelle, partis et groupes d'intérêt - les premiers surtout - servaient plus souvent d'écrans que de ponts entre agents politiques et agents sociaux.

tion repose sur une fraude objective : les appareils qu'ils utilisent pour communiquer avec le peuple, ils les ont au préalable moulés conformément à leurs objectifs ou rendus captifs de leurs volontés. Outre que la vigueur de l'autonomie qui leur permettrait de s'adresser aux agents politiques avec autorité leur fait fréquemment défaut, les mécanismes d'interactions sont souvent des appareils très lourds de sorte que leur aptitude à convertir idéologies, pressions, intérêts sociaux en demandes et soutiens politiques est faible.

Organisations hiérarchiques et oligarchiques, il arrive que les mécanismes d'interactions soient orientés de façon à servir les objectifs de leurs dirigeants avant ceux des membres ou de la société entière. Il résulte de cette condition des lenteurs et des interférences, sources d'erreurs et de retards coûteux. Les agents du système politique connaissent bien cette situation. Ils s'efforcent parfois de la corriger en cherchant à modifier les règles du jeu, à édicter des codes d'éthique, et à établir des contrôles propres à activer les mécanismes d'interactions et à contenir les appétits des dirigeants. Plutôt toutefois que d'aviser aux moyens qui permettraient aux mécanismes d'interactions de formuler tous les soutiens et toutes les demandes qui sourdent des idéologies et des intérêts des individus et des groupes, les agents politiques préfèrent remplir eux-mêmes une fonction de suppléance, en produisant leurs propres *withinputs*. De la sorte ont-ils l'assurance que projets et programmes politiques seront conformes à leur perception des possibilités politiques et aux vœux de la majorité. Ils risquent toutefois d'aller ainsi à l'encontre des attentes des individus et des groupes sociaux et de susciter l'opposition des mécanismes d'interactions, notamment des groupes d'intérêt.

L'insuffisance fonctionnelle des mécanismes d'interactions peut être peu perceptible dans les périodes d'évolution lente. Elle devient flagrante dans les époques de changements brusques et radicaux. Des sollicitations toujours plus nombreuses, pressantes et contradictoires harcèlent alors les mécanismes d'interactions. Incapables de transmettre de façon adéquate les volontés des individus et des groupes sociaux, ces derniers font des tris arbitraires dans les intérêts et les idéologies ou encore tombent dans l'inaction. Ces graves manquements induisent les agents politiques à se représenter faussement la situation réelle en même temps qu'ils contribuent à accroître encore les tensions sociales.

En s'accumulant et faute d'être résorbées assez bien et assez tôt, les tensions s'aggravent et dégénèrent finalement en une véritable crise des sociétés. Du cœur

du système social, parmi les groupes et les individus, s'expriment des besoins et des aspirations que les agents du système politique ne parviennent pas à comprendre, ni même à entendre. Ce que les uns réclament à hauts cris, les autres le dénoncent avec indignation. Les projets politiques, s'ils tendent à satisfaire tout le monde, risquent de ne répondre aux attentes de personne et, s'ils favorisent une coterie aux dépens d'une autre, de provoquer des remous incontrôlables. Dans ces circonstances, les décisions politiques entraînent des conséquences non désirées ou encore sont inapplicables. La montée des impatiences entraîne des actions erratiques, des hésitations coûteuses et des conflits insolubles. Dans les secteurs où la crise sévit le plus intensément, il devient virtuellement impossible de légiférer ou d'appliquer les lois qu'une majorité parlementaire a adoptées. Les décisions que les agents politiques parviennent encore à prendre sont ou mauvaises ou intempestives. Pendant qu'on s'agite ou tergiverse de la sorte, la crise continue à gagner en intensité. Bientôt, les rouages socio-politiques, même les plus vitaux, risquent d'être sabordés. Bref, la société est « bloquée ²⁴⁵ ».

Si la crise s'étend à toute la société et si elle affecte de façon particulière le système politique, c'est au niveau des mécanismes d'interactions que se situe la source du mal. En ne parvenant pas à faire les médiations requises, les mécanismes d'interactions, en effet, accentuent la mésentente parmi les agents sociaux, engendrent le mécontentement parmi ces derniers à l'égard des agents politiques et provoquent l'impuissance des agents politiques à comprendre la situation et à appliquer les correctifs qui s'imposent.

C'est, en effet, la défaillance des mécanismes d'interactions qui constitue la source première du potentiel de violence qui s'accumule à un rythme croissant depuis cinq ans dans les sociétés libérales. Leur incapacité à produire des demandes et des soutiens politiques conformes aux idéologies et aux intérêts des groupes sociaux ou encore à inciter les agents politiques à prendre les décisions qui s'imposent entraîne la création par ceux-ci de pseudo-mécanismes d'interactions - cercles, fronts, comités de citoyens, regroupements communautaires - qui traduisent fidèlement les revendications des groupes les plus mécontents mais dont les

²⁴⁵ Ce terme est emprunté au titre de l'ouvrage de Michel CROZIER, *la Société bloquée*, Éditions du Seuil, Paris, 1970.

agents du système politique ont beaucoup de peine à entendre la voix et même à reconnaître la légitimité.

La contradiction éclate alors au grand jour : les mécanismes qui traduisent le mieux les aspirations des groupes sociaux touchant les questions jugées par eux essentielles - la participation, la justice, le bien-être - sont précisément ceux qui reçoivent la plus mauvaise audience auprès des agents politiques. Les suspicions et les incompréhensions mutuelles croissent graduellement jusqu'à ce qu'elles engendrent le refus du dialogue et la rupture. Les nouveaux mécanismes d'interactions se marginalisent et se portent à l'assaut du système politique jugé inadéquat. Leurs dirigeants deviennent des contre-élites qui se proclament les porte-parole, non seulement des couches sociales marginalisées, mais de l'ensemble du peuple. Ils contestent l'autorité et la représentativité des dirigeants des mécanismes d'interactions officiels de même que la légitimité des agents politiques eux-mêmes. La violence verbale et physique que ces orientations entraînent appelle la répression politique et, par voie de conséquence, l'aggravation de la crise.

La crise présente des sociétés libérales devra se dénouer tôt ou tard et d'une façon ou d'une autre. Les jeunes, les populations des régions excentriques et des quartiers pauvres des villes, les classes moyennes elles-mêmes qui se sentent bafouées dans leurs convictions et qui portent le gros du poids des réformes mises en oeuvre par le Welfare State se radicalisent chaque jour davantage. Les orientations se polarisent toujours plus vers des positions ou « révolutionnaires » ou « réactionnaires ». La situation ne peut se détériorer guère davantage sans qu'il n'en résulte ou l'éclatement des systèmes ou leur réorientation radicale.

Dans les circonstances, la tentation est grande chez les dirigeants de tenter de « sauver » les institutions libérales en reniant graduellement dans leurs actes les principes libéraux et en adoptant des méthodes d'action répressives ou même franchement dictatoriales. L'adoption de mesures pour la « protection de l'ordre public » fera taire pour un temps les contestations « sauvages » et on sera tenté de conclure à la résorption de la crise. En réalité, parce qu'on n'aura pas agi sur les sources du mal, on n'aura réussi qu'à retarder le règlement de comptes. On ignore jusqu'à quel point les systèmes politiques pourront résister au stress résultant de l'apathie haineuse et de la résistance passive et quels moyens ils pourront imaginer pour parer aux coups des contestations toujours plus sauvages que la répres-

sion ne manquera pas tôt ou tard d'engendrer. Mais si la violence engendre la répression, la réaction dictatoriale, à son tour, est le lit des révolutions.

Mais une voie bien différente de dénouement de la crise s'offre aux dirigeants : celle de la réforme radicale. Michel Crozier a bien montré le rôle positif des crises dans la vie des organisations. La crise, c'est l'envers ou la contrepartie de la routine bureaucratique. Une administration, selon Crozier, ne cède au changement que si elle engendre des « dysfonctions ». En effet : « ... un système bureaucratique d'organisation n'est pas seulement un système qui ne se corrige pas en fonction de ses erreurs, mais c'est un système trop rigide pour s'adapter sans crise aux transformations que l'évolution accélérée des sociétés industrielles rend de plus en plus fréquemment impératives ²⁴⁶ ».

Ce n'est pas cependant par le refoulement des aspirations des individus et des groupes vers une société plus humaine que la crise se dénouera. Ce n'est pas non plus une réforme qui se limiterait pratiquement à la substitution d'une classe dirigeante à une autre. Toute réforme valable devra atteindre les racines du mal ; les sources d'injustices, les facteurs d'inégalités, les causes de l'incapacité à renouveler les valeurs collectives, les raisons des participations déficientes, et ainsi de suite. Toute réforme valable devra obligatoirement passer par les mécanismes

²⁴⁶ Michel CROZIER, *le Phénomène bureaucratique*, Éditions du Seuil, Paris, 1963, 261. On comprendra pourquoi nous nous sommes abstenu de parler de « dysfonction » pour caractériser les demandes qui expriment une opposition aux intentions ou aux actions des agents politiques ou qui encore vont à l'encontre des possibilités du système politique telles que les agents politiques les perçoivent. En effet, même la crise - du moins certains types de crises - doit être considérée comme « fonctionnelle » puisqu'elle contraint le système à évoluer et à s'adapter aux conditions nouvelles de l'environnement. Par ailleurs, ce ne sont pas les demandes « négatives » qui par elles-mêmes déclenchent la crise. Au contraire, l'existence de demandes « négatives » ou de refus de soutien constitue un phénomène parfaitement normal dans une société libérale, au sein de laquelle le conflit est aussi constant et salutaire que l'harmonie. Ce qui doit être mis en cause, c'est l'incapacité chronique de formuler de telles demandes « négatives » par suite de la défaillance des mécanismes d'interactions ou du refus obstiné des agents politiques d'en tenir compte. Cette incapacité chronique engendre chez les individus et les groupes des dispositions « antisystémiques » qui se manifestent sous la forme d'une contestation des mécanismes d'interactions officiels et de la création de pseudo-mécanismes de remplacement de même que, éventuellement, d'un retrait de toute contribution positive au système politique existant et la volonté de le saborder.

d'interactions. Entre autres efforts, il faut viser à rendre ceux-ci aptes à remplir convenablement la médiation intersystémique en rétablissant le circuit aujourd'hui inadéquat sinon rompu entre les « forces vives » et les agents politiques. Les mécanismes d'interactions constituent notamment le principal réseau de rétroaction permettant aux agents politiques d'obtenir rapidement la réaction de l'environnement à leurs projets et décisions de même que les informations requises pour la ré-orientation de leur action. Or, c'est précisément l'absence de rétroactions adéquates qui est la cause première des crises au sein des grandes organisations. Par la réforme des mécanismes d'interactions, non seulement peut-on espérer la résorption de la crise actuelle des sociétés libérales, mais encore il est permis de croire que la crise cessera d'être un moment nécessaire du processus socio-politique.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Quatrième partie : À la recherche d'une influence

Chapitre II

Modes et moyens d'action

[Retour à la table des matières](#)

Dénoncer l'« ingérence » des groupes d'intérêt dans le processus socio-politique, de même que les tactiques « déloyales » ou même « subversives » auxquelles ils auraient recours, fait partie d'un certain « folklore » de la science politique. En réalité, on connaît très mal les modes d'action des groupes d'intérêt. On ne peut citer que peu d'études méthodiques et bien documentées, même sur le lobbying qui est pourtant l'objet d'une réprobation quasi universelle ²⁴⁷. En outre, la presque totalité des travaux portent sur les États-Unis. Pour tous les autres pays, ce n'est qu'en parcourant la littérature sur les groupes d'intérêt qu'on parvient à obtenir des indications, malheureusement souvent très générales et peu convaincantes, concernant leurs modes d'action ²⁴⁸.

²⁴⁷ V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 500 ; Heinz EULAU, « Lobbyists : The Wasted Profession », *Public Opinion Quarterly*, vol. 28, n° 1, 1964, 27-38. Il existe nombre d'études dans lesquelles le lobbying se trouve à constituer une préoccupation majeure. Dans un seul cas, cependant, a-t-on interrogé directement les *lobbyists* - 101 d'entre eux - sur eux-mêmes, leur profession, leur rôle, leur opinion d'eux-mêmes, leurs contacts et leur action. Voir Lester W. MILBRATH, *The Washington Lobbyists*, Rand McNally, Chicago, 1963.

²⁴⁸ C'est ainsi que l'idée tant de fois reprise selon laquelle les groupes d'intérêt seraient plus « actifs » aux États-Unis qu'ailleurs relève de la pure spéculation. Les informations que nous possédons à l'heure actuelle sur les modes d'action des groupes d'intérêt dans des pays comme la Grande-Bretagne, la France,

L'examen des modes et moyens qu'emploient les groupes d'intérêt pour faire connaître leurs demandes devrait de toute évidence constituer une part essentielle des préoccupations du chercheur. C'est en définitive toute l'économie de la pression politique qu'exercent les groupes d'intérêt que pareil effort permettrait de reconstituer. Quels sont ces moyens, par qui, quand, pourquoi, comment sont-ils employés et avec quels résultats ? Quelle base organisationnelle leur mise en oeuvre requiert-elle ? Comment les conditions du système politique et les dispositions des agents politiques à l'égard des groupes d'intérêt influent-elles sur leur choix de même que sur les modalités de leur utilisation ? Conscient des sévères limites que nous fixe la carence des connaissances sur la question, nous examinerons brièvement la nature des modes et moyens d'action des groupes d'intérêt et la portée socio-politique de leur mise en oeuvre.

I. NATURE DES MODES D'ACTION

[Retour à la table des matières](#)

Les modes d'action des groupes d'intérêt sont extrêmement nombreux et divers. L'imagination très développée des dirigeants des groupes, jointe à la porosité fréquente des réglementations légales, rendent virtuellement illusoire l'établissement de bornes fixes à leur action. Les modes varient selon les groupes, les composantes politiques et selon les circonstances. Sur ce point comme sur tant d'autres, se révèlent la complémentarité et l'interdépendance des mécanismes d'interactions. Nombre de modes d'action des groupes d'intérêt empruntent en effet les canaux des partis, des media de communication et des conseils consultatifs ou

l'Italie, l'Allemagne et le Canada, autorisent à penser que ces modes d'action ne varient pas sensiblement d'un pays à l'autre et que leur nombre et leur importance dépendent de l'aménagement concret des principaux centres de décision dans chaque pays de même que des circonstances particulières à chacun d'eux. C'est ainsi que le lobbying, loin d'être une technique proprement américaine, se pratique partout et depuis fort longtemps. Les lobbys américains disposent cependant, semble-t-il, de plus d'argent que ce n'est le cas ailleurs. On ne saurait toutefois se fonder sur un fait semblable, imputable avant tout à la plus grande richesse des grandes organisations et peut-être aussi à certains traits spécifiques de la culture politique américaine, pour ranger les lobbys américains dans une classe à part.

encore sont dirigés vers eux. Les contributions financières aux partis de même que l'imposante activité électorale des groupes d'intérêt ont finalement pour objet d'inciter les partis à se porter défenseurs ou protagonistes de leurs objectifs. Il en est également ainsi de leur présence généralement zélée au sein des conseils consultatifs. Quant aux media de communication, une bonne partie de l'action des groupes d'intérêt est directement rendue possible grâce à leurs bons offices. D'où l'obligation faite à celui qui s'attache à l'examen des modes d'action des groupes d'intérêt dans une société donnée de connaître la nature des rapports qui se nouent entre les mécanismes d'interactions. Selon que ces rapports sont bons ou mauvais, faciles ou difficiles, les groupes d'intérêt disposent de moyens d'action adéquats ou inadéquats, amples ou restreints ²⁴⁹.

Les groupes d'intérêt peuvent choisir de présenter leurs demandes ou d'offrir leurs soutiens sous forme de mémoires, rapports, documents écrits ou témoignages oraux au Conseil des ministres, à une commission d'enquête spéciale, ou encore à une commission parlementaire ou administrative. C'est ainsi qu'associations ouvrières, patronales, agricoles ou professionnelles ont l'habitude de préparer chaque année à l'intention du gouvernement un mémoire faisant état du programme que le groupe entend mettre en oeuvre de même que des positions du groupe à l'endroit des projets et décisions politiques. Fréquemment, ces mémoires sont présentés par les dirigeants des groupes au cours de réunions spéciales marquées d'une certaine solennité.

Les groupes peuvent également collaborer à la rédaction des projets de loi ou même préparer eux-mêmes des projets de loi. Ils peuvent offrir leur collaboration en vue de faciliter l'application des mesures législatives ou administratives. Dans certains cas, comme dans celui des professions libérales, ils exercent eux-mêmes par délégation de compétences des prérogatives proprement politiques auprès de leurs membres.

Ils peuvent aussi adresser des pétitions, lettres, télégrammes aux agents politiques susceptibles de favoriser ou d'entraver leurs desseins. Parfois on se borne à

²⁴⁹ Transparaît ici l'importance de phénomènes comme ceux de l'accessibilité et du contrôle des mécanismes d'interactions. Il va de soi que les groupes d'intérêt qui ont un accès facile aux partis, aux conseils consultatifs ou aux media de communication ou qui exercent sur ces derniers un haut degré de contrôle disposent, pour se faire entendre, d'un choix beaucoup plus riche de moyens.

une intervention officielle des dirigeants, parfois au contraire on met à contribution les membres ou même le grand public. C'est ainsi qu'en certaines occasions de longues pétitions ou des monceaux de télégrammes et de lettres en faveur ou contre des projets assaillent les agents politiques. Très souvent ce sont les dirigeants des groupes qui inspirent ces télégrammes et lettres, les rédigent, recueillent les signatures et voient à ce qu'ils parviennent à leurs destinataires. Il arrive même qu'on forge les signatures ou que les noms soient fictifs.

D'autres modes d'action concernent la mobilisation des membres et du grand public. Affiches, graffiti, journaux, conférences, cours, manuels, cinéma, radio, télévision, relations publiques, publicité dite institutionnelle - tout est mis à contribution dans le but de faire émerger ou de maintenir des vues favorables au groupe. Nombre de groupes disposent de leurs propres media - journaux, radio ou télévision en circuit fermé - dont les messages sont principalement destinés à leurs membres mais qui peuvent aussi atteindre le grand public. En effet, il ne suffit pas pour les groupes de pouvoir compter en tout temps sur l'appui de leurs membres. Il s'impose également pour eux que l'environnement leur soit favorable. D'où leur recours aux grands media de communication dans le but d'informer le public dans un sens qui leur soit favorable et leur mise en oeuvre de programmes de formation au moyen de conférences publiques, de cours, de manuels, et ainsi de suite ²⁵⁰.

²⁵⁰ L'action des groupes d'intérêt sur les opinions tant du grand public que de leurs membres a fait l'objet de beaucoup de commentaires, malheureusement le plus souvent généraux et superficiels. Voir, notamment, Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 429-631 ; Lester W. MILBRATH, op. cit. ; C. L. GILB, *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*, Harper, New York, 1966 ; Stanley KELLY, *Professional Public Relations and Political Power*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1956 ; Irwin Ross, *The Image Merchants. The Fabulous World of Public Relations*, Doubleday, Garden City, New York, 1959 ; Martin MAYER, *Madison Avenue, U.S.A.*, Harper, New York, 1958 ; Bertrand M. GROSS, *The Legislative Struggle*, McGraw-Hill, New York, 1953, 223-265 ; Oliver GARCEAU, *The Political Life of the American Medical Association*, Archon Books, Hamden, Connecticut, 1941 (réédité en 1961), 68-130 ; Alpheus Thomas MASON et Richard H. LEACH, *In Quest of Freedom. American Political Thought and Practice*, Prentice-Hall, 1959 ; Abraham HOLT-ZMAN, *Interest Groups and Lobbying*, Collier-Macmillan, Toronto, 1966, 99-111 ; SCHRIFTGIESER, *The Lobbyists. The Art and Business of Influencing Lawmakers*, Little, Brown, Boston, 1951, 142-208 ; V.O. KEY Jr., *Poli-*

Démonstrations, manifestations de toutes sortes (marches, occupations de locaux, sit-in, « journées d'études », etc.) représentent des modes d'action qui se veulent plus « directs ». La grève politique et le lock-out manifestent une intention particulièrement ferme d'intimidation. Mais les groupes peuvent aller plus loin encore : ériger des barricades, s'adonner au terrorisme, déclencher des émeutes, fomenter des révolutions - de tels actes vont bien au delà de la simple revendication puisqu'ils visent au renversement du système politique. On doit néanmoins les considérer comme faisant partie de l'arsenal des moyens dont disposent les groupes. Ils constituent en effet des armes de réserve que les groupes se bornent généralement à brandir sans vouloir sérieusement les utiliser à fond, même dans les cas où ils le pourraient ²⁵¹.

Dans la mise en oeuvre de ces modes d'action, les groupes peuvent agir de façon isolée ou concertée, épisodique ou continue. Pour procurer à leur action plus d'ampleur, les groupes recourent à des comités d'action, fronts, coalitions, organisations annexes ou catalytiques, éphémères ou permanentes, et s'engagent dans

tics, Parties and Pressure Groups, Thomas I. Crowell, New York, 1964, 130-166 ; Norman R. LUTTBEG, editor, *Public Opinion and Public Policy : Models of Political Linkage*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 119-184 ; V.O. KEY, *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 411-432, 481-535 ; Norman John POWELL, *Anatomy of Public Opinion*, Prentice-Hall, New York, 1953, 134-205 ; Clarence SCHETTLER, *Public Opinion in American Society*, Harper and Row, New York, 1960, 327-411 ; Bernard C. HENNESSY, *Public Opinion*, Wadsworth, Belmont, California, 1965, 247-294 ; Harwood L. CHILDS, *Public Opinion*, D. Van Nostrand, Princeton, New Jersey, 1965, 237-261 ; Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1962, 189-192 ; S.E. FINER, *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*, Pall Mall Press, London, 1966, 83-146 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 315-389 ; Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton University Press, 1964, 173-199 ; Gerard BRAUNTHAL, *The Federation of German Industry in Politics*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1965, 65-88.

²⁵¹ En effet, ces moyens sont antisystémiques et peuvent par conséquent se retourner contre les groupes d'intérêt eux-mêmes qui ont à des degrés divers partie liée au système. Seuls les contre-groupes franchement révolutionnaires peuvent y recourir à fond et de façon méthodique.

des « campagnes » s'étendant sur une période plus ou moins longue et se divisant en moments ou épisodes plus ou moins nombreux ²⁵².

La nomenclature des modes d'action des groupes d'intérêt serait insatisfaisante s'il n'était pas fait mention du lobbying, terme courant aux États-Unis, et qui correspond à une réalité que l'on retrouve à des degrés divers dans toutes les sociétés libérales ²⁵³. Le lobbying représente un mode d'action d'un caractère bien particulier. Bien qu'on ne soit pas encore parvenu à le définir de façon précise et que différentes personnes le perçoivent de diverses manières, le terme s'entend généralement pour signifier l'action plus ou moins suivie et s'étendant sur une certaine période d'une personne agissant pour le compte d'une organisation et recevant des émoluments professionnels pour son travail dans le but d'amener des agents politiques à agir dans un sens favorable à l'organisation. Le lobbying caractérise de la sorte l'action d'un agent social sur un agent politique mais non l'action inverse d'un agent politique sur un agent social. Elle implique que le *lobbyist* est un intermédiaire ou un représentant, qu'il s'engage dans une communication interper-

²⁵² Voir Alan K. McADAMS, *Power and Politics in Labor Legislation*, Columbia University Press, New York, 1964 ; Alain TOURAINE, *le Mouvement de mai et le Communisme utopique*, Éditions du Seuil, Paris, 1968 ; Michel CROZIER, *la Société bloquée*, Éditions du Seuil, Paris, 1970 ; Lester W. MILBRATH, op. cit., 169-175 ; Theodore J. Lowi, recension de l'ouvrage de Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis A. DEXTER, *American Business and Public Policy : the Politics of Foreign Change*, Atherton Press, New York, 1963, dans *World Politics*, vol. 16, n° 3, 1964, 677-715 ; J.D. STEWART, *British Pressure Groups : Their Role in Relation to the House of Commons*, Oxford University Press, Oxford, 1958, 40-60 ; Robert E. LANE, *Political Life*, The Free Press of Glencoe, 1961, 63-80 ; Léon DION, *le Bill 60 et la Société québécoise*, HMH, Montréal, 1967 ; Bertrand M. GROSS, op. cit., 223-242 ; Stephen Kemp BAILEY, *Congress Makes a Law : The Story behind the Employment Act of 1946*, Columbia University Press, New York, 1950.

²⁵³ Pendant longtemps le terme « lobby » désigna les couloirs de la Chambre des Communes britanniques. Le terme s'appliqua par la suite aux « conversations de couloir » et, aux environs de 1830, aux groupes qui cherchaient à influencer les parlementaires. Selon l'auteur d'un dictionnaire de la langue américaine, H. L. Mencken, c'est en 1829, année où Andrew Jackson accéda à la présidence, qu'on employa pour la première fois aux États-Unis les termes « lobby » et « lobby-agent ». Toujours selon Mencken, le mot « *lobbyist* » était d'emploi courant à Washington dès 1837 et dans les capitales étatiques dans les années qui suivirent.

sonnelle et qu'il tente un effort de persuasion auprès de l'agent visé ²⁵⁴. Et bien qu'on ait tendance à le restreindre à l'action sur les législateurs - sans doute par suite du fait que cet aspect a été l'objet de nombreuses enquêtes et études, aux États-Unis surtout et à un degré moindre en Grande-Bretagne, - il s'étend à la pression exercée sur tous les agents politiques, fonctionnaires, ministres et juges, aussi bien que sur les législateurs ²⁵⁵. Le lobbying peut dès lors se définir comme l'activité, généralement rémunérée, d'une personne agissant pour le compte d'une organisation, parfois de façon autonome mais le plus souvent en liaison plus ou moins suivie avec son organisation et disposant de moyens divers (argent, informations, etc.) dans le but de persuader un ou des agents politiques à agir dans le sens de l'intérêt de ses patrons ²⁵⁶.

²⁵⁴ Lester W. MILBRATH conçoit le lobbying comme « la stimulation et la transmission d'une communication, de la part d'une personne agissant pour le compte de quelqu'un d'autre, vers un agent de décision gouvernemental dans l'espoir d'influencer sa décision » (op. cit., 20) et il le perçoit comme le moteur du réseau de communication gouvernemental (ibid., 180-189). Harmon ZEIGLER (« The Effects of Lobbying : A comparative Assessment » dans Norman R. LUTTBEG, *Public Opinion and Public Policy*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 184-205) et Heinz EULAU (« Lobbyists : The Wasted Profession », op. cit.) jugent cette position excessive. Zeigler concède toutefois beaucoup plus de rôles et d'influence aux lobbyists que ne le fait Eulau. Aussi Edgar LANE, *Lobbying and the Law*, The University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1964, 3-4 ; Andrew M. SCOTT et Margaret A. HUNT, *Congress and Lobbies*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1965.

²⁵⁵ Voir Lester W. MILBRATH, op. cit., 162 ; Alan K. Mc-ADAMS, *Power and Politics in Labor Legislation*, Columbia University Press, New York, 1964 ; Suzanne FARKAS, *Urban Lobbying : Mayors in the Federal Arena*, New York University Press, 1970. Jean MEYNAUD, op. cit., 187-188.

²⁵⁶ La *Federal Regulation of Lobbying Act* de 1946 donne la définition suivante du lobbyist que nous reproduisons en anglais : « Sect. 307. The provisions of this title shall apply to any person (except a political committee as defined in the Federal Corrupt Practice Act, and duly organized state or local committees of a political party) who by himself, or through any agent or employee or other persons in any manner whatsoever, directly or indirectly, solicits, collects or receives money or any other thing of value to be used principally to aid, or the principal purpose of which person is to aid, in the accomplishment of any of the following purposes : a) The passage or defeat of any legislation by the Congress of the United States ; b) to influence, directly or indirectly the passage or defeat of any legislation by the Congress of the Uni-

On ignore le nombre de *lobbyists* dans chaque pays de même que les montants des sommes qu'ils engloutissent. À Washington seulement, on estime entre 1,500 et 2,000 le nombre d'organisations qui y maintiennent en permanence des *lobbyists* et à plus de dix millions de dollars les sommes versées directement en salaires. La plupart des 200 plus grandes entreprises emploient des *lobbyists* pour mousser leurs intérêts à Washington ²⁵⁷. Pour les groupes, le lobbying représente un mode, entre autres, d'accès auprès des agents politiques et constitue donc une forme particulière de pression. S'ils y ont recours, c'est qu'ils estiment que cette technique rapporte des dividendes. Par ailleurs la profession de *lobbyist* n'est pas de tout repos. Désireux de satisfaire son patron qui le rémunère grassement, souvent sans contrat ferme, pour son travail et qui attend des résultats tangibles à brève échéance, obligé par ailleurs de maintenir son activité dans les limites prévues par la loi ou exigées par les agents politiques, le *lobbyist* se trouve de la sorte

ted States. » Plusieurs, tant parmi les praticiens que les théoriciens, ont soulevé de nombreuses objections contre cette définition. Voir Karl SCHRIFTGIESER, op. cit. ; Belle ZELLER, « The Regulation of Pressure Groups and Lobbyists », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 94-104. Le *House Select Committee on Lobbying Activities* a tenté par la suite à plusieurs reprises d'amender cette définition mais sans succès. Par ailleurs, ni la Commission spéciale d'enquête de la Chambre des Représentants sur le lobbying (Commission Buchanan, 1950-1951) ni la Commission sénatoriale spéciale d'enquête sur les activités politiques, le lobbying et les dépenses électorales (Commission McClellan, 1957-1958) ne suggérèrent de changements substantiels à la *Lobbying Act* de 1946. Pour les textes pertinents, voir John P. ROCHE et Leonard W. LEVY, *Parties and Pressure Groups. Documents in American Government*, Harcourt, Brace, New York, 1964, 163-236. Les dispositions légales visant à régulariser le lobbying sont fort nombreuses. Outre les ouvrages déjà mentionnés dans cette note, voir S. E. FINER, *Anonymous Empire* ; Abraham HOLTZMAN, op. cit., 107-111 ; Edgar LANE, « Group Politics and the Disclosure Idea », *Western Potitical Quarierly*, vol. 17, n° 2, 1964, 200-213 ; Grant MCCONNELL, *Private Power and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1967 ; V. O. KEY Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, 151-154, Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, 624-625, et plus particulièrement, Edgar LANE, *Lobbying and the Law*. Tous les efforts de réglementation (enregistrement obligatoire des *lobbyists*, déclaration des dépenses encourues, etc.) partent du postulat explicite ou implicite que le lobbying est une activité répréhensible et, dès lors, n'aboutissent qu'à de maigres résultats.

²⁵⁷ R. Joseph MONSEN et Mark W. CANNON, *The Makers of Public Policy*, Mc Graw-Hill, New York, 1965, 24.

dépendre de deux ordres de sollicitations souvent contraires ²⁵⁸. S'il est respectueux des lois, il risque d'être inefficace et de déplaire à son maître. S'il viole les règlements, il risque d'être poursuivi en justice et condamné à des peines d'emprisonnement. On oppose souvent le « vieux » lobby, caractérisé par la corruption, au « nouveau » lobby dominé par les relations publiques. Si on ne recourt plus à la corruption de façon aussi ouverte qu'autrefois, il semble bien que les pratiques traditionnelles n'ont pas été mises au rancart, comme le montre le nombre de mises en accusation pour tentatives de corruption de parlementaires aux États-Unis, pays où la réglementation du lobbying est particulièrement stricte. Le nouvel art du lobbying ne supprime donc pas les techniques plus anciennes. Il se surajoute plutôt à celles-ci, d'où une plus grande variété de moyens qu'autrefois. Rares sont ceux que le lobbying laisse indifférents et qui n'ont pas une attitude moralisatrice à son endroit et nombreux sont ceux qui, avec Kenneth G. Crawford, estiment que le lobbying est une « cause de la décadence de la morale publique ²⁵⁹ ».

²⁵⁸ Edgar LANE, op. cit., 7-8 ; E. E. SCHATTSCHEIDER, *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 31 ; Donald C. BLAISDELL, *American Democracy under Pressure*, Ronald, New York, 1957, 59 ; Alfred DE GRAZIA, *Political Behavior*, The Free Press, New York, 1962, 243-244 ; Kenneth G. CRAWFORD, *The Pressure Boys. The Inside Story of Lobbying in America*, Julian Messner, New York, 1939, 3 ; Léon DION, op. cit., 114-120. Le salaire moyen d'un lobbyist à temps plein est d'environ \$20,000. Certains gagnent toutefois \$50,000 et plus. Les groupes d'intérêt et les grandes entreprises engloutissent des dizaines de millions par année dans des activités de lobbying à Washington seulement. Pourtant les sommes déclarées ne s'élèvent guère au-dessus de six millions et se situent en moyenne autour de trois millions. Voir Lester W. MILBRATH, op. cit., 93.

²⁵⁹ R. Joseph MONSEN et Mark W. CANNON, op. cit., 15-40 ; Abraham HOLTZMAN, op. cit., 83-89 ; Kenneth G. CRAWFORD, op. cit. ; Karl SCHRIFFTGESER, op. cit. ; Edgar LANE, op. cit. ; E. CELLER, « Pressure Groups in Congress », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 1-9 ; Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, Oxford University Press, New York, 1967, 457-472 ; Bertrand M. GROSS, *The Legislative Struggle*, McGraw-Hill, New York, 1953, 37-56 ; Alfred DE GRAZIA, op. cit., 230-265 ; Abraham HOLTZMAN, op. cit., 40-72 ; Lester W. MILBRATH, op. cit., 279-304 ; E. E. SCHATTSCHEIDER, *The Semi-Sovereign People*. En se concentrant sur le lobbying, on risque de perdre de vue les causes réelles de la corruption politique. Celle-ci déborde en effet largement le lobbying. Peu d'aspects de la vie politique en sont exempts. Voir Arnold J. HEIDENHEIMER, editor, *Political Corruption. Readings in Com-*

Les modes d'action qu'utilisent les groupes pour se manifester, les manoeuvres auxquelles ils recourent pour se faire entendre représentent des manifestations importantes de leur vie. Ils nous révèlent des traits significatifs de leur caractère et de leurs orientations à l'égard du système social et du système politique. Ils nous permettent de voir comment ils perçoivent les agents du système politique, d'identifier quels aspects du processus socio-politique ils jugent particulièrement importants et comment ils croient pouvoir les infléchir à leur avantage. L'attention que praticiens et théoriciens accordent à ces modes d'action est certes fondée. Ce qui surprend toutefois, c'est le peu d'efforts visant à l'établissement d'une classification rigoureuse de ces nombreux modes d'action. Des auteurs ont proposé des catégorisations générales. Ainsi, Jean Meynaud : actions offensives, actions défensives, actions mixtes ; Stéphane Bernard : manoeuvres banales, manoeuvres subversives et Arnold J. Bornfriend : tactiques à basse température, tactiques à haute température. D'autres parlent d'interventions directes et d'interventions indirectes ²⁶⁰.

parative Analysis, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1970 ; Arnold A. ROGOW et H. D. LASSWELL, *Power, Corruption and Rectitude*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963. La réglementation légale des pratiques du lobbying, les tentatives de formulation de codes d'éthique auxquels adhèreraient les lobbyists, l'indignation morale et les efforts de suppression du lobbying représentent sans doute des indices de l'évolution de la culture politique et sont susceptibles d'aboutir à la disparition des pratiques les plus immorales. Toutefois, seule une réforme des mécanismes socio-politiques qui ouvrirait aux groupes d'intérêt des accès organiques aux agents politiques, par l'institutionnalisation des pratiques séculaires du lobbying plutôt que par leur suppression, est susceptible d'apporter des correctifs majeurs.

²⁶⁰ Jean MEYNAUD, op. cit., 196-201 ; Stéphane BERNARD, *les Attitudes politiques en démocratie. Esquisse d'une typologie*, Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1968, 126-181 ; Arnold J. BORNFIEND, « Political Parties and Pressure Groups », *American Academy of Political Science*, vol. 29, n° 1, 1969, 55-67. La classification de Stéphane Bernard, qui est la plus élaborée de celles qui ont été proposées jusqu'ici, comporte les éléments suivants : du côté des manoeuvres banales : la persuasion non intimidante, l'action sur les formations politiques, les actes d'obstruction licites, l'appel direct ou indirect à l'opinion, l'exploitation illicite de certains exécutants ou de certains gouvernements et la formulation complète par les groupes d'intérêt du contenu de la décision qu'ils cherchent à faire prévaloir ; du côté des manoeuvres subversives : la désobéissance ouverte à la loi, la grève politique, la résistance à l'autorité et la répression gouvernementale.

Pour faire émerger des catégories de classement homogènes et utiles, il s'impose de définir des critères signifiants et opératoires. Nous rappelant que tout l'effort des groupes porte finalement sur l'octroi d'un accès auprès des agents politiques dans le but d'exercer une influence sur le déroulement du processus socio-politique, il s'ensuit que les modes choisis dépendent de la nature des groupes d'intérêt, de leur poids relatif et de leurs dispositions vis-à-vis des agents et des organisations politiques. C'est ainsi que les modes choisis varient selon que les groupes sont organiques (inconditionnels ou conditionnels), c'est-à-dire qu'ils constituent des rouages plus ou moins officiels ou institutionnalisés du système politique, ou non organiques (conditionnels ou inconditionnels), c'est-à-dire qu'ils ne sont pas considérés et refusent de se considérer eux-mêmes, d'une manière relative ou absolue, comme des rouages du fonctionnement régulier du système politique. Ils varient également selon que les groupes sont plus ou moins puissants, c'est-à-dire selon leur aptitude à s'imposer à l'attention des agents politiques et à obtenir d'eux un accueil chaleureux. Quand les groupes sont organiques et puissants, il leur est d'ordinaire facile d'obtenir un accès auprès des agents politiques : les modes utilisés relèvent dès lors de l'intégration. Au contraire, quand ils sont non organiques et impuissants, l'accès leur est difficile, sinon impossible, et les modes choisis relèvent de la division. En considérant l'intégration et la division selon un continuum, on aboutit à la classification suivante des modes d'action : l'accomplissement de rôles publics, le support actif accordé aux agents politiques, l'acceptation de la négociation des divergences avec les agents politiques, simple lobbying, du côté de l'intégration ; le recours à des manifestations banales (pétitions, marche, etc.), l'intimidation, l'obstruction, le terrorisme, la révolte et la révolution, du côté de la division.

II. MODES D'ACTION ET PROCESSUS SOCIO- POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des interactions systémiques déborde, certes, la seule question des moyens que les groupes d'intérêt mettent en oeuvre pour inciter les agents politiques à prêter attention à leurs demandes. Il faut également tenir compte des conditions des systèmes eux-mêmes et de la conjoncture. Il n'en reste pas moins que l'examen des modes d'action des groupes d'intérêt fournit de précieux renseignements sur les volontés et les possibilités des agents politiques de même que sur l'état des mécanismes socio-politiques. Ce n'est pas le simple caprice, en effet, qui dicte aux groupes d'intérêt leur choix de tel ou tel moyen d'action en telle ou telle circonstance. Ces choix dépendent souvent davantage de conditions objectives contraignantes découlant de la nature des groupes et de l'environnement où ils évoluent que de dispositions subjectives plus ou moins fortuites.

Les groupes d'intérêt mettent en oeuvre divers moyens d'action conformément à leurs ressources. Ces moyens sont un bon indice de leur puissance.

Jusqu'à récemment, la nature des moyens mis en oeuvre indiquait que la principale ressource sur laquelle s'appuyaient les groupes était l'argent. Aux États-Unis tout particulièrement, les grandes entreprises, les associations d'affaires, les professions, les unions ouvrières, les associations de fermiers, l'Union des Vétérans et nombre d'autres organisations disposent de budgets considérables dont ils engloutissent une fraction importante dans des activités de « pression » diverses (lobbying, campagnes électorales, « campagnes » spéciales, préparation de mémoires, publicité, relations publiques, etc.). C'est ainsi que dans la seule campagne qu'elle livra contre le programme d'assurance-santé du président Truman en 1950, l'*American Medical Association* dépensa plus de deux millions de dollars. Le coût total de l'ensemble des activités de pression aux États-Unis est inconnu. Il s'élève sans aucun doute à plusieurs centaines de millions de dollars annuellement. Ailleurs, en Europe notamment, les groupes d'intérêt paraissent accorder moins d'importance à l'argent, sans doute parce qu'ils disposent de fonds propor-

tionnellement moins considérables et peut-être également parce que les mœurs y sont plus sévères à l'endroit de l'usage de l'argent en vue de gains politiques ²⁶¹.

Plus récemment, il semble qu'il y ait eu une évolution dans les moyens d'action utilisés par les groupes et que cette évolution indique que ces derniers s'appuient maintenant moins sur l'argent et davantage sur l'information pour faire sentir leur présence. L'information représente donc une autre ressource dont l'importance, toujours considérable, a crû énormément depuis quarante ans. Dans nos sociétés complexes, constituées de réseaux organiquement distincts tout en étant fonctionnellement interdépendants, l'information constitue un lien unificateur indispensable. Une société au sein de laquelle l'information circule bien dans tous les circuits (ascendants, descendants et horizontaux) est capable de prendre les bonnes orientations en temps opportun et de se rajuster rapidement, conformément aux exigences systémiques et aux circonstances. Une société au sein de la-

²⁶¹ House Select Committee on Lobbying Activities, « Pressure Group Methods and Tactics », *General Interim Report*, 1950, 1-51, dans Henry A. TURNER, *Politics in the United-States*, McGraw-Hill, New York, 1955, 79-91 ; *Congressional Quarterly Weekly Report*, vol. 11, n° 17, 1953, 507-509 ; « Lobby Spending Plunges » et *Congressional Quarterly Weekly Report*, vol. 12, n° 15, 1954, 442 ; Ibid., 91-95 ; Karl SCHRIFTGIESER, op. cit. ; Alexander HEARD, *The Cost of Democracy*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1960 ; Gabriel KOLKO, *Wealth and Power in America*, Frederick A. Praeger, New York, 1962 ; Hugh A. BONE, « Political Parties and Pressure Group Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 73-84 ; Belle ZELLER, « The Regulation of Pressure Groups and Lobbyists », ibid., 94-103 ; Arnold Rose, *The Power Structure*, Oxford University Press, New York, 1967, 74-75, 456-482 ; Bertrand M. GROSS, op. cit., 230-232 ; Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis Anthony DEXTER, *American Business and Public Policy. The Politics of Foreign Trade*, Atherton Press, New York, 1964, 341-350 ; Corinne Lathrop GILB, *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*, Harper and Row, New York, 1966, 140-150 ; Joseph MONSEN Jr. et Mark W. CANNON, op. cit. ; Lester W. MILBRATH, op. cit., 38, 82-86, 92-97 ; Edgar LANE, op. cit., 7-17, 107-154 ; William C. MITCHELL, *The American Politics*, The Free Press of Glencoe, New York, 1962, 342-533 ; S. E. FINER, op. cit., 56-57 ; Allen POTTER, *Organized Groups in British National Politics*, Faber and Faber, London, 1961, 149-165. Selon MILBRATH, (op. cit., 39), les principales sources de financement des groupes sont les cotisations, les contributions spéciales des membres, les souscriptions générales de financement, les honoraires chargés aux clients et certains revenus venant d'investissements divers.

quelle l'information ne circule pas bien dans les divers rouages est une société bloquée. On comprend dès lors qu'un si grand nombre d'organisations mènent avec tant d'ardeur la lutte pour l'information scientifique, technique et humaine dans les divers secteurs de la réalité. Il se peut que l'information constitue finalement un monopole ou un oligopole et que la lutte pour l'information se ramène en dernière analyse à un affrontement entre géants - grandes Organisations d'affaires ou entreprises, unions ouvrières, professions et gouvernements. Ces géants, toutefois, ne produisent pas directement eux-mêmes toute l'information dont ils disposent. Dans l'ombre des marchandages, collusions et pirateries qui se produisent entre les titans, se déroulent une multitude de négociations de moindre importance entre les groupes d'intérêt et les grands centres de « pouvoir », au cours desquelles des informations sont échangées ou monnayées contre d'autres valeurs. Si donc l'information se concentre en fin de compte en quelques mains, il s'impose qu'elle soit au préalable produite, transformée en marchandise et échangée.

On ignore le nombre de groupes qui, dans une société, disposent d'informations ayant valeur marchande. Il est toutefois relativement élevé, plus élevé qu'on ne le croit généralement. Même un groupe restreint possède en exclusivité un certain nombre de données susceptibles d'être utiles ou même nécessaires aux organisations les plus considérables. Par suite de leur caractère particulier ou de dispositions légales, certaines de ces données sont communiquées aux grandes organisations de façon plus ou moins automatique. Mais d'autres données, qui échappent à ces conditions ou contraintes, restent la propriété des groupes qui peuvent dès lors les retenir pour eux-mêmes ou encore les échanger avec d'autres groupes contre d'autres valeurs. C'est ainsi que l'information est une marchandise dont le coût est plus ou moins élevé selon les conditions du marché. Le nombre et la nature des données exclusives dont un groupe dispose, de même que la façon dont il utilise cette ressource, représentent donc une mesure précieuse de l'audience qu'il est susceptible d'obtenir des agents politiques. Sous certains aspects, l'information constitue pour les groupes une ressource plus sûre que l'argent lui-même. En effet, l'information échappe à la présomption de corruption qui s'attache à l'argent. Les agents politiques sont dès lors beaucoup mieux disposés à échanger des avantages politiques contre de l'information que contre de l'argent. En effet, dans la plupart des cas, ils ne perçoivent pas les pressions des groupes appuyées sur de l'informa-

tion comme du lobbying, comme ils le font spontanément quand c'est l'argent qui est en cause ²⁶².

Mais l'information est une marchandise et, comme toutes les marchandises, elle est susceptible d'être échangée contre de l'argent ou d'être convertie en argent. C'est ainsi que les agents politiques, par de sinueux détours, échangent leurs informations contre des pots-de-vin, des contributions aux caisses électorales, la promesse de votes, etc. De même en est-il des grands groupes d'intérêt vis-à-vis des groupes restreints. Dans une bonne mesure, l'information dont ils disposent et qu'ils échangent contre des avantages politiques leur vient de groupes restreints : ceux qui sont sous leur contrôle et qui jour après jour les alimentent en données de toutes sortes en retour des services rendus (protection, assistance financière directe, etc.) ; et ceux qui échappent à leur contrôle mais dont ils réussissent à soutirer des informations contre de l'argent, la promesse d'une protection, et ainsi de suite. Est-il raisonnable de croire que, malgré ces multiples conditionnements et dépendances, l'information ne profite pas seulement aux grands groupes d'intérêt et aux grandes entreprises et qu'elle peut servir même aux groupes restreints et aux individus dans leur lutte pour la reconnaissance et l'influence politiques ?

D'autres moyens d'action aux mains des groupes se fondent sur une troisième catégorie de ressource, le nombre de membres. Certains groupes qui disposent de relativement peu de fonds mais qui comptent de nombreux membres font un abondant usage de cette ressource : ainsi les unions ouvrières, les associations de fermiers, de vétérans et nombre d'associations patriotiques. D'autres groupes, tels les groupes d'affaires et professionnels, qui comptent eux-mêmes peu de membres, réussissent quand même à faire jouer le poids du nombre en leur faveur grâce à d'autres ressources, généralement l'argent, en leur possession. Très souvent le poids du nombre s'exerce au moment des élections et s'applique de la sorte aux agents politiques par le truchement des partis. D'autres fois, il se fait sentir de façon directe par la mobilisation des membres et même du grand public en faveur des intérêts des groupes. Les campagnes de publicité et le recours méthodique aux relations publiques de la part des groupes au cours des débats qu'occasionne l'émergence des grands enjeux politiques visent précisément à la mobilisation des

²⁶² Harmon ZEIGLER, « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment », dans Norman R. LUTTBEG, op. cit., 184-205 ; Andrew M. SCOTT et Margaret A. HUNT, op. cit., 32-36, 48-57, 88-93.

membres et du public. Les groupes d'intérêt emploient en outre diverses tactiques pour créer l'impression d'un large consensus et d'une adhésion quasi unanime en faveur de leur position. C'est ainsi qu'ils recourent fréquemment à des manifestations de masses et, aux États-Unis surtout, à des consultations de leurs membres ou référendums ²⁶³. Ils ne parviennent toutefois pas toujours de la sorte à émouvoir les agents politiques. Ceux-ci en effet, par flair professionnel, distinguent aisément les majorités véritables et les majorités factices, les regroupements authentiques et les regroupements fictifs. Ils excellent en outre à découvrir les limites et les failles dans l'unanimité proclamée des « fronts » et à tirer avantage des mésententes et des prises de position contraires parmi les groupes.

Des moyens d'action excèdent la capacité d'organisation de nombre de groupes d'intérêt. C'est ainsi qu'une participation effective aux conseils consultatifs exige que les groupes disposent de membres suffisamment compétents pour y exprimer avec force les points de vue du groupe, d'un secrétariat susceptible de leur fournir au moment voulu les informations utiles et de techniques propres à tenir en tout temps ces délégués sous contrôle. Si plusieurs groupes sont tenus à l'écart des conseils consultatifs, c'est le plus souvent précisément parce qu'ils ne possèdent pas le niveau requis d'organisation. C'est ainsi également que la préparation et l'exécution d'une campagne de « pression », d'une démonstration de masses ou d'un référendum requièrent une base organisationnelle que bien peu de groupes possèdent. On doit donc considérer la capacité d'organisation comme une quatrième catégorie de ressource requise pour le recours à certains moyens d'action parmi les plus considérables. Cette ressource est sans aucun doute reliée aux autres - l'argent, l'information, les effectifs - sous des aspects significatifs. Elle n'en diffère pas moins intrinsèquement des autres. Des groupes, pauvres en argent et en information ou faibles en nombre, recourent avec succès à certaines techniques d'action exigeant une capacité exceptionnelle d'organisation. C'est le cas notamment de certains groupements insurrectionnels et de certains « fronts » ou

²⁶³ Au sujet des référendums au sein des groupes, voir Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis Anthony DEXTER, op. cit., 332-340 ; Oliver GARCEAU, *The Political Life of the American Medical Association*, Archon Books, Hamden, Connecticut, 1961 ; Harmon ZEIGLER, *The Politics of Small Business*, Public Affairs Press, Washington D. C., 1961, 27-32 ; Abraham HOLTZMAN, op. cit., 17-23 ; Lester W. MILBRATH, op. cit., 202-206 ; Jean MEYNAUD, op. cit., 204-209.

« comités d'action » provisoires qui compensent par la ferveur et le savoir-faire le manque d'argent et le petit nombre de membres.

L'examen des modes d'action que les groupes empruntent permet d'évaluer la nature et l'importance de leurs ressources. Par là même cet examen éclaire de façon significative le caractère des intérêts des groupes, les stratégies que les groupes mettent en oeuvre, leur degré de rationalité (qui se révèle par le rapport entre le coût des moyens utilisés et les avantages escomptés et obtenus) et, plus généralement, la liberté d'action dont disposent les groupes, leurs dispositions envers le système politique, le degré de leur articulation à l'appareil socio-politique de même que la légitimité qui leur est octroyée. En d'autres termes, l'examen des modes et moyens d'actions dévoile certaines facettes significatives des groupes d'intérêt. En même temps qu'il montre comment ils se comportent sous le feu de l'action, semblable examen laisse deviner quels projets ils nourrissent et quels espoirs ils entretiennent.

Non seulement l'examen des modes d'action éclaire-t-il la vie des groupes, mais encore il met en évidence certains traits fondamentaux des sociétés. Cet examen, s'il est mené de façon approfondie, distrait l'attention des groupes et la concentre sur leur articulation au processus socio-politique. Certes, le recours par un groupe à tel ou tel mode vise d'ordinaire un simple objectif immédiat et parcelaire. Mais, dans la mesure où les modes d'action requièrent la mobilisation d'individus, le recours à la propagande, aux relations publiques, aux démonstrations de masses et ainsi de suite, ils comportent une visée, manifeste ou latente, beaucoup plus générale. Par leur effet sur ceux qu'ils touchent, ces modes deviennent des instruments plus ou moins importants de contrôle social et, de façon plus générale encore, des véhicules et des signes de mouvements sociaux de plus ou moins grande envergure ²⁶⁴.

Le choix des modes d'action varie non seulement selon les groupes, mais aussi selon les sociétés et les circonstances. Chaque époque et chaque société comportent un réservoir ou une banque de modes auxquels individus et groupes puisent selon les conditions qui les confrontent. Le fait qu'à tel moment des groupes choi-

²⁶⁴ Voir Neil J. SMELSER, *Theory of Collective Behavior*, The Free Press of Glencoe, New York, 1963, 12-24 ; Maurice PINARD, *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1971, 15-18.

sisent telle catégorie de modes plutôt que telle autre constitue une indication précieuse sur l'état de la société à ce moment. Par exemple, l'apparition et la disparition à brefs intervalles de « fronts », de « comités d'action », de mouvements de toutes sortes, témoigne d'une insuffisance des structures, d'une crise au sein des centres de direction et de contrôle de même que de réalignements idéologiques parmi les groupes et les individus. De même le recours à des modes violents plutôt que non violents manifeste une difficulté de dialogue entre agents sociaux et agents politiques ainsi que la faiblesse des nécessaires médiations. C'est là une indication que les mécanismes d'interactions systémiques ne remplissent plus convenablement leur tâche, qu'ils ont été abolis ou encore qu'ils ont subi une réorientation idéologique radicale. Ce n'est pas, en effet, le hasard qui dicte aux groupes le choix des modes d'action. C'est ainsi que les « enragés » de Nanterre, l'érection de barricades, la création de comités d'action étudiants et ouvriers, en faisant émerger la volonté révolutionnaire (le projet d'anti-société) et en la dirigeant contre les rouages et les symboles du « pouvoir » (l'assaut contre le « système »), donnaient figure historique concrète à la lutte des classes et des groupes et révélaient au grand jour le fond de la crise de la société française en 1968. Selon qu'ils sont d'intégration ou de division, on peut considérer les modes d'action que les groupes choisissent comme un important indicateur de l'état des interactions systémiques.

Mais en même temps les modes d'action qu'empruntent les groupes dépendent des ressources et de la culture d'une société. Par exemple, les riches possibilités d'action qu'octroie aux groupes la télévision n'existent que dans les sociétés qui comprennent ce télémedium et qui permettent aux groupes d'y avoir accès. Dans les sociétés libérales, deux conditions générales dictent le choix des modes d'action : le caractère capitaliste de ces sociétés, qui procure à l'argent la position dominante qu'il y occupe comme ressource motrice, et leur caractère démocratique d'où découle le droit de libre expression (ce droit se concrétisant dans le droit de pétition, de manifestation publique, etc.) ²⁶⁵. Seuls les groupes qui professent les

²⁶⁵ Sur la question du droit de libre expression pour les groupes, voir Donald C. BLAISDELL, *American Democracy under Pressure*, The Ronald Press Co., New York, 1957 ; Karl SCHRIFTGIESER, op. cit., 3-22, 81-84, 144-145 ; Morris L. ERNST, *The First Freedom*, Macmillan, New York, 1946 ; Walter BERNIS, *Freedom, Virtue and The First Amendment*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1957.

normes du capitalisme et qui usent de façon « convenable » de leur droit de libre expression sont considérés comme légitimes et peuvent sans entraves majeures recourir aux moyens d'action de leur choix. La dissidence a droit de cité, pourvu cependant qu'elle s'exprime par la voie des mécanismes « réguliers » et qu'elle emprunte des moyens « licites ».

On peut concevoir les modes d'action comme constituant des circuits de communication que les groupes tentent d'établir entre eux et leur environnement socio-politique. Quand un groupe adresse une pétition à un agent politique, quand il se livre à une manifestation publique, il ne se borne pas à vouloir faire peur. Il s'efforce de communiquer un message, d'ouvrir un dialogue. Les agents politiques sans doute capteront ces signaux à des degrés bien divers et répondront avec plus ou moins d'empressement, leur réponse étant elle-même susceptible d'entraîner de nouvelles interventions de la part des groupes. Dans certains cas, la voie de communication que les groupes tentent d'ouvrir est étroite (par exemple, quand ils écrivent à un député) ; dans d'autres cas, c'est une voie royale de communication qui s'offre à eux (ainsi, quand ils sont invités à prendre part aux délibérations d'un conseil consultatif) ; dans d'autres cas encore, l'importance du circuit de communication est incertaine (ainsi, lorsqu'ils présentent un mémoire au Conseil des ministres ou qu'ils témoignent devant une commission parlementaire) ; dans d'autres cas, enfin, la nature des modes choisis indique une rupture dans les canaux réguliers de communication en même temps qu'une intention d'ouvrir de nouveaux canaux ou de communiquer avec d'autres agents (telle est la situation lors de manifestations violentes, d'émeutes, d'activités terroristes ou révolutionnaires). Sans doute est-il inexact de concevoir les modes d'action auxquels recourent les groupes comme se ramenant à une simple offre de communication de leur part ²⁶⁶ et sans doute est-il excessif d'assimiler ces modes d'action à l'ensemble du réseau de communication d'une société. Il n'en reste pas moins que l'examen des modes d'action est susceptible d'éclairer de façon signifiante le fonctionnement concret, à des moments précis, des circuits de communication intersystémiques.

²⁶⁶ C'est ainsi pourtant que Lester W. MILBRATH (op. cit.) conçoit le lobbying dans la meilleure étude faite jusqu'ici sur le sujet.

Les modes d'action qu'empruntent les groupes d'intérêt jettent un puissant éclairage sur des aspects particuliers du système politique de même que sur les dispositions des agents du système politique envers les groupes d'intérêt.

On doit considérer le degré de pression politique des groupes comme une bonne indication du dynamisme d'une société. Contrairement à ce que l'on affirme parfois, les sociétés où les groupes d'intérêt 'sont peu actifs et où les pressions des groupes sont imperceptibles ne sont pas d'ordinaire les plus progressives. Ce sont les sociétés progressives, au sein desquelles de nombreux projets se discutent et de nombreux problèmes se posent, qui sont les plus fertiles en débats de toute nature et qui sollicitent le plus l'intervention des groupes de même que le recours de la part de ces derniers aux moyens les plus virils. Les gouvernements progressistes, par leur action sur la distribution des revenus, le bien-être collectif, le développement, les pratiques économiques, la vie culturelle, etc., affectent beaucoup plus les intérêts des groupes que les gouvernements peu actifs et, par conséquent, sont davantage susceptibles de les inciter à intervenir. C'est le plus souvent l'action des gouvernements qui, en « provoquant » et en « dérangeant » les groupes dans leurs intérêts, les incite à intervenir à leur tour. Mais en même temps, l'intervention des groupes stimule l'action politique. Dans les termes de Theodore J. Lowi : « ... c'est lorsqu'on considère que quelque chose dans la société mérite d'être préservé qu'on recourt au gouvernement de la façon la plus valable et la plus fréquente ²⁶⁷ ».

La nature des modes d'action qu'utilisent les groupes fournit une bonne indication de la capacité des systèmes politiques de résister au stress. La plupart des manoeuvres, aujourd'hui considérées comme banales, furent longtemps réputées subversives et ceux qui y recouraient étaient mis en prison ou même punis de

²⁶⁷ Theodore J. Lowi, *The End of Liberalism*, W.W. Norton, New York, 1969, 61. Une étude menée dans quatre États, le Massachusetts, la Caroline du Nord, l'Oregon et l'Utah, montre que plus un État est actif, plus, par exemple, on y présente de lois par session - et plus les législateurs sont conscients de l'action des *lobbyists*. Plus également ils tiennent compte des revendications des groupes dans l'adoption des lois, le pourcentage de lois adoptées par session diminuant de façon draconienne. En d'autres termes, le degré d'activité des groupes n'est pas fonction de la « corruption » ou de la « pureté » des moeurs politiques mais bien plutôt du dynamisme d'une société et du gouvernement. Dans Harmon ZEIGLER, « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment », op. cit..

mort. C'est de haute lutte que furent conquis les droits de vote, de pétition, de manifestation pacifique et de grève. Ces droits, qui s'inscrivent indubitablement dans la logique de l'idéologie libérale même si plusieurs s'y opposèrent longtemps au nom du libéralisme parce qu'ils revêtaient un caractère collectif, plutôt qu'individuel, représentent l'essentiel du contenu concret de la démocratie occidentale contemporaine.

Si les systèmes politiques se montrent, du moins en certaines occasions, conciliants à l'égard des tactiques des groupes d'intérêt, c'est que l'active collaboration de ceux-ci leur est nécessaire. Se passer d'eux, refuser obstinément de les entendre, ce serait pour les agents politiques se rendre sourds aux appels des individus et des groupes et provoquer la montée des exaspérations. D'où, dans les démocraties libérales, cette remarquable tolérance non seulement envers les groupes d'intérêt mais encore à l'égard des moyens qu'ils utilisent.

La conquête des droits démocratiques constitue une des phases les plus marquantes de la longue lutte de l'homme vers l'autodétermination. Lutte jamais achevée parce que, d'une part, pour que les individus et les groupes puissent exercer ces droits, ils doivent les revendiquer à chaque tournant du chemin et, d'autre part, les inévitables contraintes des structures, l'évolution des conditions et des mentalités exige qu'ils soient constamment approfondis, redéfinis et renouvelés. Les victoires et les avatars des droits démocratiques jalonnent les phases les plus marquantes des régimes libéraux. Les dispositions des agents politiques concernant l'exercice concret de ces droits par les individus et les groupes procurent un bon indice du climat de leurs rapports avec les agents sociaux, du degré de confiance qu'ils accordent aux mécanismes d'interactions de même que de leur foi dans la solidité et la souplesse du système politique lui-même.

Pour être démocratiques, les systèmes politiques libéraux n'en sont pas moins des « pouvoirs » : ils penchent naturellement du côté de l'ordre bien plus que de celui de la liberté. Ils font profession de foi en la liberté mais, sous le prétexte de protéger des libertés « menacées », il leur arrive fréquemment de recourir à la contrainte pour mettre au pas des groupes jugés excessivement revendicateurs. La question de savoir si une intervention du pouvoir pour la protection de l'ordre public est justifiable ou non, relève de considérations juridiques et morales susceptibles de varier selon les circonstances et dont la valeur est souvent incertaine. Cependant, qu'il soit justifiable ou non, chaque recours au droit répressif, à la for-

ce policière et militaire pour protéger des libertés menacées marque une régression de la liberté. La restitution intégrale des libertés « suspendues » ou « mises en tutelle » exigera une reconquête : le pouvoir, par dessein ou inadvertance, ne restaurera pas tous les droits que, dans un moment d'urgence nationale, il avait jugé nécessaire d'enlever provisoirement aux individus et aux groupes.

Mais en même temps qu'ils se réservent d'abroger les droits acquis s'ils estiment que les circonstances l'exigent, les systèmes politiques libéraux « apprivoisent » graduellement ceux qui les exercent et convertissent en techniques régulières du processus socio-politique les modes d'action par lesquels ces droits se concrétisent. C'est ainsi que l'opposition au régime devient « loyale » à partir du moment que les factions subversives par lesquelles elle s'exprime sont converties en partis « légitimes » et qu'on accepte que les candidats des partis qui l'emportent à la suite d'élections régulières deviendront législateurs ou seront appelés à former le gouvernement. De même, du moment que les systèmes politiques reconnaissent la légitimité des pétitions, des manifestations publiques, de la grève, etc., ils transforment ces gestes en outils utiles et même indispensables de la vie politique régulière : ceux qui utilisent ces moyens, hier des conspirateurs, deviennent dorénavant de précieux collaborateurs des agents politiques.

On constate de la sorte une transformation progressive des modes d'action divisifs en moyens parfaitement intégratifs. Cette remarquable évolution montre la très grande aptitude des systèmes politiques à absorber les moyens antisystémiques et à les convertir en rouages de leur propre fonctionnement. Cette assimilation, certes, ne se fait pas sans heurts, ni compromissions. C'est souvent sous la sévère médecine des crises que l'assimilation s'effectue.

Le rythme d'assimilation varie grandement d'un système à l'autre. Certains systèmes procèdent rapidement aux conversions requises tandis que d'autres n'y parviennent qu'avec difficulté ou même faillissent à la tâche. Et ce n'est pas dans les systèmes les moins intégrateurs que la violence quotidienne sévit le plus. Au contraire, les systèmes peu intégrateurs connaissent de longues périodes de stabilité interne. Cependant, quand ils bougent, c'est sous les remous de révolutions radicales qui laissent déferler, d'un seul coup, toutes les frustrations et l'énergie accumulées des colères longtemps refoulées. Dans les systèmes très intégrateurs, chaque absorption de modes d'action jugés violents calme les esprits et crée de nouvelles avenues d'interactions systémiques qui accroissent d'autant la capacité

du fonctionnement systémique. Elle ne supprime pas pour autant les impulsions ni les sources de violence dans la société qui tiennent aux finalités de l'action collective et non aux modes d'action. D'où, après un temps, l'émergence de nouvelles insatisfactions, la création de groupes pour exprimer ces insatisfactions et la mise au point de modes d'action violents dans le but d'obliger les agents politiques à prêter l'oreille. Le caractère des revendications de même que les modes choisis incitent tout d'abord les agents politiques à résister aux pressions de ces nouveaux groupes. D'où la radicalisation des esprits et la polarisation des positions. Les modes d'action se font plus violents, la répression sévit. Ce n'est qu'après un certain temps que l'équilibre se rétablit. Les groupes divisifs abandonnent la lutte ou encore ils ont gain de cause : ce qui signifie leur absorption par le système de même que la suppression du caractère violent de leurs modes d'action et souvent même la transformation de ces modes d'action en rouages socio-politiques réguliers. Il existe toutefois un seuil de violence, au delà duquel un régime politique ne pourrait plus durer. Mais où se situe ce seuil ? Les émeutes raciales, la violence urbaine et la contestation universitaire ont secoué les États-Unis durant la dernière décennie. On s'étonne cependant de la rapidité avec laquelle le système politique américain s'est ressaisi, de la facilité avec laquelle il a mis au point une stratégie de contre-violence, de la tolérance croissante qu'il manifeste à l'endroit des modes inédits de violence et de l'habileté avec laquelle il réussit même à intégrer les groupes contestataires et les nouveaux moyens d'action ²⁶⁸.

Les modes qu'empruntent les groupes constituent une bonne indication des ressources dont ils disposent, ils révèlent également assez bien l'influence qu'ils peuvent avoir sur les agents politiques. L'efficacité de l'action des groupes se mesure au degré selon lequel ils obtiennent les effets escomptés : amener les agents politiques à prendre conscience de leur existence, à les entendre et, finalement, à tenir compte de leurs revendications. La pénurie des ressources à la disposition d'un grand nombre de groupes d'intérêt les restreint à l'utilisation de modes rudimentaires susceptibles de faire une impression médiocre sur les agents politiques.

²⁶⁸ C'est ainsi, par exemple, qu'après avoir tenté de la réprimer pendant un certain temps, on a appris à transformer la contestation étudiante en une technique de fonctionnement régulier de l'université. Beaucoup d'étudiants refusent toutefois l'offre faite par le « système » d'une participation de leur part à la stabilisation d'une situation « aliénante ».

La plupart du temps, le recours à de semblables modes n'entraîne que des résultats insignifiants ²⁶⁹.

Par contre, ce ne sont pas les groupes qui emploient les modes les plus bruyants qui sont les plus influents. Les groupes qui recourent à de grandes manifestations publiques et, à plus forte raison, à la violence, sont généralement ceux à qui les agents politiques refusent audience et dont ils ne reçoivent pas les revendications. Les groupes qui sont près des agents politiques n'ont pas besoin d'élever

²⁶⁹ Malgré l'atmosphère de suspicion qui plane toujours autour des groupes d'intérêt ou du moins de certains d'entre eux, les monographies montrent que législateurs, ministres et fonctionnaires estiment pour la plupart qu'ils remplissent, de façon régulière ou tout au moins occasionnelle, des tâches utiles. Plus nombreux ceux qui les favorisent ou adoptent à leur endroit une attitude de neutralité que ceux qui s'opposent à eux. Même le sénateur Estes Kefauver, qui s'est fait remarquer par sa lutte contre le crime organisé aux États-Unis, s'est dit d'avis que « le Congrès ne pourrait pas fonctionner sans les lobbyists » (dans Wilfred E. BINKLEY et Malcolm L. Moss, *A Grammar of American Politics*, New York, 1951, 466). Sur les dispositions des agents politiques envers les groupes d'intérêt et les moyens qu'ils utilisent, voir John C. WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN et Leroy C. FERGUSON, *The Legislative System*, John Wiley, New York, 1962 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, 267-270 ; Abraham HOLTZMAN, op. cit., 72-88 ; Andrew M. SCOTT et Margaret A. HUNT, op. cit., 38-59 ; Donald R. MATTHEWS, *U.S. Senators and their World*, The University of North Carolina Press, 1966, 176-197 ; Grant MCCONNELL, *Private Power and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1967, 11-30 ; Lester W. MILBRATH, op. cit., 277-386. Par ailleurs, les agents politiques ne limitent pas leur art à amadouer les groupes d'intérêt et à « apprivoiser » ou à « contrer » leurs techniques d'action. Ils s'engagent eux-mêmes à fond dans des activités de « pression » à l'endroit des groupes. Non seulement recourent-ils pour ce faire aux armes familières aux groupes, mais encore ils disposent d'une redoutable arme supplémentaire : le recours légitime à la force publique, c'est-à-dire le droit pénal, la police et l'armée. Voir « Propaganda Activities of Big Government under Scrutiny », *Congressional Digest*, vol. 30, n° 5, 1951, dans Henry A. TURNER, op. cit., 202-208 ; Dayton David McKFAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 591-606 ; R. Joseph MONSEN et Mark W. CANNON, *The Makers of Public Policy*, McGraw-Hill, New York, 1965, 222-305 ; J. Leiper FREEMAN, « The Bureaucracy in Pressure Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 318, 1958, 10-19 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1964, 250-257.

la voix pour se faire entendre. La portée des modes d'action dès lors ne peut pas s'estimer indépendamment des groupes qui les utilisent. Un même moyen aura de grands effets dans les mains d'un groupe puissant alors qu'un groupe faible n'en tirera que des profits négligeables. Le lobbying représente un bon exemple de cette condition. On considère d'ordinaire le lobbying comme un phénomène autonome susceptible d'être étudié indépendamment des groupes qui y recourent. On aboutit en général à des conclusions décevantes, le plus souvent moralisatrices. Les rares monographies sérieuses sur la question montrent que, si les qualités personnelles du *lobbyist* individuel ont une certaine importance, c'est surtout le groupe pour le compte duquel il travaille et la rature du support que ce groupe lui apporte qui rendent finalement compte des résultats du lobbying ²⁷⁰.

Quand il s'agit de mesurer la portée des modes d'action qu'utilisent les groupes dans leurs démarches auprès des agents politiques, plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Le premier concerne l'importance intrinsèque des groupes d'intérêt, leur degré de cohésion interne et, plus immédiatement, le caractère des ressources qu'ils sont susceptibles de mettre en oeuvre dans des conditions données. On peut considérer les relations qui s'établissent entre les groupes et les agents politiques comme fondées sur la réciprocité : les groupes disposent de certaines ressources spécifiques : argent, information, etc. ; les agents politiques, de ressources également spécifiques : possibilité d'influer sur le partage des biens sociaux, économiques et culturels entre les groupes. Règle générale, les groupes qui possèdent les ressources que les agents politiques apprécient le mieux et les

²⁷⁰ Heinz EULAU, « The Lobbyists : The Wasted Profession », *Public Opinion Quarterly*, vol. 28, n° 1, 1964, 27-38 ; Harmon ZEIGLER, « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment », dans Norman R. LUTTBEG, op. cit., 184-193 ; Lester W. MILBRATH, op. cit., 328-356 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, 270-274 ; Paul W. CHERINGTON et Ralph L. GILLEN, *The Business Representative in Washington*, The Brookings Institution, Washington, D. C., 1962 ; Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis Anthony DEXTER, op. cit., 323-331, 341-350, Edith T. CARPER, « Lobbying and the Natural Gas Bill », dans Edwin A. BOCK et Alan K. CAMPBELL, editors, *Case Studies in American Government*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962, 175-222 ; Donald R. HALL, *Cooperative Lobbying. The Power of Pressure*, The University of Arizona Press, Tucson, 1969 ; Abraham HOLTZMAN, op. cit., 72-111.

agents politiques qui peuvent intervenir avec le plus d'autorité sur le partage des biens sociaux finissent par se rejoindre et par s'entendre ²⁷¹.

Un second facteur vise le degré d'intégration politique des groupes. Il va de soi que les groupes qui comprennent et acceptent le mieux les règles de jeu du système et qui partagent les idéologies dominantes reçoivent spontanément un meilleur accueil de la part des agents politiques que les groupes revêches et dissidents. Si cette condition ne souffrait pas d'exception, les sociétés seraient tôt ou tard vouées à se mouvoir en cercles clos et à s'enliser dans le conservatisme. Mais les principaux agents sociaux et politiques des régimes libéraux font profession de foi progressiste. Aussi se laissent-ils occasionnellement émouvoir par les appels de groupes non conformistes ou divisifs qui réclament une réforme radicale des méthodes et de la substance de l'action socio-politique. Ce sont en définitive les voix contestatrices qui, en convainquant les agents sociaux et politiques de procéder aux nécessaires ajustements en temps requis, infusent une dose de progressisme dans les régimes libéraux et de la sorte préviennent les affrontements révolutionnaires.

Une constatation se dégage de ce qui précède : il s'agit de la flagrante inégalité des individus et des groupes en ce qui concerne les possibilités de recourir aux modes d'action politique les plus appropriés. Dix à quinze pour cent seulement des citoyens écrivent au moins une fois à leur député dans leur vie. Encore moins discutent sérieusement avec lui de questions qui leur tiennent à cœur. Et combien de ces échanges laissent vraiment des traces dans les actions subséquentes des députés ? De même pour les groupes : bien plus nombreux sont ceux qui s'agitent que ceux qui disposent des ressources propres à leur permettre de recourir aux moyens appropriés au moment voulu. Partout on constate le poids écrasant de l'argent. C'est ainsi que plus de la moitié des lobbies, inscrits selon les prescriptions de la loi à Washington, sont des lobbies d'affaires et qu'ils dépensent à eux seuls plus de la moitié des sommes consacrées à cette activité. Il en est de même des modes d'action qui se fondent sur l'information. Seuls certains groupes possèdent des données scientifiques, techniques ou humaines que les agents politiques estiment indispensables. Or, très souvent, les groupes les mieux pourvus sur le

²⁷¹ Robert H. SALISBURY, « An Exchange Theory of Interest Groups », *Midwest Journal*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32.

plan de l'information sont aussi les plus riches en argent. La seule autre ressource sur laquelle les groupes peuvent compter est le poids du nombre. Or, le poids du nombre est bien plus aléatoire et bien mieux réparti entre les groupes que celui de l'argent ou de l'information. Comment dès lors instaurer plus d'égalité entre les groupes dans l'usage qu'ils peuvent faire des moyens d'action politique ? Seule une révolution intégrale abolirait l'argent et l'information comme ressources de base de l'action des groupes. Et il faudrait une réforme radicale des sociétés libérales pour qu'individus et groupes puissent en disposer de façon équitable.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Quatrième partie : À la recherche d'une influence

Chapitre III

La participation politique

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps une manie apparemment réservée à des politiciens férus de démagogie ou aux spécialistes de l'éducation des adultes, l'intérêt pour la participation des individus aux activités qui les concernent ou qui engagent l'avenir de la collectivité est devenu en un tour de main une préoccupation majeure de tous : ouvriers, étudiants, professionnels et dirigeants dans toutes les sphères d'activité. Ces préoccupations, nobles en elles-mêmes, ne sont pas toujours bien inspirées. On peut affirmer à leur sujet ce que Léon Tolstoï disait de l'histoire moderne : elles ressemblent à un homme sourd qui répond à des questions que personne n'a posées. Ceux qui se penchent sur le problème de la participation se comportent parfois comme des spécialistes en désamorçage de bombes ou des épidémiologues. À les entendre, on pourrait croire à une explosion incontrôlable de participation ou à une fièvre galopante de participationnisme. Mais plus ils s'effraient, plus ils perdent de vue l'objet de leurs craintes.

Peut-on actuellement parler d'une vague de participation ? Si oui, comment se présente-t-elle ? Régénérera-t-elle les sociétés, les engloutira-t-elle ou plutôt, comme tant d'autres secousses historiques, s'évanouira-t-elle sans laisser de traces tangibles de son passage ?

N'exagère-t-on pas l'ampleur de la revendication participationniste ? Par l'usage abusif que l'on fait de l'idée même de participation, n'est-on pas en train de la dévaloriser, de la vider de sens et même de la rendre odieuse auprès de certaines catégories de gens ? N'accorde-t-on pas une importance indue à certains symptômes de notre temps, tels que la contestation étudiante, au détriment d'autres réalités également de notre époque, mais pour de toutes autres raisons, comme la terrible marginalité des masses rurales et urbaines et, de façon générale, le sort cruel de tous ceux qui rejettent nos sociétés sur-organisées (personnes âgées, impotents, illettrés, etc.) ? Et ne devrait-on pas parler, au lieu d'une explosion de participation, d'un immense besoin, parfois manifeste mais le plus souvent latent, de participation que les sociétés, telles qu'elles sont aujourd'hui aménagées, sont incapables ou non désireuses de satisfaire ?

Mais quelle que soit la nature véritable du problème - que ce soit l'offre effective de participation qui soit excédentaire ou le besoin qui reste inexprimé ou inassouvi, ou encore les deux phénomènes à la fois parmi des couches différentes de la société - il n'est pas douteux qu'il mérite d'être scruté, aussi bien dans ses données particulières que dans ses conditions d'ensemble. Que les préoccupations soient d'ordre théorique ou qu'elles aient une visée d'action, il est manifeste qu'elles ouvrent une voie privilégiée vers la connaissance des sociétés : l'étude de la participation, en effet, permet de voir les modalités et le degré d'adhésion des individus aux normes culturelles d'une société et, par suite de la nécessaire liaison de la culture avec les autres paliers de la société, elle met à jour les structures sociales - plus particulièrement les structures sociales intermédiaires (groupes, classes sociales, associations volontaires, groupes d'intérêt, partis). En outre, elle révèle ces structures intermédiaires dans le cours même de l'exercice de leur fonction spécifique, c'est-à-dire l'accomplissement de la médiation entre les individus et de vastes organisations sociales, économiques ou politiques.

Il s'impose donc d'adopter une acception large plutôt que restrictive de la participation. Par participation, nous entendons les contributions de tous genres (argent, temps, énergie, information, expérience, etc.) qu'un agent fait à une organisation au sein de laquelle la capacité de décision ou lui échappe ou est partagée à

divers titres et selon des modalités déterminées entre lui et d'autres agents ²⁷². Cette définition soulève plusieurs questions.

D'aucuns excluent l'idée que le participant puisse avoir une capacité réelle de décision et confèrent cette capacité à un autre agent, appelé dirigeant. Les rapports concrets entre participation et décision sont beaucoup trop complexes pour qu'il soit possible de s'en tenir à une différenciation aussi radicale. Estimer que les dirigeants ne sont pas des participants, c'est imaginer, au sein des organisations, une division qui, dans plusieurs cas, n'existe pas. C'est aussi dévaloriser la notion même de participation en l'identifiant pratiquement à des modes d'engagement reliés à l'exécution de tâches subalternes. Par ailleurs, exclure la possibilité que les participants puissent, dans certains cas et selon des modalités diverses, être appelés à prendre part aux décisions, c'est ignorer l'importance des phénomènes de « participation à la direction », de codécision, de cogestion et même d'autogestion, fréquents dans quelques sociétés et dont certaines tendances évolutives au sein des sociétés libérales favorisent l'éclosion. C'est aussi ignorer que, sous la poussée de l'automation dans plusieurs organisations, les simples exécutants de naguère sont graduellement remplacés par des techniciens et des savants dont le statut, infiniment supérieur aux premiers, leur procure une position stratégique par rapport à la prise des décisions.

Par ailleurs, notre définition de la participation n'a pas la précision ni l'opérationnalité requises dans les travaux empiriques. Cette déficience tient précisément au fait que toute définition de la participation doit tenir compte du statut de fonc-

²⁷² Cette définition de la participation s'inspire de James G. MARCH et Herbert A. SIMON, *Organizations*, John Wiley, New York, 1958, 84-112 ; Myron WEINER propose la définition suivante de la participation politique : « J'emploierai le concept de participation politique pour traduire toute action volontaire ayant du succès ou aboutissant à un échec, organisée ou non organisée, épisodique ou continue, supposant le recours à des moyens légitimes ou non légitimes dans le but d'influencer le choix des politiques, l'administration des affaires publiques ou le choix des dirigeants politiques à tous les niveaux de gouvernement, local ou national. » Dans Joseph LAPALOMBARA, editor, *The Crisis of Political Development*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, chapitre IV (À paraître.) Dans l'ouvrage le plus complet sur la participation politique, celui de W. MILBRATH, *Political Participation*, Rand McNally, Chicago, 1965, on ne trouve aucune définition précise de la participation.

tion générale de la société qui est le sien. Mais cette lacune est assez facilement remédiable : en effet, la réalité globale qu'est la participation se décompose en niveaux d'analyse distincts qui, eux, sont opératoires.

Toute participation prend la forme d'un acte accompli par un individu. Une organisation, un groupe ne participent pas. Mais un acte de participation revêt une signification sociale d'autant plus grande qu'il s'insère dans le cadre d'une collectivité. Pour la majorité des individus - hormis l'acte du vote qui, tout en étant lui-même de nature strictement individuelle, est, dans une large mesure, socialement prédéterminé - la plupart des actes de participation sont en réalité accomplis dans le cadre de collectivités grandes ou petites et très souvent exécutés en leur nom par les dirigeants d'une organisation dont ils sont membres. Une telle appartenance constitue donc pour l'individu une façon de maximiser ses participations.

Le nombre, la nature, l'intensité et les formes d'appartenance varient selon les époques et selon les pays. Le phénomène même de participation se présente de manière bien différente selon qu'il s'agit de sociétés traditionnelles, en voie de développement ou industrielles, et suivant qu'il s'agit de régimes autoritaires ou démocratiques, socialistes ou libéraux. Dans les régimes libéraux, toutefois, certaines conduites paraissent assez uniformes : ainsi, dans la plupart des pays, la proportion des électeurs par rapport aux inscrits sur les listes électorales se situe entre 70 et 80 pour cent. Même pour cette participation élémentaire on trouve toutefois une exception de taille dans le cas des États-Unis où la proportion d'électeurs aux trois élections présidentielles qui se sont tenues entre 1948 et 1956 s'établit à 58 pour cent et à 41 pour cent seulement pour les quatre élections de représentants tenues en dehors des campagnes présidentielles durant la même période ²⁷³. Pour toutes les autres conduites de participation, il est acquis que les

²⁷³ Stein ROKKAN et Angus CAMPBELL, « Citizen Participation in Political Life : Norway and the United States of America », *International Social Science Journal*, vol. 12, 1960, 69-99, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, eds, *Political Opinion and Electoral Behavior. Essays and Studies*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 439-463. Dans son excellent ouvrage, *l'Abstentionnisme électoral en France*, Armand Colin, Paris, 1968, Alain LANCELOT a montré les difficultés presque insurmontables qui empêchent le calcul exact du pourcentage des électeurs. Ces difficultés sont de plusieurs ordres dont la principale réside dans la quasi-impossibilité d'établir le nombre des électeurs potentiels non inscrits.

divergences entre pays sont considérables. Mais, exception faite du sondage qu'Almond et Verba ont mené dans cinq pays ²⁷⁴, nous ne disposons que de données éparses sur l'ampleur de ces divergences.

Dans ce domaine comme ailleurs, on se heurte aux difficultés d'établir des comparaisons valables entre pays : s'interposent des conditions systémiques fort différentes, des tendances fort diverses, reliées à la culture politique, concernant le fonctionnement des mécanismes de participation et des dispositions fort variées vis-à-vis de chacun de ces mécanismes. En outre, on ne possède pas de code généralement accepté pour la collecte, le classement et l'évaluation des données. Un auteur qui s'est penché sur ces problèmes avec un soin particulier, Stein Rokkan, établit à trois grandes catégories les domaines de comparaisons entre pays à propos desquelles il faudrait imaginer des instruments d'analyse sinon uniformes du moins convergents : d'abord, les comparaisons du nombre relatif de participants, à chaque niveau de la société (combien de candidats et d'élus pour 10,000 électeurs, etc.) ; ensuite, les comparaisons dans les taux de participation pour diverses catégories d'individus (sexe, âge, habitat, strate socio-économique, instruction, etc.) ; enfin, les comparaisons entre les principales organisations socio-politiques elles-mêmes quant aux caractéristiques de leurs membres (sexe, âge, etc.) ²⁷⁵. On doit ajouter une quatrième catégorie de comparaisons, relative à l'intensité de la participation parmi les diverses couches de la population.

Cependant, même à défaut de données obtenues grâce à une méthode comparative rigoureuse, certaines constatations de nature à faciliter les comparaisons entre les pays paraissent s'imposer. C'est ainsi que les mêmes facteurs produisent, bien qu'à des degrés divers, les mêmes effets : le sexe, l'âge, l'instruction, le reve-

²⁷⁴ Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, Princeton University Press, New Jersey, 1963. Ici comme ailleurs, on doit très souvent s'en remettre à des données tirées des conditions américaines. La prudence s'impose dans l'application à d'autres pays des conclusions tirées de l'expérience américaine. Voir également Giuseppe Di PALMA, *Apathy and Participation. Mass Politics in Western Societies*, The Free Press, New York, 1970 (cet ouvrage, portant sur les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, se fonde sur les données du sondage d'Almond et Verba) ; Giorgio GALLI et Alfonso PRANDI, *Patterns of Political Participation in Italy*, Yale University Press, New York, 1970.

²⁷⁵ Stein ROKKAN, « introduction », *Revue internationale de science politique*, vol. 12, n° 1, 1960 (Numéro spécial sur la participation politique).

nu, le lieu de résidence, l'ethnicité, etc., exercent une influence comparable, au moins dans toutes les sociétés libérales contemporaines. Pour les autres régimes de société, le degré de validité des comparaisons est plus aléatoire. On ignore même si les instruments d'analyse qui ont été forgés en fonction de l'expérience immédiate de l'Occident contemporain valent pour d'autres époques ou d'autres civilisations. Par exemple, ces instruments permettent-ils d'étendre l'étude de la participation politique aux pays en voie de développement, à l'Europe féodale ou absolutiste, ou encore aux sociétés contemporaines d'allégeance socialiste ? Nous restreindrons nos considérations aux sociétés libérales contemporaines et ne ferons allusion à d'autres régimes que pour illustrer ou clarifier des points reliés à notre préoccupation centrale.

Outre le problème des comparaisons, les travaux sur la participation soulèvent la question de leur pertinence. Tant pour la pratique que pour la théorie, l'abondante littérature sur la participation politique répond bien imparfaitement au problème de la participation tel qu'il se pose dorénavant. La plupart des études sur le sujet touchent de façon bien ténue les questions qui préoccupent les contemporains. En effet, ces études portent généralement sur les conduites électorales et partisans. Mais l'objet des revendications essentielles n'est plus aujourd'hui le droit de vote ni les partis politiques. Il n'est pas non plus l'accès aux charges publiques, électives ou au. mérite, ni le droit de pétition ou celui de faire pression auprès des agents politiques dans le sens de ses intérêts et par des moyens jugés adéquats. Il n'est pas davantage question, au premier chef tout au moins, de liberté d'expression ni de la libre formation et circulation des opinions publiques. Certes, le récit des luttes pour la définition et la conquête de ces droits remplit une bonne partie de l'histoire politique des derniers siècles. Sans doute aussi, aucun de ces droits n'est définitivement acquis, même dans les sociétés libérales de l'Ouest, et dans de larges régions du monde, ils n'ont pas encore été octroyés. Mais le contenu de ces droits est, pour l'ensemble, bien connu et les moyens propres à les obtenir ont été plusieurs fois employés.

Les préoccupations les plus pressantes aujourd'hui, en matière de participation, portent sur les finalités mêmes de la participation, sur les possibilités ouvertes par la consultation politique, sur le phénomène de contestation de même que sur le fonctionnement de l'appareil socio-politique, eu égard, tout particulièrement, aux modes de relations entre gouvernants et gouvernés au sein des secteurs

d'activité et au niveau des régions. Un certain nombre de travaux touchent à ces questions. Mais il s'agit le plus souvent de monographies parcellaires sur un aspect particulier ou, à l'opposé, de dissertations plus ou moins élaborées sur les valeurs qu'engagent ces visées. Entre l'ordre des faits et celui des valeurs, le rapport n'est généralement même pas évoqué, sinon pour indiquer qu'il s'agit là d'une question importante. En réalité, le peu d'utilité pratique de telles études tient surtout à leur faiblesse théorique. S'inspirant de préoccupations juridiques et administratives ou de points de vue normatifs souvent exprimés avec passion, elles satisfont médiocrement les besoins du politologue. Notre méthode d'analyse permettra de mettre en lumière, dans le sens de nos préoccupations, les nombreuses données sur le phénomène de participation de même que de proposer des voies concrètes de réforme des mentalités et des organisations.

Comme l'information, mais d'une manière tout autre, la participation représente une dimension générale de la société contemporaine. Elle s'étend à l'ensemble du corps social ; nulle part on ne peut la bien saisir. Elle ne relève d'aucun organe spécifique. Elle se présente plutôt sous la forme de comportements - gestes, paroles, actes - qui concrétisent les valeurs et les signes socio-politiques.

Ramener la participation politique à quelques conduites élémentaires, comme le vote, la campagne électorale, la vie partisane, c'est l'amputer de son énergie vive, la dépouiller de sa vraie grandeur. Bien loin de se présenter comme un monceau d'actes parcellaires juxtaposés, la participation se présente comme un ensemble de conduites qui peuvent, bien sûr, être isolées les unes des autres mais qui prennent tout leur sens quand elles sont envisagées dans leur totalité. De même, les effets de la participation se répercutent à tous les niveaux de la réalité socio-politique. C'est cependant quand elle emprunte les mécanismes d'interactions du système social et du système politique (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs, media de communication) qu'elle s'épanouit dans sa plénitude. Dans cette optique, la participation apparaît comme une catégorie particulière de demandes ou de soutiens à l'égard du système politique. Mais, même alors - surtout alors devrait-on dire - les formes qu'elle épouse sont bien plus diversifiées que ne le laisse voir la littérature spécialisée. Elle prend, en effet, aussi bien l'aspect de l'agitation violente, de la rébellion et de la contestation que celui du vote, de l'avis ou de la simple pétition. La persistance systémique requiert peu d'actes spécifiques de participation, mais nulle société n'a pu jusqu'ici survivre à un refus global

de participation ou à des modes de participation exclusivement divisifs. Omettre de chercher la trace de la participation politique à travers tout le réseau socio-politique, ce serait tenter d'en cerner les dimensions par le seul recours à une politologie myopique ; ce serait, comme l'a bien vu Jean-Yves Calvez, s'empêcher de saisir la société dans le bouillonnement même de sa vie, c'est-à-dire dans le moment décisif du processus d'interpénétration dynamique du social et du politique :

Ce serait ignorer que toute la réalité sociale est appelée à la transmutation politique et que, faute d'un exercice réel de cette fonction au niveau de la vie sociale la plus proche, on ne peut espérer de saine participation - il n'y aura peut-être qu'irritation et revendication - au niveau des choix majeurs concernant l'ensemble de la grande société. En bref, la participation politique déborde les seuls actes que l'on considère généralement comme politiques (élection, représentation, contrôles, prestations de l'État) : elle est quotidienne, même s'il n'y a pas d'élection chaque jour ; elle est locale, même s'il n'y a pas à ce niveau de choix appelé politique ²⁷⁶.

Dans le présent chapitre, nous allons nous interroger successivement sur les dimensions, les facteurs et l'intensité de la participation politique et, finalement, sur la participation politique dans les sociétés industrielles modernes.

I. DIMENSIONS DE LA PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi participer ? À en croire certains, la participation représente une réalité bonne en elle-même, qui peut être examinée indépendamment de ceux qui la vivent et abstraction faite du contexte dans lequel elle se réalise et des conséquences qu'elle entraîne. D'autres, au contraire, voient dans la participation avant tout une cause de désordres de la personnalité de même que d'instabilité des régimes

²⁷⁶ Jean-Yves CALVEZ, introduction à la vie politique, Aubier Montaigne, Paris, 1967, 215. Ce que nous avons dit plus haut à propos de l'information et de l'information politique vaut également pour la participation et la participation politique.

politiques ²⁷⁷. Nous estimons, pour notre part, que l'utilité de la participation pour les individus et la société est chose relative et dépend des conditions et des modalités de son exercice. La pertinence de toute participation se juge à la lumière de critères bien définis, reliés aux objets, aux agents, aux méthodes et aux niveaux de la participation elle-même. Il n'en est pas moins vrai que l'idée de participation est intimement liée à des valeurs essentielles pour les individus et pour les organisations et qui, par suite de certaines tendances évolutives au sein des sociétés libérales contemporaines, se posent aujourd'hui de façon dramatique.

La participation est une réalité à multiples facettes. Les angles que découvre l'analyse sont innombrables et les formes d'appartenance fort variées et inégalement réparties parmi les individus.

1. Les angles d'analyse

[Retour à la table des matières](#)

On distingue deux voies d'analyse du phénomène de la participation. L'une, psychologique, qui se fonde sur les besoins humains et qui relie la participation à la recherche d'une satisfaction de besoins matériels (accès aux ressources, succès d'ordre professionnel, etc.) ou spirituels (soif de justice sociale et de liberté, recherche de l'autonomie et de l'autodétermination personnelles, etc.) ²⁷⁸. L'autre, sociologique, qui se base sur les stimuli de l'environnement et qui fait dépendre la participation de facteurs socio-politiques ou d'incitations extérieures (émanant des organisations, des dirigeants, etc.) ²⁷⁹.

On peut concevoir une troisième voie d'analyse qui fusionne l'approche psychologique et l'approche sociologique. La participation se présente de la sorte comme une symbiose des conditions de l'environnement et des dispositions des

²⁷⁷ Norman R. LUTTBEG, « Political Linkage in a Large Society », dans Norman R. LUTTBEG, *Public Opinion and Public Policy*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 1-10.

²⁷⁸ Comme exemple de cette approche, voir Robert E. LANE, *Political Life. Why People Get involved in Politics*, The Free Press of Glencoe, New York, 1959.

²⁷⁹ C'est ainsi que le conçoit notamment Lester W. MILBRATH, op. cit.

individus à l'endroit de ce dernier. Les organisations s'intéressent à la participation parce qu'elle leur apparaît comme une composante de leur rendement tandis que les individus, par la participation, visent au contrôle de l'environnement en vue de leur mieux-être personnel. Il y a là source de tension et de crise, matière à des blocages et à des réformes au sein des organisations, de même qu'occasion de refus et de dépassement pour les individus. Considérer de la sorte la participation comme un phénomène d'ajustement entre les organisations et les individus, c'est lui procurer d'emblée la dimension dynamique qui trop souvent est absente des travaux sur le sujet ²⁸⁰.

Si la participation représente une réalité globale qu'il s'impose de concevoir dans son ensemble de même qu'en rapport avec l'environnement au sein duquel elle s'accomplit, il n'en reste pas moins qu'elle se décompose naturellement en aspects distincts : sociaux, économiques, politiques. La méthode systémique, qui montre l'environnement comme un ensemble d'unités de fonctionnement distinctes et interdépendantes, procure de précieuses précisions sur la nature de la participation, les modes qui l'expriment, les diverses fonctions qu'elle remplit de même que sur sa double dimension personnelle et socio-politique.

En tant que fonction sociale générale, la participation se trouve dès lors soumise à la double logique du système social et du système politique de même qu'à l'action médiatrice des mécanismes d'interactions systémiques (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs et media de communication). C'est ainsi que c'est au sein même du système social qu'il faut chercher les conditions de la participation politique elle-même. L'organisation sociale, le découpage et les alignements des groupes de même que ces centres de rassemblement libre que constituent les associations volontaires, non seulement procurent les cadres indispensables de la participation sociale, mais encore constituent des centres de socialisation au sein desquels se développent les dispositions des individus à l'endroit du système politique. L'examen de la participation politique impose en outre de considérer la portée pour la participation des normes qui régissent le système politique, les possibi-

²⁸⁰ Pour une approche en ce sens, Derek L. PHILLIPS, « Social Participation and Happiness », *American Journal of Sociology*, vol. 72, n° 4, 1967, 479-488, et « Social Class, Social Participation, and Happiness : A Consideration of « Interaction-Opportunities » and « Investment » », *The Sociological Quarterly*, vol. 10, n° 1, 1969, 3-21.

lités effectives de participation que les différents rouages qui le constituent rendent possibles, les conceptions que les agents politiques se font de la participation des agents sociaux de même que le degré selon lequel ils en tiennent compte dans la pratique. C'est ainsi qu'il s'impose d'examiner la participation en tant que demande ou soutien politique (input), décision politique (output) et comme contrôle de l'action politique (feedback). Nombre de questions se posent de la sorte : quelle est la nature des demandes de participation, quels sont les modes selon lesquels elle s'exprime, quels agents sociaux les formulent et comment, quelles sont les réactions des agents politiques à ces demandes de participation et quelles négociations et ajustements s'effectuent entre agents à leur propos ? Jusqu'à quel point et de quelle manière les décisions politiques permettent-elles la participation directe ou indirecte des agents sociaux et quel poids cette participation a-t-elle dans le processus de décision ? Finalement, dans quelle mesure et comment la participation est-elle un moyen de contrôle de l'action politique : est-elle une simple technique de mobilisation propre à faire accepter par la population les objectifs des agents politiques et à restreindre leurs possibilités sinon leur droit de critique une fois les décisions prises ou, au contraire, est-elle organiquement reliée aux mécanismes de contrôle des effets sociaux des décisions politiques et est-elle partie intégrante des techniques de surveillance et de redressement qui sont mises en œuvre ²⁸¹ ?

Envisagée sous cette optique, la participation peut être considérée suivant de nombreux prédicats : selon les niveaux, les facteurs, les types, les stimuli, les degrés et les modes, et chacun de ces prédicats comporte plusieurs aspects (tableau n° 6).

Il importe en outre de distinguer deux modèles historiques de participation : le modèle autoritaire-totalitaire et le modèle démocratique-pluraliste. Ces deux modèles s'appliquent aux formes de la participation tout autant qu'à sa substance. Le premier modèle enferme toute participation dans un moule préfabriqué et officiel

²⁸¹ Il n'existe aucune étude rigoureuse de la participation selon la méthode systémique. Pour des premières tentatives, voir Samuel C. PATTERSON, « The Political Cultures of the American States », dans Norman R. LUTTBEG, op. cit., 275-292 ; Paul R. ABRAMSON et Ronald INGLEHART, « The Development of Systemic Support in Four Western Democracies », *Comparative Political Studies*, vol. 2, n° 4, 1970, 419-442.

et rend obligatoires, selon le statut de chacun, des conduites hiérarchisées, rigides et prédéterminées. Bien que souvent empreinte de ferveur apparente, la participation de type autoritaire-totalitaire est contrainte et obligée. Le modèle démocratique-pluraliste prévoit un certain nombre de mécanismes de participation plus ou moins officiels (partis, conseils consultatifs, etc.) mais abandonne aux individus eux-mêmes le soin de créer et de maintenir, sous certaines conditions, les organisations supplémentaires dont ils peuvent ressentir l'utilité. Au lieu d'organisations hiérarchiques et monolithiques comme dans le modèle autoritaire-totalitaire, le modèle démocratique-pluraliste comporte une multiplicité de structures interdépendantes mais souvent autonomes, de caractère public, général ou particulier, ou privé, selon les cas. En outre, les mécanismes de participation de caractère public général adhèrent, en principe tout au moins, aux préceptes de l'universalité d'accès, de l'égalité d'influence et de la liberté des choix ²⁸². Il importe enfin de noter que ces deux modèles représentent des types-idéaux : des éléments de l'un et l'autre modèle se retrouvent dans les régimes concrets de participation. Ce n'est qu'en fonction de leur orientation prépondérante que ces derniers peuvent être considérés comme autoritaires-totalitaires ou comme démocratiques-pluralistes. En outre, si ce dernier modèle est qualitativement meilleur, et pour l'homme et pour la société, que le premier, il demeure imparfait. À moins d'une redéfinition radicale qui pourrait aller jusqu'à en changer la nature, il ne saurait être accepté comme l'objectif vers lequel les sociétés contemporaines doivent être réorientées. La présente étude se situe dans l'optique du modèle démocratique-pluraliste. Il ne sera fait mention du modèle autoritaire-totalitaire que pour des fins d'illustrations, de contrastes ou de comparaisons.

²⁸² Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, 4 ; Stein ROKKAN, « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research », dans Austin RANNEY, editor, *Essays on Behavioral Study of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1967, 67.

TABLEAU N°6**Prédicats de la participation**[Retour à la table des matières](#)

1. Niveaux	2. Facteurs	3. Types	4. Stimuli	5. Degrés	6. Modes
1. Social	1. Personnels	1. Automatique	1. Information	1. Engagement intégratif	1. Assujettissement
2. Politique	2. Sociaux a) écologiques b) démographiques c) technologiques d) économiques e) de la stratification sociale f) culturels 3. Politiques	2. Obligatoire 3. Sollicitée 4. Volontaire	2. Animation 3. Propagande 4. Contrainte	2. Apathie a) anomie b) aliénation c) dépolitisation 3. Contestation	2. Représentation de délégation 3. Consultation a) Sous l'angle de la publicité 1. privée 2. secrète 3. publique b) Sous l'angle de l'officialité et de l'impérativité 1. non officielle 2. officielle a. non organique (ou non institutionnalisée) b. organique ou institutionnalisée 1. facultative 2. obligatoire 3. exécutoire 4. Cogestion 5. Autogestion a) déléguée b) autonome 6. Modes non intégratifs (des revendications banales à la révolution)

Finalement, on peut envisager la participation sous un double aspect : sous celui de l'individu et sous celui de l'organisation. Bien que distincts, ces deux, aspects sont intimement reliés l'un à l'autre.

a) La dimension personnelle. - Certains considèrent que la participation politique constitue pour tout citoyen une obligation morale stricte à laquelle personne ne saurait se dérober sans manquer gravement à son devoir. D'autres, à l'instar de Lénine entre 1917 et 1921, estiment qu'il suffit de faire appel à la générosité et à la bonne volonté des individus pour les voir s'engager avec enthousiasme et sans souci de gain personnel immédiat dans les activités pour lesquelles on sollicite leur collaboration. D'autres encore, surtout parmi ceux qui nourrissent l'idéal communautaire, considèrent la participation comme une réalité bonne en elle-même, abstraction faite de son objet, de ses caractères, de son contexte et de ses effets.

Si les individus cédaient toujours aux appels du devoir ou si encore ils étaient mus par une soif insatiable de participation, il convient cependant de se demander si, dans l'ordre actuel des choses et même dans tout ordre social prévisible, on n'enregistrerait pas un énorme gaspillage de participation : les sociétés, en effet, selon leurs caractéristiques propres, cherchent à obtenir des individus une certaine somme de contributions. Quand ces dernières n'atteignent pas ou au contraire excèdent un certain niveau, c'est le fonctionnement de l'ensemble qui s'en trouve entravé. Il existe des cas où l'on peut parler d'un excès de participation. Par exemple, lorsque les votes exprimés dépassent 90 pour cent des électeurs inscrits, il se peut qu'il y ait là indice d'une participation excessive. De telles participations excessives peuvent être le signe d'un malaise social profond, elles peuvent résulter de la manipulation ou de la contrainte. Un abstentionnisme assez élevé peut être l'indice d'une démocratie en bonne santé tandis que les démocraties moribondes, au sein desquelles les contre-élites s'affirment à loisir, ont souvent des taux de participation électorale très élevés ²⁸³. Semblables excès peuvent sans aucun dou-

²⁸³ Sur le sujet, voir René RÉMOND, « Réflexions sur la participation à la vie politique », *Res Publica*, vol. 4, n° 4, 1962, 318-327 ; Robert E. LANE, *Political Life*, 346 ; M. S. LIPSET, *l'Homme et la Politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1960, 44, 240ss ; David RIESMAN et coll., « Political Apathy in America », *The University of Chicago Round Table*, n° 657, 1957, 11 ; Howard B.

te se manifester dans des modes de participation autres que la participation électorale, bien qu'on se soit beaucoup moins interrogé à leur sujet. Peut-on dire d'une association volontaire, qui comprend la presque totalité de ses membres possibles, qu'elle est nécessairement vigoureuse et démocratique ?

Il s'impose de distinguer entre participation volontaire et participation obligatoire. Dans certains cas, l'organisation oblige les individus à certaines contributions précises sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'au bannissement ou à l'emprisonnement : ainsi faire son service militaire dans les pays où il est obligatoire ou payer ses impôts constituent des actes de participation politique auxquels, dans le cours ordinaire des choses, l'individu n'est pas libre de se soustraire. Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que de telles contributions sont nécessairement moins significatives pour l'individu et moins utiles pour la société que les contributions volontaires. En effet, dans les termes de Michel Crozier : « Un système d'organisation bureaucratique comporte toujours une certaine dose de participation forcée qui apparaît, pour l'individu et dans les conditions du moment, bien préférable à la participation volontaire dont on lui attribue trop facilement la revendication ²⁸⁴ ».

Qu'on concède ou non aux individus le droit de refuser leur contribution aux organisations qui la sollicitent ou qui l'exigent, l'observation montre qu'ils s'y dérobent souvent. Les motifs de ces dérobades sont multiples. Il est certes excessif de penser que la propension à participer est irrésistible et constante et que toute participation est nécessairement bénéfique. Il existe un risque réel d'engagement excessif dans les groupes secondaires. L'emprise de ces groupes sur leurs membres peut aller, comme l'a montré William H. Whyte dans *The Organization Man*, jusqu'à conduire ceux-ci à rompre les liens nécessaires à leur équilibre moral et psychologique qui les rattachent à des groupes primaires comme la famille et le cercle d'amis. Il peut entraîner une forme spécifique d'aliénation, c'est-à-dire la perte de soi dans les organisations. Plusieurs motifs peuvent être invoqués pour expliquer le refus ou le retrait de la participation : fuite des occasions de contro-

WHITE, « The Processed Voter and the New Political Science », *Social Research*, 28, n° 2, 1961, 127-151 ; Henry S. KARIEL, *The Decline of American Pluralism*, Stanford University Press, Stanford, California, 1961, 118-172, William KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society*, The Free Press of Glencoe, Glencoe, Illinois, 1959, 36.

²⁸⁴ Michel CROZIER, *le Phénomène bureaucratique*, Éditions du Seuil, Paris, 1963, 272.

verse, crainte pour son prestige, son indépendance ou son autonomie. Le Club Jean Moulin écrit à ce sujet : « Participer, c'est s'engager, s'obliger, se rendre responsable ; c'est aussi se soumettre au contrôle du groupe... Participer, c'est entrer en conflit avec ses pairs ²⁸⁵. »

De son côté, Michel Crozier note fort justement que les membres d'une organisation ne sont pas toujours enthousiastes quand on les invite à prendre une part active à son fonctionnement. Et il ajoute : « Il peut y avoir plus de contrainte dans un système démocratique à forte participation que dans un système autoritaire à faible participation. ²⁸⁶ » La demande d'un engagement personnel intense, même de la part d'une organisation démocratique, peut engendrer des conflits et inciter l'individu à réduire et même à refuser ses contributions. Comme le remarque encore Crozier :

... même dans les cas pour lesquels nous avons diagnostiqué retrait, ritualisme ou rébellion, il y a tout de même une part non négligeable de participation... mais cette participation doit être considérée comme une participation forcée ou imposée, dont l'individu refuse complètement la responsabilité. C'est une participation clandestine et sans engagement. L'individu qui s'y soumet garde son entière liberté vis-à-vis de l'organisation ²⁸⁷.

Bien que la somme totale des contributions des individus aux organisations politiques soit probablement plus élevée que dans les autres secteurs d'activité pris séparément, on note cependant un fort degré de réticence à les fournir sans restriction. Un tel état d'esprit découle de la mauvaise opinion que nombre de citoyens ont de la vie politique de même que du fort sentiment d'impuissance qu'ils ressentent vis-à-vis de la politique ²⁸⁸.

²⁸⁵ CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le Citoyen*, Éditions du Seuil, Paris, 1961, 193.

²⁸⁶ Michel CROZIER, *le Phénomène bureaucratique*, 270.

²⁸⁷ Michel CROZIER, *ibid.*, 272. Aussi Arnold TANNEN-BAUM, « La participation aux activités syndicales », *Sociologie du travail*, vol. II, 1960, 141-150.

²⁸⁸ Morris ROSENBERG, « The Meaning of Politics in Mass Society », *Public Opinion Quarterly*, vol. 15, n° 1, 1951, 5-15 ; Gordon L. LIPPITT et Coll., « Factors Motivating Citizens to Become Active in Politics as seen By Practical Politicians », dans Gordon L. LIPPITT, ed., « Training for Political Participation », *Journal of Social Issues*, vol. 16, n° 1, 1960, 14.

Par ailleurs, les intérêts susceptibles de motiver les individus sont divers et nombreux : économiques, culturels, religieux, politiques, etc. Or, comme la somme de temps et d'énergie qu'ils peuvent investir dans les conduites de participation est limitée, ils doivent forcément faire des choix. La participation doit donc être considérée comme une valeur qui possède un coût - coût qui doit être compensé par les avantages tangibles qu'une organisation est susceptible de fournir. Ces avantages doivent être proportionnels à l'importance des contributions consenties par les individus. S'il est vrai que le fait de participer à une activité accroît la propension à participer à d'autres activités, il y a cependant un seuil au-delà duquel l'effort requis s'accroît plus rapidement que les bénéfices obtenus, de sorte que la décision de contribuer ou non à telle ou telle organisation ou activité résulte ordinairement d'un choix délibéré. C'est ainsi qu'un individu peut refuser sa contribution à certaines activités politiques parce qu'il estime qu'elles risquent d'empiéter sur le temps qu'il consacre à d'autres activités, politiques ou non politiques. Dans l'analyse de l'apathie, du refus ou du retrait de la participation, il importe de distinguer les cas où la non-participation est générale de ceux où elle résulte simplement d'une préférence pour d'autres types d'engagement.

La non-participation, relative ou absolue, constitue en elle-même un phénomène social majeur. Pour durer et s'épanouir, une société requiert une certaine somme de contributions de la part des individus et met en oeuvre des incitations de toutes sortes pour obtenir des contributions. Dans l'étude de la participation, il importe de connaître les motifs des refus tout autant que les raisons des acquiescements.

L'individu qui néglige de prendre part aux activités qui engagent son avenir en même temps que le destin de la collectivité risque de se rendre incapable de se comprendre lui-même et de régler sa propre vie. Gordon W. Allport le décrit comme « un infirme et une tare pour la démocratie ²⁸⁹ ». Il serait par ailleurs fautif de poser le problème de la participation seulement en termes de motivations personnelles. Les modes de participation que les sociétés mettent en oeuvre sont inadéquats quant à leur valeur intrinsèque et quant à l'accès qu'ils procurent à certaines couches de la population. Saint-Simon, qui disait de sa vie qu'elle se résu-

²⁸⁹ Gordon W. ALLPORT, « The Psychology of Participation », *Psychological Review*, vol. 52, n° 1, 1945, 2.

maît « en une seule pensée : assurer à tous le plus libre développement », et, à sa suite, ses disciples qui poursuivaient le même but, déploierent des efforts prodigieux d'imagination pour créer et mettre en oeuvre des modes meilleurs de participation.

Si donc nous devons justifier l'insistance que nous mettrons à analyser les conditions actuelles de la participation et à proposer des moyens propres à en rénover les mécanismes là où ces derniers se révèlent inadéquats, il suffit, il nous semble, d'exprimer notre conviction, que nous expliciterons plus loin, qu'elle correspond à un besoin fondamental et qu'elle est requise pour la pleine réalisation de l'homme, pour lui garantir sa dignité personnelle et le contrôle de sa propre vie. L'homme réalisé est celui qui est parvenu à un accord avec lui-même, avec ses semblables et avec le monde. Dans les termes de Gros et Aumont :

Un seul grand but s'impose donc : la pleine réalisation de l'être humain, en soi et pour les autres, dans une unité indispensable. Cette unité ne peut venir que d'une situation humaine totalement assumée dans ses composantes multiples et dans ses manifestations diverses. Elle doit s'effectuer à travers tout ce qui fait l'existence, de la vie personnelle à la vie politique, en passant par les responsabilités familiales et professionnelles, sociales et culturelles, artistiques et spirituelles ²⁹⁰.

Certes, on vient de le voir, toutes les appartenances ne sont pas également utiles à l'homme ; elles peuvent même lui être parfois nuisibles. Mais la vie morale de celui qui refuserait toute participation sous prétexte que certaines contributions sont nocives serait aussi précaire que la vie physique de celui qui se priverait de nourriture en alléguant que certains aliments sont toxiques. Le premier et principal test de la valeur de toute participation ne peut être que le degré selon lequel elle contribue à l'épanouissement de l'homme par la satisfaction de certains besoins essentiels de tout ordre : matériels, intellectuels, moraux ou spirituels.

En premier lieu, participer, pour l'individu, c'est s'obliger à se dépasser soi-même, à se tenir informé, à apprendre l'art de la discussion, de la persuasion et de la conciliation, à chercher des alliés, bref, à se donner des buts personnels et à faire partager ces buts par ses pairs et par les groupes. C'est apprendre à se connaî-

²⁹⁰ André GROS et Michèle AUMONT, *la Reconstruction du citoyen*, Fayard, Paris, 1964, 114.

tre, c'est se mettre en mesure de donner le maximum de soi, c'est devenir créateur de soi comme citoyen en même temps que cocréateur de la société.

En second lieu, participer, c'est s'intégrer à une collectivité. Ce n'est, en effet, que par les contributions diverses consenties aux organisations qui le touchent personnellement ou qui font appel à lui que l'individu peut témoigner de façon tangible son adhésion aux organisations qui encadrent sa vie ou se vouent à la défense et à la promotion de ses intérêts et qu'il peut manifester concrètement qu'il se sent solidaire du destin de la société. De telles contributions sont requises pour le plein exercice de ses droits de citoyen. Si l'individu les refuse ou encore s'il est empêché de les fournir, il ne peut être qu'un profiteur ou un sujet. Il ne peut détenir aucun contrôle sur les centres qui décident de sa vie quotidienne et du destin de la collectivité.

En troisième lieu, participer, c'est se rendre apte à retirer les avantages de la vie en société. Celui qui ne contribue pas à l'effort commun risque d'être oublié au moment du partage des gains et des bénéfices collectifs. Il ne suffit pas de compter sur la protection du groupe. Il faut veiller à agir sur le groupe dans un sens conforme à ses intérêts. Celui qui ne s'intéresse pas activement à son sort personnel s'expose à être mal servi.

Participer, enfin, pour ceux qui sont individuellement privés de tout moyen de s'exprimer en raison d'une position sociale inférieure, c'est se donner une voix capable d'être entendue de ceux qui sont en mesure d'améliorer leur sort. Malheureusement, nous le verrons, la plupart des associations d'un certain poids sont pratiquement fermées aux déshérités. Aussi faut-il encourager les initiatives récentes visant à regrouper ces masses silencieuses dans des organisations qui leur sont propres (comités de citoyens, de locataires, etc.). De tels regroupements procurent aux éléments les plus démunis des sociétés, qui n'ont souvent d'autres recours pour faire valoir leurs revendications que l'action directe violente, un excellent moyen d'exprimer de façon efficace leurs besoins et leurs aspirations. Mais ces associations risquent toujours de dévier des fonctions qui leur sont originellement assignées. Elles peuvent tout aussi bien devenir des foyers de frustration ou de contestation radicale. Tout dépend de la façon dont elles sont animées et des dispositions des dirigeants à leur endroit.

b) La dimension organisationnelle. - Non seulement des participations judicieusement consenties contribuent-elles à l'épanouissement des individus, mais encore elles sont requises pour la bonne marche des organisations. Un second test de la portée de toute participation consiste donc dans le degré selon lequel elle rend les organisations plus efficaces et plus humaines.

Dans la poursuite des objectifs particuliers qui sont les siens, une organisation vise constamment à maintenir sa structure interne tout en s'adaptant à son environnement. Max Weber l'a montré, toute organisation se fonde sur certains principes généraux tels que la division du travail et la spécialisation des tâches, la disposition hiérarchique des membres et la distinction entre dirigeants et subordonnés, un ensemble de règles formelles et informelles (conduites auxquelles correspondent des relations impersonnelles et des relations personnelles), le principe de rationalité et la visée d'efficacité ²⁹¹.

Nombre de prises de position par l'organisation le sont au nom de l'efficacité. Or, rien n'est en définitive plus vague que cette notion d'efficacité qu'on mesure généralement à partir de critères partiels, tels que le rendement et le profit ²⁹². Certains voient dans la participation une valeur antinomique à l'efficacité : une organisation serait d'autant plus efficace que la participation des simples membres ou employés y serait moindre et, inversement, plus il y aurait de participation de la base et moins l'organisation serait efficace. La participation directe des simples membres serait source de lenteurs, de conflits et de dissipation d'énergie. Cette

²⁹¹ Max WEBER, *The Theory of Social and Economic Organization* (translated by A. M. HENDERSON et Talcott PARSONS), The Free Press of Glencoe, 1947 ; Frederick HARBINSON et Eugene W. BURGESS, « Modern Management in Western Europe », *American Journal of Sociology*, vol. 60, n° 1, 1954, 15-23 ; Peter BLAU et Richard W. SCOTT, *Formal Organizations*, Chandler, San Francisco, 1962 ; Chris ARGYRIS, *Integrating the Individual and the Organization*, John Wiley, New York, 1964 (traduit par Claude LINGAGNE, sous le titre de *Participation et Organisation*, Dunod, Paris, 1970) ; James G. MARCH et Herbert A. SIMON, *Organizations*, John Wiley, New York, 1958.

²⁹² Chris ARGYRIS (ibid., 14) définit l'efficacité organisationnelle comme « un système produisant des résultats croissants avec des efforts constants ou décroissants, ou des résultats constants avec des efforts décroissants ». Pour mesurer l'efficacité ainsi considérée, outre les facteurs proprement organisationnels, il faut tenir compte de nombreuses variables d'ordre personnel, l'orientation cognitive, la perception, les dispositions affectives, etc.

objection est sérieuse et l'expérience prouve qu'elle est souvent fondée. Dans l'abstrait tout au moins, on peut imaginer des organisations, de finance ou d'affaires par exemple, qui peuvent être efficaces sans la participation active de certaines catégories de leurs membres à la conduite d'activités spécifiques, notamment la prise de décisions. Dans la réalité toutefois, on considère rarement comme satisfaisant semblable état de choses et il ne saurait durer que si les membres consentent à se considérer comme de simples sujets et abandonnent sans réserve la conduite des opérations aux dirigeants. Les problèmes auxquels une organisation doit faire face ne tiennent pas tous à des difficultés techniques relevant de spécialistes. Ils tiennent également et parfois davantage aux résistances des membres. On s'est en outre aperçu que la création d'un climat humain favorable ne pouvait résulter des seules relations humaines ni de la transmission de l'information par les circuits officiels. Souvent, c'est la mise au point de modes de participation plus directs et plus intenses qui ramène l'entrain nécessaire à la bonne marche d'une organisation. L'accroissement de l'instruction et les autres conditions qui engendrent des revendications accrues à l'endroit de la participation parmi certaines couches de la population obligent d'ailleurs les organisations à accroître la participation de leurs membres. La participation, qui s'appuie sur le sentiment de compétence, doit dorénavant être considérée comme une composante de l'efficacité. C'est ainsi que le rapport longtemps tenu comme contradictoire entre la participation et l'efficacité se présente sous la forme d'une interaction dialectique aboutissant à la promotion de l'homme et au progrès de l'organisation. Dans les termes de Chris Argyris : « Notre hypothèse est que l'incompatibilité entre l'homme et l'organisation peut servir de base à un défi permanent lequel à mesure qu'il se développe aidera l'homme à s'épanouir et à promouvoir des organisations viables et efficaces ²⁹³ ».

La principale raison d'être de toute organisation consiste dans la poursuite des buts qu'elle s'est fixés. De nombreuses organisations, pour une foule de raisons, sont incapables de réaliser leurs objectifs. Leur utilité pour les membres et pour la société est faible ou inexistante. Il est rare que les membres de pareilles organisations soient d'actifs participants et même des contributions de leur part ne permettraient guère un redressement d'une situation mauvaise en soi. Hormis ces circonstances extrêmes, on constate qu'aucune organisation ne peut durer ni surtout

²⁹³ Ibid., 6.

prosperer sans une certaine somme de contributions de la part de ses membres ²⁹⁴. Toutes les contributions, sans doute, ne sont pas également requises. Il n'existe malheureusement pas d'indicateurs procurant une mesure absolument fiable de la qualité et de la quantité optimales de contributions individuelles que requiert chaque organisation. Certaines contributions sont superflues, d'autres franchement nocives. Une organisation qui favorise la participation de ses membres n'est jamais à l'abri de tensions et de conflits. En réalité, il y a souvent plus de conflits ouverts au sein d'une organisation qui favorise la participation, par exemple en pratiquant la décentralisation politique, la déconcentration administrative, ou encore en encourageant l'éclosion de sous-groupes autonomes, que dans une organisation hiérarchique et bureaucratique qui la décourage mais dont on accepte plus facilement la contrainte parce qu'elle vient de « haut » et non de ses pairs. Par ailleurs, le paternalisme bureaucratique encourage l'apathie parmi les membres ²⁹⁵. C'est entre ces deux extrêmes - le conflit résultant de la décentralisation et l'apathie issue de la centralisation - qu'une organisation doit trouver son point d'équilibre.

De toutes les causes du mauvais fonctionnement des organisations, la plus grave et, à long terme, la plus redoutée est l'apathie des membres. La non-participation ou une participation insuffisante sape en effet la vitalité des organisations dans leur principe même ²⁹⁶. Aussi ces dernières cherchent-elles à contra-

²⁹⁴ Sur ce sujet, voir James G. MARCH et Herbert A. SIMON, op. cit., 57ss ; Michel CROZIER, *le Phénomène bureaucratique*, Éditions du Seuil, Paris.

²⁹⁵ CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le Citoyen*, 193-194. Ces remarques valent pour le régime libéral au sein duquel les relations entre individus et groupes ou organisations prennent naturellement la forme du conflit. Dans un régime qui reposerait sur les liens qui unissent les hommes (amour, désir de paix, etc.) plutôt que sur ceux qui les divisent (intérêts particuliers), l'accroissement de participation au sein des organisations produirait un supplément d'harmonie plutôt que l'éruption des conflits.

²⁹⁶ Bernard BARBER, « Participation and Mass Apathy in Associations », dans Alwin W. GOULDNER, *Studies in Leadership*, Harper, New York, 1950, 474-504, Martin PATCHEN, *Participation, Achievement and Involvement on the Job*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1970 ; Arthur G. NEAL et Melvin SEEMAN, « Organizations and Powerlessness : an Hypothesis », *American Sociological Review*, vol. 24, n° 2, 1964, 216-226 ; Karl W. DEUTSCH, « Social Mobilization and Political Development », *The American Political Science Review*, vol. 55, n° 3, 1961 ; Amitai ETZIONI, « Mo-

rier cette tendance. Elles y parviennent, soit en procédant à des réformes de structures susceptibles de stimuler la participation, ou soit encore en produisant des incitations matérielles (salaires, conditions de travail, bureaux spacieux) ou psychologiques (statut des membres, association aux décisions) propres à agir sur l'état d'esprit des membres. Elles se réclament parfois, même dans les sociétés contemporaines, de valeurs qui permettent la référence au sacré et satisfont ainsi un besoin profondément ancré chez l'homme : le besoin de croire ²⁹⁷.

Pour l'ensemble, les organisations favorisent le type de participation qui tend à accroître leur efficacité, tandis que les membres voient dans la participation un moyen de satisfaire certains de leurs besoins. Les deux attentes, bien qu'elles soient différentes, ne sont pas irréconciliables. Pour être pleinement efficace, une organisation doit contrôler le facteur « humain » tout autant que le facteur « technique ». Or, précisément, la participation des simples membres apparaît souvent aux dirigeants comme un moyen de contrôle du facteur « humain ». C'est ainsi que, du moment que les membres sont associés à la direction, ils cessent de se percevoir comme des éléments extérieurs, donc potentiellement hostiles, à l'organisation, pour se sentir fermement engagés dans une entreprise qui leur paraît commune.

Pour que les individus bénéficient de leur appartenance à l'organisation et que cette dernière profite des contributions des premiers, il faut certes que chacun y mette du sien. C'est cependant du côté de l'organisation que le gros des efforts doit venir. Les structures actuelles de la plupart des organisations provoquent la frustration et le découragement. Des réformes visant à élargir la responsabilité des membres à l'égard des tâches qu'ils remplissent et à leur permettre d'influer sur les activités essentielles sont requises pour que les membres jouissent de la « santé

bilization as a Macro-Sociological Concept », *The British Journal of Sociology*, vol. 19, n° 3, 1968, 243-254 ; Morris ROSENBERG, « Some Determinants of Political Apathy », *Public Opinion Quarterly*, vol. 18, n° 4, 1954-1955, 349-366.

²⁹⁷ Murray EDELMAN, *The Symbolic Uses of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1964 ; Amitai ETZIONI, *The Active Society*, The Free Press, New York, 1968, 387-427.

mentale » et disposent de l' « énergie psychologique » qui leur permettront de s'impliquer pleinement dans la vie des organisations ²⁹⁸.

Le degré selon lequel les dirigeants d'une organisation favorisent une participation des simples membres orientée vers la prise des décisions est d'une importance toute particulière. Les contributions ne sauraient longtemps être empressées ni répondre aux attentes des organisations, si elles ne se greffent fermement sur les centres majeurs de décision. Plusieurs « campagnes » de mobilisation ou d'animation aboutissent à la frustration, au ressentiment, sinon à la révolte, précisément parce que les dirigeants ne savent pas canaliser les contributions qui leur sont offertes vers les centres de décisions réels : on songe à certains conseils ouvriers, aux comités de citoyens, à certains mouvements de Noirs américains et à la Compagnie des jeunes Canadiens ²⁹⁹...

Autre condition : pour que la participation soit intense, il importe que la pratique corresponde assez étroitement aux buts de l'organisation. Cette règle cependant souffre des exceptions, par exemple dans les cas où les objectifs que poursuit en principe une organisation ont cessé de correspondre aux aspirations profondes des individus. Il se peut alors que la production de résultats concrets, divergeant des buts, encourage plutôt qu'elle n'entrave la participation. Des écarts trop prononcés entre buts et réalisations suscitent cependant fréquemment des conflits psychologiques qui engendrent l'apathie. Il arrive également que pour stimuler la participation, il faille reformuler les buts dans le sens des aspirations individuelles.

²⁹⁸ Chris ARGYRIS, op. cit., 9, 145, 192, 300-307.

²⁹⁹ Il faut distinguer les cas où la participation est anémique de ceux où, tout en étant « dysfonctionnelle », elle demeure abondante. Semblables participations « dysfonctionnelles », tout en étant l'indice d'une crise au sein des organisations, peuvent exercer une influence bienfaisante sur leur évolution.

2. Les appartenances

[Retour à la table des matières](#)

Dans les régimes libéraux tout au moins, il faut chercher les explications des conditions et du volume des contributions politiques dans le système social tout autant que dans le système politique. En effet, c'est la position qu'individus et groupes sociaux occupent au sein des mécanismes d'interactions - partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs et media de communication - qui détermine leur contribution à la formulation des demandes politiques et, dans une très large mesure, aux décisions et actions politiques de même qu'aux contrôles et rajustements qui en découlent ³⁰⁰. Or, quelle que soit la portée des contraintes et des stimuli du système politique, c'est le système social qui fournit les conditions de base de l'implication des individus et des groupes dans les mécanismes d'interactions.

Ce sont les associations volontaires qui se trouvent à constituer la clé de voûte de tout le régime de participation. En effet, les associations volontaires ont pour tâche de recueillir les aspirations et les besoins des individus et des groupes sociaux et de les convertir en intérêts, idéologies et pressions qui représentent, en même temps que les outputs du système social, la matière que les mécanismes d'interactions eux-mêmes ont à transformer en demandes et en soutiens politiques. C'est donc dire que les associations volontaires constituent le centre principal de tout le réseau de participation dans une société libérale. Il s'impose donc de s'y arrêter et de poser à leur sujet deux questions différentes : quel est l'ordre de grandeur d'appartenance aux associations volontaires ; quels rapports existe-t-il entre l'appartenance aux associations volontaires et la participation politique ?

L'organisation sociale rassemble les hommes et les distribue en classes et en catégories à l'intérieur desquelles ils reçoivent leurs statuts et remplissent leurs rôles : les lieux d'habitat, de travail et de loisirs sont l'occasion de regroupements multiples au sein desquels l'humanité s'agit.

³⁰⁰ Nous avons examiné ailleurs dans cet ouvrage, notamment dans la troisième partie, l'ampleur et les conditions des appartenances des individus et des groupes aux mécanismes d'interactions.

Partons d'une constatation non disputée chez les spécialistes. Depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle, l'homme a multiplié ses appartenances : le nombre et la variété des organisations sociopolitiques n'ont cessé de croître dans tous les pays de l'Ouest. Ces organisations n'existent que par la volonté et l'action de leurs membres, tout comme d'ailleurs les individus n'accèdent pleinement à l'existence sociale que par leur participation à ces organisations. Celles-ci, selon leurs caractéristiques et leurs fonctions propres, encadrent la vie quotidienne des individus et leur procurent les canaux de communication qui leur permettent de prendre part à la vie collective.

La manière dont les organisations s'acquittent de leurs tâches dépend en grande partie du caractère de l'adhésion des membres. Cette adhésion peut être automatique, obligatoire, sollicitée ou volontaire. Les groupes de fait (la famille, la classe sociale, le groupe ethnique et la profession, par exemple) procurent les formes d'encadrement souvent décisives pour la vie des individus. Les groupes obligatoires ou imposés (telles les corporations médiévales et la société politique) régissent de façon impérative les conduites qui se rattachent à un secteur d'activité vital pour les membres. Malgré toute leur portée, ces deux catégories de groupes offrent cependant, sous des aspects significatifs, moins d'intérêt que les groupes volontaires. Ces derniers n'existent précisément que par un acte libre et délibéré de la part d'individus qui, parce qu'ils se ressemblent, cherchent à s'assembler. De ce fait, de tels groupes sont spécialement révélateurs de la façon dont les individus perçoivent plus ou moins spontanément les modes d'organisation les plus susceptibles de donner une expression sociale à leurs besoins et à leurs aspirations ³⁰¹.

a) Données relatives aux associations volontaires. - Malgré les nombreux travaux qui leur ont été consacrés, les associations volontaires sont encore mal connues. Les angles d'étude sont multiples. Ici, on les considère comme des mé-

³⁰¹ Aux groupes de fait, imposés et libres, correspondent les types de participation que nous avons identifiés dans le tableau 6 : automatique, obligatoire, sollicitée et volontaire. Il s'agit là, bien entendu, de simples tendances générales. Il existe, en effet, des recoupements et des chevauchements importants entre types de groupes et types de participation. Ainsi les participations automatiques ne convergent pas toutes vers les seuls groupes de fait : les groupes imposés et les groupes libres en comportent également. De même, les groupes de fait comprennent des participations obligatoires, sollicitées et volontaires.

canismes de répartition des biens, services et valeurs entre individus et groupes dans une société ; là, comme des foyers d'éducation et des véhicules de participation politique ; ailleurs encore, comme des modes de structuration des conflits inter-groupes. En outre, on fait porter l'accent sur des aspects différents de ces organisations : structures, objectifs, activités.

On peut définir l'association volontaire comme l'union officielle, durable et sans but lucratif de plusieurs personnes qui se sont entendues de leur plein gré pour mettre en commun certaines ressources et pour poursuivre ensemble, de façon régulière et par leurs propres moyens, des fins particulières qui leur sont tangentiels ³⁰².

Pour établir les dimensions d'ensemble de la participation, on doit recourir aux données tirées de sondages et de monographies. On le constatera, les statistiques sont malheureusement fragmentaires et disparates. La qualité des échantillonnages et des analyses est fort variable. Les typologies changent d'une étude à l'autre. Il n'y a pas de consensus sur les catégories d'âge : ainsi, la frontière entre jeunes et adultes est fixée parfois à 18 ans et parfois à 21 ans. L'unité géographique peut être la ville ou un quartier de ville, la commune rurale, l'arrondissement, le comté ou le département, la province ou le pays. Aussi ne doit-on attendre des compilations qui suivent que des indications d'une valeur incertaine.

On estime généralement que l'appartenance varie beaucoup d'un pays à l'autre. La seule étude susceptible de nous éclairer directement sur ce point, *The Civic Culture* de Gabriel A. Almond et Sidney Verba, confirme cette impression (tableau n° 7) :

³⁰² Cette définition a été proposée et explicitée dans le tome premier. Cette section reproduit une brève partie de l'exposé que nous avons consacré aux associations volontaires dans ce tome premier. La pertinence de ces propos dans le présent contexte autorise cette répétition.

TABLEAU N°7

Appartenance aux associations volontaires par pays

[Retour à la table des matières](#)

Pays	Pour-cent des adultes
États-Unis	57
Grande-Bretagne	47
Allemagne	44
Italie	29
Mexique	25

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, Princeton University Press, 302.

Pour les États-Unis, de nombreux sondages nationaux, régionaux ou locaux fournissent des renseignements sur les taux d'appartenance. Suivant les sondages, entre 40 et 60 pour cent des Américains adultes appartiennent à des associations. Les écarts entre les études sont donc considérables. La façon de poser la question peut influencer considérablement les réponses, comme le montrent deux sondages nationaux. À la question posée par l'American Institute of Public Opinion (1955) : « À quelles organisations ou clubs, telles les organisations religieuses, de service, fraternelles, appartenez-vous ? », 55 pour cent se déclarent membres d'une ou plusieurs organisations. Mais à la question du *National Research Center* (1954) : « Appartenez-vous à un ou des groupes ou organisations dans votre localité ? », 36 pour cent seulement répondent qu'ils sont membres d'une ou plusieurs organisations. Par ailleurs, une étude fondée sur des sondages nationaux établit à 36 pour cent le nombre des adultes membres d'associations ³⁰³.

³⁰³ Pour la présentation des tableaux, voir Murray HAUSKNECHT, *The Joiners*. The Bedminster Press, New York, 1962, 23 ; pour la proportion tirée de sondages nationaux, voir Charles R. WRIGHT et Herbert HYMAN, « Voluntary Association Memberships of American Adults, Evidence from National Surveys », *American Sociological Review*, vol. 23, n° 3, 1958, 284-294 ; Nicholas BABCHUK et Alan BOOTH, « Voluntary Association Membership :

Les nombreuses monographies sur l'appartenance aux associations volontaires révèlent d'importantes différences. Les cas suivants témoignent des écarts enregistrés dans les taux d'appartenance : Chicago, Illinois, 65 pour cent ; Bermington, Vermont, 64,2 pour cent ; Middletown, 58 pour cent ; Boulder, Colorado, 52 pour cent ; Erie County, Ohio, 50 pour cent ; Flint, Michigan, 43,1 pour cent ; Newburyport, Massachusetts, 41 pour cent ³⁰⁴.

Des sondages établissent à environ 40 pour cent les Canadiens membres d'associations ³⁰⁵. Un sondage national français mené par le Centre d'études sociolo-

A Longitudinal Analysis », *American Sociological Review*, vol. 34, n° 1, 1969, 31-45. À noter que dans cette section, nous ne nous attachons qu'aux appartenances et ignorons l'importance que les individus y attribuent. Pour l'ensemble, abstraction faite des contributions obligées, automatiques ou peu coûteuses - comme le fait de payer sa cotisation, de remplir sa carte de membre ou de voter - le taux de participation réelle est très bas. Seulement 10 à 20 pour cent des individus fournissent des contributions majeures ; ils se recrutent parmi les individus de statut socio-économique supérieur. Nous examinerons plus bas ces aspects de la situation.

³⁰⁴ Herbert GOLDHAMER, « Voluntary Associations in the United States », dans P.K. HATT et A.J. Reiss, editors, *Cities and Society*, The Free Press, New York, 1957, John Carver SCOTT Jr., « Membership and Participation in Voluntary Associations », *American Sociological Review*, vol. 22, n° 3, June 1957 ; Detroit Area Study of the University of Michigan, *A Social Profile of Detroit*, University of Michigan, Ann Arbor, 1952, Robert S. LYND et Helen M. LYND, *Middletown*, two volumes, Harcourt, Brace, New York, 1937 ; F.A. BUSHEE., « Social Organization in a Small City », *American Journal of Sociology*, vol. 51, novembre 1945 ; Paul F. LAZARSFELD, Bernard R. BERELSON et Hazel GAUDET, *The People's Choice*, Dwell, Sloan and Pearce, New York, 1944 ; Basil G. ZIMMER et Amos H. HAWLEY, « The Significance of Membership in Associations », *American Journal of Sociology*, vol. 65, Septembre 1959 ; W. Lloyd WARNER et Paul S. LUNT, *The Social Life of a Modern City*, Yale University Press, New Haven, 1941.

³⁰⁵ GROUPE DE RECHERCHE SOCIALE, *A Study of Interethnic Relations in Canada*, Royal Commission of Enquiry on Bilingualism and Biculturalism, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1965 ; Philip CONVERSE, John MEISLL et Maurice PINARD, *Sondage sur les élections de 1965 et de 1968* (non publié). Arnold M. ROSE, « Voluntary Associations in France », dans *Theory and Method in the Social Sciences*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1954 ; O.R. GALLAGHER, « Voluntary Associations in France », *Social Forces*, vol. 36, n° 2, 1957, 153-160 ; Joffre DUMAZEDIER et coll., *Aspects de la fonction culturelle d'une agglomération urbaine*, Annecy, Ronéo, 1962, cité par Louis ESTRANGIN, « Groupes, partis et forces vives dans la démo-

giques à Annecy, agglomération de 45,000 habitants, dénombre 260 « groupes sociaux » qui touchent 55 pour cent des chefs de famille. Dans un sondage national, effectué en 1962, 31 pour cent des Français interrogés disent appartenir à un syndicat, expression incluant, outre les unions ouvrières, les organisations professionnelles et d'employeurs.

Certains sondages montrent également la distribution des appartenances selon les catégories d'associations. L'enchevêtrement des catégories rend cependant toute comparaison impossible. C'est ainsi que, selon une étude, 14 pour cent des Américains membres d'associations appartiennent à une union ouvrière alors qu'une autre étude établit ce pourcentage à 23 pour cent. Les unions ouvrières, de fermiers, fraternelles et civiques, professionnelles, d'affaires, de vétérans et, au Canada et aux États-Unis, religieuses et ethniques, se partagent la plupart des appartenances ³⁰⁶.

Une proportion élevée des membres d'associations n'appartiennent en fait qu'à une seule association (tableau n° 8).

cratie » dans la Société démocratique, *Chronique sociale de France*, Paris, 1963, 97-98 ; Sondages, 1962, n° 2, 61-62. T. BOTTOMORE, « Social Stratification in Voluntary Organizations », dans D. V. GLASS, editor, *Social Mobility in Britain*, Routledge and Kegan Paul, London, 1954, 320-371. Les sondages canadiens ne révèlent aucune différence sensible, du moins en ce qui concerne les pourcentages d'ensemble, entre Canadiens anglais et Canadiens français.

³⁰⁶ Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, 302 ; Charles R. WRIGHT et Herbert H. HYMAN, « Voluntary Association Memberships of American Adults : Evidence from National Sample Surveys », *American Sociological Review*, Vol. 23, n° 3, juin 1958 ; GROUPE DE RECHERCHE SOCIALE, *A Study of Interethnic Relations in Canada*.

TABLEAU N° 8

Proportion des répondants appartenant
à une ou plusieurs organisations, par pays

[Retour à la table des matières](#)

Nombre d'appartenances	États- Unis	Grande- Bretagne	Alle- magne	Italie	Mexique
	%	%	%	%	%
Appartenant à 1 organisation	25	31	32	24	23
Appartenant à 2 organisations	14	10	9	5	2
Appartenant à 3 organisations	9	4	2	1	0
Appartenant à 4 organisations et plus 9	2	1	-	-	
Pourcentage total de ceux qui appartiennent à plus d'une organisation	32	16	12	6	2
Pourcentage total des membres	57	47	44	30	25

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, op. cit., 320.

John Carver Scott inscrit les proportions suivantes pour Bermington, Vermont (tableau n° 9) ³⁰⁷ :

³⁰⁷ Ces proportions n'ont qu'une valeur approximative et varient selon les études. Ainsi selon Wright et Hyman 31 pour cent des Américains appartiennent à une association, 12 pour cent à deux, 5 pour cent à trois, 4 pour cent à quatre et 1 pour cent ne répondent pas. Voir Charles R. WRIGHT, Herbert HYMAN, « Voluntary Association Memberships of American Adults », op. cit. Voir aussi les résultats fort différents des sondages de l'AIPO et du NORC cités par Murray HAUSKNECHT, *The Joiners*, 23.

TABLEAU N°9

Répondants appartenant à une ou plusieurs associations
(Bermington, Vermont)

[Retour à la table des matières](#)

Nombre d'appartenances	Pour-cent de la population	Pour-cent de ceux qui sont membres
Appartenant à une association	24,6	38,3
Appartenant à 2 associations	15,9	24,8
Appartenant à 3 associations	8,6	13,4
Appartenant à 4 associations et plus	15,1	23,5
Pour-cent total des membres	64,2	—

Source : John Carver SCOTT « Membership and Participation in Voluntary Associations », *American Sociological Review*, vol. 23, n° 3, June 1957.

Cette dernière étude ne peut être considérée comme représentative de l'ensemble : la proportion de ceux qui disent appartenir à deux associations ou plus est beaucoup plus forte que dans la plupart des monographies sur le sujet. Se fondant sur des sondages nationaux, Wright et Hyman mentionnent des pourcentages beaucoup plus conformes aux résultats des monographies locales ou régionales (tableau n° 10).

TABLEAU N° 10

Répondants appartenant à une ou plusieurs associations
(États-Unis)

[Retour à la table des matières](#)

Nombre d'appartenances	Pour-cent des familles	Pour-cent des individus
Une	31	20
Deux	12	9
Trois	5	4
Quatre	4	3
Inconnu	1	—
Aucune	47	64

Source : Charles R. WRIGHT et Herbert HYMAN, « Voluntary Association Memberships of American Adults : Evidence from National Surveys », *American Sociological Review*, vol. 23, 1958, 284-294.

Autre constatation : les appartenances sont fort inégalement réparties selon le sexe, l'âge, l'état civil, l'ethnicité, le lieu de résidence, la strate sociale, l'instruction, le revenu et la profession.

Un certain nombre de conclusions découlent des considérations précédentes : les données sur l'appartenance aux associations volontaires sont fragmentaires et discordantes ; même aux États-Unis où le taux d'appartenance est sans doute le plus élevé, probablement moins de la moitié des adultes appartiennent à des associations volontaires ; une faible proportion sont membres de plus d'une association ; de nombreux facteurs, psychologiques, sociaux et politiques dont nous préciserons l'action par la suite, affectent la propension des individus à appartenir à des associations volontaires et à être membres actifs.

Dans la mesure où l'appartenance aux associations volontaires procure aux individus un moyen de maximiser leur participation, force est de reconnaître que ces derniers recourent à ce moyen de façon fort inégale et l'on peut déduire de ce fait que le poids de chacun dans les actions et les décisions qui les concernent

personnellement ou encore qui concernent toute la société varie considérablement d'un individu à l'autre.

b) Associations volontaires et participation politique. - Les associations volontaires sont censées remplir pour les sociétés libérales contemporaines des fonctions qui, dans d'autres régimes, relèvent d'autres organisations sociales, notamment la famille et les notables. Elles sont réputées être des agents de distribution du pouvoir socio-politique, d'intégration sociale et de mobilité sociale. En outre, elles constituent, selon des modes divers, le point d'ancrage par excellence de ces importants mécanismes d'interactions du système social et du système politique que sont les groupes d'intérêt, les partis politiques, les conseils consultatifs et, à un degré moindre, les media de communication ³⁰⁸.

Les enquêtes montrent que la participation est un phénomène cumulatif : la participation à une activité donnée est généralement incitatrice d'une volonté de participation à d'autres activités. Il n'y a pas de solution de continuité d'un type de participation à l'autre ; il n'y a pas non plus de seuil de saturation ni de taux marginal d'accroissement connus. Ceux qui participent le plus aux activités de leur profession et à la vie des associations volontaires, règle générale, sont aussi ceux qui participent le plus aux mécanismes d'interactions et à la vie politique ³⁰⁹. Ce phénomène toutefois ne se manifeste que dans les cas où la participation à l'activi-

³⁰⁸ De tous les rouages de participation politique, ce sont les partis et les élections qui font l'objet de plus de sollicitude et cela à bon droit puisque, outre l'ampleur des interrogations d'ordre analytique qu'elle soulève si elle est bien menée, cette étude centre l'attention sur les institutions de la démocratie représentative, cette grande incarnation des libertés politiques acquises depuis la Renaissance. Soulignons toutefois que ces modes typiques de participation au sein des sociétés libérales furent inventés bien avant la révolution industrielle et la mise en place des rouages du Welfare State. Ces modes de participation ne suffisent plus à répondre aux besoins d'aujourd'hui. Plus la technologie fait sentir ses contraintes, plus le pouvoir de la société sur les hommes et sur les choses s'accroît et plus il est urgent de mettre en oeuvre des nouveaux moyens de protéger l'homme et d'assurer que les décisions politiques tiennent compte de ses aspirations et de ses besoins profonds. De fait, nous le verrons, sous l'impulsion des tendances évolutives, de nouveaux modes de participation politique ont été inventés et prennent chaque jour plus d'ampleur.

³⁰⁹ Sidney VERBA, « Organizational Membership and Democratic Consensus », *Journal of Politics*, vol. 27, n° 4, 1965, 467-497.

té initiale est jugée suffisamment attrayante et utile. Si, par contre, elle mène à la frustration, la propension à prendre part à toute autre forme d'activité peut s'en trouver émoussée. Il semble toutefois qu'il se fait un transfert des dispositions à participer, de telle sorte qu'une propension à participer à un type d'activité engendre une tendance similaire à participer à d'autres types d'activité.

Autre phénomène : la participation sociale stimule la participation politique et vice-versa. À toutes les strates sociales, en particulier parmi les classes moyennes supérieures et la classe ouvrière, les personnes membres d'associations volontaires s'adonnent davantage à des activités politiques que celles qui ne sont pas membres ³¹⁰. Dans les termes de Sidney Verba : « Il existe de nombreux indices d'une relation entre l'appartenance à des associations et la participation politique... Toute forme d'appartenance - même si l'individu n'est qu'un membre passif de son organisation, ou même si l'association n'est aucunement orientée vers la politique - entraîne des niveaux d'activité politique plus élevés ³¹¹. »

Les raisons de cet important phénomène sont obscures. L'appartenance elle-même engendre sans doute un effet d'entraînement générateur d'autres appartenances, mais comment se fait-il que ce soit la participation politique qui s'en trouve stimulée ? Selon Robert E. Lane et V.O. Key, la vie des associations volontaires, par les intérêts et les motivations qu'elle éveille, développe tout naturellement le goût de l'engagement politique ³¹². De leur côté, Scott et Orleans estiment que l'association volontaire elle-même, par sa structure et sa vie interne, engendre des valeurs, des intérêts et des formes d'engagement qui se transposent, pour ainsi dire de façon automatique, dans les structures politiques ³¹³. De même, Nie, Powell et Prewitt constatent : « La participation des individus varie selon leur statut social

³¹⁰ Paul LAZARSFELD, Bernard BERELSON et Hazel GAUDET, *The People's Choice*, Columbia University Press, New York, 1948 ; M. S. LIPSET et coll., *Union Democracy, The Inside Politics of the international Typographical Union*, The Free Press of Glencoe, Illinois, 1956, 98 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, Prentice-Hall, New Jersey, 1964, 38.

³¹¹ Sidney VERBA, « Organizational Membership and Democratic Consensus », *Journal of Politics*, vol. 27, n° 4, 1965, 475.

³¹² Robert E. LANE., *Political Life*, The Free Press of Glencoe, 1961, 260-261 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 501ss.

³¹³ Greer SCOTT et Peter ORLEANS, « Mass Society and the Para-Political Culture », *American Sociological Review*, vol. 27, n° 5, 1962, 634-646.

et leur degré d'engagement dans les organisations, le dernier trait ayant la plus forte incidence sur la participation politique... En outre, l'engagement dans les organisations peut constituer une voie alternative de participation politique pour les groupes socialement désavantagés ³¹⁴. »

Il importe toutefois de souligner qu'un petit nombre seulement d'associations exercent de façon tangible des fonctions politiques ou para-politiques ou encore accomplissent des fonctions dans des domaines de réelle importance. W. Lloyd Warner a montré que la plupart des associations volontaires, particulièrement celles que se donnent les couches socio-économiques inférieures, sont surtout rituelles et ne permettent que des conduites symboliques ³¹⁵. Par ailleurs, seulement 4 pour cent des Américains membres d'associations estiment que leurs associations sont de nature politique ou poursuivent de façon régulière des objectifs politiques. Ces états de fait valent sans doute aussi pour les autres pays. C'est ainsi que les résultats de l'étude de cinq pays d'Almond et Verba montrent que moins de la moitié des membres estiment que leur association s'intéresse aux questions politiques (tableau n° 11).

Les pourcentages inscrits dans ce tableau seraient encore moins élevés si on n'avait retenu que les associations qui s'intéressent aux questions politiques d'une façon suivie et sérieuse.

³¹⁴ Norman H. NIE, G. Bingham POWELL. et Kenneth PREWITT, « Social Structure and Political Participation : Developmental Relationships », *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 3, 1969, 819.

³¹⁵ W. Lloyd WARNER, *American Life. Dream and Reality*, The University of Chicago Press, Chicago, 1962, 230ss ; Darrell J. VORWALLER, « Social Mobility and Membership in Voluntary Associations », *American Journal of Sociology*, vol. 75, n° 4, 1970, 481-495.

TABLEAU N° 11

Répondants qui estiment que leur association s'intéresse
aux questions politiques, selon les pays

[Retour à la table des matières](#)

Pays	Pour-cent total de la population	Pour-cent des membres d'associations
États-Unis	24	41
Grande-Bretagne	19	40
Allemagne	18	40
Italie	6	20
Mexique	11	46

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, op. cit., 306.

La grande majorité des associations volontaires répondent à des besoins élémentaires - besoin de solidarité, de chaleur humaine, de récréation ou d'instruction. Ces besoins sont pourtant essentiels et c'est précisément par suite de la faiblesse des associations qui les expriment, et notamment parce qu'elles n'offrent souvent à leurs membres que l'occasion de « jouer aux personnes importantes » sans leur procurer aucune influence réelle, que les sociétés sont mai en point. De la multitude des associations, se détachent un certain nombre d'associations d'affaires, professionnelles, paysannes, ouvrières et autres - d'une importance vitale pour la vie de leurs membres et pour la bonne marche des sociétés.

Les modes de participation politique qui s'offrent à l'individu sont plus nombreux qu'on ne le suppose généralement. On peut les ramener aux suivants :

1. Céder aux incitations politiques.
2. S'engager dans des discussions à propos de questions d'intérêt public avec des parents, des amis ou des compagnons de travail.

3. Chercher à influencer, par la parole, l'écrit ou l'action au sein des groupes primaires ou secondaires, la formation d'opinions publiques au sujet des questions politiques.
4. Être membre d'un groupe d'intérêt qui s'engage plus ou moins fréquemment dans des activités de pression politiques.
5. Tenter d'influencer personnellement les législateurs ou les fonctionnaires (lobbying).
6. Voter aux élections afin d'exprimer sa préférence au sujet des partis, des candidats et des programmes.
7. Prendre part à titre d'organisateur, de militant, de pourvoyeur de fonds ou d'orateur à une campagne électorale.
8. Être un dirigeant, un membre actif, un sympathisant ou un observateur plus ou moins neutre d'un parti politique.
9. Se porter candidat à un poste public électif ou non électif.
10. Occuper un poste public électif ou non électif.
11. Faire partie d'un conseil consultatif créé pour émettre un avis facultatif, obligatoire ou exécutoire.
12. Faire partie d'une organisation cogestionnaire ou autogestionnaire.

Cette liste, loin d'être exhaustive, suggère la multiplicité des modes de participation politique. On peut les regrouper selon quatre niveaux de participation : le niveau de la participation à la culture politique (incitations institutionnelles, opinions, valeurs et attitudes) qui recouvre les trois premiers modes ; le niveau de la participation aux activités rattachées à la politique de pression (groupes d'intérêt et lobbying) ; le niveau de la participation aux activités spécialement liées au régime représentatif (vote, activité électorale, rôles partisans, candidatures, rôles publics) ; et le niveau de la participation directe aux décisions (conseils consultatifs, organisations cogestionnaires et autogestionnaires).

Jusqu'à présent, seules les activités du troisième niveau de participation ont été étudiées de façon approfondie ³¹⁶. Sans doute, des phénomènes relevant des trois autres niveaux, comme les opinions publiques, les groupes d'intérêt et les comités consultatifs, ont fait l'objet de travaux spécialisés, mais ils ont rarement été abordés sous l'angle des voies de participation qu'ils ouvrent aux individus.

Dans une étude sur la participation des Américains à certaines activités politiques élémentaires, dont les résultats n'ont cessé d'être confirmés par des recherches ultérieures, Julian L. Woodward et Elmo Roper ont produit les résultats que donne le tableau n° 12 de la page suivante.

³¹⁶ Plusieurs raisons expliquent semblable orientation (traditionalisme des chercheurs, accent mis sur les aspects de la participation qui se prêtent à des mesures quantitatives, etc.). Il en résulte que la plupart des études se bornent à montrer combien participent et pourquoi certains participent et d'autres pas. En outre, comme la participation aux activités reliées au régime représentatif se borne aux inputs politiques, on se trouve à passer sous silence un des problèmes les plus fondamentaux que soulève la participation, soit son rapport avec les outputs politiques (décisions et actions).

TABLEAU N° 12

Participation des adultes américains aux activités politiques

[Retour à la table des matières](#)

Nature de l'activité	Pour-cent de participation
1. Ont voté	
- une fois ou plus dans les quatre dernières années	75
- trois fois ou plus dans les quatre dernières années	47
- cinq fois ou plus dans les quatre dernières années	21
2. Ont discuté fréquemment de questions d'intérêt public	
- et participé activement à la discussion	21
- et tenté de démontrer qu'ils avaient raison	6
3. Appartiennent à des organisations qui prennent position sur des questions d'intérêt public	
- à une ou plusieurs organisations	31
- à deux ou plusieurs organisations	7
4. Ont écrit ou parlé à leur représentant au Congrès ou à d'autres agents politiques afin de donner leur opinion sur des questions d'intérêt public	
- une fois ou plus au cours de la dernière année	13
- deux fois ou plus au cours de la dernière année	7
5. Ont travaillé à l'élection d'un candidat au cours des quatre dernières années	11
6. Ont donné de l'argent à un parti ou à un candidat dans les quatre dernières années	7

Source : Julian L. WOODWARD et Elmo ROPER, « Political Activity of American Citizens », *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950, 872, 874, 876, dans Alfred de GRAZIA, *Political Behavior*, The Free Press, New York, 109.

Par rapport à des types d'activité autres que politiques au sein des organisations, ces taux de participation sont élevés. Nous ne disposons pas de données comparables pour d'autres pays. Des informations fragmentaires indiquent que les taux de participation électorale sont souvent plus élevés ailleurs qu'aux États-Unis, tandis que pour les autres activités l'inverse est généralement de règle ³¹⁷.

Pourquoi s'engage-t-on dans l'action politique ? Les raisons invoquées sont nombreuses. Malheureusement, en dehors des États-Unis, il n'existe que peu d'études systématiques de la question. Pour les États-Unis, les motifs les plus fréquemment invoqués ont trait aux préférences pour certains candidats, aux enjeux, aux partis, au sens du devoir, au goût pour la politique et à la recherche d'un gain personnel ³¹⁸. La plupart des études sur la participation politique se bornent à la considération des activités de caractère « fonctionnel » et passent sous silence les activités « dysfonctionnelles », comme la participation à des mouvements radicaux ou subversifs ³¹⁹.

Le trait sans doute le plus caractéristique de la participation politique concerne le rapport étroit et constant qui existe entre la propension à prendre part aux activités politiques et aux activités sociales. Ainsi, la tendance à discuter de questions politiques est beaucoup plus prononcée chez les membres d'organisations non politiques que parmi ceux qui n'appartiennent à aucune organisation et à peine moindre que chez les membres d'organisations politiques (tableau n° 13).

³¹⁷ Pour une confirmation de ce jugement, voir les données pour cinq pays : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, 79-261.

³¹⁸ Gordon L. LIPPITT et Drexel A. SPRECHER, « Factors Motivating Citizens to Become Active in Politics as Seen by Practical Politicians », *The Journal of Social Issues*, vol. 16, n° 1, 1960, 11-18 ; Dwaine MARVICK, « The Middlemen of Politics », dans William J. CROTTY, editor, *Approaches to the Study of Party Organizations*, Allyn and Bacon, Boston, 1968, 341-374 ; Joll SMITH, Allan KRONBERG et David BROMLEY, « Patterns of Early Political Socialization and Adult Party Affiliation », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 5, n° 3, 1968, 123-156 ; Richard E. RENNEKER, « Some Psycho-dynamic Aspects of Voting Behavior », dans E. BURDICK et A. BRODBECK, editors, *American Voting Behavior*, The Free Press of Glencoe, Illinois, 1959, 399-413.

³¹⁹ Sidney VERBA, « Political Participation and Strategies of Influence : A Comparative Study », *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 22-42, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 479-494.

TABLEAU N° 13**Participants aux discussions politiques (dans cinq pays)**[Retour à la table des matières](#)

Pays	Membres d'organisations politiques	Membres d'organisations non politiques	Individus sans appartenance
	%	%	%
États-Unis	89	79	66
Grande-Bretagne	81	76	62
Allemagne	88	70	47
Italie	79	39	25
Mexique	64	61	31

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, op. cit., 311.

De même, on relève une étroite corrélation entre le nombre d'appartenances aux associations volontaires et le degré de participation politique (tableau n° 14).

TABLEAU N° 14**Nombre d'appartenances aux associations volontaires et degré de participation politique**[Retour à la table des matières](#)

Degré de participation		Nombre d'appartenances			
		Aucune %	Une %	Deux %	Trois et + %
élevé	4	24	28	32	41
	3	46	55	47	48
	2	3	1	5	0
bas	1	27	16	16	11

Source : Survey Research Center, University of Michigan, 1952, dans : V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 505.

Les membres d'associations votent davantage, ils se portent davantage candidats et sont plus fréquemment élus que les non-membres. En général, d'ailleurs, ils se sentent plus impliqués par les questions politiques que ces derniers (tableau n° 15).

TABLEAU N° 15

**Intérêt pour les questions politiques chez les membres
et chez les non-membres d'associations (États-Unis)**

[Retour à la table des matières](#)

Questions ou activités politiques	Membres d'associa- tions %	Non- membres d'associa- tions %
Ont exprimé des opinions sur la politique envers la Chine	91	85
Ont exprimé des opinions sur la politique de l'énergie atomique	78	59
Ont discuté de la bombe atomique la semaine précédente	43	24
Ont discuté des relations avec l'URSS la semaine précédente	53	31
Disent avoir voté lors de la dernière élection présidentielle	72	63

Source : Herbert HYMAN et Paul SHEATSLEY, « Trends in Public Opinion on Civil Liberties », *Journal of Social Issues*, vol. 9, n° 1, 1953, 6-16, dans William KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society*, The Free Press of Glencoe, 1959, 64.

Un sondage du NORC mené à Denver, Colorado, montre les mêmes tendances au plan local (tableau n° 16).

TABLEAU N°16

**Intérêt pour les questions politiques chez les membres
et chez les non-membres d'associations (Denver, Colorado)**

[Retour à la table des matières](#)

Questions ou activités politiques	Mem- bres d'asso- ciations %	Non- membres d'asso- ciations %
Disent avoir un grand intérêt pour les élections présiden- tielles	84	73
Disent s'intéresser grandement au chômage aux États- Unis	57	53
Disent avoir un grand intérêt pour l'école publique de Denver	50	33
Disent avoir un grand intérêt pour le plan d'urbanisme de Denver	50	31
Disent avoir un grand intérêt pour les questions ouvrières	45	31
Disent avoir un grand intérêt pour les conditions des Noirs de Denver	35	23
Disent avoir voté lors des élections présidentielles de 1944	40	36
Du Congrès de 1946	36	27
Pour la charte municipale de 1947	24	15
Lors des élections primaires de 1948	34	24
Ont contribué au fonds communautaire de Denver	72	56

Source : NORC, Denver Community Survey, 128, dans Charles R. WRIGHT et Herbert HYMAN, « Voluntary Association Memberships of American Adults : Evidence from National Sample Surveys », *American Sociological Review*, vol. 23, 1958, 284-294.

Il serait fastidieux d'allonger la liste des sondages qui aboutissent tous à des résultats équivalents. Dans tous les cas étudiés, l'individu membre d'associations est politiquement plus actif que le non-membre ; il est aussi mieux informé sur les questions politiques et manifeste plus d'intérêt à l'égard de ces dernières. Il va de soi que cette corrélation est plus ou moins étroite selon le caractère de l'association et le degré de participation de l'individu. Mais la corrélation subsiste même

dans les cas d'associations aucunement reliées à la politique et d'individus peu engagés dans la vie de leur association ³²⁰. Les raisons de pareilles concordances n'ont toutefois fait l'objet d'aucun examen sérieux, du moins parmi les sociologues et les politologues. Les psychosociologues, pour leur part, tentent d'en rendre compte par des références aux processus cognitifs, à certains traits de caractère, ou aux attitudes. Il sera sans aucun doute utile de soumettre à l'examen ces raisons selon l'optique de l'analyse systémique.

II. LES FACTEURS DE PARTICIPATION POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'état d'une société dépend dans une large mesure de son aptitude à obtenir les contributions de toute nature requises pour le bon fonctionnement de chacun de ses rouages. Aussi est-il pertinent de s'interroger sur la façon dont une société s'y prend pour obtenir ces contributions. Or, on vient de le voir, les participations des individus sont fort inégales : alors que les uns multiplient les appartenances, les autres, généralement plus nombreux, s'y soustraient.

Quelles sont les raisons de ces engagements et de ces dérobades, de ces apports et de ces manques à contribuer ? On les cherche généralement dans les traits de la personnalité ou encore dans les conditions des structures sociales. Rarement, même quand il s'agit de participation à des activités politiques, met-on en cause les structures du système politique lui-même. C'est là une faute grave qui tient au peu de cas que l'on fait de l'action propre du système politique sur les conduites, même politiques, des individus.

L'offre de participation de la part d'un individu à une organisation résulte du jeu de facteurs internes ou externes. Plus ces facteurs sont nombreux et pressants, plus la participation sera variée et intense.

³²⁰ Sidney VERBA, « Organizational Membership and Democratic Consensus », *The Journal of Politics*, vol. 27, n° 4, 1965, 475.

Les facteurs susceptibles d'inciter les individus à devenir actifs dans la vie politique sont en effet très divers ; ils se rattachent aux caractéristiques personnelles des individus, à la socialisation et aux expériences de la vie. Ils se rapportent à l'information, c'est-à-dire à ce que les individus savent à propos de l'activité considérée, aux opinions, c'est-à-dire à ce qu'ils pensent de cette activité ; aux comportements enfin, c'est-à-dire à ce qu'ils font ³²¹. De façon immédiate, les incitations ont trait aux candidats, aux programmes, à l'attachement partisan, au désir de servir, à l'attente d'avantages personnels ³²², etc. Selon certains, les individus choisiraient ou non de s'impliquer dans les organisations selon un raisonnement impliquant un calcul du prix des contributions données par rapport au bénéfice escompté, compte tenu de l'importance de la mise initiale. Si le bilan est positif, les individus feront leurs contributions, s'il est nul ou négatif, ils les refuseront ³²³. Mancur Olson a fortement critiqué cette supposition qui se fonde sur l'observation des conduites personnelles : en d'autres termes, les individus transposeraient dans leurs conduites au sein des organisations les mêmes critères de rationalité qui dictent leur recherche de l'intérêt personnel. Olson affirme au contraire que des individus rationnels, mus par le souci de leur intérêt propre, ne poursuivent pas d'eux-mêmes les intérêts communs ou collectifs de leur organisation. Par conséquent, l'action collective ne peut reposer sur la recherche de l'intérêt personnel ni résulter de calculs rationnels. C'est ailleurs qu'il faut chercher l'explication. Et, toujours selon Olson, seules les organisations qui disposent de

³²¹ Albert MEISTER, *Socialisme et Autogestion*, Éditions du Seuil, Paris, 1964.

³²² À ce sujet, voir Stein ROKKAN et Angus CAMPBELL, « Citizen Participation in Political Life : Norway and the United States of America », *International Social Science Journal*, vol. 12, n° 1, 1960, 69-99. Dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, *Political Opinion and Electoral Behavior. Essays and Studies*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 453, Gordon L. LIPPITT et Walter E. SPRECHER, « Factors Motivating Citizens to Become Active in Politics as Seen by Practical Politicians », *The Journal of Social Issues*, vol. 16, n° 1, 1960, 11-18 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 39.

³²³ Peter B. CLARK et James Q. WILSON, « Incentive Systems : A Theory of Organizations », *Administrative Science Quarterly*, vol. 6, n° 2, 1961. Cette interprétation des conduites individuelles au sein des groupes se fonde sur une « théorie économique de la politique » dont les principaux protagonistes sont James M. BUCHANAN et Gordon TULLOCK. Voir leur livre *The Calculus of Consent*, Ann Arbor, 1965.

moyens de contrainte ou qui produisent des biens divisibles et exclusifs, susceptibles d'être distribués aux membres en proportion de leurs efforts, peuvent décider les individus à devenir des membres actifs ³²⁴. C'est à juste titre qu'Olson bat en brèche l'explication rationaliste de la participation mais, à notre sens, il sous-estime la portée des motivations personnelles non rationnelles dans la participation. Il s'impose, selon nous, de chercher les facteurs d'explication de la participation à la fois du côté des caractéristiques personnelles des individus et du côté des organisations elles-mêmes.

Sans doute, il paraît excessif de limiter l'étude de la participation politique aux seuls facteurs expressément politiques. Il est nécessaire de la situer dans le contexte entier de la société : c'est un ensemble de conditions personnelles et sociales qui décident de la proportion de ceux qui finalement participent ou ne participent pas. Toute participation, même politique, est filtrée par des structures mentales et sociales qui déterminent toute la gamme des intérêts de même que l'ordre de leur priorité et de leur distribution parmi la population. Mais, en même temps, le système politique procure les cadres et les règles de même que les moyens d'action de la participation politique.

De fait, dans les conditions de la société moderne, la participation, qu'elle se produise dans le système social ou dans le système politique, est un phénomène global qui n'est « social » ou « politique » qu'en vertu du caractère des mécanismes qu'elle emprunte et des visées qu'elle poursuit. Si toutefois, sous les apparences, on cherche la réalité du phénomène, on s'aperçoit que toute participation est en dernière analyse sollicitée par la conjonction de deux catégories de facteurs, les facteurs personnels et les facteurs structurels, c'est-à-dire ceux que le système social et le système politique mettent en oeuvre. Il faut en outre bien voir que c'est surtout par l'intermédiaire des groupes que s'exerce l'action de ces facteurs sur les individus.

³²⁴ Mancur OLSON, *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Group*, Harvard University Press, Cambridge, 1965.

1. Les dispositions personnelles

[Retour à la table des matières](#)

Quand les politologues veulent rendre compte de la participation, c'est presque toujours à des facteurs socio-économiques qu'ils se réfèrent. Omettre cependant de faire état des variables reliées à la personnalité, cet ensemble complexe de traits innés et de tendances acquises, c'est ignorer qu'en s'engageant les individus cherchent à dominer les contraintes de l'environnement, à s'affirmer comme agents créateurs du monde, donc à imprimer sur les êtres et sur les choses la marque de leur affectivité et de leur intelligence ; c'est également passer sous silence l'aspect le plus fascinant, peut-être, du phénomène de la participation : dans la décision de participer ou non, de maintenir ou de retirer son appartenance à une organisation, de se soumettre ou de résister aux sollicitations d'engagement émanant de l'organisation, il entre en effet une part de motivations reliée directement à des traits de personnalité (tendances affectives ou intellectuelles, volonté d'intégration, d'engagement, de puissance, besoins d'identification, de solidarité, d'action, etc.) ³²⁵.

Les degrés d'implication des individus dans la vie des organisations sont nombreux : adhésion sans but précis, à visée strictement personnelle ou encore collective, c'est-à-dire touchant un projet poursuivi en commun ou une organisation en

³²⁵ L'examen que nous entreprenons des facteurs de la participation nous expose aux difficultés propres à l'analyse causale. Ces difficultés, sous leurs aspects essentiels, sont de deux ordres. D'une part, quant au nombre de facteurs : plus ces derniers sont nombreux, plus les problèmes d'investigation et de vérification sont ardues ; d'autre part, quant à la mesure quantitative et à l'ordre de prépondérance à accorder aux divers facteurs : les méthodes statistiques de régression factorielle ne sont pas encore à point et souvent elles sont inapplicables. À ce sujet, voir H. M. BLALOCK, *Causal Inferences in Non-Experimental Research*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1964 ; H. M. BLALOCK, editor, *Methodology in Social Research*, McGraw-Hill, New York, 1968. Notre préoccupation majeure, à ce point, étant de présenter les faits, nous avons choisi de faire état de tous les facteurs, quitte à tenter de les regrouper par la suite.

tant que telle ³²⁶. En effet, les individus peuvent simplement suivre le courant : leur appartenance résulte de la nécessité ou de la tradition et ils ne se sentent pas personnellement impliqués ; ils peuvent poursuivre des visées strictement personnelles, leur appartenance n'éveillant pas chez eux un sens de la solidarité envers le groupe ; ils peuvent se sentir liés à des groupes concrets et épouser les projets collectifs de ces derniers, sans pour autant que ces engagements soient ressentis comme une solidarité vis-à-vis des organisations elles-mêmes ; ils peuvent, enfin, se sentir membres de l'organisation en tant que telle, être solidaires de ses buts et de ses projets. Les motivations associées à ces divers niveaux d'engagement sont bien différentes, absence d'intérêt, recherche de prestige ou d'un gain personnel, sens du devoir, attrait pour le travail d'équipe, besoin du groupe, désintéressement, volonté de puissance, et ainsi de suite. Il n'est pas possible de faire le partage de ces diverses motivations dans les conduites individuelles. Mais il semble qu'à chacun des niveaux d'adhésion correspondent des motifs particuliers.

Des travaux montrent que la participation politique est liée à certains traits fondamentaux de la personnalité ³²⁷. Les comportements de sociabilité se rattachent directement à des dispositions affectives vis-à-vis soi-même, les autres et les choses qui, dans une large mesure, rendent compte des attitudes à l'endroit de la participation. De même en est-il des dispositions cognitives qui se rattachent à l'intelligence ³²⁸.

³²⁶ Alain TOURAINE, *Sociologie de l'action*, Éditions du Seuil, Paris, 1965, 189-190, 307-308.

³²⁷ Entre autres Merton S. KRAUSE et coll, « Some Motivational Correlates of Attitudes Toward Political Participation », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 14, n° 3, 1970, 383-391 ; Erik H. ERIKSON, *Children and Society*, Norton, New York, 1963 ; George H. MEAD, *Mind, Self and Society*, University of Chicago Press, 1969 ; John A. CLAUSEN, editor, *Socialization and Society*, Little, Brown, Boston, 1968 ; D. RIESMAN et N. GLAZER, « Criteria for Political Apathy », dans Alvin W. GOULDNER, editor, *Studies in Leadership*, Harper, New York, 1950, 505-554 ; Sheldon G. LEVY, « The Psychology of Political Activity », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 391, 1970, 83-96 et les études pertinentes dans David A. GOSLIN, editor, *Handbook of Socialization : Theory and Research*, Rand McNally, Chicago, 1969.

³²⁸ Des dispositions cognitives différentes à l'endroit des activités de participation résulteraient avant tout de différences intellectuelles. Il semble que l'intelligence soit une des variables fondamentales de l'intérêt politique de la par-

TABLEAU N° 17**Appartenance à des associations volontaires selon l'instruction
(dans cinq pays)**[Retour à la table des matières](#)

Pays	Ensemble de la population	Formation primaire ou –	Formation secondaire	Formation universitaire
	%	%	%	%
États-Unis	57	46	55	80
Grande-Bretagne	47	41	55	92
Allemagne	44	41	63	62
Italie	30	25	37	46
Mexique	24	21	39	68

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERRA, op. cit., 304.

De toutes les variables de la participation, c'est probablement l'instruction, considérée isolément, qui a le plus de poids ³²⁹. Le degré d'instruction, en effet,

ticipation politique. Ceux qui ont une forte participation politique seraient plus intelligents que ceux qui ont une faible participation, quels que soient les facteurs sociaux et politiques considérés. Voir S. K. HARVEY, T. G. HARVEY, « Adolescent Political Outlook : The Effects of Intelligence as an Independent Variable », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 14, n° 4, 1970, 565-595 ; Robert W. JACMAN, « A Note on Intelligence : Social Class and Political Efficacy in Children », *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 4, 1970, 984-989 ; Robert D. HESS et Judith V. TORNEY, *The Development of Political Attitudes in Children*, Aldine, Chicago, 1967, 128-137, 223-224 ; Richard E. DAWSON et Kenneth PREWITT, *Political Socialization*, Little, Brown, Boston, 1969, 175-178.

³²⁹ L'instruction est en elle-même un attribut personnel. En outre, elle résulte non seulement d'avantages socio-économiques mais également de l'intelligence elle-même. On ignore si, à instruction égale, ce sont les plus intelligents qui présenteraient les dispositions cognitives les plus favorables à la participation. Des indices tendent à indiquer que tel est le cas. Par ailleurs, il s'impose de distinguer l'effet de l'instruction sur la participation de celui de l'école et du collège qui est beaucoup plus aléatoire comme on le verra plus loin.

exerce une influence directe sur les conduites de participation ³³⁰. L'enquête d'Almond et Verba dans cinq pays montre bien l'effet de l'instruction sur le taux d'appartenance aux associations (tableau. n° 17).

Deux sondages effectués, l'un par l'American Institute of Public Opinion (1954), l'autre par le National Opinion Research Center (1955), donnent les proportions suivantes pour les États-Unis (tableau n°18) :

TABLEAU N° 18

Proportions d'appartenances à des associations

[Retour à la table des matières](#)

Degré de scolarité	Aucune		Une		Deux ou plus	
	AIPO %	NORC %	AIPO %	NORC %	AIPO %	NORC %
Primaire non complet	61	83	28	12	11	5
Primaire complet	52	73	33	17	15	10
Secondaire non complet	67	30	20	23	13	
47						
Secondaire complet	36	57	32	23	32	20
Collégial non complet	30	46	29	24	41	30
Collégial complet	22	39	23	25	55	36

Source : American Institute of Public Opinion Survey et National Opinion Research Center Survey. Dans Murray HAUSKNECHT, *The Joiner*, The Bedminster Press, New York, 1962.

Les différences entre les deux sondages viennent de ce que, selon l'AIPO, 45 pour cent seulement des adultes américains appartiennent à des associations contre 64 pour cent pour le NORC.

En outre, plus de personnes ayant reçu une instruction supérieure ont été directeurs d'associations (tableau n° 19).

³³⁰ Voir Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, 110, 122, 176, 226 ; Robert D. HESS et Judith V. TORNEY, op. cit., Aldine, Chicago, 1967, 127ss ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 315-344 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 122.

Dans divers pays, il existe des programmes de formation générale et civique des adultes. C'est ainsi que 25 millions d'Américains, soit plus de 20 pour cent des adultes, ont suivi des programmes d'« éducation des adultes » entre le 12 juin 1961 et le 12 juin 1962. On ignore cependant l'influence réelle de tels programmes sur la participation ³³¹.

TABLEAU N° 19

**Membres d'associations ayant occupé un poste de direction
selon l'instruction (dans cinq pays)**

[Retour à la table des matières](#)

Pays	Ensemble de la population	Formation primaire	Formation secondaire	Formation universitaire
	%	%	%	%
États-Unis	46	31	44	64
Grande-Bretagne	29	23	44	64
Allemagne	16	12	31	38
Italie	23	13	24	38
Mexique	33	30	39	52

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, op. cit., 315.

Pour rendre compte des conduites de participation, il n'est donc pas possible d'exclure les traits de personnalité. Il s'impose également de voir que les effets de ces derniers s'exercent en conjonction avec des facteurs sociaux et des facteurs politiques. En outre, il est difficile de les considérer indépendamment de ceux-ci. L'énergie psychologique dont les individus disposent pour la participation à une organisation découle à la fois de leurs traits personnels et des caractéristiques de

³³¹ John W. C. JOHNSTONE et Ramon J. RIVERA, *Volunteers for Learning*, Aldine, Chicago, 1965 ; Gordon L. LIPPITT, editor, « Training for Political Participation », *Journal of Social Issues*, vol. 16, n° 1, 1960. S'il est exact que les programmes de formation civique des adultes ne semblent pas avoir beaucoup d'effet sur la propension à participer, ce fait peut être attribuable aux techniques habituellement employées. D'autres techniques, notamment l'animation, sont susceptibles de produire de bien meilleurs résultats.

l'organisation. Les uns et les autres d'ailleurs se compénètrent intimement, tant dans leur genèse que dans leurs effets. C'est ainsi que certains rendent compte de la participation par ces impulsions élémentaires et fondamentales que sont les besoins. Or, du moment qu'ils commandent l'activité, c'est-à-dire la poursuite d'un but, les besoins se présentent sous la forme d'une tension entre les volontés et les possibilités personnelles et les conditions de l'environnement ³³². De même, si l'estime de soi, la confiance en soi, le sens de la compétence et celui de l'efficacité dépendent dans une bonne mesure de dispositions affectives et de caractéristiques intellectuelles, ces états psychologiques résultent également de facteurs sociaux et politiques. C'est ainsi que Lester W. Milbrath et Walter W. Klein, qui ont tenté d'établir les rapports entre la personnalité et la participation par le syndrome domination-sociabilité-estime de soi, ont conclu que, si les facteurs socio-politiques n'expliquaient pas à eux seuls le phénomène de la participation politique, il en était de même des traits personnels qui, dans leurs propres termes, « représentent plutôt une condition facilitant la participation à la vie politique mais insuffisante à elle seule à la déclencher ³³³ ». Traits personnels et facteurs socio-politiques réagissent de la sorte les uns sur les autres dans une suite ininterrompue d'influences et de contre-influences, comme dans un processus circulaire.

³³² Chris ARGYRIS, op. cit., 20-21 ; Amitai ETZIONI, « Man and Society : The Inauthentic Condition », *Human Relations*, vol. 22, n° 4, 1969, 325-332. Pour une étude de la participation politique à partir de la notion de besoin, voir Robert E. LANE, *Political Life*.

³³³ Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 48, 72 ; Lester W. MILBRATH et Walter W. KLEIN, « Personality Correlates of Political Participation », *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 53-66, dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, 226-237 ; voir aussi D. RIESMAN et N. GLAZER, « Criteria for Political Apathy », dans Alvin W. GOULDNER, editor, *Studies in Leadership*, Harper, New York, 1950, 524. Robert E. LANE, *Political Life*, 97-185 ; Fred GREENSTEIN, « The Impact of Personality in Politics : An Attempt to Clear Away Underbrush », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 3, 1967, 629-642 ; Douglas ANGELO et James W. DYSON, « Personality and Political Orientation », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 12, n° 3, 1968, 202-223 ; Derek L. PHILIPPS, « Social Class, Social Participation, and Happiness : A Consideration of a Interaction Opportunities » and « Investment » », *The Sociological Quarterly*, vol. 10, no 1, 1969, 3-21.

Il n'y a pas lieu d'être surpris de constater l'existence d'un tel processus circulaire liant traits personnels et facteurs sociaux et politiques. Ce phénomène n'est en effet qu'une manifestation des interactions intimes de la conscience et de l'expérience. La participation des individus à la vie socio-politique est commandée, pour une part, par les enjeux, la conjoncture du jour, les événements passés et la structure sociale et, pour une part, par la conscience qu'ils ont de ces événements et par la manière dont cette structure les affecte.

L'origine des états de conscience constitue en elle-même une question chaudement débattue depuis les anciens Grecs. Certains, à l'instar de Marx, tiennent la conscience pour un reflet des conditions socio-économiques, bien qu'à des degrés divers ils reconnaissent le rôle des ancrages historiques, des retards culturels et autres « anomalies », de sorte que le déterminisme socio-économique ne s'exerce pas de façon automatique. Ces auteurs admettent même que la conscience est parfois soumise à l'influence prépondérante de résidus idéologiques et de traits anciens de mentalité associés à des situations depuis longtemps disparues. D'autres, au contraire, revendiquent une autonomie relative, sinon totale, de la conscience par rapport à la situation et notamment aux conditions socio-économiques. Selon cette optique, un phénomène comme le gaullisme, par exemple, ne peut s'expliquer à partir d'analyses socio-économiques : il faut faire intervenir l'Histoire - les espoirs et les rêves associés aux succès et aux avatars passés - d'où les Français tirent en partie leurs critères pour juger des événements contemporains. Pierre Fougeyrollas va jusqu'à affirmer que la participation politique est commandée par une conscience proprement politique, c'est-à-dire « la conscience humaine en tant qu'elle vise des phénomènes sociaux relativement à un pouvoir global agissant ou pouvant agir sur eux ³³⁴ ». Pour Fougeyrollas, les conduites politiques ne sont pas seulement des réponses aux stimuli politiques ; elles renvoient à des états de conscience bien définis.

Ces comportements et conduites sont surdéterminés à des degrés divers et de diverses manières par la représentation globale de la vie politique acquise par les individus. Ainsi, les comportements, les conduites et les représentations de la vie politique exprimeraient des situations dans lesquelles se trouveraient placés des individus en fonction d'une pluralité

³³⁴ Pierre FOUGEYROLLAS, *la Conscience politique dans la France contemporaine*, Denoël, Paris, 1963, 317.

de déterminants psychosociaux et ils signifieraient qu'une conscience politique, sous une certaine forme et à un certain degré, les a surdéterminés... Dans la mesure où un individu acquiert ou exprime une opinion politique, dans la mesure où il participe, il montre qu'il entretient une certaine représentation du pouvoir qui dirige et contrôle ou qui tente de diriger et de contrôler la société globale ³³⁵.

La conscience politique ainsi entendue, qu'elle soit particulière ou partisane ou encore globale ou nationale, est active à des degrés divers et influence la direction et l'intensité de la participation de plusieurs manières. Toujours selon Fougéyrollas :

1. Elle ne se contente jamais de jugements de réalité et elle s'exprime toujours à travers des jugements de valeur relatifs à un pouvoir s'exerçant ou pouvant s'exercer sur la société globale.
2. Elle vise toujours directement ou indirectement une action présente, passée ou future, elle est conscience d'action et conscience pour l'action.
3. Proférant des jugements de valeur en vue de l'action, elle considère certaines forces sociales comme bonnes et comme devant être soutenues dans leur action et d'autres forces comme mauvaises et comme devant être contrariées dans leur action ; c'est une conscience de division.
4. Soucieuse du sort du corps social tout entier, elle projette le triomphe de ses représentations à l'échelle d'un corps social infranational, national ou supra-national ; c'est à une échelle variable, une conscience d'union ou d'unification ³³⁶.

En ce qui concerne plus précisément les apports de la conscience politique à la participation, Fougéyrollas formule l'hypothèse suivante :

...Les processus psycho-sociaux déterminant les comportements et les conduites sont eux-mêmes surdéterminés par la représentation unitaire que l'individu s'en donne. On peut d'ailleurs supposer que cette surdétermina-

³³⁵ Ibid., 17, 317.

³³⁶ Ibid., 18.

tion s'exercerait d'autant plus fortement qu'il s'agirait d'individus participant plus intensément à la vie politique. À la limite, nous trouverions d'un côté, des individus qui participeraient au minimum à la vie politique et dont les comportements seraient surtout commandés par de multiples déterminants psycho-sociaux, et de l'autre côté, des individus qui participeraient au maximum à la vie politique et dont les comportements et les conduites sembleraient avant tout commandés par leur représentation unitaire de cette vie ³³⁷.

Par son insistance sur le rôle spécifique de la conscience dans la participation, Pierre Fougereyrollas oblige à tenir compte du facteur personnel, trop souvent méconnu. Le problème que pose cette orientation et qu'il soulève lui-même, d'ailleurs sans le résoudre, c'est celui de l'usage opérationnel du concept de conscience politique dans la psychologie sociale, du moment qu'on déborde le champ de la conscience personnelle et qu'on pénètre dans celui de la conscience collective. On rejoint ici, en quelque sorte, la question des relations entre individus et groupes.

2. Les facteurs structurels

[Retour à la table des matières](#)

L'étude de la participation politique oblige à scruter, sous un angle particulier mais significatif, les multiples structures d'une société. La participation, en effet, est associée aux organisations que font naître les intérêts qui émergent du jeu des structures sociales. Dans la société moderne, ces intérêts sont nombreux et divers, d'où la multiplication des possibilités d'appartenance ³³⁸. La prise en considération des structures sociales permet de découvrir qui participe, jusqu'à quel point et quels facteurs rendent compte de la situation. La participation se présente de la sorte sous la forme de contributions à l'activité socio-politique - contributions fournies par des individus conformément à leur position au sein des structures sociales. Différentes structures requièrent ou rendent possibles différents types de participation, les exigences étant elles-mêmes susceptibles de varier d'une société

³³⁷ Ibid., 13.

³³⁸ Wendell BELL, « Social Structure and Participation in Different Types of Formal Associations », *Social Forces*, vol. 34, n° 3, 1956, 345-350.

à l'autre. Ainsi donc, dans une large mesure, la participation des individus est pré-déterminée, tant en quantité qu'en qualité, par leur position respective au sein des diverses structures sociales. Certains, qui participent, sont encouragés à le faire par l'acquisition de dispositions favorables par suite de leur insertion stratégique dans une ou plusieurs structures sociales ; certains, qui ne participent pas, en sont dissuadés parce que la place qu'ils occupent dans les structures sociales ne contribue pas à susciter chez eux les motivations requises ³³⁹.

Les auteurs définissent et abordent différemment les facteurs de la participation associés aux structures sociales : le sexe, l'âge, l'instruction, la profession, la religion, la famille sont le plus souvent mentionnés ³⁴⁰. Il a paru utile de les regrouper conformément aux paliers du système social et aux niveaux du système politique que nous avons identifiés dans le tome premier.

Il importe de noter immédiatement que la plupart de ces facteurs, loin de jouer indépendamment l'un de l'autre, sont au contraire reliés plus ou moins intimement, de sorte que, selon les conditions, ils cumulent ou annulent leurs effets.

a) Palier écologique. - Le climat, la topographie, les ressources, les taux de croissance urbaine et les migrations déterminent dans une large mesure le nombre et les caractéristiques des individus qui se fixent sur un territoire donné, de même que la nature de l'habitat, le degré de concentration de la population, les caractères et la densité des organisations sociales ; en même temps, ces facteurs condition-

³³⁹ J.M. FOSKET, « Social Structure and Social Participation », *American Sociological Review*, vol. 20, n° 3, 1955, 431, 436-437. On verra plus loin que les conditionnements des structures sociales renforcent ou contrarient les dispositions personnelles et que ce sont de ces harmonies ou de ces contradictions que découlent les sentiments d'enthousiasme, d'apathie ou de révolte à l'endroit des formes de participation politique disponibles.

³⁴⁰ J.C. SCOTT Jr., « Membership and Participation in Voluntary Association », *American Sociological Review*, vol. 22, n° 3, 1957, 315-326 ; René RÉMOND, « Participation électorale et participation organisée », dans Georges VEDEL et coll., *la Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, 80-84 ; Stein ROKKAN, « Introduction » au numéro spécial sur la participation à la vie politique, *Revue internationale des Sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960.

ment jusqu'à un certain point la nature, l'étendue et la distribution des appartenances parmi les citoyens.

La grande ville comporte un éventail plus étendu d'associations volontaires que la petite ville et celle-ci, que le village. Toutefois, dans les grandes villes les associations se disputent le temps des individus avec d'autres types d'activités. En outre, le taux d'appartenance est plus élevé au centre des villes qu'à la périphérie. Les écarts ne sont attribuables qu'en partie seulement à des différences dans les caractéristiques démographiques. Ils s'expliquent tout autant par le fait que les principaux leviers de commande (centres de décision politique, direction de la vie économique, sociale et culturelle, etc.) sont tenus par des résidents du centre-ville. Par ailleurs le sens communautaire est davantage en éveil dans les petites villes, d'où une incitation plus forte à participer dans celles-ci que dans les grandes villes. Il résulte de ces influences contradictoires que le pourcentage de participation s'élève à mesure que la population décroît, jusqu'à un certain seuil. Ce dernier franchi, le pourcentage de participation diminue de nouveau par suite, probablement, d'une carence d'associations. Parmi les ruraux, les paysans participent moins que les villageois (tableau n° 20).

TABLEAU N° 20

**Appartenances aux associations volontaires
en fonction de l'importance de l'agglomération**

[Retour à la table des matières](#)

Appartenances	Agglomérations					
	Au-dessus de 250	De 50 à 249	De 10 à 49	De 2.5 à 9	Rurale non agricole	Rurale agricole
	%	%	%	%	%	%
Aucune	53	47	40	32	44	42
Une	27	33	33	34	26	34
Deux ou plus	20	20	27	34	30	24

Source : American Institute of Public Opinion Survey (1954), dans Murray HAUSKNECHT, *The Joiners*, The Bedminster Press, New York, 1962, 26.

La participation varie aussi selon les régions. Pour des raisons diverses, liées jusqu'à un certain point au climat, aux ressources et à la distance, et généralement associées à des facteurs socio-politiques, certaines régions d'un pays sont plus propices à la participation de leurs habitants que d'autres régions ³⁴¹.

b) Palier démographique. - Les principales variables au palier démographique sont le sexe, l'âge et l'ethnicité ou la race.

Pour l'ensemble des activités politiques, les enquêtes indiquent de façon indiscutable que les femmes ont une participation moindre que les hommes.

³⁴¹ Robert E. LANE, *Political Life*, 256-274 ; Charles R. WRIGHT et Herbert HYMAN, « Voluntary, Associations Membership of American Adults : Evidence from National Sample Surveys », *American Sociological Review*, vol. 23, n° 2, 1958, 284-294 ; Basil G. ZIMMER et Amos H. HAWLEY, « The Significance of Membership in Associations », *American Journal of Sociology*, vol. 65, n° 2, 1959, 196-201 ; E. L. McDILL et J. C. RIDLEY, « Status, Anomia, Political Alienation and Political Participation », *American Journal of Sociology*, vol. 68, n° 2, 1962, 205-213 ; Morris ALEXROD, « Urban Structure and Social Participation », *American Sociological Review*, vol. 21, n° 1, 1956, 13-18. J. R. SEELEY et coll., *Crestwood Heights*, University of Toronto Press, 1956 ; S. D. CLARK, editor, *Urbanism and the Changing Canadian Society*, University of Toronto Press, 1961. M. B. SUSMAN, editor, *Community Structure and Analysis*, T. Crowell, New York, 1959 ; Ruth C. YOUNG et Olaf F. LARSON, « A New Approach to Community Structure », *American Sociological Review*, vol. 30, n° 4, 1965, 926-934 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 128 ; Robert E. AGGER et Vincent OSTROM, « Political Participation in a Small Community », dans Heinz EULAU, editor, *Political Behavior*, The Free Press, Glencoe, 138-148 ; W. BELL et H. T. FORCF. « Urban Neighbourhood Types and Participation in Formal Associations », *American Sociological Review*, vol. 21, 1956, 25-34. Pour des présentations d'ensemble de la littérature récente, voir John WALTON, « Substance and Artifact : The Current Status of Research on Community Power Structure », *American Journal of Sociology*, vol. 72, 1966, 430-438 ; Dillys M. HILL, *Participating in Local Affairs*, Penguin, London, 1970 ; Gerald THIELBAR, « Localism-Cosmopolitanism : Prolegomena to a Theory of Social Participation », *The Sociological Quarterly*, vol. 11, n° 2, 1970, 243-254.

Les différences sont assez tranchées en ce qui concerne l'appartenance aux associations volontaires. Dans leur étude de cinq pays, Almond et Verba ont trouvé que les femmes appartiennent en moins grand nombre que les hommes aux associations volontaires (tableau n° 21).

TABLEAU N° 21

Répondants membres d'associations volontaires
selon les sexes (pour cinq pays)

[Retour à la table des matières](#)

Pays	Ensemble de la population	Hommes	Femmes
	%	%	%
États-Unis	57	68	47
Grande-Bretagne	47	66	30
Allemagne	44	66	24
Italie	30	41	19
Mexique	24	43	15

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, op. cit., 303.

Selon les résultats d'un sondage américain, 75 pour cent des hommes et seulement 56 pour cent des femmes sont membres d'associations et, parmi ces personnes, les hommes ont 2.1 appartenances en moyenne comparativement à 1.4 pour les femmes. D'autres études aboutissent à des données équivalentes. Toutefois, dans certains cas, on n'a trouvé aucune différence appréciable dans le comportement des deux sexes en ce qui concerne l'appartenance aux associations volontaires. Les écarts dans les résultats viennent surtout du niveau (local, régional, national) de l'étude et des catégories choisies ³⁴².

³⁴² J. C. SCOTT Jr., « Membership and Participation in Voluntary Associations », *American Sociological Review*, vol. 22, 1957, 315-326. Dans le même sens, voir R. S. LYND et H. M. LYND, *Middletown et Middletown in Transition*, Harcourt, New York, 1929, 1937 ; W. Lloyd WARNER et Paul S. LUNT, *The Social Life of a Modern Community*, Yale University Press, New

Pour ce qui est de la vie politique proprement dite, des différences entre les sexes sont très nettes. Almond et Verba ont trouvé que les hommes discutent davantage de politique que les femmes, qu'ils sont politiquement mieux informés, qu'ils ressentent davantage l'obligation de participer et qu'ils se sentent généralement plus compétents - et cela à tous les niveaux d'instruction. Dans un rapport général rédigé par Maurice Duverger, qui constitue la synthèse de quatre rapports nationaux (République fédérale allemande, France, Norvège, Yougoslavie) et qui s'appuie en outre sur un sondage spécialement effectué par l'Institut français d'opinion publique en juin 1953, on trouve un exposé à peu près complet de la situation. Si les femmes ont tendance à moins voter que les hommes, c'est surtout dans la proportion de femmes qui se portent candidates aux élections, qui sont députés ou qui font partie du gouvernement que la différence est prononcée. Maurice Duverger présente la situation sous la forme d'un tableau (tableau n° 22).

Haven, 1941 ; W. G. MATHER, « Income and Social Participation », *American Sociological Review*, vol. 6, 1941, 380-384 ; d'autres études toutefois montrent peu de différences dans la participation des sexes en ce qui concerne les associations volontaires. Ainsi F. A. BUSHEE, « Social Organization in a Small City », *American Journal of Sociology*, vol. 51, 1945, 217-225 ; W. G. MATHER, « Income and Social Participation », *American Sociological Review*, vol. 6, 1941 ; Alfred HERO, « Voluntary Organizations in World Affairs. Communications », World Peace Foundation, 1958, Minéo, 50-51. Dans son étude de deux sondages nationaux, l'un de l'American Institute of Public Opinion (1955) et l'autre du National Opinion Research Center (1954), Murray HAUSKNECHT n'a relevé aucune différence appréciable dans les taux de participation des hommes et des femmes. Dans *The Joiners*, The Bedminster Press, New York, 1962, 31-46. Voir aussi Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 135 ; Robert E. AGGER et coll., *The Rulers and the Ruled : Political Power and Impotence in American Communities*, John Wiley, New York, 1964.

TABLEAU N° 22

Hommes et femmes dans divers rôles politiques

[Retour à la table des matières](#)

Source : Maurice DUVERGER, *La participation des femmes à la vie politique*, Unesco, Paris, 1954, 126.

Pour tous ces rôles, on trouve des proportions analogues entre hommes et femmes dans tous les pays, notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada. Les sondages révèlent en outre que les femmes se disent plus souvent que les hommes dans l'ignorance des événements et des enjeux politiques à tous les plans, local, national et international. Elles discutent moins d'affaires publiques et elles manifestent moins d'intérêt aux événements et à la politique que les hommes. Dans les affaires publiques, les femmes recherchent un avis auprès des hommes (le mari pour la femme mariée, le père pour la célibataire) tandis que les hommes recherchent de préférence l'avis d'un autre homme (le père, un ami, un notable) ³⁴³. Par ailleurs, les associations féminines se restreignent à certaines ques-

³⁴³ Elihu KATZ et Paul F. LAZARSFELD, *Personal influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, The Free Press of Glencoe, Illinois, 1955. Cette étude basée sur des entrevues de 800 femmes à Decatur, Illinois, montre que, à l'inverse, dans les questions qui touchent à la mode et aux biens de consommation les femmes sont plus influentes que les hommes. Dans les questions reliées aux affaires publiques, plus des deux tiers

tions d'intérêt particulier et il semble qu'elles professent un exclusivisme ethnique, religieux et socio-économique prononcé. Ainsi dans une étude menée à New Haven, on a trouvé que 90 pour cent des associations féminines recrutaient leurs membres au sein d'un seul groupe ethnique et que 73 pour cent avaient des membres qui n'appartenaient qu'à une seule confession religieuse (protestante, catholique ou juive), inclusion faite des associations dont les activités n'avaient rien à voir avec la religion ³⁴⁴.

Comment rendre compte de l'écart considérable de participation entre hommes et femmes ? Il ne semble pas qu'on puisse l'expliquer par des différences inhérentes au sexe ³⁴⁵ encore que des convictions tenaces, héritées de la socialisation ou liées à la vie professionnelle, paraissent indiquer que les préjugés envers le sexe dit faible existent toujours. Ainsi, le rapport de Maurice Duverger sur la participation politique des femmes montre que hommes et femmes sont bien plus enclins à croire que certaines activités ne conviennent pas aux femmes que ce n'est le cas pour les hommes (tableau n° 23).

Il semble en outre que les femmes sont bien plus libres que les hommes de ne pas prendre part à certaines activités publiques, en ce sens qu'elles souffrent moins que les hommes dans leur propre estime de leur non-participation et que celle-ci est moins susceptible de leur porter préjudice dans leur vie personnelle et professionnelle que ce n'est le cas pour les hommes ³⁴⁶.

des personnes que les femmes désignent comme les ayant influencées sont des hommes, et plus des deux tiers de ces derniers sont un membre de leur famille, généralement le mari ou le père. Par contre, les quatre cinquièmes des femmes mentionnées ne font pas partie du cercle familial. En outre l'influence s'exerce des plus vieux vers les plus jeunes. Même les femmes instruites, de milieu social élevé et disposant de loisirs sont moins fréquemment choisies comme conseillers que les hommes. Toutes ces tendances ont été confirmées dans des travaux subséquents de Berelson, McPhee, Campbell, Converse et autres. Voir aussi Robert E. LANE, *Political Life*, 209-216.

³⁴⁴ Mhyre S. MINNIS. « Cleavages in Women's Organizations ; A Reflection of the Social Structure of a City », *American Sociological Review*, vol. 18, n° 1, 1953, 47-53.

³⁴⁵ R. E. MONEY-KYRLE, *Psychoanalysis and Politics. A Contribution to the Psychology of Politics and Morals*, Norton, New York, 1950 ; Robert E. LANE, *Political Life*, 120.

³⁴⁶ Elihu KATZ et Paul F. LAZARSFELD, *Personal Influence*.

TABLEAU N° 23

**Vues des hommes et des femmes à l'égard de la convenance
de certaines activités pour les sexes (en pourcentage)**

[Retour à la table des matières](#)

	Oui, il y en a		Non, il n'y en a pas		Pas de réponse	
	H	F	H	F	H	F
Y a-t-il des activités (sur une liste de 45) qui ne conviennent pas à une personne de votre sexe ?	16	76	78	16	6	8
Y a-t-il de ces activités qui ne conviennent pas à une personne de l'autre sexe ?	64	15	26	76	10	9

Source : Maurice DUVERGER, op. cit., 130.

Les raisons de la moindre participation politique des femmes ne semblent pas tenir à des causes d'ordre affectif ou cognitif. Il ne paraît pas exister de différences sensibles entre l'intelligence de la femme et celle de l'homme. La moindre participation s'explique avant tout par la condition socio-économique inférieure de la femme. À mesure que cette condition s'améliorera et que les préjugés concernant l'infériorité de la femme dans la profession, etc., auront été abolis, on doit s'attendre à ce que la participation de la femme tende à devenir égale à celle de l'homme. Dans un secteur d'activité sans doute élémentaire mais néanmoins significatif, c'est-à-dire l'exercice du droit de vote, l'écart dans la participation des femmes et des hommes s'est rétréci à mesure que les conditions sont devenues équivalentes pour les deux sexes. Ainsi, Alain Lancelot, qui a étudié le phénomène de l'abstentionnisme électoral en France, montre que les écarts entre sexes dans la participation électorale, considérables au moment d'un élargissement des droits, électo-

raux, se réduisent graduellement par la suite, tout en subsistant ³⁴⁷. Se demandant comment on pourrait améliorer la participation politique de la femme, Maurice Duverger émet un avis similaire sur les raisons de la performance inférieure de cette dernière :

Il est donc vain de prétendre développer la participation des femmes à la vie politique par des réformes spéciales, prises dans ce domaine isolé, c'est-à-dire celui de la politique. La faible activité politique des femmes n'est que la conséquence et le reflet du rôle secondaire que nos mœurs continuent à leur réserver dans la société, et que l'éducation et la formation reçues par les femmes tendent à faire accepter par elles comme un fait naturel. Des réformes proprement politiques n'ont d'efficacité en ce domaine que dans la mesure où elles tendent à modifier lentement ces situations, à contrecarrer l'effet des habitudes et des traditions, à aider les femmes à s'en délivrer et à prendre conscience de leur autonomie... Il importe encore plus sans doute de lutter contre le préjugé tenace d'une infériorité naturelle de la femme, fondée sur des considérations physiologiques et psychologiques : obstacles d'autant plus sérieux que la femme ressent profondément les particularités qui tiennent à son sexe en ce domaine ³⁴⁸.

³⁴⁷ Alain LANCELOT, *l'Abstentionnisme électoral en France*, Armand Colin, Paris, 1968.

³⁴⁸ Maurice DUVERGER, *la Participation des femmes à la vie politique*, Unesco, Paris, 1954, 133. Sur le sujet, voir aussi Marie-Josée CHOMBART DE LAUWE et coll., *la Femme dans la société : son image dans différents milieux*, Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1967 ; Martin GRUBERT, *Women in American Politics*, Academic Press, Wisconsin, Minnesota, 1968 ; Marie-Thérèse RENARD, *la Participation des femmes à la vie civique*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1965 ; David RIESMAN et Coll., *The Women in America*, R. L. LIFTON, editor, *The Daedalus Library*, Boston, 1965 ; *l'Éducation civique et politique de la femme*, Publication des Nations-Unies, New York, 1964 ; Morris LEVITT, « The Political Role of American Women », *The Journal of Human Relations*, vol. 15, n° 1, 1967, 23-35 ; Eleanor E. MACCOBY, editor, *The Development of Sex Differences*, Stanford University Press, 1966 ; David J. CHABASSEL et David C. THOMAS, « Sex and Age Differences in Problems and Interests of Adolescents », *Journal of Experimental Education*, 1969, 16-24 ; Kathleen ARCHIBALD, *les Deux Sexes dans la fonction publique*, Rapport présenté à la Commission de la fonction publique du Canada, Ottawa, 1969 ; Commission d'enquête sur la condition de la femme au Canada, Rapport, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1970. Kate MILLET, *la Politique du mâle*, Stock, Paris, 1971 ; toutes ces études montrent que,

La participation varie également selon l'âge. Cette variable semble moins importante que le sexe. Si l'on tient compte de l'instruction, de la profession et du revenu, peu de différences subsistent entre les divers groupes d'âge. Les personnes âgées et surtout les jeunes (18 à 25 ans) offrent cependant un profil de participation qui leur est propre.

À compter de 25 ans le taux de participation s'accroît, il atteint son maximum entre 40 et 55 ans et décroît légèrement par la suite jusqu'à ce que la vieillesse et la retraite réduisent de façon draconienne le goût et les possibilités de participation. Ces tendances sont moins prononcées en ce qui concerne les conduites électorales que pour d'autres types de participation, mais elles sont perceptibles même dans ce cas. Des études récentes menées aux États-Unis sur le sujet confirment les tendances que Herbert Tingsten avait relevées dans son analyse des élections dans divers pays européens entre 1897 et 1934 : « En général, on peut dire que le pourcentage d'électeurs est le plus bas parmi les catégories les plus jeunes, qu'il s'élève graduellement par la suite pour atteindre son maximum aux environs de 50 ans et qu'il décroît par la suite à mesure qu'on devient plus âgé ³⁴⁹ ».

Peu de travaux ont été consacrés à la participation politique de la jeunesse. En particulier, on connaît mal la nature de l'écart entre les générations auquel on attribue tant d'importance. Les orientations politiques varient beaucoup selon les périodes et selon les pays. Il semble toutefois qu'on exagère l'intensité et le radicalisme des sentiments politiques des jeunes considérés dans leur ensemble. Contrairement à une théorie très répandue, les différences dans les perceptions du système politique et dans les orientations à l'endroit de ce dernier qui existent entre parents et enfants ne sont pas, sauf exceptions, imputables à une « rébellion »

s'il est difficile d'établir le rôle du sexe en tant que tel dans les différences de participation entre hommes et femmes, par contre, l'effet de la discrimination est général et insidieux. Revêtant nombre de masques trompeurs, dès le bas âge, il tient les femmes à l'écart des principales activités sociales et politiques.

³⁴⁹ Herbert TINGSTEN, *Political Behavior*, S. King, London, 1937, 79. Pour une vue d'ensemble, voir John CRITTENDEN, « Aging and Political Participation », *The Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 2, 1963, 329-331 ; Frank PINNER et coll., *Old Age and Political Behavior*, University of California Press, Berkeley, 1959 ; Philip TAIETZ et Olaf F. LARSON, « Social Participation and Old Age », *Rural Sociology*, vol. 21, 1956, 229-238.

contre les parents. Dans la mesure où cette « rébellion » se produit, elle ne paraît pas affecter de façon appréciable les sentiments politiques des adolescents.

On se perd en conjectures sur les causes de la vague de contestation qui atteint actuellement une fraction importante de la jeunesse dans plusieurs pays. Le mouvement contestataire apparaît comme une révolte radicale contre l'ordre établi. Ce ne sont pas tels ou tels aspects du système politique ou du système social qui sont visés. Elle atteint les sociétés en plein coeur. Ce mouvement paraît donner raison aux partisans de la théorie de l'« écart entre générations ». Il est toutefois douteux qu'il soit imputable, comme on l'affirme souvent, à l'incapacité soudaine des agents de socialisation, notamment les parents et les maîtres, de remplir convenablement leur tâche. Il semble plutôt qu'il résulte de facteurs étrangers à la socialisation politique. Ces facteurs tiendraient aux faits que le nombre de jeunes entre 14 et 25 ans dans ces pays s'est accru au point d'en faire une « masse critique » quant à la conscience qu'ils prennent de leur situation et aux modes d'organisation qu'ils peuvent se donner ; que les ressources dont disposent ces jeunes (instruction, concentration dans les centres universitaires, etc.) leur procurent une force redoutable qu'ils peuvent utiliser contre la société ; que les conditions susceptibles de permettre l'émergence d'un leadership autonome existent ; que les circonstances « provocatrices » sont nombreuses (guerre du Viet-nam, conflits ethniques et raciaux, existence de la pauvreté au milieu de l'abondance, répression policière, incapacité des sociétés d'employer de façon utile tous les diplômés d'université, etc.) ; enfin, que les idéologies justificatrices sont attrayantes et convaincantes ³⁵⁰.

³⁵⁰ David EASTON et Jack DENNIS, *Children in the Political System*, 307-309 ; aussi Alain TOURAINE, le Mouvement de mai ou le communisme utopique, Éditions du Seuil, Paris, 1968, et les articles publiés par l'Association internationale de science politique, Paris, 1964 (miméo) ; William LAPIERRE et Georges NOIZET, « L'Information politique des jeunes Français en 1962 », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 3, 1964 ; Leonard CAIN, « Sociology of Life-Course », dans FARRIS, editor, *Handbook of Modern Sociology*, Rand McNally, Chicago, 1964 ; Philip ABRAMS et Alan LITTLE, « Young Voters, Young Activists and the Irrelevance of Age », *International Political Science Association*, 1964, 1-54 (Miméo) ; Michael BROWN, *The Politics and Anti-Politics of the Young*, Glencoe Press, New York, 1969. Sur ce thème, voir notre tome premier.

Une dernière variable démographique de la participation est l'ethnicité. On peut définir l'ethnicité comme l'ensemble des traits durables reçus à la naissance résultant de la perpétuation chez un individu des caractéristiques physiques ou culturelles de l'ancêtre paternel originel. Quand ces traits sont physiques autant que culturels, on parle plutôt de race et, quand ils sont surtout culturels, on recourt de préférence au terme « ethnicité ». Dans ce dernier cas, on distingue entre origine ethnique, c'est-à-dire le simple fait d'être d'une ascendance culturelle donnée, abstraction faite du degré selon lequel les descendants ont conservé ces traits, et groupe ethnique, qui suppose la conscience d'une communauté culturelle avec tous ceux qui appartiennent à une même lignée. Les différences entre race et ethnicité ne sont pas toujours tranchées. En général, des traits sont dits raciaux quand il sont associés aux caractéristiques biologiques ou physiques d'un individu et ethniques quand ils découlent plutôt d'éléments culturels (langue, religion, coutumes, etc.). Une différence fondamentale entre race et ethnicité concerne le degré de permanence de ces traits : tandis que l'ascendance raciale d'un individu est indélébile et ne peut se dissoudre que par une longue suite de mariages exogénétiques, l'ascendance ethnique peut se perdre, même dans le cours d'une seule vie d'homme, si un individu apprend une autre langue et acquiert une autre culture en oubliant sa langue et sa culture originelles. Dans ce cas, cependant, le souvenir de l'ascendance ancestrale peut se perpétuer et des individus peuvent se dire membres d'un groupe ethnique longtemps après qu'ils ont oublié la langue et la culture de ce groupe.

Les personnes qui se disent d'un groupe ethnique participent à la vie sociale et politique de leur pays pour les mêmes raisons que l'ensemble des citoyens : pour défendre ou promouvoir leurs intérêts comme membres d'une classe, d'une profession, etc. En outre, cependant, ils cherchent à défendre et à promouvoir les intérêts de leur groupe ethnique et, à cet égard, ils se dotent de moyens spécifiques d'action.

L'ethnicité (race ou groupe ethnique) joue comme telle un rôle considérable dans la vie sociale et politique de plusieurs pays. Elle constitue une variable importante de participation dans des pays de grande immigration comme les États-Unis et le Canada, où les services nationaux de statistiques démographiques recensent entre 20 et 30 groupes ethniques différents. Aux États-Unis, l'idéologie du Melting pot n'a pas réussi à étouffer la vitalité surabondante des groupes ethni-

ques qui disposent d'un grand nombre d'associations propres et qui ont une influence politique considérable, particulièrement au niveau local ³⁵¹. Au Canada, où l'intégration de certains groupes ethniques à l'une ou l'autre des deux communautés culturelles principales est loin d'être complète, surtout par suite des vagues successives d'immigration après la deuxième guerre mondiale, on parle de « mosaïque » culturelle. Aux États-Unis, c'est cependant le problème noir qui retient l'attention tandis qu'au Canada, c'est la question des relations entre francophones et anglophones ou, dans les termes de plusieurs anglophones : « The French Canadian problem ».

Il ne s'agit pas de faire ici un exposé complet de la situation de ces deux groupes, les Noirs américains et les francophones canadiens et québécois surtout, qui, pour de nombreuses raisons, sont cause de difficultés dans leur pays respectif et menacent même, chacun de façon bien différente, de faire pression sur chacun des deux systèmes politiques, au-delà de leur capacité de résister au stress. Il s'agit seulement d'évaluer la participation de ces deux groupes en tant que tels.

La situation des Noirs américains diffère radicalement selon qu'il s'agit du Sud ou du Nord. Dans le Sud, malgré les récents jugements de la Cour suprême des États-Unis et les efforts des mouvements intégrationnistes, les Noirs ne sont pas encore admis à participer intégralement aux institutions communautaires. Par ailleurs, ils constituent, à l'exception de certains éléments plus favorisés, un immense sous-prolétariat refoulé vers les travaux les plus pénibles et les moins rémunérateurs (travail sur les plantations, service domestique, etc.). D'où, on n'est guère surpris de constater que leur participation sociale et politique y est très inférieure à celle des Blancs de la même région. Même en ce qui concerne le droit de vote, jusqu'à récemment les Noirs étaient fréquemment empêchés de l'exercer, par suite de dispositions légales discriminatoires, ou encore ils ne pouvaient exercer leur droit d'électeurs qu'au péril de leur sécurité personnelle ou même de leur vie. Longtemps très élevé, l'abstentionnisme électoral des Noirs est encore bien plus considérable dans le Sud que pour les Blancs. Les Noirs sont empêchés d'exercer une profession ou de joindre une association qui les introduirait dans la société des Blancs : celle-ci les refoule vers les échelons inférieurs où les Blancs sont

³⁵¹ Sur le sujet, voir, entre autres, Nathan GLAZER, *Beyond the Melting Pot : The Negroes, Puerto-Ricans, Jews, Italians and Irish of New York*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1963.

absents. Par contre, les Noirs disposent d'une stratification sociale qui leur est propre et au sein de laquelle ils se meuvent à leur guise : ils exercent toute la gamme des professions pour lesquelles il y a une clientèle noire, ils joignent des associations exclusives aux personnes de leur race, etc. En d'autres termes, il existe deux sociétés dans le Sud américain, une société blanche et une société noire. Elles sont parallèles l'une par rapport à l'autre mais situées de telle manière que la société blanche est supérieure à la société noire à chaque strate et que, pour l'ensemble, on trouve une proportion décroissante de Noirs à mesure qu'on s'élève dans les échelons sociaux. Dans le Sud, les Noirs sont encore virtuellement soumis au régime de double stratification sociale de caste et de classe dont W. Lloyd Warner a donné la représentation classique il y a trente ans (tableau n° 24). Ce diagramme n'indique pas le nombre exact d'individus dans chaque catégorie. Il montre les positions relatives occupées dans la stratification sociale et donne une indication des relations de superposition et de subordination entre les strates de la société.

Par contre, dans le Nord, les Noirs sont de plein droit intégrés à la vie communautaire commune. Ils subissent toutefois un préjudice du fait de la survivance de préjugés bien ancrés de race et de caste, de leur statut socio-économique inférieur à celui des Blancs, de leur instruction déficiente et du fait de leur concentration dans d'affreux ghettos urbains qui ne favorisent pas l'ambition ni le goût d'acquérir une culture supérieure. Néanmoins, dans le Nord, les Noirs joignent les mêmes associations professionnelles ou idéologiques que les Blancs. Leur participation électorale tend même à être plus élevée que celle des Blancs. Il n'y a pas de partis politiques noirs ; les Noirs ne disposent pas non plus d'un seul État où ils sont en majorité. C'est grâce aux majorités qu'ils détiennent dans de nombreux districts électoraux qu'ils parviennent à faire élire des échevins, des représentants aux Chambres étatiques ou à la Chambre des Représentants à Washington. Leur moindre appartenance probable aux associations volontaires communes s'explique jusqu'à un certain point, tout au moins par la forte proportion d'entre eux qui occupent les strates socio-économiques inférieures et qui ont un faible niveau d'instruction ³⁵².

³⁵² Le taux moindre d'appartenance des Noirs dans le Nord des États-Unis n'est pas prouvé. Certains sondages indiquent même une proportion plus considérable de Noirs membres d'associations que de Blancs. Pour ces indica-

TABLEAU N° 24

Interpénétration des régimes de castes et de classes
chez les Noirs du Sud des États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

Source : W. Lloyd WARNER, *American Life*, The University of Chicago Press, Chicago, 1962,91.

tions contradictoires, voir HAUSKNECHT, *The Joiners*, 51-52 ; Nicholas BABCHUK et Ralph V. THOMPSON, « The Voluntary Associations of Negroes », *American Sociological Review*, vol. 27, 1962, 652 ; Marvin E. OLSEN, « Social and Political Participation of Blacks », *American Sociological Review*, vol. 35, n° 4, 1970, 682-696.

Les Noirs américains disposent en outre de nombreuses associations qui se consacrent à la défense et à la promotion des intérêts des Noirs comme tels. La N.A.A.C.P. (*National Association for the Advancement of Coloured People*) est la plus ancienne et la plus connue de ces associations. Elle s'efforce d'obtenir l'amélioration du statut des Noirs par le recours à des moyens légaux, surtout aux tribunaux : les jugements de la Cour suprême des États-Unis, qui ont beaucoup contribué au redressement de la situation, ont été rendus possibles grâce surtout au concours de la N.A.A.C.P. qui a pris l'initiative de présenter les cas à la Cour et d'en assurer la défense. La N.A.A.C.P. se consacre en outre à l'éducation civique et politique des Noirs. De nombreux Blancs collaborent activement aux efforts des leaders Noirs qui visent essentiellement à l'intégration complète des Noirs dans la société américaine. Par contre, plus récemment, nombre de mouvements noirs ont été créés dont les buts sont, au contraire, d'empêcher cette intégration, de susciter la création d'une culture proprement noire d'inspiration africaine et, souvent, de provoquer une révolution sociale et politique, tantôt par l'action directe non violente, tantôt par la violence généralement camouflée sous le slogan d'auto-défense. Parmi les plus modérés de ces mouvements, mentionnons la *Southern Christian League Conference* (S.C.L.C.), le *Congress of Racial Equality* (C.O.R.E.), et parmi les radicaux, le *Revolutionary Action Movement* (R.A.M.), le *Black Panther Party* (B.P.P.), le *Student Nonviolent Committee Coordination* (S.N.C.C.), les *Students for a Democratic Society* (S.D.S.), les *Black Muslims*, qui acceptent à des degrés divers l'idéologie du Black Power. Divers sondages révèlent un accroissement du radicalisme chez les Noirs américains, surtout à l'intérieur des ghettos des grandes villes du Nord. C'est ainsi que, d'après un sondage du Newsweek Magazine, 74 pour cent des Noirs estimaient en 1966 que le gouvernement fédéral leur était favorable et seulement 25 pour cent le croyaient encore en 1969. En même temps, durant la même période, la proportion de ceux qui jugeaient que l'intégration (à l'école, dans les relations sociales, etc.) représentait la solution du problème noir avait considérablement diminué pendant que celle qui acceptait l'idéologie du Black Power avait beaucoup augmenté ³⁵³.

³⁵³ James Q. WILSON, *Negro Politics*, The Free Press, New York, 1960 ; J. BOGGS et R. WILLIAMS, *la Révolution aux États-Unis*, Maspero, Paris, 1966 ; E. F. FRAZIER, *Black Bourgeoisie*, Free Press of Glencoe, New York, 1965 ; E.U. Essien-UDOM, *Black Nationalism*, Chicago University Press, Chicago, 1962 ; F. Powledge, *Black Power, White Resistance*, World Publis-

La situation des Canadiens français, bien qu'on la compare parfois à celle des Noirs américains (ainsi Pierre Vallières a écrit un livre à leur sujet sous le titre : *Nègres blancs d'Amérique*), s'en distingue cependant à plusieurs égards ³⁵⁴. D'une part, ils ont la pleine liberté de se départir complètement de tous leurs particularismes en adhérant à la communauté culturelle anglophone et nombre d'entre eux le font chaque année dans certaines provinces. D'autre part, ils représentent une proportion considérable de la population du Canada (28 pour cent) et ils disposent d'une province, le Québec, où ils constituent une écrasante majorité (80 pour cent d'une population de près de 6 millions) : dans cette province, ils sont une « nation », ils forment une « société ». C'est la raison de leur survivance, la source de leur pouvoir et l'explication de leurs choix sociaux et politiques. C'est aussi le fondement des revendications autonomistes et séparatistes qui ont pris durant les années 60 et depuis lors une telle ampleur que le système politique canadien tout entier s'en trouve ébranlé et remis en question.

Les informations dont on dispose sur la participation des Canadiens, francophones et anglophones, à la vie sociale et politique du pays ou au sein des associations sont malheureusement parcellaires. La Commission créée par le gouvernement canadien en 1963 pour « faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée » a confirmé l'état d'infériorité sociale et économique des francophones dans toutes les régions du pays, y compris le Québec, et a identifié les facteurs responsables de cette situation (niveau d'instruction inférieur, faible contrôle sur les grandes entreprises, manque d'expérience dans l'administration et les affaires, discrimination, etc.). Elle s'est aussi interrogée sur la participation des deux groupes linguistiques aux associations volontaires et elle a reconnu à ces dernières une telle importance dans la vie des citoyens qu'elle a

hing, New York, 1967 : F. BARBOUR, editor, *The Black Power Revolt*, Extending Horizon Books, New York, 1968 : Charles Flint KELLOGG, *NAACP : A History of the National Association for the Advancement of Coloured People*, Hopkins Press, Baltimore, 1967, 2 vol.

³⁵⁴ Cette section reproduit un passage du tome premier.

fait mener à leur sujet une étude spéciale et qu'elle leur a consacré un volume entier de son Rapport ³⁵⁵.

Selon un sondage effectué pour le compte de la Commission d'enquête, francophones et anglophones appartiennent à des associations dans des proportions à peu près identiques. Compte tenu des écarts dans les niveaux socio-économiques et l'instruction, on s'attendrait à ce que les francophones soient membres d'associations dans des proportions moindres que les anglophones. Tel n'est pas le cas. Par contre, les membres des deux groupes se distribuent de façon fort inégale dans les diverses catégories d'associations. Les écarts dans l'ordre de grandeur des divers pourcentages pour chaque catégorie d'associations indiquent en outre que les francophones, pour l'ensemble, ont moins d'appartenances que les anglophones et que les personnes d'autres langues maternelles (tableau n° 25).

³⁵⁵ Vincent LEMIEUX et John MEISEL, *Ethnic Relations in Canadian Voluntary Associations*, étude faite pour le compte de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, imprimeur de la Reine, Ottawa, 1967 ; Ibid., Rapport, Livre V, les Associations volontaires, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1970. Voir aussi F. C. ENGELMANN et M. A. SCHWARTZ, *Political Parties and the Canadian Social Structure*, Prentice-Hall, Scarborough, 1967 ; B. BLISHEN, editor, *Canadian Society, Sociological Perspectives*, MacMillan, Toronto, 1964.

TABLEAU N°25

**Appartenances aux associations volontaires selon les catégories
d'associations et selon la langue maternelle (Canada)**

[Retour à la table des matières](#)

Catégories d'associations	Total	Anglais	Français	Personnes d'autre langue maternelle
	%	%	%	%
Ouvrières	21,2	20,8	19,9	22,6
De commerce	4,2	3,6	5,4	6,5
Professionnelles	8,1	9,9	5,5	7,5
Sportives	14,5	16,3	12,1	19,4
Ouvrières	21,2	20,8	19,9	22,6
Civiques	21,7	25,8	14,4	22,6
D'affaires	10,8	12,9	6,5	15,1
Religieuses	38	39,3	31,5	37,6
Politiques	5,7	6,1	4,5	8,6
Autres	12,4	15,3	7,3	13,6
Aucune appartenance	63,9	63,5	64,8	71,1

Source : GROUPE DE RECHERCHE SOCIALE, *Sondage national*, Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966.

Francophones et anglophones disposent d'un grand nombre d'associations exclusives orientées vers des objectifs particuliers aux uns et aux autres. Mais même pour la poursuite d'objectifs généraux, il s'en faut que les uns et les autres se retrouvent toujours au sein d'associations communes. Dans de nombreux cas, ils se regroupent dans des associations parallèles, parfois reliées les unes aux autres par des structures officielles (comités de liaison, échanges de vues entre les deux directions, etc.), mais souvent sans rapports officiels entre elles. Le recours à des associations parallèles répond à plusieurs besoins dont celui de résoudre le problème des tensions, jugées excessives, que suscite fréquemment l'appartenance de personnes des deux groupes linguistiques à des associations communes. Les francophones manifestent une préférence marquée pour de telles associations parallèles.

les tandis que les anglophones ne témoignent d'aucune réticence à l'endroit d'associations qui ont des membres des deux groupes linguistiques.

Dans les associations communes pan-canadiennes, les anglophones détiennent d'immenses avantages sur leurs compatriotes francophones. Le poids du nombre, le lieu du siège social, la langue de travail, le personnel de secrétariat, la direction elle-même - sous tous ces aspects, les anglophones sont grandement favorisés. Il résulte de cette condition que ces derniers participent davantage à la vie de ce genre d'associations que les francophones. Qu'il s'agisse des structures de l'organisation, de la définition des objectifs, de la nature de l'activité, du choix des moyens d'action, ce sont les anglophones qui imposent, le plus souvent sans intention malveillante, leurs points de vue. D'où l'insatisfaction des francophones qui se plaignent de ce que les associations communes ne répondent ni à leurs besoins ni à leurs aspirations. Le bilinguisme officiel de façade, qui est de règle, masque mal la situation réelle qui se définit par la prédominance écrasante de l'anglais, en tant que langue et culture, dans tous les aspects de la vie des associations communes. Les mesures adoptées pour accroître l'usage du français ne parviennent guère à corriger l'infériorité du statut de cette langue. En outre, les francophones se plaignent de ce que les associations communes constituent des milieux d'assimilation à la culture anglaise. D'où le désintérêt de la plupart des francophones pour la vie des associations communes. La surparticipation de quelques-uns, qui deviennent les porte-parole quasi officiels des « Canadiens français », compense, mais de façon précaire et boiteuse, l'abstention générale.

Plus récemment, la tension chronique au sein des associations communes a dégénéré ici et là en crise. Dans certains cas, une scission s'est produite, marquée par le retrait des membres francophones qui se regroupent dans des associations parallèles. On ignore si la scission doit être considérée comme un acte définitif ou, au contraire, si elle représente une simple étape des relations inter-ethniques qui pourrait être suivie, à plus ou moins brève échéance, d'une revivification des associations communes selon des modèles inédits.

Pas plus qu'aux États-Unis, il n'existe au Canada de partis ethniques. Les Canadiens français, lors des élections fédérales, ont eu tendance à voter en majorité pour un même parti, le parti libéral, conduite qui peut être attribuée à la variable ethnique. Les trois premiers ministres francophones depuis le début de la Confédération en 1867 ont tous trois été libéraux. Les sondages révèlent d'assez nettes

différences de vues entre francophones et anglophones. Pour l'ensemble, ils montrent en outre un plus fort taux de « sans opinion » et d'indécis parmi les francophones, phénomène qui suit sans doute de leur statut socio-économique inférieur et de leur scolarisation moindre ³⁵⁶.

Les Canadiens sont très conscients des conséquences que peuvent avoir sur la vie politique du pays l'état des relations entre les membres des deux groupes linguistiques au sein des associations volontaires communes. Des relations intégratives suscitent des dispositions favorables au système politique canadien tandis que des relations divisives stimulent les sentiments séparatistes, particulièrement chez les francophones. Le fait que la plupart des associations communes se soient donné une organisation fédérative calquée sur le système politique canadien accroît encore l'importance des associations volontaires pour l'avenir du pays.

c) Palier technologique. - Aucune des variables du palier technologique n'a été étudiée sous l'angle de la participation. Nul doute cependant quant à l'importance fondamentale de cette variable. En effet, c'est surtout de la technologie, c'est-à-dire l'organisation du savoir en vue d'objectifs pratiques, que découlent les conditions de la division du travail et de la spécialisation des tâches. Or, les contributions sans doute les plus valables des individus à la vie collective sont celles qui s'insèrent dans le cadre de la division du travail. Et précisément un des problèmes majeurs, qui se pose aujourd'hui en ce qui touche la participation, est celui de la nature de la dynamique sociale propre à maximaliser la participation dans le contexte d'une division du travail devenue très complexe à la suite de l'énorme essor récent de la technologie.

Citons un exemple de l'impact du développement de la technologie sur les conditions tant qualitatives que quantitatives de la participation : prenons celui des communications. Si, dans les sociétés traditionnelles, les appartenances se

³⁵⁶ S. F. FRANKEL, *Political Orientation and Ethnicity in a Bicultural Country. A Re-Analysis of Various Opinion Polls*, Étude faite pour le compte de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966 ; Raymond N. MORRIS, Ruth MORRIS, David HOFFMAN, Fred SCHINDLER et C. Michael LANPHIER, *Attitudes Toward Federal Information*, Report for the Task Force on Government Information, Institute for Behavioral Research, York University, 1970.

restreignent virtuellement au niveau local et à des groupements qui encadrent la vie quotidienne des individus (la famille, les métiers), c'est, entre autres raisons, par l'impossibilité de faire naître et de maintenir des réseaux étendus de communication entre individus. De la même manière, si les appartenances varient souvent selon les régions d'un même pays et, notamment, entre les populations urbaines et rurales, c'est aussi, pour une part, parce que les réseaux nationaux et internationaux de communication rejoignent inégalement les diverses régions. Réseaux d'autoroutes, voies aériennes, télégraphe, téléphone, radio, télévision, réseaux de télévision par câble et par satellites, autant de moyens de communication qui, en facilitant les rapports entre des groupements toujours plus nombreux et plus dispersés, transforment et accroissent les moyens de participation.

En outre, l'information est une condition majeure d'incitation à la participation. Or, l'information n'est rien d'autre que le facteur qui demeure plus ou moins constant dans toute communication. Il s'en suit que les media de communication, par la qualité de l'information qu'ils permettent, exercent une influence directe énorme sur les types de participation qui sont accessibles aux membres d'une société.

d) Palier économique. - Avec le développement de l'instruction, l'industrialisation et son corollaire l'urbanisation représentent des variables décisives de la participation dans les sociétés libérales de l'Ouest. L'entreprise économique moule les hommes conformément à ses objectifs et, notamment, décide dans une large mesure du caractère des contributions qu'ils sont appelés à fournir.

Le caractère de l'économie d'une société décide, entre autres, de la nature des professions. Or, les chefs de famille de diverses professions participent fort inégalement à la vie socio-politique d'un pays. Un sondage effectué aux États-Unis donne les résultats suivants (tableau n° 26) :

TABLEAU N°26**Profession du chef de famille en regard du nombre d'appartenances**[Retour à la table des matières](#)

Nombre d'appartenances	De profession libérale	Homme d'affaires	Employé de bureau	Ouvrier spécialisé	Ouvrier non spécialisé	Fermier
	%	%	%	%	%	%
Aucune	19	25	32	35	43	41
Une	14	33	36	33	36	33
Deux	14	18	18	21	16	11
Trois ou plus	53	24	14	11	5	15

Source : Survey Research Center, University of Michigan, 1952. Dans V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 502.

Le National Opinion Research Center, dans son grand sondage de 1955 sur la participation, donne les proportions suivantes de la participation des adultes américains selon la profession (tableau n°27) :

TABLEAU N° 27

Appartenances des adultes aux associations selon la profession

[Retour à la table des matières](#)

Profession	Pourcentage de ceux qui ont des appartenances		
	Aucune	Une	Deux ou +
De professions libérales	47	24	29
Propriétaires, directeurs	47	24	29
Propriétaires de fermes	58	28	14
Employés de bureau, vendeurs	59	21	20
Ouvriers spécialisés	68	19	13
Ouvriers semi-spécialisés	77	14	9
Employés de services	73	18	9
Travailleurs non agricoles	79	16	5
Travailleurs agricoles	87	13	0
Retraités, sans emploi	77	11	12

Source : National Opinion Research Center Survey (1955), dans Murray HAUSKNECHT, op. cit., 25.

C'est également l'économie qui décide de l'importance et de la distribution des revenus, cet autre facteur majeur de participation. Toujours selon le *National Opinion Research Center*, les proportions de la participation des adultes américains sont les suivantes ³⁵⁷ (tableau n°28) :

³⁵⁷ Un sondage identique mené par l'American Institute of Public Opinion en 1954 donne des résultats équivalents bien que les pourcentages soient différents par suite du fait que la proportion de ceux qui ont des appartenances est supérieure à celle que le *National Opinion Research Center* a trouvée. Toutes les études montrent que la proportion des appartenances s'accroît à mesure que les revenus s'élèvent. Pour une bonne bibliographie, voir Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, Oxford University Press, New York, 1967, 222, note 25 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 120. Pour une tentative d'explication du rapport entre profession et participation, voir Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 124 ; Robert HAGERDORN et Sanford

TABLEAU N°28**Appartenances aux associations volontaires selon le revenu**[Retour à la table des matières](#)

Revenu	Pourcentage de ceux qui ont des appartenances		
	Aucune	Une	Deux ou +
Moins de \$2,000	76	17	7
2,000 à 2,999	71	17	12
3,000 à 3,999	71	18	11
4,000 à 4,999	65	21	14
5,000 à 7,499	57	72	21
7,500 et plus	48	22	30

Source : National Opinion Research Center Survey (1955), dans Murray HAUSKNECHT, op. cit., 75.

La sous-représentation des personnes de bas revenu dans les associations et, à l'inverse, la sur-représentation des personnes de revenu supérieur constituent un important corollaire de l'inégalité des appartenances selon le revenu. Une étude menée auprès de la *League of Women Voters* of the United States montre l'ampleur de ce double phénomène au sein de cette association (tableau n° 29) :

LABOVITZ, « Occupational Characteristics and Participation in Voluntary Associations », *Social Forces*, vol. 47, n° 1, 1968, 16-27. Si le revenu constitue un indicateur à ce point sensible de la participation, c'est qu'il représente en définitive une mesure quantitative de ces deux variables majeures que sont l'instruction et la profession. Les catégories les plus pauvres de la population participent à certains mouvements sociaux et politiques particuliers, par exemple les comités de citoyens. Voir, notamment, Ralph M. KRAMER, *Participation of the Poor : Comparative Community Case Studies in the War on Poverty*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1969 ; Paul E. PETERSON, « Forms of Representation : Participation of the Poor in the Community Action Program », *The American Political Science Review*, vol. 64, n° 2, 1970, 491-502.

TABLEAU N° 29

**Appartenance à la *League of Women Voters of the United States*,
selon le revenu**

[Retour à la table des matières](#)

Revenu de la famille	% de membres	% de femmes dans l'ensemble de la population féminine
Moins de \$5,000	6	47
5,000 à 7,499	19	34
7,500 à 9,999	20	10
10,000 à 14,999	22	7
15,000 à 19,999	15	1
20,000 et plus	17	1,9

Source : *A study of the League of Women Voters of the United States*, Report III, Some Problems of League Membership and Member Activity, Institute for Social Research, Survey Research Center, Ann Arbor, University of Michigan, 1957, 6 (Miméo).

Dans l'explication des grands événements politiques, on fait souvent beaucoup de cas de la conjoncture économique. C'est ainsi qu'on rend compte de la montée du national-socialisme par le pourcentage élevé du chômage parmi les classes moyennes allemandes et par la crainte, chez les membres de ces dernières, de se voir prolétarisées. De même explique-t-on parfois le fort pourcentage du vote communiste chez les ouvriers industriels européens par leur insécurité économique. Sans nier la validité partielle de ces interprétations, on doit néanmoins convenir qu'elles omettent certains faits, notamment le remarquable maintien de l'attrait du communisme au sein des couches ouvrières européennes, en France et en Italie, même durant les années prospères de la dernière décennie.

En ce qui concerne les États-Unis, il ne semble pas qu'il existe un rapport entre la conjoncture économique et le taux de participation électorale. Une étude de Harold T. Davis pour la période 1884-1944 a montré l'inexistence de toute corrélation entre le climat des affaires et la participation aux élections présidentielles :

un accroissement de participation électorale peut aussi bien correspondre à un déclin de l'activité économique et une diminution de la participation à une vague de prospérité économique, que l'inverse ³⁵⁸.

Par contre, il semble bien que le chômage peut avoir des effets défavorables sur d'autres genres d'activités. Dans son étude du comportement de 200 familles dont le chef était en chômage, E. Wight Bakke montre que le chômage a pour effet de diminuer la participation aux associations volontaires (tableau n° 30).

TABLEAU N° 30

Participation de 200 familles à diverses activités avant et après le chômage

[Retour à la table des matières](#)

Nature de l'activité	Avant le chômage	Après le chômage
Unions ouvrières	32	15
Cercles et loges	60	31
Rapports avec amis et parents	66	22
Conversations sans but	0	12
Flânerie au logis	13	25

Source : E. Wight BAKKE, *Citizens without Work*, Yale University Press, New Haven, 1940. Dans William KORNHAUSER, *Politics of Mass Society*, The Free Press of Glencoe, New York, 1959, 165.

Le chômage aurait comme conséquence la désagrégation des liens sociaux et la paralysie des relations interpersonnelles. Dès lors, les individus, aux prises avec l'anomie et l'aliénation, deviendraient vulnérables à l'appel de leaders populistes et à l'attrait des mouvements de masses. En d'autres termes, crises économiques et chômage ne diminueraient pas nécessairement la participation politique, du moins en ce qui concerne les élections, l'adhésion à certains mouvements, etc. Ils entraîneraient cependant, dans certaines circonstances, un changement radical dans le caractère des activités de participation.

³⁵⁸ Harold T. DAVIS, *Political Statistics*, Principia Press, Evans-ton, III., 1954, 219-265. Dans Robert E. LANE, *Political Life*, 326-331.

e) Palier de la stratification sociale. - Les notions de stratification et de classe sociales font encore l'objet de chaudes discussions parmi les sociologues. Mais on reconnaît généralement que les relations qui s'établissent au sein des groupes et entre les groupes ne sont pas seulement structurées, c'est-à-dire douées de cohérence et de stabilité, de même que constituées en unités de fonctionnement, c'est-à-dire en systèmes, mais qu'elles sont en outre stratifiées, c'est-à-dire qu'elles comportent un certain nombre de rangs, distribués selon un ordre hiérarchique ou vertical, de sorte que ces rangs se répartissent en des positions supérieures, moyennes ou inférieures. Ainsi, la stratification sociale renvoie à l'ordonnance des positions au sein des structures sociales. Celles-ci, en effet, étant multiples, il en découle plusieurs principes de stratification différents (d'après l'instruction, la profession, le revenu, etc.). Toutefois, ces divers principes de stratification sont nécessairement reliés les uns aux autres, s'accordent les uns aux autres et additionnent leurs effets : la cohérence de la société l'exige. La stratification sociale constitue donc un palier sui generis par lequel la société effectue la sélection des aptitudes et des talents et les distribue dans l'ensemble des positions sociales.

La stratification se rapporte à l'importance relative des positions et au prestige qui est accordé à chacune d'entre elles et non pas aux individus qui occupent ces positions. Chaque société sélectionne les individus par le double procédé de l'élimination et de la différenciation et elle les distribue dans les diverses positions selon les conditions et les besoins systémiques. D'après la façon dont l'élimination et la différenciation des individus s'effectuent, on se trouve en présence de castes, d'états ou de classes. Dans un régime de castes ou d'états, c'est la naissance qui détermine la position des individus, le régime de castes étant plus rigide que celui des états (surtout sous la monarchie absolue de l'Europe des 17^e et 18^e siècles au cours desquels le régime des états connut des assouplissements considérables) : nous sommes en présence d'un système « fermé » ou de statuts hérités (*ascribed status*). Dans le régime de classes, au contraire, c'est en principe l'effort personnel qui détermine la position des individus : il s'agit d'un système « ouvert » ou de statue conquis (*achieved status*). On peut définir la classe sociale comme un groupe stable, constitué d'individus qui, suivant leurs qualités affectives et intellectuelles personnelles aussi bien que les conditions reliées à la naissance, à la fortune héritée ou gagnée par chance, ou par le travail, occupent une même strate

sociale et qui, de ce fait, partagent certains intérêts importants pour eux-mêmes, acceptent certaines valeurs comme leur étant communes, révèlent des traits de tempérament similaires et ont pris conscience de la communauté qu'ils constituent ³⁵⁹.

Cette définition de la classe fait converger les aspects sociologiques et les aspects psychologiques de la classe sociale et souligne le fait que la classe, tout en étant reliée à la stratification sociale, ne peut être assimilée à celle de strates sociales. La désignation des strates sociales, en effet, suit d'un choix arbitraire de mesures et de grandeurs statistiques en vue de répartir un phénomène en catégories logiques : ainsi les catégories de revenus. La classe sociale, pour sa part, outre le fait qu'elle suppose un certain état d'esprit chez ceux qui la constituent, correspond à une réalité sociologique objectivement identifiable par des caractéristiques significatives, ainsi la classe des travailleurs (définie par la capacité de travail) et celle des capitalistes (définie par le monopole sur les biens de production) ; la classe des pauvres (définie par un revenu équivalent ou inférieur aux exigences minimales de la survivance) et celle des riches (définie par la possession d'une grande quantité de biens et de ressources) ; la classe des non-instruits (ceux qui n'ont pas complété le niveau élémentaire) et celle des instruits (ceux qui sont porteurs d'un diplôme de troisième cycle).

Considérée objectivement, la classe sociale renvoie à trois variables majeures dont nous avons relevé plus haut l'importance centrale pour la participation : l'instruction, la profession et le revenu. Aux différents seuils qui démarquent les classes sociales, pour chacune de ces variables devraient correspondre des seuils de participation. Bien que les bornes des différentes classes sociales soient difficiles à fixer statistiquement et qu'au surplus elles varient d'une étude à l'autre, suivant

³⁵⁹ Voir à ce sujet Georges GURVITCH, *Traité de sociologie*, tome premier, Presses universitaires de France, Paris, 1958, 185-215 ; Alain TOURAINE, *Sociologie de l'action*, Éditions du Seuil, Paris, 1965 ; Melvin Tumin, *Social Stratification. The Forms and Functions of Inequality*, Prentice-Hall, New Jersey, 1967 ; T. B. BOTTOMORE, *Classes in Modern Society*, George Allen, New York, 1965 ; et surtout les nombreuses études dans Reinhard BENDIX et Martin Seymour LIPSET, *Class Status and Power*, The Free Press, New York, 1966. Voir aussi John PORTER, *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*, University of Toronto Press, 1965 ; Angus CAMPBELL, Philip E. CONVERSE, Warren E. MILLER et Donald E. STOKES, *The American Voter*, John Wiley, New York, 1965, 333-380.

les objectifs particuliers des auteurs, cette correspondance est pour l'ensemble fermement établie.

Il se dégage des études que les personnes de la classe supérieure, non seulement participent davantage à la vie socio-politique, mais encore qu'elles occupent la plupart des postes de direction dans la grande majorité des organisations.

À Jonesville, le taux d'appartenance aux associations volontaires de la classe supérieure est plus de trois fois plus élevé que celui de la classe inférieure ³⁶⁰. En ce qui concerne les familles, les différences sont encore plus marquées, ce qui constitue un phénomène en lui-même capital quand on sait que la famille représente l'un des principaux agents de la hiérarchisation sociale des individus (tableau n° 31).

TABLEAU N° 31

**Appartenance des familles aux associations volontaires
selon la classe sociale (Jonesville)**

[Retour à la table des matières](#)

Classe sociale	Proportion des familles appartenant à une asso- ciation ou +	Moyenne d'appartenance par famille
	%	%
Supérieure	100	3,6
Moyenne-supérieure	100	3,5
Moyenne-inférieure	55	1,1
Inférieure-supérieure	50	0,9
Inférieure	30	0,7

Source : W. Lloyd WARNER, *Democracy in Jonesville*, Harper, New York, 1949, ch. ix.

³⁶⁰ Les pourcentages pour les membres des différentes classes sont les suivants : supérieure (72 pour cent) ; moyenne-supérieure (64 pour cent) ; moyenne-inférieure (49 pour cent) ; inférieure-supérieure (39 pour cent) ; inférieure (22 pour cent). W. Lloyd WARNER, *American Life*, University of Chicago Press, 1962, 229.

Dans son étude de Squirebridge, Thomas Bottomore a réparti les membres d'associations en trois catégories : supérieure, moyenne et inférieure et il a trouvé que les membres de la catégorie supérieure détenaient près des deux tiers des postes de direction alors qu'ils représentaient moins d'un cinquième de l'ensemble des membres des associations, tandis que les personnes de la catégorie inférieure, qui représentaient près des deux tiers de l'ensemble des membres, détenaient moins du cinquième des postes de direction (tableau n° 32).

Dans l'étude de Bottomore, la direction des associations apparaît comme un quasi-monopole de la classe supérieure, puisque même la classe moyenne détient moins de postes de direction que sa proportion, pourtant relativement faible, au sein de l'association. L'auteur conclut même à une certaine ségrégation de fait exercée par la classe supérieure au détriment de la classe inférieure. Les sondages effectués dans d'autres pays, dont les États-Unis, indiquent la même prépondérance de la classe supérieure aux postes de direction mais tendent à accorder plus d'importance aux catégories moyennes ³⁶¹.

³⁶¹ E. E. SCHATTSCHEIDER, *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 34 ; Giuseppe Di PALMA, *Apathy and Participation*, The Free Press, New York, 1970, 16-19 ; Norman H. NIE, G. Bingham Powell. Jr. et Kenneth PREWITT, « Social Structure and Political Participation : Developmental Relationship, II », *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 3, 1969, 808-832 ; Robert M. HAUSER, « On Social Participation and Social Status », *American Sociological Review*, vol. 34, n° 4, 1969, 549-553 ; Stephen E. BENNETT et William R. KLECKA, « Social Status and Political Participation : A Multivariate Analysis of Predictive Power », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 14, n° 3, 1970, 355-382 ; Robert E. AGGER et coll., *The Rulers and the Ruled*, John Wiley, New York, 1964, 274-285.

TABLEAU N° 32

**Proportion de membres et de dirigeants dans les associations
selon les catégories sociales (Squirebridge)**

[Retour à la table des matières](#)

Catégories sociales	Proportion de membres	proportion de dirigeants
Catégorie A (classe supérieure)	16,6	62
Catégorie B (classe moyenne)	23	19,8
Catégorie C (classe inférieure)	60,4	18,3

Source : Thomas BOTTOMORE, « Social Stratification in Voluntary Organizations » dans D. V. GLASS, edit., *Social Mobility in Britain*, Routledge and Kegan Paul, London, 1954.

En outre, il semble que le temps joue à l'avantage de la classe supérieure et que cette dernière accroisse indéfiniment ses avantages initiaux. Dans une étude américaine sur la participation politique à Syracuse, New York, entre 1880 et 1959, on a trouvé que l'octroi du vote, au niveau local, ne s'est pas accompagné d'un accroissement de la proportion des candidats, des élus et des directeurs issus des classes inférieures. Au contraire, on relève une baisse importante durant cette période dans la proportion des ouvriers industriels, des paysans et des petits employés parmi les candidats et les élus. L'auteur conclut : « Aujourd'hui, la participation des classes inférieures se limite dans une large mesure au suffrage et à l'accomplissement de tâches subalternes et bénévoles durant les campagnes électorales. Le choix des candidats... est devenu la prérogative exclusive des classes supérieures (qui recrutent les candidats parmi leurs rangs) ³⁶². »

Par ailleurs, le jeu même des appartenances favorise encore les classes supérieures. W. Lloyd Warner, qui considérait pourtant les associations volontaires comme des leviers de changement et de mobilité sociale, constatait toutefois que plusieurs associations érigeaient arbitrairement des barrières à la mobilité, favori-

³⁶² John H. LINDQUIST, « Socio-Economic Status and Political Participation », *The Western Political Quarterly*, vol. 17, n° 4, 1964, 608-614 ; aussi Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 114.

sant ainsi le développement d'une caste aristocratique dont le signe distinctif était l'argent plutôt que la naissance. Et pendant que les classes supérieures s'associent entre elles, les classes inférieures font de même, produisant la ségrégation des riches et des pauvres, des instruits et des ignorants ³⁶³.

À Jonesville, la grande majorité des membres se recrutent au sein d'une seule des cinq strates sociales, exceptionnellement au sein de deux strates, la classe supérieure favorisant les clubs sociaux fermés et les associations de bienfaisance et d'affaires, la classe moyenne supérieure, les clubs sociaux ouverts et les associations religieuses, et la classe inférieure se confinant aux associations symboliques et aux unions ouvrières. En outre, Warner note l'absence de relations suivies entre les différents types d'associations. À Squirebridge, moins de la moitié des 135 associations étudiées ont des membres issus des trois strates - supérieure, moyenne, inférieure - retenues pour les fins de l'analyse. Même dans ces associations, la majorité des membres viennent d'une seule strate tandis que, dans plus de la moitié des associations, la plupart des membres sont tirés d'une seule strate.

Comment expliquer cette prépondérance aux postes de direction des membres dont le statut socio-économique est le plus élevé ? Ils ont, au départ, sur leurs concurrents de statut socio-économique inférieur, le double avantage de disposer de plus de ressources (argent, prestige, libre disposition des loisirs) et de posséder, grâce à des traits personnels innés ou par suite de leur expérience de vie, les qualités de leadership requises. Il semble aussi que le goût pour les postes de direction et pour la participation en général soit plus prononcé chez eux que chez les autres classes sociales. Almond et Verba relèvent des différences appréciables dans le sentiment de l'obligation à s'engager dans les activités communautaires parmi les membres des diverses classes sociales (tableau n° 33).

On peut considérer les membres de la classe supérieure comme des leaders naturels. Dès lors qu'ils joignent une association, on les retrouve bientôt parmi les dirigeants. Et chaque nouvelle nomination constitue pour eux un tremplin pour d'autres nominations. Ainsi donc, ce sont précisément ceux qui sont déjà favorisés qui retirent le plus d'avantages de la participation aux associations volontaires.

³⁶³ Les associations groupant les défavorisés sont toutefois moins nombreuses, pour l'ensemble elles sont moins influentes et elles tendent ou à se radicaliser ou à tomber dans l'apathie.

TABLEAU N°33

Proportion de ceux qui estiment que le citoyen devrait être actif
dans les activités communautaires, selon les strates sociales et pour cinq pays

[Retour à la table des matières](#)

Pays	Proportion de l'en- semble	Profes- sionnels et directeurs	Collets blancs	Ouvriers spécialisés	Ouvriers non spécia- lisés
États-Unis	51	73	59	52	34
Grande- Bretagne	39	43	50	43	31
Allemagne	12	33	31	20	18
Italie	10	14	24	6	8
Mexique	26	42	25	25	26

Source : Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, op. cit., 176.

Contrairement à l'opinion de Max Weber qui voyait dans les associations volontaires aux États-Unis un mécanisme de remplacement des hiérarchies aristocratiques fermées du Vieux Monde, ne peut-on pas soutenir que les associations volontaires confirment et raffermissent la position sociale des bien-nantis ? Ne contribuent-elles pas à creuser davantage le fossé que l'écart des conditions socio-économiques a déjà posé entre individus ? Sans doute, comme le montrent certaines études, nombre de dirigeants se révèlent très loyaux et dévoués envers l'association et très affables envers les simples membres ³⁶⁴. Mais les modalités de l'intégration des associations volontaires dans le système social paraissent contrarier leur noble vocation d'être des « écoles de démocratie ». Elles représentent forcément une composante du système des classes sociales et accentuent de la sorte les inégalités qui sourdent de la stratification sociale ³⁶⁵.

³⁶⁴ Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, Oxford University Press, New York, 1967, 167-180.

³⁶⁵ Voir sur le sujet, entre autres, Thomas BOTTOMORE, « Social Stratification in Voluntary Associations », dans D. V. GLASS, editor, *Social Mobilization in Britain*, Routledge and Kegan Paul, London, 1954 ; Alan BOOTH, Ni-

f) Le palier culturel. - La participation est bien autre chose que la somme des contributions qui la révèlent. Elle représente l'une des expressions les plus élevées de la culture politique. Elle est à la fois une source de la culture politique, puisque les valeurs et les signes qui constituent la culture résultent de l'expérience et de l'activité des individus, et un produit de la culture, puisque, dans une large mesure, elle dépend de normes et de jugements liés à la culture des individus et des collectivités. D'où l'importance de la socialisation pour la participation politique ³⁶⁶.

Si, en effet, la participation est associée à des états de conscience et que ceux-ci varient selon les individus, la question se pose de savoir quand et comment ces dispositions sont inculquées, comment les valeurs et les conduites de participation sont apprises et intégrées à la personnalité. Malheureusement, les données à ce sujet sont partielles et incertaines. Il semble que l'origine des orientations vis-à-vis de la participation remonte à la famille : ceux dont les parents furent actifs dans la vie sociale et politique participent davantage que ceux dont les parents furent inactifs ; les dispositions vis-à-vis les partis politiques et les groupes d'intérêt correspondent aux dispositions que manifestent les parents : il en est ainsi du sens d'efficacité, des attitudes à l'endroit de l'autorité, de l'intérêt envers les questions politiques, des orientations générales vis-à-vis du système politique et de ses diverses composantes ³⁶⁷. De même pour l'école : l'école moule les dispositions envers la participation qui prévaudront à l'âge adulte. Elle inculque les loyautés et les idéologies, procure les informations, suscite l'intérêt requis pour une participation élevée. Règle générale, abstraction faite de la profession, du sexe, de l'ethnicité et autres variables socio-économiques, jusqu'à un certain point tout au moins,

cholas BABCHUCK et Alan B. KNOX, « Social Stratification and Membership in Instrumental-Expressive Voluntary Associations », *The Sociological Quarterly*, vol. 9, n 4, 1968, 427-439.

³⁶⁶ Voir notre exposé sur la socialisation et la culture politique dans le tome premier.

³⁶⁷ Voir V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 293-315 ; Giuseppe Di PALMA, op. cit. ; M. Kent JENNINGS et Richard G. NIEMI, « The Division of Political Labor Between Mothers and Fathers », *The American Political Science Review*, vol. 65, n° 1, 1971, 69-82 ; Joseph HARRY, « Family, Localism and Social Participation », *American Journal of Sociology*, vol. 75, n° 5, 1970, 821-827.

plus on a fréquenté l'école, plus et mieux on énonce des opinions fermes, plus on s'engage, bref, plus on participe ³⁶⁸. Les compagnons (*peer groups*) constituent une importante source de socialisation en vue de la participation politique. Plus, étant enfant, on a pris part aux activités reliées aux groupements de jeu ou d'école et plus on est susceptible de participer aux activités sociales et politiques dans l'âge adulte ³⁶⁹. Enfin, les dispositions qui favorisent ou entravent le développement du sens d'efficacité politique, si intimement relié à la participation, remontent souvent aux conditions de la socialisation dans l'enfance ³⁷⁰.

³⁶⁸ Si le rôle de l'école élémentaire dans l'inculcation des dispositions de base à l'endroit de la participation paraît considérable, au niveau secondaire et collégial ce rôle semble ténu, sinon inexistant. Voir V.O. KEY, *ibid.*, 315-343 ; Robert D. HESS et Judith V. TORNEY, *The Development of Political Attitudes in Children*, 127-128 ; M. Lal. GOEL, « The Relevance of Education for Political Participation in a Developing Society », *Comparative Political Studies*, vol. 3, n° 3, 1970, 333-346 ; Byron G. MASSIALAS, *Education and the Political System*, Addison-Wesley, Reading, Mass., 1969 ; M. Kent JENNINGS et al., « Political Socialization », *Harvard Educational Review*, Vol. 38, n° 3, 1968 (special issue) ; R. LEVINE, « American College Experience as a Socialization Process », dans Theodore M. NEWCOMB et Everett K. WILSON, editors, *College Peer Groups*, Aldine, Chicago, 1966 ; Philip E. JACOB, *Changing Values in College*, Harper, New York, 1957 ; Wilbur B. BROOKOVER et al., *The College Student*, Center for Applied Research in Education, New York, 1965 ; H. WEBSTER, M. FREEDMAN et P. HEIST, « Personality Changes in College Students », dans Nevitt SANFORD, editor, *The American College*, John Wiley, New York, 1962 ; Kenneth P. LANGTON et M. Kent JENNINGS, « Political Socialization and the High School Civics Curriculum », *The American Political Science Review*, Vol. 62, n° 3, 1968, 856-868 ; Albert SOMIT et al., « The Effect of the Introductory Political Science Course on Student Attitudes toward Political Participation », *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 4, 1958, 1129-1132 ; Edgar LITT, « Civic Education Norms and Political Indoctrination », *American Sociological Review*, vol. 28, n° 1, 1963, 69-75 ; J. W. E. DOUGLAS, *The Home and the School*, Macgibbon and Kee, London, 1964.

³⁶⁹ Eugene LITWAK et Ivan SZELEWSKI, « Primary Group Structures and their Functions : Kin, Neighbors and Friends », *American Sociological Review*, vol. 34, n° 4, 1969, 465-481 ; Theodore M. NEWCOMB et Everett K. WILSON, editors, *College Peer Groups*.

³⁷⁰ David EASTON et Jack DENNIS, « The Child's Acquisition of Regime Norms : Political Efficacy », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 1, 1967, 25-38.

L'importance de la religion comme variable de la participation politique est aléatoire. Son effet a surtout été étudié dans le domaine des élections et des partis. En France, on relève une corrélation remarquable et durable entre le taux de pratique religieuse dans les diverses régions et l'allégeance partisane. Aux États-Unis, la religion est un des principaux facteurs du choix d'un parti politique, les catholiques favorisant le parti démocrate et les protestants, le parti républicain ³⁷¹.

L'accessibilité des media de communication est réputée être un puissant facteur de formation politique. Dans tous les pays, livres, revues, journaux, radio et télévision sont soumis à une surveillance publique plus ou moins étroite et, dans certains cas, comme ceux de l'Allemagne nationale-socialiste, de l'URSS et de plusieurs pays en voie de développement, les autorités politiques ont systématiquement recours à ces moyens pour propager les idées favorables au régime et, le cas échéant, pour promouvoir l'alphabétisme. Néanmoins, on connaît bien mal l'influence réelle de ces media sur la formation des opinions et surtout sur la participation. Le seul fait de s'« exposer » aux divers media n'est pas à lui seul un bon indice de leur effet. En outre, nombre de media ne rejoignent que des clientèles particulières, souvent restreintes. C'est ainsi que la lecture des livres portant sur la politique ou les affaires publiques est une activité pour ainsi dire réservée à des « professionnels » ³⁷². Mais si on considère qu'une grande fraction des « leaders

³⁷¹ Pour une remarquable synthèse des études sur l'incidence du facteur religieux sur les élections en France, voir Alain LANCELOT, *l'Abstentionnisme électoral en France*, Armand Colin, Paris, 1968. Pour les États-Unis, voir, entre autres, Angus CAMPBELL, et coll., *Elections and the Political Order*, John Wiley, New York, 1967, 96-124. Pour l'influence des confessions religieuses au Canada, voir S.D. CLARK, *The Developing Canadian Community*, University of Toronto Press, Toronto, 1962 ; aussi Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 137.

³⁷² Une enquête menée il y a plusieurs années par le *Survey Research Center* a révélé que 48 pour cent des adultes américains n'avaient lu aucun livre durant l'année précédant l'enquête, que 18 pour cent n'avaient lu que de un à quatre livres et que seulement 25 pour cent avaient lu dix livres et plus. En outre, 74 pour cent de ces derniers avaient lu exclusivement ou surtout des livres de « fiction ». Voir Angus CAMPBELL et coll., « Books, Libraries, and Other Media of Communication », *Survey Research Center*, University of Michigan, dans Daniel KATZ, *Public Opinion and Propaganda*, The Dryden Press, New York, 1954, 235-242, aussi Graeme C. MOODIE et Gerald STUDDERT-KENNEDY, *Opinions, Publics and Pressure Groups*, George Allen and Unwin, London, 1970.

d'opinion » se recrutent parmi ces derniers, peut-on conclure que les livres ont moins d'influence que la télévision, dont l'audience est virtuellement générale ? Il est certain par ailleurs que, sur le plan purement quantitatif, le phénomène le plus marquant des deux dernières décennies en ce qui concerne les moyens de diffusion populaire, c'est la montée de la télévision. Cette dernière a provoqué un changement radical dans les comportements culturels des individus. Ainsi, la télévision a bouleversé le déroulement des campagnes électorales, comme en font foi les sondages effectués aux États-Unis par le *Survey Research Center* après les élections présidentielles de 1952 (première élection présidentielle où la télévision fut largement utilisée) et de 1956 (tableau n° 34).

TABLEAU N° 34

Usage de divers « media » pendant les campagnes présidentielles
de 1952 et de 1956 aux États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

	Pour-cent des électeurs	
	1952	1956
Les journaux	79	69
La radio	69	45
Les magazines	40	31
La télévision	49	74

Source : Survey Research Center, University of Michigan, 1952 et 1956. Dans V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 346.

Non seulement les Américains ont-ils détourné leur attention d'autres media pour la concentrer davantage sur la télévision, mais encore ils disent avoir reçu, dès 1952 mais encore davantage en 1956, la majeure partie de leur information politique de ce même médium (tableau n° 35).

TABLEAU N° 35

Source d'où les adultes américains ont tiré le plus d'information politique
au cours des campagnes présidentielles de 1952 et de 1956

[Retour à la table des matières](#)

Genre de médium	Pour-cent des électeurs	
	1952	1956
Journaux	22	24
Radio	28	10
Magazines	5	5
Télévision	31	49
Plus d'un médium	5	3
N'ont pas suivi la campagne	6	8
Ne savent pas	3	1

Source : Survey Research Center, Ibid. Dans V.O. KEY Jr., op. cit., 346.

Par ailleurs, les différentes catégories de la population ne recourent pas aux divers media dans des proportions identiques. C'est ainsi que le tiers supérieur des strates socio-économiques lisent surtout les journaux tandis que les deux tiers inférieurs regardent surtout la télévision. On sait en outre que la majorité des lecteurs de journaux et une proportion encore plus grande des personnes qui regardent la télévision cherchent plus à se détendre qu'à s'instruire et qu'une faible fraction consacrent une attention appréciable aux informations politiques ou d'intérêt public que transmettent ces media ³⁷³. On n'est pas encore fixé au sujet de l'influence réelle des divers media sur la participation. On sait cependant, nous l'avons indiqué plus haut, qu'elle n'est pas automatique et qu'elle s'exerce fréquemment par l'intermédiaire des groupes sociaux.

³⁷³ Sur le sujet, voir notamment V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 344-411 ; INSTITUT CANADIEN D'ÉDUCATION DES ADULTES, *Une semaine à la télévision*, Montréal, 1963 ; Bernard RUBIN, *Political Television*, Wadsworth, Belmont, California, 1967. On devra consulter sur le sujet les principaux ouvrages de sociologie électorale.

Une autre variable de participation reliée à la culture concerne les loisirs. Ces derniers sont fort inégalement répartis parmi la population. Les fermiers ont moins de loisirs que les ouvriers industriels. Les personnes appartenant aux catégories socio-économiques ayant le plus de loisirs devraient normalement participer plus que celles qui disposent de moins de loisirs. Or, il n'en est pas toujours ainsi. Les retraités disposent de beaucoup de loisirs mais se retrouvent parmi les catégories qui participent le moins aux diverses activités socio-politiques. Les travailleurs industriels les plus prospères participent davantage que les autres mais ont aussi moins de loisirs. Dans le même sens, les dirigeants et les membres les plus actifs des associations volontaires et des partis politiques se recrutent parmi les strates supérieures de la population, qui ont généralement une vie professionnelle fort remplie. Il semblerait toutefois qu'il existe un rapport entre la participation et le degré selon lequel un individu peut disposer librement de l'emploi de son temps. Un professionnel bénéficie de moins de temps libre qu'un manoeuvre mais il en dispose autrement que ce dernier. Le manoeuvre emploie son temps « libéré » pour se reposer ou encore pour accroître son revenu tandis que le professionnel y voit à la fois une occasion de se détendre et de prendre part à diverses activités reliées à sa vie professionnelle ou à d'autres valeurs ou intérêts personnels ³⁷⁴.

Les intellectuels, ces « porteurs » de la culture, se retrouvent généralement parmi ceux qui ont les taux les plus élevés de participation. Ils ne constituent pas, cependant, une groupe homogène. Ils se recrutent parmi plusieurs catégories socio-économiques, de sorte qu'il n'est pas possible de les étudier comme tels. Un poète n'a pas les mêmes appartenances qu'un professeur. On attribue en outre aux intellectuels une influence considérable sur l'orientation des sociétés mais il y a controverse sur la nature de cette influence. Considérés comme d'égoïstes profiteurs ou des mercenaires à la solde de l'ordre établi par les uns et comme la source

³⁷⁴ Leonard REISMAN, « Class, Leisure and Social Participation », *American Sociological Review*, vol. 19, n° 1, 1954, 76-84 ; Robert E. LANE, *Political Life*, 223-224 ; Erik ALLARDT et coll., « On the Cumulative Nature of Leisure Activities », *Acta Sociologica*, vol. 3, 1958, 165-172 ; Sebastian DE GRAZIA, *Of Time ; Work and Leisure*, The Twentieth Century Fund, New York, 1962 ; Joffre DUMAZEDIER, *Vers une civilisation du loisir ?* Éditions du Seuil, Paris, 1962 ; Max KAPLAN, *Leisure in America*, John Wiley, New York, 1960.

des ferments révolutionnaires par les autres, les intellectuels s'intéressent fort inégalement à la politique. Leur statut social diffère grandement selon les époques et selon les pays. Les intérêts qu'ils cherchent à défendre et à promouvoir ont cependant partout des caractères communs. Ils concernent les idéologies et les libertés personnelles et collectives. De bons indices de l'engagement socio-politique des intellectuels dans un pays consistent dans le nombre et l'orientation des associations volontaires de type idéologique qui s'expriment en leur nom de même que dans la fréquence et la nature de leurs prises de position publiques à titre individuel ou collectif.

Pour rendre pleinement compte de la participation parmi les diverses catégories de la population, il faut enfin considérer les idéologies dominantes parmi les divers groupes aussi bien qu'au sein de la société globale. Ce sont finalement les représentations que les individus se font des organisations qui requièrent leurs contributions de même que de la participation elle-même qui, en fin de compte, procurent les explications fondamentales des multiples caractéristiques de la participation dans une société.

Pour l'ensemble, la propension à participer semble remonter à des influences qui ont joué bien antérieurement aux conduites mêmes de la participation. Elle paraît ancrée dans le processus de la socialisation de l'enfant et doit ainsi être considérée comme une des dimensions importantes de l'acquisition d'une culture politique. Les tendances à l'endroit de la participation dépendraient ainsi de deux phénomènes dont on commence seulement à percevoir l'existence : le transfert des dispositions d'un individu à l'autre, ce transfert pouvant se faire entre personnes de deux générations différentes (par exemple, du père au fils, du maître à l'élève) ou encore de la même génération (ainsi d'un camarade de jeu à l'autre, d'un employé à un autre) ; le transfert des dispositions chez un même individu à l'endroit de la participation d'une catégorie d'activité à une autre catégorie (exemple, la tendance à participer aux associations volontaires et aux partis politiques) ³⁷⁵. Malheureu-

³⁷⁵ A. M. Rose, « Attitudinal Correlates of Social Participation », *Social Forces*, vol. 37, 1959, 202-206 ; H. Maccoby, « The Differential Political Activity of Participants in a Voluntary Association », *American Sociological Review*, vol. 23, 1958, 524-532 ; B. G. ZIMMER et A. H. HAWLEY, « The Significance of Membership in Associations », *American Journal of Sociology*, vol. 65, n° 2, 1959, 196-201 ; A. M. ROSE, « Alienation and Participation : A

sement, assez peu de recherches psychosociologiques ont été menées sur les raisons et les conditions de ce double transfert.

g) Les niveaux du système politique. - Les variables liées à la personnalité et celles qui relèvent du système social, on vient de le voir, expliquent apparemment le phénomène de la participation dans son ensemble de même que la participation des diverses catégories de la population. Et telle est bien, en effet, l'impression qui se dégage de la plupart des écrits sur la participation politique. Nous ne partageons pas cet avis. Nous estimons que des facteurs proprement politiques contribuent également à rendre compte, non seulement des participations proprement politiques, mais encore de certaines participations sociales parmi les plus importantes. Ainsi, il n'est pas indifférent pour la participation - qu'il s'agisse de participation sociale ou politique - que le régime politique soit libéral ou socialiste. Nous estimons en outre que la façon dont un système politique prévoit le recrutement des agents politiques ou encore fixe les compétences et les modes de fonctionnement des partis produit des conséquences qui se répercutent, à des degrés divers, sur toutes les activités de participation. Bref, nous considérons la participation, non seulement comme un processus circulaire, c'est-à-dire au sein duquel participation sociale et participation politique s'appellent et se stimulent mutuellement, mais aussi comme un processus à double courant, c'est-à-dire au sein duquel variables sociales et variables politiques joignent et conjuguent leurs effets.

Malheureusement, il n'existe virtuellement aucune donnée précise sur l'action directe des facteurs politiques sur la participation, même politique. Nous ne pouvons à ce stade des travaux que formuler des questions. Ces questions se déduisent des paliers du système politique que nous avons retenus dans le tome premier.

- a) Quelles sont les caractéristiques des citoyens en tant que communauté politisée (degrés selon lesquels les traits de personnalité et les variables sociales favorisent ou non la participation aux diverses activités politiques) ?

Comparison of Group Leaders and the Mass », *American Sociological Review*, vol. 27, 1962, 834-838.

Sur toutes ces questions reliées à la micropolitique, nous disposons d'amples renseignements dont nous avons rapporté plus haut l'essentiel.

- b) Quelle est la nature du régime politique (laisser-faire, libéral, socialiste, autoritaire, autocratique) et dans quelle mesure les représentations collectives de la vie politique favorisent ou entravent la participation, et tel type de participation plutôt que tel autre ? C'est ainsi qu'on dit que les régimes libéraux découragent la participation politique autre qu'élective tandis que les régimes socialistes la sollicitent et même la commandent.
- c) Dans quelle mesure les idéologies politiques (telles que formulées dans les programmes des partis et vécues par les citoyens) valorisent la participation et favorisent tel ou tel type de participation plutôt que tel autre (ainsi la participation selon le mode de représentation ou encore la participation selon le mode de la consultation) ? Les idéologies médiatrices constituent une bonne mesure de la culture politique des citoyens et on devrait connaître beaucoup mieux les ressources et les caractéristiques de la culture politique, car d'elle dépendent, finalement, les dispositions des citoyens vis-à-vis de la participation politique en général et de tel ou tel mode de participation en particulier (par exemple, participation aux partis et aux groupes d'intérêt).
- d) Jusqu'à quel point les statuts et les normes qui régissent les mécanismes d'interactions (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs, media de communication) favorisent ou non la participation, et plutôt tel type de participation que tel autre ? Il existe d'excellentes études sur la participation électorale (modes de mobilisation des électeurs, taux de participation, caractéristiques des candidats et des élus). Mais on connaît encore assez mal l'influence des régimes de partis sur la participation à la vie des partis comme tels de même que sur les autres composantes du système politique. Par ailleurs, nous ne disposons que de bribes d'informations sur la participation aux groupes d'intérêt, aux conseils consultatifs et aux media de communication et encore moins sur les effets de la participation à ces divers mécanismes sur l'ensemble du système politique.
- e) Comment les composantes internes majeures du système politique (parlement, administration, gouvernement et judiciaire) agissent sur la participa-

tion politique, d'une part, par les normes qu'elles édictent et les décisions et actions dont elles sont le siège et, d'autre part, par les dispositions des agents qui les dirigent ? À propos des composantes majeures du système politique, nous connaissons assez bien les caractéristiques personnelles et socio-économiques de leurs agents (parlementaires, administrateurs, ministres et juges)³⁷⁶ mais nous ne savons guère comment, par leurs décisions ou leurs actions, ils favorisent ou entravent la participation politique, et plus particulièrement tel ou tel mode de participation. On sait que députés et ministres encouragent la participation électorale mais comment eux-mêmes et les fonctionnaires perçoivent-ils, par exemple, les fonctions de la consultation et des media de communication dans le processus politique ?

- f) Comment la propagande politique, dans son effort d'action sur l'opinion, encourage-t-elle ou non la participation politique ? De façon plus spécifique, jusqu'à quel point les systèmes politiques comportent-ils des mécanismes de contrôle qui leur permettent de saisir les besoins des citoyens

³⁷⁶ Voir, entre autres, Jean MEYNAUD, directeur de la publication, « La profession parlementaire », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961 ; André GÉLINAS, *les Parlementaires et l'administration au Québec*, Les Presses de l'université Laval, Québec, 1969 ; Dwaine MARVICK, *Political Decision Makers*, Free Press, New York, 1961 ; Donald R. MATTHEWS, *U.S. Senators and Their World*, University of California Press, Chapel Hill, 1960. Gerhard LOEWENBERG, *Parliament in the Political System*, Cornell University Press, Ithaca, 1967 ; J. D. BARBER, *The Lawmakers*, Yale University Press, 1967 ; J. C. WAHLKE et H. EULAU, *The Legislative System*, John Wiley, New York, 1962 ; D. COOMBES, *The Members of Parliament and the Administration*, G. Allen and Unwin, London, 1960 ; F. DE-BUYST, *la Fonction parlementaire en Belgique : mécanisme d'accès et images*, C.R.I.S.P., Bruxelles, 1966 ; A. KORNBERG et N. THOMAS, « Representative Democracy and Political Elites in Canada and the United States », *Parliamentary Affairs*, vol. 19, 1965, J. MATTHEWS, *The Social Background of Decision Makers*, Doubleday, Garden City, 1954 ; D. T. STANLEY, *The Higher Civil Service*, The Brookings Institute, Washington, 1964 ; W. L. GUTTSMAN, *The British Political Elite*, Macgibbon and Kee, London, 1965 ; Jean MEYNAUD, « Les catégories dirigeantes italiennes », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 4, 1964, 639-675 ; Duncan MACRAE, *Parliament, Parties and Society in France, 1946-1958*, St. Martin's Press, New York, 1967.

concernant la participation politique et comment sont-ils aménagés pour traduire et orienter ces besoins dans les conduites politiques ? Jusqu'à quel point, en outre, les agents politiques s'interrogent-ils sur les effets de leurs décisions et de leurs actions sur la volonté des citoyens de participer à la vie politique ?

- g) Les symboles politiques incitent-ils ou non à la participation et, si oui, quels modes de participation stimulent-ils surtout ?

Les conditions de participation propres à ces paliers du système politique devront en outre être examinées sous l'angle des dispositions spécifiques de chaque catégorie d'individus conformément aux variables personnelles et sociales que nous avons examinées plus haut. De la sorte, on parviendra à mesurer de façon exacte toutes les dimensions des rapports entre la participation aux activités sociales et aux activités politiques, que nous avons perçus comme réels et étroits mais dont nous n'avons pu forcément établir que les caractéristiques d'ensemble.

3. Participation et groupes

[Retour à la table des matières](#)

Chacun des nombreux facteurs de participation que nous avons identifiés exerce une influence bien variable. Il est malheureusement impossible d'isoler les effets de chacun d'eux puisqu'ils n'ont guère fait l'objet de calculs sophistiqués d'analyse factorielle et de régression. Certains de ces facteurs cumulent leurs effets, comme c'est le cas pour l'instruction, la profession et le revenu. D'autres conjuguent leurs effets ou les neutralisent selon les circonstances : il en est ainsi du sexe et de l'âge : si une personne a 17 ou 70 ans et est du sexe féminin, les deux facteurs agissent ensemble pour diminuer la participation, mais si une personne a de 35 à 50 ans, l'âge stimule la participation et annule en partie l'effet négatif du sexe féminin. De tous les facteurs, c'est l'instruction qui paraît le plus constant et dont les effets propres sont le plus perceptibles, quels que soient les autres facteurs avec lesquels on la considère. L'instruction représente pour la participation dans l'âge adulte l'équivalent de l'intelligence pour la socialisation de

l'enfant : elle rendrait finalement compte de toute différence qui subsiste entre individus, une fois isolés et mesurés les effets de tous les facteurs ³⁷⁷.

Il est en outre erroné de se borner à mesurer l'influence des divers facteurs par l'identification des effets qu'ils produisent sur les individus. S'il est vrai que c'est finalement dans la mesure où ils touchent les individus que ces facteurs ont un poids, il n'en reste pas moins que c'est presque toujours à l'intérieur de groupes que leur action se manifeste. Ce sont les groupes, en effet, qui filtrent les facteurs qui sont décisifs pour la participation des individus à tel moment et dans telle circonstance. En outre, ce sont les groupes qui fournissent aux individus les ressources nécessaires ou qui leur inculquent les dispositions indispensables à l'acquisition des traits qui décident dans quelle mesure ils se trouvent favorisés ou non du point de vue des divers facteurs de participation. On songe à la famille, à la classe sociale, à la profession, aux églises et ainsi de suite. Si l'action des divers facteurs s'entrecroise et est, tantôt concordante, tantôt divergente, c'est non seulement parce que les individus, conformément à leur tempérament personnel, réagissent de façon diverse à leur action, c'est aussi parce que ces facteurs agissent au sein de groupes divers dont chacun détermine jusqu'à un certain point leur influence particulière sur les individus, conformément à leur vocation et à leurs objectifs propres.

Divers sondages, notamment celui d'Almond et de Verba dans cinq pays, montrent que la majorité des individus préfèrent agir seuls plutôt que par l'intermédiaire d'un groupe officiel ou spontané pour tenter d'influencer le gouvernement tant au niveau local qu'au niveau national. C'est là une conviction dont il faut respecter la noblesse d'inspiration puisqu'elle reflète les valeurs sous-jacentes

³⁷⁷ Il se peut que le véritable premier moteur de la participation ne soit pas l'instruction mais l'intelligence. Il est toutefois difficile d'établir la preuve de cette supposition. Si elle se révélait fondée, il s'ensuivrait que toute tentative d'égalisation des chances de participation par la réforme des structures et des mentalités se verrait toujours frustrée par l'émergence en tête de peloton des plus intelligents. De même que l'abolition des privilèges dus à la naissance et du pouvoir de l'argent comme principes de stratification sociale fait émerger la « méritocratie », de même la suppression des sources socio-politiques d'inégalité des chances de participation pourrait conduire à l'apparition de nouveaux facteurs d'inégalité dits d'excellence, découlant des différences intellectuelles et affectives entre les individus. Mais l'intelligence et l'affectivité ne relèvent-elles pas elles-mêmes pour une part du jeu des facteurs sociaux et politiques ?

au projet libéral originel, largement axé sur la primauté de l'individu. Toutefois, pour respectable qu'elle soit, cette conviction ne cadre pas avec les conditions réelles de toute participation qui se veut efficace.

En effet, les voies de la participation sociale et politique passent presque toujours par les groupes. Un individu isolé, à moins d'occuper une position stratégique privilégiée, ne peut guère agir de façon significative sur le cours des choses. Son action s'exerce généralement par le truchement de groupes, d'où il suit que participer, c'est se soumettre au contrôle du groupe. C'est faire plus ou moins siens les intérêts et les idéologies qu'épouse un groupe, c'est absorber ses normes, c'est s'identifier à ses luttes. Il est à peine excessif de dire que la participation représente en dernière analyse un effet de groupe. Associations volontaires, groupes d'intérêt, partis, etc., sont les canaux ordinaires de la participation. C'est la raison pour laquelle toute étude sur la participation consiste dans une large mesure dans l'analyse des contributions que les individus font aux divers groupements qui les concernent et qui font appel à leurs contributions. Les individus conservent sans doute la liberté de refuser d'être membres de l'un ou l'autre ou même de tous ces groupements. Mais il convient de souligner que, hormis quelques rares exceptions, ceux qui prennent une telle décision se privent en pratique de toute participation significative à la vie de la collectivité.

De leur côté, pour réaliser leurs objectifs, les groupes ont besoin de certaines contributions de la part des individus. Si ces dernières leur sont refusées, les groupes végètent ou même disparaissent. La quantité et la qualité des contributions requises (temps, travail, argent, etc.) dépendent de la nature du groupe, de ses objectifs et de ses activités ³⁷⁸.

³⁷⁸ Peu d'études ont été menées sur l'effet de la taille du groupe sur la participation. Règle générale, la participation est plus intense dans un petit groupe que dans un grand groupe mais, par ailleurs, la diversité des contributions que les individus peuvent apporter y est plus restreinte. Voir Albert MEISTER, « Participation organisée et participation spontanée », *l'Année sociologique*, 1961 ; du même auteur, « Démocratie et participation dans les associations volontaires », *Sociologie du travail*, vol. 3, n° 3, 1961, 236-252 ; Eugene LITWAK et Yvon SZELEWSKI, « Primary Group Structures and their Functions : Kin, Neighbors and Friends », *American Sociological Review*, vol. 34, n° 4, 1969, 465-481 ; Thomas BOTTOMORE, « Social Stratification in Vo-

III. DEGRÉS DE LA PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

Participer, c'est contribuer à la vie d'une organisation. Ces contributions toutefois ne constituent pas une somme d'actes d'importance équivalente. Ils diffèrent d'abord par leur nature (le vote ne peut se comparer à la présence au sein d'un conseil consultatif) mais également par les sentiments qui les sous-tendent, les dispositions positives ou négatives avec lesquelles ils sont accomplis. La participation, en effet, ne se ramène pas simplement à l'activité. Le psychologue américain Gordon Allport écrivait à ce propos il y a 25 ans :

L'activité seule n'est pas la participation. La plupart de nos concitoyens s'agitent comme des marionnettes dans plusieurs systèmes sans s'engager personnellement même dans les activités qui sont d'une importance vitale pour eux. Quand il n'est pas effectivement engagé dans toute sa personne, l'individu devient réactionnaire [re-active]. Il se complaît dans des récriminations véhémentes et cherche des exutoires dans des manifestations, des grèves et surtout dans la fabrication de boucs émissaires ; dans ces conditions il devient une proie facile entre les mains d'un démagogue dont le seul but est d'exploiter les impulsions agressives d'un moi non engagé dans la participation ³⁷⁹.

Le ressort de la participation, c'est finalement l'intérêt envers les objets sociaux et politiques qui sollicitent l'attention des individus. D'aucuns identifient, bien à tort, l'intérêt à l'importance objective (*stake*) d'en enjeu pour les individus. Il entre toujours une part de perception subjective et d'implication personnelle dans la perception par un individu de son intérêt ³⁸⁰. Il s'impose également de

luntary Associations », dans D. V. GLASS, editor, *Social Mobility in Britain*, Routledge and Kegan Paul, London, 1954, 320-371.

³⁷⁹ Gordon ALLPORT, « The Psychology of Participation », *Psychological Review*, vol. 52, n° 1, 1945, 126 ; aussi V.O. KEY, *Public Opinion and American Democracy*, 228-233.

³⁸⁰ Giuseppe Di PALMA, op. cit., 125, 201 ; W. S. ROBIN-SON, « The Motivational Structure of Political Participation », *American Sociological Review*, vol. 17, n° 2, 1952, 151-156.

tenir compte des structures sociales qui renforcent ou, au contraire, contrarient les dispositions personnelles envers la participation. C'est finalement le rapport qui existe entre les besoins des individus et les exigences de l'organisation qui détermine le degré de l'implication envers la participation. On distingue à ce sujet quatre possibilités différentes : (a) besoins personnels faiblement ressentis et exigences organisationnelles faibles ; (b) besoins personnels fortement ressentis et exigences organisationnelles fortes ; (c) besoins personnels faiblement ressentis et exigences organisationnelles fortes ; et (d) besoins personnels fortement ressentis et exigences organisationnelles faibles. Ce sont ces rapports divers qui, en dernière analyse, rendent compte de l'intensité de la participation de même que du degré avec lequel les individus sont satisfaits de la participation qui leur est offerte et acceptent de s'impliquer : un individu qui a une faible conscience des besoins que l'organisation peut satisfaire n'a pas les mêmes attentes envers cette dernière que celui qui a une forte conscience de ses besoins et de la possibilité de l'organisation de les satisfaire.

Dans leur façon de s'impliquer dans la vie sociale et politique, les individus se répartissent en trois catégories générales : les belligérants, les simples spectateurs et les absents. Les premiers prennent une part plus ou moins grande, comme acteurs, aux événements et ce sont, dans une large mesure, leurs ressources, leurs volontés et leurs alignements qui décident de l'issue des enjeux que le rythme des événements fait émerger. Les seconds se contentent d'assister au déroulement des événements et n'influent sur le cours des choses que dans la mesure où, par des gestes ou des paroles exprimant leur indifférence, leur accord ou leur désapprobation, ils influencent la conduite des belligérants. Les derniers, non seulement se désintéressent de la mêlée, mais encore ignorent la façon dont elle se déroule, sinon son existence même.

Une forte correspondance existe entre l'intensité d'implication et le degré de la participation. Pour l'ensemble, les belligérants s'engagent le plus profondément, tandis que les simples spectateurs sont apathiques à des degrés divers. Mais la correspondance n'est pas absolue. C'est ainsi que les contestataires se recrutent tout autant parmi les belligérants frustrés que parmi les simples spectateurs et les absents désireux de surmonter leur anomie et leur aliénation.

1. L'engagement

[Retour à la table des matières](#)

Le degré d'implication personnelle est lié à la conscience chez un individu de besoins à satisfaire par la participation, de même qu'à l'exigence de participation de la part de l'organisation. Plus intense est le besoin et plus forte est l'exigence organisationnelle, plus le degré d'implication personnelle est élevé.

L'exigence organisationnelle dépend de plusieurs facteurs liés tant à la nature de l'organisation elle-même qu'aux dispositions des dirigeants. Le passage du temps représente probablement la principale source d'érosion des exigences organisationnelles aussi bien d'ailleurs que de l'enthousiasme des membres

Dans les débuts d'un mouvement social, les membres éprouvent généralement un sentiment d'exaltation. Sociologues et psychologues ont beaucoup étudié les raisons de ce phénomène qui se manifeste par l'acharnement à créer une organisation nouvelle, souvent face à un environnement hostile ; par les espoirs nés de l'intention de susciter un renouveau ; par la volonté de changer une situation jugée mauvaise ; par une impression de plénitude et d'intense solidarité résultant de la foi en l'idéal poursuivi et du climat de camaraderie parmi les membres. Mais la fatigue, les déceptions, les rivalités, le succès, la division du travail, la routine dissipent tôt ou tard l'ardeur des premiers jours. L'intérêt diminue, la participation se fait moins généreuse : la secte devient Église, la communauté se meut en société, l'association se bureaucratise ³⁸¹.

De même, en se fondant sur la fréquence des contributions des individus à la vie sociale et politique, on déduit que les attentes à l'endroit des associations sont soumises à de fortes variations. Quelques données suffiront à établir ce fait.

Des auteurs ont tenté ces dernières années de construire des échelles de l'intensité de l'engagement politique. La méthode consiste en gros à choisir un certain

³⁸¹ Ferdinand Tönnies, Émile Durkheim, Max Weber, Ernst Troeltsch ont expliqué cette évolution. Pour une excellente monographie, voir Albert MEISTER, « Démocratie et participation dans les associations volontaires », *Sociologie du travail*, vol. 3, n° 3, 1961, 236-252.

nombre d'activités (assistance aux assemblées, versement de cotisations, interventions dans les campagnes électorales, vote, manifestations, lobbying, etc.) et à établir pour chaque activité le nombre et la fréquence des contributions des individus, la nature des dispositions personnelles à l'endroit de ces activités de même que l'importance relative qui leur est attribuée. On évalue ensuite les effets d'un degré maximal, moyen ou minimal d'intérêt sur les conduites de participation, on construit une échelle de l'intensité de la participation (très actif, actif, peu actif, inactif) et, finalement, on range les individus conformément au nombre de points obtenus ³⁸².

Selon l'échelle d'Agger et d'Ostrom, 16,5 pour cent sont très actifs, (c'est-à-dire obtiennent au moins 6 points sur une possibilité de 10) ; 15,2 pour cent sont actifs (4 à 5 points sur 10) ; 23,8 pour cent sont peu actifs (2 à 3 points sur 10) ; 45,3 pour cent sont inactifs (0 à 1 point sur 10) ³⁸³. Selon Woodward et Roper, qui ont converti en une échelle d'intensité de la participation les activités que nous avons présentées plus haut (tableau n° 7), 10,3 pour cent des Américains sont très

³⁸² Sur le sujet, voir, entre autres, Melvin SEEMAN, « Alienation, Membership and Political Knowledge : A Comparative Study », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 30, n° 3, 1966, 353-368 ; Stein ROKKAN et Angus CAMPBELL, « Citizen Participation in Political Life : Norway and the United States of America », *International Social Science Journal*, vol. 12, n° 1, 1960, 69-79. Dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 439-462 ; Julian L. WOODWARD et Elmo ROPER, « Political Activity of American Citizens », *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950, 872, 874, 876 ; Robert E. AGGER et Vincent OSTROM, « Political Participation in a Small Community », dans Heinz EULAU, ed., *Political Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 138-148 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 9ss ; Georges DUPEUX, « L'opinion publique et la dépolitisation », dans Georges VEDEL, directeur de la publication, *la Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, 99-113. La construction de telles échelles d'intensité de la participation comporte plusieurs opérations dont certaines sont complexes et aléatoires dans leurs résultats. La détermination de l'ampleur d'un phénomène aussi simple en apparence que celui de l'abstentionnisme électoral pose des problèmes presque insolubles. Voir Alain LANCELOT, *l'Abstentionnisme électoral en France*, Armand Colin, Paris, 1967, 6ss.

³⁸³ Robert E. AGGER et Vincent OSTROM, « Political Participation in a Small Community », dans Heinz EULAU, editor, *Political Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959.

actifs (6 points au moins sur une possibilité de 12) ; 16,8 pour cent sont actifs (4 à 5 points sur 12) ; 34,6 pour cent sont peu actifs (2 à 3 points sur 12) ; 38,3 pour cent sont inactifs (0 à 1 point sur 12) ³⁸⁴. Dans la mesure où l'intérêt manifesté pour la politique constitue un indice d'engagement, un sondage national français effectué par Georges Dupeux donne des résultats équivalents : 9 pour cent s'intéressent beaucoup à la politique, 47 pour cent un peu, 42,5 pour cent pas du tout, 1,5 pour cent ne répondent pas ³⁸⁵. On déduit de ces études et d'autres semblables que de 10 à 20 pour cent de la population sont réellement engagés dans la vie politique ³⁸⁶.

En outre, le degré d'engagement, comme on doit s'y attendre, est fonction des nombreuses variables de la participation que nous avons identifiées (tableau n° 36).

³⁸⁴ Julian L. WOODWARD et Elmo ROPER, « Political Activity of American Citizens », *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950, 872-885 ; cité dans Alfred DE GRAZIA, *Political Behavior*, The Free Press, New York, 1965, 108-111.

³⁸⁵ Georges Dupeux, « L'opinion publique et la dépolitisation », dans Georges VEDEL, *la Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, 99.

³⁸⁶ V.O. Key Jr. et Alfred M. Rose établissent ces pourcentages à 20 pour cent. C'est là selon nous un maximum. La difficulté vient du fait que la frontière entre les très actifs, et les actifs d'une part, et les inactifs d'autre part, est difficile à délimiter. Voir V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 85, 184, 259, 508 ; Alfred M. Rose, *The Power Structure*, Oxford University Press, New York, 1967, 476.

TABLEAU N° 36

Degré d'activité politique des individus
selon diverses variables de participation (États-Unis)

[Retour à la table des matières](#)

Catégories de la population	Très actifs	Assez actifs	Peu actifs	Inactifs
	%	%	%	%
Niveau économique supérieur (A)	36	33	23	8
Niveau économique moyen supérieur (B)	24	26	34	16
Niveau économique moyen inférieur (C)	11	19	38	32
Niveau économique inférieur (D)	3	9	31	57
Directeurs	34	29	28	9
Professionnels	31	32	25	12
Diplômés niveau collégial	24	28	30	18
Diplômés niveau secondaire	9	17	40	34
Éducation primaire	5	11	33	51
Hommes	13	19	36	32
Femmes	8	14	33	45
Personnes de 50 ans et plus	12	17	34	37
Personnes de 35 à 50 ans	11	19	39	31
Personnes de 21 à 34 ans	8	14	32	46
Blancs	11	17	36	36
Noirs	5	10	25	60
Paysans	11	14	35	40
Journaliers	6	14	37	43

Source : Julian L. WOODWARD et Elmo ROPER, « Political Activity of American Citizens », *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950, 872-885 : dans Heinz EULAU, editor, *Political Behavior*, The Free Press, Glencoe, 133-137.

Non seulement la proportion d'individus engagés politiquement est-elle faible, mais encore cette proportion, relativement élevée parmi les strates supérieures de la population, diminue de façon abrupte parmi les catégories inférieures. Les dirigeants réels, c'est-à-dire ceux qui détiennent les leviers de commande, constituent au plus entre 2 et 3 pour cent de la population ³⁸⁷.

Il découle des considérations précédentes que la participation ne constitue pas une réalité univoque : elle ne comporte pas des engagements équivalents pour les catégories sociales supérieures et pour les catégories sociales inférieures. Des auteurs concluent même de cette situation à l'existence de deux cultures différentes, celle de l'élite ou de la strate politique, et celle de la masse ³⁸⁸.

Non seulement l'engagement chez la masse est-il généralement faible, mais il diminue de façon abrupte une fois franchie la mince couche supérieure des strates sociales. Philip E. Converse, à partir d'un échantillon national américain, a réparti de la façon suivante la population adulte en fonction de l'intensité des convictions politiques (tableau n° 37).

³⁸⁷ Voir Robert A. DAHL, *Who Governs ?* Yale University Press, New Haven, 1961, Dahl distingue la strate politique, constituée des leaders et des sous-leaders, et la strate a-politique. Aussi Alfred DE GRAZIA, *Political Behavior*, 107-108.

³⁸⁸ Voir Philip E. CONVERSE, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. APTER, *Ideology and Discontent*, The Free Press, Glencoe, 1964, 206-261 ; Myron WEINER, « Political Participation : Crisis of the Political Process », dans Joseph LAPALOMBARA, editor, *The Crisis of the Political Development*, Princeton University Press, (À paraître) ; Arnold M. ROSE, « Alienation and Participation : A Comparison of Group Leaders and the Mass », dans *The Power Structure*, 167-212 ; Herbert McCLOSKEY, « Consensus and Ideology in American Politics », dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, editors, *Political Opinion and Electoral Behavior*, 237-266.

TABLEAU N°37

Population adulte américaine en fonction
de l'intensité des convictions politiques

[Retour à la table des matières](#)

Catégories		% de l'échantillon
I.	Idéologues	2,5
II.	Quasi-idéologues	9
III.	Incités par des groupes d'intérêt	42
IV.	Incités par la conjoncture	24
V.	Sans incitation	22,5

Source : Philip E. CONVERSE, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. APTER, *Ideology and Discontent*, The Free Press, Glencoe, 1964, 218.

Il est évident que les individus dont l'engagement politique est le plus élevé font partie de la strate supérieure de la population et que ceux dont il est le moins élevé se recrutent au bas de l'échelle sociale. Une composante du phénomène que Converse met en lumière consiste dans la grande corrélation qui existe entre le degré d'engagement et le niveau de conceptualisation des questions politiques. En répartissant les individus selon cinq strates décroissantes d'engagement et de connaissance des questions politiques, Converse parvient aux résultats suivants (tableau n° 38) :

TABLEAU N° 38**Niveaux de conceptualisation**[Retour à la table des matières](#)

Strates	Idéologues	Quasi-idéologues	Groupes d'intérêt	Conjoncture	Sans contenu
I	51	29	13	16	10
II	43	46	42	40	22
III	2	10	14	7	7
IV	2	5	6	7	12
V	2	10	25	30	49

Source : Philip E. CONVERSE, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. APTFR, op. cit., 224.

En procédant des strates supérieures vers les strates inférieures, il se produit non seulement une diminution constante du niveau de conceptualisation mais encore un changement concomitant dans la nature même de l'engagement politique. La petite élite bien informée et bien encadrée possède une culture politique qui diffère sensiblement de celle de la masse des non-informés et des mal-encadrés. C'est ainsi que les objets de caractère politique paraissent à ces derniers beaucoup plus éloignés et plus abstraits. Ce fossé dans l'ordre de l'entendement, qui correspond à un fossé dans l'ordre de l'engagement, est sans aucun doute d'une importance capitale pour l'information politique comme pour la vie politique en général. Malheureusement, ce phénomène n'a pas encore retenu l'attention des chercheurs.

Par ailleurs, l'engagement est étroitement relié au sens du devoir civique, à la confiance à l'endroit de la politique de même qu'au sens de la compétence ou de l'efficacité. Les études montrent de façon indubitable que ceux dont le sens du devoir civique, de la compétence et de l'efficacité de même que la confiance à l'endroit de la politique sont poussés, participent davantage que ceux chez qui ces sentiments sont faibles ou inexistants ³⁸⁹. Ceux qui croient pouvoir obtenir des

³⁸⁹ Voir aussi David EASTON et Jack DENNIS, « The Child's Acquisition of Regime Norms : Political Efficacy », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 1, 1967, 25-38 ; Robert A. DAHL, *Who Governs ?* 282 ; Malvin SEEMAN, « Alienation, Membership and Political Knowledge : A Compar-

résultats par l'engagement politique font davantage confiance en la politique et aux hommes politiques et s'engagent effectivement davantage que ceux qui esti-

tive Study », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 30, n° 3, 1966, 354-355 ; P. E. MUSSEN et Anne B. WYSZINSKI, « Personality and Political Participation », *Human Relations*, vol. 5, n° 1, 1952, 64-82 ; Elizabeth DOUVAN et Alan M. WALKER, « The Sense of Effectiveness and Response to Public Issues », *The Journal of Psychology*, vol. 47, 1958, 111-126 ; Angus CAMPBELL, « The Passive Citizen », *Acta Sociologica*, vol. 6, 1962, 9-21 ; Edgar LITT, « Political Cynicism and Political Futility », *Journal of Politics*, vol. 25, 1963, 312-323 ; William M. EVAN, « Dimensions of Participation in Voluntary Associations », *Social Forces*, vol. 36, n° 2, 1957, 148-153 ; John P. ROBINSON, Jerrold D. RUSK et Kendra B. HEAD, *Measures of Political Attitudes*, Survey Research Center, Institute for Social Research, The University of Michigan, Ann Arbor, 1969, 459, 461, 479 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 56-64 ; William A. GAMSON, *Power and Discontent*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 39-42 ; Carole PATEMAN, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, London, 1970, 45-67 ; FRASER, « The Mistrustful - Efficacious Hypothesis and Political Participation », *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 2, 1970, 444-449. On définit le sens du devoir civique (*Sense of citizen duty*) comme « le sentiment qu'on doit participer au processus politique, sans égard à l'importance ou à l'efficacité qu'on attend de l'action politique » (Angus CAMPBELL, Gerald GURIN et Warren E. MILLER, *The Voter Decides*, Row, Peterson, Evanston, Illinois, 1954, 194-199) ; le sens de la confiance à l'endroit de la politique (*Political Trust*) comme le sentiment que la politique est une activité valable et moralement saine et que les hommes politiques sont fiables et qu'ils agissent d'habitude pour le bien des citoyens. L'envers de la confiance à l'endroit de la politique est le cynisme politique (*Political Cynicism*), « sentiment qui consiste dans le mépris de la politique et des hommes politiques » (R. E. AGGER, M. N. GOLDSTEIN et S. A. PEARL, « Political Cynicism : Measurement and Meaning », *Journal of Politics*, vol. 23, n° 3, 1961, 477-506) ; le sens de l'efficacité politique (*Political efficacy*) comme « le sentiment que le changement social et politique est possible et que l'individu peut contribuer à ce changement » (Angus CAMPBELL, Gerald GURIN et Warren E. MILLER, op. cit., 137-189) ; le sens de la compétence, comme « la conviction dans l'efficacité de sa propre activité politique, se présentant comme une conviction (1°) que les simples citoyens peuvent influencer les agents politiques, (2°) qu'on sait comment s'y prendre pour exercer cette influence et (3°) qu'on est confiant de mettre cette connaissance à l'épreuve en temps et lieu » (D. R. MATTHEWS et J. W. PROTHRO, *Negroes and the New Southern Politics*, Harcourt, Brace, New York, 1966, 526). Ces derniers auteurs proposent des échelles de mesure.

ment que leurs interventions ne changeront en rien le cours des choses (tableau n° 39).

TABLEAU N° 39

Rapports entre l'échelle d'efficacité politique et le degré de participation

[Retour à la table des matières](#)

Degré de participation politique	Échelle d'efficacité politique				
	4	3	2	1	0
	%	%	%	%	%
Élevé	42	43	27	20	12
Moyen	45	42	50	54	41
Bas	13	15	23	26	47
Index de participation	+29	+28	+4	-6	-35

Source : Angus CAMPBELL et coll., *The Voter Decides*, Row, Peterson, Evans-ton, 1954, 194.

Le sens de l'efficacité s'accompagne de la confiance dans la capacité du système politique de produire les décisions et actions souhaitées. Toutefois, si cette confiance est poussée au point d'inciter les individus à croire que les décisions et actions souhaitées vont se produire même sans leur concours, elle pourrait conduire à dissuader les individus à s'engager activement eux-mêmes ³⁹⁰.

³⁹⁰ Se fondant sur ces tendances, Gamson formule l'hypothèse suivante : les conditions psychologiques optimales pour la participation résident dans une confiance faible à l'égard du système social et du système politique associée à un sens poussé d'efficacité subjective, la conjonction de l'une et de l'autre produisant « la croyance que l'influence est à la fois possible et nécessaire ». Cette hypothèse paraît être sans fondement dans la réalité puisqu'il semble qu'une méfiance poussée s'accompagne généralement d'une absence de sens d'efficacité. Une certaine dose de méfiance et un haut sentiment d'efficacité paraissent produire les motivations optimales pour une participation élevée. Il s'impose également de tenir compte des exigences des organisations en ce qui concerne la participation. Les participations sont d'autant plus élevées que les motivations personnelles et que les exigences organisationnelles sont optimales.

On ignore toutefois lequel, de la participation ou du sens du devoir civique, de l'efficacité et de la compétence, est premier. En d'autres termes, est-ce que ces sentiments naissent et se développent par l'exercice de la participation ou, au contraire, est-ce la participation qui découle de ces sentiments ? En d'autres termes, ces sentiments sont-ils source ou effet de la participation ? D'une part, on constate qu'il existe une corrélation positive étroite entre ces sentiments et la plupart des variables personnelles et sociales qui affectent la participation, notamment le sexe, l'âge, l'instruction, le revenu, la profession et la localité ³⁹¹. Mais, d'autre part, on trouve des différences substantielles dans le degré selon lequel les jeunes enfants partagent ces sentiments ³⁹². Il se peut que nous soyons ici en présence d'un processus circulaire, la participation agissant sur les sentiments, ces derniers, à leur tour, affectant la participation. Dans la terminologie de Chris Argyris, la participation accroît l'énergie psychologique disponible pour la participation, et, à son tour, l'accroissement de l'énergie psychologique augmente la participation.

2. L'apathie

[Retour à la table des matières](#)

³⁹¹ Voir Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture*, 184, 191, 194, 203, 212 ; Martin PATCHEN, *Participation, Achievement and Involvement on the Job*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1970.

³⁹² Voir David EASTON et Jack DENNIS, « The Child's Acquisition of Regime Norms : Political Efficacy », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 1, mars 1967, 25-38. D'après ces auteurs, c'est l'intelligence qui, dans l'enfance, est le plus reliée au sens de l'efficacité. Il se peut également que le sens de l'efficacité chez l'enfant résulte de sentiments qui s'expriment au sein de la famille, chez les parents et les frères et sœurs aînés. Voir, en outre, David EASTON et Jack DENNIS, *Children and the Political System*, McGraw-Hill, New York, 1969, 363-379, Robert D. HESS et Judith V. TORNEY, *The Development of Political Attitudes in Children*, Aldine, Chicago, 1967, 128-137 ; Robert W. JACKMAN, « A Note on Intelligence, Social Class and Social Efficacy in Children », *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 4, 1970, 984-989, Richard M. MERELMAN, *Political Socialization and Educational Climates*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1971.

Par apathie, on entend un état prononcé d'insensibilité envers les hommes, les idées et les objets. L'apathie politique se caractérise par un faible degré d'engagement personnel dans l'action politique. On peut l'associer à des conditions fort différentes. C'est ainsi qu'elle peut signifier un état de satisfaction générale à l'endroit de la situation politique. Il arrive qu'elle suive d'un intense engagement politique antérieur : l'apathie serait ainsi le fruit d'une participation repue ³⁹³. Il se peut également qu'à l'inverse, l'apathie soit l'indice d'un profond mécontentement à l'égard des agents et du système politiques : dans ce cas, il est possible qu'elle ne soit qu'une étape vers un autre état d'esprit, notamment la contestation. Il se peut enfin qu'elle traduise un désintérêt total à l'endroit de la politique. Ce manque d'intérêt a toujours été le lot de la masse des individus mais il est peut-être aujourd'hui plus nocif pour l'homme que par le passé. Le sociologue américain C. Wright Mills a fort bien exposé la situation de l'homme contemporain à cet égard :

Les hommes d'aujourd'hui vivent dans un climat d'indifférence et de malaise. Ils ne sont pas arrivés à exprimer cet état d'esprit par les voies de la rationalité et par le jeu de la sensibilité. Ne pouvant transposer leurs difficultés personnelles en termes de valeurs et sous la dictée d'une conscience claire, ils restent prisonniers d'une vague angoisse. Encore moins débouchent-ils sur des projets sociaux ou politiques qui soient autre chose que des critiques mal définies. Bref, la plupart demeurent au seuil des vraies décisions à prendre ³⁹⁴.

³⁹³ Giuseppe Di PALMA, op. cit., 213.

³⁹⁴ C. Wright MILLS, *The Sociological Imagination*, Grove Press, New York, 1961. Parmi ceux qui estiment que la participation ne constitue pas une condition de la démocratie et qu'il n'est pas souhaitable d'encourager la masse des citoyens à participer activement à la vie politique, plusieurs donnent précisément comme raison qu'une participation poussée de la part du grand nombre est source d'instabilité des régimes politiques, voire même une étape vers le totalitarisme. Voir H. ECKSTEIN, *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*, Princeton University Press, 1966, appendix B, « A Theory of Stable Democracy », 225-288 ; Joseph SCHUMPETER, *Capitalism, Socialism and Democracy*, Allen and Unwin, London, 1943 ; B. R. BERELSON, Paul F. LAZARSFELD et W. N. MCPHEE, *Voting*, University of Chicago Press, 1954 ; R. A. DAHL, *Preface to Democratic Theory*, University of Chicago Press, 1956 ; G. SARTORI, *Democratic Theory*, Wayne State University Press, Detroit, 1962 ; Arthur G. NEAL et Melvin SEEMAN, « Organizations

Les causes de l'apathie sont fort nombreuses. Elles tiennent à la fois des conditions des systèmes politiques et des organisations en général, qui voient dans la participation une cause d'instabilité interne et qui, dès lors, tendent à la restreindre le plus possible, et des dispositions personnelles des hommes. Le manque d'instruction et les insuffisances de l'information constituent deux sources majeures de l'apathie résultant de l'absence d'intérêt. En outre, plusieurs motifs peuvent inciter les individus à rester passifs : ils craignent les conséquences possibles de leurs actes ; ils estiment futiles certains types d'activité ; ils ne sont pas stimulés à agir ; ils ne voient pas le rapport entre l'activité et leurs propres besoins non plus que les avantages personnels susceptibles de résulter de leur action ; enfin, ils n'ont pas confiance en eux-mêmes. La personne apathique par manque d'intérêt joint à un sentiment intense d'incompétence personnelle une méfiance poussée à l'endroit des agents et des systèmes politiques. Elle est en général socialement isolée et marginale, elle n'a pas d'appartenance ³⁹⁵.

L'apathie, tout comme l'engagement, se rattache à des dispositions personnelles profondes. L'une des caractéristiques fondamentales de l'individu actif en politique consiste dans sa volonté de se comprendre lui-même et dans la maîtrise qu'il a de ses propres émotions, sentiments et conflits intérieurs, y compris les sentiments d'infériorité et d'incompétence qu'il entretient fréquemment à l'égard de lui-même. Les motifs qui le meuvent tiennent au désir d'auto-satisfaction et au besoin de donner libre cours à ses sentiments et à ses idées plutôt qu'à des considérations liées à des valeurs conventionnelles sur l'engagement politique ou se rapportant au

and Powerlessness : A Test of the Mediation Hypothesis », *American Sociological Review*, vol. 29, n° 2, 1964, 216-226. Pour une présentation d'ensemble de la question, voir Carole PATEMAN, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, London, 1970.

³⁹⁵ Morris ROSENBERG, « Some Determinants of Political Apathy, *Public Opinion Quarterly*, vol. 18, 1954, 349-366, dans Heinz EULAU et coll., editors, *Political Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 160-169 ; Angus CAMPBELL, « The Passive Citizen », *Acta Sociologica*, vol. 6, 1962, 9-21. Dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, *Political Opinion and Eleccioral Behavior*, Wadsworth, Belmont, 175-188 ; David RIESMAN et Nathan GLAZER, « Criteria for Political Apathy », dans Alvin W. GOULDNER, editor, *Studies in Leadership*, Harper, New York, 1950, 505-559 ; Bernard BARBER, « Participation and Mass Apathy in Associations », dans Alvin W. GOULDNER, editor, *ibid.*, 477-504 ; Lester W. MILBRATH, *Political Participation*, 78.

rang social. L'individu actif en politique parvient à s'accepter lui-même malgré ses hésitations et ses conflits personnels. Il en résulte un surplus d'énergie psychologique qui est employé à chercher la réalisation de soi en s'« occupant » des autres et de la chose publique. Inversement, l'individu qui, malgré les sollicitations d'où qu'elles viennent, ne parvient pas à secouer son manque d'intérêt pour la politique, est mécontent de lui-même et des autres et craint ses propres réactions et celles des autres. D'où la tendance chez lui à se soumettre passivement à l'autorité et à se guider d'après les valeurs conventionnelles telles que le devoir d'obéissance, le respect des bonnes manières et de l'étiquette. La conformité aux conventions établies et la soumission lui permettent de ne pas prendre conscience du caractère autodestructeur de ses impulsions profondes et constituent en même temps un moyen de refouler les sentiments d'insécurité qui l'assaillent. L'individu foncièrement apathique dissipe ses énergies à réprimer ses propres sentiments d'hostilité envers lui-même et autrui et à se conformer aux valeurs conventionnelles. Ni le goût pour la vie des autres, ni le souci du bien-être collectif ne parviennent à s'éveiller chez lui ou tout au moins à l'inciter à l'action ³⁹⁶.

L'apathie par manque d'intérêt s'accompagne généralement de graves désordres ou carences de la personnalité, dont elle est à la fois la cause et la conséquence. Les principales de ces formes sont l'anomie, l'aliénation et la dépolitisation.

a) L'anomie. - L'apathie par manque d'intérêt s'accompagne généralement d'un manque d'intégration sociale qui peut aller jusqu'à l'anomie. L'anomie caractérise à la fois un état de société et un état d'esprit. Dans le premier sens, elle signifie l'absence, dans une société, de normes, de lois et de règles, de rangs et de classes : elle constitue une caractéristique essentielle de la société de masses ; dans le second sens, elle définit le sentiment chez un individu d'une rupture entre soi et les valeurs de la société ou d'un groupe social de même que, de façon subsidiaire, d'une distanciation excessive par rapport aux cadres de la vie collective. Pareille condition définit l'état d'« anonymité ». L'anomie pour un individu consiste dans le refus des normes et des valeurs proposées par la société ou encore dans

³⁹⁶ Paul E. MUSSEN, Anne B. WYZYNSKI, « Personality and Political Participation », *Human Relations*, vol. 5, n° 1, 1952, 80-81 ; A. M. ROSE, « Attitudinal Correlates of Social Participation », *Social Forces*, vol. 37, n° 2, 1959, 202-206.

l'incapacité de se donner soi-même des normes et des valeurs pouvant servir de guide pour toute forme d'action collective. Il s'en suit un état de passivité prononcé qui n'est rompu que par des explosions d'actes erratiques et souvent considérés comme « anormaux » (*deviant behavior*). Émile Durkheim a montré le rapport étroit qui existe entre l'anomie et certains phénomènes socialement aberrants, comme le suicide. L'anomie implique une situation défavorable vis-à-vis des facteurs de participation mais, en retour, elle inhibe la participation de plusieurs manières : elle s'accompagne d'un faible sens d'efficacité ; elle se traduit par l'absence de tout lien de solidarité susceptible de stimuler le désir d'engagement personnel ; elle se caractérise par un grand manque de confiance envers les agents et le système politiques. L'anomie, quand elle est personnelle aussi bien que sociale, rend impossible l'émergence d'un idéal personnel et collectif, la naissance de tout projet d'action nécessitant l'adhésion à des normes communes, en vue de la coordination des efforts de plusieurs ³⁹⁷. La personne anomique vit dans un état de grande insécurité. Cet état se traduit par la passivité habituelle devant les réalités extérieures, des explosions soudaines et incontrôlables d'agressivité et souvent par une tendance prononcée à suivre des démagogues qui offrent des compensations psychologiques propres à diminuer l'anxiété.

b) L'aliénation. - Un autre phénomène relié à l'apathie est l'aliénation. Il s'agit là d'un terme qui s'applique à plusieurs ordres de réalités différents. L'aliénation, c'est l'acte de celui qui abandonne ou donne un bien à une autre personne ou qui se dépouille, librement ou sous la contrainte, d'un droit, d'un bien ou d'un privilège. C'est dans ce sens que Jean-Jacques Rousseau dit du peuple qu'il n'« aliène » pas sa souveraineté, qu'il peut seulement la « déléguer ». L'aliénation traduit encore l'état de celui qui s'est « perdu » lui-même, qui n'a plus la maîtrise de son corps

³⁹⁷ François CHAZEL, « Considérations sur la nature de l'anomie », *Revue française de sociologie*, vol. 8, 1967, 151-168 ; Jack D. DOUGLAS, « The Sociological Analysis of Social Meanings of Suicide », *Archives Européennes de sociologie*, vol. 7, n° 2, 1966, 249-276 ; W. Y. WASSEF, « The Influence of Religion, Socio-Economic Status, and Education on Anomie », *The Sociological Quarterly*, vol. 8, n° 2, 1967, 231-239 ; Richard A. CLOWARD, « Illegitimate Means, Anomie and Deviant Behavior », *American Sociological Review*, vol. 24, 1959, 164-176. dans William J. GOODE, *The Dynamics of Modern Society*, Atherton Press, New York, 1966.

ou de ses facultés. Est aliéné, dans ce sens, celui qui se consacre à une cause, à une organisation au point d'y sacrifier sa vie « personnelle » et familiale. Ainsi entendue, l'aliénation serait la conséquence d'un « excès » de participation ou encore de l'emprise englobante de l'organisation sur l'individu.

Mais l'aliénation s'entend aussi pour caractériser l'état de celui qui n'a pas accès aux valeurs d'une société, qui ne s'appartient pas lui-même, qui est devenu la propriété d'un autre. Partant de cette conception, Karl Marx a énoncé une doctrine de l'aliénation qui fait encore autorité. Pour lui, l'aliénation est le fruit du procès de production sous le mode capitaliste qui transforme le travail, de moyen de libération qu'il devrait normalement être, en un instrument d'asservissement : l'homme est ainsi empêché de se réaliser, d'avoir accès à la culture d'une société ; il est plutôt conduit à perdre son identité, à devenir étranger à lui-même, à se convertir en marchandise, en chose (*verdinglichung*) pour la jouissance d'un autre, le propriétaire des moyens de production ou le capitaliste.

Plus récemment, notamment chez les philosophes de l'« unidimensionnel », dont surtout Herbert Marcuse, c'est toute la société qui est considérée comme aliénante ; non plus seulement le rapport de l'homme aux moyens de production, mais également le rapport aux valeurs et au système de consommation lui-même. L'ordre social est aliénant et « oppressif », parce qu'il soumet l'individu au contrôle de la publicité commerciale, parce qu'il le contraint à travailler pour se procurer les biens de consommation rendus désirables par la création de besoins factices, parce que, dans son milieu d'habitat, de travail et jusque dans ses loisirs, il le convertit en un numéro de série, en un simple maillon dans une immense chaîne de montage, contrôlée par quelques-uns au profit d'un petit nombre.

L'homme aliéné est socialement et politiquement apathique, non seulement parce qu'il est un citoyen inactif mais aussi parce qu'il vit sous une contrainte extérieure qui le tient dans la soumission, l'empêche d'agir et de s'exprimer spontanément et l'amène même à trouver une espèce de bonheur dans son état de dépendance. Les rêves et les projets de l'homme aliéné ne sont pas les siens propres mais ceux que la société lui impose. Les contributions mêmes que l'individu fait à la société aliénante ne servent pas à son bien personnel. Au contraire, elles ne font

que renforcer les pouvoirs qui le dominent : il devient de la sorte l'instrument de sa propre aliénation ³⁹⁸.

c) La dépolitisation. - Une dernière forme de l'apathie est l'apolitisme ou la dépolitisation. Par dépolitisation, on entend à la fois un processus, c'est-à-dire la perte graduelle de l'intérêt pour la politique, et un phénomène, c'est-à-dire une participation politique déficiente, qui se traduit par un déclin des contributions individuelles aux partis et aux élections, aux groupes d'intérêt, aux commissions consultatives, et ainsi de suite. La dépolitisation serait en cours dans les pays libéraux et même dans des pays socialistes comme la Yougoslavie. Il est impossible de se prononcer de façon péremptoire sur le degré et même sur l'existence d'une telle tendance à la dépolitisation. Cette condition, dans la mesure où elle est réelle, n'atteint pas l'acte du vote, qui demeure stable à peu près partout, et de façon relativement peu marquée les effectifs des partis qui comportent de toute manière des variations périodiques. Il est possible que, dans certains cas, comme dans le mon-

³⁹⁸ Arthur G. NEAL et Melvin SEEMAN, « Organizations and Powerlessness : A Test of the Mediation Hypothesis », *American Sociological Review*, vol. 29, 1964, 216-226 ; Melvin SEEMAN, « Alienation, Membership and Political Knowledge », dans Betty H. ZISK, editor, *American Political Interest Groups*, Wadsworth, Belmont, 1969, 315-329 ; A. M. ROSE, « Alienation and Participation : A Comparison of Group Leaders and the Mass », *American Political Science Review*, vol. 36, 1962, 834-838 ; Morris ROSENBERG, « Misanthropy and Political Ideology », *American Sociological Review*, vol. 21, 1956, 690-695 ; Wayne E. THOMPSON et John E. HORTON, « Political Alienation as a Force in Political Action », *Social Forces*, vol. 38, 1959-1960, 190-195 ; Joel D. ABERBACH, « Alienation and Political Behavior », *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 1, 1969, 86-99 ; Halin BARAKAT, « Alienation : A Process of Encounter Between Utopia and Reality », *The British Journal of Sociology*, vol. 20, n° 1, 1969, 1-10 ; Marvin E. OLSEN, « Two categories of Political Alienation », *Social Forces*, vol. 47, n° 3, 1969, 288-298 ; C. E. GRIMES et Charles E. P. SIMMONS, « A Reassessment of Alienation in Karl Marx », *The Western Political Quarterly*, vol. 23, n° 2, 1970, 266-275 ; Ada W. FINISTER, « Dimensions of Political Alienation », *The American Political Science Review*, vol. 64, n° 2, 1970, 389-410 ; Edward L. McDILL et Jeanne C. RIDLEY, « Status, Anomie, Political Alienation and Political Participation », *American Journal of Sociology*, vol. 68, 1962, 205-213 ; Simon MARCSON, editor, *Automation, Alienation and Anomie*, Harper and Row, New York, 1970.

de syndical, l'intérêt pour les associations volontaires ait diminué, mais ce n'est là qu'une supposition ³⁹⁹.

Il se pourrait que la dépolitisation soit moins un phénomène lié à la diminution effective de l'intérêt pour la politique ou à la baisse des contributions politiques réelles que le produit d'une impression subjective résultant d'un accroissement des attentes vis-à-vis de la participation de la part de certains dirigeants ou catégories sociales ou encore de l'intensification des exigences parmi les organisations.

3. La contestation

[Retour à la table des matières](#)

L'apathie, tout comme l'aliénation, rendent l'individu profondément vulnérable aux sollicitations de ses propres passions tout autant que de celles émanant de l'extérieur (démagogues, prophètes, technocrates, etc.). Deux voies fort différentes s'offrent à l'individu apathique ou aliéné : ou l'accentuation graduelle de sa propre désintégration jusqu'à la déshumanisation intégrale ; ou la récupération de soi dans un effort de libération qui, dans un premier temps, prend souvent forme de révolte. La désaliénation est le contrecoup de l'aliénation. Elle peut conduire à un simple déplacement de l'aliénation dans des formes fréquemment plus radicales. Chaque médiation libératrice comporte des éléments de fixation, d'arrêt et de perversion. Ainsi, l'effort de surmonter l'aliénation due aux forces de production peut conduire à une dépendance à l'endroit du syndicat, l'affranchissement à l'égard de la technocratie peut conduire à la soumission à un démagogue.

³⁹⁹ Georges VEDEL, directeur de la publication, la *Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, André GROS et Michèle AUMONT, *la Reconstruction du citoyen*, Fayard, Paris, 1966 ; J. CHARLOT et M. CHARLOT, « Politisation et dépolitisation en Grande-Bretagne », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 609-641 ; Ulf HIMMELSTRAND, « A Theoretical and Empirical Approach to the Study of Depolitisation », *Acta Sociologica*, vol. 6, Fasc. 1-2, 1962, 83-110 ; Michel CROZIER, *le Phénomène bureaucratique*, Éditions du Seuil, Paris, 247, 269, 293, 317, 321, 330, 333 ; CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le citoyen*, Éditions du Seuil, Paris, 1961.

Envisagée sous cet angle, la vague de contestation actuelle apparaît comme une tentative plus avertie de surmonter l'apathie et l'aliénation. La contestation vise le système existant parce que, aux yeux des contestataires, ce dernier empêche toute participation profitable à l'individu. Et, en effet, dans l'ordre actuel des choses, faute de partir de la base et de se greffer fermement sur les centres de décision, la participation risque d'aboutir à la frustration et, comme en font foi de nombreux regroupements de Noirs américains, de jeunes, de comités de citoyens et de catégories défavorisées, d'inciter à se réfugier dans une apathie plus butée qu'auparavant ou, au contraire, à se révolter contre un système jugé irrécupérable et intolérable. La contestation, en dernière analyse, représente un refus de participation, celle-ci étant jugée nocive ou futile eu égard au contexte au sein duquel elle s'insère et aux objectifs qui la fondent. Plus exactement, la contestation, c'est le refus, par la revendication d'un objectif différent de celui qui est officiellement proposé, d'une participation offerte par les dirigeants au nom d'une participation souhaitée par les individus.

Le phénomène « hippie » constitue une autre forme de contestation contre un ordre de choses jugé « oppressif » ou aliénant. Le hippie tente de sublimer l'aliénation en se « retirant » du monde selon une formule et par des moyens choisis de son plein gré. Le refus du monde permet une sorte de libération intérieure et représente dans les sociétés libérales contemporaines l'équivalent du refuge dans le stoïcisme parmi les esclaves-philosophes de la Grèce et de la Rome antiques. Mais le phénomène hippie, tout comme le recours aux drogues, peut bien n'être qu'une évasion, un refus d'assumer pleinement ses responsabilités. Le phénomène hippie s'apparente à l'anarchisme, qui représente une attitude personnelle de désengagement et de refus vis-à-vis toutes les formes de pouvoir. Il se distingue, par contre, de l'« anarchie » qui signifie la volonté d'abolir, par le recours à la force, ou autrement, tout ordre social fondé sur la domination et la subordination et de lui substituer un ordre social au sein duquel tout gouvernement sur les personnes est absent.

La contestation assume également les formes de la violence, de la révolte armée, de la guérilla, du terrorisme et de la révolution. À prime abord, il peut paraître insolite de considérer ces méthodes d'action comme des formes de participation. Violence, révolte armée, guérilla, terrorisme et révolution constituent toutefois des manifestations extrêmes des interactions des gouvernants et des gouver-

nés. Ils représentent des modes supérieurs de participation divisive. Quand les gouvernants se sont depuis longtemps montrés intraitables, quand ils ont longtemps refusé les modes intégratifs supérieurs de participation (consultation, co-gestion, autogestion) qu'individus et groupes tentaient d'instaurer, quand ils ont utilisé la force « légitime » pour réprimer l'opposition à l'ordre établi, il arrive qu'individus et groupes se croient justifiés de recourir à ces modes supérieurs de participation divisive, parfois dans le dessein de faire tomber le régime établi, mais le plus souvent simplement dans le but de se faire entendre ou même de se protéger. Par ailleurs, les mouvements subversifs se donnent d'ordinaire une organisation qui favorise ou même impose à ses membres une participation intense ⁴⁰⁰.

La contestation, malgré les formes brutales qu'elle revêt parfois, exprime fondamentalement une prière à l'adresse des dirigeants dans tous les secteurs d'activité : que ces derniers suscitent et encouragent enfin des modes de participation compatibles avec les conditions présentes de la vie sociale organisée en même temps que susceptibles d'inviter individus et groupes au dépassement des bornes d'une civilisation à court de valeurs spirituelles et gavée d'amusettes.

4. Stimuli de la participation

[Retour à la table des matières](#)

⁴⁰⁰ Joseph R. GUSFIELD, « Mass Society and Extremist Politics », *American Sociological Review*, vol. 27, n° 1, 1962, 19-30 ; Gino GERMANI, « Mass Society, Social Class, and the Emergence of Fascism », *Studies in Comparative International Development*, vol. 3, 1967-1968 ; Sandra POWELL, « Political Participation in the Barricades : A Case Study », *Comparative Political Studies*, vol. 2, n° 2, 1969, 195-215 ; Alain TOURAINE, *le Mouvement de mai ou le communisme utopique*, Éditions du Seuil, Paris, 1968 ; Michel CROZIER, *la Société bloquée*, Éditions du Seuil, Paris, 1970 ; Daniel GUE-RIN, *l'Anarchisme*, Gallimard, Paris, 1965 ; W. WALTER, « Theories of Terrorism and the Age of Classical Tradition », dans David SPITZ, *Political Theory and Social Change*, Atherton Press, New York, 1962, 133-160 ; David MARTIN, editor, *Anarchy and Culture. The Problem of Contemporary University*, Columbia University Press, 1969 ; Louis H. MASOTTI et Don R. BOWEN, editors, *Riots and Rebellion. Civil Violence in the Urban Community*, Sage, Beverly Hills, California, 1968.

Le ressort de la participation, avons-nous dit, c'est l'intérêt chez les individus à l'endroit des objets sociaux et politiques. Quand l'engagement intégratif ou divisif est inadéquat - et c'est souvent le cas - et qu'on veut remédier à cet état de choses, on a le choix entre deux méthodes d'action : la réforme des structures de façon à ce que les facteurs de participation favorisent davantage les possibilités d'engagement personnel parmi toutes les couches de la population ; ou encore la stimulation de l'intérêt lui-même de façon à susciter chez les individus un plus grand désir d'engagement. Une action vraiment efficace exige le recours aux deux méthodes : seul un effort simultané, cohérent et coordonné de réforme des structures et de stimulation de l'intérêt pour l'engagement offre la garantie d'une correction sensible et bienfaisante de la situation. Les deux opérations sont néanmoins distinctes dans leur logique et dans leurs exigences particulières. C'est pourquoi nous ne considérerons, pour l'instant, que les méthodes de stimulation de l'intérêt pour l'engagement intégratif ou divisif.

Toutes les sociétés mettent en oeuvre des techniques propres à mobiliser les individus pour l'action sociale et politique, conformément aux objectifs collectifs. On appelle mobilisation, ce processus par lequel on tend à transformer les mentalités de façon à ce qu'elles se conforment aux exigences sociales. C'est ainsi qu'aujourd'hui on parle de mobilisation des populations des pays en voie de développement. On veut dire par là que l'on vise à amener ces populations à abandonner les façons de penser et d'agir anciennes, adaptées aux conditions de la société traditionnelle, pour adopter des modes de pensée et d'action conformes aux exigences de la modernisation. Action sur les symboles, éducation, propagande, publicité, contrainte représentent autant de moyens possibles de mobilisation ⁴⁰¹. Deux moyens, par l'importance accrue qu'ils ont pris ces dernières années dans les so-

⁴⁰¹ Murray EDELMANN, *The Symbolic Uses of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1964 ; Amitai ETZIONI, *The Active Society*, The Free Press, New York, 1968, 387-427 ; Gabriel A. ALMOND et G. Bingham POWELL, *Comparative Politics*, Little, Brown, 177 ; Karl W. DEUTSCH, « Social Mobilization and Political Development », *American Political Science Review*, vol. 55, n° 3, 1961 ; Claude AKE, *A Theory of Political Integration*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967 ; Amitai ETZIONI, « Mobilization as a Macro-Sociological Conception », *The British Journal of Sociology*, vol. 19, n° 3, 1968, 243-254 ; Saul D. ALINSKI, « Front Citizen Apathy to Participation », *Industrial Areas Foundation*, Chicago, 1957 ; J. P. NETTL, *Political Mobilization*, Faber and Faber, London, 1967.

ciétés libérales, méritent une attention particulière. Ces deux moyens, ce sont l'information et l'animation.

a) L'information. - L'information, c'est-à-dire la somme de connaissances qu'un individu possède sur un sujet particulier ou sur un ensemble de sujets, représente une ressource personnelle. L'absence d'une information adéquate constitue peut-être la principale cause de désintérêt pour les affaires publiques. La pleine participation aux activités sociales et politiques dans les conditions de la société contemporaine suppose un degré d'information sans conteste plus élevé que dans le passé. Or, l'information est fonction de la technologie, de l'instruction et plus particulièrement de l'appartenance à des groupes.

L'information, en effet, se révèle directement proportionnelle à la qualité de la participation des individus à la vie des groupes ⁴⁰². Dans une excellente étude, Philip E. Converse a montré qu'il existait des rapports étroits entre le degré de présence du groupe dans la vie des individus et la quantité d'information politique qu'ils possédaient. Il a exprimé ce rapport par deux sabliers de formes assez différentes mais renversés l'un et l'autre (tableau n° 40).

⁴⁰² C'est au manque d'information qu'il faut avant tout imputer l'absence de réponses (« sans opinion », « ne sait pas ») aux questions posées dans les sondages. Or ces personnes appartiennent la plupart du temps aux couches inférieures de la population, celles précisément qui n'ont pas d'appartenances. Voir V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, 332.

TABLEAU N° 40

Rapport de la quantité d'information politique avec la présence du groupe
en tant que groupe dans la conscience d'un individu

[Retour à la table des matières](#)

Source : Philip E. CONVERSE, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David E. APTER, *Ideology and Discontent*, The Free Press, Glencoe, 1964, 236.

En ce qui concerne la quantité d'information politique aussi bien que le degré de présence du groupe, la masse de la population occupe la partie la plus étroite des sabliers tandis que l'élite se trouve dans la partie la plus large. Toutefois, dans les 20 pour cent supérieurs de la population apparaissent des différences considérables. D'une part, une minime fraction de 2 ou 3 pour cent de l'élite dispose d'informations politiques à ce point disproportionnées qu'on peut même les qualifier d'oligopolistiques : il s'agit bien sûr des catégories supérieures des agents politiques et d'un petit nombre de porte-parole des grandes organisations sociales. Or ces personnes, tout en appartenant à des groupes, s'engagent à un degré moindre et échappent davantage à leur contrôle. D'autre part, la quantité d'information politique diminue rapidement parmi les 10 à 20 pour cent de la population qui sui-

vent immédiatement la coterie des favorisés. Mais, phénomène en partie compensateur, l'emprise de la vie des groupes est, chez eux, la plus forte. Par contre, une fois franchi le seuil des 20 pour cent supérieurs de la population, les courbes de la quantité d'information politique et celles de la présence des groupes dans la vie des individus se resserrent. Dans le cas du tiers inférieur de la population, les unes et les autres tendent vers zéro. Pour le tiers moyen, les deux diminuent graduellement de façon identique.

D'autres études confirment les étroits rapports entre le degré d'information et l'intérêt politique. Aux États-Unis, de 2 à 3 pour cent de la population peuvent être considérés comme constituant la « classe » politique et ce petit nombre partage les positions qui comptent dans la vie politique. Ces personnes sont virtuellement coupées de la masse de la population mais elles entretiennent d'étroits rapports avec un certain nombre d'individus (10 à 20 pour cent de la population) qui sont relativement bien informés et qui participent de façon active à la vie politique. C'est à cette fraction de citoyens - journalistes, intellectuels, dirigeants de groupes, professeurs - qu'incombe la responsabilité d'activer la masse non informée, soit 80 à 90 pour cent de la population. D'après les données disponibles, les Canadiens et les Européens présentent un profil identique à celui des Américains ⁴⁰³.

⁴⁰³ Voir, pour le Canada, GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE, Communiquer, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1969, (2 volumes) ; Raymond N. MORRIS, Ruth MORRIS, David HOFFMAN, Fred SCHINDELER et C. Michael LANPHIER, *Attitudes Toward Federal Information*, Report for the Task Force on Information, Institute for Behavioral Research, York University, 1970 ; Jean-Paul LEFEBVRE, les Communications entre les citoyens et leurs gouvernements en milieu urbain, Rapport soumis à l'attention des membres du Comité du Développement urbain du Conseil des Sciences, 1970 (Miméo). Toutes ces études montrent que le manque d'information sur les structures, les objets et les agents politiques est une source majeure de non-engagement et que le manque d'information est étroitement lié à l'absence de groupes d'encadrement. L'hypothèse d'une relation causale entre le statut social et l'engagement dans l'organisation, d'une part, et le degré de participation politique, d'autre part, a conduit Norman H. NIE, G. Bingham POWELL et Kenneth PREWITT (« Social Structure and Political Participation : Developmental Relationships », *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 3, September 1969, 808-833) à construire un modèle constitué de huit variables qui met en évidence la fonction de démarreur du

Règle générale, ceux qui participent le plus sont donc en même temps les mieux informés et, inversement, ceux qui participent le moins se recrutent parmi les mal informés. L'information politique se trouve en corrélation directe avec les indices majeurs du statut socio-économique : instruction, profession et revenu. Sous quelque angle qu'on aborde la question, les inégalités entre les hommes que secrètent nos sociétés sont transparentes. On se trouve manifestement en présence d'un processus circulaire : l'apathie coexiste avec le manque d'information mais celle-ci, à son tour, engendre celle-là.

La participation politique est fonction des connaissances sur les données élémentaires et fondamentales du système politique, de l'information sur les projets et les décisions politiques, de la conscience que ces décisions touchent à la vie des citoyens, d'où naît l'intérêt et, surtout, du sentiment chez les individus de leur aptitude à influencer, par des moyens déterminés, le cours des choses. Inversement, la

statut social, lequel, on le sait, dépend directement de la stratification sociale de même que la position centrale de l'information politique, comme l'indique le schéma suivant :

Schéma indiquant la chaîne de causalité reliant le statut social et la participation politique.

participation aux actions politiques est requise pour l'acquisition par les individus d'une somme convenable de connaissances.

La démonstration a été souvent faite au cours d'expériences parmi les petits groupes - et les mêmes conclusions s'appliquent sans doute aux grands groupes - que les motivations à participer sont fortement influencées par la plus ou moins grande clarté avec laquelle les individus perçoivent les objets qui sollicitent leur attention et que, par ailleurs, le fait de participer contribue à accroître la limpidité de la perception des problèmes.

Nous sommes donc en présence d'un processus circulaire selon lequel ceux qui participent y sont incités parce qu'ils sont déjà suffisamment informés et intéressés et ceux qui ne participent pas en sont dissuadés par suite d'un manque d'information. La question se pose dès lors : comment rompre ce cercle ? La solution idéale de ce problème serait la réforme d'un ordre social qui permet des inégalités flagrantes dans les chances d'accès à l'instruction, aux professions et aux revenus supérieurs. Mais, à défaut de cette solution, il faut tout au moins tenter de contre-carrer la tendance des systèmes politiques eux-mêmes à accentuer encore les profondes inégalités résultant du fonctionnement des systèmes sociaux. En effet, les systèmes politiques ne sont-ils pas aménagés de façon à encourager la participation des catégories sociales déjà favorisées et à décourager celles qui sont déjà défavorisées ?

Il est possible qu'une action soutenue sur le plan de l'information politique elle-même soit susceptible, sinon de rompre le processus circulaire, du moins d'en atténuer les effets. L'entreprise, toutefois, est d'importance. L'apathie qui existe aujourd'hui au sujet des affaires publiques est telle que seule une action vigoureuse et de grande envergure est susceptible de créer l'état de mobilisation sociale capable d'inciter les personnes défavorisées à s'informer et ainsi à se rendre aptes à participer. Or, une telle mobilisation sociale est avant tout un problème de communication. En principe, il est plus facile d'agir sur la communication que sur les structures sociales elles-mêmes. En pratique, cependant, on se rend compte que tout le jeu de la communication est étroitement lié aux structures sociales. Malgré les extraordinaires développements des *télémedia* que laissent présager les innovations en cours dans le domaine de l'électronique, nous ignorons si la volonté d'engagement s'en trouvera stimulée et, si oui, chez quelles catégories sociales, dans quelle mesure et comment. Les projets de radio-télédiffusion communautaire

ouvrent certes une voie prometteuse. Pour que ces réseaux restreints véhiculent toutes les informations susceptibles de stimuler la participation, il s'impose toutefois que des ponts soient posés entre eux et les grands ensembles de télécommunication. Or, ces ponts, ce sont forcément les structures sociales qui les constituent ⁴⁰⁴.

De nombreuses couches de la société réclament aujourd'hui plus d'information sur les questions qui les concernent de près. Il faut trouver les moyens de rejoindre ces catégories de la population et de leur procurer l'information dont elles ont besoin pour se comporter en citoyens éclairés, critiques et créateurs. On commence à peine à s'interroger sur la question, complexe mais capitale, de la communication aussi bien ascendante que descendante des informations au sein des grandes organisations et dans l'ensemble de la société. La création de régies ou d'offices de l'information gouvernementale constitue, si elle se fait dans de bonnes conditions et si elle est menée à bien, un immense pas dans le rapprochement aujourd'hui plus nécessaire que jamais des centres de décision et du peuple ⁴⁰⁵.

b) L'animation. - Pour ranimer une participation anémique, on recourt de plus en plus fréquemment à la technique dite d'animation sociale que le père J. L. Lebreton a mise au point en France au début des années 50 ⁴⁰⁶. On a défini l'animation

⁴⁰⁴ Voir, à ce sujet, notre chapitre sur les groupes et les media de communication.

⁴⁰⁵ Il existe dans plusieurs pays des offices d'information gouvernementale. Ces offices sont malheureusement souvent trop soumis aux influences du gouvernement du jour pour diffuser une information vraiment objective. L'action de semblables organismes ne peut être qu'ambiguë et partielle, sinon trompeuse, et elle tient davantage de la propagande que de l'information. Pour des études de cette question aux Indes et aux États-Unis, voir Satish K. ARORA et Harold D. LASSWELL, *Political Communication. The Public Language of Political Elites in India and the United States*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1969.

⁴⁰⁶ Cette technique se rapproche de l'organisation communautaire, plus particulièrement courante aux États-Unis. Les différences entre les deux formules ne se situent pas au plan des objectifs ni des moyens qui sont virtuellement identiques. Elles résultent surtout de différences dans les structures sociales locales et régionales qui sont beaucoup plus organiques aux États-Unis qu'en France. Voir Albert MEISTER, *Participation, animation, développement*, Anthropos, Paris, 1969 ; Jean-François MÉDART, *Communauté locale et organi-*

comme « un ensemble de moyens pour amener une collectivité ou un groupe à agir ensemble face à une situation problématique commune ⁴⁰⁷ ». L'animation constitue essentiellement un processus d'autoformation destiné à accroître l'aptitude des individus à comprendre leur situation et à recourir aux moyens d'action appropriés. L'animation, toutefois, ne s'adresse pas aux individus pris isolément mais aux individus agissant au sein de groupes ou de collectivités. On peut donc la considérer comme une technique de psychothérapie de groupe. Cette technique est susceptible de produire ses meilleurs résultats à l'occasion de la mise en oeuvre d'un programme d'intérêt immédiat pour les individus concernés (aménagement local et régional, organisation communautaire, création d'un nouveau secteur d'activité, d'une nouvelle profession, de nouvelles méthodes de production, etc.).

L'animation vise surtout l'action sur les mentalités, généralement dans un contexte de modernisation. Dans les termes d'un professionnel de l'animation : « Visant à promouvoir des changements de mentalité, en introduisant dans la société régionale les normes et les valeurs de la société urbaine et industrielle, l'animation sociale misera, pour ce faire, sur une collaboration entre les « planifiants » et les « planifiés », adoptera des techniques non directives de groupe et fera largement appel à la consultation ⁴⁰⁸. »

Par son intervention sur les mentalités, l'animation entend créer chez les individus cet état de déséquilibre psychologique qui favorise l'assimilation d'informations nouvelles, l'abandon d'anciennes convictions et l'acceptation de nouveaux modes de pensée et d'action. L'animation s'adresse à peu de gens à la fois et elle doit s'exercer à l'intérieur de cadres restreints. Elle vise, en fin de compte, à la formation d'un nouveau type de leaders ayant acquis les dispositions affectives et intellectuelles que les circonstances requièrent et dont la tâche sera, dans un se-

sation communautaire aux États-Unis, Armand Colin, Paris, 1969 ; pour le Québec, voir Jacques GRAND'MAISON, *Stratégies sociales et nouvelles idéologies*, HMH, Montréal, 1970. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

⁴⁰⁷ André TÉTREAU, « Notion d'animation », dans *l'Animation, Les Cahiers de l'I.C.E.A.*, nos 4-5, Montréal, 1967, 13.

⁴⁰⁸ Jean-Claude LEBEL, « L'animation sociale, expérience du BAEQ », dans *la Participation de la collectivité à une planification économique, Les Cahiers de l'I.C.E.A.*, n° 3, Montréal, 1967, 57-77.

cond temps, d'amener l'ensemble de la population à comprendre et à adopter les nouveaux objectifs collectifs.

Par l'animation, on cherche à impliquer la population dans les activités requises pour atteindre l'objectif fixé. L'animation attache d'ordinaire beaucoup d'importance à la participation active des individus. On doit donc la considérer comme une technique visant à accroître la volonté de participation. Il arrive toutefois que, dans la pratique, l'animation se distingue souvent assez peu de la propagande et de la manipulation, sinon de la contrainte. On décèle même parfois chez les animateurs un certain dirigisme inconscient ou un technocratisme inavoué : sous le couvert d'aider les individus à prendre eux-mêmes conscience de leur situation, on fait des suggestions, on propose des orientations et, en fin de compte, on impose ses propres idées. L'objectif lui-même étant prédéterminé par l'animateur, il est presque fatal que celui-ci soit conduit à proposer également les moyens et les solutions. D'ailleurs, les individus soumis au processus d'animation, appartenant généralement aux couches défavorisées de la société, projettent vers les animateurs l'attitude de dépendance et de soumission qu'ils ont à l'égard de leurs dirigeants traditionnels. Devant les résistances des individus aux nouveaux modes d'engagement personnel qui leur sont offerts, la tentation est grande, parmi les animateurs, de faire dévier l'animation de sa vocation propre en adoptant les comportements des dirigeants traditionnels, de s'abandonner au découragement, ou même de se tourner vers les leaders traditionnels pour en faire les véritables agents du changement social ⁴⁰⁹.

La position des animateurs n'est d'ailleurs pas de tout repos. Ils se donnent pour tâche de faire émerger de nouveaux projets en rendant les membres du groupe capables de formuler eux-mêmes, de façon rationnelle et en conformité avec leurs besoins, des objectifs qui leur soient particuliers. Mais l'animateur est en

⁴⁰⁹ Albert MEISTER a fait éclater le mythe de la « neutralité » de l'animateur dans *Participation, animation et développement*. La formation des animateurs pose un problème de taille. Louis ESTRANGIN écrit à ce sujet : « N'est-il pas urgent d'entamer un sérieux effort en ce qui concerne la formation d'animateurs pour ces multitudes de groupes qui vivent ou vivent autour de nous ? Qui dira si le point-limite n'a pas été dépassé dans le déséquilibre entre le nombre des groupes indéfiniment fractionnés et le nombre d'animateurs valables ? » dans *la Société démocratique*, Chronique sociale de France, Le Centurion, Paris, 1963.

même temps aux prises avec l'autorité dont il dépend et qui, très souvent, est extérieure au groupe et ne prise guère les velléités d'émancipation qui finissent par s'exprimer au sein du groupe. S'ils appuient l'autorité, ils se muent en propagandistes ; si, au contraire, ils soutiennent les revendications du groupe, ils deviennent des contestataires. Cette condition serait moins délicate si, en même temps, on procédait à l'animation des dirigeants officiels. Malheureusement, au lieu de percevoir ceux-ci comme des agents possibles du changement social et de tenter de leur faire comprendre le sens de l'évolution et de les persuader d'entreprendre eux-mêmes les réformes requises, on les considère fréquemment d'emblée comme des adversaires irréductibles. Ces orientations engendrent entre animateurs et dirigeants officiels un climat d'incompréhension et d'animosité réciproques, source de graves conflits et de cuisants échecs.

L'animation, en tant que telle, comporte des risques sérieux. Par l'animation, on fait prendre conscience de besoins, on fait émerger des projets, on esquisse des solutions. S'il y a manque de coordination entre les animateurs et les dirigeants, si même il existe des antagonismes entre eux, toute l'opération ne peut qu'aboutir à la frustration et conduire la population à l'apathie ou à la contestation. Les projets sur lesquels se concentre l'animation devraient avoir l'adhésion de l'autorité responsable et devraient s'incorporer dans les processus officiels de décision. Dans les termes d'animateurs professionnels : « Toute opération d'animation sociale suppose donc, en plus de l'intervention d'une agence d'animation, l'intervention d'une agence responsable de prendre des décisions et d'administrer les politiques qui affectent le groupe sujet d'animation sociale ⁴¹⁰. »

⁴¹⁰ GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ANIMATION, *Rapport sur l'animation, la participation, la consultation*, Québec, 1967, 15 (Miméo). Passant en revue les programmes de développement communautaire aux États-Unis, Theodore J. Lowi conclut que la plupart des programmes qui ont fait l'objet d'animation et qui ont requis la participation populaire ont abouti à des échecs tandis que la majorité de ceux qui ont été conçus et exécutés par des technocrates et qui ont négligé de faire appel à la participation active des citoyens ont abouti à de bons résultats concrets. Dans *The End of Liberalism*, W. W. Norton, New York, 1969, 191-286. Lowi suit un vaste courant d'opinion en imputant ces échecs à l'animation et à la participation elles-mêmes et en concluant qu'il faut en finir avec ces méthodes « néo-libérales ». Il s'impose certes de scruter en profondeur ces faits plutôt déprimants pour les protagonistes de la participation. Il se peut que les raisons des échecs se trouvent non pas dans l'animation

L'action directe de l'animation sur les mentalités, si bienfaisante qu'elle puisse être en elle-même, ne produit pas par elle seule les changements sociaux désirables. Il s'impose en même temps, sinon au préalable, d'agir sur les structures de façon à les rendre conformes aux exigences du changement souhaité ⁴¹¹.

Les dispositions personnelles (caractéristiques physiologiques et psychiques et intelligence), l'information, l'instruction et les structures (stratification socio-économique, idéologies, etc.) émergent comme les quatre variables décisives de la participation. Ces variables interagissent les unes sur les autres, les caractéristiques personnelles influant sur l'information, l'instruction, les structures et ainsi de suite (ainsi l'instruction prédispose favorablement vis-à-vis de l'information). L'information et l'instruction ont pour principal effet de stimuler la volonté de participation, tandis que les dispositions personnelles et les structures déterminent directement les modes et l'intensité de la participation. L'animation, cette forme particulière d'information et d'instruction, n'est obligatoirement requise que si les dispositions personnelles sont déficientes et elle a pour finalité de stimuler la volonté de participation. Enfin, le fait de participer influe à son tour de façon directe sur les dispositions personnelles et l'information, de façon indirecte sur l'instruction et les structures, modifiant de la sorte les conditions ultérieures de la participation (schéma n° 10).

ni la participation mais plutôt dans les modalités de leur exercice et, plus particulièrement, dans l'incompatibilité des structures sociales avec les objectifs poursuivis. La tâche de l'animation ne consiste pas seulement à procurer plus de biens matériels aux individus mais à les rendre aptes à assumer eux-mêmes leur propre développement et à s'autodéterminer.

⁴¹¹ Un des grands spécialistes de la question, Albert Meister, affirme en effet que les réformes des structures et les changements dans les conditions matérielles d'existence doivent précéder l'action sur les mentalités. En d'autres termes, l'exemple palpable du changement transforme davantage les hommes que tous les beaux discours sur la valeur du changement. Il rend également les individus moins vulnérables à la démagogie.

SCHÉMA N° 10**Paradigme de la participation**[Retour à la table des matières](#)

Laboratoire de cartographie, Institut de géographie, Université Laval.

IV. PARTICIPATION POLITIQUE ET SOCIÉTÉS POSTINDUSTRIELLES

[Retour à la table des matières](#)

Les conditions et les modes de participation diffèrent selon qu'il s'agit des sociétés traditionnelles ou des sociétés modernes. Si, dans les sociétés modernes, la participation est perçue comme un problème aussi bien par les théoriciens que par les praticiens, par les gouvernants que par les gouvernés, tel n'est généralement pas le cas dans les sociétés traditionnelles. Dans ces dernières sociétés, en effet, les modes de participation réguliers qui existent se rattachent au contexte de vie immédiat, ils s'intègrent aux mécanismes sociaux élémentaires : l'unité paysanne, l'unité artisanale, le voisinage, les rapports du maître et du serviteur. La vie de l'homme s'écoule au sein de groupes protecteurs dont l'autorité est immédiate et les occasions de prendre part aux activités communes sont nombreuses et pressantes. La famille y est le lieu par excellence de la participation, non seulement à

cause de l'importance et de l'étroitesse des liens qui se nouent entre ceux qui la composent, mais aussi parce que la plupart des relations de travail et de pouvoir qui touchent l'individu se situent au sein de la famille ou dans son prolongement : la famille contribue à définir en même temps le caractère des tâches à accomplir en commun et la nature des rapports de domination-subordination parmi ses membres. Les cadres de participation visent à satisfaire les besoins et les préoccupations de la vie quotidienne. Les structures globales de la société se superposent aux structures intermédiaires et immédiates mais sans détruire leur autonomie d'action. Elles sont animées par certaines élites aristocratiques ou par des notables. L'État est lointain : le simple individu n'est pas invité aux délibérations de ses Conseils mais, du moins, il ne ressent pas constamment dans sa vie quotidienne les effets de ses décisions. Paysans et artisans sont considérés comme des mineurs ou des sujets. Aussi longtemps qu'ils paient impôts et redevances et sont laborieux et dociles, les dirigeants les traitent avec bienveillance. Pendant longtemps, même les guerres se font sans eux ⁴¹².

Tel n'est plus le cas dans les sociétés modernes. Les réseaux primaires d'encadrement subsistent, mais les structures sociales et politiques d'ensemble, devenues beaucoup plus complexes, rejoignent maintenant l'individu jusque dans sa vie quotidienne. Les grands ensembles, en s'organisant de façon à correspondre aux exigences nouvelles, coupent l'individu de ses racines immémoriales et le mettent sous la dépendance de pouvoirs lointains, indifférents et tout aussi contraignants, quoique de façon différente, que les réseaux de contrôle primaires. Dans les termes de Georges Lapassade : « Dès qu'une société s'organise - et elle doit nécessairement s'organiser - les hommes cessent de participer aux décisions essentielles, et ils découvrent qu'ils sont séparés des différents systèmes du pouvoir... Les petits groupes de la vie quotidienne sont sur-déterminés par cette organisation de la

⁴¹² Que les peuples ne se soient pas toujours satisfaits de ce mode de participation qui, malgré la bienveillance paternaliste qui l'humanise, en est un d'assujettissement, les fréquentes « jacqueries » des paysans et les nombreuses révoltes des corps de métiers en font foi. Bien entendu, pendant très longtemps, jacqueries et révoltes tenaient tout autant des conditions économiques souvent très mauvaises que de la volonté de secouer le joug de la sujétion.

séparation, qui atteint son plus haut degré dans la société bureaucratique moderne ⁴¹³. »

La seule contribution que bon nombre de ces organisations requièrent obligatoirement de l'individu, c'est son travail : « Hommes et femmes multiplient les enfants et construisent de grands ensembles. Ils fabriquent de plus en plus de machines... Et cependant, ils vivent dans un grand vide, fait d'organisation et de productivité, sans point d'appui réel et sans perspective qualitative correspondant à leur émouvante et mystérieuse simplicité. Comment du reste pourraient-ils trouver seuls le chemin de ces perspectives qualitatives ? Sans guide, sans participation ni consultation ⁴¹⁴... »

La prise des décisions d'ailleurs, à prime abord, ne paraît pas exiger le concours des simples membres et l'efficacité, apparemment sans faille, d'organisations au sein desquelles la participation réelle est nulle incite à considérer comme normale cette situation et à étouffer chez l'individu l'ambition de devenir maître de soi et de contrôler son environnement. C. Wright Mills a résumé ainsi cette condition de complète dépendance : « Jamais encore si peu d'hommes ont pris de si importantes décisions pour un si grand nombre d'individus eux-mêmes impuissants ⁴¹⁵. »

L'homme contemporain risque de sombrer dans la veulerie, de ne plus s'intéresser aux processus et aux événements dans lesquels son sort immédiat aussi bien que le destin de la société se trouvent engagés. Bref, il est menacé d'une aliénation totale et irrémédiable. Il s'impose de recréer en quelque sorte, mais sous des formes inédites, au sein de la société moderne les solidarités propres à la société traditionnelle. Mais il est requis que la participation soit dorénavant pensée en fonction d'une conception universalisante et non plus particularisante de l'homme et dans la visée de rendre cohérentes les structures sociales primaires, intermédiaires et globales. Pour reprendre l'heureuse expression de François Perroux, les modes

⁴¹³ Georges LAPASSADE, *Groupes, organisations, institutions*, Gauthier-Villars, Paris, 1967, 5-6.

⁴¹⁴ André GROS et Michèle AUMONT, *la Reconstruction du citoyen*, Fayard, Paris, 1964, 108-109.

⁴¹⁵ C. Wright MILLS, « The Social Role of the Intellectual », dans Irving Louis HOROWITZ, editor, *Power, Politics and People*, Oxford University Press, 1963, 294.

de participation requis dans les conditions de la société contemporaine doivent permettre la « création collective » : « Plus la réussite économique s'affirme, plus grand est le pouvoir de la société sur les choses et plus aiguë aussi est l'urgence du dialogue entre les hommes, sur la façon de vivre qui convient à l'homme et sur les règles du bien-vivre, sur le code commun d'une vie humaine entre les individus, des situations et des fonctions qui échappent, pour une large part, aux disciplines industrielles ⁴¹⁶. »

Un peu partout dans le monde s'expriment depuis peu des aspirations inédites encore mal définies. Elles ne sont pas le fait d'une classe sociale ; sous des visages multiples, elles agitent tous les segments des sociétés. Tout en revêtant des traits spécifiques dans chaque pays où elles s'affirment, elles ne se confinent pas à un seul continent ni à une seule catégorie de régimes politiques. Elles sont virtuellement universelles. Comme le montrent les événements qui se sont produits depuis 1968 en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, à Berlin, en France, en Italie, au Canada et en Amérique Latine, ces aspirations prennent la forme de revendications pressantes, propres à déclencher des mouvements soudains de crises générales d'autant plus difficiles à surmonter que les forces qui les meuvent se trouvent largement inconnues et agissent souvent dans la clandestinité. Et tout indique que ces mouvements ne sont ni superficiels ni transitoires : ils touchent les sociétés en profondeur et, en raison même de leur complexité aussi bien que de leur gravité, ils seront de fort longue durée. Aux périodes de calme trompeur, vont succéder des secousses de plus en plus fortes.

Les propos qui précèdent soulèvent trois ordres différents de questions que nous allons reprendre plus en détail : les âges de la participation, les conditions de la participation, et, finalement, les voies de réforme.

⁴¹⁶ François PERROUX, *industrie et création collective*, Presses universitaires de France, Paris, 1964, tome premier, 37.

1. Les âges de la participation

[Retour à la table des matières](#)

Comme toute réalité sociale, la participation revêt des formes différentes à chacune des grandes périodes historiques. Parmi tous les rapports susceptibles d'être établis entre la participation et les principales forces évolutives, ce sont ceux qui existent avec la technologie d'une part, et les formes d'interrelations du social et du politique d'autre part, qui paraissent décisifs.

Alain Touraine distingue trois grands âges technologiques : l'âge préindustriel, caractérisé par l'agriculture primitive, l'artisanat et les premières manufactures (phase A) ; l'âge industriel, défini par le travail en chaîne (phase B) ; et l'âge postindustriel, conditionné par l'automation (phase C). Bien qu'on puisse en discerner le profil général, les traits précis de la technologie postindustrielle sont encore incertains.

De même, peut-on distinguer trois grandes formes de rapports entre le social et le politique : la séparation, l'interdépendance et, enfin, la compénétration. Ces trois modes correspondent à trois époques distinctes de l'Occident : l'époque de la séparation du social et du politique, qui se divise elle-même en deux périodes, celle où la politique tend à dominer le social, comme dans l'absolutisme européen (1650-1789), et celle, au contraire, où le social tend à dominer le politique, comme dans le libéralisme européen et américain premier style ou laisser-faire (1800-1930) ; l'époque de l'interdépendance du social et du politique coïncide avec l'évolution du laisser-faire vers le libéralisme second style ou le Welfare State (1930 environ jusqu'à aujourd'hui) ; l'époque de la compénétration du social et du politique est en processus d'émergence et elle est susceptible, selon les lignes de force qui triompheront en dernière analyse, d'assumer l'une ou l'autre des trois formes suivantes : la technocratie, l'intégration ou la division.

Il y a coïncidence dans le temps entre l'âge préindustriel et la période où le politique domine le social. Ce contexte technopolitique fait émerger un mode spécifique de participation qu'on peut désigner d'assujettissement. La participation d'assujettissement procure à l'individu une existence politique minimale. Il suffit que les agents de socialisation transmettent les normes et les attitudes propres à

garantir la légitimité du régime politique et la légitimité des dirigeants. Elle définit la condition de sujet.

De même, il y a recoupement entre l'âge industriel et les deux périodes du libéralisme (laisser-faire et Welfare State) d'une part, et un second mode de participation qu'on peut désigner de représentation ou délégation. Sous la participation représentative, la communauté politique entière devient le véritable souverain. L'individu est promu citoyen. L'acte sublime du vote, par lequel il choisit, selon des modalités propres à chaque pays, ceux qui gouverneront en son nom, constitue le mécanisme fondamental qui rend possible ce mode de participation. L'assemblée des députés procure au peuple la possibilité de se rassembler dans sa totalité sans que la présence physique de chacun soit requise. Les partis politiques sont comme des églises où se pratique le culte de la participation de représentation.

Il y a enfin superposition entre l'âge postindustriel et la période de compénétration du social et du politique et un troisième mode de participation, la participation visant à l'autodétermination personnelle et collective. Ce troisième mode, sous ses manifestations les plus spécifiques, n'est encore qu'en processus d'émergence : pour en parler il faut se mettre au futur. Pour l'essentiel, la participation visant à l'autodétermination conservera les acquis de la participation de représentation mais non sans obliger à un nouvel approfondissement des caractères et des possibilités que cette dernière n'a pas encore développés. Mais sa portée sera beaucoup plus considérable. Elle requerra le plein épanouissement de la politique consultative, aujourd'hui trop souvent utilisée comme un simple dérivatif ; elle signifiera en même temps que la réalité rejoigne la fiction dans le domaine des décisions. Le peuple souverain ne fera plus figure de roi fantequin ou fainéant. Cogestion, autogestion, ce sont là des mots qui font peur parce que ceux qui les emploient, trop souvent ignorent les principes élémentaires de la gestion elle-même. Les aspirations et les besoins que ces termes soulignent sont cependant trop profonds pour être ignorés de ceux qui, par leur position, devraient être les accoucheurs du monde qui aspire à naître.

Ces tendances nouvelles obéissent à une double force évolutive : l'une résultant de la technologie, ce noyau ferme de la dynamique du système social, l'autre, émergeant des conditions du Welfare State, cadre de la dynamique politique ac-

tuelle ⁴¹⁷. À ces deux lignes de force maîtresses, on peut en ajouter une troisième - les facteurs d'ordre idéologique - qui tient à titres divers à la fois de la technologie et du Welfare State. Retenons enfin la survivance au sein de la société moderne d'éléments propres à la société traditionnelle. Mais ces derniers ont généralement subi eux aussi l'impact de la technologie et du Welfare State de sorte qu'ils agissent dans un contexte bien différent de celui d'autrefois : ainsi la famille, l'école et la religion.

Les modes contemporains de participation doivent être envisagés à la lumière des conditions de la technologie moderne. Ce sont les conditions de la technologie qui, au sein de l'entreprise, du bureau, de l'organisation, déterminent finalement les modes de domination et de subordination dans les rapports de travail, le régime de propriété, l'accès aux professions, les cadres et le contenu de l'enseignement, les rapports sociaux, les sources des conflits sociaux de même que les alliances inter-groupes et, finalement, les conditions de la participation. Dans les termes de François Perroux : « Les progrès de l'association dans les sociétés particulières et dans la « grande société » ne sont pas séparables de la réalisation de l'industrie ⁴¹⁸... »

Mais, en même temps, Perroux affirme l'aptitude de l'homme à influencer, s'il le désire, la mise en place des rouages de participation : « Plus la réussite économique s'affirme, plus grand est le pouvoir de la société sur les choses et plus aiguë aussi est l'urgence du dialogue entre les hommes sur la façon de vivre qui convient aux hommes. »

La grande corporation moderne, ce produit de la rationalité technicienne, est de plus en plus souvent au centre des préoccupations de notre temps. Par l'ampleur des ressources qu'elle mobilise, par son monopole sur les connaissances et les informations décisives, par son action sur le contexte des relations humaines et

⁴¹⁷ Voir notre tome premier. À noter que le Welfare State continue à se soumettre à la règle de majorité, principe de la logique du système politique dans les sociétés libérales. Sur les rapports entre la technologie, les modes de comportement et les valeurs, voir Talcott PARSONS, « Impact de la technologie sur la culture et sur l'apparition des modes nouveaux de comportement », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 23, n° 4, 1970.

⁴¹⁸ François PERROUX, *industrie et création collective*, Presses universitaires de France, Paris, 1964, tome premier, 37.

par son empire sur les groupes, la grande corporation moderne marque de plus en plus profondément les caractères et l'emprise des divers facteurs de participation.

Le Welfare State, que l'on peut considérer en même temps comme un mode d'ajustement politique aux conditions de la technologie et comme une tentative de placer cette dernière sous contrôle politique, vient, à son tour, infléchir l'action des facteurs de participation dans la société postindustrielle. La nature de la mécanique et les visées mêmes du Welfare State conduisent ce dernier à s'immiscer de façon toujours plus intime dans la vie quotidienne des individus et à influencer les objectifs et les conditions de l'action collective.

Les idéologies dominantes de notre âge reflètent les intentions et les possibilités tout à la fois de la grande entreprise et du Welfare State : dérivées de la possibilité, à brève échéance, de produire les biens et services en quantité illimitée et de l'obligation de rendre possible une distribution équitable pour tous de ces biens et services, ces idéologies contemporaines favorisent l'intervention des grandes organisations dans tous les secteurs d'activité, même ceux qui rejoignent la vie privée des individus. Ces idéologies, désignées par les termes de démocratisation et de socialisation, appartiennent encore au credo libéral. Mais elles diffèrent radicalement de celles qui furent associées au laisser-faire et qui reposaient sur la foi dans l'initiative privée et l'effort personnel.

De la conjonction de cette double dynamique des sociétés contemporaines découlent les modes et les conditions de toute participation, sociale ou politique, de la part des individus. Ceux-ci peuvent s'y conformer passivement, s'y intégrer de façon créatrice ou encore tenter de s'y soustraire par un refus qui est souvent un acte de révolte. Mais il ne leur est pas loisible de les ignorer.

En premier lieu, l'aménagement de la vie collective est devenu une tâche de plus en plus complexe. Même si les centres majeurs de décisions se sont multipliés, ils obéissent aux impératifs de la mécanisation, de la programmation et de la cybernétique. Fonctionnaires et techniciens détiennent le pouvoir de prendre les décisions qui engagent l'ensemble de la collectivité, de même que, en principe tout au moins, la rationalité requise pour que ces décisions soient efficaces.

En second lieu, la société moderne, par suite du succès matériel de la grande corporation et du Welfare State, tend à produire une sorte d'« harmonie créée » susceptible de paralyser la volonté d'engagement actif parmi la masse des ci-

toyens. La société moderne est organisée jusque dans ses moindres détails. Elle requiert une multitude de contributions de la part des individus mais ces dernières sont élémentaires ou triviales. Elle engendre une sorte de contentement général, source d'apathie et de désintérêt à l'égard des affaires publiques. En ceci, le Welfare State apparaît comme l'héritier de l'Église qui, elle, en faisant miroiter les consolations de l'au-delà comme compensations aux peines et aux injustices de ce monde, suscitait des sentiments de résignation.

En troisième lieu et inversement, si la société moderne, par suite de la présence d'agents spécialisés capables de prendre les bonnes décisions dans une foule de domaines, tend à émousser le goût de participer, elle s'efforce en même temps de susciter les participations à la fois pour échapper au pouvoir technocratique et pour éviter que le peuple ne se révolte finalement contre un régime qui le tient dans la dépendance et qui ne parvient pas à satisfaire ses besoins élémentaires ni à répondre à ses aspirations.

Enfin, la société moderne, par ses caractères et son orientation, accorde une prépondérance toujours plus grande aux sollicitations de la consommation par rapport aux besoins du développement sociopolitique. Il s'ensuit une « privatisation » de la vie sociale qui influe considérablement sur les cadres et les modes de participation. Les décisions d'offrir ou de retirer ses contributions aux organisations sont de plus en plus assorties de considérations concernant le pouvoir d'achat et le niveau de vie. Des deux modèles de participation que, selon Touraine, la société moderne permet, la participation en vue du développement et la participation en vue de la jouissance des biens de consommation, c'est le second modèle qui obtient la faveur du plus grand nombre, y compris des dirigeants sociaux et politiques ⁴¹⁹. Seul, cependant, le premier modèle permet d'entrevoir l'émergence de modes de participation visant l'autodétermination tandis que le second modèle encourage la passivité générale et engendre ce phénomène caractéristique de notre temps qu'on désigne sous le nom de majorité silencieuse.

⁴¹⁹ Alain TOURAINE, *Sociologie de l'action*, Éditions du Seuil, Paris, 1966, 158-159 ; aussi Wendell BELL, « Social Structure and Participation in Different Types of Formal Organizations », *Social Forces*, vol. 34, 1956, 345-350.

2. Les conditions de la participation

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sociétés libérales, se dessinent trois images différentes du citoyen : l'image fictive, c'est-à-dire celle du citoyen souverain parfaitement rationnel, réfléchi et éclairé ; l'image réelle, celle du citoyen souverain fantoche, trop souvent non informé, non intéressé, apathique ; l'image idéale, celle du citoyen autodéterminé, conscient de sa vraie grandeur en même temps que de son état présent d'assujettissement, qui, en assumant avec lucidité et en cherchant à dépasser les inmanquables conditionnements qu'imposent les cadres sociaux de son existence, se décide à s'engager activement dans la vie politique afin de devenir maître de sa vie et cocréateur de la société. Ces trois figures de l'homme contemporain coexistent, non seulement dans la même société, mais souvent même dans le même individu. Il résulte de cette condition que les représentations de soi et de l'organisation sociale sont confuses et contradictoires. D'où de fortes tensions psychologiques et des conflits sociaux souvent aigus et intolérables qui se traduisent dans la disparité des cultures politiques des diverses collectivités et qui se projettent dans les combats sociaux : tantôt ceux-ci sont intégratifs, c'est-à-dire s'expriment ou se livrent à l'intérieur des cadres existants qu'ils visent à humaniser et à réorienter ; et tantôt ils sont divisifs, c'est-à-dire tendent à l'abolition, parfois par des moyens violents, des cadres sociaux existants et à leur remplacement par des cadres radicalement différents. Les discussions en cours concernant l'état actuel de la participation dans les sociétés libérales de même que les tendances évolutives reflètent fidèlement ces conditions.

Nos sociétés se conforment au modèle vertical de démocratie, selon lequel les dirigeants dans la plupart des organisations, y compris les organisations politiques, tout en dépendant, sous des formes diverses et le plus souvent simplement nominales, des simples membres, échappent à un haut degré ou même complètement au contrôle de leurs commettants.

Les sociétés libérales, depuis cent ans et plus, ont considéré la représentation comme le mode d'organisation sociale et politique par excellence et l'élection comme la technique la plus valable pour garantir la sagacité du choix des repré-

sentants et pour assurer le contrôle des simples membres sur les dirigeants. Certes, les modes de participation issus de la notion de représentation conservent aujourd'hui encore une grande valeur même s'ils ont été inventés avant l'avènement de la société industrielle. Mais sont-ils si parfaits qu'on doive conclure qu'ils procurent un cadre définitif et inchangeable, capable de contenir toutes les aspirations contemporaines de participation ? Plusieurs parmi les dirigeants et les théoriciens semblent le penser, qui s'en tiennent encore à l'énoncé de la question tel que formulé par John Stuart Mill il y a plus d'un siècle :

Le seul gouvernement qui puisse pleinement satisfaire toutes les exigences de l'État social est celui auquel participe le peuple tout entier ; toute participation, même à la fonction publique la plus insignifiante, est utile et la participation devrait être partout aussi grande que le permet le développement général de la communauté ; le but ultime ne saurait être rien de moins que l'admission de tous à une partie du pouvoir souverain. Mais puisque tous ne peuvent pas, dans une communauté dépassant la taille d'une seule ville, participer personnellement autrement que d'une façon infime aux affaires publiques, il s'ensuit que le type idéal du gouvernement parfait doit être représentatif ⁴²⁰.

Certains auteurs, surtout américains, ont même tiré de travaux cliniques les conclusions que la démocratie représentative rend possible une participation optimale, que la participation selon le mode représentatif est supérieure à tout autre mode de participation et que c'est au nom même de la science que l'analyste doit favoriser ce mode de participation.

⁴²⁰ John, Stuart MILL, *Considerations on Representative Government*, Basil Blackwall, London, 1948, 151. Joseph Schumpeter est le chef de file de cette façon de voir la démocratie. Pour lui, en effet, la démocratie représente essentiellement une « formule politique » par laquelle les citoyens s'élisent des gouvernants qui gèrent en leur nom les affaires collectives, tout en conservant la prérogative de les révoquer s'ils le désirent et de les remplacer par une autre équipe de gouvernants, lors d'élections générales. Des auteurs aussi réputés que B. R. Berelson, Robert A. Dahl, Giovanni Sartori et H. Eckstein, se réclamant de Jeremy Bentham et de James Mill, s'inscrivent en faux contre la démocratie de participation (*Participation Democracy*) dont John Stuart Mill et surtout Jean-Jacques Rousseau furent les grands protagonistes. Voir Carole PATEMAN, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, New York, 1970.

Dans le régime libéral, la participation est considérée comme un fait acquis. En réalité, à l'exception du vote qui, lui, a fait l'objet de beaucoup de sollicitude, on ne s'est guère préoccupé, jusqu'à récemment tout au moins, du degré de participation des individus aux diverses activités politiques. Selon la tradition du laisser-faire, on paraissait s'attendre à ce qu'un taux de participation optimal résulterait des seules motivations individuelles. Il n'est pas excessif de dire que l'organisation socio-politique, dans ce régime, a été aménagée de façon à décourager plutôt qu'à stimuler la participation : « La société moderne constitue, en effet, un milieu dans lequel la participation de chacun, c'est-à-dire la citoyenneté, donne l'impression de ne pas pouvoir s'exercer ⁴²¹. »

On se rend de plus en plus compte, mais sur le tard, que les modes de participation existants sont inadéquats. Les cadres de participation qu'exigent l'organisation communautaire, l'aménagement régional et la planification nationale, ne s'accommodent guère des découpages des circonscriptions électorales. Les méthodes de sélection des candidats, de même que les conditions du déroulement des campagnes électorales rendent impossible le choix de délégués ou députés vraiment représentatifs et soumis au contrôle constant et organique de leurs électeurs. Les parlements constituent l'institution la plus ancienne et la plus vénérable de la démocratie représentative. Or, ces derniers, sous la pression des forces d'évolution, ne sont plus, en termes d'action, le principal rouage du gouvernement : la bureaucratie, le Cabinet et même le bureau du premier ministre monopolisent, à leurs dépens, une bonne partie du pouvoir politique réel. Sous la pression d'exigences liées au développement et à la planification, de nombreux organismes sociaux, économiques et politiques (conseils sociaux et économiques, commissions consultatives, etc.) ont été créés afin de suppléer aux carences des institutions traditionnelles. L'urbanisation, l'industrialisation et les progrès de l'instruction ont produit parmi la génération montante une culture politique beaucoup plus exigeante que la culture politique issue des luttes du dix-neuvième siècle qui s'accommode de modes de participation purement représentatifs. Il semble que, bon gré mal gré, on devra concéder le bien-fondé des revendications de ceux qui réclament la démocratie de participation. Non seulement, en effet, celle-ci ne rompt pas avec la longue tradition démocratique occidentale et se situe plutôt dans son prolongement,

⁴²¹ André GROS et Michèle AUMONT, *la Reconstruction du citoyen*, 102.

mais encore elle apparaît comme une condition dorénavant nécessaire de tout gouvernement légitime.

Les sociétés libérales, telles qu'elles sont actuellement aménagées, découragent plutôt qu'elles n'encouragent la participation. Les modes de participation aujourd'hui offerts aux citoyens dans toutes les sphères d'activité, notamment dans la sphère politique, briment l'homme plutôt qu'ils ne le valorisent, tarissent son énergie psychologique et bloquent la vie des groupes et celle de la collectivité. Participer, dans ces conditions, c'est, d'une certaine manière, se faire l'instrument de sa propre réification. On ne peut pas s'en remettre à la seule bonne volonté des individus ni à la clairvoyance des dirigeants pour résoudre les questions reliées aux tendances évolutives de la participation. Nous entrons dans une ère qui sera aussi différente de l'époque industrielle que celle-ci le fut de l'époque artisanale. Cette ère, encore sans nom propre, qu'on appelle postindustrielle ou postmoderne, qui sera marquée par la compénétration croissante du social et du politique, peut conduire au dépérissement de la créativité individuelle et collective, par suite d'un nouvel assujettissement des hommes à des pouvoirs extérieurs, ou, au contraire, au plein épanouissement des potentialités individuelles et collectives par l'affirmation du droit de l'homme à s'autodéterminer et à assumer la maîtrise de son propre destin.

a) *Tendances vers un nouvel assujettissement.* - C'est au nom de motifs sérieux qu'on fait entrave aux efforts vers l'autodétermination et qu'on justifie l'implantation graduelle de méthodes conduisant à un nouvel assujettissement de l'homme. Ainsi, on fait état de la complexité de la société, de l'obligation de maintenir la stabilité du système politique, des exigences de la rationalité et de l'efficacité, de la nécessité de garantir la prospérité économique, et ainsi de suite. Aux yeux de plusieurs, seul un type de gouvernement « fort » convient aux exigences de notre temps. Selon ces personnes, l'exercice de l'autorité doit être assumé par des hommes capables de prendre eux-mêmes, avec l'aide de spécialistes et sans le concours direct des citoyens, les décisions qui s'imposent. On appelle ce type de

gouvernement, technocratie ou, de préférence, comme nous l'avons proposé dans notre tome premier, techno-démagogie ⁴²².

Certaines sociétés libérales semblent déjà assez profondément engagées dans la voie de la technocratie. Il importe de préciser le sens qu'il faut donner à ce terme. La technocratie ne correspond pas à une fonction publique forte et au mérite, condition essentielle de tout régime politique adéquat. C'est là, d'ailleurs, un acquis du Welfare State et il faut le considérer comme permanent. Dans tous les pays industrialisés, on constate un accroissement du nombre et de la compétence des fonctionnaires. Ce phénomène découle de la complexité croissante des questions politiques et plus particulièrement des exigences de la planification. L'État étant devenu un grand entrepreneur, un grand employeur et un grand investisseur, il est normal qu'il se dote de cadres nombreux et compétents. Le phénomène technocratique repose sur de tout autres conditions. La technocratie définit un régime au sein duquel les responsables politiques sont en pratique dessaisis de leurs prérogatives de dirigeants officiels au profit de fonctionnaires qui occupent le pouvoir réel. Cette condition peut découler de prérogatives officiellement concédées à l'administration, par lesquelles celle-ci se voit confier des fonctions proprement gouvernementales, mais elle résulte le plus souvent de la faiblesse des ministres qui, par paresse ou incompetence, laissent, pour toutes fins pratiques, aux fonctionnaires supérieurs la responsabilité à peu près finale, non seulement de l'élaboration des programmes politiques, mais aussi de la formulation des choix. Dans leur action, les technocrates, détenteurs des énormes ressources et moyens de contrôle de la technologie moderne, s'inspirent de normes d'efficacité et de rationalité qui ne tiennent compte des aspects « humains » de la politique que de façon marginale. Seule la présence de démagogues d'un type inédit, dont l'autorité est d'essence charismatique et dont la puissance d'attraction parmi la population dé-

⁴²² Dans ce régime, en effet, l'autorité charismatique d'une personne, à qui le peuple remet sans réserve la maîtrise de sa destinée, doit légitimer et sanctionner le pouvoir des spécialistes. Nous estimons pour notre part que la société postindustrielle exige effectivement un type de gouvernement fort, mais nous ne croyons pas que la formule technocratique soit la bonne. Nous pensons qu'une démocratie de participation voulue et mise en place sans arrière-pensée peut facilement se concilier avec le genre de gouvernement fort qu'exige notre époque. Et puis, comment un gouvernement peut-il aujourd'hui espérer être authentiquement « fort » sans la participation active et constante du peuple ?

coule de l'image qu'ils projettent d'eux-mêmes, surtout par le truchement de la télévision, procure à ce type de régime une apparence de grandeur et d'humanité que la réalité de tous les jours dément parfois de façon cruelle. En effet, la technodémagogie caricature ou dévalue tout mode de participation réelle des citoyens, y compris la participation représentative. Dans certains pays, depuis quelques années déjà, on dénonce la « dictature des technocrates ». Dans la mesure où elle existe, la technocratie représente une menace pour la démocratie et empêche l'émergence d'une participation d'engagement personnel.

Même les sociétés libérales, qui n'optent pas en principe pour une forme quelconque de technodémagogie, n'offrent guère aux individus de modes intégratifs de participation leur permettant de s'engager sur la voie de l'autodétermination. Tout en favorisant en principe une participation accrue de la part des individus, dirigeants et théoriciens font état de la perte d'efficacité qui résulterait pour les organisations d'une participation intense. La participation directe intense des simples membres serait source de lenteurs, de conflits et de dissipation d'énergie. Les nombreux partis que des slogans proclamant la nécessité d'un rapprochement du gouvernement d'avec le peuple ont aidé à porter au pouvoir, ont tendance à oublier vite le « petit peuple » et ses « petits » problèmes et à se laisser prendre aux mirages d'une « politique de grandeur », offrant dans l'abstrait des solutions idéales à tous les problèmes mais ne répondant pas aux préoccupations et aux aspirations de la masse du peuple. De la sorte, de façon plus ou moins consciente, se trouve-t-on à justifier la règle de l'oligarchie.

La règle oligarchique apparaît ainsi comme une conséquence du mauvais fonctionnement des mécanismes d'interactions (groupes d'intérêt, partis, etc.) propres aux sociétés libérales. C'est, en effet, une démocratie de faible tonalité que révèle l'examen des modes de nomination des dirigeants des groupes d'intérêt et des partis. Cette condition imprègne toute la vie des organisations. Bien que souvent redevables envers l'ensemble des simples membres de leur statut, les dirigeants échappent fréquemment dans l'exercice de leurs fonctions à tout contrôle valable de la part de la base. Voudraient-ils d'ailleurs vraiment répondre de leur mandat aux simples membres que, souvent, ils ne le pourraient pas, tant sont embryonnaires les media de communication et les moyens de rétroaction dont disposent les organisations. Ces conditions incitent les membres à se réfugier dans l'apathie. Les bas taux de présence aux assemblées fournissent un bon indice de

l'ampleur du désintérêt à l'égard des organisations. Même parmi les syndicats ouvriers, au sein desquels le taux de présence tend à être plus élevé qu'ailleurs, si on excepte les réunions spéciales, rarement plus de dix pour cent des membres assistent aux réunions. Dans d'autres catégories d'associations, ce taux peut descendre jusqu'à un pour cent et moins. Par ailleurs, beaucoup de membres ne lisent même pas les communications écrites qui leur sont adressées et souvent ne prennent pas connaissance des pétitions « pressantes » que les dirigeants font parvenir aux agents politiques au nom de l'organisation. L'absence de circuits efficaces de communication interne conduit les organisations qui ont les ressources requises à recourir à la publicité « institutionnelle », à des messages d'intérêt public et autres moyens similaires, par le truchement des media de communication, destinés au grand public.

Le bien des organisations exige souvent, d'ailleurs, que les dirigeants puissent prendre rapidement position au sujet des questions d'intérêt vital que le cours des événements fait brusquement émerger. Dans ces conditions, il est fréquent que les brefs délais qui leur sont imposés les empêchent de recueillir les avis des membres. En outre, même dans les conditions ordinaires, la bonne marche des grandes organisations, dont les plus considérables comportent des rouages fort complexes, exige des dirigeants qu'ils exercent un leadership d'initiative ; tant que les membres ne dénoncent pas ouvertement les actes officiels, ceux-ci engagent les organisations. Insensiblement, toute la vie des organisations se concentre autour de la direction. Les nécessités de la lutte pour la défense et la promotion d'intérêts communs incitent les organisations à s'en tenir à la règle de l'unanimité, les dirigeants étant généralement les agents de l'accord général requis. Le désistement des simples membres s'accroît dans la mesure où les actes des dirigeants paraissent spontanément conformes aux objectifs et aux besoins des organisations. Autre phénomène contributif : la compétence et le dévouement réels ou apparents des dirigeants suscitent chez les membres, à l'endroit des dirigeants, un sentiment de gratitude qui contribue à accroître l'autorité et l'indépendance de ces derniers.

Il résulte de toutes ces conditions que les dirigeants concentrent finalement en leurs mains tous les leviers de commande et qu'ils peuvent, dans le cours ordinaire des choses tout au moins, en disposer à leur guise.

Si, donc, on constate parmi les organisations l'observance superficielle des rites démocratiques dans les normes qui déterminent les modes de nomination des

dirigeants et dans celles qui règlent leur action, il s'en faut que les exigences de la démocratie soient observées dans la pratique. C'est plutôt l'oligarchie qui est de règle au sein des organisations : celles-ci sont en réalité l'instrument des dirigeants et si, parmi ces derniers, certains s'efforcent sincèrement d'agir dans l'intérêt de tous, d'autres poursuivent impunément des fins personnelles.

Les risques que comporte le recours à une participation visant à l'autodétermination par la voie de l'intégration sont sérieux et l'expérience prouve que les organisations ne parviennent pas toujours à les surmonter. Par contre, les théoriciens ont récemment mis en lumière l'importance du facteur humain pour la bonne marche des organisations. Les problèmes auxquels une organisation doit faire face ne tiennent pas tous à des difficultés techniques que des spécialistes peuvent résoudre. Ils tiennent aussi, et parfois davantage, aux résistances physiques ou psychologiques qui opposent les membres. On s'est également aperçu que la création d'un climat humain favorable ne pouvait résulter de la seule mise en oeuvre d'un programme de bonnes relations humaines de la part des dirigeants. Dans plusieurs cas, c'est l'invention de modes de participation plus directs et plus intenses qui a ramené l'harmonie et l'entrain nécessaires à la bonne marche d'une organisation. Le raffermissement de la volonté de participation parmi certaines couches de la population oblige d'ailleurs les organisations à chercher les voies d'une solution aux conflits sociaux et politiques dans un accroissement de la participation de tous les membres. Leur développement, sinon leur survivance même, est à ce prix.

L'émergence de techno-démagogies et plus généralement la soumission à la règle oligarchique dans le gouvernement des organisations entraînent plusieurs conséquences, dont la plus grave est sans aucun doute la création d'un fossé entre dirigeants et simples membres. Là où l'oligarchie prévaut, ce fossé tend à se creuser au point où les liens organiques entre les uns et les autres tendent à disparaître. L'exercice de certaines fonctions, telles la présence à des comités consultatifs où siègent des dirigeants d'autres groupes et des agents politiques et même certaines activités de pression qui exigent des contacts suivis entre dirigeants, accentue encore ce fossé. Il n'est pas rare que les dirigeants se sentent plus d'affinités personnelles et culturelles avec des personnes de statut comparable au leur dans d'autres secteurs d'activité qu'avec les membres de leur propre organisation. Il résulte de ce phénomène la division virtuelle de la société en deux catégories distinctes et

souvent antagonistes : celle des dirigeants et celle des simples membres ou des non-membres.

Il importe de discerner les lignes d'aboutissement possibles d'une situation déjà alarmante et qui paraît se détériorer à un rythme croissant dans plusieurs pays. À moins que des mesures correctives ne soient bientôt imaginées, la règle oligarchique risque de détourner radicalement les organisations de l'exercice des fonctions pour lesquelles elles ont été formées à l'origine du projet démocratique et, par là, d'accroître les remous qui secouent aujourd'hui les sociétés libérales.

La règle oligarchique est surtout pernicieuse en ce qu'elle crée entre dirigeants et simples membres une distance physique et psychologique qui prolonge, et en quelque sorte sanctionne, les inégalités ancrées dans la stratification sociale. Cette tendance est contraire à l'esprit même de la participation d'engagement personnel, jugée essentielle au bon gouvernement des sociétés libérales contemporaines. À mesure que s'accrédite l'existence d'un fossé entre dirigeants et membres, s'accroissent les doutes concernant le caractère représentatif des organisations. La vitalité, tout comme l'emprise des organisations sur leurs membres et leur influence au sein de la collectivité, reposent dans une large mesure sur la crédibilité de leur prétention d'être représentatives de tous ceux qui gravitent à titres divers autour des intérêts ou des idéologies qu'elles ont pour tâche de promouvoir et de défendre. Ainsi, les associations nationales de manufacturiers, de fermiers, de commerce, etc., se disent sans scrupule la « voix » du monde de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. De telles prétentions sont excessives. Le nombre actuel de membres est toujours bien en deçà du nombre possible. Et la proportion des membres réellement engagés est toujours bien inférieure au nombre de membres actuels. Toutes les associations sont soumises à l'emprise d'une loi, que nous appellerons loi de la mobilisation imparfaite des effectifs.

Les dirigeants dans les diverses sphères d'activité ne se montrent guère sensibles aux expressions de malaises émanant des simples membres ou de la part de ceux qui se trouvent même privés d'appartenances. La conception qu'ils se font de la participation diffère essentiellement de celle qui prévaut chez les simples membres. Ils sont souvent imbus de l'idée qu'eux seuls ont le droit de gouverner et que la prise des décisions est de leur seul ressort, tandis que les plus impliqués parmi les simples membres souhaitent être associés aux responsabilités du pouvoir ; ils tendent à considérer comme illicites les demandes des individus qui ne sont pas

transmises par les rouages réguliers, souvent déficients ou surchargés, alors que les simples membres, initialement tout au moins, voient dans le recours à de nouveaux modes de participation un moyen de maximiser leurs contributions. Par la suite, souvent très tôt, le refus des dirigeants devient péremptoire : ils proclament illégitimes les demandes de participation qui ne concordent pas avec l'idéologie dominante Ou avec les possibilités systémiques telles qu'ils les perçoivent, tandis que les individus cherchent précisément dans l'expression de leurs demandes à surmonter les bornes de l'idéologie dominante et de la définition accréditée des possibilités systémiques. Finalement, les dirigeants concluent que les individus, sous le couvert de la participation, ambitionnent en réalité d'occuper tout le pouvoir, cependant que ces derniers revendiquent simplement un ajustement dans l'exercice du pouvoir de façon à le rendre plus attentif à l'égard de leurs besoins et aspirations. C'est ainsi que l'incompréhension réciproque conduit à des modes de participation divisifs.

La contestation apparaît de la sorte comme la volonté, chez les membres, de surmonter les obstacles qui entravent les aspirations vers des modes intégratifs de participation plus en accord avec les caractères et les possibilités de la société postindustrielle. Sans doute, comme le montre l'expérience des pays en voie de modernisation, le développement social et politique peut, durant un certain temps, ne pas s'accompagner de changements appréciables dans les modes traditionnels de participation. Mais l'émergence de partis politiques entraîne la brisure, dans ces pays, des modes traditionnels de participation de même qu'un accroissement qualitatif et quantitatif de nouveaux modes, du moins parmi les classes moyennes ⁴²³. De même, nos sociétés libérales requièrent des modes de participation nouveaux, propres à impliquer dans la définition même des programmes politiques les catégories de la population jusqu'ici abandonnées à elles-mêmes.

⁴²³ Joseph LAPALOMBARA et Myron WEINER, *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, Myron WEINER, « Political Participation : Crisis of the Political Process », dans Joseph LAPALOMBARA, editor, *The Crisis of Political Development*, Princeton University Press, (À paraître).

b) Vers l'autodétermination. - Les conditions de la société post-industrielle procurent à l'homme la possibilité de rompre les chaînes ancestrales qui le maintiennent dans la servitude en même temps que de repousser le leurre d'une technodémagogie qui ne peut lui offrir la sécurité qu'au prix d'un nouvel assujettissement, intégral celui-là, parce qu'il le lierait non plus seulement dans son corps et dans son comportement extérieur mais surtout dans son âme et dans ses attitudes. La technologie moderne met à la portée de l'homme les moyens propres à lui permettre de s'autodéterminer, tant dans sa vie personnelle que collective. Les formes que pourrait finalement assumer cette autodétermination sont cependant incertaines. Elles peuvent obéir à une dynamique intégrative ou à une dynamique divisive.

Les régimes démocratiques, en élevant les individus au rang de citoyens, leur permettent de transcender le statut de simple sujet qui avait été jusqu'ici le leur et leur octroient le droit de s'autodéterminer. Toutefois, les modes de participation encore en vigueur se bornent en pratique à la représentation-délégation. D'où, par suite du refoulement par les dirigeants des modes supérieurs de participation intégrative, la formulation de revendications et des manifestations diverses qui revêtent les modes d'une participation divisive. C'est le propre des sociétés libérales de tenter de maintenir le mouvement d'oscillations vers l'autodétermination entre des modes intégratifs et divisifs inférieurs de participation (représentation-délégation et certaines formes de consultation, du côté de l'intégration ; revendications banales, du côté de la division), donc de les confiner à des conduites circonscrites dans un univers restreint et parfaitement sous contrôle. Les partis politiques et les groupes d'intérêt officiels sont les agents ordinaires de ces oscillations. Il arrive cependant que surviennent des mouvements de plus grande amplitude, tant du côté de l'intégration que du côté de la division. C'est alors que les sociétés, telles qu'elles sont présentement organisées et dirigées, s'enlisent dans des crises insurmontables (schéma n° 11).

SCHÉMA N° 11

La double dynamique vers l'autodétermination politique

[Retour à la table des matières](#)

Laboratoire de cartographie, Institut de géographie, université Laval.

La participation selon la dynamique intégrative implique la concertation, c'est-à-dire la collaboration de tous et particulièrement des grands moteurs de la société (l'entreprise, les unions ouvrières et le gouvernement) à l'effort collectif.

La concertation ne supprime pas les différents ordres de réalité ni les différences entre les individus et les groupes. Elle n'implique pas une unité générale des vues imposées du dehors. La concertation, si elle doit se réaliser un jour, suivra de

l'aménagement d'une mécanique socio-politique rénovée et conçue pour permettre la participation active des individus et des groupes aux actes du pouvoir.

La concertation permet la poursuite des mêmes objectifs de développement et de planification que préconise la technocratie. Mais à la différence de celle-ci, qui se fie à son seul savoir-faire et qui risque de susciter de la part des citoyens un refus qui déclenche la dynamique de la participation selon des modes divisifs, pouvant aller jusqu'au terrorisme et la révolution, la concertation implique le partage des efforts et des responsabilités entre tous les agents sociaux et politiques et garantit le respect des valeurs humaines dans la programmation et l'exécution des tâches requises pour le progrès de la société. Les formes concrètes d'une telle société concertée sont encore incertaines ; elles se trouvent sans doute préfigurées par la promotion des simples membres aux postes de direction de leur organisation (par exemple, l'accession d'étudiants au Conseil des universités) ou encore par la création de comités consultatifs constitués de fonctionnaires, de députés et de représentants de groupes. La société concertée, sous certaines conditions, permet la cogestion et l'autogestion. Mais elle respecte et suppose l'unité de décision que requiert la bonne marche de toute organisation. On ne doit pas, par conséquent, concevoir la participation plus complète et plus large des agents sociaux à l'action du pouvoir, que signifierait l'avènement de la société concertée, comme une entrave à l'autorité ou au leadership. Au contraire, elle rendrait l'autorité plus efficace en même temps que plus humaine ⁴²⁴.

Les événements de mai 1968 en France ont montré jusqu'à quel point l'esprit de division avait gagné les sociétés libérales. Cet épisode, qui a plongé le pays entier dans le chaos pendant plus d'un mois et a failli aboutir au renversement du régime politique, a été marqué par la révolte d'une fraction importante de la na-

⁴²⁴ Dans le contexte actuel des sociétés libérales, la concertation apparaît comme une utopie. Les dirigeants se montrent généralement favorables en principe aux projets de concertation parce qu'ils se présentent sous des formes intégratives. Mais en tentant d'assimiler semblables projets, il leur arrive de les dénaturer. Certains groupes d'ailleurs, notamment les unions ouvrières, se montrent méfiants et acceptent mal une « concertation » qui risque de se faire au détriment de leurs intérêts. Aussi réclament-ils des garanties qui leur sont rarement consenties. Tout projet valable de société concertée exige au préalable une animation d'envergure parmi les gouvernants, les dirigeants de groupes et les chefs d'entreprise.

tion, et surtout des étudiants, des jeunes et des ouvriers, contre la caste politique dirigeante (establishment), les « mandarins » de l'enseignement, l'emprise jugée excessive des besoins et des sollicitations de la consommation en même temps que, de façon apparemment contradictoire, contre les retards de l'industrie française aux plans de la technologie et de la gestion. La contestation de la société française fut globale et radicale. Elle s'est présentée comme la volonté d'un renversement brutal et complet des structures et des valeurs. La contestation ne s'appuyait sur aucun programme d'action précis, sur aucun projet concret de remplacement des structures et des valeurs. La visée vers l'autodétermination était cependant sous-jacente et manifeste.

Ce sont les efforts frustrés de mise en oeuvre de modes de participation intégratifs, plus exigeants que la représentation-délégation, et certaines formes de consultation mineures qui suscitent l'émergence de modes de participation divisifs, plus fracassants que les revendications et les manifestations banales. Émeutes, terrorisme, guérillas, coups d'État, révolutions, guerres civiles apparaissent dès lors comme la contrepartie des tentatives avortées d'implantation de modes de consultation obligatoire et exécutoire de même que de modes de cogestion et d'autogestion. Dans un cas comme dans l'autre, qu'il s'agisse de dynamique intégrative ou de dynamique divisive, se discerne un même projet : l'aspiration vers l'abolition de toute forme de sujétion, la visée vers l'autodétermination.

C'est ainsi que, dans une optique différente de celles que nous avons envisagées jusqu'ici dans cet ouvrage, le conflit se révèle comme une manifestation normale des relations inter-groupes. Dans la mesure où les sociétés libérales ne comportent pas de mécanismes autocorrectifs adéquats de leurs propres erreurs, la crise constitue un moteur essentiel du progrès. Le recours aux modes supérieurs de participation divisive constitue pour les sociétés libérales un avertissement en même temps qu'un signal : un avertissement sur l'ampleur des exaspérations, un signal montrant la route vers l'intégration. Plus que dans tout autre régime, en régime libéral, la politique doit être le lieu de récupération des divisions entre citoyens, le canal commun des énergies individuelles et collectives. Au fur et à mesure que se confirmera cette vocation, les projets d'un pouvoir rénové coïncideront avec les visées d'autodétermination individuelle et collective.

La poursuite de cet objectif soulève trois interrogations différentes comment susciter l'engagement actif des secteurs et des groupes défavorisés, qui représen-

tent 80 à 90 pour cent de la population et qui aujourd'hui sont, pour toutes fins pratiques, étrangers aux négociations qui décident pourtant de leur sort ; comment inciter les 10 à 20 pour cent qui s'impliquent déjà dans la vie politique à maintenir et à accroître leur niveau actuel d'intérêt, tout en suscitant chez eux un désir profond, voire un besoin, de partager leurs prérogatives avec le reste de la population ; comment, enfin, éviter la désaffection complète, à l'endroit du système politique, de certaines catégories, notamment les jeunes, qui ne trouvent pas dans la politique, telle qu'elle est conçue et pratiquée aujourd'hui, une réponse à leurs propres préoccupations ni la substance d'un programme de vie valable ? Bref, comment faire pour que se rejoignent dans une même solidarité des catégories d'individus qui, par leur mentalité et leur culture, sont aujourd'hui séparées par un mur d'incompatibilités et d'incompréhensions ?

3. Voies de réforme

[Retour à la table des matières](#)

Face aux revendications d'autodétermination, les sociétés libérales hésitent entre deux solutions : la répression et la réforme.

La répression constitue un acte d'autodéfense de la part des dirigeants contre les menées jugées « subversives » de certaines collectivités. Il doit être entendu que nous reconnaissons à tout gouvernement le droit et même le devoir de réprimer la violence par la violence. Mais il s'impose de distinguer soigneusement la répression politique d'avec les valeurs invoquées pour la justifier. Et quand il s'agit de violence, il ne faut pas oublier non plus que l'organisation la plus violente qui soit dans une société est précisément l'État que dans le droit public français on désigne communément par le terme Pouvoir. Le tout se ramène finalement à un rapport de force et il n'existe aucune garantie que le vainqueur assure le triomphe de valeurs individuelles et collectives à celles que préconise le vaincu. Certes, il arrive que la répression soit justifiée en droit et en fait, tant les comportements divisifs des minorités non conformistes sont mal inspirés ou encore violent lâchement les droits des individus et la sécurité des biens et des personnes. On doit néanmoins convenir que la répression accroît l'assujettissement de l'homme et brime les démarches vers l'autodétermination. La répression constitue un signe de

maladie, non un remède. Sa fonction normale est de maintenir ou de restaurer des cadres sociaux propres à permettre la reprise, dans les meilleurs délais et les meilleures conditions, du dialogue entre les agents sociaux et les agents politiques. La répression ne saurait jamais devenir une source d'inspiration pour l'instauration de nouveaux cadres sociaux. Dans cette éventualité, ce serait le rêve immémorial de l'autodétermination qui, une fois de plus, se trouverait trahi.

Dans le présent contexte, on ne saurait exclure la possibilité d'un triomphe définitif de la répression. Les forces qui travaillent en ce sens sourdent des craintes et des intérêts de groupes sociaux puissants et de dirigeants politiques, sincères sans aucun doute, mais pressés et rétrogrades. Il nous semble toutefois que le projet libéral, dans ses éléments les meilleurs, suscite encore aujourd'hui suffisamment de ferveur pour prévenir un type de solution qui marquerait peut-être une brisure profonde dans le cours de la civilisation.

Pour demeurer fidèle à l'essence de son projet initial, c'est-à-dire l'émancipation de l'homme des servitudes extérieures, d'où qu'elles viennent, la société libérale doit s'engager résolument dans la voie de la réforme, ou plutôt elle doit revenir à sa démarche originelle qui en fut une de réforme radicale.

Tout comme l'avènement de la participation de représentation ne s'est pas produit à la faveur d'un approfondissement graduel des participations restreintes et embryonnaires propres aux sociétés féodales mais seulement après que de nombreuses vagues révolutionnaires se furent portées à l'assaut du monde vermoulu de l'absolutisme politique qui n'en finissait pas de mourir, de même le passage à la consultation, à la cogestion et à l'autogestion va requérir des transformations radicales dans les esprits et les structures. C'est réellement un monde nouveau, régénéré plutôt, qui va surgir de l'avènement de nouveaux modes de participation. Il s'agit d'effectuer le passage d'une démocratie essentiellement passive à une démocratie active.

Nous avons examiné ailleurs dans cet ouvrage les modes de participation, de représentation et de consultation, et insisté plus particulièrement sur les améliorations appréciables dans les relations entre agents sociaux et agents politiques que rend possibles la mise en oeuvre sagace de rouages consultatifs exigeants. La cogestion et l'autogestion posent des problèmes particuliers quant à leur nature et aux conditions de leur insertion dans les structures. La cogestion, pour les indivi-

du et pour les groupes, signifie qu'ils deviennent partie intégrante de l'autorité compétente : par la cogestion, on devient membre actif du souverain. L'autogestion implique l'exercice direct et exclusif par les individus et les groupes concernés de l'autorité dans un secteur donné d'activité. L'autogestion est dite déléguée, quand la source d'autorisation est extérieure. Celle-ci d'ailleurs conserve le droit, sous certaines conditions, de retirer leurs prérogatives aux individus et aux groupes. Certaines professions exercent de la sorte certaines prérogatives autogestionnaires par autorisation statutaire. L'autogestion peut également être autonome, quand individus et groupes exercent leurs droits sans qu'intervienne l'autorisation d'une source extérieure, tels la Commune de Paris et, dans certaines limites, les conseils d'entreprises et les communes paysannes yougoslaves, les kibboutz israéliens, et ainsi de suite ⁴²⁵.

Consultation, cogestion et autogestion, ces modes supérieurs de participation intégrative, sont cependant inséparables de structures aujourd'hui inexistantes ou à peine ébauchées et de valeurs qu'on a peine à deviner.

a) Le plan des structures. - L'implantation des modes supérieurs de participation intégrative implique de profondes réformes au sein des structures sociales de même qu'au niveau du fonctionnement de l'appareil socio-politique.

Albert Meister, un spécialiste de la participation, à la suite de longues enquêtes en France, en Yougoslavie et en Argentine, met en garde contre une concep-

⁴²⁵ Dans les sociétés libérales, on trouve des éléments de cogestion et d'autogestion dans nombre d'organisations (entreprises, unions ouvrières, universités, professions, etc.). Le nombre et la variété des expériences de cogestion et d'autogestion sont très élevés. Même dans le monde de l'entreprise au sein duquel des motifs d'efficacité et de rendement immédiat restreignent considérablement les initiatives de ce genre, on est surpris de l'envergure des expériences de cogestion et même d'autogestion. Voir François BLOCH-LAÎNÉ, *Pour une réforme de l'entreprise*, Éditions du Seuil, Paris, 1963 ; CENTRE NATIONAL DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES, *la Participation dans l'entreprise*, Éditions du Seuil, Paris, 1969 ; René LAURAU, *l'instituant contre l'institué*. Anthropos, Paris, 1969 ; Marcel DEMONGUE ; et J. Y. EICHENBERGER, *la Participation*, Éditions France-Empire, 1968 ; C. ARGYRIS, *Participation et organisation*, Dunod, Paris, 1970 ; Maurice MONTUCLARD, *la Dynamique des comités d'entreprise*, Centre national de recherches scientifiques, Paris, 1963.

tion désincarnée de l'autogestion : « L'autogestion ne me paraît cependant pas transportable d'un pays à l'autre : elle est, en effet, partie intégrante d'un modèle de développement économique, lui-même inspiré d'un projet de société socialiste et de transformation de l'homme. Transposer l'autogestion sans accepter l'idéologie qui l'anime reviendrait à décourager l'idéologie populaire sur laquelle elle repose ⁴²⁶. »

Les modes conventionnels de participation dans les sociétés libérales contribuent souvent à sanctionner et même à accentuer les inégalités que secrètent les structures sociales. Ni l'octroi du suffrage universel, ni la mise en place des institutions politiques n'ont atténué les inégalités issues de la société industrielle : les rapports sociaux se déroulent toujours, quoique de façon plus subtile que jadis, conformément au couple domination-subordination. En réalité, les modes actuels de participation conduisent plutôt à la « socialisation du conflit » qu'à la « socialisation du dialogue » :

Longtemps après que le droit à la parole a été octroyé aux catégories sociales, longtemps condamnées au silence, il serait naïf de confondre

⁴²⁶ Albert MEISTER, *Socialisme et autogestion. L'expérience yougoslave*, Éditions du Seuil, Paris, 1964, 16-17. Même en Yougoslavie où l'autogestion, par suite du caractère social des moyens de production, se trouve intimement articulée aux institutions sociales, économiques et politiques, plusieurs contraintes viennent en restreindre sérieusement l'application : dispositions légales particulières, tendances bureaucratiques du régime et technicité fréquente des questions à l'étude, monopole idéologique de la Ligue communiste, pouvoirs dictatoriaux aux mains du Président et autres freins encore. La conjonction de ces facteurs a produit chez les citoyens une forme spécifique de « dépolitisation » qui se traduit par la perte du goût de participer aux organismes d'autogestion. Le régime, par la contrainte ou la persuasion, doit constamment trouver de nouvelles formules d'« intéressement ». Au cours de ces dernières années, les appels à la fierté nationale se sont révélés de meilleurs instigateurs de l'ardeur au travail que l'idéologie de l'autogestion. On se trouve dès lors à recourir aux motifs mêmes qui, en Europe occidentale, ont soutenu le projet bourgeois. Voir aussi Albert MEISTER, « Réflexions sur l'autogestion », *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 45-51 ; P. BERNOUX, « Une idée neuve : l'autogestion », *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 5-13 ; E. MINARIK, « L'autogestion dans les pays socialistes », *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 14-25 ; J. MOREAU DE BELLAING, « L'autogestion », *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 30-44 ; F. EMERY, *Qu'est-ce que la cogestion ?* Éditions techniques et économiques, Paris, 1969.

avec des dialogues sociaux des conflits inégaux où l'on use de la parole... les institutions spéciales de la discussion sociale reçoivent du système général des institutions la mesure de leur efficacité. Au sein de l'une quelconque d'entre elles, l'inégalité de l'information, du pouvoir de l'expression, l'inégalité des positions sociales au terme, s'opposent à la vérité et à la plénitude redoutables du dialogue social. Les modestes prémisses du dialogue se laissent entrevoir ou deviner dans le monde des conflits ou des luttes ⁴²⁷.

Quels que soient les angles sous lesquels nous la considérons, la participation, on l'a vu, apparaît comme une variable dépendante de traits de personnalité et de caractéristiques socio-économiques directement reliées aux classes sociales. La classe supérieure retire les plus grands profits de la participation et accroît ainsi les avantages déjà considérables que lui procure sa position sociale ; la classe inférieure retire peu de profit de la participation et voit ainsi s'accroître les déboires qui résultent de sa position sociale défavorable. Cet accroissement des inégalités par le jeu de la participation ne suit d'ailleurs pas de la mauvaise volonté des agents sociaux ou des agents politiques ; elle découle du jeu même du système social et du système politique. D'où l'impossibilité d'un redressement sensible de la situation par de simples appels à l'équité et à la conscience morale des individus. Le redressement ne peut suivre que d'une réforme radicale des systèmes eux-mêmes.

L'examen des moyens d'améliorer le cadre de la participation doit d'abord porter sur les formes et les conditions des groupes de base dans lesquels les individus s'intègrent à différents degrés au cours de leur existence. Même s'ils participent peu eux-mêmes aux activités des groupes, ils retirent une partie des fruits de l'action de ces derniers auprès des centres de décision. En outre, on sait que les individus s'impliquent plus intensément dans la vie des groupes primaires et des petits groupes qui les encadrent mieux et qui les engagent de façon plus directe et immédiate. Or, de tels petits groupes servent fréquemment de relais entre les individus et les grands groupes, de sorte que les premiers sont moins démunis devant les organisations géantes de la société contemporaine qu'il ne le paraît à première vue. Le processus de communication à double palier (two-step flow of communi-

⁴²⁷ François PERROUX, *Industrie et création collective*, Presses universitaires de France, Paris, 1964.

cation) s'étend probablement à bien d'autres sphères qu'aux activités électorales, où son existence a d'abord été démontrée. Enfin, il est possible dans certains cas de restructurer les grands groupes de façon à faire émerger des unités de fonctionnement plus restreintes, où les individus soient plus enclins à participer parce que les centres de décision seront plus près d'eux et plus sensibles à leur action. La fédéralisation ou la régionalisation des organisations entraîne une diversification des constellations d'intérêts qui favorise de façon éminente la participation. La transformation des structures ne doit pas être abandonnée aux revendications capricieuses de la contestation. Elle doit résulter d'efforts cohérents et systématiques de la part des dirigeants tout autant que des simples membres dans tous les secteurs d'activité.

Des expériences nombreuses et hardies d'organisation communautaire comportant une large visée de participation doivent être mises en oeuvre, systématiquement contrôlées et reproduites sur une haute échelle. On doit également viser à démultiplier l'autorité et à alléger les appareils administratifs devenus trop lourds par la mise en place de rouages politiques décentralisés et d'organes administratifs déconcentrés. En même temps, on doit encourager l'administration dite de mission, de façon à permettre le rapprochement des fonctionnaires centraux, d'une part, et des fonctionnaires, élus et délégués de groupes régionaux, d'autre part. Il faut aussi viser à réformer les institutions politiques à vocation générale, notamment les parlements, de façon à ce qu'elles sanctionnent et animent ces modes supérieurs de participation intégrative et soient ainsi le moteur principal de la concertation de tous les agents sociaux et politiques ⁴²⁸.

⁴²⁸ C'est finalement la mise en place d'instances planificatrices qui, tant au plan des régions qu'à celui des secteurs, procure un sens à toutes ces réformes. Sans la présence intégratrice et finalisante d'un plan cohérent, toutes ces tentatives de regroupement des citoyens risquent de déboucher sur le vide. Trop souvent, ceux qui mettent en oeuvre de nouveaux modes de participation se désintéressent des rapports de ces derniers avec les centres de décision généraux ou encore les conçoivent comme des microcosmes autonomes et qui n'ont aucun besoin de liens les rattachant à la société globale. Parmi les protagonistes de la participation, on trouve trop souvent un lyrisme qui ne peut conduire, en pratique, qu'à d'amères déceptions. Ainsi Max ADLER : « L'auto-détermination du peuple... ne s'incarne pas seulement en ce qui est communément regardé comme l'essentiel de la démocratie, à savoir les Assemblées législatives ; mais elle réside avant tout dans les institutions qui garantissent

L'objectif de la réforme est clair. Il s'agit de greffer une pousse de démocratie directe sur l'arbre centenaire, aux branches étiolées, de la démocratie représentative et d'introduire des rouages de cogestion et d'autogestion dans la mécanique socio-politique ⁴²⁹. Cette soudure sera plus facile si on parvient à créer des symboles qui sollicitent et stimulent la participation populaire. Les sociétés libérales sont étrangement démunies de ces mythes et figures de participation que les sociétés socialistes, pour leur part, se sont données avec prodigalité. D'ailleurs, dans les sociétés libérales elles-mêmes, les modes de participation qui ont la faveur des régimes, telle la participation électorale, comportent un imposant ritualisme. De fait, tout le processus politique implique des symboles et la manipulation de symboles.

L'articulation aux institutions politiques à vocation générale des modes de participation intégrative, des plus infimes aux plus considérables, est requise pour que cette participation atteigne son objectif, c'est-à-dire l'autoréalisation de l'homme. S'autoréaliser, c'est finalement être en mesure d'exercer une influence sur les décisions qui concernent sa vie et les fins collectives elles-mêmes.

Le gain d'une influence est l'objet ultime de la participation, comme d'ailleurs l'exercice même de l'influence constitue un acte de participation. Toute analyse de la participation qui ne déboucherait pas sur l'influence serait partielle et inadéquate.

que les décisions du peuple soient effectivement exécutées. C'est ce qui est maintenant décisif pour les Conseils ouvriers ; ils sont des organismes qui, à partir du conseil central jusqu'aux conseils locaux au bas de l'échelle, ne se contentent pas de prendre des décisions mais qui exécutent immédiatement ce qu'ils ont décidé, donc qui cherchent à exprimer directement la volonté du prolétariat. » Dans *Démocratie et conseils ouvriers*, Maspéro, Paris, 1966, 115. Nous nous sommes déjà expliqué à plusieurs reprises dans cet ouvrage sur la dimension supplémentaire et essentielle que l'émergence de l'intention planificatrice procurait à la problématique d'ensemble de la dynamique inter-systémique.

⁴²⁹ Les modes supérieurs de la participation intégrative - la consultation, la cogestion et l'autogestion devront, sous une forme ou sous une autre et au moins de façon subsidiaire, recourir à la représentation-délégation. Des considérations d'ordre pratique et d'efficacité l'exigeront. Les modalités et le sens même de la représentation seront toutefois radicalement modifiés.

La finalité sociale de la participation ne peut être rien d'autre que la volonté chez les participants de contrôler l'environnement et, par conséquent, les agents responsables des actions et décisions collectives. Une société peut être dite démocratique ou non selon que cette volonté se traduit ou non dans des actes précis et par le truchement de mécanismes spécialement conçus à cette fin. Dans les termes du Club Jean Moulin :

La participation constitue un moyen de contrôle particulièrement efficace. Le citoyen qui participe se trouve impliqué beaucoup plus profondément que le sujet passif. Ce danger que recèle toute participation constitue finalement un des obstacles les plus difficilement surmontables de toute évolution démocratique. L'individu refuse de participer, se réfugie dans l'indifférence et dans la passivité dans la mesure où il refuse tout contrôle, dans la mesure où il sent confusément qu'il pourra plus facilement échapper à la contrainte du groupe s'il ne s'engage pas dans la conduite de ses affaires ⁴³⁰.

La participation des citoyens à la vie politique ne peut pas se limiter simplement à fournir la somme des contributions obligatoirement requises d'eux par les agents politiques responsables : de telles contributions sont nécessaires et doivent être faites mais elles ne permettent qu'une existence politique étiolée. La participation doit viser l'acte politique lui-même, elle doit être contrôle, contribution à la décision, sinon cogestion et autogestion. Dans la vie politique, il y a toujours eu et il y aura probablement toujours des gouvernants et des gouvernés, des institués et des instituants. L'objectif consiste à empêcher que les premiers dominent en maîtres absolus et, à cette fin, il s'impose de mettre entre les mains des seconds des instruments d'action qui les impliquent dans la prise des décisions elles-mêmes. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne suffit pas que les citoyens soient appelés à prendre part aux diverses activités des partis politiques ; il faut, en outre, qu'ils puissent exercer une influence tangible au sein des partis, orienter et censurer les dirigeants et les organisateurs professionnels ⁴³¹.

La capacité d'influence est fort inégalement répartie parmi les individus. Ces derniers, tant qu'ils restent seuls ou isolés, sont sans défense et constituent des

⁴³⁰ CLUB JEAN MOULIN, *l'État et le citoyen*, Éditions du Seuil, Paris, 193.

⁴³¹ JAMES Q. WILSON, *The Amateur Democrat*, The University of Chicago Press, 1966.

proies faciles pour ceux qui ont intérêt à les exploiter. La seule possibilité véritable pour eux d'exercer une influence qui soit à leur portée consiste dans leur adhésion à des groupes qui vont s'attacher à la défense et à la promotion de leurs intérêts. Comme l'écrit Jacques Ellul, « le seul obstacle à l'omnipotence de l'État, c'est le citoyen avec ses groupements indépendants de l'État ⁴³² ». Il importe que la croissance des solidarités aille de pair avec la croissance de l'État. Malheureusement, les solidarités de base, les seules que connaissent le grand nombre, leur procurent peu d'influence sur les décisions qui se prennent en leur nom et qui souvent les rejoignent jusque dans leur vie quotidienne.

En effet, s'ils sont impuissants quand ils sont isolés, la grande majorité des individus ne tirent que peu d'influence réelle de leur appartenance à des groupes par suite, ou de la faiblesse inhérente à la plupart des organisations qui leur sont accessibles, ou encore du peu de possibilités qui leur sont concédées d'exercer une influence réelle au sein d'associations en elles-mêmes puissantes.

La participation, on l'a vu, dépend de la stratification sociale : les catégories socio-économiques supérieures participent davantage que les catégories inférieures. Elles accroissent encore ce premier avantage en se dotant d'associations qui, pour l'ensemble, sont d'un caractère utilitaire tandis que les associations auxquelles adhèrent les catégories inférieures sont très souvent purement symboliques. Ainsi donc la participation devient, par les fonctions qu'elle remplit effectivement, un instrument supplémentaire de pouvoir social et politique aux mains de ceux que le jeu du système social rend déjà les plus forts.

La participation est, en effet, très souvent déviée des fins que poursuivent ceux qui la font. C'est ainsi qu'elle est réorientée de façon à détourner l'attention des individus des préoccupations qui seraient les leurs, s'ils étaient des citoyens visant à l'autodétermination, pour la fixer plutôt sur des objets frivoles. Les responsables plus ou moins immédiats et conscients de cette fraude sont les dirigeants dans toutes les sphères d'activités. Tirant profit de l'avantage que leur procure leur maîtrise des leviers de commande, ils distribuent le pouvoir socio-politique conformément à leurs intérêts par la manipulation des appartenances aux associations et par la détermination du degré d'accès auprès des centres de décision politiques.

⁴³² Jacques ELLUL, *l'Illusion politique*, Laffont, Paris, 1965, 198.

Car, ce qui importe finalement pour la participation, c'est qu'elle soit canalisée par une organisation greffée sur un centre de décision. La plupart des participations ne procurent que l'illusion du pouvoir parce qu'elles ne comportent pas de dispositifs permettant une influence réelle. Les sociétés libérales ont été jusqu'ici aménagées de façon à empêcher ou à décourager les participations susceptibles de procurer des contrôles réels à la masse des citoyens. Les demandes récentes d'une participation accrue de la part des citoyens les plus défavorisés ont généralement abouti à des campagnes d'animation et à la création d'organisations parallèles qui ne débouchent pas sur les canaux réguliers de décision. D'où, tôt ou tard, chez ces citoyens, des déceptions et des frustrations qui se traduisent par le refuge dans l'apathie ou la révolte. Dans les réformes à entreprendre dans tous les secteurs d'activité, il ne s'agit pas seulement de tendre à diminuer l'écart entre l'ordonnateur et l'exécutant. Il faut viser à réduire le caractère autoritaire du commandement lui-même en faisant participer, à partir de la base et, par l'intermédiaire d'une suite organique de structures consultatives, cogestionnaires et autogestionnaires superposées, jusqu'au sommet, le plus grand nombre possible d'individus aux décisions.

b) Le plan des valeurs. - Les réformes de structures, même les plus radicales, ne suffiront pas à elles seules à assurer l'adhésion des gouvernés et des gouvernants aux modes supérieurs de participation intégrative. Il s'impose tout autant de revaloriser la politique elle-même, de redonner un sens concret aux débats politiques qui trop souvent portent sur des thèmes abstraits ou purement symboliques. Aujourd'hui comme à l'âge des cavernes, l'homme doit d'abord se nourrir, se vêtir, se loger. Les conditions ont changé ; les besoins restent fondamentalement les mêmes. Dans les sociétés libérales tout au moins, le besoin de nourriture dont les individus ont faim et soif n'est pas seulement ressenti au plan physiologique, mais également au plan moral et spirituel. Les besoins sont moins élémentaires ; ils n'en sont pas moins impérieux. La politique a pour mission de formuler ces besoins et de définir les cadres de l'action collective propre à les satisfaire. Si elle dévie de cette tâche, les individus, les groupes, les peuples eux-mêmes se détourneront d'elle, se retourneront contre elle, la mettront au rancart, et trouveront d'autres voies de salut. Qui ne décèle, dans la trompeuse accalmie actuelle de la contestation, un immense dégoût à l'endroit de la politique officielle de même

qu'un refus d'un système qui avilit les valeurs en les réduisant aux symboles de la société de consommation ? En Europe, aux États-Unis, au Canada, chez une fraction considérable d'individus, à la recherche de l'autodétermination par des modes divisifs actifs, on substitue, pour l'instant du moins, des modes divisifs passifs s'exprimant par le *dropping out* et par une opposition muette et obstinée au régime existant et aux dirigeants en place. Chez certains on discerne même le projet de création d'une société parallèle, bien différente du phénomène hippie qui n'exprime qu'un simple retrait de la société actuelle, au sein de laquelle les rêves de fraternité et les aspirations de création pourraient s'exprimer et s'assouvir librement.

Ces orientations manifestent de façon confuse mais avec éclat l'urgence d'une création de valeurs capables d'insuffler une âme à la société postindustrielle. On discerne mal la nature de ces valeurs. Elles émergent de la base, parmi les jeunes surtout mais aussi au sein d'autres catégories. On pressent qu'elles contiennent les prémisses d'un nouvel humanisme. Elles jaillissent d'un effort collectif de critique et de purification de soi en même temps que d'une volonté de transcender les formes de la société libérale contemporaine. Et c'est au cours des luttes au sujet de la participation qu'elles semblent devoir se manifester dans la limpidité du jour. La crise de la participation renvoie à une crise plus profonde, celle des valeurs ⁴³³. Si les dirigeants dans toutes les sphères d'activité et les définisseurs professionnels de la situation tardent à comprendre le sens profond de ces présages, s'ils continuent à chercher à imposer d'en haut (paternalisme, autoritarisme, etc.) les valeurs, y compris la valeur de participation, l'apathie se fera plus haineuse et, tôt ou tard, déferleront d'autres vagues de violence toujours plus incontrôlables, obligeant les pouvoirs à recourir à des méthodes de plus en plus répressives et les dirigeants, responsables de l'ordre public, à renier les principes essentiels de la doctrine libérale ⁴³⁴.

⁴³³ Cette crise des valeurs s'exprime à plusieurs niveaux : au sein des institutions traditionnelles, comme la famille et l'école, mais aussi sous des formes beaucoup plus subtiles comme dans la religion, l'art et le langage lui-même.

⁴³⁴ On ne doit toutefois pas considérer toute violence ou toute participation divisive comme le contrecoup d'une demande de participation intégrative que le système politique aurait refoulée. Nombreux ceux qui, aujourd'hui, dans les régimes libéraux, considèrent la violence des individus et des groupes exclusivement comme une réaction à la répression de leurs libertés par les gouvernants. L'histoire, surtout l'histoire récente, montre que, bien au contraire, ce

Ce qui est mis en cause ici, ce sont les finalités mêmes de la participation, non seulement comment participer, mais en tout premier lieu pourquoi participer. La raison d'être de la participation ne doit plus être le seul accomplissement des rôles traditionnels du citoyen (le vote, etc.) mais bien la pleine réalisation des potentialités individuelles et collectives.

La participation doit s'étendre à toutes les activités qui concernent la vie quotidienne des individus aussi bien qu'à celles qui engagent la collectivité entière. Elle doit se concrétiser, lorsque cela est possible, dans des modes consultatifs, cogestionnaires et autogestionnaires, et non pas se confiner à la représentation et à la délégation.

L'objectif ultime de la participation c'est, pour reprendre les termes de François Perroux, la socialisation du dialogue. Jusqu'ici les formes majeures de la par-

sont dans des régimes libéraux - la plupart déficients ou décadents comme l'Italie, le Portugal, l'Allemagne et l'Espagne d'entre les deux guerres - que la violence a le plus sévi : les agents de cette violence étaient des réactionnaires dont le triomphe a abouti à l'instauration de régimes de droite - les fascismes - ces régimes mêmes qui ont la triste distinction d'avoir inauguré des formes d'assujettissement de l'homme parmi les plus atroces de l'histoire. Le plus terrible de ces fascismes : le national-socialisme allemand. Sa légitimité reposait sur le fait qu'il avait réussi à convaincre une proportion considérable mais non majoritaire du peuple de même que les gouvernants libéraux dépassés par les événements, que la seule façon de mettre un terme à la violence était de l'institutionnaliser en donnant le pouvoir aux fauteurs de violence eux-mêmes. Le national-socialisme dispute à d'autres systèmes analogues, tel que le stalinisme, le triste titre d'avoir été le régime le plus barbare de l'humanité. Associant tout le peuple allemand à ses propres divagations, Adolf Hitler revendiquait comme un titre de gloire le fait que la nouvelle race élue fût une race de barbares. « Nous sommes des barbares, disait-il, et nous voulons être des barbares. C'est un titre d'honneur. Nous sommes ceux qui rajeuniront le monde. Le monde actuel est près de sa fin. Notre seule tâche est de le saccager. » Veillons à ce que la vague actuelle de violence dans nos sociétés ne puisse pas aboutir à pareilles aberrations. La seule justification morale de la violence, c'est d'être une réponse au refus obstiné de la part de pouvoirs réactionnaires et oppressifs à la recherche de l'autodétermination par des modes de participation intégratifs. La seule justification morale de la violence, c'est finalement l'autodétermination de l'individu et des collectivités dont elle doit signifier la volonté indiscutée en même temps que marquer l'avènement, par le triomphe d'une révolution qui ne peut être qu'intégrale, c'est-à-dire un fait social total, une nouvelle rédemption de l'homme.

ticipation ont surtout visé à la socialisation du conflit ⁴³⁵. La participation à inventer doit, en outre, être conçue en fonction des questions générales plutôt que des problèmes parcellaires. Dans les termes de Jean-Marie Domenach : « En réalité, les sociétés les plus "avancées" apparaissent affreusement retardataires, pour peu qu'on se réfère à une perspective globale de civilisation. Après une phase où l'organisation économique a prédominé, une autre s'annonce où les problèmes généraux de la vie humaine (urbanisme, éducation, thérapeutique, etc.) prennent la priorité. Pour les affronter, nous aurons plus que jamais besoin d'une idée de l'homme - qu'on l'appelle ou non idéologie ⁴³⁶. »

La notion d'autodétermination comporte les caractéristiques de toute utopie véritable : elle indique les voies de l'avenir sans en préciser le tracé. Dans les conditions actuelles, le risque est grand qu'elle ne devienne qu'un slogan creux. Des dirigeants habiles vont exploiter les avantages que leur procure leur situation pour tenter de tourner à leur profit les programmes d'action entrepris au nom de l'autodétermination. La classe dominante s'efforcera de neutraliser les efforts vers l'égalisation des chances et l'instauration d'un régime de juste rétribution pour tous ⁴³⁷.

⁴³⁵ François PERROUX, *Industrie et création collective*.

⁴³⁶ Jean-Marie DOMENACH, introduction à la traduction française du livre de Martin Seymour LIPSET, *The Political Man*, sous le titre de *l'Homme et la politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1960, 14.

⁴³⁷ La notion même de démocratie de participation risque d'être récupérée par les classes moyennes traditionnelles et d'être formulée en des termes parfaitement conformes aux intérêts et aux idéologies de ces dernières. Voir Chris ARGYRIS, *Participation et organisation*, 75 ; Giuseppe Di PALMA, *Apathy and Participation*, 203. Ce sont surtout les technocrates qui sont en mesure de faire servir à leur profit les thèmes et les projets de la participation. En effet, la recherche des significations et des valeurs de participation peut provoquer chez l'homme la tension plutôt que l'équilibre. Si l'état de tension est un signe de santé mentale, il n'en reste pas moins que l'homme recherche instinctivement les positions d'équilibre qui lui procurent la stabilité. Or, les technocrates s'évertuent à créer les conditions d'une société « sécurisante » où prédomine la dépendance, ressentie toutefois comme une délivrance des incertitudes de la vie personnelle et collective. Ils prennent sur eux la solution de tous les problèmes. D'où leur emprise. Il n'en reste pas moins que rien n'aide aussi efficacement une personne à survivre même dans les pires conditions - comme dans les camps de concentration par exemple - que de savoir que sa vie a un sens.

Les modes supérieurs de participation intégrative engagent des valeurs individuelles et collectives qu'il importe d'identifier. Ils projettent, plus ou moins nettement, une idée de l'homme, du monde et de la vie dans un contexte socialement et historiquement défini : « Dans la société industrielle moderne, les progrès de l'association sont liés à l'intelligence et à la mise en oeuvre de trois familles de rapports dialectiques : ce sont les rapports dialectiques entre la science et l'industrie ; entre les pouvoirs économiques et les pouvoirs politiques ; entre la production des choses et la production des hommes ⁴³⁸. »

Les raisons d'être de la participation doivent être dorénavant claires et précises : elles doivent se concrétiser dans toute forme d'action organisée et contrôlée qui ouvre aux individus l'accès au choix des buts et des moyens et qui permet la mise en marche des programmes dans tous les domaines d'activité qui les concernent ou qui touchent de manière spéciale à l'intérêt commun. En d'autres termes, la participation qui s'impose doit viser les fins de la société et, dans la mesure des aptitudes de chacun, les moyens susceptibles de réaliser ces fins. Un tel objectif ouvre un vaste horizon qui devrait enclore un monde assez vaste et assez riche d'espérance pour permettre aux millions d'hommes qui s'agitent aujourd'hui sans but apparent, autre qu'immédiat et borné à soi, de trouver enfin une invite au dépassement de soi. Nous touchons ici à l'essence même de l'humanisme contemporain. La mise en place des modes supérieurs de participation intégrative doit commencer avec la création d'un homme nouveau. Cet homme naîtra d'un enseignement et d'une pédagogie d'un genre inédit qui passeront forcément par le réseau contemporain de communication et qui en même temps seront plus près des besoins réels de l'homme que ne le sont ceux d'aujourd'hui.

Le problème des valeurs rejoint finalement celui des structures. Il ne suffit pas que les valeurs de la démocratie de participation s'intériorisent dans des normes ; il s'impose également qu'elles s'institutionnalisent dans des structures et des cadres d'action appropriés. Tant que la moitié et plus de la population devra trimer du matin au soir pour se procurer le minimum requis pour une vie décente, il est illusoire d'espérer l'avènement de la démocratie de participation. Dans les termes de P. Viau :

Selon le mot de Nietzsche : « Celui qui a un pourquoi-vivre supporte presque n'importe quel comment-vivre. » Voir Chris ARGYRIS, op. cit., 4-5.

⁴³⁸ François PERROUX, *Industrie et création collective*, 37.

Mais devant la complexité de notre société, la participation du grand nombre n'est-elle pas utopique, le pouvoir exécutif étant détenu par une minorité d'initiés ? D'où l'apparition de différents succédanés de participation qui aboutissent au conformisme et évitent le dialogue. Or, une véritable participation ne peut se satisfaire d'une démocratie d'adhésion qui ignore le privilège de l'homme de décider de son destin. L'effort de participation doit porter, d'une part, sur la création de groupes de base pour contre-balancer les grands organismes et, d'autre part, sur les décisions globales qui orientent la nation moins sur leurs aspects techniques que sur les valeurs qu'elles engagent. Le difficile équilibre entre la collaboration et la contestation relève surtout d'une modification des mentalités ⁴³⁹.

Le progrès vers la démocratie de participation n'est possible que dans une vision intégralement nouvelle du monde à venir. Avec François Perroux, nous percevons cette vision comme étant celle

d'une économie sans rareté et d'une société sans contrainte... vision qui transcende dialectiquement l'enrichissement et la puissance et dépasse les économies concrètes marquées de ces deux signes... les progrès économiques compris et jugés conduisent jusqu'au seuil d'une progression intellectuelle et morale... Chez Marx et chez Engels, la vision du terme du développement est aussi bien celle d'une cité où la rareté et la contrainte ont été bannies, c'est-à-dire où, finalement, les hommes ayant surmonté les obstacles naturels et déjoué les ruses de l'État, accèdent à la liberté. L'avarice des hommes et la violence des gouvernants ont dé péri en même temps que s'est étendu l'empire de la Raison... Ces visions ont animé et soutiennent des savoirs spéciaux contrôlés par la science et l'effort des hommes au travail, si ennemies qu'on veuille le dire, elles attestent un espoir commun à tous les occidentaux qui participent à la grande aventure industrielle. Elles conduisent l'esprit et la main au-delà de l'expérience économique jusqu'ici vécue et réalisée ⁴⁴⁰.

Assurer le degré de participation requis pour la pleine réalisation des individus selon leur condition et leurs aptitudes propres de même que le développement

⁴³⁹ P. VIAU, « La participation : mythe ou nécessité », *Économie et humanisme*, n° 162, 1965. Citation tirée du sommaire de l'article.

⁴⁴⁰ François PERROUX, « La science économique », dans *l'Encyclopédie française*, tome IX, l'Univers économique et social, Société nouvelle de l'Encyclopédie française, Paris, 1964.

optimal de la société représente un problème majeur de notre époque. Bon gré, mal gré, tôt ou tard, il faudra trouver des réponses aux multiples questions de tout ordre que pose l'édification d'une démocratie de participation. Celle-ci doit signifier bien davantage qu'une simple formule politique. Elle doit marquer l'inauguration d'un nouveau style de vie. Les solutions ne peuvent cependant venir uniquement des chercheurs ni des seuls dirigeants politiques. Elles doivent découler de l'action conjuguée des chercheurs, des gouvernants, des dirigeants de groupes, des chefs d'entreprise et de tous les citoyens que préoccupent le présent et l'avenir de la société.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Quatrième partie : À la recherche d'une influence

Chapitre IV

Mesure de l'influence

[Retour à la table des matières](#)

Le système politique des sociétés libérales est un système ouvert. Individus et groupes, quels qu'ils soient, en principe tout au moins, ont la possibilité d'y avoir accès et d'exercer, à des degrés divers, une influence sur les actions qui s'y produisent et les décisions qui s'y prennent. Dans les régimes libéraux, il existe plusieurs structures de l'influence⁴⁴¹ : de nombreux réseaux de relations interpersonnelles et intergroupes hiérarchisés filtrent les actions et les décisions qui sont l'aboutissement logique du fonctionnement du système politique. Les structures de l'influence incluent, de diverses manières, les agents du système social et les groupes sociaux eux-mêmes. Comment, à quel degré et avec quel effet ?

⁴⁴¹ Aux expressions généralement reçues, « structure d'autorité » ou « structure du pouvoir » - au sein de laquelle le jeu de l'influence est censé s'effectuer - nous préférons celle de structure de l'influence qui est, selon notre façon de voir, plus générale, l'autorité et le pouvoir étant, pour nous, deux des trois composantes de l'influence, le prestige étant la troisième. Nous parlons en outre des structures de l'influence parce que nous estimons qu'il existe dans les sociétés libérales plusieurs constellations d'influence, bien que l'une ou l'autre d'entre elles ait préséance sur les autres quand on les considère sous des angles spécifiques.

La complexité des sociétés modernes pose de façon aiguë les éternelles questions : qui gouverne, sur qui, sur quoi et comment ? Un grand nombre, considérant apparemment l'influence comme une réalité autonome, font abstraction du contexte dans lequel elle se réalise. C'est ainsi que les pluralistes, dans leur examen de l'influence des groupes, trop souvent ne tiennent pas compte des structures sociales ni même des structures politiques ⁴⁴². La nécessaire articulation des groupes, et notamment des groupes d'intérêt, aux structures, impose de sévères restrictions à leur autonomie. Ce n'est, en effet, qu'à la lumière des liaisons organiques qui les rattachent aux structures sociales et politiques qu'il devient possible d'évaluer l'influence réelle des groupes sur les processus socio-politiques.

Trois catégories différentes de facteurs rendent compte du phénomène de l'influence : les dispositions personnelles, la stratification sociale et les conditions particulières du système politique. D'ordinaire, dans leur conception de l'influence, les analystes privilégient une catégorie de facteurs. C'est ainsi que, selon Max Weber, « la structure de tout ordre légal influence directement la distribution du pouvoir, économique ou autre, dans chaque société ⁴⁴³ ». Et pour Harmon Zeigler : « ... la connaissance des caractéristiques du système politique [...] ne permet pas de prédire quelles sortes de décisions fera un État. Par contre, une certaine connaissance du milieu économique et social permet de prédire de façon assez certaine la nature des outputs politiques ⁴⁴⁴ ».

Beaucoup plus complexe, mais combien plus riche, est une analyse de l'influence qui retient les trois catégories de facteurs et qui s'efforce de montrer comment leurs nécessaires interconnexions, leurs divergences et leurs convergences, expliquent les réseaux d'influence qui se constituent à tel endroit, à tel mo-

⁴⁴² Pour une critique semblable, voir l'excellente recension de l'ouvrage de Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis A. DEXTER, *American Business and Public Policy*, Atherton Press, New York, 1963. Par Theodore J. Lowi dans *World Politics*, vol. 16, n° 3, 1964, 677-715. Aussi Norman R. LUTTBEG, *Public Opinion and Public Policy : Models of Political Linkage*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 1-11.

⁴⁴³ Max WEBER, dans H. H. GERTH et C. Wright Mills, *From Max Weber*, Oxford University Press, New York, 1958, 180.

⁴⁴⁴ Harmon ZEIGLER, « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment », dans Norman R. LUTTBEG, *Public Opinion and Public Policy*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 187.

ment, pour telles fins. Ainsi considérée, l'influence, loin d'apparaître comme une réalité statique, qui serait la propriété de certains et dont d'autres seraient privés, se révèle comme une qualité dynamique, sans cesse émergente et changeante, aux formes multiples, caractéristique, à des degrés divers et à des moments particuliers, d'une foule de personnes et de groupes.

Semblable voie d'analyse évite un double piège : celui dans lequel tombent ceux qui, se fondant exclusivement sur la stratification sociale, concluent que la distribution de l'influence politique suit automatiquement de la hiérarchisation des strates sociales (la classe la plus élevée gouverne nécessairement, etc.) ; et celui qui se referme sur ceux qui ne tiennent compte que de la structure politique et qui ne perçoivent de l'influence que sa dimension juridique et abstraite. En réalité, les deux modes d'explication valent à des degrés divers selon les questions envisagées : sélection et succession des gouvernements, adoption d'une loi, procédures administratives, jugements judiciaires, arrêtés en conseil - tous ces actes politiques impliquent de manières fort diverses la stratification sociale et la structure politique. Il s'impose également de différencier entre les structures formelles et les structures informelles, les structures concentrées et les structures diffuses, les structures d'importance majeure et les structures d'importance mineure, les structures fortement personnalisées et les structures faiblement personnalisées, et ainsi de suite. La façon dont se présentent ces différenciations varie beaucoup selon les pays et selon les époques. C'est ainsi que, nous l'avons vu, l'administration et le gouvernement sont des centres d'influence plus considérables que le parlement. De même encore le gouvernement représente un centre d'influence plus personnalisé que l'administration et, dans la mesure où l'autorité réelle tendrait à se concentrer davantage dans le gouvernement, on peut parler de la « personnalisation du pouvoir »⁴⁴⁵. Mais, même là où les structures de l'influence sont fortement per-

⁴⁴⁵ Georges VEDEL, directeur de la publication, *la Dépolitisation mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, 126 ; Joseph ROVAN, *Une idée neuve la démocratie*, Éditions du Seuil, Paris, 1961, 89-96 ; Albert MABILEAU, « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques », *Revue française de science politique*, vol. 10, n° 1, 1960 ; Lester G. SELIGMAN, « The Study of Political Leadership », *The American Political Science Review*, vol. 44, n° 3, 1950 ; Fred I. GREENSTEIN, « The Impact of Personality on Politics : An Attempt to Clear Away Underbrush », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 3, 1967, 629-642 ; « Personality and Politics Theoretical and Methodological Issues », *The Journal of Social Issues*,

sonnalisées, la complexité croissante des problèmes et la démocratisation des mœurs favorisent des prises de décision collégiales.

Un phénomène central, permanent et apparemment indéracinable s'impose à l'attention : il s'agit de la grande inégalité des individus et des groupes dans l'exercice de l'influence. Tel est le brutal constat de départ. Dans les sociétés libérales aussi bien que dans toutes les sociétés historiques et contemporaines, les structures de l'influence sont inexorablement hiérarchiques : les uns gouvernent ; les autres sont gouvernés. Et parmi ces derniers, certains influent considérablement sur les actes et les décisions des premiers, d'autres beaucoup moins et d'autres, enfin, nullement. On peut se représenter les structures de l'influence de plusieurs manières. La plus simple, qui peut s'illustrer par une pyramide très large à la base et très fine à la pointe, ne comprend que deux éléments, les gouvernants et les gouvernés, ceux qui influencent et ceux qui sont influencés. Il est toutefois possible de cerner de beaucoup plus près la nature complexe de ces structures. Robert A. Dahl parle de la strate politique, composée des dirigeants (*Powerful* ou *leaders*), des lieutenants (*Power seekers* ou *sub-leaders*) et de la strate a-politique, constituée de la masse. Robert Presthus, de son côté, distingue les responsables des décisions (*decision makers*), les influents (*influentials*) et les dirigeants d'associations (*organizational leaders*) ⁴⁴⁶. Quant à nous, en systématisant nos développements antérieurs, les structures de l'influence nous paraissent décomposables

vol. 24, n° 3, 1968 (tout le numéro) ; Harold D. LASSWELL, *Power and Personality*, W. W. Norton, New York, 1948 ; Hanon C. SELVIN, *The Effects of Leadership*, Free Press of Glencoe, 1959 ; Eugene Emerson JENNINGS, *An Anatomy of Leadership, Princes, Heroes and Supermen*, Harper, New York, 1960 ; François BOURRICAUD, « La sociologie du leadership et son application à la vie politique », *Revue française de science politique*, vol. 3, n° 3, 1953 ; Sal LEVINE, « An Approach to Constructive Leadership », *The Journal of Social Issues*, vol. 5, n° 1, 1949, 46-53.

⁴⁴⁶ Robert PRESTHUS, *Men at the Top*, Oxford University Press, New York, 1964, 33-63. Aussi Robert A. DAHL, *Who Governs ? Democracy and Power in an American City*, Yale University Press, New Haven, 1961, 169-215 ; D. C. MILLER, « Democracy and Decision Making in the Community Power Structure », dans Peter F. DRUCKER et coll., *Power and Democracy in America*, University of Notre Dame Press, 1961, Certains ont également étudié la distribution de l'influence dans le temps et ont constaté des changements appréciables dans l'identité des principaux bénéficiaires (ainsi selon Robert A. Dahl, aux États-Unis, patriciens, entrepreneurs, ex-plébéiens et hommes nouveaux (spécialistes, etc.) se sont succédé à la tête de la hiérarchie politique).

dans les strates suivantes : individus non organisés et masses, membres des associations volontaires, dirigeants d'associations volontaires, dirigeants des mécanismes d'interactions du système social et du système politique (groupes d'intérêt, partis politiques, conseils consultatifs, media de communication), grands individus ou élites diverses ayant des relations directes avec les gouvernants et, enfin, le cercle gouvernemental proprement dit (fonctionnaires, députés, ministres, juges, chefs d'État).

SCHÉMA N°12

Structures de l'influence dans une société libérale

[Retour à la table des matières](#)

Laboratoire de cartographie, Institut de géographie, université Laval.

Nota : Les flèches indiquent le double mouvement de l'influence : des gouvernés aux gouvernants, des gouvernants aux gouvernés.

Phénomène additionnel : il existe comme une chaîne de causalité selon laquelle l'exercice de l'influence accroît la capacité d'influence au sein des diverses strates (schéma n° 13).

SCHÉMA N° 13

L'exercice de l'influence et la capacité d'influence
au sein des diverses strates.[Retour à la table des matières](#)

Source : Robert A. DAHL, *Modern Political Analysis*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963, 17.

Nota : L'expérience résulte précisément de la vie au sein des structures sociales et des structures politiques.

Plusieurs questions se posent à propos de l'influence : sa direction, son sens, son intensité ⁴⁴⁷. L'influence peut porter sur les personnes ou les organisations,

⁴⁴⁷ Stéphane BERNARD, *les Attitudes politiques en démocratie*, Éditions de l'institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1968, 21-24. Aussi Samuel J. ELDERVELD, « American Interest Groups : A Survey of Research and Some Implications for Theory and Method », dans Henry W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1958, 173-197 ; Robert A. DAHL, *Modern Political Analysis*, 42-54 ; James G. MARCH, « Measurement Concepts in the Theory on Influence », *Journal of Politics*, vol. 19, n° 2, 1957, 202-226 ; Herbert A. SIMON, *Administrative Behavior. A Study of Decision-Making Processes in Administration Organization*, The Free Press, New York, 1957, 102-109 ; James G. MARCH, « An Introduction to the Theory of Influence », *The American Political Science Review*, vol. 49, n° 3, 1955, 431-451 ; François CHAZEL, « Réflexions sur la

s'appliquer à l'initiative de l'action, à la définition de l'enjeu, à la détermination des normes et des règles du jeu, au choix des moyens, aux décisions ; elle peut être positive, négative ou neutre ; elle peut, enfin, être forte, moyenne ou faible. L'influence requiert une action (celle d'un agent A) qui souvent entraîne une réaction (celle d'un agent B). Elle suppose également un rapport de forces entre agents ; elle implique finalement une résultante, c'est-à-dire le degré selon lequel l'agent A réussit à imposer sa volonté à l'agent B ⁴⁴⁸.

Tout au long de cet ouvrage, et surtout dans les trois chapitres antérieurs de la présente partie, nous nous sommes à plusieurs reprises interrogé sur le phénomène de l'influence et plus particulièrement sur le caractère et le degré d'influence qu'il convient d'attribuer aux groupes d'intérêt. Nous allons, dans ce chapitre, nous borner à identifier les composantes de l'influence politique, à montrer comment s'effectue le jeu de l'influence dans les processus de décision et à examiner la distribution de l'influence parmi les élites, les groupes d'intérêt et les masses.

conception parsonnienne du pouvoir et de l'influence », *Revue française de sociologie*, vol. 5, n° 4, 1964 ; Hans MORGENTHAU, « Power as a Political Concept », *The Review of Politics*, vol. 17, n° 3, 1955 ; Barrington MOORE Jr., *Political Power and Social Theory*, Harvard University Press, 1958 ; Felix E. OPPENHEIM, « An Analysis of Political Control : Actual and Potential », *Journal of Politics*, vol. 18, n° 3, 1958, 515-535 ; David SPITZ, Power and Personality », *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 1, 1958, 84-98 ; Donald J. KREITZER, « An Analysis of the Nature of Power », *The Southwestern Quarterly*, vol. 45, n° 4, 1965 ; Kenneth F. JANDA, « Toward the Explanation of the Concept of Leadership in Terms of Power », *Human Relations*, vol. 13, n° 3, 1960, 345-365 ; Graham WOOTON, *Interest Groups*, Prentice-Hall, 1970, 73-102.

⁴⁴⁸ Nous avons explicité notre conception de l'influence dans l'introduction à la présente partie.

I. COMPOSANTES DE L'INFLUENCE POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Le plus souvent, la question centrale à propos de l'influence est la suivante : qui est influent ? Et on cherche à répondre à cette question selon trois méthodes différentes : selon la réputation (qui est réputé influent ?) ; selon la position occupée (qui occupe les strates sociales supérieures ou les centres officiels de décision ?) ; et selon les rôles exercés (qui influe sur les décisions dans un enjeu donné ?). Chacune de ces méthodes a ses protagonistes et nul doute que chacune contribue à expliquer à sa manière le phénomène de l'influence ⁴⁴⁹.

⁴⁴⁹ Wendell BELL et coll., *Public Leadership*, Chandler, San Francisco, 1961 ; Robert PRESTHUS, op. cit., 1-53 ; Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, Oxford University Press, New York, 1967, 255-280, 281-297 ; Lester W. SELIGMAN, « Development in the Presidency and the Conception of Political Leadership », *American Sociological Review*, vol. 20, no 4, 1955, 711-712 ; Raymond E. WOLFINGER, « Reputation and Reality in the Study of Community Power », *American Sociological Review*, vol. 25, n° 5, 1960, 636-644 ; Harry R. DICK, « A Method for Ranking Community Influentials », *American Sociological Review*, vol. 25, n° 3, 1960, 395-399 ; Howard J. EHRLICH, « The Reputational Approach to the Study of Community Power », *American Sociological Review*, vol. 26, n° 6, 1961, 926-927 ; William V. D'ANTONIO et Eugene C. ERICKSON, « The Reputational Technique as a Measure of Community Power : An Evaluation Based on Comparative and Longitudinal Studies », *American Sociological Review*, vol. 27, n° 3, 1962, 362-376 et « Further Notes on the Study of Community Power », *ibid.*, vol. 27, n° 6, 1962, 848-854, et autres articles dans le même numéro sur le sujet par Nelson W. POLSBY et Raymond E. WOLFINGER ; Linston C. FREEMAN et coll., « Locating Leaders in Local Communities : A Comparison of Some Alternative Approaches », *American Sociological Review*, vol. 28, n° 5, 1963, 791-798, Robert O. SCHULTZE et Leonard U. BLUMBERG, « The Determination of Local Power of Elites », *The American Journal of Sociology*, vol. 63, n° 3, 290-296 ; Nelson W. POLSBY, *Community POWER Structure and Political Theory*, Yale University Press, 1963, 98-121. Une question que soulèvent ces diverses méthodes concerne le niveau de leur application. En général, elles portent sur le niveau local. Les techniques valables à ce plan ne sont pas toujours applicables à l'ensemble de la société. Par

Pour notre part, nous ne croyons pas à une « structure de pouvoir » unique ni, par conséquent, à l'existence de personnes qui puissent être a priori considérées comme influentes. Nous estimons que l'influence représente la résultante d'une conjonction de plusieurs éléments ou composantes qui se retrouvent à des degrés divers chez une personne, de façon à procurer à cette personne un degré d'influence à un moment donné et pour des fins particulières. Ces éléments ou composantes qui permettent de mesurer l'influence de façon convenable se ramènent à trois principaux : l'autorité, le prestige et le pouvoir ⁴⁵⁰.

1. L'autorité

[Retour à la table des matières](#)

La première mesure de l'influence, c'est l'autorité. On dit d'une personne qu'elle a de l'autorité (ou qu'elle est en autorité), quand on reconnaît que la position qu'elle occupe, sous certaines conditions et dans certaines limites, lui procure la capacité, sanctionnée par la coutume ou, de préférence, par la loi, de donner des ordres à d'autres personnes et, si nécessaire, de contraindre ces personnes à lui obéir par le recours à des sanctions prédéterminées ⁴⁵¹. Le test de l'autorité, c'est

ailleurs, ces techniques, mises au point en vue de cerner l'influence associée à des personnes, se prêtent assez mal à l'examen de l'influence des groupes en tant que tels, notamment des groupes d'intérêt, objet principal du présent chapitre.

⁴⁵⁰ La section qui suit reprend, en les amplifiant, les développements que nous avons consacrés à ce sujet dans le Bill 60 et la société québécoise, HMH, Montréal, 1967, 90-92.

⁴⁵¹ Voir Stéphane BERNARD, op. cit., 39-40, 198-206 ; Morris JANOWITZ et Dwaine MARVICK, « Authoritarianism and Political Behavior », *Public Opinion Quarterly*, vol. 17, n° 3, 1953, 185-201 ; C.W. CASSINELLI, « Political Authority. Its Exercise and Possession », *The Western Political Quarterly*, Vol. 14, n° 3, 1961, 635-647 ; Judith N. SHKLAR, « Rousseau's Images of Authority », *The American Political Science Review*, vol. 58, n° 4, 1964, 919-933 ; Sebastian DE GRAZIA, « What Authority is Not », *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 2, 1959, 321-332 ; François BOURRICAUD, *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Plon, Paris, 1961 ; Évelyne PISIER, *Autorité et liberté dans les écrits politiques de Bertrand de Jouvenel*, Presses universitaires de France, Paris, 1967 ; Herbert A. SIMON, « Authority », dans Conrad M. ARENSBERG et coll., editors, *Research in Industrial Human Re-*

le droit reconnu à un agent de recourir à la force pour imposer sa volonté. En d'autres termes, c'est la légitimation dont l'usage de la force est l'objet. C'est la force institutionnalisée. Jean-Jacques Rousseau le voyait ainsi lorsqu'il écrivait : « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne sait transformer la force en droit et l'obéissance en devoir. » Et dans les termes de Georges Lavau : « Le pouvoir, c'est la force plus la loi, c'est une force sociale institutionnalisée et légalisée ⁴⁵². » Ou encore, selon Jean Lhomme : « Le pouvoir social, c'est la capacité, pour un sujet, de se faire reconnaître par l'opinion utile, une aptitude à représenter le groupe objet et à disposer d'une autorité sur lui ⁴⁵³. » La première démarche de tout nouveau régime, le premier geste de toute personne prenant possession d'un nouveau poste, consistent à faire ratifier leur installation par ceux-là mêmes dont ils réclament désormais l'obéissance : élections, plébiscites, votes à main levée, approbations d'autres sortes, autant de façons pour ce régime, pour cette personne, d'acquiescer non seulement le droit de commander mais encore de punir ceux qui, leur étant légalement soumis, refusent de leur obéir. L'autorité d'un agent comporte des degrés, conformément au caractère de l'acte de légitimation : règles et normes plus ou moins restrictives ; consensus plus ou moins explicite. Parfois, l'autorité se prescrit dans un code ou un texte de loi. D'autres fois, elle s'inspire d'une coutume fermement établie. Souvent même, et c'est fréquemment le cas des agents sociaux, l'autorité n'est que présumée et se déduit de l'absence de contestation de la part d'autres agents, de la légitimité des rôles remplis et des prérogatives revendiquées. Le rapport entre l'autorité et l'influence tient à trois facteurs : d'abord, au degré selon lequel un agent exerce effectivement l'autorité qu'il possède (certains l'exercent au maximum, d'autres négligent de le faire) ; ensuite, au degré selon lequel les assujettis obtempèrent aux ordres reçus et, enfin,

lations, Harper, New York, 1957, 103-115 ; W. WESOLOWSKI, « Some Notes on the Functional Theory of Stratification », dans Reinhard BENDIX et Martin Seymour LIPSET, *Class, Status and Power*, The Free Press, New York, 1966, 64-69 ; Carl J. FRIEDRICH, editor, *Authority*, Nomo 1, Atherton, New York, 1958 ; Yves SIMON, *A General Theory of Authority*, University of Notre Dame Press, 1962 ; J. R. CRAGG, *Reason and Authority in the Eighteenth Century*, Cambridge University Press, 1964 ; William A. GAMSON, *Power and Discontent*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968.

⁴⁵² Georges LAVAU, « La dissociation du pouvoir », *Esprit*, juin 1953.

⁴⁵³ Jean LHOMME, *Pouvoir et société économiques*, Éditions Cujas, Paris, 1966, 277.

suivant la nature des sanctions susceptibles d'être invoquées en cas de désobéissance et au degré selon lequel ces sanctions sont effectivement appliquées.

2. Le prestige

[Retour à la table des matières](#)

La deuxième mesure de l'influence, c'est le prestige. Le prestige consiste dans l'estime ou la réputation dont un agent jouit auprès d'autres agents. Cette estime prend plusieurs formes : elle peut résulter d'un jugement favorable ou défavorable porté sur l'agent lui-même ; elle peut découler d'une appréciation de ses aptitudes, de sa conduite ou de sa compétence ; elle peut, enfin, émaner d'une évaluation de l'éminence ou de l'utilité de la fonction sociale que remplit cet agent. Cette estime varie également selon les circonstances et selon les individus. Bref, le prestige d'un agent est fonction du degré d'estimé que d'autres agents, dans des conditions données, nourrissent à son endroit.

Le prestige d'un agent ou d'un groupe se mesure selon deux méthodes principales : par le recours à des sondages auprès de catégories particulières de personnes, ou par la construction d'échelles de réputation à partir d'entrevues de personnes sensées connaître ceux qui « comptent » dans une localité ou un secteur d'activité. Le rapport entre prestige et influence tient à ce qu'on présume que ceux qui sont tenus en haute estime, toutes choses égales, ont plus d'influence que ceux qui sont considérés avec suspicion.

3. Le pouvoir

La troisième mesure de l'influence, c'est le pouvoir. Tel qu'entendu ici, le pouvoir représente la résultante (a) de la quantité et de la qualité des ressources qu'un individu ou un groupe peut utiliser pour exercer une influence et (b) du degré selon lequel ces ressources sont effectivement utilisées dans des circonstances données. Ces ressources sont fort diverses et de nombreux auteurs en ont proposé

des classements différents ⁴⁵⁴. Elles peuvent se regrouper sous trois rubriques différentes : personnelles, liées à l'organisation et idéologiques ou symboliques.

Les ressources personnelles concernent les sentiments de confiance en soi, de compétence et d'efficacité, dont nous avons parlé plus haut. Plus un individu possède ces ressources et plus, toutes choses égales, il sera confiant dans le succès de ses démarches et sera disposé à agir de façon à exercer une influence.

Les ressources liées à l'organisation sont fort nombreuses ⁴⁵⁵. Elles concernent la taille (nombre de membres actuels et potentiels) ; le degré d'unité et de cohésion des membres ; la densité des rapports entre les membres ; la qualité de la direction et le degré de contrôle de la direction sur les membres ; les disponibilités financières ; la qualité du réseau de communication et de l'information ; la qualité des liens et la densité des relations avec les autres organisations ; la capacité de contracter des alliances, de faire des coalitions, et d'adhérer à des fronts ; l'accessibilité des agents ou des centres visés.

Les ressources idéologiques ou symboliques concernent la nature de l'adhésion aux règles qui déterminent le jeu de l'influence, aux opinions jugées convenables, aux valeurs considérées acceptables, aux symboles par lesquels une collectivité se reconnaît et se représente la vie et le monde.

Plusieurs questions se posent concernant le pouvoir. Comment les ressources sont-elles réparties entre les élites, les groupes et les masses ? Comment sont-elles

⁴⁵⁴ Voir Robert A. DAHL, *Who Governs ?* 271-301 ; Robert A. DAHL, *Modern Political Analysis*, 56-71 ; Melvin SEEMAN, « Alienation, Membership, and Political Knowledge : A Comparative Study », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 30, n° 3, 1966, 353-368 ; Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton University Press, 1964, 22-23 ; Harmon ZEIGLER, *The Politics of Small Business*, Public Affairs Press, Washington D.C., 1961, 9-10 ; R. Joseph MONSEN et Mark W. CANNON, *The Makers of Public Policy*, McGraw-Hill, New York, 1965, 10-17 ; Nelson W. POLSBY, *Community Power Structure and Political Theory*, 119-121 ; Bertrand M. GROSS, *The Legislative Struggle. A Study in Social Combat*, McGraw-Hill, New York, 1953, 142-152 ; J. W. LAPIERRE, « Théorie dynamique des changements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 1, 1961, 118-137 ; Stéphane BERNARD, op. cit., 226-262.

⁴⁵⁵ La littérature sur la répartition de ces ressources parmi les groupes est abondante. Nous l'avons passée en revue dans notre chapitre sur les moyens d'action propres aux groupes.

utilisées ? Comment leur importance ou leur utilité varie-t-elle selon les enjeux particuliers que le flux des événements fait émerger ?

Le pouvoir d'un agent est lié à son autorité et à son prestige. Mais c'est à tort qu'on le considérerait comme une simple fonction de l'autorité ou du prestige, ou, au contraire, comme une donnée pratiquement identique à la résultante de son utilisation, c'est-à-dire l'influence elle-même. Un agent qui disposerait d'une grande autorité et d'un grand prestige mais qui, dans une situation donnée, ne mettrait pas en oeuvre les ressources à sa disposition, risquerait d'être sans influence. Le pouvoir, c'est le moteur de l'influence. C'est l'énergie qui procure une réalité aux signes de l'influence que sont l'autorité et le prestige. Si cette force n'est pas mise en mouvement, c'est la mécanique entière de l'influence qui reste inerte.

Dans une confrontation, aucun agent ne dispose d'un monopole des sources du pouvoir. Un agent peut être spécialement bien pourvu sous certains aspects mais démuné sous d'autres aspects. La possession par un agent, considéré en général peu influent, de certains atouts stratégiques dans des conditions particulières peut lui procurer une influence jugée, sous tous les autres rapports, disproportionnée. De la sorte les confrontations, en pratique, se livrent entre agents possédant à des degrés divers les ressources du pouvoir. L'influence n'est donc pas à sens unique. Règle générale, aucun agent ne dispose d'un monopole du pouvoir, c'est-à-dire de toutes les ressources existantes dans des conditions données et à un moment donné. Par conséquent, la capacité d'un agent d'employer ses ressources propres pour faire échec à une tentative d'influence de la part d'un autre agent constitue une manifestation essentielle du phénomène de l'influence. L'exercice d'une influence, c'est une épreuve de force, c'est souvent un duel. Il est rare que ce soit purement et simplement un assassinat.

II. INFLUENCE ET PROCESSUS DE DÉCISION

[Retour à la table des matières](#)

Il ne suffit pas de savoir comment l'influence politique peut se mesurer. Il s'impose également de connaître dans quelles conditions il convient de le faire. En principe, l'influence peut porter sur tous les sujets et sur tous les objets politiques. Elle peut également s'exercer à chacun des moments du processus politique. S'il n'existait pas de champ d'observation privilégié d'où l'on puisse l'embrasser pour ainsi dire d'un seul regard, on ne percevrait de l'influence que les manifestations fugaces et ambiguës que la multiplicité des rapports interpersonnels dans tous les secteurs d'activité laisse apercevoir. En effet, l'influence se présente sous la forme de pulsions vitales dont il faut considérer attentivement le rythme, l'intensité et le rayonnement pour en comprendre toute la riche substance. Bref, pour se représenter convenablement le phénomène de l'influence, c'est toute la société qu'il faut voir à l'oeuvre, selon l'optique bien particulière qu'elle présente d'elle-même quand on l'observe sous l'angle des combats qu'individus et groupes se livrent entre eux pour la suprématie sociale et politique. Heureusement, ce champ d'observation privilégié existe et c'est l'examen de la décision politique qui le procure. En effet, par l'examen de la décision politique (qui la prend, comment, dans quelles conditions), on doit obligatoirement pouvoir démêler les fils multiformes et multicolores de l'influence, depuis les débuts de son exercice jusqu'au moment où l'action qu'elle engendre et qui la manifeste prend la forme d'une décision ⁴⁵⁶.

⁴⁵⁶ Sans aucun doute, nombre d'efforts d'influence ne portent pas directement sur des décisions politiques au sens strict du terme, c'est-à-dire sur le contrôle des outputs du système politique. Pour avoir une portée sociale qui justifie la peine de les analyser systématiquement, il s'impose toutefois qu'ils se produisent dans le circuit qui mène à des décisions politiques. D'où la conclusion à laquelle nous allons parvenir : c'est dans l'examen du processus de décision que se perçoit le mieux le jeu de l'influence. Nombre de prises de positions et d'efforts d'influence qui, autrement, se seraient trouvés « perdus », sont dès lors récupérés en quelque sorte à rebours. Dans les termes d'Amitai ETZIONI : « C'est surtout parce qu'ils s'intègrent à des processus de décision que des engagements sociaux vagues et abstraits, dont les valeurs et les buts auxquels

Pour voir comment la décision éclaire l'exercice de l'influence, il importe d'apporter au préalable certaines clarifications à propos de la décision elle-même.

Bien que la question centrale et peu étudiée de la nature de la décision politique ne touche pas directement notre propos, il est néanmoins opportun de s'y arrêter quelque peu parce qu'elle est susceptible d'éclairer le jeu même de l'influence. Bertrand de Jouvenel soutient de façon convaincante que la décision politique ne constitue pas une « solution » à un problème mais plutôt un règlement précaire concernant des données contradictoires :

Apparaît un vrai problème politique quand les données sont contradictoires, c'est-à-dire quand il est insoluble... Évidemment, de tels problèmes sont insolubles non parce que l'on ne parvient pas à trouver la solution, mais parce qu'elle n'existe pas. On peut définir les termes d'un problème scolaire comme un ensemble de demandes qui peuvent être toutes satisfaites par la bonne réponse. En ce qui concerne les problèmes politiques... les données du problème sont contradictoires : aucune réponse ne peut les satisfaire pleinement ; il n'y a pas de solution au sens exact du terme. Ce qui caractérise un problème politique est qu'aucune réponse ne satisfait les données du problème comme on les pose. Un problème politique n'est donc pas soluble ; il peut être réglé, ce qui n'est pas la même chose. Par règlement, nous entendons toute décision intervenant par n'importe quel moyen, à propos de tout ce qui fait naître le problème politique tandis que par définition une solution satisfait pleinement à toutes les données du problème ⁴⁵⁷...

La décision politique constitue donc un acte dont le sens est souvent ambigu et la portée précaire. Elle peut être rescindée, contournée, détournée de ses fins originales. D'où un trait fondamental de l'influence : elle est un acte virtuellement toujours inachevé. En politique, on n'a jamais définitivement gain de cause. L'influence se révèle de la sorte comme une course incessante à la suprématie dans le cours d'une action à laquelle on ne peut assigner aucun terme limite. En politique,

les agents souscrivent indiquent la direction, se traduisent dans des engagements spécifiques dans un ou des cours d'action. » Dans *The Active Society*, Collier-Macmillan, London, 1968, 249-250.

⁴⁵⁷ Bertrand DE JOUVENEL, *De la politique pure*, Calmann-Lévy, Paris, 1963, 289-290 ; aussi Jacques ELLUL, *l'Illusion politique*, Robert Laffont, Paris, 1965, 185-191.

on ne gagne que des combats ; on ne remporte jamais de victoires définitives. Le grand gagnant d'un jour peut être vaincu le lendemain par celui-là même qu'il a terrassé la veille ou par un nouvel opposant.

La nature et le poids relatif des centres de décision, de même que les modalités des prises de décision, varient selon les époques et selon les sociétés. Ici, l'autorité se concentre autour d'un homme ; là, elle est multicéphale. Les centres de décision peuvent être centralisés et concentrés ou, au contraire, décentralisés et déconcentrés. Les ressources, tantôt sont réparties entre peu de mains, et tantôt elles sont distribuées entre plusieurs. Les régimes peuvent être autocratiques, autoritaires, ou démocratiques. Les canaux, les relais et le volume de l'influence varient selon toutes ces circonstances diverses. De même, la nature de l'intérêt pour l'influence varie-t-elle selon les époques : on s'attache tantôt aux agents, tantôt aux processus et tantôt aux rouages ; à certaines époques, on se concentre au niveau local, à d'autres au niveau national et, à d'autres encore, au niveau international. C'est ainsi que, jusqu'à récemment, scrutait-on surtout la vie des chefs d'État, les grands événements d'un règne et les grandes décisions. Aujourd'hui, l'attention se porte davantage sur les conduites individuelles, sur l'action des groupes, sur les rouages et sur les ressources ⁴⁵⁸.

La question de savoir « qui décide » - un seul, quelques-uns, le grand nombre - se pose avec autant d'acuité aujourd'hui qu'à l'époque de la Grèce antique. Et la réponse, nous ne la connaissons guère davantage que les Anciens. Peut-être, toutefois, identifions-nous mieux la nature du problème, cernons-nous mieux les dif-

⁴⁵⁸ Le fait que les études behavioristes aient récemment porté davantage, comme le souligne Stein Rokkan, sur la micro-politique que sur la macro-politique, stimule les recherches sur l'influence dans ces nouvelles voies où les données sont abondantes. Voir Stein ROKKAN, « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research », dans Austin RANNEY, *Essays on the Behavioral Study of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1962, 47-90. L'accent mis sur les micro-conduites et sur les données quantitatives explique également la vogue de la « méthode des cas » pour l'étude de l'influence. Il se peut que les conclusions auxquelles on parvient de la sorte « ne prouvent rien » ; du moins ont-elles le mérite de montrer le jeu de l'influence en acte et de diriger l'attention vers des aspects bien circonscrits du phénomène de l'influence qui sont souvent plus significatifs pour la connaissance de la vie politique que les grandes intuitions tirées des études générales.

ficultés et nous retrouvons-nous mieux dans les méandres des multiples circuits de l'influence. Autrefois, on ignorait des distinctions jugées aujourd'hui essentielles (par exemple, entre systèmes de décision : délibératif, administratif et extralégal, dont Michel Crozier dit que l'échec de l'un conduit à l'émergence du suivant ⁴⁵⁹, entre strates hiérarchiques ou superposées de décision s'emboîtant plus ou moins harmonieusement les unes les autres, entre décision « légale » ou « formelle » et décision « réelle », et ainsi de suite). Le caractère « collégial » des décisions est probablement plus accentué dans les grandes organisations modernes que dans les organisations traditionnelles. Du moins, ce phénomène si central à la connaissance de l'influence est-il beaucoup mieux connu aujourd'hui qu'autrefois. Mais le débat séculaire sur le degré de rationalité des décisions, lui, n'a guère progressé. Les discussions sont plus sophistiquées, les arguments plus « scientifiques », mais les conclusions demeurent tout aussi incertaines, aussi discutables. Et pourtant cette question est au cœur du problème de la nature de l'action individuelle et des conduites collectives ⁴⁶⁰.

C'est sans aucun doute en abordant la décision comme un processus qu'elle est susceptible d'éclairer le mieux le phénomène de l'influence. Les décisions ont une genèse, une histoire. Elles représentent comme le dépôt solide des interactions des individus et des groupes, au sein des organisations, à l'occasion des affrontements à propos des idéologies et des intérêts. On y distingue des « moments », des étapes diverses. Elles mettent en cause, simultanément ou successivement, différents rouages et agents. Elles impliquent des discussions sur les fins et sur les moyens de même que des choix parmi ces fins et ces moyens. La décision « finale » repré-

⁴⁵⁹ Michel CROZIER, *le Phénomène bureaucratique*, Éditions du Seuil, Paris, 1963, 330.

⁴⁶⁰ Connaitra-t-on un jour la réponse - ou encore y a-t-il une réponse - à l'éternelle question : l'intervention des groupes dans la vie politique est-elle ou non contraire à la rationalité des décisions ? La décision étant un processus, inclut des éléments ou des activités qui sont fort inégalement rationnels. Le fait que le processus décisionnel englobe à la fois des stratégies savamment orchestrées et des conflits interpersonnels souvent aigus, au cours desquels se manifestent les extraordinaires ressources et les passions humaines, complique encore les données du problème de la rationalité des décisions. Voir Michael J. SHAPIRO, « Rational Political Man : A Synthesis of Economic and Social-Psychological Perspectives », *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 4, 1969, 1106-1119.

sente de la sorte la résultante d'une suite de décisions « préliminaires ⁴⁶¹ ». Or, chacune de ces décisions « préliminaires », de même que la décision « finale » elle-même, marquent autant d'étapes dans la lutte des individus et des groupes pour l'influence. L'examen de l'influence, c'est en définitive la reconstitution des luttes entre individus et groupes pour la suprématie dans un processus de décision.

Pour suivre la trace de l'influence, il faut décomposer le processus de décision en ses multiples aspects et facettes et scruter les rouages systémiques de même

⁴⁶¹ Richard C. SNYDER, H. W. BRUCK et Burton SAPIN, « Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics », *Princeton : Foreign Policy Analysis Series*, n° 3, 1954, 54-67. Dans Heinz EULAU et coll., *Political Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 352-359. Aussi Stephen Kemp BAILEY, *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*, Columbia University Press, 1950 ; Robert PRESTHUS, *Men at the Top*, Oxford University Press, New York, 1964, 9, note 4 ; Jean MEYNAUD, directeur de la publication, la *Décision politique en Belgique*, Librairie Armand Colin, Paris, 1965 ; Donald W. TAYLOR, « Decision-Making and Problem Solving », dans James G. MARCH, *Handbook of Organizations*, Rand McNally, Chicago, 1965, 48-86 ; Julian FELDMAN et Herschel E. KANTER, « Organizational Decision Making », dans *ibid.*, 614-649 ; *Revue internationale des Sciences sociales*, vol. 12, n° 3, 1960, 389-443, numéro spécial sur « Progrès techniques en décisions Politiques » ; Haroun Jammous, « Éléments pour une théorie sociologique des décisions politiques », *Revue française de sociologie*, vol. 9, n° 1, 1968, 71-89 ; CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, la Planification comme processus de décision, Armand Colin, Paris, 1965 ; Herbert A. SIMON, « Political Research : The Decision-Making Framework », dans David EASTON, *Varieties of Political Theory*, Prentice-Hall, 1966, 15-24 ; Theodore SORENSEN, *Decision-Making in the White House*, Columbia University Press, 1963, Samuel GONARD, la *Recherche opérationnelle et la décision*, Librairie Minard, Paris, 1958 ; Charles-Edward LINDBLOM, *The Intelligence of Democracy. Decision-Making Through Mutual Adjustment*, Free Press, New York, 1965 ; Geoffrey VICKEN, *The Art of Judgment. A Study of Public Policy Making*, Chapman and Hall, 1965, Joseph TUSSMAN, *Obligation and the Body Politic*, Oxford University Press, New York, 1960 ; James G. MARCH, « Some Recent Substantive and Methodological Developments in the Theory of Organizational Decision-Making », dans Austin RANNEY, editor, *Essays on the Behavioral Study of Politics*, University of Illinois Press, Urbana, 1962, 191-208 ; D. CARTWRIGHT, editor, *Studies in Social Power*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1959 ; Angela ZANOTTI-KARP, « Elite Theory and Ideology », *Social Research*, vol. 37, n° 2, 1970, 275-295 ; Carl BECK, *Political Elites. A Select Bibliography*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1968.

que les étapes du parcours afin de déterminer l'identité, les efforts et les gains ou pertes des agents qui tentent de contrôler le mouvement des rouages et de déterminer le caractère des étapes. C'est donc tout le circuit intersystémique qu'il s'agit de parcourir : c'est en examinant les résultats des affrontements au sein des mécanismes d'interactions (partis, groupes d'intérêt, conseils consultatifs et media de communication) et entre les mécanismes d'interactions, de même que l'issue des luttes au sein des composantes internes du système politique (législation, gouvernement, administration, judiciaire) et entre les composantes internes, qu'il devient possible de voir qui remporte quoi dans un enjeu donné. Les premiers affrontements pour l'influence politique se produisent au sein même du système social, parmi les groupes sociaux et les associations volontaires ; ce sont, en effet, les outputs du système social (idéologies, intérêts, pressions) qui constituent la matière des inputs politiques ; ils se prolongent dans les luttes pour l'accès aux mécanismes d'interactions et aux composantes politiques internes et, pour les plus favorisés, aux voies permettant les interactions personnelles directes entre agents sociaux et agents politiques ; enfin, ils se dénouent au cours des épreuves de force pour la maîtrise des inputs, des outputs et des rétroactions politiques.

C'est en fonction de ces conditionnements majeurs que se définissent les stratégies des agents et c'est en regard des ressources investies et de l'habileté des agents à chacune de ces étapes principales que se décident les victoires et les défaites. Dès lors, les questions à poser pour l'étude de l'influence sont les suivantes : de quelle manière et jusqu'à quel point les divers rouages du circuit intersystémique ont-ils la capacité d'affecter le résultat d'un enjeu donné ; dans quelle mesure les agents qu'implique un enjeu ont-ils la possibilité de se gagner un accès auprès des divers rouages qui déterminent le sort de l'enjeu et, plus particulièrement, des rouages stratégiques en ce qui concerne cet enjeu ; tirent-ils avantage des chances qui s'offrent à eux, jusqu'à quel point interviennent-ils à bon escient en faisant un usage optimal de leurs ressources et mettent-ils à profit dans les étapes ultérieures les gains obtenus dans une étape donnée ou, au contraire, parviennent-ils à surmonter les handicaps d'une défaite partielle ; les vainqueurs sont-ils ou non ceux que le jeu « normal » ou prévisible de chacun des rouages favorisait aux différentes étapes et pourquoi ? Bref, dans un enjeu donné, l'influence des individus et des groupes est fonction de leur position dans le système social et dans le système politique par rapport à cet enjeu, c'est-à-dire de leur autorité, de

leur prestige et de leur pouvoir dans ce cas particulier, du degré selon lequel ils s'impliquent et de leur habileté à tirer profit de leur situation conformément aux circonstances et au déroulement du processus ⁴⁶².

III. DISTRIBUTION DE L'INFLUENCE

[Retour à la table des matières](#)

On doit rejeter l'opinion selon laquelle individus et groupes disposent au départ et une fois pour toutes d'une quantité invariable d'influence et que ceux qui sont jugés, pour ainsi dire ontologiquement, les plus influents l'emportent toujours. Le caractère des enjeux de même que la volonté des agents représentent des ingrédients essentiels du degré d'influence qui échoit aux individus et aux groupes dans un enjeu donné et à un moment donné. Il n'en reste pas moins que la naissance, les chances de la vie et l'effort personnel procurent à certains une position qui, abstraction faite des circonstances particulières, confère beaucoup d'autorité, de prestige et de pouvoir et qui en laisse d'autres plus ou moins démunis. C'est ainsi que l'on distingue entre les élites, c'est-à-dire ceux que leur position sociale place aux premiers rangs des hiérarchies économique, culturelle et politique, et les masses, c'est-à-dire ceux qui sont relégués aux derniers échelons des mêmes hiérarchies. Les premiers, d'ordinaire, exercent beaucoup d'influence sur le cours des choses tandis que les seconds, la plupart du temps, ont peu de poids. Pour fondée que soit cette vision des choses, elle nous semble incomplète. Elle laisse en effet dans l'ombre ces cadres d'action intermédiaires que sont les groupes, notamment ceux qui se structurent sous la forme des groupes d'intérêt..

⁴⁶² Pour d'autres exposés, voir Sidney VERBA, « Political Participation and Strategies of Influence : A Comparative Study », *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 22-42. Dans Edward C. DREYER et Walter A. ROSENBAUM, *Political Opinion and Electoral Behavior*, Wadsworth, Belmont, California, 1966, 479-495 ; Herbert A. SIMON, *Administrative Behavior. A Study of Decision-Making Processes in Administration Organization*, The Free Press, New York, 1957 ; James G. MARCH et Herbert A. SIMON, *Organizations*, John Wiley, New York, 1966 ; J. Leiper FREEMAN, *The Political Process. Executive Bureau - Legislative Committee Relations*, Random House, New York, 1955, 45-61 ; Nelson W. POLSBY, op. cit., 96 ; Robert A. DAHL, *Modern Political Analysis*, 97-100.

1. Élites et influence

[Retour à la table des matières](#)

Sont appelées élites, ces personnes qui, par suite de multiples facteurs tenant à la naissance, au talent, à l'effort personnel et aux chances de la vie, se trouvent à occuper les positions sociales qui, abstraction faite des circonstances particulières, procurent le plus d'autorité, de prestige et de pouvoir ⁴⁶³. Il y a autant de catégories d'élites que de sphères d'activité stratifiées ou hiérarchisées. C'est ainsi qu'on parle de l'élite économique, religieuse, scientifique, culturelle, militaire, politique, etc. Ces personnes ne constituent qu'une infime fraction de ceux qui oeuvrent dans chacune de ces sphères d'activité et, ensemble, elles ne représentent qu'un très faible pourcentage de la population ⁴⁶⁴. On peut classer les élites de diverses manières, également valables. Les bonnes catégorisations, toutefois, mettent en évidence le quadruple support social des élites : la naissance, l'argent, les connaissances et la force (physique, militaire ou politique) ⁴⁶⁵.

⁴⁶³ Pour d'autres définitions, voir Amitai ETZIONI, op. cit., 113 ; Alfred DE GRAZIA, *Political Behavior*, The Free Press, New York, 1966, 82 ; Suzanne KELLER, *Beyond the Ruling Class, Strategic Elites in Modern Society*, Random House, New York, 4 ; C. Wright MILLS, *The Power Elite*, Oxford University Press, New York, 1957, 366, note 6 ; John PORTER, *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*, University of Toronto Press, 1965, 202 ; Micheline CLIFFORD-VAUGHAN, « SOME French Concepts of Elites », *The British Journal of Sociology*, vol. 11, n° 4, 1960, 319-332. D'aucuns rejettent entièrement le terme « élite », d'autres ne le retiennent qu'au pluriel, d'autres encore disent qu'il n'a pas la même connotation en français et en anglais, etc. La nécessité pratique de désigner par un terme quelconque ceux qui occupent les premiers échelons des diverses hiérarchies ne nous incite guère à prendre partie dans cette petite guerre de mots.

⁴⁶⁴ Pour des approximations statistiques aux États-Unis, voir Suzanne KELLER, op. cit., Appendices, et pour la Grande-Bretagne, W. L. GUTTSMAN, *The British Political Elite*, Macgibbon and Kee, London, 1965, 328.

⁴⁶⁵ Pour des tentatives de classement des élites, voir C. Wright Mills, op. cit., qui distingue : les célébrités, les très riches, les dirigeants des grandes corporations, les enrichis de la grande corporation (*corporate rich*), les dirigeants militaires (*warlords*) et les dirigeants politiques : Gabriel A. Almond, *The American People and Foreign Policy*, Frederick A. Praeger, New York, 1965,

L'affinité entre les élites et l'influence est telle que, pour définir les premières, nous nous sommes servi des éléments qui constituent la seconde. De fait, dans l'esprit de plusieurs, les deux termes sont pratiquement synonymes : là où il y a élites, il y a nécessairement influence ; et là où il y a influence, il y a nécessairement élites. Semblable assimilation est cependant excessive. Elle ignore la distinction qu'il s'impose d'établir entre ceux qui ont le plus de chances, en principe, d'être influents et qui sont généralement des élites et ceux qui, dans un processus de décision, sont, de fait, les plus influents et qui sont loin d'être toujours membres des élites.

L'influence des élites s'exerce de deux manières différentes : en tant que ceux qui les constituent sont de « grands individus », des personnages qui en imposent ; en tant qu'ils forment des groupes particuliers, sinon un groupe spécifique.

Nous avons déjà fait état des interactions personnelles directes - c'est-à-dire celles qui se nouent sans le concours des mécanismes d'interactions - des agents sociaux et des agents politiques. Semblables interactions ne se produisent qu'entre membres d'élites. Il y a là une source d'influence d'autant plus considérable qu'elle agit souvent de façon occulte, échappant aux règles du jeu auxquelles ceux qui agissent en plein jour sont astreints.

Mais les élites interviennent également dans le processus socio-politique, ouvertement ou secrètement, en tant que corps. Les directeurs des grandes entreprises, les chefs d'états-majors, les hauts fonctionnaires, les ministres - c'est-à-dire les cadres ou degrés supérieurs des grandes organisations - constituent autant de groupes spécifiques qui ont une action propre et dont l'influence est toujours considérable et souvent prépondérante. Il existe toutefois de profondes divergences entre analystes sur les modes d'organisation propres aux élites : constituent-elles finalement un seul groupe, dans les termes de C. Wright Mills, une élite de puissance, un establishment, et dans ceux de John Kenneth Galbraith, une tech-

139-140 (dirigeants politiques, bureaucratiques, des groupes d'intérêt et des communications) ; Arnold M. ROSE, op. cit., 189-264 ; Jean L'Homme, *Pouvoir et société économique*, Éditions Cujas, Paris, 1966. La question de savoir s'il faut compter les dirigeants des grands groupes d'intérêt au nombre des élites est complexe. Tout dépend de la nature du groupe d'intérêt, de ses relations avec les idéologies dominantes, de son prestige, de l'origine sociale des dirigeants, etc. Ainsi, range-t-on beaucoup moins fréquemment parmi les élites les dirigeants des unions ouvrières que les dirigeants des groupes d'affaires.

nostructure, ou, au contraire, se distribuent-elles en plusieurs groupes, en une polyarchie, comme le soutiennent les pluralistes, notamment Robert A. Dahl ? Les « pouvoirs » aux mains de ces élites s'agglutinent-ils en un seul pouvoir, comme le prétend Mills, ou, au contraire, se font-ils contrepoids, comme l'estiment John Kenneth Galbraith, Robert A. Dahl et autres ? Il nous semble que les hiérarchies dominantes sont assez peu nombreuses et ont entre elles suffisamment d'affinités pour entrer en collusion quand il y va de leur intérêt commun. Mais il nous apparaît également que, loin de toujours converger, les intérêts des diverses élites s'opposent souvent ou du moins demeurent distincts. Par ailleurs, outre des considérations de prudence qui en certaines circonstances peuvent restreindre les collusions, il existe divers freins institutionnels susceptibles de gêner l'ampleur ou la permanence de ces collusions. En d'autres termes, les diverses élites, tantôt agissent comme un seul tout, comme un seul bloc, et tantôt, au contraire, elles se révèlent multiples, antagonistes même. La théorie de l'élite de puissance et celle de la polyarchie ont chacune leur champ d'application et se complètent l'une l'autre. Ici comme ailleurs, les meilleures théories sont comme autant de canevas sur lesquels des pans de réel viennent s'appliquer sans qu'aucune d'entre elles ne puisse contenir le réel tout en entier : tout dépend de la nature des choses et des circonstances de temps et de lieu ⁴⁶⁶.

⁴⁶⁶ La littérature sur les « théories » des élites est surabondante. Citons C. Wright MILLS, op. cit. ; et, du même auteur, « The Structure of Power in American Society », *The British Journal of Sociology*, vol. 9, n° 1, 1958 ; Irving Louis HOROWITZ, *POWER, Politics and People. The Collected Essays of C Wright Mills*, Oxford University Press, New York, 1963 ; John PORTER, op. cit. ; Robert A. DAHL, *Who Governs ?* et, du même auteur, *A Preface to Democratic Theory*, The University of Chicago Press, 1956 ; John Kenneth GALBRAITH, *The New Industrial State*, Houghton Mifflin, Boston, 1967 et *Modern Capitalism. The Theory of Countervailing Power*, Houghton Mifflin, Boston, 1952 ; David RIESMAN, *The Lonely Crowd*, Yale University Press, 1950 ; William KORNHAUSER, « Power Elite or Veto Groups », dans M. S. LIPSET et Leo LOEWENTHAL, *Culture and Social Character*, The Free Press of Glencoe, 1961 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961 ; QUATRIÈME CONGRÈS MONDIAL DE SOCIOLOGIE, *les Élités politiques*, 1961 ; « Les élites politiques », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 3, 1955 ; Raymond ARON, « Social Structure and the Ruling Class », *The British Journal of Sociology*, vol. 1, 1950 ; François BOURRICAUD, *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Plon, Paris, 1961, 268-316 ; S. EHRlich, « Les groupes de pres-

Concernant les élites, on soulève un autre problème, également pertinent dans l'examen de l'influence. Existe-t-il une élite dominante, c'est-à-dire une strate supérieure d'un secteur d'activité particulier qui, par l'autorité, le prestige et le pouvoir dont elle dispose, en impose à toutes les autres catégories d'élites ? Les données du problème varient selon les régimes politiques : dans les sociétés socialistes de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. l'interrogation porte sur la capacité des cadres supérieurs du parti communiste et, à l'occasion, de l'armée de dominer les dirigeants politiques et d'orienter l'ensemble de la vie collective ; dans les sociétés libérales, l'attention se porte surtout sur la prédominance qu'exercerait l'élite économique (notamment les dirigeants des grandes entreprises) sur les dirigeants politiques et sur les activités culturelles et sociales majeures ⁴⁶⁷. L'idée de la su-

sion et la structure politique du capitalisme », *Revue française de science politique*, vol. 13, n° 1, 1963, 25-55 ; Richard ROSE, *Politics in England*, Little, Brown, Boston, 1964, 103-123 ; W. L. GUTTSMAN, op. cit. ; Donald C. BLAISDELL, *American Democracy under Pressure*, The Ronald Press, New York, 1957, 223 ; Cynthia Eagle RUSSETT, *The Concept of Equilibrium in American Social Thought*, Yale University Press, 1966 ; Robert PRESTHUS, op. cit., 8-32 ; Arnold M. ROSE, op. cit., 281-297, 483-491 ; Henry S. KARIEL, *The Decline of American Pluralism*, Stanford University Press, 1961, 138-178 ; Daniel BELL, *The End of ideology*, The Free Press of Glencoe, 1960, 43-67 ; Peter BACHRACH, *The Theory of Democratic Elitism. A critique*, Little, Brown, Boston, 1967 ; James H. MEISEL, *The Myth of the Ruling Class*, The University of Michigan Press, 1962 ; Robert E. AGGER, Daniel GOLDRICH et Bert E. SWANSON, *The Rulers and the Ruled*, John Wiley, New York, 1964, 37-68 ; Edward C. BANFIELD, *Political Influence*, The Free Press of Glencoe, 1962, 235-306 ; Kent M. JENNINGS, *Community Influentials*, The Free Press of Glencoe, 1964, 1-17 ; Suzanne KELLER, *Beyond the Ruling Class*, Random House, New York, 1963, 4-21 ; Andrew S. McFARLAND, *Power and Leadership in Pluralist Systems*, Stanford University Press, 1969 ; Robert ALEXROD, *Conflict of Interest. A Theory of Divergent Goals with Application to Politics*, Markham, Chicago, 1970 ; Geraint PARRY, *Political Elites*, George Allen and Unwin, London, 1970 ; Michael PARENTI, « Power and Pluralism : A View from the Bottom », *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 3, 1970, 501-530.

⁴⁶⁷ Robert L. HEILBRONER, « Rhetoric and Reality in the Struggle Between Business and the State », *Social Research*, vol. 35, n° 3, 1968, 401-425. Depuis quelque temps, aux États-Unis, on s'inquiète de la montée du « pouvoir » militaire et, plus particulièrement, de l'enclenchement des intérêts militaires et des intérêts industriels. Voir, notamment, Herbert L. SCHILLER et Joseph D. PHILIPPS, editors, *Super State. Readings in the Military-Industrial Complex*, The University of Illinois Press, 1970, Marc PILISUK et Thomas HAYDEN,

prématie de l'élite économique correspond à une conviction très ancienne tant en Europe qu'aux États-Unis. Cette idée a toutefois eu des échos particulièrement retentissants en ce dernier pays. Des expressions forgées dans les dernières décennies du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire durant l'« ère dorée », comme les « titans » de l'industrie, les « barons voleurs » (Robber Barons), les « gouvernants occultes », les « requins » de la finance, etc., ont encore cours aujourd'hui. Dans une société fondée sur l'argent, ceux qui possèdent l'argent - les financiers, les grands industriels, les investisseurs, les bailleurs de fonds de tout acabit - disposent en effet de moyens d'influence excessifs, trop souvent irrésistibles. La situation a cependant évolué par suite des contrôles extérieurs qu'on a finalement pu imposer aux activités des grandes entreprises et du renforcement des rouages politiques. Bien que la « grande corporation » contemporaine soit infiniment plus imposante que les « empires » économiques et financiers qu'avaient édifiés Andrew Carnegie, John Davidson Rockefeller, M. A. Rothschild et autres, le passage du laisser-faire au Welfare State a également marqué un accroissement considérable de la puissance politique. La légitimité des interventions gouvernementales sur les agissements des entreprises, longtemps refusée ou tenue pour suspecte, est aujourd'hui incontestée et s'appuie sur une opinion publique alerte. La montée du prestige des gouvernements, l'accroissement de leurs ressources financières, notamment par l'établissement d'impôts sur les revenus personnels et sur les gains des entreprises, qui les rend plus libres à l'égard des capitaux privés, et l'importance croissante de l'information, cette forme nouvelle du pouvoir dont les gouvernements possèdent une très large part, vont de pair avec l'affermissement de leur autorité.

Les interminables discussions sur les rapports entre l'élite économique et l'élite politique peuvent se ramener aux quelques propositions suivantes : dans l'ensemble des processus de décision politique dont la substance ne concerne pas ou n'affecte qu'à un faible degré le monde des affaires - et ils sont les plus nombreux et souvent de grande importance - la liberté d'action des agents politiques est entière, du moins vis-à-vis l'élite économique. Par contre, dans les processus de dé-

« Is there a Military-Industrial Complex which Prevents Peace ? Consensus and Countervailing Power in Pluralistic Societies, *Journal of Social Issues*, vol. 21, n° 3, 1965, 75-99. Dans William E. CONNOLLY, editor, *The Bias of Pluralism*, Atherton Press, New York, 1969, 123-158.

cision et les actions qui impliquent directement le monde des affaires, la situation est plus complexe. Dans de nombreuses situations, le monde des affaires est désuni. L'absence d'un front commun au sein de ce dernier affaiblit sa position : le gouvernement peut même faire jouer les uns contre les autres les secteurs différents du monde des affaires (par exemple, le secteur industriel contre le secteur financier, les secteurs protectionnistes contre ceux du libre-échange, etc.). Les gouvernements ont remporté de retentissantes victoires dans ces conditions - victoires qui ont ébranlé l'autorité et le prestige de l'élite économique. Dans d'autres situations, au contraire, l'ensemble du monde des affaires s'érige en bloc contre le gouvernement. Il s'en suit de durs affrontements, à l'issue desquels il se peut que le gouvernement ait cédé. Ce dernier est cependant loin d'être impuissant devant pareille levée de boucliers. Contre les « pouvoirs » économiques, il peut, non seulement opposer sa propre autorité, son prestige et ses ressources, mais encore prendre appui sur l'opinion et surtout se faire épauler par divers « pouvoirs » sociaux, notamment les ennemis naturels de l'élite économique que sont les unions ouvrières ⁴⁶⁸. L'ensemble de ces « pouvoirs » compensateurs, s'ajoutant à l'autorité de l'État, fait contrepoids aux énormes ressources que l'élite économique peut rassembler quand elle le juge nécessaire.

Dans la mesure où l'élite économique domine et humilie l'élite politique, c'est avant tout à l'investissement illégitime de l'État par les intérêts économiques qu'il faut l'attribuer. Et c'est la faiblesse, la veulerie, la corruption des dirigeants politiques, bien plus que le pouvoir de l'argent ou tout autre facteur, qui rend véritablement compte de cette situation scandaleuse. Les remèdes à cet état de choses résident tout autant, sinon davantage, dans la réforme des rouages politiques que dans le contrôle du comportement des hommes ⁴⁶⁹.

⁴⁶⁸ On perçoit ici l'une des nombreuses tâches utiles que les groupes d'intérêt peuvent remplir pour le système politique : faire contrepoids aux élites économiques.

⁴⁶⁹ Sur cette question, outre les ouvrages cités dans la note 26, voir Lewis J. EDINGER, editor, *Political Leadership in Industrialized Societies*, John Wiley, New York, 1967 ; Piet THOENES, *The Elite in the Welfare State*, edited by J. BANKS, Faber and Faber, London, 1966 ; Joseph A. SCHLESINGER, *Ambition and Politics : Political Careers in The United States*, Rand McNally, Chicago, 1966, Donald R. MATTHEWS, *U.S. Senators and their World*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1960, James David BARBER, *The Lawmakers. Recruitment and Adaptation to Legislative Life*,

Yale University Press, New Haven, 1965 ; Erwin G. HARGROVE, *Presidential Leadership. Personality and Political Style*, Macmillan, New York, 1966 ; Dwaine MARVICK, editor, *Political Decision Makers. Recruitment and Performance*, The Free Press of Glencoe, 1961 ; Robert S. GETZ, *Congressional Ethics : The Conflict of Interest Issue*. D. Van Nostrand, Princeton, New Jersey, 1966 ; Charles S. HYNEMANN, « Who Makes Our Laws », dans John C. WAHLKE et Heinz EULAU, *Legislative Behavior*, The Free Press of Glencoe, 1959, 254-265 ; C. L. GILB, *Hidden Hierarchies. The Profession and the Government*, Harper and Row, New York, 1966 ; William C. MITCHELL, *The American Polity*, The Free Press of Glencoe, 1962 ; Dean MANN, « The Selection of Federal Top Executives », *The American Political Science Review*, vol. 58, n° 1, 1958, 81-99 ; Reinhard BENDIX, *Higher Civil Servants in American Society*, University of Colorado Press, Boulder, 1940 ; Stéphane BERNARD, *les Attitudes politiques en démocratie*, Université Libre de Bruxelles, 1968, 226-262 ; *Revue internationale des sciences sociales*, la Profession parlementaire, vol. 13, n° 4, 1961 (tout le numéro) ; Jean LHOMME, *la Grande Bourgeoisie au pouvoir, 1830-1880*, Presses universitaires de France, Paris, 1960 ; et, du même auteur, *Pouvoir et société économique* ; A. GROS et Michèle AUMONT, *la Reconstruction du citoyen*, Fayard, Paris, 1964 ; Bernard GOURNAY, « Un groupe dirigeant de la société française : les grands fonctionnaires », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 2, 1964 ; Jean-Luc CHALUMEAU, *les Relations publiques de l'État*, Deder, Paris, 1964 ; Jean MEYNAUD, *la Technocratie. Mythe ou réalité*, Payot, Paris, 1964 ; Raymond BOISDÉ, *Technocratie et démocratie*, Plon, Paris, 1964 ; W. H. G. ARMYTAGE, *The Rise of the Technocrats*, Routledge and Kegan Paul, London, 1965 ; Henry ELSNER Jr., *The Technocrats. Prophets of Automation*, Syracuse University Press, 1967 ; W. L. GUTTSMAN, op. cit. ; Philip W. BUCK, *Amateurs and Professionals in British Politics, 1918-1958*, The University of Chicago Press, 1963 ; Austin RANNEY, *Pathways to Parliament. Candidates Selection in Britain*, University of Wisconsin Press, Madison, 1965 ; Anthony BARKER et Michael RUSH, *The British Member of Parliament and his Information*, University of Toronto Press, 1970 ; Richard ROSE, op. cit. ; William KORNHAUSER, *The Politics of Mass Society*, The Free Press of Glencoe, 1959, 177-226 ; Léo HAMON, « La latitude d'action des catégories dirigeantes. Réalité et limites », *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 3, 1964, 429-459 ; Charles M. BONJEAN, « Community Leadership : A Case Study and Conceptual Requirement », *American Journal of Sociology*, vol. 68, n° 6, 1963 ; Robert O. SCHULTZE, « The Role of Economic Dominants in Community Power Structure », *American Sociological Review*, vol. 23, 1958 ; NICOS POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*, François Maspero, Paris, 1970.

2. Groupes d'intérêt et influence

[Retour à la table des matières](#)

Les spécialistes sont unanimes à concéder qu'on n'est pas encore parvenu à établir de façon précise l'influence réelle que les groupes d'intérêt exercent sur le processus politique. Jusqu'ici, cette question centrale n'a d'ailleurs pas fait l'objet d'une interrogation méthodique. Ceux qui ont tenté de le faire sont unanimes à reconnaître les difficultés énormes que soulève ce problème ⁴⁷⁰. Une façon courante de procéder parmi ceux qui s'efforcent d'établir l'influence des groupes d'intérêt, consiste à mettre en rapport les demandes originelles formulées par les groupes d'intérêt, d'une part, et les décisions ou actions politiques, d'autre part. En d'autres termes, dans quelle mesure l'activité médiatrice des groupes d'intérêt se

⁴⁷⁰ Voir, notamment, Samuel J. ELDERSVELD, « American Interest Groups : A Survey of Research and Some Implications for Theory and Method », dans Henry W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, University of Pittsburgh Press, 1958, 173-196 ; Donald C. BLAISDELL, *American Democracy Under Pressure*, The Ronald Press Co., New York, 1957, 11 ; Dayton David McKEAN, *Party and Pressure Politics*, Houghton Mifflin, Boston, 1949, 430-431 ; William J. CROTTY, « Political Parties Research », dans Michael HAAS et Henry S. KARIEL, editors, *Approaches to the Study of Political Science*, Chandler, Scranton, Penn., 1970, 267-322. La contribution de quelques-uns à la clarification de ce problème est toutefois remarquable et mérite d'être soulignée, notamment celle de Stéphane BERNARD, *les Attitudes politiques en démocratie* ; Robert H. SALISBURY, « An Exchange Theory of Interest Groups », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32 ; Theodore J. Lowi, op. cit. ; du même auteur, « The Public Philosophy : Interest-Group Liberalism », *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 1, 1964, 5-24, dans William E. CONNOLLY, editor, *The Bias of Pluralism*, Atherton Press, New York, 1969, 81-122. Pour une énumération de dix « hypothèses » tirées d'auteurs différents, voir Joseph LAPALOMBARA, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton University Press, 1964, 22-23. Les jugements varient beaucoup selon les auteurs. Les uns disent des groupes d'intérêt qu'ils représentent une « puissance irrésistible » ou un « gouvernement invisible » : ils « font les lois », « assiègent » ou même « occupent » et « investissent » le gouvernement ; ils sont « le véritable gouvernement ». D'autres, au contraire, opinent qu'ils ne reçoivent que peu d'audience de la part des agents politiques, que leur influence est négligeable ou même nulle.

traduit-elle par des actions et décisions politiques conformes à la nature de la médiation ? Si les agents politiques accèdent aux demandes des groupes au cours du processus, ces derniers sont censés avoir été influents ; s'ils résistent, les groupes sont considérés comme ayant été non influents. Or, cette méthode, si elle est la seule qui permet une analyse rigoureuse, se restreint à l'examen de cas particuliers d'où il est difficile de tirer des généralisations. Elle requiert des opérations longues et fastidieuses, puisqu'elle exige un examen approfondi de chaque aspect ou moment du processus de décision considéré. Enfin, bien des facteurs autres que l'influence peuvent rendre compte de la concordance finale des demandes des groupes et des décisions politiques. Bien peu nombreuses les études selon cette méthode qui ont été menées de façon convenable et qui ont abouti à des résultats probants ⁴⁷¹.

⁴⁷¹ Pour des études types selon cette méthode, voir Stephen K. BAILEY, *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*, Columbia University Press, 1950 ; Léon DION, *le Bill 60 et la société québécoise*, HMH, Montréal, 1967 ; John H. BUNZEL et Eugene C. LEE, « The California Delegation of 1960 », dans Edwin A. BOCK et Alan K. CAMPBELL, editors, op. cit., Prentice-Hall, 1962, 133-134 ; Theodore J. LOWI, « U.S. Bases in Spain » dans *ibid.*, 265-300 ; Edith T. CARPER, « The Defense Appropriation Rider », dans *ibid.*, 47-81 ; Edith T. CARPER, « Lobbying and the Natural Gas Bill », dans *ibid.*, 175-222 ; Wallace CARROLL, « The Steel Price crisis of 1962 », *The New York Times*, April 23, 1962, dans Raymond E. WOLFINGER, editor, *Readings in American Political Behavior*, Prentice-Hall, 1966, 123-138 ; Samuel A. LAWRENCE, « The Battery Additive Controversy », dans *ibid.*, 325-368 ; Alan F. WESTIN, « The Miracle Case : The Supreme Court and the Movies », dans *ibid.*, 83-131 ; Robert A. DAHL, « Atomic Energy and the Democratic Process », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 290, 1953, 1-6 ; Don F. HADWIGER et Ross B. TALBOT, *Pressures and Protest : The Kennedy Farm Program and the Wheat Referendum of 1963*, Chandler, Don Mills, 1965 ; Robert J. MORGAN, « Pressure Politics and Resources Administration », *Journal of Politics*, vol. 18, n° 1, 1956, 39-60. Dans H. R. MAHOOD, editor, *Pressure Groups in American Politics*, Charles Scribner's, New York, 1967, 245-267 ; Fred W. RIGGS, *Pressures on Congress. A Study of the repeal of Chinese exclusion*, King's Crown Press, Columbia University Press, New York, 1950 ; Daniel BERMAN, *A Bill Becomes a Law. Congress Enacts a Civil Right Legislation*, Macmillan, New York, 1966 ; H. B. WESTERFIELD, *Foreign Policy and Party Politics : Pearl Harbor to Korea*, Yale University Press, New Haven, 1955 ; Arthur J. WILLCOCKS, *The Creation of the National Health Service, A Study of Pressure Groups and a Major Social Policy*

Dans le présent ouvrage, nous avons à plusieurs reprises abordé la question de l'influence des groupes d'intérêt et proposé des éléments de réponse. Nous allons tenter d'en reprendre les principaux points et de formuler des propositions d'ensemble. L'influence des groupes d'intérêt est fonction, en premier lieu, du poids des groupes d'intérêt eux-mêmes ; en second lieu, des contrepoids à leur activité, notamment ceux émanant de divers points du système politique (caractères des activités politiques, nature de la structure politique et plus particulièrement de la structure décisionnelle, dispositions des agents politiques, etc.) ; et, en troisième lieu, des modes de rapports qui s'établissent entre les groupes d'intérêt et le système politique. Et, dans le cours de cet examen, nous devons garder à l'esprit notre proposition centrale selon laquelle les groupes d'intérêt sont des mécanismes d'interactions du système social et du système politique. C'est, en effet, cette fonction essentielle qui détermine leur utilité pour le système politique et, finalement, la nature de leur influence.

a) Le poids des groupes d'intérêt. - Nous avons déjà, à plusieurs reprises, fourni des données relatives à l'autorité, au prestige et au pouvoir des groupes d'intérêt. Ces derniers, on le sait, sont bien inégalement pourvus par rapport à chacune de ces trois mesures de l'influence et ils n'utilisent pas avec un égal brio leurs avantages. Les conditions varient en outre selon les circonstances. Seules des études de cas sont susceptibles de nous éclairer sur ces points. Il est cependant certains jugements d'ensemble qu'il convient de formuler.

Longtemps tenus comme intrinsèquement mauvais, les groupes d'intérêt sont aujourd'hui de plus en plus reconnus comme des participants légitimes du processus politique. De nombreux sondages, surtout américains, concordent sur ces points : les groupes se perçoivent eux-mêmes comme légitimes et, pour l'ensemble, ils perçoivent les autres groupes comme également légitimes ⁴⁷². Une certaine fraction du grand public, pouvant s'élever à 20 pour cent, se disent adversaires

Decision, Routledge and Kegan Paul, London, The Humanities Press, New York, 1967 ; Calvin B. T. LEE, *One man, one vote*, Charles Scribner's Sons, New York, 1967 ; Michael AMRINE, *The Great Decision. The Secret History of the Atomic Bomb*, Putnam's, New York, 1959.

⁴⁷² Les grandes exceptions sont les groupes d'affaires et les unions ouvrières qui nourrissent une grande suspicion mutuelle.

des groupes d'intérêt ; d'autres, 10 pour cent environ, n'ont pas d'opinion ferme sur le sujet. Mais la majorité reconnaît volontiers l'autorité des groupes d'intérêt et leur concède du prestige, du moins quand ceux-ci se bornent à leur secteur d'activité. On nourrit généralement envers les dirigeants des grands groupes, sauf envers les chefs ouvriers qui n'inspirent guère confiance, les mêmes sentiments d'estime et de respect qu'on témoigne à l'endroit de ceux qui occupent le sommet des diverses hiérarchies. Dans leur grande majorité, les agents politiques - législateurs, fonctionnaires, ministres - reconnaissent la légitimité des groupes d'intérêt et se disent prêts à traiter avec eux sous certaines conditions. Conscients toutefois des jugements défavorables assez souvent portés à leur endroit encore aujourd'hui, les groupes d'intérêt s'efforcent, par l'assainissement de leurs méthodes d'action et le recours aux relations publiques, d'améliorer leur image ⁴⁷³.

La reconnaissance, qui semble de plus en plus répandue dans le grand public aussi bien que chez les agents politiques, de la légitimité des groupes d'intérêt tient à trois raisons principales : leur caractère représentatif de secteurs donnés d'activité et de fractions de la population ; leur utilité pour le système politique et, finalement, l'importance même de leur pouvoir. Nous avons déjà fait abondam-

⁴⁷³ Voir à ce sujet Norman John POWELL, *Anatomy of Public Opinion*, Prentice-Hall, 1951, 200-204 ; Harmon ZEIGLER, *Interest Groups in American Society*, Prentice-Hall, 1964, 32-40 ; Arnold M. ROSE, *The Power Structure*, 109-115, 167-180, 298-355 ; John C. WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN et Leroy C. FERGUSON, *The Legislative System*, John Wiley, New York, 311-343 ; Avery LEISERSON, « Organized Labor as a Pressure Group », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 108-117. Dans Henry A. TURNER, *Politics in the United States*, McGraw-Hill, New York, 1955, 128-135 ; James L. McDEVITT, « The Role of the AFL in Politics », dans *ibid.*, 135-138 ; Oliver GARCEAU et Corinne SILVERMAN, « A Pressure Group and the Pressured : A Case Report », *The American Political Science Review*, vol. 48, n° 3, 1954, 672-691 ; C. L. GILB, *op. cit.*, 143-150 ; Abraham HOLTZMAN, *Interest Groups and Lobbying*, Macmillan, New York, 1966, 10-23, 33-36, Andrew M. SCOTT et Margaret A. HUNT, *Congress and Lobbies. Image and Reality*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1965, 11-19, 32-37 ; V.O. KEY Jr., *Public Opinion and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1961, 508-518.

ment état de chacun de ces traits. De brèves considérations sur les ressources sont toutefois encore de mise ⁴⁷⁴.

Les groupes se reconnaissent eux-mêmes compétents à des degrés divers et attribuent aux autres groupes plus ou moins de compétence ⁴⁷⁵. De même, le grand public et les agents politiques tendent à prêter aux groupes un certain degré d'efficacité : sur ce point, toutefois, les vues varient énormément, notamment selon qu'on est en principe favorable ou non aux groupes d'intérêt. Ce sont les groupes d'affaires qui, selon le consensus général, et notamment dans l'esprit des membres d'unions ouvrières, sont jugés les plus puissants. Les vues concernant les unions ouvrières elles-mêmes varient beaucoup, les uns leur prêtant un pouvoir énorme - généralement indu -, les autres, au contraire, les estimant peu puissantes. Le fait que les dirigeants des grands groupes d'intérêt soient souvent perçus comme membres des élites et, par conséquent, capables d'avoir des contacts personnels directs - c'est-à-dire qui n'empruntent pas les rouages réguliers des mécanismes d'interactions - avec les agents politiques, contribue à maintenir la réputation de puissance des grands groupes, même si l'on estime par ailleurs que les grands groupes - dits potentiels - disposent de beaucoup moins de puissance intrinsèque que certains petits groupes homogènes et aguerris ⁴⁷⁶.

Le pouvoir des groupes d'intérêt dépend du degré selon lequel ils utilisent leurs ressources pour se donner une organisation propre à mobiliser en leur faveur les groupes sociaux, les mécanismes d'interactions auxquels ils doivent tenter

⁴⁷⁴ Pour un exposé détaillé sur les ressources des groupes d'intérêt, voir notre chapitre sur les moyens d'action.

⁴⁷⁵ Pour des références à ce sujet, voir la note 33. [Dans cette édition numérique, référer à la note 1 de la page précédente. JMT]

⁴⁷⁶ Quelle que soit par ailleurs leur capacité réelle de mettre en oeuvre leurs ressources, par leur taille imputée, l'argent et les informations dont ils sont réputés disposer, les grands groupes font souvent une bien plus grande impression que ce ne serait le cas si leur aptitude véritable à s'engager dans l'action collective - qui est souvent faible comme Mancur Olson l'a bien montré - était mieux connue. Par ailleurs, on craint les petits groupes parce que l'enthousiasme et parfois le fanatisme parmi les membres leur permettent de s'engager dans des modes d'action radicaux. Il est cependant excessif de conclure de là, comme le fait E. E. SCHATTSCHEIDER, que « la politique de pression est essentiellement une politique de petits groupes ». Dans *The Semi-Sovereign People*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960, 35.

d'obtenir des accès faciles de même que des collaborations loyales, et, enfin, le système politique dont ils doivent se mériter la confiance des agents ⁴⁷⁷. Les groupes qui mettent en oeuvre les stratégies requises à ces fins dans les enjeux qui suscitent leurs interventions sont dans les faits les plus puissants, quelle que soit par ailleurs leur puissance présumée ou virtuelle. Bien entendu, les conditions varient beaucoup selon qu'il s'agit de groupes en accord ou en opposition avec les idéologies dominantes, c'est-à-dire de groupes intégratifs ou de groupes divisifs. La puissance des premiers est d'autant plus grande que leurs stratégies leur réconcilient les agents sociaux et politiques tandis que celle des seconds est susceptible de s'accroître à mesure qu'ils intensifient les signes de leur désaccord ⁴⁷⁸.

b) Les contrepoids aux groupes d'intérêt. - On ne saurait faire état du poids des groupes d'intérêt sans en même temps évoquer les forces qui leur font contrepoids. Certains de ces contrepoids émanent des groupes eux-mêmes et sont dus au non-usage de leurs ressources, au manque de support qu'ils reçoivent de la part de leurs membres, à l'absence d'unité interne, à l'hétérogénéité ou à l'incohérence des intérêts qui se trouvent représentés dans un même groupe (par exemple, au sein des groupes d'affaires ou des groupes ouvriers) et, enfin, aux divergences qui op-

⁴⁷⁷ Stephen Kemp BAILEY, op. cit. ; Alan K. McADAMS, *Power and Politics in Labor Legislation*, Columbia University Press, New York, 1964 ; Harmon ZEIGLER, *The Politics of Small Business*, Public Affairs Press, Washington D. C., 1961 ; J. W. LAPIERRE, « Pour une théorie dynamique des changements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 1, 1961, 118-137 ; Talcott PARSONS, « The Political Aspect of Social Structure and Process », dans David EASTON, editor, *Varieties of Political Theory*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 71-112 ; Henry W. EHRMANN, « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 541-569 ; Robert J. MORGAN, « Pressure Politics and Resources Administration », *Journal of Politics*, vol. 18, n° 1, 1956, 39-60. Dans H. R. MAHOOD, editor, *Pressure Groups in American Politics*, Charles Scribner's, New York, 1967, 244-267 ; Wesley C. CLARK, « Public Administration and Private Interest », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 279, 1962 ; Joseph LAPALOMBARA, op. cit., 349-393 ; Stan EHRlich, « Les « groupes de pression » et la structure politique du capitalisme », *Revue française de science politique*, vol. 13, n° 1, 1963, 25-44.

⁴⁷⁸ Voir Stéphane BERNARD, op. cit., 226-243.

posent les divers groupes d'intérêt, les empêchent de présenter un front commun même quand ils y auraient avantage et souvent les liguent les uns contre les autres.

D'autres contrepoids, liés aux structures sociales, tiennent à ce que les groupes d'intérêt recouvrent une aire de réalité sociale qui ne correspond pas toujours aux découpages des structures (aux classes sociales et autres types de stratification) et que les groupes sociaux réels, au nom desquels ils s'expriment, ne se reconnaissent pas toujours en eux.

D'autres contrepoids, encore, viennent des difficultés que les groupes d'intérêt rencontrent à se faire reconnaître comme des partenaires égaux ou même valables par les autres mécanismes d'interactions, notamment les partis.

Sans aucun doute toutefois, les contrepoids, sinon toujours les plus puissants, du moins ceux dont l'action est généralement le plus visible, viennent du système politique lui-même. Aux yeux de plusieurs, les agents politiques ne sont que des « marionnettes » aux mains des groupes d'intérêt, du moins de certains d'entre eux, plus particulièrement des groupes d'affaires. Si on peut citer des cas où des groupes d'intérêt, par leurs agissements, ont fait trembler et reculer les agents politiques, on s'entend de plus en plus pour reconnaître que, loin d'être de simples registres des pressions exercées sur eux de l'extérieur, députés, fonctionnaires et ministres constituent des agents créateurs de la société au même titre et bien davantage que les groupes d'intérêt ⁴⁷⁹. L'évolution récente des conditions paraît d'ailleurs accentuer le rôle actif des agents politiques comme coordonnateurs et ordonnateurs de la société. Non seulement ont-ils des idées qui leur sont propres mais encore, beaucoup plus que les groupes d'intérêt, ils ont les moyens de les faire valoir. On l'a vu, la majorité des inputs politiques sont en réalité des *within-puts*, c'est-à-dire représentent des demandes et des soutiens émanant des agents politiques eux-mêmes, auxquels les agents sociaux se contentent de réagir.

⁴⁷⁹ R. Joseph MONSEN et Mark W. CANNON, *The Makers of Public Policy. American Power Groups and their Idéologies*, McGraw-Hill, New York, 1965, 5-17, Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis Anthony DEXTER, op. cit., 483-490 ; Lester W. MILBRATH, *The Washington Lobbyists*, Rand McNally, Chicago, 1963, 192-196, 286-294 ; Arnold M. ROSE, op. cit., 381.

Les systèmes politiques dans les régimes libéraux contemporains tendent à reconnaître le droit des groupes d'intérêt à intervenir dans l'action politique et auprès des agents politiques eux-mêmes. S'il arrive à ces derniers de tenter de se dérober au choc de leur action, il est bien plus fréquent de les voir consentir à le subir volontairement, quitte par la suite à le contrer, à l'absorber d'une manière ou de l'autre ou à y céder. Peut-on parier de vainqueur et de vaincu à la suite de ces contacts qui prennent parfois l'allure de véritables affrontements ? Une réponse précise à cette question requiert l'examen de cas particuliers et ne peut dès lors revêtir une valeur d'ensemble. Quand tous les grands groupes d'intérêt parviennent à se liguer contre les responsables politiques et recourent à des moyens divisifs supérieurs, ils ont la possibilité de faire tomber les régimes politiques. Pareille éventualité est extrêmement rare, les grands groupes d'intérêt étant d'ordinaire désunis et se bornant à des manifestations banales. Ce sont généralement de petits groupes compacts et fanatisés qui sont l'élément propulsif des changements radicaux.

Dans le cours ordinaire des choses, les grands groupes divergent entre eux et les agents politiques peuvent aisément leur résister. Mais ils ne le veulent pas toujours, ou parce qu'ils reconnaissent le bienfondé des demandes des groupes, ou parce que, pour une raison ou pour une autre, ils se montrent indûment faibles à leur endroit. Très souvent d'ailleurs, les agents politiques ne sont pas eux-mêmes d'accord entre eux. Plusieurs qualifient même de lobbies certains rouages politiques, notamment au sein de l'administration. Dans ces cas, nombreux, des agents politiques, afin d'avoir gain de cause sur les agents politiques auxquels ils s'opposent, n'hésitent pas à s'appuyer sur les groupes d'intérêt de façon à renforcer leur propre position. Les groupes d'intérêt, pour leur part, s'efforcent de tirer profit d'une situation qui ne leur permet sans doute pas de rendre « captif » le système politique entier mais qui leur procure au moins la possibilité de dominer, en permanence ou de façon provisoire, un fragment du système. La force des groupes d'intérêt provient de la sorte souvent de la faiblesse même des agents du système politique. Dans le cas où l'on peut parler d'« intrusion » ou d'« influence indue » de la part de groupes d'intérêt, cette situation découle fréquemment bien davantage de la division parmi les agents politiques et de la lassitude parmi ces derniers devant les interminables revendications des groupes d'intérêt que de la puissance des groupes d'intérêt eux-mêmes. Les agents politiques sont soumis à toutes les

vicissitudes humaines. Mais l'autorité, le prestige et le pouvoir dont ils disposent sont tels que, dans des conditions normales, ils ne peuvent pas tous en même temps succomber devant les groupes et, s'il leur arrive de subir pareille humiliation, cette condition ne peut durer longtemps ⁴⁸⁰.

c) Interaction et influence. - L'étude de l'influence fait obligatoirement surgir les idées de pression et de résistance, de poids et de contrepoids, et il s'impose de soulever ces aspects bien tangibles de la réalité. Nous estimons toutefois que, quand il s'agit d'évaluer la nature des rapports entre les groupes d'intérêt et les agents politiques, cette façon de voir ne nous livre qu'une partie, et peut-être même la partie non essentielle, du réel.

Pour parvenir à une conception juste de l'influence des groupes d'intérêt, il s'impose de la replacer dans l'ensemble du contexte où elle s'exerce. Certains, à l'instar de Theodore J. Lowi, estiment que les groupes d'intérêt constituent un « niveau de pouvoir moyen ⁴⁸¹ ». Nous faisons volontiers nôtre ce point de vue qui correspond parfaitement à notre propre conception des groupes d'intérêt en tant que mécanismes d'interactions systémiques. La tâche principale des groupes d'intérêt, selon notre optique, consiste en effet à effectuer la médiation entre les

⁴⁸⁰ Grant MCCONNELL, *Private Power and American Democracy*, Alfred A. Knopf, New York, 1967, 336-368 ; Henry S. KARIEL, *The Decline of American Pluralism*, Stanford University Press, 1961, 180-187 ; Donald C. BLAISDELL, op. cit., 184-190 ; Jean MEYNAUD, *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Librairie Armand Colin, Paris, 1962, 142-148 ; Henry W. EHRMANN, « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales », op. cit., 568 ; H. J. SPIRO, *Government by Constitution*, Random House, New York, 1959, 340 ; J. Leiper FREEMAN, « The Bureaucracy in Pressure Politics », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 10-19 ; Stéphane BERNARD, op. cit., 245-268.

⁴⁸¹ Theodore J. Lowi, Recension du livre de Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL et Lewis A. DEXTER, *American Business and Public Policy. The Politics of Foreign Trade*, Atherton Press, New York, 1963, dans *World Politics*, vol. 16, 1964, 677-715. On retrouve le même point de vue chez C. Wright Mills quand il dit que les groupes d'intérêt constituent le mode d'organisation propre aux classes moyennes.

différents niveaux ou activités systémiques, y compris bien entendu entre les niveaux inférieurs et supérieurs d'influence ⁴⁸².

Dans les régimes libéraux tout au moins, le système politique est sensible à la règle de majorité, de quelque façon qu'elle se manifeste. Les agents politiques peuvent bien tenter de s'y dérober et ils réussissent assez souvent à y parvenir. Mais ils ne peuvent la renier ouvertement, et ils doivent en fin de compte s'y soumettre. Il s'impose de tenir compte de cette condition pour apprécier le partage de l'influence politique entre les divers niveaux de la hiérarchie sociale. Le jeu de la règle de majorité, non seulement freine l'influence des élites, mais encore impose à ces dernières l'obligation de légitimer leur action de diverses manières, notamment en cherchant le support des groupes d'intérêt. Le fait que nombre de dirigeants de groupes d'intérêt soient perçus comme membres des élites crée des liens organiques entre les deux niveaux d'influence et facilite les interactions. De la même manière, le jeu de la règle de majorité oblige les dirigeants des groupes d'intérêt à accroître le plus possible la taille de l'association, à y maintenir une vie démocratique la plus vigoureuse possible et à rechercher le soutien des simples membres de même que, fréquemment, du grand public.

Les groupes d'intérêt ne sont pas la seule force politique, ni même nécessairement la plus importante. Les facteurs qui déterminent les décisions et les actions du système politique sont nombreux : l'action des structures sociales (groupes sociaux, classes, etc.) sur l'ensemble du processus socio-politique, soit directement (par leur impact sur la démographie, la culture, etc.), soit indirectement (par le biais des groupes d'intérêt, des partis, etc.) ; l'action des autres mécanismes d'in-

⁴⁸² C'est sur ce point que notre façon de voir diffère de celle de Mills. En effet, ce dernier estime qu'il n'existe aucun lien organique entre ce « niveau moyen » et les « niveaux supérieurs » de pouvoir, le passage de celui-là à ceux-ci impliquant une brisure radicale dans le circuit de l'influence. (Dans Irving Louis HOROWITZ, op. cit., 33-35.) Lowi partage apparemment ce point de vue quand il estime que l'influence des groupes d'intérêt ne s'étend qu'aux décisions de nature distributrice et régulatrice et non à celles qui sont de nature redistributrice (c'est-à-dire portant sur les principes mêmes qui guident la distribution des biens et des services et impliquant de grands ensembles, tels que les classes sociales) et qui seraient du ressort des seules élites. Nous nous faisons une tout autre conception du circuit et du flux de l'influence dans une société libérale. C'est principalement la capacité d'action propre que nous accordons au système politique qui fait la différence.

teractions (les partis, les conseils consultatifs, les media de communication) qui oblige fréquemment les groupes d'intérêt à rechercher leur collaboration et, à cette fin, à modifier leur position originelle ; l'action des élites (action cruciale parce qu'elle s'accomplit en dehors des circuits réguliers d'interactions et qu'elle se déroule dans le secret de conciliabules entre dirigeants) qui contraint les groupes d'intérêt à s'engager dans le double jeu de l'élitisme (afin d'avoir directement accès, par le truchement de leurs dirigeants, aux « plus hauts centres de décision ») et de la démocratie (dans le but de pouvoir opposer le peuple aux élites chaque fois que ce procédé peut être utile) ; l'action, enfin, des agents politiques, qui sont des acteurs de toute première importance dans les décisions et les actions politiques, et que les groupes d'intérêt, pour exercer une influence, doivent ou se concilier ou réduire à l'impuissance.

Concevoir l'influence comme une poussée unidirectionnelle, ou même l'examiner exclusivement à travers le couple pression-résistance, c'est s'exposer à ne démontrer que la mécanique de l'influence alors qu'il est bien plus profitable d'en examiner la dynamique. L'influence, en effet, c'est le terme, sinon la raison d'être, des interactions multiples des individus et des groupes au sein d'une société. En réalité, l'examen de l'influence dévoile d'excellente façon le caractère dialectique des interactions systémiques : les agents politiques, bien sûr, perçoivent souvent les demandes des groupes d'intérêt comme des tentatives d'obstruction et d'opposition à leur action. Et ils sont tout naturellement enclins à s'y opposer. Mais ces rapports conflictuels, en général banaux, ne révèlent pas toute la riche substance des interactions. Au-delà des conflits, en effet, il y a l'enrichissement mutuel émanant des prises de position opposées : de leur côté, les groupes d'intérêt renseignent les agents sociaux sur les possibilités et les volontés des agents politiques tandis que, pour leur part, ces derniers modifient le cours de leur action conformément aux renseignements obtenus des groupes d'intérêt. Du point de vue de la dynamique systémique, la vocation des mécanismes d'interactions consiste précisément à faire émerger les oppositions entre agents sociaux et agents politiques afin de permettre les réconciliations, qui trouvent leur expression achevée dans les décisions et les actions politiques.

Transparaît ici le rôle clé des groupes d'intérêt : formuler les demandes politiques d'une manière conforme aux besoins et aux aspirations des individus et des groupes et tenter de convaincre les agents politiques de les endosser. Transparaît

également le rôle primordial des agents politiques : formuler les compromis, proposer les idées neuves susceptibles de rallier les opposants et créer un certain consensus à l'égard des décisions et des actions politiques. Et de même que l'action des groupes d'intérêt ne consiste pas seulement à s'opposer aux projets des agents politiques mais également à appuyer des projets politiques, souvent à l'encontre de groupes d'intérêt adversaires, de même celle des agents politiques ne se ramène pas à résister aux demandes des groupes d'intérêt mais consiste aussi bien à faire le tri parmi ces demandes, à se laisser convaincre du bien-fondé de certaines d'entre elles, à tirer profit du support de certains groupes pour contrer les efforts d'autres groupes et à formuler les compromis ou encore à énoncer de nouvelles idées. Et dans tout ce processus, groupes d'intérêt et agents politiques sont interdépendants ⁴⁸³. Plutôt que de considérer la concordance - cet aboutissement éminemment souhaitable du processus politique - entre les inputs politiques (demandes de groupes) et les outputs politiques (décisions des agents politiques) comme signifiant inmanquablement la victoire des uns et la défaite des autres, il est beaucoup plus utile de la concevoir comme la résultante de négociations au cours desquelles les parties ont fait connaître leurs points de vue, proposé des compromis, fait des concessions pour finalement parvenir à un consensus. Qu'en même temps, dans le cours de ces délibérations, les uns se soient davantage éloignés de leurs positions originelles que les autres et que certains aient contribué plus que d'autres aux échanges, cela est tout naturel et bien prévisible. Et c'est précisément cela que doit établir celui qui est à la recherche de l'influence.

Nous avons à plusieurs reprises dans cet ouvrage soulevé le problème des inégalités criantes que les dispositions intellectuelles et affectives personnelles, de même que le jeu des structures dans les sociétés libérales, créent entre les individus. Ces inégalités ne nous ont toutefois jamais paru aussi manifestes que lors de

⁴⁸³ L'action des groupes d'intérêt se révèle de la sorte fondamentalement intégrative. Même les oppositions les plus fermes ont finalement pour objet de faire émerger - peut-être bien entendu avec une conscience faussée ou une connaissance fautive des exigences de la situation - les meilleures décisions possibles. Il n'en reste pas moins qu'un grand nombre de demandes deviennent finalement divisives et tendent à détraquer les rouages du système politique. Cela tient en partie à des défauts dans les mécanismes qui ont pour tâche d'arbitrer le jeu des interactions. Il s'impose d'aviser aux moyens de réparer ces mécanismes.

l'examen de l'influence. Un fossé sépare la masse des individus et les élites dans les divers secteurs d'activité. La démocratisation des sociétés ayant rendu désuet le paternalisme de naguère, on a peine à trouver des ponts qui relieraient ces deux catégories extrêmes. L'acte sublime, mais élémentaire, du vote étant exclu, la voie de l'influence dans l'action politique emprunte obligatoirement, pour la grande majorité des individus, le canal des associations volontaires. Ce n'est que par le truchement des associations volontaires, en effet, que la masse des individus peut espérer voir les groupes d'intérêt, les partis, les élites elles-mêmes faire écho à leurs besoins et à leurs aspirations et les agents politiques répondre favorablement à leurs prières.

Malheureusement, nous l'avons vu, une fraction considérable, sinon la majorité, des individus n'appartiennent même pas à une seule association, Et la plupart ne participent pas à la vie des associations dont ils sont membres. Par ailleurs, rares sont les associations qui poursuivent des objectifs politiques de façon suivie et qui se dotent des rouages requis pour leur permettre d'agir en qualité de groupes d'intérêt. Et parmi ces derniers, un tout petit nombre seulement s'occupent d'enjeux importants, possèdent des ressources en qualité et quantité adéquates et savent les employer à bon escient.

Ce n'est pas en brisant les grands groupes d'intérêt qu'on parviendra à réduire ces inégalités entre les individus. Ces inégalités tiennent au jeu des structures sociales fondamentales : ce sont ces dernières qu'il faut corriger pour faire accéder la masse des individus à un monde plus équitable. En détruisant les grands groupes d'intérêt, on ne ferait qu'abolir des structures d'influence intermédiaires et on amplifierait encore la dépendance des masses à l'endroit des élites de même que la vulnérabilité de ces dernières à l'égard des masses. C'est plutôt en favorisant l'émergence de groupes d'intérêt nouveaux, répondant à des besoins fondamentaux parmi le plus grand nombre que, dans l'attente de réformes radicales, on peut espérer l'instauration d'une certaine mesure d'égalité dans les sociétés libérales.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)
Quatrième partie : À la recherche d'une influence

Conclusion

Groupes et intégration politique

[Retour à la table des matières](#)

La persistance est la fin première d'un système politique et cela précisément parce qu'il s'agit d'un système, c'est-à-dire d'une unité de fonctionnement. Les agents politiques sont naturellement portés à envisager toute idée et toute action, tout groupe et toute demande à la lumière de ce test fondamental : que signifient cette idée, cette action, ce groupe, cette demande pour le présent et l'avenir du système ? D'où l'impression de conservatisme qui se dégage fréquemment de leurs gestes. Impression, dans nombre de cas, d'ailleurs fondée dans la réalité et que les jugements des plus grands penseurs souvent accréditent. Ainsi Jean-Jacques Rousseau dénonce les religions qui se réclament du « droit divin naturel » plutôt que d'un « droit divin civil » en disant que « tout ce qui rompt l'unité sociale ne vaut rien ; toutes les institutions qui mettent l'homme en contradiction avec lui-même ne valent rien ». C'est pourtant là un jugement que l'observation des systèmes concrets dément de façon catégorique.

Nous ne disposons malheureusement pas d'un concept qui exprimerait convenablement le processus par lequel les composantes internes majeures du système politique s'y prennent pour recueillir les inputs (demandes et soutiens émanant des

mécanismes d'interactions) et les convertir en outputs (actions et décisions politiques) et, notamment, comment, au cours du processus, le système politique accueille ou refoule constamment de nouveaux éléments (idées, groupes, etc.) en même temps qu'il élimine d'anciens éléments. Le concept qui, dans la littérature actuelle, rend le mieux compte de ces processus est celui d'intégration. Ce concept comporte deux ordres de réalité majeurs : d'abord, les « conditions selon lesquelles des unités s'unissent pour former de nouvelles réalités » et, ensuite, « les conditions selon lesquelles des réalités sociales maintiennent leur unité ⁴⁸⁴ ».

⁴⁸⁴ Sur le concept d'intégration politique, voir Arend LUPHART, « Cultural Diversity and Theories of Political Integration », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 4, n° 1, 1971, 1-14 ; Karl DEUTSCH, *Nationalism and Social Communication : An Inquiry into the Foundation of Nationality*, Harvard University Press, 1953 ; du même auteur : *Political Community at the International Level. Problems of Definition and Measurement*, Garden City, New York, 1954, *Political Community and the North Atlantic Area : International Organization in the Light of Historical Experience*, Princeton University Press, 1957, et *Nationalism and Its Alternatives*, Alfred A. Knopf, New York, 1969 ; Amitai ETZIONI, *Political Unification : A Comparative Study of Leaders and Forces*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1965, et *The Active Society. A Theory of Societal and Political Processes*, Collier-Macmillan, London, 1968 ; Ernst B. HAAS, *The Uniting of Europe : Political, Social and Economic Forces, 1950-1957*, Stanford University Press, 1958 ; Michael CURTIS, *Western European Integration*, Harper and Row, New York, 1965 ; Leon N. LINDBERG, *The Political Dynamics of European Economic Integration*, Stanford University Press, 1963 ; Joseph S. NYE, « Comparative Regional Integration : Concept and Measurement », *International Organization*, vol. 22, n° 4, 1968 ; Roger D. HANSEN, « Regional Integration. Reflections on a Decade of Theoretical Efforts », *World Politics*, vol. 21, n° 2, 1969, 242-271 ; Claude AKE, *A Theory of Political Integration*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967 ; Robert T. GOLEMBIEWSKI, « Integrating Small Behavioral Units into Large Formal Organizations », dans Bernard P. INDIK et F. Kenneth BERRIEN, editors, *People, Groups and Organizations*, Teachers College Press, Columbia University, New York, 1968, 128-153 ; Donald MCINTOSH, *The Foundations of Human Society*, The University of Chicago Press, Chicago, 1969 ; Harry ECKSTEIN, *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*, Princeton University Press, 1966 ; Tarlock SINGH, *Toward and Integrated Society : Reflections on Planning Social Policy and Rural Institutions*, Greenwood, Wasport, Conn., 1970, Jean BARREA, *l'Intégration politique externe. Notion globale et analyse sociologique*, Nauwelaert, Louvain, 1969.

Le langage courant assimile l'intégration à des notions comme l'équilibre, l'adaptation ou le conformisme. Et certes, il importe pour le bien de l'individu comme pour celui de la collectivité que celui-ci s'adapte au groupe, qu'il en partage les valeurs, qu'il en épouse les problèmes et qu'il s'engage dans les activités communes. Il importe également que les petits groupes s'articulent les uns aux autres, qu'ils se greffent sur des groupes plus grands, que ces derniers forment de grands ensembles organiques, et ainsi de suite, jusqu'à ce que se constituent les unités collectives les plus amples, les classes sociales, les nations, les organisations internationales régionales et l'organisation mondiale elle-même. Ce phénomène d'agglutination des individus et des groupes pour produire des unités collectives réelles toujours plus grandes, des classes sociales, des nations et des civilisations, ne justifie pas toutefois une conception mécaniste de l'intégration : « adaptation », « conformisme », recherche de l'« équilibre » représentent des attitudes de l'esprit ; ils ne traduisent qu'un aspect des structures du réel ⁴⁸⁵. On doit concevoir l'intégration comme un processus qui englobe tout à la fois l'unification des agrégats, leur fonctionnalisation et leur dynamisation. C'est ainsi qu'on ne doit pas percevoir les individus uniquement comme des « consommateurs » des groupes mais également comme les « producteurs » de ces derniers ; de même pour les groupes plus restreints à l'égard des grands groupes, et ainsi de suite.

⁴⁸⁵ Les politologues ont toujours abusé de ces notions mécanistes d'« équilibre » et de « stabilité » si chères aux économistes. On s'est récemment servi de ces notions pour tenter de comparer les « performances » des divers systèmes politiques. On est même parvenu à établir des échelles qui permettent de mesurer le degré de stabilité des « démocraties ». Les États-Unis, évidemment, et la Grande-Bretagne représentent des prototypes d'une démocratie stable, et la France - la France de la IV^e République évidemment - et l'Allemagne de Weimar, des cas exemplaires d'une démocratie instable. Voir Martin Seymour LIPSET, *l'Homme et la politique*, Éditions du Seuil, Paris, 1960 ; Gabriel A. ALMOND et Sidney VERBA, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton University Press, 1963, 473-508 ; Gabriel A. ALMOND et James S. COLEMAN, *The Politics of Developing Areas*, Princeton University Press, 1960, 532-576. Pour une analyse critique, voir Harry ECKSTEIN, *Division and Cohesion in Democracy*, Appendix B, 225-288. Devant tant de sollicitude à l'endroit de la stabilité des régimes politiques, il est opportun de rappeler que les gouvernements sont faits pour les hommes et non pas les hommes pour les gouvernements.

L'intégration, comme toutes les notions qui veulent cerner un processus, doit être envisagée comme un continuum. L'intégration, en effet, appelle la désintégration et comporte de nombreux stades intermédiaires. L'intégration comprend organiquement la division, comme nous l'avons vu dans cette quatrième partie, à propos des moyens d'action, de la participation et de l'influence.

Les groupes constituent de la sorte des agents par excellence d'intégration politique. Ils influent sur les dispositions et les idéologies à l'endroit du régime politique ; ils sont les lieux des alliances, des coalitions, des fédérations, des fusions et des ruptures entre les unités collectives réelles de toute dimension ; ils sont les canaux de la mobilisation, de l'information et de la participation des individus ; ils agissent comme éléments absorbeurs des chocs qui se produisent aux divers points systémiques et parmi les agents propulseurs des idées et mouvements nouveaux. Ils servent tout à la fois d'écorce protectrice et formatrice pour l'individu ⁴⁸⁶ et de principe d'activation et de stabilisation, de structuration, de destructuration et de restructuration des collectivités (nations, peuples, organisations internationales, civilisations) (schéma n° 14).

Les groupes qui remplissent les tâches intégratives les plus significatives dans les sociétés libérales contemporaines sont moins ceux qui sont liés à des structures sociales fermes, comme la famille, que des groupes secondaires, d'origine souvent récente, telles les associations volontaires auxquelles nous avons accordé dans cet ouvrage la position centrale qui est effectivement la leur. Ce sont, en effet, les associations volontaires de toutes sortes qui sont le principe des mécanismes d'interactions systémiques (groupes d'intérêt, partis, media de communication et conseils consultatifs), ces grands agents de l'intégration politique, du moins aux plans global et régional des sociétés.

C'est au cours même de l'accomplissement de leur fonction médiatrice que les mécanismes d'interactions remplissent leur tâche intégrative des jeunes générations, des individus (des masses aussi bien que des élites) et des groupes sociaux

⁴⁸⁶ Sur ce sujet, voir les excellents commentaires de Bruno BETTELHEIM sur la fonction protectrice des groupes pour les individus dans les camps de concentration nazis, tant pour leur assurer la sécurité matérielle que pour le maintien de leur équilibre personnel. (*The Informed Heart. Autonomy in a Mass Age*, The Free Press of Glencoe, 1960.) Aussi C. ARGYRIS, *Participation et organisation*, Dunod, Paris, 1970, 3-18.

réels. Ils remplissent cette tâche de plusieurs manières : en faisant écho aux besoins et aux aspirations des individus dans les demandes politiques qu'ils formulent ; en permettant les regroupements requis pour une action politique valable ; en assimilant les demandes des mouvements divisifs, en absorbant ces mouvements eux-mêmes ou en rendant possible la légitimation de leur action ; en obligeant les agents politiques à se pencher sur les problèmes qui préoccupent les agents sociaux et à tenir compte, dans leurs actions et décisions, des points de vue de ces derniers ; en entraînant des réformes dans les modes de fonctionnement et les rouages du système politique que requièrent les circonstances, et ainsi de suite. Sans les groupes qui, de façon constante, animent les mécanismes d'interactions, les régimes politiques et les sociétés elles-mêmes seraient incapables d'absorber le changement de façon organique, condition qui les maintiendrait inéluctablement sous l'empire des cycles d'inertie et des cycles de révolution.

SCHÉMA N° 14

Dynamique de l'intégration politique

[Retour à la table des matières](#)

Laboratoire de cartographie, Institut de géographie, université Laval.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

Conclusion du deuxième tome

LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

Le libéralisme originel fut le levain du mouvement de révolte contre l'absolutisme étatique et précéda de peu la révolution industrielle, cette « grande transformation » d'où émergea la société moderne ⁴⁸⁷. Déjà, le capitalisme commercial a fait apparaître, par suite de la création du marché, un type nouveau de rapports sociaux ; mais les processus sociaux sont encore envisagés dans leur simplicité traditionnelle. La société possède ses lois propres et naturelles de développement ; le gouvernement (Charles Ier, Georges III, Louis XVI) est un mal qui vient entraver artificiellement le jeu des lois sociales, c'est-à-dire les rapports du marché, le mouvement naturel vers l'harmonie et l'expression de la libre raison des hommes. Voltaire s'attriste du fait que les gouvernements ne se conduisent pas d'après les règles qui régissent les bourses de Londres, Paris ou Amsterdam. Tom Paine, dans *Common Sense*, exprime admirablement l'optimisme social et le pessimisme politique de son époque : « La société, dit-il, dans chaque État, est une bénédiction ;

⁴⁸⁷ Le début de cette conclusion reprend substantiellement une section d'un texte que nous avons déjà publié : « Opinions publiques et systèmes idéologiques », *Écrits du Canada français*, Montréal, 1962, 85-96. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

mais le gouvernement, même sous sa forme la meilleure, n'est qu'un mal nécessaire ; et sous sa forme la plus mauvaise, il devient un mal intolérable. ... Le gouvernement, comme le vêtement, est la marque de l'innocence perdue ; les palais des rois s'élèvent sur les vestiges des jardins du paradis. »

Au lendemain des révolutions démocratiques, faites au nom du credo libéral, on espérait voir se lever un jour nouveau, le matin de la dixième époque que Condorcet avait dépeint dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Danton, Saint-Just et Robespierre étaient convaincus que la révolution marquerait un nouveau départ de l'humanité et produirait un nouveau type humain, bien supérieur à celui que l'Histoire avait connu jusque-là. Jefferson lui-même se disait frappé par le fait que les nobles principes de la révolution américaine procuraient de la vigueur au corps ; que les principes républicains du gouvernement accroissaient la longévité de l'espèce humaine ; que la société agraire et démocratique rendait les hommes plus vertueux. Il semblait donc qu'il était facile de retrouver, dans les conditions de la société civile, les perfections naturelles du corps et de l'âme qu'on prêtait à l'homme dans l'état de nature. Le gouvernement, d'après cette conception, devait être un spectateur plutôt qu'un participant de cette grandiose transformation de l'espèce humaine ; ou plutôt, selon l'image de Jefferson, trop faible lui-même pour favoriser le travail de rapacité des loups, il devait cependant être assez fort pour protéger les pauvres moutons.

Historiens et philosophes fournissent une version dénaturée et insipide de la conception libérale originelle parce qu'ils ne tiennent aucun compte des grandes anticipations qui s'exprimèrent à la fin du dix-huitième siècle. Ils présentent la doctrine libérale comme constituée de « dogmes » concernant la nature humaine alors qu'en réalité elle traduit l'espoir en une régénération future.

« L'homme est né libre, et partout il est dans les fers », s'était écrié Rousseau. La liberté, dans l'égalité par la fraternité, représente une formule qui doit inspirer l'action d'aujourd'hui et imprégner l'homme de demain. Elle définit un projet révolutionnaire et non un régime déjà existant. Le libéral révolutionnaire n'aurait pas dit : les États-Unis, parce qu'ils constituent une démocratie, sont un pays libre ; mais plutôt, les États-Unis, par le fait qu'ils sont une démocratie, se trouvent en position de développer les conditions favorables à l'émergence d'un peuple libre. C'est donc à tort qu'on s'inspire des écrits des grands libéraux pour y chercher des

faits et des preuves alors qu'ils contiennent des attentes, des espoirs, un modèle hypothétique dont on imagine par déduction le fonctionnement.

L'idéologie libérale affirme son but avec netteté : ce but, c'est l'individu comme agent libre et responsable. Elle affirme avec non moins de netteté le moyen qui permettra de réaliser le but : ce moyen, c'est le rapport social harmonieux. De sorte que la conception libérale dérive de deux sources : de la perfection de caractère dont l'individu est capable, des lois des processus sociaux qui produisent les conditions de l'harmonie sociale. Cette conception fait si peu de place aux conflits inter-individuels et inter-groupes qu'elle ne prévoit, pour les résoudre, que la faible contrainte d'un gouvernement en dépendance virtuellement absolue des rouages sociaux. De même, elle suppose une confiance sans limite dans la capacité des processus sociaux de produire l'harmonie, à tel point qu'elle ne se soucie pas de prévoir et de harnacher les modes de groupement des individus. Ceux-ci ne sont considérés qu'en eux-mêmes, d'après ces caractères intrinsèques où ils apparaissent comme naturellement égaux et libres, justement parce qu'on anticipe que les processus sociaux feront apparaître ces caractères. Si Madison s'oppose aux factions politiques, c'est parce qu'il craint que leur reconnaissance ne contribue à retarder ou même à empêcher de façon artificielle la disparition des groupes d'intérêt. Si la Constituante, par la loi Le Chapelier, abolit les corporations et prohibe toute association d'intérêts, c'est qu'elle ne veut pas que se perpétuent les corps intermédiaires qui, en divisant les individus en groupes, les empêchent de prendre conscience des liens d'unité qui les rendent solidaires les uns des autres. Dans la version rousseauiste, la volonté générale apparaît comme indivisible. Elle exprime le consensus profond des individus, mais elle manifeste en même temps le consensus contraignant du corps social. L'individu lui-même n'est libre que s'il reconnaît cette volonté comme étant la sienne propre : « que quiconque refusera d'obéir à la volonté générale, y sera contraint par tout le corps ; ce qui ne signifie autre chose sinon qu'on le forcera à être libre ». Cette contrainte, cependant, est moins redoutable qu'il ne paraît, parce qu'elle exprime en définitive la volonté propre de l'individu en tant que celle-ci se porte sur un objet commun. Et « il est impossible que le corps veuille nuire à tous ses membres... et il ne peut nuire à aucun en particulier ». En d'autres termes, elle s'exerce toujours et exclusivement pour le bien personnel de l'individu. L'individu ne saurait vouloir autrement que la volonté générale sans cesser d'appartenir au corps social. Inversement, le corps

social ne veut que par les individus et ceux-ci ne sauraient vouloir autre chose que leur bien propre.

La conception libérale originelle de la société pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Le fait que cette conception ait été élaborée d'après un modèle hypothétique et non en fonction de conditions concrètes explique sans doute que les problèmes ainsi soulevés sont pratiquement insolubles. Des générations de penseurs et d'hommes politiques vont s'efforcer de forger les mécanismes qui permettraient de réaliser de façon approximative la conception libérale de la société ; mais ces mécanismes, une fois mis en oeuvre, ont trompé les espoirs placés en eux. On doit reconnaître ici la profonde justesse de l'exclamation de Rousseau : « S'il y avait un peuple de dieux il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » La démocratie suppose que les hommes sont parfaits mais elle ne sait pas comment les améliorer et, le plus souvent, ne se préoccupe guère d'y parvenir.

Le paradoxe inhérent à la position libérale apparut clairement au lendemain des révolutions démocratiques. Celles-ci avaient détruit les régimes politiques absolutistes ; il fallait les remplacer. Elles avaient aboli les cadres féodaux qui d'ailleurs n'étaient plus que des résidus ; il aurait fallu développer un projet concret de société. Cela ne se produisit pas parce qu'il répugnait à la mentalité libérale qu'on puisse façonner du dehors un système social ; plus encore, on craignait que la moindre intervention ne détraque le délicat mécanisme du marché libre dont on attendait l'harmonie générale. Ce n'est donc pas, au départ tout au moins, par inadvertance qu'on négligea d'intervenir dans le système social ; c'est au contraire par respect pour la perfection de l'automatisme imputée à ce dernier. Et pourquoi serait-on intervenu puisque, d'après l'hypothèse libérale, c'était toujours au niveau du gouvernement que les abus prenaient origine ; tandis que la société devait spontanément, si les forces qui s'y manifestaient étaient abandonnées à leur libre jeu, produire les conditions d'harmonie ? Les libéraux authentiques étaient si confiants qu'ils n'avaient même pas prévu l'établissement de contrôles politiques. Comment auraient-ils pu prendre intérêt à ce problème quand ils prévoyaient que le rôle de l'État se limiterait à garantir le libre jeu des rapports sociaux et que quelques-uns, comme Herbert Spencer, allaient jusqu'à prédire la disparition éventuelle de l'État ! Une assemblée représentant le peuple et statuant

sur les questions d'intérêt général suffirait amplement à remplir les tâches politiques élémentaires que l'ère libérale requerrait.

Les véritables contrôles et les pouvoirs effectifs se trouvaient donc remis à la société pour que celle-ci, constituée en personne collective, les fasse valoir et les exerce au nom de tous les individus. Le « corps social » dans son entier, la « volonté générale », ou encore, dans la version anglaise simplifiée, « le plus grand nombre » était le responsable et le bénéficiaire de ces pouvoirs.

Pour autant que les libéraux avaient cherché un support social, ils avaient privilégié la bourgeoisie, cette classe montante qui elle-même avait besoin d'une idéologie pour soutenir et légitimer son ascension. Le marché et ses lois autorégulatrices constituaient pour plusieurs le modèle de la société libérale à venir. Voltaire et les encyclopédistes, de même que Locke et Smith, voyaient dans la mentalité du commerçant les mêmes caractéristiques qu'ils prêtaient à l'homme futur de la société libérale. Mais de tels rapprochements exprimaient une tendance, ils n'étaient pas la règle générale. Rousseau n'aimait pas les commerçants, il réservait son affection au peuple dans sa totalité. Jefferson voyait dans le commerce et la manufacture une des sources des vices des hommes mais il croyait fermement aux vertus de l'agriculture et prêchait les charmes de la vie rurale. Mais tous, quelle qu'ait pu être leur préférence pour l'un ou l'autre groupe social, prévoyaient que les passions humaines s'apaiseraient avec la disparition de l'absolutisme politique. La révolution, et c'était là le grand espoir libéral, déboucherait sur une époque de fraternité universelle. Un progrès indéfini, dans la liberté, dans l'ordre, dans le développement des vertus individuelles et civiques, allait enfin apporter le bonheur à l'humanité.

Mais l'Histoire est encore toute chaude des révolutions politiques libérales que survient le grand bouleversement industriel, qui, à vrai dire, se préparait depuis longtemps, mais que personne, pas même Adam Smith, ne semble avoir clairement prévu. Les hypothèses libérales sont soumises à rude épreuve. Cette société dont on espérait qu'elle produirait les conditions de l'harmonie, voilà qu'elle secrète les antagonismes sociaux et, suivant les processus d'une logique implacable, qu'elle donne naissance à la fois à la classe la plus puissante et à la classe la plus dénuée de l'Histoire. Mais les postulats tout hypothétiques des libéraux ne sont pas pour autant abandonnés. Ils sont au contraire retenus avec ténacité ; ils de-

viennent l'objet d'un culte non pas d'une société, mais d'une classe qui s'est arrogé le droit de représenter la société.

La grande bourgeoisie européenne et la ploutocratie américaine, disposant de contrôles économiques et sociaux qui ne sont limités que par le degré d'expansion du capitalisme industriel, s'efforcent de conserver la maîtrise du régime politique qu'elles ont édifié et dont elles dominent souvent les agents par le pouvoir de leur argent et leur contrôle des rouages sociaux majeurs ⁴⁸⁸. Avec ingéniosité, les porte-parole de la nouvelle classe convertissent la doctrine libérale originelle, qui avait été d'essence révolutionnaire, en une idéologie conservatrice propre à justifier les avantages écrasants qu'elle possède sur les autres catégories sociales ; avec ardeur et constance, ils créent et expérimentent les mécanismes qui maintiennent la subordination du politique aux intérêts sociaux et économiques dominants. Ils n'hésitent pas à affirmer l'identité de l'ordre bourgeois avec l'ordre naturel et avec l'ordre divin. Ils élaborent un culte fondé sur les symboles qui expriment l'ordre établi, culte qu'ils propagent parmi le peuple ; ils créent des fêtes et inventent des rites pour commémorer et reproduire les grands événements de l'histoire bourgeoise, devenue histoire nationale - fêtes et rites auxquels participe surtout le peuple.

Et pourtant, malgré toutes les précautions et tous les efforts, les masses ne sont pas convaincues que l'intention libérale se confond avec le projet bourgeois. Si donc la doctrine libérale prévoyait l'harmonie sociale et le bonheur collectif et que, jour après jour, ces grands espoirs sont frustrés, ne serait-ce pas parce que le projet bourgeois est une imposture ? Rapidement, l'intention libérale se fixe sur de nouveaux objets ; elle prend corps avec d'autres groupes sociaux. En Europe, le socialisme français, le marxisme lui-même ne rompent pas avec l'utopie libérale ; au contraire, ils empruntent à celle-ci sa téléologie.

Afin de conjurer et d'éloigner la menace que font peser sur elle l'insoumission et l'« ingratitude » populaires, la bourgeoisie intensifie ses contrôles. Elle cherche ce que Jean Lhomme a appelé l'« effet compensateur ». Elle trouve cet effet dans

⁴⁸⁸ Voir nos deux articles, « Le libéralisme du statu quo : l'idéologie protectrice » [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT] ; et « Le libéralisme du statu quo : le droit protecteur » [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT] , *Recherches sociographiques*, vol. 1, n° 4, 1961, 435-465 ; vol. 2, n° 1, 1961, 69-100.

l'État. En Europe, la bourgeoisie restreint l'exercice du suffrage populaire aux éléments que le statu quo favorise ; elle s'assure de clients et d'alliés qui lui seront fidèles ; elle n'hésite pas à appuyer, au nom de l'idéal libéral, la monarchie de Louis-Philippe qui favorisa le développement industriel en France mais qui fut impitoyable envers les masses populaires ; elle appuie de tout son poids la dictature de Louis-Napoléon qui, par flair démagogique, se proclamait le plus grand libéral de son temps. Aux États-Unis, où le suffrage avait été virtuellement généralisé sous Jackson et Van Buren, la ploutocratie a trouvé dans la Cour suprême un effet compensateur bien plus sûr et plus durable encore que tous les expédients inventés en Europe, à l'exception peut-être de l'Allemagne où, cependant, la bourgeoisie, qui retardait sur les autres bourgeoisies européennes, n'exerça jamais le pouvoir en son nom et n'y participa activement qu'à partir des dernières années de Bismarck. Selon l'hypothèse libérale, la machine étatique, devenant pour ainsi dire superflue, devait rester peu développée et, en dehors des services généraux qu'elle pouvait rendre à la collectivité, n'être utilisée que pour remédier aux déficiences qui pouvaient malgré tout se produire dans le corps social. Or, c'est l'ensemble de l'édifice social bourgeois que l'État eut bientôt à protéger. L'Histoire, cette magicienne folâtre et pourtant sérieuse qui se joue des hommes en se servant de leur orgueil et de leurs égoïsmes pour leur faire réaliser des fins qu'ils n'ont jamais recherchées, a rarement inscrit d'événement plus paradoxal que le recours à l'injonction légale promulguée au nom de l'idéal jeffersonien !

Peu à peu, cependant, le complexe réseau protecteur que la bourgeoisie avait édifié afin de perpétuer sa domination se mit à céder et à révéler des failles de plus en plus larges. La bourgeoisie a dû se résoudre à faire participer les classes défavorisées à ses pouvoirs : économique, politique et social. Cette évolution s'est nécessairement accompagnée d'une révision idéologique. Il a fallu substituer à l'individualisme originel une conception qui fit la part des groupes et qui reconnût le caractère excessif des inégalités socio-économiques entre individus. Ce changement dans les attitudes permit un ajustement de la doctrine libérale, formulée initialement par rapport au contexte de la société traditionnelle, aux conditions de la société moderne : c'est ainsi que prit forme le Welfare State.

Mais est-ce à dire que le Welfare State marque la réalisation du projet libéral originel ? Ne constituerait-il pas plutôt la mise en application d'un nouvel effet compensateur ? Ne s'agit-il pas de procurer aux catégories défavorisées, plus de

services et plus d'illusions de pouvoir pour être en mesure de les mieux asservir ? En réalité, le Welfare State s'est développé au petit bonheur, sans pensée directrice et sans philosophie de base.

Le caractère purement négatif des lois dites de sécurité sociale nous frappe. Ces lois cherchent en effet généralement à « corriger » des manques, des absences ; elles portent sur des besoins, sur la pauvreté, la maladie, les accidents, le chômage. La plupart des mesures du Welfare State apparaissent comme des correctifs aux conséquences non désirables ou non tolérables du capitalisme de concurrence. Le Welfare State se borne généralement à des rajustements somme toute superficiels, dans les secteurs les plus divers. On ne peut lui attribuer qu'un petit nombre de réformes radicales. Il rend plus décents les avantages d'une classe : celle-ci ne peut plus dominer partout et toujours ni surtout avec l'insolence de naguère. Mais il n'abroge pas, loin de là, tous les avantages de cette classe.

C'est du moins la conclusion à laquelle Galbraith aboutit à la fin de son analyse de la théorie des pouvoirs compensateurs ⁴⁸⁹. Distinguant entre deux types de pouvoirs, les pouvoirs originaux (liés aux forces productives du capitalisme industriel et dont bénéficient les entrepreneurs, les financiers et les grands commerçants) et les pouvoirs secondaires ou compensateurs (les gros acheteurs, les unions ouvrières et le Welfare State lui-même), il montre que l'action des seconds se ramène à une série de réactions aux premiers, de sorte que leur fonction en est une de compensation aux déficiences des pouvoirs originaux. Les gros acheteurs sont eux-mêmes des capitalistes qui se sont substitués aux petits épiciers et qui se trouvent dans une position plus favorable que ceux-ci devant les grands producteurs ; les unions ouvrières ont accepté l'ensemble des objectifs et des conventions capitalistes et se contentent d'arbitrages portant sur les conditions de travail et les salaires ; le Welfare State, parce qu'il se charge des secteurs économiques les moins rentables, qu'il procure suffisamment de pain et de jeux à ceux qui pourraient encore avoir à se plaindre et qu'il s'efforce de stabiliser l'économie générale, offre une garantie supplémentaire au maintien du grand capitalisme. Ainsi donc, par l'effet d'un équilibre favorable entre diverses forces, le capitalisme, en se rénovant, a trouvé une formule apparemment propre à assurer son avenir ; et la clas-

⁴⁸⁹ John Kenneth GALBRAITH, *American Capitalism. The Theory of Countervailing Power*, Houghton Mifflin, Boston, 1952, 115-157.

se bourgeoise elle-même, en modifiant quelque peu l'utilisation de ses ressources, a conservé jusqu'à un certain point, et dans certaines conditions, la capacité de faire prévaloir ses intérêts.

Il y a une dizaine d'années seulement on pouvait croire que le Welfare State avait effectué un rajustement qui garantissait un répit assez prolongé. Dans la plupart des sociétés libérales, en effet, l'euphorie était à l'ordre du jour : l'homme, disait-on, était enfin sur le point de conquérir la maîtrise complète et définitive des grandes organisations et, au prochain tournant, ce devait être l'opulence. Car, croyait-on, la pleine maîtrise des organisations et l'opulence permettaient à une partie de l'humanité d'accéder, au bout d'un long chemin, aux portes du paradis terrestre dont elle allait faciliter l'accès à l'autre partie, celle du tiers monde, moins favorisée. Les objectifs des penseurs les plus, radicaux ayant été atteints ou même dépassés, d'aucuns proclamaient l'imminence d'un déclin des conflits et d'un apaisement des idéologies.

Toutes ces anticipations se sont dissipées devant la montée de la contestation radicale des sociétés libérales depuis cinq ou six ans. Il faut se rendre à l'évidence : les sociétés libérales ne sont pas parvenues à exclure ces phénomènes jugés aberrants et qui pourtant font intégralement partie de l'histoire, pour ainsi dire ordinaire, de l'humanité depuis toujours. De durs coups ont fait s'évanouir le grand rêve de l'harmonie permanente et universelle des premiers penseurs libéraux. L'harmonie n'est pas l'état vers lequel tend naturellement le régime libéral. Sous la poussée contestatrice, déjà les cadres sociaux se disloquent et la mécanique socio-politique tout entière risque de se détraquer : étudiants, déshérités des régions excentriques et des villes, groupes sociaux et ethniques, collectivités marginales de toutes sortes se mettent en travers de la route et, se réclamant des éléments mêmes du credo libéral, l'égalité, la justice, la liberté, se portent à l'assaut des organisations dont naguère on vantait pourtant la nature bienveillante et les effets bénéfiques.

Signalée d'abord aux États-Unis, le pays le plus « avancé » du monde, la révolte se propagea partout, au Japon, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, au Canada - avec la rapidité de l'éclair. Devant la tournure des choses, les peuples, inquiets, s'interrogent. Quelles sont les raisons de ces événements ? Est-il encore possible de redresser la situation ? Doit-on persister dans les orientations esquissées dans les années 60 vers un approfondissement de l'idée

démocratique ou, au contraire, faut-il rebrousser chemin et, si oui, dans quelle direction s'orienter : faut-il tenter d'édifier une véritable démocratie de participation ou, au contraire, restaurer ou maintenir le règne moins exaltant mais aussi moins turbulent de la démocratie sans le peuple ? Dans la mesure où le choix reste possible, trois voies s'offrent théoriquement : l'instauration d'une technodémagogie qui soulagerait les individus et les groupes de toute obligation particulière vis-à-vis de la collectivité et instaurerait pour tous un paradis soporifique ; l'abolition de la récente primauté du politique par une nouvelle proclamation du caractère bénéfique de la spontanéité du social et de la démocratie purement juridique ou encore par suite du triomphe de l'anarchie ; et, finalement, la poursuite sérieuse du projet de démocratie de participation par l'examen des moyens propres à la rendre possible et, notamment, par la réforme de l'appareil socio-politique. Il s'impose surtout de se refuser dorénavant aux formules ronflantes et ambiguës qui peuvent rapporter des dividendes dans les périodes électorales mais qui sont susceptibles de faire naître des espoirs tout à fait disproportionnés par rapport aux dispositions réelles des gouvernants, aux possibilités socio-économiques concrètes ou aux contraintes inhérentes au gouvernement des organisations. C'est par l'accumulation imprudente des frustrations parmi le peuple qu'on prépare le lit des révolutions.

Nombreux sont ceux qu'envoûte encore aujourd'hui le rêve libéral d'harmonie et qui dès lors abordent les phénomènes de tension, de conflit et de crise avec une naïveté ou une sévérité qui ne sied guère aux membres d'une génération née et grandie dans une des périodes les plus tourmentées de l'Histoire. C'est ainsi - et il faudra bien qu'on accepte ce fait aussi désagréable qu'il soit - que, dans une société en crise, la violence n'est pas une anomalie imputable à quelques mécréants ou malades mais un soubresaut normal suscité par le désespoir de la part des éléments souvent les plus conscients. La violence est inséparable des conflits qui l'engendrent. La violence ajoute toutefois une dimension supplémentaire aux conflits. Le propre de la violence, c'est de frapper sans avertissement. C'est pour cette raison surtout qu'elle engendre une peur irraisonnée et que les hommes adoptent à son sujet des positions extrêmes : ou ils s'y soumettent aveuglément dans un acte d'aliénation totale de leur liberté personnelle et collective ou ils recourent à tous les moyens, même les plus atroces, pour tenter de l'extirper.

Dans les sociétés libérales, ce scénario immémorial se reproduit de lui-même et de façon parfaite. Aussi s'exposent-elles, à l'instar de tant d'autres régimes historiques, à méconnaître le sens profond de la crise qui les assaille et, par là même, à se rendre incapables de la surmonter. Or, la crise, comme les conflits qui l'engendrent et la violence qui l'accompagne, est la condition indispensable de la renaissance, voire de la mutation des sociétés libérales. Michel Crozier voit juste : les organisations, aujourd'hui encore, sont incapables de se corriger en fonction de leurs propres erreurs. La crise a tout à la fois valeur de signal, de diagnostic et de thérapeutique.

S'il est normal que des contradictions surgissent au sein des organisations et des sociétés, par contre, l'incapacité apparente parmi les individus et les groupes de les comprendre et de les résoudre est inacceptable. Parce qu'on ne peut plus nier l'existence de la crise tant son existence est devenue évidente pour tous, on adopte à son endroit une attitude de résignation ou de complaisance qui ne peut que l'accentuer. Comme l'écrit Michel Crozier :

Le risque est grand malheureusement de se laisser aller à croire que la crise c'est la vérité et que le fonctionnement « régulier » de la société n'était jusque-là qu'un long cauchemar. Beaucoup se bercent de cette illusion quelques semaines ou quelques mois. Certains militants qui y consacrent leur vie y trouvent des ressources que la foi religieuse n'offre plus. Mais l'analyste qui s'y abandonne est comme un psychiatre qui prendrait à la lettre les affirmations de ses patients ⁴⁹⁰.

La crise n'a de sens que si elle est perçue comme un état temporaire qu'il faut surmonter d'une manière ou de l'autre. Sa raison d'être, c'est de provoquer un soubresaut d'énergie réformiste ou révolutionnaire, livrant accès à de nouvelles formes de rapports humains et à de nouveaux modes d'organisation.

La crise en cours est peut-être l'une des plus graves qui aient jusqu'ici confronté l'humanité : elle est multiple dans ses manifestations, imprévisible dans ses soudains arrêts et reprises. Elle peut dégénérer en désastre. Mais elle contient également la promesse d'une transfiguration intégrale de la civilisation. Il s'agit de savoir la dénouer comme il convient de le faire. Le véritable problème de l'heure, c'est moins la crise elle-même que l'absence apparente de volonté parmi les diri-

⁴⁹⁰ Michel CROZIER, *la Société bloquée*, Éditions du Seuil, Paris, 1970, 165.

geants dans tous les secteurs d'activité de mettre en oeuvre les moyens propres à la diagnostiquer et à la résorber. En se déroband plus longtemps à l'action rédemptrice, on encourage l'enlisement toujours plus profond de la société. Ce serait s'illusionner grandement que de croire que l'accalmie actuelle dans nombre de sociétés libérales signifie que la crise est passée : ce répit, au contraire, prépare de bien douloureux réveils. En se refusant d'agir immédiatement sur les racines du mal, on permet aux effets de s'étendre. On accroît également le potentiel de violence qui alimente la contestation de même que les exaspérations et les paniques qui sont les véritables supports des répressions au nom de la loi et de l'ordre.

Les voies de l'action rédemptrice d'ailleurs sont loin d'être claires, tant sont profondes les racines de la crise. Ce qui est aujourd'hui mis en question, ce ne sont pas certains dysfonctionnements, somme toute aisément réparables, du système social et du système politique. La crise s'étend à la légitimité des organisations et des dirigeants, à l'intégration des membres au système politique, à l'implication des membres dans la vie des organisations, aux règles et aux processus qui déterminent la répartition des biens et des services entre individus et collectivités ⁴⁹¹. Bref, elle met en cause les finalités mêmes de l'homme et de la société. Le défi se pose au niveau même des valeurs, de leur nature, de leur institutionnalisation et de leur intériorisation. Ce que la contestation exprime de façon souvent maladroite et brutale, ce sont les angoisses individuelles et collectives face à un monde devenu insolite et effrayant. C'est également un désir de libération, de purification et de création ; c'est en définitive l'aspiration vers un nouvel humanisme. Le hippie, l'adepte de la drogue, le jeune qui abandonne de lui-même l'école, l'homme d'âge mûr qui délaisse une carrière pleine de succès, autant de symptômes du désarroi d'un monde en train de perdre son âme. La révolte, dans les universités américaines, contre le behaviorisme et les méthodes quantitatives et la récente popularité, parmi les étudiants, des cours de religion de même que le

⁴⁹¹ Dans *Aspects of Political Development* (Little, Brown, Boston, 1966), Lucian PYE ramène à cinq types les crises auxquelles les systèmes politiques sont exposés : crises d'identité, de légitimité, d'intégration, de participation et d'équité dans la distribution des biens et services. Selon Pye, les pays en voie de formation seraient en butte à des crises relevant des trois premiers types et les pays déjà constitués depuis un certain temps, à des crises se rattachant aux deux derniers types. Nous estimons pour notre part que les sociétés libérales contemporaines sont simultanément aux prises avec tous ces types de crises.

grand intérêt manifesté à l'endroit des religions anciennes et exotiques, la pratique de l'ascétisme le plus sévère et les expériences mystiques de toutes sortes dans des milieux officiellement considérés comme dissolus et, à l'inverse, la montée subite et apparemment irréversible des impulsions réactionnaires et répressives chez ceux-là mêmes qui hier encore étaient les principaux protagonistes des valeurs libérales - autant de signes indiscutables à la fois de la profondeur de la crise et du dénouement fatal auquel elle risque d'aboutir.

Le nombre et l'ampleur des brisures qui se produisent dans le tissu de nos sociétés rendent chaque jour plus incongrues les explications qui tentent d'en rendre compte. Il n'est plus possible de les attribuer simplement à l'incompétence ou à la méchanceté des hommes ou encore à des défaillances passagères des organisations. C'est bien plutôt d'une profonde mutation des structures et des esprits qu'il s'agit. Le crépuscule descend sur un ordre social dont les principaux piliers furent posés au dix-neuvième siècle. Déjà se discernent avec une netteté croissante les signes de l'aube d'un nouvel ordre de civilisation. La mise au point des premiers ordinateurs vers 1950 fut un événement comparable dans ses conséquences à l'invention de la typographie vers 1450. Tout comme la fin du dix-neuvième siècle, la seconde moitié du vingtième marque les débuts d'une révolution culturelle radicale qui, en démythifiant les orthodoxies séculaires, bouleverse les rapports des hommes entre eux et avec leur milieu. Les idées, les organisations, les objets, les hommes eux-mêmes, tout change ou se remplace aujourd'hui si rapidement qu'il n'existe pour ainsi dire plus de points de repère stables. La seule forme d'adaptation qui soit dorénavant possible est l'adaptation à l'adaptation permanente. L'innovation dans tant de secteurs due à l'électronique et à l'automation entraîne des changements trop subits et trop radicaux dans l'univers de l'homme pour permettre à ce dernier de suivre le mouvement sans effort. Le « choc du futur » apparaît comme une véritable maladie engendrée par la crainte du changement : le réveil de cette peur immémoriale devant l'insolite, dont même la fraction la plus « avancée » de l'humanité n'a pas réussi à se départir, engendre des désordres physiques et psychologiques de toutes sortes : la panique, l'anomie, le désir d'un retour à l'état de nature, la révolte, et ainsi de suite ⁴⁹².

⁴⁹² Alain TOFFLER, *le Choc du futur*, Denoël, Paris, 1970. Aussi Georges BALANDIER, directeur de la publication, *Sociologie des mutations*, Éditions Anthropos, Paris, 1970 ; Herman KAHN et Anthony J. WIENER, *l'An 2000*,

Le choc, sur les hommes, de la révolution en cours est d'une violence si extrême que plusieurs ne peuvent le supporter. Chaque changement dans la nature des connaissances utiles et dans les caractères du processus de décision pose des défis souvent difficiles à relever. Le défi initial ne vient pas des machines, ni des organisations, mais des hommes eux-mêmes. Les uns, le plus grand nombre sans doute, dans une ultime tentative pour arrêter le mouvement, se réfugient dans le conservatisme ou deviennent, parfois sous le manteau du libéralisme, franchement réactionnaires. Les autres, tout au contraire, veulent que « cela bouge » et préconisent des réformes radicales des structures et des règles du jeu. Les dirigeants, aux prises avec ces revendications opposées, hésitent, cherchent une voie moyenne, et faute de la trouver, prennent des positions ambiguës ou contradictoires qui contribuent à envenimer davantage la situation. Impuissants à déchiffrer convenablement les messages de détresse émanant des uns et des autres qui, tous, craignent de se briser l'échine sur les écueils d'un changement non apprivoisé, les dirigeants se font de la sorte, sans le vouloir, complices et de la réaction et du radicalisme.

Il ne semble pas toutefois que ce soit le changement lui-même qu'il faut mettre en cause. Une grande stabilité sociale et politique a en effet très souvent marqué les périodes de changement rapide. Ce sont plutôt certains aspects ou conditions du changement en cours qui sont jugés intolérables. C'est ainsi que le changement, tant dans son rythme que dans ses effets, affecte fort différemment les diverses catégories sociales : les jeunes, qui sont les plus propres à comprendre et à assimiler le changement, par suite de la longue durée des études, n'assument aucune responsabilité sociale réelle ⁴⁹³. C'est ainsi également que les objectifs auxquels les responsables font servir les facteurs de changement, souvent ne correspondent pas aux attentes des individus. On investit d'innombrables ressources à satisfaire des besoins créés artificiellement et éphémères alors que des besoins naturels, élémentaires, restent inassouvis ou sont bafoués par les retombées de l'innovation, comme le montrent de façon exemplaire l'aggravation de la pollution

Robert Laffont, Paris, 1967 ; Michael SHANKS, *The Innovators*, Penguin Books, 1967.

⁴⁹³ Dans les périodes de révolution rapide, les dirigeants se sont toujours appuyés sur les jeunes et furent eux-mêmes jeunes. Nous avons montré dans le tome premier comment le manque de synchronisme entre l'âge et le statut social qui existe aujourd'hui est Source de frustration parmi la jeunesse.

partout dans le monde et le saccage graduel du milieu écologique qui devient rapidement impropre à la faune et à la flore.

Non seulement le changement affecte-t-il différemment les individus et les groupes, non seulement n'est-il pas suffisamment finalisé vers la satisfaction des besoins humains fondamentaux, mais encore les sociétés ne parviennent pas à endiguer assez rapidement l'accélération de l'évolution. Dans toutes les sociétés libérales, l'accroissement des tâches des grands groupes d'intérêt et des gouvernements a été certes considérable depuis trente ans, mais n'a quand même pas suivi le rythme du changement. Les grands groupes, pour la plupart, sont devenus conservatistes, sinon réactionnaires. Ils deviennent une entrave à la création individuelle et, de plus en plus, ils sont incapables de remplir la responsabilité qu'ils assument dans l'évolution : celle d'être une des sources majeures d'équilibre individuel et d'innovation collective. On touche ici un des aspects essentiels du drame contemporain : pour être novateur, l'individu doit d'abord se libérer de la tutelle du groupe au sein duquel, au surplus, il ne se sent pas protégé, ni même représenté ⁴⁹⁴. De la même manière, les mécanismes d'interactions du système social et du système politique, les groupes d'intérêt, les partis, les media de communication et les conseils consultatifs, de même que les composantes internes majeures du système politique, le législatif, le gouvernement, l'administration et le judiciaire, semblent devenus incapables d'aborder de façon convenable les problèmes qui se posent et de parvenir à des compromis jugés adéquats ou acceptables par les parties immédiatement concernées. Il s'ensuit une grande perte de confiance à l'endroit des dirigeants officiels. Quand on affirme, par exemple, que la lutte contre la pauvreté ne peut être menée par des lois mais seulement par l'action directe des pauvres eux-mêmes, parce que les dirigeants dans toutes les sphères d'activité seraient incapables de concevoir et d'adopter une action concertée qui s'attaque aux racines de la pauvreté et qui implique les pauvres eux-mêmes en tant que co-créateurs et co-réalisateurs de la réforme et non pas seulement en tant qu'éventuels bénéficiaires, on doit convenir que la crise est parvenue à un stade critique. Ainsi s'explique le refus de la part d'un nombre croissant d'individus, parmi les jeunes, les habitants des régions défavorisées et ceux des quartiers pauvres des villes, de

⁴⁹⁴ Michel CROZIER, op. cit., 51 ; Edward N. MULLER, « The Representation of Citizens by Political Authorities : Consequences for Regime Support », *The American Political Science Review*, vol. 64, n° 4, 1970, 1149-1166.

la médiation des grands groupes et des partis politiques, jugée par eux trop lointaine et impropre. Pour la promotion de leurs intérêts, ces catégories préfèrent s'en remettre directement aux bons offices d' « hommes nouveaux » oeuvrant souvent eux-mêmes au sein de grandes organisations officielles (le gouvernement, l'Église, un parti, un groupe d'intérêt). Les moyens mis en oeuvre par eux pour définir et réaliser les objectifs témoignent de l'extrême vulnérabilité réciproque des masses et des nouvelles « élites », la plupart du temps d'ailleurs constituées d'éléments « repentants » des élites traditionnelles.

La crise, d'essence culturelle et sociale, se cristallise finalement au niveau politique. Si la critique de la « société de consommation » vise en plein coeur l'ordre social tout entier, c'est toutefois le système politique qui constitue la cible de premier choix. Les raisons qui expliquent ce fait sont sans doute nombreuses mais deux surtout retiennent l'attention. D'une part, en effet, par suite de l'expansion du Welfare State, il est bien peu de domaines d'action collective qui échappent aujourd'hui à la surveillance de l'État : qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, du bien-être, du développement social et économique, des conventions collectives dans le domaine public et para-public ou des entreprises publiques, les gouvernements assument à l'endroit des individus et des groupes des responsabilités sans cesse croissantes. D'autre part, on préconise en plusieurs milieux un nouveau style d'action politique axée sur l'animation et une large participation populaire. Dans le contexte des sociétés libérales, proclamer l'avènement d'une « démocratie de participation », comme le fit en 1960 ce grand fabricant de formules politiques que fut John F. Kennedy et comme le firent après lui tant d'hommes politiques, dont Charles de Gaulle et Pierre Elliott Trudeau, c'était engager les sociétés dans une voie pleine de promesses mais parsemée d'écueils. En effet, l'analyse des comportements politiques concrets contredit de façon brutale les représentations conventionnelles du citoyen, comme individu rationnel, éclairé et engagé, courantes dans les sociétés démocratiques de type libéral. Deux à trois pour cent des citoyens tiennent les leviers de commande politique. Dix à vingt pour cent concourent de diverses façons à leur pouvoir tandis que quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent croupissent dans l'apathie et sont plus ou moins laissés pour compte.

Cette double évolution vers un gouvernement de plus en plus interventionniste et vers une participation politique des groupes de plus en plus poussée a vite provoqué la surchauffe des rouages politiques qui, eux, sont demeurés substantielle-

ment inchangés. Ces groupes ne parviennent pas à canaliser avec une rapidité suffisante et comme il convient les demandes d'action politique qui se font de plus en plus nombreuses et pressantes. D'où la création de mécanismes non officiels propres à permettre la formulation de ces demandes et la radicalisation croissante des esprits parmi d'importants segments de la population.

L'incapacité apparente des sociétés libérales de répondre convenablement à ces revendications pressantes et même de les comprendre laisse présager pour les années qui viennent des affrontements d'une extrême violence et susceptibles même de déclencher une révolution intégrale d'une portée historique comparable à la révolution française. Le heurt des nouveaux projets de civilisation et des prises de position officielles crée un climat propice à la résurgence des idéologies. Depuis six ou sept ans, le fossé entre dirigeants et dirigés dans toutes les sphères d'activité ne cesse de s'élargir. Étudiants, intellectuels, ouvriers et fermiers, se retrouvent tous graduellement dans les rangs d'une opposition qui ne s'est pas encore trouvé de nom, ni de chef, ni de programmes mais qui, demain, pourrait rallier les éléments aliénés et déshérités de la population.

Devant pareil état de choses, le risque est grand pour les dirigeants de se raidir, de tenter de contrarier le vaste mouvement d'animation qu'ils ont eux-mêmes naguère favorisé, sinon suscité, et de chercher refuge dans une conception abstraite de leur légitimité. Le risque est également grand pour les responsables de l'animation de tourner le dos aux canaux ordinaires d'interactions socio-politiques que sont les groupes d'intérêt et les partis, de faire abstraction dans la formulation de leurs demandes des possibilités économiques et politiques nécessairement limitées, de refuser aux gouvernants la responsabilité finale de la prise des décisions et, au nom d'une certaine justice et de la spontanéité du social, de chercher à s'émanciper de toute contrainte d'ordre juridique et administratif. De la sorte, les premiers deviendraient toujours plus enclins à agir selon une conception réactionnaire de l'ordre social et de la sécurité collective tandis que les seconds seraient toujours plus vulnérables aux sollicitations du radicalisme. C'est ainsi que le cercle infernal de la répression et de l'agitation populaire se referme lentement sur la société.

Un redressement s'impose. Les dirigeants devraient pouvoir élaborer des projets, faire des lois, promulguer des ordonnances, préparer et mettre en oeuvre des mesures d'ordre administratif sans risquer, à tout moment, pour être devenus

sourds aux revendications des secteurs les plus directement impliqués ou pour n'avoir pu se faire convenablement comprendre d'eux, de susciter d'incontrôlables remous.

Le redressement doit viser les fins et non seulement l'exercice des fonctions. Un système peut fonctionner de façon impeccable sans pour autant être adéquat. Ce bon fonctionnement peut se faire au détriment des objectifs, qui eux peuvent être partiels ou erronés. Dans l'examen de la crise des sociétés libérales, il s'impose donc de considérer les finalités aussi bien que les fonctions et les moyens d'action.

Cette opération de redressement va requérir l'action concertée de toutes les catégories de la société et plus particulièrement de l'entreprise, des unions ouvrières, de l'université et des agents politiques. Sans doute, le conflit étant inhérent à une organisation sociale de type libéral, chaque catégorie d'agents se doit de maintenir une position de force dans les inévitables affrontements qui résultent du recours aux règles de jeu libérales. Mais quand tout l'ordre social risque de se disloquer sous la poussée croissante des mouvements contestateurs, et quand la sauvegarde même des libertés individuelles et collectives l'exige comme c'est le cas présentement, chacun a l'obligation de s'interroger sur la nature des finalités sociales et sur les conditions du fonctionnement de l'appareil socio-politique. Les grands moteurs du développement social et économique tournent souvent à petite vitesse et sans synchronisation. Chefs d'entreprise, syndicalistes, universitaires, agriculteurs, hommes politiques, tous sont également concernés par les événements et chacun, dans les conditions particulières qui sont les siennes, doit s'interroger sur ses responsabilités face à une société à réformer et, sous certains aspects, à rebâtir.

Les objectifs qui doivent inspirer le redressement de même que la nature des remèdes qu'il faut appliquer sont clairs et limpides. Nous n'avons pas manqué de les mentionner tout au long de nos analyses.

Il s'agit de débloquer les systèmes politiques engorgés par un flot de demandes, contradictoires sans aucun doute, mais, pour l'essentiel, pressantes et légitimes ; de redonner un sens à l'action collective tout en favorisant la créativité individuelle ; de faire en sorte que, pour reprendre la belle formule de Walter Lippmann, « les taxes levées sur les riches soient consacrées, non pas à faire l'aumône

aux pauvres, mais à réformer la situation qui crée les pauvres ⁴⁹⁵ » ; de ranimer l'esprit d'amateur dans un monde que le professionnalisme et le technocratisme a envahi ; de modifier les structures et les règles du jeu de façon à ce que le travail et les jeux de l'homme servent à son épanouissement et non à son aliénation ; d'animer et de former les individus, dirigeants et dirigés, de façon à ce que, disposant dorénavant des moyens de poursuivre le bien public général, ils le veulent, le connaissent et acceptent de s'engager personnellement à le faire émerger ⁴⁹⁶. Ce sont ces objectifs que veut cerner l'expression « démocratie de participation ⁴⁹⁷ ». L'analyste peut-être le plus pénétrant de la démocratie, Jean-Jacques Rousseau, avait des doutes sur les chances d'existence d'une démocratie véritable :

À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné. On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques, et l'on voit aisément qu'il ne saurait établir pour cela des Commissions, sans que la forme de l'administration change.

Mais en même temps que nous avons soulevé les difficultés de tous ordres qu'entraîne l'instauration d'un régime de véritable participation, la nécessité de procéder avec ardeur et sans délai à cette difficile entreprise nous est apparue impérieuse, et cela non seulement pour la promotion de l'homme mais également pour le bien de l'organisation elle-même. Dans les termes de Michel Crozier :

⁴⁹⁵ Walter LIPPMANN, *la Cité libre*, Librairie Medecis, Paris, 1938, 270.

⁴⁹⁶ On se souvient du passage célèbre du Contrat social : « Comment une multitude aveugle, qui souvent ne sait pas ce qu'elle veut, parce qu'elle sait rarement ce qui lui est bon, exécuterait-elle d'elle-même une entreprise aussi grande, aussi difficile qu'un système de législation ? De lui-même, le peuple veut toujours le bien, mais de lui-même il ne le voit pas toujours. La volonté générale est toujours droite, mais le jugement qui la guide n'est pas toujours éclairé. Il faut lui faire voir les objets tels qu'ils sont, quelquefois tels qu'ils doivent lui paraître, lui montrer le bon chemin qu'elle cherche, la garantir des séductions des volontés particulières... Voilà d'où vient la nécessité d'un législateur » (chapitre VI, fin).

⁴⁹⁷ Voir notre chapitre sur la participation politique. Aussi Terrence E. COOK et Patrick M. MORGAN, editors, *Participatory Democracy*, Canfield Press, San Francisco, 1971.

... les possibilités de participation réelle apparaissent d'autant meilleures que l'on veut bien reconnaître que le droit de participation, loin d'être un cadeau que l'on devrait faire aux inférieurs pour des raisons morales, constitue pour eux une charge que les dirigeants doivent payer, mais grâce à laquelle peut se constituer un capital dont l'importance peut devenir considérable pour l'entreprise. Toute organisation moderne repose en effet de plus en plus sur la bonne volonté de ses membres, sur leur capacité d'adaptation et d'innovation, sur leur aptitude à coopérer entre eux. Plus une organisation est complexe, moins elle peut fonctionner en se contentant de faire appliquer des règlements, plus elle doit compter sur la coopération de son personnel et plus elle doit s'efforcer d'obtenir la participation consciente de celui-ci à l'effort commun ⁴⁹⁸.

Toute réforme véritable dans le sens de ces objectifs doit obligatoirement s'attaquer aux causes profondes qui maintiennent la masse des individus dans l'ignorance et la pauvreté et, par ricochet, dans l'aliénation et l'apathie politiques. Même si le malaise se fait d'abord sentir au niveau de l'individu, c'est la société entière qui est désaxée et c'est à ce niveau qu'il faut agir.

S'il s'impose de modifier de façon radicale le régime économique, de façon à assurer plus d'équité dans le partage des biens et des services, les hommes iraient contre leurs meilleurs intérêts s'ils sabordaient les outils intellectuels de même que les organisations qui, rendant possible un accroissement incessant de la productivité, suppriment graduellement la rareté et pour la première fois dans l'Histoire, permettent d'entrevoir la réalisation du rêve de l'abondance pour tous. Il faut aussi voir que grâce à leur extrême mobilité, le capital, les connaissances spécialisées et la capacité de gestion dont regorgent les peuples riches et devenus revêches « émigrent » le plus aisément du monde vers des sociétés plus pauvres et plus hospitalières, contribuant ainsi à l'industrialisation graduelle de la planète de mêm-

⁴⁹⁸ Michel CROZIER, op. cit., 106-107. Devant les arguments, fondés sur l'observation des faits, de Crozier, March, Simon et d'autres, les objections des détracteurs de la participation s'évanouissent. C'est ainsi que toute la thèse de Theodore J. Lowi selon laquelle la participation va à l'encontre de l'efficacité et supprime la suprématie de la règle juridique vise les conditions concrètes d'exercice de la participation qui sont fréquemment mauvaises et non pas la participation elle-même. Voir son livre *The End of Liberalism*, W. W. Norton, New York, 1969. Aussi André STEPHANE, *l'Univers contestataire*, Payot, Paris, 1969.

me qu'à l'accroissement du standard de vie des populations, aujourd'hui en Europe et au Japon, demain en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique. La réforme du régime économique doit s'attaquer aux finalités, à l'esprit, aux contrôles sur les dirigeants. Tout en procurant aux travailleurs dans toutes les sphères d'activité un accès plus authentique à l'appareil économique, elle doit laisser ce dernier intact et même tendre à le rendre encore plus parfait. Mais, en même temps, il faut affirmer que le développement ne se confond pas avec une rationalité purement technique, unidimensionnelle dans sa façon de considérer le milieu physique et humain. La fin du développement ne peut être rien d'autre que de procurer à l'homme les moyens indispensables à la complète réalisation de ses possibilités individuelles et collectives. Il s'impose de rappeler que « le meilleur système n'est pas le plus rationnel mais celui qui permet de faire évoluer le plus rapidement l'organisation en cause ⁴⁹⁹ ».

La réforme qu'il s'agit d'entreprendre doit s'étendre à l'ensemble de l'appareil socio-politique. Elle doit prendre les formes les plus diverses : développement communautaire, restructuration régionale, décentralisation politique et déconcentration administrative, consultation politique, cogestion et autogestion, restructuration des réseaux de communication, réforme des partis, des Assemblées législatives, de l'administration, du gouvernement et du judiciaire...

Les gouvernements se doivent d'être conscients qu'ils constituent aujourd'hui le principal moteur du mouvement social. Plusieurs rouages de l'appareil politique sont cependant désuets et la recherche de l'efficacité gouvernementale impose de procéder avec vigueur et célérité à la mise en place des correctifs qui s'imposent.

Les signes des insuffisances de l'appareil politique actuel sont nombreux. Il suffit d'en mentionner deux, mais qui sont de taille.

D'abord, la lenteur de l'action gouvernementale. Certes, il est infiniment plus facile de faire des réformes dans l'abstrait que dans la réalité. L'action comporte des contraintes au plan des choix, de la gestion, des techniques et des hommes que le réformateur en pantoufles peut allègrement ignorer mais qui s'imposent parfois brutalement à l'attention des responsables de l'action. C'est finalement la capacité du système politique de produire des décisions qui détermine le rythme de l'action. Dans toutes les sociétés libérales contemporaines, ce rythme continue à être

⁴⁹⁹ Michel CROZIER, op. cit., 69.

déterminé par une mécanique dont les rouages essentiels sont vieux d'un siècle et auxquels depuis quarante ans on a ajouté de façon tout empirique et pour parer au plus pressé un lourd attirail de pièces disparates. La lourdeur et la lenteur du système ont accumulé des retards qui dans certains secteurs sont effarants. D'où le sentiment aigu partout de l'urgence des réformes. Les gouvernements se doivent de comprendre les impatiences des jeunes et des catégories les plus défavorisées de la population. Il pourrait en coûter cher de l'ignorer : c'est finalement aux insuffisances du système (attribuées souvent mais à tort aux seuls dirigeants) qu'il faut imputer le mécontentement parmi les gouvernés.

Comme second signe de l'insuffisance du système, mentionnons les difficultés de l'action. La complexité des structures et les divisions des esprits engendrent des conflits qu'il devient de plus en plus difficile de canaliser et de résorber. Il serait insensé d'attribuer à l'incompétence personnelle des gouvernants ou à la mauvaise volonté des gouvernés les crises que les projets de loi ou les ordonnances administratives déclenchent souvent. Les carences des méthodes de gouverner sont devenues si graves qu'il est pratiquement impossible de légiférer « à froid ». Si la tendance déjà si prononcée à discuter des matières qui font l'objet de mesures législatives « à chaud » devait s'accroître encore, il est à craindre que bientôt il n'en résulte l'éclatement des régimes politiques.

Les obstacles que la nature, les techniques, les organisations et les hommes dressent à l'aménagement des sociétés sont si nombreux et si considérables qu'il est impensable de concevoir que les gens puissent se débrouiller seuls, sans l'aide de coordonnateurs et de pourvoyeurs de ressources de toutes sortes et sans que cette aide soit systématique et cohérente. Malgré l'étonnante créativité, malheureusement peu souvent exploitée, dont font preuve les individus et les groupes restreints, il n'en reste pas moins que les grandes organisations ont acquis un quasi-monopole de l'innovation technique. Et dans l'état actuel des choses tout au moins, ce sont les fonctionnaires du gouvernement qui préparent la plupart des projets de loi et des programmes politiques. Une concertation organique entre les grandes organisations publiques et privées est requise pour le contrôle de nombre de facteurs, parmi les plus importants, qui déterminent finalement si un projet conçu et appliqué à l'échelle des secteurs ou des régions sera un succès ou une fumisterie. De multiples et complexes opérations sont exigées pour permettre, par

exemple, la création d'emplois stables (mise en valeur, gestion, animation, mise en marché, rentabilité économique à moyen et à long terme, etc.).

Mais en même temps, il est nécessaire de tenir compte des modalités nouvelles d'action politique qu'imposent le rythme accéléré et le caractère du changement social. Dans les projets d'action et les décisions, il importe certes de tenir compte de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, voudraient arrêter l'évolution ou tout au moins en ralentir le cours : il faut connaître leurs motifs, les soulager de leur anxiété. Mais il importe davantage de connaître les dispositions de ceux qui ont à se plaindre de la façon dont la société les traite et dont les dirigeants orientent la société. Il est possible que leurs aspirations correspondent au mouvement de l'Histoire. Or, nombre d'entre eux se présentent eux-mêmes comme des « contestataires » et on les perçoit souvent comme des révolutionnaires. Que représentent donc ces regroupements de toutes sortes (de jeunes, d'étudiants, d'intellectuels, de minorités diverses, d'habitants des quartiers pauvres des villes et de régions défavorisées, etc.) qui foisonnent aujourd'hui dans nos sociétés ? Quels reproches adressent-ils aux organisations officielles : la famille, l'école, l'Église, les unions ouvrières, les entreprises industrielles, les media de communication, les partis, le régime judiciaire et pénitentiaire, le gouvernement ? Il s'impose en toute urgence de réexaminer ces mouvements de contestation selon des prémisses différentes de celles qu'on a jusqu'ici mises de l'avant. Au même titre que la nouvelle technologie, sinon davantage, ces mouvements contraignent les organisations à des réalignements majeurs auxquels elles ne peuvent plus longtemps se dérober impunément. Ils ne constituent pas des « aberrations » ni de simples « dysfonctions systémiques ». Bien au contraire, ils dévoilent de façon imparfaite et imprécise sans doute, mais néanmoins signifiante, certains traits du monde de demain.

S'autodéterminer, ce n'est pas se poser en champion solitaire d'une cause isolée. C'est conquérir la possibilité de réaliser pleinement ses possibilités personnelles tout en étant solidaire de la grande aventure humaine. Ceux qui ont décidé de devenir maîtres de leur vie aussi bien que leurs leaders immédiats savent que leurs projets n'ont de chance d'aboutir que si, étant pleinement assumés par les dirigeants, ils cessent d'être de simples aventures de petits groupes isolés pour devenir le point d'amorce de grandes entreprises collectives. Si toutefois les dirigeants déçoivent leurs attentes, eux et leurs leaders se sont résolus à oeuvrer seuls, quelles que puissent être les conséquences immédiates et lointaines de leurs actes.

C'est là une donnée nouvelle de la situation que les dirigeants ne peuvent plus impunément ignorer.

Individus et groupes feront peu de cas d'un programme d'aménagement global qui ne tient pas compte de leur situation particulière telle qu'ils la perçoivent. Mais ils comprennent fort bien que le développement cohérent et optimal d'un secteur d'activité ou d'une région passe obligatoirement par la planification des ressources et des énergies à l'échelle de toute la société. Ils comprennent également que, sans un encadrement adéquat, les meilleures énergies se dissipent en vain ou tout au moins sont mal utilisées. Il s'agit de faire en sorte que les projets de solution d'ensemble rendent compte de toutes les préoccupations sectorielles et régionales et que tous, chacun à son niveau et conformément à ses possibilités, collaborent à la solution des problèmes qui se posent. Le caractère parcellaire de projets récents d'aménagement régional, encore qu'ils aient parfois la caution d'individus prestigieux et d'organismes réputés et qu'ils reçoivent des subventions gouvernementales, pose de façon aiguë la question de savoir comment on peut passer de la conscience locale à la conscience régionale et de la conscience régionale à la conscience nationale sans étouffer les aspirations à l'autodétermination mais sans non plus encourager les collectivités à s'engager dans des aventures sans autre issue prévisible que l'échec et la frustration. La situation ne se serait pas détériorée à ce point si les responsables avaient su accomplir les actes requis en temps opportun.

Mais comment réduire l'écart entre les impatiences et la colère croissantes des gouvernés et l'impuissance pathétique des gouvernants ? Comment diminuer la distance entre les aspirations et les réalisations ? Comment effectuer des réformes qui aient une portée réelle et durable ? Les questions que soulèvent les conditions nouvelles de l'action collective sont nombreuses et importantes. Elles concernent toutes d'une manière ou d'une autre le problème central du réaménagement de la société, réaménagement qui doit être fondamental et radical. Comment créer des communications entre individus, groupes et dirigeants qui laissent circuler toutes les informations requises afin que chacun puisse s'acquitter adéquatement de ses nouvelles responsabilités ? Comment réorienter les rouages médiateurs (groupes d'intérêt, partis, conseils consultatifs, media de communication) de façon à éviter que la société ne soit éventuellement bloquée ? Comment canaliser vers l'action politique l'élan des mouvements populaires sans les freiner et sans étouffer le dy-

namisme des nouveaux leaders ? Comment faire en sorte qu'un souffle de renouveau pénètre les gouvernements, que les superbureaucraties, hautaines et arrogantes, les anachroniques hiérarchies soient abolies sans que l'accomplissement des tâches collectives essentielles ne s'en trouve entravé ? Bref, comment permettre que les nécessaires remises en question bouleversent les vétustes structures au profit des hommes sans détruire la société elle-même ? Certes, tôt ou tard, sous la poussée implacable du changement, les vieux ancrages seront levés. Est-ce trop espérer des dirigeants qu'ils ne se laisseront pas flotter comme des épaves ? Ceux qui aujourd'hui visent à s'autodéterminer ne le leur pardonneraient pas.

Le gouvernement se doit d'être attentif aux demandes des individus et des groupes, de favoriser les initiatives émanant des régions et des divers secteurs d'activité et de disposer des cadres propres à permettre la concertation des efforts. Sans la collaboration active de tous à l'oeuvre collective, même les meilleurs efforts de la part des gouvernants seront vains. Il s'impose, non seulement de solliciter les participations, mais aussi et surtout de les rendre possibles. Trop souvent le refus de participation et la contestation elle-même résultent de l'insuffisance des cadres d'action disponibles.

Le gouvernement doit se déterminer à prendre les moyens propres à créer un climat de confiance parmi la population. Il ne doit pas hésiter, s'il le faut, à bousculer les vieilles orthodoxies parlementaires et administratives qui paralysent l'esprit de la réforme. C'est ainsi que les députés sont actuellement sous-employés et mal utilisés. En tant qu'élus du peuple, ils représentent pourtant les forces vives de la nation. On se doit de les considérer comme des éléments majeurs de toute réforme du fonctionnement de l'appareil politique.

L'objectif général de la réforme de l'appareil politique doit être le suivant : aviser aux moyens de permettre l'intégration politique des individus et des groupes, y compris ceux qui canalisent aujourd'hui les énergies contestatrices, sans pour autant détruire les élans créateurs que permet l'autonomie des individus et des groupes par rapport au gouvernement. L'examen de cet objectif fera porter l'attention sur les canaux qui relient les individus et les groupes aux processus décisionnels et, de façon toute particulière, sur les modes de leur participation à la définition des problèmes socio-économiques et au choix des fins collectives. Les préoccupations se situent donc au plan des appareils de la traduction des demandes sociales en décisions et actions politiques.

La définition concrète de cet objectif dans des termes qui garantiront la régénération des sociétés supposera un examen attentif de l'ensemble de la situation. Et il n'est plus possible de surseoir aux réformes dont le besoin se fait sentir avec une acuité particulière. Et ces réformes devront s'étendre à tous les rouages socio-politiques. Les aspects suivants requerront une attention particulière :

1. Le chef du gouvernement et ses collègues incarnent la puissance publique et doivent en tout temps, et particulièrement en période de crise, inspirer confiance au peuple. Ils doivent veiller à se tenir aussi près que possible de la population afin d'en bien saisir en temps utile les aspirations et les besoins. Un des besoins les plus profondément ressentis de l'heure étant celui d'une direction personnelle au sein d'organisations dont les rouages sont de plus en plus anonymes et automatiques, il leur incombe d'imprimer la marque de leur personnalité dans les actes et les décisions politiques. Compte tenu toutefois des responsabilités de leur charge, ils ne peuvent en fin de compte que projeter l'image d'un « style » attrayant et rassurant de gouvernement. C'est par l'« humanisation » de l'administration qu'on abolira l'anonymat des bureaux, des comités et des machines.
2. Les députés, par tempérament et vocation, pourraient être, une fois bien formés et encadrés, d'excellents moteurs d'action au sein de leurs circonscriptions respectives. Il y a là une ressource dont on commence à peine à soupçonner la valeur possible.
3. Tout au long du présent ouvrage, nous avons montré comment les groupes d'intérêt pourront épouser davantage les caractères et les besoins particuliers des groupes sociaux réels, rajuster leurs modes d'action et devenir les grands rouages d'action politique que leur nature de mécanismes d'interactions systémiques les destine à devenir.
4. Les partis, cet instrument qu'on ne prend au sérieux qu'au moment des élections, seront mis à contribution. Partout on s'interroge sur les moyens de faire des partis de puissants instruments d'action politique en les transformant en organisations de stratèges-animateurs. On s'inquiète de plus en plus de l'inaction des partis face aux pressants problèmes de l'heure et de leur absence des milieux où leur présence est pourtant requise en toute ur-

gence, notamment dans les régions périphériques et dans les quartiers défavorisés des villes. Le défi que les partis doivent relever est de taille : tout en se donnant une organisation solide, bien adaptée aux conditions électorales d'aujourd'hui, ils doivent s'adonner à l'animation des individus et des groupes de façon à les amener à prendre eux-mêmes conscience de leurs problèmes, à trouver eux-mêmes les solutions à ces problèmes et, finalement, à accepter les partis comme canaux réguliers de formation de leurs demandes politiques.

5. La réforme des procédures et des méthodes de travail parlementaires, dont on parle depuis si longtemps, dans plusieurs pays, n'a pas encore été faite. Outre le changement des méthodes de délibération qui s'impose de façon criante, on devrait créer un nouveau type de commission parlementaire où fonctionnaires, spécialistes et praticiens ne seraient pas seulement appelés comme témoins mais à titre de conseillers pour toute la durée des délibérations sur les questions à l'étude. Cette pratique aurait pour résultat de « dépolitiser » les débats et de garantir l'utilité du travail qui s'y effectue.
6. La vétusté de l'appareil administratif est l'une des principales causes du mauvais fonctionnement des systèmes politiques. Le niveau de compétence des fonctionnaires est souvent insuffisant, mais là n'est pas le principal problème. Dans la plupart des pays, l'administration est beaucoup trop centralisée et trop fermée sur elle-même. Se tenant loin du peuple, elle est incapable d'associer les collectivités et les secteurs d'activité à ses préoccupations. Le souci d'efficacité tout autant que l'exigence de participation requièrent le développement communautaire, la décentralisation politique dans bon nombre de cas et plus encore la déconcentration administrative.

Il est illusoire pour l'administration de prétendre comprendre les besoins et les aspirations de la population et être en mesure de proposer des solutions valables et acceptables si elle ne s'intègre pas intimement aux régions et aux collectivités. Pour rejoindre le peuple, il faut vivre avec lui. Ainsi, les gouvernants auront beau imaginer les plus beaux plans de fermes forestières dans une région donnée : si les habitants de cette région n'ont pas participé à l'élaboration de ce plan et si surtout ils ont déjà, eux-mêmes, au préalable et sans le concours du gouvernement, conçu et commencé à mettre en oeuvre un plan qui est « leur chose » et qui leur

convient, ils refuseront d'adhérer au plan du gouvernement. La confrontation de façons de voir aussi opposées donnera lieu à un dialogue de sourds et pourra même dégénérer en crise.

Il faut donc s'attacher à la réforme des cadres administratifs de façon que l'adhésion des administrés à des normes générales étant acquise, les centres de décision et les canaux de rétroaction (feedback) soient aussi près que possible du niveau où les problèmes se posent et où les initiatives des collectivités sont susceptibles d'être perçues et stimulées. L'administration de mission, dont on emprunte parfois de façon timide la démarche, doit devenir le mode par excellence de rapports entre fonctionnaires et administrés.

Les gouvernements pour la plupart n'ont pas encore mis au point des méthodes précises pour l'examen de questions particulières ne relevant pas d'une administration régulière ou encore que les administrations régulières ne peuvent aborder que de façon partielle ou imparfaite. Sans doute, chaque genre de question, selon sa nature propre, exige la mise en oeuvre de mécanismes différents. C'est ainsi, pour prendre des exemples québécois, que la promotion du français comme langue de travail, étant donné les rapports constants qu'elle va supposer avec une multiplicité d'agents répartis à travers la Province, requiert la constitution de petites équipes mobiles de fonctionnaires et de spécialistes capables d'être présents, là où c'est nécessaire, et de fournir rapidement les renseignements techniques et autres requis. La réforme de la carte électorale et du régime de scrutin requiert le concours d'experts et de représentants des divers partis et de parlementaires. L'étude du statut et de l'avenir de l'enseignement supérieur - étude qui s'impose, compte tenu du coût élevé de ce service et du malaise qui existe présentement dans ce secteur essentiel de la société - ne peut être menée à bien que par un groupe de travail dont les membres seront choisis après consultation des responsables.

7. Les gouvernements, à des degrés divers, sont actuellement incapables de recueillir rapidement et de façon méthodique les avis de la population sur les problèmes qui s'imposent à son attention. Trop souvent, ils persistent à ignorer la pratique des sondages qui réussit si bien au monde des affaires. Par ailleurs, les centres de cueillette, d'emmagasinement et de distribution

des données de toutes sortes, requises pour l'examen des questions, le choix des fins et des moyens, de même que pour les prises de décision, sont trop souvent dans un état embryonnaire et artisanal d'organisation.

8. Sauf dans de rares pays, les gouvernements n'ont pas encore examiné sérieusement les possibilités qu'ouvre le recours à une politique consultative franche et cohérente. De fait, à l'exception des conseils dits supérieurs créés par des lois spéciales et dont il conviendrait en plusieurs cas de réviser les compétences et d'accroître le rendement, la plupart des comités consultatifs ont un statut juridique précaire sinon inexistant et leur position dans le processus décisionnel est aléatoire.

Le recours méthodique à la consultation permettra au gouvernement d'obtenir la collaboration active des groupes et des secteurs que touchent les projets législatifs et administratifs. Les conseils consultatifs doivent être créés le plus tôt possible sitôt qu'une question sociale devient un objet de préoccupation politique. Ils doivent comprendre des représentants des groupes et secteurs intéressés. La consultation doit d'ordinaire être obligatoire plutôt que facultative, et même exécutoire, là où il peut en être ainsi sans léser de façon grave les prérogatives publiques. Règle générale, les avis émanant des délibérations de ces conseils doivent être publics. Le gouvernement, enfin, doit faire état de ces avis au moment de la présentation des projets de loi ou dans l'émission des ordonnances administratives.

On devrait normalement adjoindre des députés à ces conseils. Les députés sont en effet éminemment aptes à apporter une contribution positive aux travaux de ces conseils. Ils ne perdraient pas pour autant leurs prérogatives parlementaires, y compris leur pleine liberté de discussion et de vote à l'occasion des projets de lois associés aux délibérations des conseils consultatifs.

Il s'impose enfin de greffer solidement ces conseils consultatifs à l'ensemble du processus décisionnel - dont ils ont été trop souvent organiquement coupés jusqu'ici.

9. Au-delà de la consultation même, il est nécessaire d'aviser à mettre en oeuvre, par la démultiplication des bureaucraties, la déconcentration administrative et la décentralisation politique, de véritables instruments de

cogestion et d'autogestion populaires. Nos sociétés, qui ont jusqu'ici considéré ces formes de gouvernement comme des anomalies, sinon des aberrations, doivent sans délai se raviser et s'attacher sérieusement à faire suite aux demandes qui se font de plus en plus pressantes en ce sens.

Toutes ces réformes de l'appareil et du fonctionnement du système politique ne produiront les résultats souhaités que si individus et groupes apportent leur contribution à l'action du gouvernement et si ce dernier leur prête en tout temps une oreille attentive. Les oppositions et les critiques, même les plus dures, sont saines quand elles s'expriment à l'intérieur du système et par les canaux réguliers. Il ne faudrait pas chercher à réduire au silence ces oppositions et ces critiques. Au contraire, un des motifs des réformes des méthodes de gouvernement vise précisément à permettre à ces oppositions et à ces critiques de s'exprimer au grand jour et par le truchement de moyens adéquats.

Le gouvernement doit viser l'objectif suivant : faire en sorte que les questions qui feront éventuellement l'objet de mesures législatives ou administratives soient soumises aussitôt que possible à la discussion publique de façon à ce que leurs implications puissent être examinées « à froid » et que la possibilité d'une harmonisation des points de vue soit excellente. Il serait illusoire de viser à abolir les conflits qui surgissent d'antagonismes sociaux profonds et probablement indéracinables. On doit cependant chercher à les résorber le plus possible. Ce vers quoi le gouvernement doit tendre, c'est finalement la concertation des efforts dans l'intérêt de la société tout entière.

On peut espérer ainsi aplanir considérablement les difficultés inhérentes aux tâches du gouvernement des hommes et de l'administration des choses. Ces réformes atténueront également les remous qui trop souvent empêchent la mise en application intégrale des décisions gouvernementales. Il va de soi qu'une fois le moment de l'action venu, que la position adoptée plaise ou non aux individus et aux groupes les plus immédiatement impliqués, le gouvernement, interprète et garant de l'intérêt public général auprès de l'ensemble de la population, doit assumer toutes ses responsabilités.

Gouverner n'a jamais été un art facile. Il est devenu d'une complexité extrême. Les dirigeants et gouvernants d'aujourd'hui sont aussi bons et peut-être meilleurs

que ceux d'autrefois. La besogne qu'ils doivent abattre est toutefois plus exigeante. De leur côté, ceux qui visent à s'autodéterminer doivent apprendre les nécessaires patiences. On ne peut réparer en un jour tant d'années au ralenti. Pour leur part, les dirigeants doivent préparer les voies à un monde plus accueillant et plus juste. La justice intégrale, certes, est une utopie. Tel est cependant l'objectif vers lequel, à travers leurs multiples tribulations, tendent inlassablement les hommes. Les voies de la démocratie sont plus difficiles que naguère. Nous entrons dans une période d'interrogations intégrales. Le défi est posé ; il faut le relever.

Société et politique : la vie des groupes.
Tome second: Dynamique de la société libérale (1972)

Bibliographie classifiée des ouvrages cités

TOME SECOND

Introduction générale : notion d'accès

[Retour à la table des matières](#)

ELDERSVELD, Samuel J. « American Interest Groups : A Survey of Research and Some Implications for Theory and Method ». (Dans EHRMANN, Henry W., editor. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 173-196.)

KEY, V.O., Jr. *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.

KWAVNICK, David. « Pressure Group Demands and the Struggle for Organizational Status : The Case of Organized Labour in Canada ». *The Canadian Journal of Political Science*, vol. III, n° 1, 1970, 56-73.

OLSON, Mancour. *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*. Harvard University Press, Cambridge, 1965.

TRUMAN, David. *The Governmental Process*. Alfred A. Knopf, New York, 1951.

Troisième partie

Groupes d'intérêt et mécanismes d'interactions systémiques

INTRODUCTION

MÉDIATIONS ET INTERACTIONS

KEY, V.O., Jr. *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas Y. Crowell, New York, 1964.

OLSON, Mancur. *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*. Harvard University Press, Cambridge, 1965.

SALISBURY, Robert H. « An Exchange Theory of Interest Groups ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32.

SCIIATTSCHNEIDER, E.E. *The Semi-Sovereign People*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.

THÉRY, Henri. *Les Groupes sociaux : forces vives*. Éditions du Centurion, Paris, 1964.

CHAPITRE PREMIER.

GROUPE ET PARTI

I. Articulation des partis politiques au système politique et au système social

ROKKAN, Stein. « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research ». (Dans RANNEY, Austin, éditeur. *Essays on the Behavioral Study of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1962, 57-60.)

1. Partis et systèmes politiques

DUVERGER, Maurice. *La Démocratie sans le peuple*. Éditions du Seuil, Paris, 1967.

_____, *Les Partis politiques*. Armand Colin, Paris, 1951.

ELDERSVELD, Samuel J., *Political Parties. A Behavioral Analysis*. Rand McNally, Chicago, 1964.

LAPALOMBARA, Joseph, WEINER, Myron. *Political Parties and Political Development*. Princeton University Press, 1966.

LAVAU, Georges. *Partis politiques et réalités sociales*. Armand Colin, Paris, 1953.

———, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions ». *Revue canadienne de science politique*, vol. 11, n° 1, 1969, 18-44.

LEISERSON, Avery. *Parties and Politics*. Alfred A. Knopf, New York, 1958.

MCKENZIE, Robert, *British Political Parties*. Mercury Books, London, 1964.

McKEON, Richard. *Democracy in a World of Tensions. A Symposium*. Unesco, United Nations, Paris, 1951.

RAE, Douglas W. *The Political Consequences of Electoral Laws*. Yale University Press, New Haven, 1967.

RANNEY, Austin, KENDALL, Willmore. *Democracy and the American Party System*. Harcourt, Brace, New York, 1956.

SORAU, Frank J. *Political Parties in the American System*. Little Brown, Boston, 1964.

2. Partis et systèmes sociaux

ALFORD, Robert. « The Role of Social Class in American Voting Behavior ». *Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 2, 1963, 180-194. (Dans CROTTY, William J., editor. *Political Parties and Political Behavior*. Allyn and Bacon, Boston, 1966.)

BEER, Samuel H. *British Politics in the Collectivist Age*. Alfred A. Knopf, New York, 1956.

———, « Democratic one Party Government in Britain ». *Political Quarterly*, vol. 32, n° 2, 1961, 114-123.

———, *Modern British Politics*. London, 1969

BONHAM, John. *The Middle Classes*. Faber and Faber, London, 1954.

BOTTOMORE, T. B. *Classes in Modern Society*. George Allen and Unwin, London, 1965.

- BRAUNTHAL, Gerard. *The Federation of German Industry in Politics*. Cornell University Press, 1965.
- BUTLER, David. *The General Election of 1964*. Macmillan, London, 1965.
_____, *The British General Election of 1959*. Macmillan, London, 1960.
- CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren, STOKES, Donald E. *The American Voter*. John Wiley, New York, 1960.
- CONVERSE, Philip E., DUPEUX, Georges. « Politicization of the Electorate in France and the United States ». *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, 1-24. (Dans CROTTY, William J., editor. *Political Parties and Political Behavior*. Allyn and Bacon, Boston, 1966, 583-601.)
- COURTNEY, John C. *Voting in Canada*. Prentice-Hall of Canada, Scarborough, Ontario, 1967.
- DODGE, Richard W., UYEKI, Eugene S. « Political Affiliation and Imagery Across Two Related Generations ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 6, 1962. (Dans DREYER, Edward E., ROSENBAUM, Walter A., *Political Opinion and Electoral Behavior*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 165-175.)
- DUVERGER, Maurice. *La Démocratie sans le peuple*. Éditions du Seuil, Paris, 1967.
_____, *Les Partis politiques*. Armand Colin, Paris, 1951.
- EULAU, Heinz. « The Perception of Class and Party in Voting Behavior : 1952 ». *The American Political Science Review*, Vol. 49, n° 3, 1955, 364-384.
- GOGUEL, François. « La sociologie électorale. La France ». (Dans GURVITCH, Georges. *Traité de sociologie*. Tome second, 46-62.)
- GREENSTEIN, Fred I. *The American Party System and The American People*. Prentice-Hall, 1963.
- KEY, V.O., Jr. *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
_____, *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas Y. Crowell, New York, 1964.
- KORNHAUSER, William. *The Politics of Mass Society*. The Free Press of Glencoe, 1959.

- LANCELOT, Alain. *L'Abstentionnisme électoral en France*. Armand Colin, Paris, 1968.
- LASKI, Harold. *Parliamentary Government in England* New York, 1938. (Dans BEER, Samuel H. *British Politics in the Collective Age*. Alfred A. Knopf, New York, 1965.)
- LEISERSON, Avery. *Parties and Politics*. Alfred A. Knopf, New York, 1958.
- LEMIEUX, Vincent, directeur de la publication. *Quatre élections provinciales au Québec*. Presses de l'université Laval, Québec, 1969.
- LEMIEUX, Vincent, GILBERT, Marcel, BLAIS, André. *Une élection de réaligement*. Cahiers de Cité libre, Éditions du Jour, 1970.
- LENSKI, Gerhard. *The Religious Factor*. Doubleday, Anchor Books, 1963.
- LIPSET, Martin Seymour. *L'Homme et la politique*. Éditions du Seuil, Paris, 1960.
- LOPREATO, Joseph. « Upward Mobility and Political Orientation ». *American Sociological Review*, vol. 32, n° 4, 1967.
- McKENZIE, Robert. *British Political Parties*. Mercury Books, London, 1964.
- MILBRATH, Lester W. *Political Participation*. Rand McNally, Chicago, 1965.
- MILLAR, Robert. *The New Classes*. Longmans, London, 1966.
- MILLER, Warren E. « The Political Behavior of the Electorate ». (Dans LATHAM, Earl. *American Government Annual 1960-1961*. Holt, Rinehart, Winston, New York, 1960, 51-55.) (Reproduit dans WOLFINGER, Raymond E. *Readings in American Political Behavior*. Prentice-Hall, New York, 1966.)
- MONSEN, R. Joseph, Jr., CANNON, Mark W. *The Makers of Public Policy*. McGraw-Hill, New York, 1965.
- PINARD, Maurice. *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1971.
- POTTER, Allen. « Opposition with a Capital « 0 ». (Dans DAHL, R. A., editor. *Political Opposition in Western Democracies*. Yale University Press, New Haven, 1966.)

_____, *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.

RENNEKER, Richard E. (« Some Psychodynamic Aspects of Voting Behavior ». (Dans BURDICK, E., BRODBECK, A., editors. *American Voting Behavior*. The Free Press, 1959, et dans ROSEMAN, Cyril, MAYO, Charles G., COLLINGE, F. B. *Dimensions of Political Analysis*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966.)

SCHUMPETER, Joseph. *Imperialism and Social Classes*. Trans. Heinz Norden, Basil Blackwell, Oxford, 1951.

SCHWARTZ, Mildred A., « Canadian Voting Behavior ». (Dans ROSE, Richard, editor. *Political Behavior in Modern Industrial Society*. Free Press, New York (À paraître).)

II : Interrelations des partis et des groupes d'intérêt

1. Interrelations structurales

ADRIAN, Charles R. « Some General Characteristics of Nonpartisan Elections ». *The American Political Science Review*, vol. 46, n° 4, 1952, 768.

ALTHUSSER, Louis. *Pour Marx*. François Maspero, Paris, 1966.

BANFIELD, Edward C., WILSON, James Q., *City Politics*. Harvard University Press et MIT Press, Cambridge, Mass., 1963.

BELL, Daniel. *The End of Ideology*. The Free Press of Glencoe, 1960.

BEER, Samuel H. *Modern British Politics*. London, 1969.

BIRCH, A. H. « Angleterre et pays de Galles ». *Revue Internationale des Sciences sociales*, Vol. 12, n° 1, 1960, 17-29.

BLAISDELL, Donald C. *American Democracy Under Pressure*. The Ronald Press Co., New York, 1957.

BONE, Hugh A. « Political Parties and Pressure Group Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 73-84.

- BRAUNTHAL, Gerard. *The Federation of German Industry in Politics*. Cornell University Press, Ithaca, 1965.
- BURNS, James McGregor. *The Deadlock of Democracy. Four-Party Politics in America*. Prentice-Hall, New York, 1963.
- CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren, STOKES, Donald E. *The American Voter*. John Wiley, New York, 1960.
- CHARLOT, Jean. L'UNR, *Étude du pouvoir au sein d'un parti politique*. Cahier 153 de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1967.
- CONVERSE, Philip E., DUPEUX, Georges. « Politicization of the Electorate in France and the United States ». *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, 1-24.
- CONVERSE, Philip E. « The Nature of Mass Belief Systems in Mass Publics ». (Dans APTER, David E. *Ideology and Discontent*. The Free Press of Glencoe, 1964, 206-261.)
- CROSSMAN, R. H. S. *Introduction to the Fontana édition of BAGEHOT, W. The English Constitution*. 1963. (Cité favorablement dans MCKENZIE, Robert. *British Political Parties*. Mercury Books, London, 1964.)
- DAHRENDORF, Ralf. *Class and Class Conflict*. Stanford University Press, 1959.
- DUPEUX, Georges. « La participation des citoyens à la politique en France ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960, 46-58.
- DUVERGER, Maurice. « Sociologie des partis politiques ». (Dans GURVITCH, Georges. *Traité de sociologie*. Presses universitaires de France, Paris, 1960. Tome second, 32ss.)
- _____, *La Démocratie sans le peuple*. Éditions du Seuil, Paris, 1967.
- _____, *Les Partis politiques*. Armand Colin, Paris, 1951.
- ECKSTEIN, Harry. *Pressure Group Politics. The Case of the British Medical Association*. Allen and Unwin, London, 1960.
- _____, *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*. Princeton University Press, 1966.
- EHRMANN, Henry W., editor. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958.

- EPSTEIN, Leon D. *Political Parties in Western Democracies*. Frederick A. Praeger, New York, 1967.
- GREENSTEIN, Fred I. « The Changing Pattern of Urban Party Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 353, mars 1964, 1-13.
- HERSH, Jeanne. *Idiologies et réalités. Essai d'orientation*. Plon, Paris, 1956.
- IONESCU, Ghita. *L'Avenir politique en Europe orientale*. Futu-ribles, Paris, 1967.
- KEY, V.O., Jr. *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas Y. Crowell, New York, 1964.
- , *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1966.
- LAPALOMBARA, Joseph « Decline of Ideology : A Dissent and an Interpretation ». *The American Political Science Review*, vol. 66, n° 1, 1966, 5-16.
- LAVAU, Georges. « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions ». *Revue canadienne de science politique*, vol. II, n° 1, 1969, 18-44.
- , « À la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du parti communiste français ». *Revue française de science politique*, vol. 18, n° 3, 1968.
- , Cahiers de la Fondation nationale. *Le Communisme en France*, n° 175, Librairie Armand Colin, Paris, 1969.
- LEISERSON, Avery. « The Place of Parties in the Study of Politics ». *The American Political Science Review*, vol. 51, n° 4, 1957, 943-957. (Dans CROTTY, William J., et coll. *Political Parties and Political Behavior*. Allyn and Bacon, Boston, 1966, 8-22.)
- LIPSET, Martin Seymour. « Democracy in Alberta ». *Canadian Forum*, vol. 34, November and December 1954, 197. (Dans EPSTEIN, Leon D. *Political Parties in Western Democracies*. Frederick A. Praeger, New York, 1967.)
- LIPSET, Martin Seymour, TROW, Martin, COLEMAN, James. *Union Democracy. The Inside Politics of the International Typographical Union*. The Free Press of Glencoe, 1956.
- LOEWENBERG, Gerhard. *Parliament in the German Political System*. Cornell University Press, 1967.
- MCCLOSKEY, Herbert. « Consensus and Ideology in American Politics ». *The American Political Science Review*, vol. 58, 1964. (Dans DREYER, Ed-

ward C., ROSENBAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 237-264.)

MCCLOSKEY, Herbert, HOFFMAN, Paul H., O'HARA, Rosemary. « Issue Conflict and Consensus among Party Leaders and Followers ». *The American Political Science Review*, vol. 44, 1960, 405-427.

McKEAN, Dayton David. *Party and Pressure Politics*. Houghton Mifflin, Boston, 1949.

MCKENZIE, Robert. *British Political Parties*. Mercury Books, London, 1964.

MEISEL, John. « Recent Changes in Canadian Parties ». (Dans THORBURN, Hugh, editor. *Party Politics in Canada*. Prentice-Hall, Toronto, 1967.)

MELLOS, Koula. « Quantitative Comparison of Party Ideology ». *Canadian Journal of Political Science*, vol. 3, n° 4, 1970, 540-558.

MEYNAUD, Jean. *Destin des idéologies*. Chemin Mornex, Lausanne, 1961.

MICHELS, Roberto. *Political Parties*. The Free Press of Glencoe, 1915.

OSTROGORSKI, M. *La Démocratie et l'organisation des partis politiques*. Calmann Lévy, Paris, 1903, 2 vv.

RAE, Douglas W. *The Political Consequences of Electoral Laws*. Yale University Press, Princeton, 1967.

ROKKAN, Stein, CAMPBELL, Angus. « Norvège et États-Unis d'Amérique ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960.

ROSE, Arnold M. *The Power Structure. Political Process in American Society*. Oxford University Press, 1967.

SCHATTSCHNEIDER, E. E. *The Semi-Sovereign People*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.

SCHLESINGER, Joseph A. *Political Party Organization*. (Dans MARCH, James G., editor. *Handbook of Organizations*. Rand McNally, Chicago, 1965, 764-802.)

SCHWARTZ, Mildred A. *Public Opinion and Canadian Identity*. University of California Press, 1967.

SHILS, Edward. « The End of Ideology ? » *Encounter*, vol. 5, 1955, 52-58.

SORAU, Frank J. *Political Parties in the American System*. Little Brown, Boston, 1964.

STOKES, Donald E., MILLER, Warren E. « Party Government and the Saliency of Congress ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 26, 1962. (Dans DREYER, Edward C., ROSENBAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior* Wadsworth, Belmont, California, 1966.)

WAXMAN, Chaim Isaac, editor. *The End-of-Ideology Debate*. Simon and Schuster, New York, 1969.

2. Interrelations fonctionnelles

ALMOND, Gabriel A., COLEMAN, James S., editors. *The Politics of Developing Areas*. Princeton University Press, 1960.

BERELSON, Bernard. « Democratic Theory and Public Opinion ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 16, n° 3, 1952, 310-330.

BORNFRIEND, Arnold J. « Political Parties and Pressure Groups ». *Academy of Political Science*, Vol. 29, n° 4, 1969, 55-67.

BUTLER, David E. « Some recent Studies of Voting. Three Styles in Psychology ». *Political Studies*, vol. 3, n° 2, 1955.

CROTTY, William J. « Political Parties Research ». (Dans HAAS, Michael, KARRIEL, Henry S., editors. *Approaches to the Study of Political Science*. Chandler Publishing Company, 1970, 267-323.)

DION, Léon. « Democracy as Perceived by Public Opinion Analysts ». *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 28, n° 4, 1962, 571-585.

———, « Political Ideology as a Tool of Analysis in Socio-Political Dynamics ». *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 30, n° 1, 1959, 47-60. (Dans Cox, Richard H., editor. *Ideology, Politics and Political Theory*. Wadsworth, Belmont, California, 1970, 315-331.)

DUPEUX, Georges. « La Sociologie électorale. Pays Anglo-saxons ». (Dans GURVITCH, Georges. *Traité de sociologie*. Tome second, Presses universitaires de France, Paris, 1960, 64-75.)

GOGUEL, François. « La sociologie électorale. La France ». (Dans GURVITCH, Georges. *Traité de sociologie*. Tome second, Presses universitaires de France, Paris, 1960, 46-63.)

- JONES, W. H. Morris. « In Defense of Apathy, Some Doubts about the Duty to Vote ». *Political Studies*, vol. 2, n° 1, 1954, 26-37.
- KAUFMAN, Herbert. *The Federal Government Service*. The American Assembly, New York, 1954.
- LANE, Robert F. *Political Life : Why People Get Involved in Politics*. The Free Press of Glencoe, 1959.
- LAVAU, Georges. « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions ». *Revue canadienne de science politique*, vol. II, n° 1, 1969, 18-44.
- , « Les sciences sociales mettent-elles en cause la spécificité du pouvoir politique ». *Recherches et Débats*, n° 53, 1966, 21-39.
- LIPSON, Leslie. *The Democratic Civilization*. Oxford University Press, 1964.
- Lowi, Theodore J. *The End of Liberalism*. W. W. Norton, New York, 1969.
- MACRIDIS, Roy C. « Interest Groups in Comparative Analysis ». *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 1, 1961, 36ss.
- RÉMOND, René. « Le fait de la socialisation et les idéologies démocratiques ». *La Société démocratique*, 50e semaine sociale de France, Caen, 1963, Paris, Le Centurion, 1963.
- ROKKAN, Stein. « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research ». (Dans RANNEY, Austin, editor. *Essays on the Behavioral Study of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1962.)
- SCAMMON, Richard M. « Electoral Participation ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 371, 1967, 60-71.
- SCARROW, Howard A. « The Function of Political Parties : A Critique of the Literature and the Approach ». *The Journal of Politics*, Vol. 29, n° 4, 1967, 770-790.
- SORAU, Frank J. *Political Parties in the American System*. Little Brown, Boston, 1964.
- WILSON, James Q. *The Amateur Democrat*. University of Chicago Press, 1966.

3. Modalités d'interactions

- ALMOND, Gabriel A. « A Comparative Study of Interest Groups ». *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 2, 1958, 277.
- BEAN, Walton. *Boss Ruef's*. San Francisco. University of California Press, 1967.
- BEER, Samuel H. « Group Representation in Britain and the United States ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 319, 1958, 130-141.
- BLAISDELL, Donald C. *American Democracy under Pressure*. The Ronald Press Co., New York, 1957.
- BONE, Hugh A. « Political Parties and Pressure Group Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 73-84.
- BORNFRIEND, Arnold J. « Political Parties and Pressure Groups ». *American Academy of Political Science*, Vol. 29, n° 4, 1969, 55-67.
- BRAUNTHAL, Gerard. *The Federation of German Industry in Politics*. Cornell University Press, Ithaca, 1965.
- BROGAN, D. W. *Politics in America*. Doubleday, Garden City, 1960.
- BUNZEL, John H., LEE, Eugene C. « The California Democratic Delegation of 1960 ». (Dans BOCK, Edwin A., CAMPBELL, Alan K. *Case Studies in American Government*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962, 135-175.)
- BURDICK, Eugene, BRODBECK, Arthur J., editors. *American Voting Behavior*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1959.
- CALLOW, Alexander B., Jr. *The Tweed Ring*. Oxford University Press, New York, 1966.
- CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren, STOKES, Donald E. *The American Voter*. John Wiley, New York, 1960.
- CAREY, James R. « Organized Labor in Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 319, 1958, 52-63.
- DEARING, Mary R. *Veterans in Politics. The Story of the G.A.R.* Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1952.

DEVITT, James L. « The Role of the AFL in Politics ».

EHRMANN, Henry W., « Pressure Groups in France ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 141-148.

ENGELMANN, Frederick C., SCHWARTZ, Mildred A. *Political Parties and the Canadian Political Structure*. Prentice-Hall of Canada, Scarborough, 1967.

EPSTEIN, Leon D. *Political Parties in Western Democracies*. Frederick A. Praeger, New York, 1967.

FINER, S. E. *Anonymous Empire*. Pall Mall Press, London, 1966.

FREEMAN, J. Leiper. *The Political Process. Executive Bureau - Legislature Committee Relations*. Random House, New York, 1955.

GABLE, Richard W., « NAM : Influential Lobby or Kiss of Death ». *The Journal of Politics*, vol. 15, n° 2, 1953, 254-273.

GLASER, William A. « Television and Voting Turnout ». *The Public Opinion Quarterly*, vol. 29, n° 1, 1965, 51-87.

GOLDMAN, Ralph M. « Political Conflict, Campaign Funds and the Law ». (Dans TURNER, Henry A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955.)

GREENSTEIN, Fred I. « The Changing Pattern of Urban Party Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 355, 1964, 1-13.

GUTTSMAN, W. L. *The British Political Elite*. Macgibbon and Kee, London, 1965.

HARDIN, Charles M. *The Politics of Agriculture*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1952.

HARRIS, Seymour E. *The Economics of the Political Parties*. Macmillan, New York, 1962.

HEARD, Alexander. *The Costs of Democracy*. The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1960.

- HECKSCHER, Gunnar. « Interest Groups in Sweden : Their Political Role ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 164-172.)
- HOLTZMAN, Abraham. *Interest Groups and Lobbying*. Macmillan, New York, 1966.
- HUTCHINSON, John. « Labor Politics in America ». *Political Quarterly*, vol. 33, n° 2, 1962.
- KELLEY, Stanley, Jr. *Professional Public Relations and Political Power*. The John Hopkins Press, Baltimore, 1956.
- KEY, V.O., Jr. *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas Y. Crowell, New York, 1964.
- , *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1966.
- KROLL, Jack. « The CIO-PAC ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 138-144.
- , « The CIO Political Action Committee ». (Dans TURNER, Henry A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955.)
- LANCELOT, Alain. *L'Abstentionnisme électoral en France*. Armand Colin, Paris, 1968.
- LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.
- LAVAU, Georges. « Political Pressures by Interest Groups in France ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 60-96.)
- LEISERSON, Avery. « Organized Labor as a Pressure Group ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 108-117.
- LENS, Sidney. *The Crisis of American Labor*. A. S. Barnes, New York, 1961.
- MACRAE, Duncan, Jr. *Parliament, Parties and Society in France, 1946-1958*. St-Martin's Press, New York, 1967.
- MACRIDIS, Roy C. « Interest Groups in Comparative Analysis ». *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 1, 1961, 25-45.

- MCCONNELL, Grant. *Private Power and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1967.
- MCCUNE, Wesley. « Farmers in Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 41-52.
- McDEVITT, James L. « The AFL League for Political Education ». (Dans TURNER, Henry A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955.)
- McKEAN, Dayton David. *Party and Pressure Politics*. Houghton Mifflin, Boston, 1949.
- MCKENZIE, Robert. « Pressure Groups and the British Political Process ». *The Political Quarterly*, vol. 29, n° 1, 1958, 5-16.
- MCWILLIAMS, Carey. « Government by Whitaker and Baxter ». *The Nation*, vol. 172, 346-421.
- MAHOOD, H. R. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967.
- MASTERS, Nicholas A. « The Organized Labor Bureaucracy as a Base of Support for the Democratic Party ». *Law and Contemporary Problems*, Vol. 27, n° 2, 252-265.
- MAYER, Martin. *Madison Avenue, U.S.A.* Harper, New York, 1958.
- MEYER, J. *Élections dans les pays des communautés européennes et dans le Royaume-Uni*. Cahiers de Bruges, 1967.
- ODEGARD, Peter. *Pressure Politics. The Story of the Anti-Saloon League*. Columbia University Press, New York, 1928.
- PESONEN, Perti. « Studies on Finnish Political Behavior ». (Dans RANNEY, Austin, editor. *Essays on the Behavioral Study of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1962, 217-235.)
- POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.
- RANNEY, Austin. *Pathways to Parliament*. University of Wisconsin Press, Madison and Milwaukee, 1965.

- REHMUS, Charles M., McLAUGHLIN, Doris B., editors. *Labor and American Politics*. The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1967.
- ROSE, Arnold M., *The Power Structure, Political Process in American Society*. Oxford University Press, 1967.
- RUBIN, Bernard, *Political Television*. Wadsworth, Belmont, California, 1967.
- SCOBLE, Harry M., « Organized Labor in Electoral Politics ». *The Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 3, 1963.
- SCHATTSCHEIDER, E.E., *The Semi-Sovereign People*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.
- SIMON, Herbert A., STERN, Frederick. « The Effect of Television upon Voting Behavior in Iowa in the 1952 Presidential Election ». *The American Political Science Review*, vol. 49, n° 3, 1955, 470.
- TOWNSLEY, W.A., « Pressure Groups in Australia ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 9-32.)
- TRUMAN, David, *The Governmental Process*. Alfred A. Knopf, New York, 1962.
- Tsuji, Kiyoski, « Pressure Groups in Japan ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 145-153.)
- WESTIN, Alan F., « The John Birch Society. Fundamentalism on the Right ». *Commentary*, vol. 32, 93-104.
- WHITE, Howard B. « The Processed Voter and the New Political Science ». *Social Research*, Vol. 28, n° 2, 1961, 127-151.
- WHITE, Theodore H. *The Making of the President, 1964*. Atheneum, New York, 1965.
- WHITE, William Allen. *The Citizen's Business*. Macmillan, New York, 1924.
- WILSON, James Q. *The Amateur Democrat*. The University of Chicago Press, 1962.
- ZEIGLER, Harmon. *Interest Groups in American Society*. Prentice-Hall, New Jersey, 1964.

ZELLER, Belle, editor. *American State Legislatures*. Thomas I. Crowell, New York, 1954.

III : Tendances évolutives

1. Appartenance aux partis

BELL, Daniel. *The End of Ideology*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1960.

FOUGEYROLLAS, Pierre. *La Conscience politique dans la France contemporaine*. Denoël, Paris, 1963.

GALBRAITH, John Kenneth. *The Affluent Society*. Houghton Mifflin, Boston, 1958.

JESSUP, John K., et coll. *The National Purpose*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.

LAPALOMBARA, Joseph. « Decline of Ideology : A Dissent and an Interpretation ». *The American Journal of Sociology*, vol. 60, n° 1, 1966, 5-16.

LAVAU, Georges. *Le Parti communiste dans le système politique français*. (Dans *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 175, Armand Colin, Paris, 1969.)

LIPPMANN, Walter. *Goals for Americans. The Report of the President's Commission on National Goals*. Prentice-Hall, New York, 1960.

LIPSET, Martin Seymour. *Political Man*. Doubleday, New York, 1960.

MEYNAUD, Jean. *Destin des Idéologies*. Études de science politique, 4, Lausanne, 1961. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

MILLS, C. Wright. *The Power Elite*. Oxford University Press, New York, 1957.

POTTER, David M. *People of Plenty. Economics of Abundance and the American Character*. The University of Chicago Press, 1954.

REVEL, Jean-François. *Ni Marx ni Jésus*. Robert Laffont, Paris, 1970.

RIESMANN, David, GLAZER, Nathan, DENNEY, Reuel. *The Lonely Crowd*. Yale University Press, 1950.

ROKKAN, Stein, CAMPBELL, Angus. « La Norvège et les États-Unis d'Amérique ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 12, n° 1, 1960, 83-84.

SHILB, Edward. « The End of Ideology ». *Encounter*, n° 5, novembre 1955.

THEOBALD, Robert. *The Challenge of Abundance*. Clarkson N. Potter, New York, 1961.

VEDEL, Georges, directeur de la publication. *La Dépolitisation, mythe ou réalité*. Armand Colin, Paris, 1962.

WAXMAN, Chaim Isaac, editor. *The End-of-Ideology Debate*. Simon and Schuster, New York, 1969.

WHYTE, William H. *The Organization Man*. Simon and Schuster, New York, 1956.

2. Partis et formation des opinions

BERELSON, Bernard, LAZARFELD, Paul F., MCPHEE, William N. *Voting*. University of Chicago Press, 1954.

CAMPBELL, Angus, GURIN, Gerald, MILLER, Warren E. *The Voter Decides*. Row, Peterson, Evanston, Illinois, 1954.

CONVERSE, Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». (Dans APTER, David, editor. *Ideology and Discontent*. The Free Press of Glencoe, 1964, 238-245.)

EPSTEIN, Leon D. *Political Parties in Western Democracies*. Frederick A. Praeger, New York, 1967.

FREEMAN, Howard E., SHOWEL, Morris. « Differential Political Influence of Voluntary Associations ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 15, 1951-52, 703-714.

JENNINGS, M. Kent, ZEIGLER, Harmon, editors. *The Electoral Process*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966.

KATZ, Elihu, LAZARSFELD, Paul F. *Personal Influence*. The Free Press of Glencoe, 1955.

KEY, V.O., Jr. *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas Y. Crowell, New York, 1964.

LANE, Robert E., *Political Life : Why People Get Involved in Politics*. The Free Press of Glencoe, 1959.

MEISEL, John. « Party Images in Canada ». A Paper Presented to the Forty-Second Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Winnipeg, 1970 (Miméo).

PROTHRO, James W., MATTHEWS, Donald C., « The Concept of Party Image and its Importance for the Southern Electorate ». (Dans JENNINGS, M. Kent, ZEIGLER, Harmon, editors. *The Electorate Process*, Prentice-Hall Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 139-174.)

ROSE, Richard. *Politics in England*. Little Brown, Boston, 1964.

SCHWARTZ, Mildred A. « Canadian Voting Behavior ». University of Illinois at Chicago Circle. (À paraître dans ROSE, Richard, editor. *Political Behavior in Modern Industrial Society*. Free Press, New York.)

3. La crise des partis

CLUB JEAN MOULIN. *L'État et le citoyen*. Éditions du Seuil, Paris, 1961.

CONVERSE, Philip E., DUPEUX, Georges. « Politicization of the Electorate in France and the United States ». *The Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, 1-24. (Dans CROTTY, William J., editor. *Political Parties and Political Behavior*. Allyn and Bacon, Boston, 1966, 583-600.)

DUVERGER, Maurice. *La Démocratie sans le peuple*. Éditions du Seuil, Paris, 1967.

EPSTEIN, Leon D., *Political Parties in Western Democracies*. Frederick A. Praeger, New York, 1967.

ESTRANGIN, Louis. « Groupes, partis et forces vives dans la démocratie contemporaine ». (Dans *la Société démocratique*. 50e Semaine sociale de France, 1963, Chronique sociale de France, Paris, 1963, 95-115.)

MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

SORAU, Frank J., *Political Parties in the American System*. Little Brown, Boston, 1964.

VEDEL, Georges, directeur de la publication. *La Dépolitisation, mythe ou réalité*. Armand Colin, Paris, 1962.

WILSON, James Q., *The Amateur Democrat*. Club Politics in three Cities. The University of Chicago Press, Chicago, 1962.

CHAPITRE II. GROUPES ET POLITIQUE CONSULTATIVE

I : Politique consultative et composantes internes du système politique

1. Formes de la politique consultative

BERNSTEIN, Marven H. *Regulating Business by Independent Commission*. Princeton University Press, 1955.

CRONIN, Thomas E., GREENBERG, Stanford D. *The Presidential Advisory System*. Harper and Row, New York, 1969.

CANADIAN PUBLIC ADMINISTRATION. « To Commission or not to Commission ». (Numéro spécial sur l'administration consultative au Canada, vol. 5, n° 3, 1962, 253-367.)

DE SÈVE, Micheline. *Les Comités de planification au ministère de l'Éducation*. Thèse de maîtrise, Université Laval, 1969.

FINER, S. E. *Anonymous Empire*. Pall Mall Press, London, 1966.

HAURIOU, V. M. *Précis de droit administratif et de droit public*. Sirey, Paris, 11e édition, 1927.

HAYWARD, J. E. S. *Private Interests and Public Policy. The Experience of the French Economic and Social Council*. Longmans, London, 1966.

HECKSCHER, Gunnar. « Interest Groups in Sweden : Their Political Role ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1964.)

HEILBRONNER, André, DRAGO, Roland. « L'administration consultative en France ». *Revue des sciences administratives*, vol. 57, n° 1, 1957, 57-66.

INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION. « Advisory Committees in Administration ». Ninth Annual Conference of the Canadian Institute of Public Administration, 1957.

LALIBERTÉ, Jean. *La Participation des étudiants aux comités gouvernementaux*. Thèse de maîtrise, Université Laval, 1968.

LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.

PIERCE, Roy. *French Politics and Political Institutions*. Harper and Row, New York, 1968.

POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.

WEBER, Yves. *L'Administration consultative*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1968.

2. Politique consultative et composantes internes du système politique

BERNSTEIN, Marven H. *Regulating Business by Independent Commissions*. Princeton University Press, 1955.

BODIGUEL, Jean-Luc. « La consultation régionale, résultats, leçons ». *Expansion régionale*, n° 49, 1968.

BOISDÉ, Raymond. *Technocratie et démocratie*. Pion, Paris, 1964.

CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, *La Planification comme processus de décision*. Librairie Armand Colin, Paris, 1965.

CAREY, William L. *Politics and the Regulatory Agencies*. McGraw-Hill, New York, 1967.

- CORBEL, P. *Le Parlement et le Plan*. Cahiers de l'Institut d'études politiques de Grenoble, Cujas, Paris, 1969.
- CROIZAT, Maurice. « Les incidences de la planification sur les structures ». *L'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966.
- CRONIN, Thomas E., GREENBERG, Stanford D. *The Presidential Advisory System*. Harper and Row, New York, 1969.
- FINER, S. E. *Anonymous Empire. A Study of Lobby in Great Britain*. Pall Mall Press, London, 1966.
- HAMON, Léo. « Le plan et sa signification politique ». (Dans REYNAUD, Jean-Daniel, directeur de la publication. *Tendances et volontés de la société française*. Futuribles, S.E.D.E.I.S., Paris, 1966, 197-229.)
- HAYWARD, J. E. S., *Private Interests and Public Policy. The Experience of the French Economic and Social Council*. Longmans, London, 1966.
- HOLTZMAN, Abraham. *Interest Groups and Lobbying*. Macmillan, New York, 1966.
- HECKSCHER, Gunnar. « Interest Groups in Sweden. Their Political Role ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1964.)
- KEY, V.O., Jr. *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas Y. Crowell, New York, 1964.
- LAMONTAGNE, Maurice. « The Influence of the Politician ». *Canadian Public Administration*, vol. 11, n° 3, 1968, 263-271.
- MARX, Karl. *La Guerre civile en France*, Paris, 1953. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- MERLE, Marcel. « L'influence de la technique sur les institutions politiques ». (Dans *Politique et technique*, Centre de sciences politiques de l'Institut d'études juridiques de Nice, III, Presses universitaires de France, Paris, 1950.)
- NIZARD, Lucien. « Réflexions sur les raisons réelles de l'inaptitude des parlementaires à influencer effectivement le processus de planification ». Colloque de l'association française de science politique, consacré à l'évolution des institutions parlementaires, 6-7 novembre 1970 (ronéo).

PFLIMLIN, Pierre. (Dans RÉMOND, René, et coll. *La Démocratie à refaire*. Colloque « France-Forum » de St-Germain-en-Laye, les Éditions ouvrières, Paris, 1963, 216-217.)

POLITICAL AND ECONOMIC PLANNING. *Advisory Committees in British Government* London, 1960.

POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.

RÉMOND, René, et coll. *La Démocratie à refaire*. Colloque « France-Forum » de St-Germain-en-Laye, les Éditions ouvrières, Paris, 1963.

RIVERO, J. « Le Plan Monet et le droit ». *Droit social*, mars 1950.

ROGOW, Arnold A., LASSWELL, Harold D. *Power, Corruption and Rectitude*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963.

ROIG, Charles. « Planificateurs et planification ». *L'Actualité économique*, vol. 43, n° 3 et n° 4, 1967 ; vol. 44, n° 1, 1968.

ROKKAN, Stein. « Numerical Democracy and Corporate Pluralism ». (Dans DAHL, Robert A. *Political Oppositions in Western Democracies*, Yale University Press, New Haven, 1966, 70-115.)

SHONFIELD, Andrew. *Modern Capitalism. The Changing Balance of Public and Private Power*. Oxford University Press, New York, 1965.

WHITE, Leonard D. « The Public Service of the Future ». (Dans *The Future of Government in the United States : Essays in the Honor of Charles E. Merriam*, Harper, New York, 1942.)

II : Conseils consultatifs, Partis et Groupes d'intérêt

1. Consultation et partis

CLUB JEAN MOULIN, *L'État et le citoyen*. Éditions du Seuil, Paris, 1961.

2. Consultation et groupes d'intérêt

BORNE, Étienne. (Dans RÉMOND, René, et coll. *La Démocratie à refaire*. Les Éditions ouvrières, Paris, 1963.)

FINER, S. E. *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*. Pall Mall Press, London, 1966.

LINDBLOM, Charles E. *The Intelligence of Democracy. Decision Making Through Mutual Adjustment*. The Free Press, New York, 1965.

MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques de sciences sociales](#). JMT.]

PERROUX, François. *Le IVème plan français*. Paris, 1963.

SHONFIELD, Andrew. *Modern Capitalism. The Changing Balance of Public and Private Power*. Oxford University Press, New York, 1965.

III : Le statut de la politique consultative dans les sociétés libérales

1. Consultation et corporatisme

CROIZAT, Maurice. « Les incidences de la planification sur les structures ». *L'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966, 5-38.

MEYNAUD, Jean. *Planification et politique. Études de science politique*, Lausanne, 1963.

WEBER, Yves. *L'Administration consultative. Librairie générale de droit et de jurisprudence*, Paris, 1968.

2. Consultation et représentation

CHANDERNAGOR, André. *Un parlement, pour quoi faire*. Gallimard, Paris, 1967.

DE SÈVE, Micheline. *Les Comités de planification au ministère de l'Éducation*. Thèse de maîtrise, Université Laval, 1969.

FINER, S. E. *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*. Pall Mall Press, London, 1966.

GALBRAITH, Kenneth W. *Capitalism, The Concept of Countervailing Power*. Houghton Mifflin, Boston, 1952.

LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.

Lowi, Theodore J. *The End of Liberalism. Ideology, Policy and the Crisis of Public Authority*. W. W. Norton, New York, 1969.

POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.

3. Consultation et décision

LAVAU, Georges. « Political Pressures by Interest Groups in France ». (Dans EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 60-95.)

Lowi, Theodore J. *The End of Liberalism. Ideology, Policy and the Crisis of Public Authority*. W. W. Norton, New York, 1969.

MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*, Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

———, « Les groupes de pression sous la Vème république ». *Revue française de science politique*, vol. 72, n° 3, 1962, 672-698.

POLITICAL AND ECONOMIC PLANNING. *Advisory Committees in British Government*. London, 1960.

TOCQUEVILLE, Alexis DE, *L'Ancien Régime et la révolution*. Livre II, chapitre II. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

WEBER, Yves. *L'Administration consultative*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1968.

CHAPITRE III. GROUPES ET « MEDIA » DE COMMUNICATION

I : « Media » de communication et société

ASHBY, W. Ross. *An Introduction to Cybernetics*. John Wiley, New York, 1966.

BETTELHEIM, Bruno. *The Informed Heart. Autonomy in a Mass Age*. The Free Press of Glencoe, 1960.

DEUTSCH, Karl. *The Nerves of Government. Models of Political Communication and Control*. The Free Press, New York, 1963.

DION, Léon. « Opinions publiques et systèmes idéologiques ». *Écrits du Canada français*, vol. XII, Montréal, 1962, 9-175. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

FAGEN, Richard R. *Politics and Communication*. Little Brown, 1966.

INKELES, Alex. *L'Opinion publique en Russie soviétique*. Les Îles d'Or, Paris, 1956.

LERNER, Daniel. *The Passing of Traditional Society*. The Free Press of Glencoe, 1958.

MEHL, Lucien. « Pour une théorie cybernétique de l'action administrative ». (Dans VEDEL, Georges, et coll. *Traité de science administrative*. Paris, Mouton, 1966, 782-825.)

MOLES, A. *Communications et Langages*. Paris, 1963.

ROKEACH, Milton. *The Open and the Closed Mind*. Basic Book, New York, 1960.

SCHRAMM, Wilbur. *Mass Media and National Development*. Stanford University Press, Stanford, California, 1964.

SOLA POOL, Ithiel DE. « The Mass Media in the Modernizing Process ». (Dans PYE, Lucian W. *Communications and Political Development*. Princeton University Press.)

WIENER, Norbert. *Cybernetics*. John Wiley, New York, seconde édition, 1961.
_____, *Human Use of Human Beings*. Houghton Mifflin, Boston, 1950.

II : « Media » de communication et opinions

ALMOND, Gabriel A. « A Comparative Study of Interest Groups and the Political Process. A research Note ». *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 1, 1958. BLUMLER, Jay G., MCQUAIL, Denis. *Television in Politics*. Faber and Faber, London, 1968.

CAMPBELL, Angus. « Has Television Reshaped Politics ». *Columbia Journalism Review*, vol. 1, n° 1, 1963. (Dans DREYER, Edward C., ROSEN-

- BAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 318-323.)
- CHESTER, Edward C. Radio, *Television and American Politics*. Sheed and Ward, New York, 1969.
- CHRISTENSON, Reo M., MCWILLIAMS, Robert O., editors. *Voice of the People, Readings in Public Opinion and Propaganda*. McGraw-Hill, New York, 1962.
- CONVERSE, Philip E. « Information Flow and the Stability of Partisan Attitudes ». *Public Opinion Quarterly*, Vol. 26, 1962. (Dans DREYER, Edward C., ROSENBAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 324-344.)
- DION, Léon. *Société et politique : la vie des groupes*. Tome premier, les Presses de l'université Laval, 1971. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- ERNST, Morris L., *The First Freedom*. Macmillan, New York, 1946.
- FAGEN, Richard R., *Politics and Communication*. Little Brown, 1966.
- FINN, David. « The Management of Pressures and Opinion ». (Dans CLEVELAND, Harlan, LASSWELL, Harold D., editors. *Ethics and Bigness*. Harper, New York, 1962, 73-80.)
- GLASER, William A., « Television and Voting Turnout ». *Public Opinion Quarterly*, Vol. 29, n° 1, 1965, 51-87.
- KATZ, Elihu, LAZARSELD, Paul F. *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*. The Free Press of Glencoe, 1955.
- KEY, V.O., Jr., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- KLAPPER, Joseph T., *The Effects of Mass Communication*. The Free Press, New York, 1960.
- LAMBERT, Jacques. « Structure sociale et opinion publique ». (Dans BERGER, Gaston, et coll. *L'Opinion publique*. Presses universitaires de France, Paris, 1957.)

- LIPSKY, Michael. « Protest as a Political Resource ». *The American Political Science Review*, Vol. 62, n° 4, 1968. (Dans ZISK, Betty H. *American Political Interest Groups : Readings in Theory and Research*. Wadsworth, Belmont, California, 1969, 268-293.)
- MCCORMACK, Thelma. « Social Theory and the Mass Media ». *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 27, n° 4, 1961, 179-190.
- MEISTER, Albert. « Participation organisée et participation spontanée ». *L'Année sociologique*, 1961.
- MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1961. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.
- PYE, Lucian W. *Communications and Political Development*. Princeton University Press.
- ROURKE, Francis E., *Secrecy, Publicity and the Dilemma of Democracy*. The John Hopkins Press, Baltimore, 1961.
- RUBIN, Bernard. *Political Television*. Wadsworth, Belmont, California, 1967.
- SCHRAMM, Wilbur. *Communications in Modern Society*. University of Illinois Press, 1948.
- SIMON, Herbert A., STERN, Frederick. « The Effect of Television Upon Voting Behavior in Iowa in the 1952 Presidential Election ». *The American Political Science Review*, Vol. 44, n° 3, 1955, 470-477.
- STOETZEL, Jean. *Théorie des opinions*. Presses universitaires de France, 1943.
- VERBA, Sidney. *Small Groups and Political Life*. Princeton University Press, 1961.

III : « Media » de communication et information

- CONVERSE, Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». (Dans APTER, David E. *Ideology and Discontent*. The Free Press, Glencoe, 1964.)

DAHL, Robert A. « Atomic Energy and the Democratic Process ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 290, novembre 1953, 1-6.

DEUTSCH, Karl. *The Nerves of Government, Models of Political Communication and Control*. The Free Press, New York, 1963.

DION, Léon. « The Concept of Political Leadership ». *Revue canadienne de science politique*, vol. 1, n° 1, mars 1968, 2-18.

FAGEN, Richard R. *Politics and Communication*. Little Brown, Boston, 1966.

HOROWITZ, Irving Louis. *Power Politics and People* (introduction aux essais colligés de MILLS, C. Wright). Oxford University Press, 1963.

JANOWITZ, Morris. *The Professional Soldier*. The Free Press of Glencoe, 1960.

MARTIN, John Barlow. « The Blast in Centralis N° 5, A Mine Disaster no one Stopped ». *Harpers Magazine*, n° 196, mars 1948, 193-220.

PERROUX, François. « L'information, facteur de progrès économique dans les sociétés du XXème siècle ». *Diogène*, vol. 21, 1958, 32-61.

ROSEMAN, Cyril, et al. *Dimensions of Political Analysis*. Prentice-Hall, 1966.

ROURKE, Francis E. « Administrative Secrecy : A Congressional Dilemma ». *The American Political Science Review*, vol. 54, n° 3, septembre 1960, 684-695.

———, *Secrecy and Publicity Dilemmas of Democracy*. The John Hopkins Press, Baltimore, 1961.

IV : Tendances évolutives

COMEAU, Paul-André. « Analyse comparative et informatique ». *Revue canadienne de science politique*, vol. I, n° 1, mars 1968, 81-95.

MERRIT, Richard L., ROKKAN, Stein. *Comparing Nations : The Use of Quantitative Data in Cross-National Research*. New Haven, Yale University Press, 1966.

Quatrième partie À la recherche d'une influence

INTRODUCTION NOTION D'INFLUENCE

- BERGERON, Gérard. *Le Fonctionnement de l'État*. Armand Colin, Paris, 1965.
———, « Pouvoir, contrôle et régulation ». *Sociologie et société*, vol. 2, n° 2, 1970, 227-249.
- CROZIER, Michel. *La Société bloquée*. Éditions du Seuil, Paris, 1970.
- DAHL, Robert A. *Modern Political Analysis*. Prentice-Hall, New York, 1963.
- ETZIONI, Amitai. *The Active Society*. Collier- Macmillan, London, 1968.
- LAPIERRE, Jean-William. *Essai sur le fondement du pouvoir politique*. Publications des Annales de la Faculté des Lettres, Aix-en-Provence, 1968.
- LAVAU, Georges. « La dissociation du pouvoir ». *Esprit*, juin 1953.
- LHOMME, Jean. *Pouvoir et société économique*. Cujas, Paris, 1966.
- MABILEAU, Albert. « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques ». *Revue française de science politique*, vol. 10, n° 1, 1960.
- POLSBY, Nelson W. *Community Power and Political Theory*. Yale University Press, New Haven, 1963.
- TOURAINE, Alain. *Sociologie de l'action*. Éditions du Seuil, Paris, 1965.
- WEBER, Max. *Wirtschaft und Gesellschaft*, troisième partie, chapitre II. (Traduit par GERTH, H., MILLS, C. Wright. From Max Weber : *Essays in Sociology*. Oxford University Press, 1958.)
———, *The Theory of Social and Economic Organization*. (Traduit par HENDERSON, A. M., PARSONS, Talcott. The Free Press, Glencoe, Illinois, 1947.)

CHAPITRE PREMIER .
GROUPES ET COMPOSANTES DU SYSTÈME POLITIQUE

I : Importance des composantes internes du système politique pour les groupes d'intérêt

A. MONOGRAPHIES (HORS-TEXTE PORTANT SUR LES DIVERSES CATÉGORIES DE GROUPES)

1. Groupes d'affaires

BAUER, Raymond A., editor. *American Business and Public Policy : the Politics of Foreign Trade*. Atherton Press, New York, 1964.

BOOTH, Arch W. « The Chamber of Commerce of the United States ». (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 170-175.)

BOWEN, H. R. « How Public Spirited is American Business ? » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 280, mars 1952, 82-89.

BRAUNTHAL, Gerard. *The Federation of German Industry in Politics*. Cornell University Press, Ithaca, 1965.

BUNZEL, John H. *The American Small Businessman*. Alfred A. Knopf, New York, 1962.

CHERINGTON, Paul W., et al. *The Business Representative in Washington*. The Brookings Institution, Washington, 1962.

CLEVELAND, Alfred S., « NAM : Spokesman for Industry ». *Harvard Business Review*, vol. 26, n° 3, 1948, 353-371.

DAHL, Robert A. « Business and Politics : A Critical Appraisal of Political Science ». *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 1, mars 1959, 1-35.

EHRMANN, Henry W. *La Politique du patronat français, 1936-1955*. Armand Colin, Paris, 1959, tract. de l'anglais par André Michel. (Paru en 1957 aux États-Unis sous le titre de *Organized Business in France*.)

- GABLE, Richard W. « NAM : Influential Lobby or Kiss of Death ? » *The Journal of Politics*, vol. 15, n° 2, 1953, 254-273. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955.)
- HACKER, Andrew, ABERBACH, Joel D., « Businessmen in Politics ». *Law and Contemporary Problems*, vol. 27, 1962, 266-279. (Dans MAHOOD, H. R. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 81-101.)
- LENHART, Robert F., SCHRIFTGIESSER, Karl. « Management in Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, sept. 1968, 32-40.
- MCCONNELL, Grant. *Private Power and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1967.
- MARCH, James G., « The Business Firm as a Political Coalition ». *The Journal of Politics*, vol. 24, n° 4, 1962.
- MASON, A. T. « Business Organized as Power : the New Imperium in Imperio ». *The American Political Science Review*, vol. 64, juin 1950.
- MEYNAUD, Jean, SIDJANSKI, Susan. *L'Europe des affaires. Rôle et structure des groupes*. Payot, Paris, 1967.
- POWER, Paul F. « American Employer Behavior in the International Labor Organization ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 12, n° 2, 1968, 259-278.
- REAGAN, Michael D. « The Seven Fallacies of Business in Politics ». *Harvard Business Review*, vol. 38, n° 1, 1960, 60-68. (Dans MAHOOD, H. R., editor. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 102-120.)
- SCHWEITZER, Arthur. *Big Business in the Third Reich*. Indiana University Press, Bloomington, 1964.
- SCHWIRIAM, Kent P., HELFRICH, Margaret L. « Economic Role and Community Involvement of Business Executive ». *The Sociological Quarterly*, vol. 9, n° 1, 1968, 64-73.
- SWENSON, R. J. « The Chamber of Commerce and The New Deal ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 179, mai 1935, 136-151.

ZEIGLER, Harmon. *The Politics of Small Business*. Public Affairs Press, Washington, 1961.

2. Groupes ouvriers

CAREY, James B. « Organized Labor in Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 52-63.

COOK, A. H. *Union Democracy : Practice and Ideal*. Cornell University Press, 1963.

GOLDTHORPE, John H., editor. *The Affluent Worker : Industrial Attitudes and Behavior*. Cambridge University Press, London, 1968.

HERBERG, Will. « Bureaucracy and Democracy in Labor Unions ». *Antioch Review*, vol. 2, 1943, 405-417. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 122-128.)

HOROWITZ, Gad. *Canadian Labor in Politics*. University of Toronto Press, Toronto, 1968.

KROLL, Jack. « Labor's Political Role ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, mars 1951, 118-123.

———, « The CIO-PAC ». (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 138-144.)

LEISERSON, Avery. « Organized Labor as a Pressure Group ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 108-117. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 128-135.)

LENS, Sidney. *The Crisis of American Labor*. A. S. Barnes and Co., New York, 1961.

UPSET, Martin Seymour. *Union Democracy*. The Free Press, Glencoe, 1956.

McADAMS, Alan X. *Power and Politics in Labor Legislation*. Columbia University Press, New York, 1964.

McDEVITT, James L. « The Role of the AFL in Politics ». (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 135-138.)

McLAUGHLIN, Doris B., editor. *Labor and American Politics*. University of Michigan Press, Ann Arbor, 1967.

MALLET, Serge. *La Nouvelle Classe ouvrière*. Éditions du Seuil, Paris, 1963,

SHEPPARD, Harold, MASTERS, Nicholas. « The Political Attitudes and Preferences of Union Members ». *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 3, 1959, 442-443.

SCOBLE, Harry M. Organized Labor in Electoral Politics : Some Questions for the Discipline ». *The Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 3, 1963, 666-686. (Dans MAHOOD, A. H., editor. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 121-145.)

TOURAINÉ, Alain. *La Conscience ouvrière*. Éditions du Seuil, Paris, 1966.

3. Groupes agricoles

The Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 331, 1960 ; numéro consacré à : « Agricultural Policy, Politics and the Public Interest ».

CRAMPTON, John A. *The National Farmers Union : Ideology of a Pressure Group*. University of Nebraska, 1965.

DEBATISSE, Michel. *La Révolution silencieuse. Le combat des paysans*. Calmann-Lévy, Paris, 1963.

FAUVET, Jacques, MENDRAS, Henri. *Les Paysans et la politique*. Paris, Armand Colin, 1958.

« The Farm Bureau ». *Fortune Magazine*, Vol. 29, 1944, 156-160, 188-196. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 98-103.)

FITE, Gilbert C. « The Changing Political Role of the Farmer ». *Current History*, Vol. 31, n° 1, 1956, 84-90. (Dans MAHOOD, H. A., editor. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 166-173.)

HADWIGER, F., TALBOT, R. B., *Pressures and Protests : The Kennedy Farm Program and the Wheat Referendum of 1963*. Thomas Nelson and Sons, Toronto, 1964.

HARDIN, Charles M., *The Politics of Agriculture : Soil Conservation and the Struggle for Power in Rural America*. The Free Press, Glencoe, Illinois, 1952.

_____, « The Politics of Agriculture in the United States ». *Journal of Farm Economics*, vol. 32, 1950, 571-583. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 104-111.)

JOHNSON, William R., National Farm Organizations and the Reshaping of Agricultural Policy in 1932 ». *Agricultural History*, vol. 37, n° 4, 1963, 35-42. (Dans MAHOOD, H. R., editor. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 179-193.)

KLINE, Allan B., « What the Farmers Want ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 259, 1948, 122-127. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 111-119.)

MCCUNE, Wesley. « Farmers in Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, septembre 1958, 41-52.

MENDRAS, Henri. *La Fin des paysans ; innovations et changement dans l'agriculture française*, S.E.D.E.I.S., Paris, 1967.

MEYNAUD, Jean. *La Révolte paysanne*. Études et Documents, Payot, Paris, 1963.

Revue française de science politique. Numéro sur « Les paysans et la politique sous la Ve République », vol. 12, n° 3, 1962.

4. Autres groupes

a. Vétérans

BAKER, Roscoe. *The American Legion and Foreign Policy*. Bookman Associates, New York, 1954.

CAMELON, David. « I saw the G.I. Bill Written ». *The American Legion Magazine*, Sept.-Oct.-Nov. 1949. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGrawHill, New York, 1955, 186-194.)

DEARING, Mary R. *Veterans in Politics : The Story of the G.A.R.* Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1952.

SOMIT, Albert, TANENHAUS, Joseph. « The Veteran in the Electoral Process in the House of Representatives ». *Journal of Politics*, vol. 19, n° 2, 1957, 184-201.

b. Militaires

The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. 267, 1950 ; numéro consacré au « Military Government ».

Archives européennes de sociologie, tome 2, n° 1, 1961 ; tome 6, n° 2, 1965 ; numéros consacrés aux militaires.

COLES, Harry L. *Total War and Cold War, Problems in Civilian Control of the Military*. Ohio State University Press, 1962.

EDINGER, Lewis J. « Military Leaders and Foreign Policy Making ». *The American Political Science Review*, Vol. 57, 1963, 392-405. (Dans ROSEMAN, Cyril, et al., editors. *Dimensions of Political Analysis*. Prentice-Hall, New York, 1966, 339-352.)

Fox, William T. R. « Representativeness, Efficiency, and the Dual Problem of Civil-Military Relations ». (Dans CLEVELAND, Harlan, LASSWELL, Harold D., editors. *Ethics and Bigness*. Harper, New York, 1962, 351-362.)

GALBRAITH, John K. *How to Control the Military*. Doubleday, New York, 1969.

GERMANI, Guino, SILVERT, Kalman. « Politics and Military Intervention in Latin America ». *Archives Européennes de Sociologie*, tome 2, n° 1, 1961, 62-81. (Dans FINKLE, Jason L., GABLE, Richard W., editors. *Political Development and Social Change*. John Wiley, New York, 1966, 397-401.)

GIFFIN, Sidney F. « The American Military Mind in a Strange New World ». (Dans CLEVELAND, Harlan, LASSWELL, Harold D., editors. *Ethics and Bigness*, Harper, New York, 1962, 341-350.)

GIRARDET, Raoul. *La crise militaire française 1945-1962. ; aspects sociologiques et idéologiques*. Armand Colin, Paris, 1964.

GUTTERIDGE, William. *Military Institutions and Power in the New States*. Frederick A. Praeger, New York, 1965.

HOOPES, Townsend. « Civilian-Military Balance ». *Yale Review*, 1954.

HUNTINGTON, Samuel P. « Civilian Control of the Military : a Theoretical Statement ». (Dans EULAU, Heinz, editor. *Political Behavior*, 380-385.)

JANOWITZ, Morris, editor. *The New Military : Changing Patterns of Organization*. Russel Sage Foundation, New York, 1964.

_____, *The Professionnal Soldier : A Social and Political Portrait*. The Free Press, New York, 1960,

PYN Lucian W. « Armies in the Process of Political Modernization ». *Archives Européennes de Sociologie*, tome 2, no 1, 1961, 82-92. (Dans FINKLE, Jason L., GABLE, Richard W., editors. *Political Development and Social Change*. John Wiley, New York, 1966, 379-385.)

Revue française de sociologie, vol. 2, n° 2, avril-juin 1961 ; numéro consacré aux « militaires en France ».

SCHILER, Herbert, PHILLIPS, Joseph D., editors. *Super State. Readings in the Military-Industrial Complex*, University of Illinois Press, Urbana, 1970.

SMITH, Louis. *American Democracy and Military Power : a Study of Civil Control of the Military Power in the United States*. University of Chicago Press, 1951.

c. Religieux

« Church Lobbies ». *Congressional Quarterly Weekly Report*, vol. 11, n° 14, 3 avril 1953, 418-419. (Dans TURNER, H. A. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 178-180.)

DWYER, Robert J. « The Catholic Church and Modern Bigness ». (Dans CLEVELAND, Harlan, LASSWELL, Harold D., editors. *Ethics and Bigness*. Harper, New York, 1962, 169-185.)

EBERSOLE, Luke. « Religion and Politics ». *The Annals of the American Academy of Social and Political Science*, vol. 332, nov. 1960, 101-112.

LAUMAN, Edward O. « The Social Structure of Religions and Ethnoreligions Groups in a Metropolitan Community ». *American Sociological Review*, vol. 34, n° 2, avril 1969, 182-197.

LENSKI, Gerhard, *The Religious Factor : a Sociological Study of Religion's Impact on Politics Economics and Family Life*. Doubleday, Garden City, 1961.

ODEGARD, Peter H. *Religion and Politics*. Oceana Publications, New York, 1960.

RÉMOND, René. *Forces religieuses et attitudes politiques*. Paris, A. Colin, 1965, (Cahiers de la FNSP, n° 130).

STEDMAN, Murray S., Jr. *Religion and Politics in America*. Harcourt, Brace, New York, 1964.

d. Professions

BADGLEY, Robin, et al., *Doctors' Strike : Medical Care and Conflict in Saskatchewan*. Atherton Press, New York, 1967.

BURROW, James. AMA, *Voice of American Medicine*. John Hopkins Press, Baltimore, 1963.

ECKSTEIN, Harry. *Pressure Group Politics, The Case of the British Medical Association*. Ruskin House, George Allen, London, 1960.

GARCEAU, Oliver. *The Political Life of the American Medical Association*. Anchor Books, Hamden, Connecticut, 1961.

GILB, Corinne Lathrop. *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*. Harper and Row, New York and London, 1966.

GLASER, William A., SILLS, David. *The Government of Associations : Selections from the Behavioral Sciences*. Bedminster Press, New Jersey, 1966.
———, « Doctors and Politics ». *American Journal of Sociology*, vol. 66, nov. 1960, 230-245.

LEWIS, R. G., « New Power at the Polls : the Doctors ». *Medical Economics*, vol. 28, n° 4, 1951, 73-78, 207-217. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 180-185.)

PARSONS, Talcott. « Organized Medicine ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 346, 1963, 22-33.

MCWILLIAMS, Carry., « Government by Whitaker and Baxter ». *The Nation*, vol. 172, 14, 21 avril, 5 mai 1951, 346-348, 366-369, 418-421. (Dans TURNER, H. A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 361-366.)

STAUFFER, Robert B. *The Development of an Interest Group : The Philippine Medical Association*. University of the Philippine Press, 1966.

VOLLMER, Howard H., MILLS, Donald L., editors. *Professionalization*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1966.

e. Intellectuels, Savants, Institutions académiques, Enseignants, Étudiants

Association internationale des universités, *L'autonomie universitaire. Sa signification d'aujourd'hui*. Cahier 7, 1965.

BARBER, Bernard. *Science and the Social Order*. The Free Press of Glencoe, 1952.

BELL, Daniel, BRISTOL, Irving, editors. *Confrontation : The Student Rebellion and the Universities*. Basic Books, New York, 1969.

CLARK, James M. *Teachers and Politics in France : a Pressure Group Study of the Federation de l'Éducation nationale*. Syracuse University Press, 1967.

CAPLOW, Theodore, McGEE, Reece J. *The Academic Market Place*. John Wiley, New York, 1961.

DREYFUS, F. G., « Un groupe de pression en action : les syndicats universitaires devant le projet Milieu de réforme de l'enseignement ». *Revue française de science politique*, vol. 15, n° 2, 1965, 213-250.

DUPRE, I. Stephen, LAKOFF, Stanford A. *Science and the Nation : Policy and Politics*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1962.

FEUER, Lewis S. *The Conflict of Generations. The Character and Significance of Student Movements*. Basic Books, New York, 1969.

GIRARDET, Raoul. « Le problème de l'engagement politique en milieu étudiant ». (Dans VEDEL, Georges, directeur de la publication. *La Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, 269-277.)

GOTTLIEB, David. *The Emergence of Youth Societies : a Cross-Cultural Approach*. The Free Press, New York, 1966.

GOULD, Jay M., *The Technical Elite*. Augustus M. Kelley, New York, 1966.

KENISTON, Kenneth. *The Uncommitted : Alienated Youth in American Society*. Longsman of Canada, Toronto, 1965.

KORNHAUSER, William. *The Politics of Mass Society*. The Free Press of Glencoe, 1959.

LAPP, Ralph E., *The New Priesthood. The Scientific Elite and the Uses of Power*. Harper and Row, New York, 1965.

LAWRENCE, Samuel A. « The Battery Additive Controversy ». (Dans BOCK, Edwin A., CAMPBELL, Alan K. *Case Studies in American Government*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962, 325-362.)

LIPSET, Martin Seymour. *The Berkeley Student Revolt*. Doubleday, New York, 1965.

PRICE, Donk. *The Scientific Estate*. The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1965.

ROSEN, May R. « Esquisse d'une sociologie de la Jeunesse ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 20, n° 2, 1968, 319-355.

ROSENTHAL, Alan. *Pedagogues and Power : Teacher Groups in School Politics*. Syracuse University Press, Syracuse, 1969.

SAMPSON, Edward E., « Student Activism and the Decade of Protest ». *The Journal of Social Issues*, vol. 23, n° 2, 1967. Tout le numéro est consacré à cette question (6 articles sous le titre « Stirrings out Apathy »).

SHILS, Edward. « The Intellectuals in the Political Development of the New States ». *World Politics*, Vol. 12, 1960, 329-368. (Dans FINKLE, Jason L., GABLE, Richard W. *Political Development and Social Change*. John Wiley, New York, 1966.)

The Political Science Quarterly, vol. 38, n° 1, 1968 ; numéro spécial sur « The Politics of Science ».

YOUNG, Michael. *The Rise of Meritocracy, 1870-2033*. Random House, New York, 1959.

ZEIGLER, Harmon. *The Political Life of American Teachers*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1967.

f. Noirs

BABCHUCK, Nicholas, THOMPSON, Ralph W. « The Voluntary Associations of Negroes ». *American Sociological Review*, Vol. 27, n° 5, 1962, 641-655.

BARBOUR, F., editor, *The Black Power Revolt*. Porter Sargent Publisher, Boston, 1968.

- BELL, Inge Powell. *CORE and the Strategy of Non-Violence*. Random House, New York, 1968.
- BOGGS, J., WILLIAMS, R. *La Révolution aux États- Unis*. Maspéro, Paris, 1966.
- CARMICHAEL, Stockely, HAMILTON, Charles W. *Black Power : The Politics of Liberation in America*. Random House, New York, 1967.
- ESSIEN-UDOM, E.U., *Black Nationalism*. Chicago University Press, Chicago, 1962.
- FRAZIER, E. Franklin. *Black Bourgeoisie, The Rise of a New Middle Class*. The Free Press of Glencoe, 1965.
- KAPLAN, Howard M. « The Black Muslims and the Negro American's Quest for Communion ». *The British Journal of Sociology*, vol. 20, n° 2, 1969, 164-176.
- KELLOGG, Charles F., *NACCP : A History of the National Association for the Advancement of Coloured People*. Hopkins Press, Baltimore, 1967.
- KILLIAN, Lewis M. *The Impossible Revolution ? Black Power and the American Dream*. Random House, New York, 1968.
- MUSE, Benjamin. *The American Negro Revolution : From Non-Violence to Black Power*. Indiana University Press, Bloomington, Indiana, 1968.
- POWLEDGE, F. *Black Power, While Resistance*. World Publishing, New York, 1967.
- RICH, Marvin. « The Congress of Racial Equality and its Strategy ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 357, 1965, 113-118.
- SEARS, David O., « Black Attitudes Toward the Political System in the Aftermath of the Watts Insurrection *Midwest Journal of Political Science*, vol. 13, n° 4, 1969, 515-544.
- SILVERMAN, Corrine. « The Little Rock Story ». (Dans BOCK, Edwin A., CAMPBELL, Alan K. *Case Studies in American Government*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962, 1-46.)
- WILSON, James Q., *Negro Politics*. The Free Press, New York, 1960.

WRIGHT, Nathan, Jr. *Black Power and Urban Unrest*. Hawthorn Books Inc., New York, 1967.

5. Groupes particuliers

ALEXANDER, Charles C. *The Ku Klux Klan in the Southwest*. University of Kentucky Press, Lexington, 1965.

The Annals of the American Academy of Political and Social Science, n° 375, janvier 1968 ; numéro sur « Women around the World ».

CHOMBART DE LAUWE, Marie-Josée, et coll. *La Femme dans la société : son image dans différents milieux*. C.N.R.S., Paris, 1967.

CRITTENDEN, John. « Aging and Political Participation ». *The Western Political Quarterly*, vol. 16, n° 2, 1963.

DUVERGER, Maurice. *La Participation des femmes à la vie politique*. Unesco, Paris, 1954.

———, *Rapport général sur la participation des femmes à la vie politique*. Association internationale de science politique, Congrès de La Haye, 8-12 septembre 1952.

FALLERS, L. A. *Immigrants and Associations*. Mouton, Paris, 1967.

FUCHS, Laurence H. *The Political Behavior of American Jews*. The Free Press, Glencoe, 1956.

GRUBERT, Martin. *Women in American Politics*. Academic Press, Wisconsin, 1968.

LEMIEUX, Vincent, MEISEL, John. *Ethnic Relations in Canadian Voluntary Associations*. Étude pour la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, 1967.

LEVITT, Morris. « The Political Role of American Women ». *The Journal of Human Relations*, vol. 15, no 1, 1967, 23-35.

MEYNAUD, Jean. *Les Consommateurs et la politique*. Études de science politique, Lausanne, 1964.

MINNIS, Mhyre S., « Cleavages in Women's Organizations. A Reflection of the Social Structure of a City ». *American Sociological Review*, vol. 18, no 1, 1953, 47-53.

- MOORE, J. W. « Patterns of Women's Participation in Voluntary Association ». *American Journal of Sociology*, vol. 66, n° 6, 1961, 592-598.
- PINNER, Frank, et coll. *Old Age and Political Behavior*. University of California Press, Berkeley, 1959.
- ODEGARD, Peter H. *Pressure Politics. The Story of the Anti-Saloon League*. Columbia University Press, New York, 1928.
- RILEY, Matilda White, FONER, Anne. *Aging and Society*. Russel Sage Foundation, New York, 1968.
- SHANAS, Ethel. *Old People in Three Industrial Societies*. Atherton Press, New York, 1968.
- STEMBER, Charles Herbert, et coll. *Jews in the Mind of America*. Basic Books, New York, 1966.
- TOMASEK, Robert D. « The Migrant Problem : Pressure Group Politics ». *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 2, 1961, 295-320.
- WESTIN, Alan F. « The John Birch Society : Fundamentalism of the Right ». *Commentary*, vol. 32, 1961, 93-104. (Dans MAHOOD, H. R. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 205-224.)

B. OUVRAGES CITÉS DANS LE TEXTE

- ALMOND, Gabriel A. « A Comparative Study of Interest Groups ». *The American Political Science Review*, vol. 57, n° 2, 1958, 270-282.
- BAILEY, Stephen Kemp. *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*. Columbia University Press, New York, 1950.
- BARKER, Lucius J. « Third Parties in Litigation : A Systemic View of the Judicial Function ». *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 1, 1967, 41-70.
- BEER, Samuel. « Pressure Groups and Parties in Britain ». *The American Political Science Review*, vol. 50, n° 1, 1956, 1-23. (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz. *Legislative Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 165-178.)
- BENDIX, Reinhard. *Higher Civil Servants in American Society*. University of Colorado Press, 1949.

- BERGERON, Gérard. *Fonctionnement de l'État*. Armand Colin, Paris, Presses de l'université Laval, Québec, 1965.
- BERNSTEIN, Johanna. « Volunteer Amici Curiae in Civil Right Cases ». *Student Law Review*, New York University, vol. 1, n° 1, 1952, 95-102.
- BLAISDELL, Donald C. *American Democracy under Pressure*. The Ronald Press, New York, 1957.
- BUTT, R. *The Power of Parliament*. Constable, London, 1967.
- CHANDERNAGOR, André. *Un Parlement, pour quoi faire ?* Gallimard, Paris, 1967.
- CROIZAT, Maurice. « Les incidences de la planification sur les structures ». *L'Actualité économique*, vol. 42, n° 1, 1966, 5-38.
- DAHL, Robert A. « The Supreme Court as a Policy Maker ». (Dans BROWN, Bernard E., WAHLKE, John C. *The American Political System*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967, 408-420.)
- DION, Léon. *Les Groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*. Les Presses de l'université Laval, Québec, Armand Colin, Paris, 1965. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- , « Le libéralisme du statu quo : le droit protecteur ». *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 1, 1961, 69-100. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- EHRLICH, Stanislaw. *Le Pouvoir et les groupes de pression. Étude de la structure politique du capitalisme*. Mouton, Paris, 1971.
- EHRMANN, Henry W. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 60-96.
- , « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales ». *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 541-569.
- ELLUL, Jacques. *L'illusion politique*. Laffont, Paris, 1965.
- ELSNER, Henry, Jr. *The Technocrats*. Syracuse University Press, 1967.
- FREEMAN, J. Leipc. « The Bureaucracy in Pressure Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 10-19.

- GOURNAY, Bernard. « Un groupe dirigeant de la société française : les grands fonctionnaires ». *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 2, 1964, 239-242.
- KRISLOV, Walter. *The Supreme Court and the Political Process*. Macmillan, New York, 1965.
- LAVAU, Georges. « Political Pressures and Interest Groups in France ». (Dans EHRMANN, Henry W., *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 60-96.)
- LHOMME, Jean. *La Grande Bourgeoisie au pouvoir, 1830-1880*. Presses universitaires de France, Paris, 1960.
- MACRIDIS, Roy C. « Interest Groups in Comparative Analysis ». *The Journal of Politics*, vol. 23, n° 1, 1961.
- MANN, Dean E. « The Selection of Federal Political Executives ». *The American Political Science Review*, vol. 58, n° 1, 1964, 81-99.
- MASON, Thomas. *The Supreme Court : Vehicle of Revealed Truth or Power Group : 1930-1937*. Boston University Press, 1953.
- MASON, Thomas. « The Supreme Court : Temple and Forum ». *The Yale Review*, vol. 48, n° 3, 1959. (Dans BROWN, Bernard E., WAHLKE, John C. *The American Political System*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967, 600-607.)
- MELLER, Norman. « Legislative Behavior Research ». (Dans HAAS, Michael, KARIEL, Henry S. *Approaches to the Study of Political Science*. Chandler Scranton, Penn., 1970, 239-266.)
- MERLE, Marcel. « L'influence de la technique sur les institutions politiques ». (Dans *Politique et technique*. Centre de science politique de l'Institut d'études juridiques de Nice, III, Presses universitaires de France, Paris, 1950.)
- MEYNAUD, Jean. « Introduction : présentation générale des parlementaires ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961.
- , *Nouvelles études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962, 248-284. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- , « Les groupes de pression sous la Ve République ». *Revue française de science politique*, vol. 12, n° 3, 1962, 672-698.

- MONSEN, Joseph, Jr., CANNON, Mark W., *The Makers of Public Policy*. McGraw-Hill, New York, 1965.
- NAGEL, Stuart S. « Political Party Affiliation and Judges Decisions ». *The American Political Science Review*, vol. 54, n° 3, 1961. (Dans CROTTY, William J., et coll., editors. *Political Parties and Political Behavior*. Allyn and Bacon, Boston, 1966, 525-539.)
- POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.
- REHMUS, Charles M., McLAUGHLIN, Doris B., editors. *Labor and American Political*. The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1967.
- SCHMIDHAUSER, John R. *The Supreme Court : Its Politics, Personalities, and Procedures*. Holt, Rinehart, Winston, New York, 1960.
- SCHUBERT, Glendon. *The Political Roles of the Court : Judicial Policy-Making*. Scott, Foresman, Glenview, Illinois, 1965.
- SCHAPIRO, Martin. *Law and Politics in the Supreme Court*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1964.
- SNYDER, Eloise S., « The Supreme Court as a Small Group ». *Social Forces*, vol. 36, n° 2, 1957. (Dans ROSEMAN, Cyril, MAYO, Charles G., COLLINGE, F. B., editors. *Dimensions of Political Analysis*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 125-133.)
- SONNENFELD, Peter H. « Participation of Amici Curiae in Decisions of the Supreme Court, 1949-1957 ». Government Research Bureau, *Working Papers*, n° 2, Michigan, 1958.
- SORAU, Frank J. « The Impact of a Supreme Court Decision ». *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 4, 1959, 777-791. (Dans BROWN, Bernard E., WAHLKE, John C., editors. *The American Political System*. Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967, 441-451.)
- STEWART, J.D. *British Pressure Groups*. Oxford University Press, New York, 1958. TYLER, Gus. « The Presidency and Labor ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 307, 1956.
- VOSE, Clement E. « Litigation as a Form of Pressure Group Activity ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 20-32.

ZEIGLER, Harmon. *The Politics of Small Business*. Public Affairs Press, Washington, 1961.

II : Les points d'application de la pression des groupes d'intérêt

BAILEY, Stephen Kemp. *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*. Columbia University Press, New York, 1950.

BEER, Samuel H. « Pressure Groups and Parties in Britain ». *The American Political Science Review*, vol. 50, n° 1, 1956.

_____, *Patterns of Government*. Random House, New York, 1962.

_____, *British Politics in the Collectivist Age*. Alfred A. Knopf, New York, 1966.

BLONDEL, Jean. *La Décision politique britannique*. Armand Colin, Paris, 1964.

CELLER, Emmanuel. « Pressure Groups in Congress ». *The Annals of the American Academy of Social and Political Science*, vol. 319, 1958, 1-10.

CLARK, Wesley C. « Public Administration and the Private Interest ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 280, 1952, 66-77.

CLEVELAND, Alfred S. « NAM : Spokesman for Industry ? » *Harvard Business Review*, vol. 26, n° 3, 1948, 353-371.

CRONIN, Thomas E., GREENBERG, Stanford D., editors. *The Presidential Advisory System*. Harper and Row, New York, 1969.

DION, Léon. *Les Groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*. Les Presses de l'université Laval, Québec, Armand Colin, Paris, 1965. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

_____, [Le Bill 60 et la Société québécoise](#). HMH, Montréal, 1967. [Livre disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

EHRMANN, Henry W. « Administration et groupes de pression ». *Économie et humanisme*, n° 123, 1960, 22-30.

_____, « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales ». *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 541-569.

FENNO, Richard F. *The President's Cabinet*. Harvard University Press, Cambridge, 1959.

- FINLETTER, Thomas K. « Congressional-Executive Responsibility ». (Dans CLEVELAND, Harlan, LASSWELL, Harold, editors. *Ethics and Bigness*. Harper, New York, 1962, 311-327.)
- FLASH, E.S. *Economic Advice and Presidential Leadership : The Council of Economic Advisers*. Columbia University Press, 1965.
- FOSTER, William C. « The Proper Place of the Political Executive in the Governmental System ». (Dans CLEVELAND, Harlan, LASSWELL, Harold, editors. *Ethics and Bigness*, Harper, New York, 1962, 329-340.)
- FREEMAN, J. Leiper. *The Political Process : Executive Bureau - Legislative Committee Relations*. Doubleday, New York, 1958, Random House, New York, 1965.
- , « The Bureaucracy in Pressure Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 10-20.
- GABLE, Richard W. « NAM : Influential Lobby or Kiss of Death ? » *The Journal of Politics*, vol. 15, n° 2, 1953, 254-273.
- GALLOWAY, George B. *The Legislative Process in Congress*. Crowell, New York, 1953.
- GOURNAY, Bernard. « Les administrations verticales ». *Revue économique*, vol. 13, 1962.
- GROSS, Bertram M. *The Legislative Struggle. A Study in Social Combat*. McGraw-Hill, New York, 1953.
- KAUFMAN, Herbert. « The Federal Government Services ». *The American Assembly*, New York, 1954.
- LINDBLOM, Charles E. « The Science of « Muddling Through » : How an Administrator gets a Decision ». *Public Administration Review*, vol. 19, n° 1, 1959, 79-88. (Dans WOLFINGER, Raymond E., editor. *Readings in American Political Behavior*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1966, 211-226.)
- LOEWENBERG, Gerhard. *Parliament in the German Political System*. Cornell University Press, Ithaca, New York, 1966.
- LONGLEY, Lawrence D., « Interest Groups Integration in the Legislative System ». *The Journal of Politics*, vol. 29, n° 3, 1967, 637-659.

- McADAMS, Alan K., *Power and Politics in Labor Legislation*. Columbia University Press, New York, 1964.
- MACRIDIS, Roy C., editor. *Modern European Governments*. McGraw-Hill, New York, 1962.
- MEEHAN, Eugène J., ROCHE, John P., STEDMAN, Murray S., Jr. *The Dynamics of Modern Government*. McGraw-Hill, New York, 1966.
- MEYNAUD, Jean. *La décision politique en Belgique*. Armand Colin, Paris, 1965.
———, « Les groupes d'intérêt et l'administration en France ». *Revue française de science politique*, vol. 7, n° 3, 1957, 573-593.
- MORGAN, Robert J. « Pressure Politics and Resources Administration ». *The Journal of Politics*, Vol. 18, n° 1, 1956, 39-60. (Dans MAHOOD, H. R. *Pressure Groups in American Politics*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967, 244-267.)
- NEUSTADT, Richard E. « Presidency and Legislation : The Growth of Central Clearance ». *The American Political Science Review*, vol. 48, n° 3, 641-671.
———, *Presidential Power*. John Wiley, New York, 1960.
- RIGGS, Fred W., *Pressures on Congress : A Study of the Repeal of Chinese Exclusion*. Kings Crown Press, New York, 1950.
- ROSE, Richard. *Studies on British Politics*. Little, Brown, Boston, 1964.
- SCHRIFTGIESER, Karl. *The Lobbyists. The Art and Business of Influencing Law Makers*. Little Brown, Boston, 1951.
- SELIGMAN, Lester G. « The Presidential Office and the President as Party Leader ». *Law and Contemporary Problems*, vol. 21, n° 4, 1956. (Dans CROTTY, William J., editor. *Political Parties and Political Behavior*. Allyn and Bacon, Boston, 1966, 514-524.)
- SIMON, Herbert A. *Administrative Behavior*. The Free Press, New York, 1965.
- SORENSEN, Theodore C. *Decision Making in the White House*. Columbia University Press, New York, 1963.
- TURNER, Julius. *Party and Constituency : Pressures on Congress*. The John Hopkins Press, Baltimore, 1951.

ZEIGLER, Harmon. *Interest Groups in American Society*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1964.

III : Les relations interpersonnelles

BARBER, James David. *The Lawmakers. Recruitment and Adaptation to Legislative Life*. Yale University Press, New Haven, 1965.

BERRINGTON, H. B., FINER, S. E. « La Chambre des Communes britanniques ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961, 667-691.

BUCK, Philip W. *Amateurs and Professionals in British Politics*. Chicago University Press, 1963.

BUTLER, David. *The British General Election of 1964*. Mac-millan, London, 1965.

CHALUMEAU, Jean-Luc, *Les Relations publiques de l'État*. Sédès, Paris, 1964.

CHERINGTON, Paul W., GILLEN, Ralph L. *The Business Representative in Washington*. The Brookings Institution, Washington D. C., 1962.

DEAKIN, James. *The Lobbyist*. Public Affairs Press, 1966.

DION, Léon. *Les groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*. Les Presses de l'université Laval, Québec, Armand Colin, Paris, 1965. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

EHRMANN, Henry W. « French Bureaucracy and Organized Interests ». *Administrative Science Quarterly*, vol. 5, n° 3, 1961, 534-555.

———, « Administration et groupes de pression ». *Économie et humanisme*, n° 123, 1960, 22-30.

ELSNER, Henry, Jr. *The Technocrats*. Syracuse University Press, 1967.

EULAU, Heinz. « The Lobbyists : The Wasted Profession ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 28, n° 1, 1964, 27-38.

FINER, Herman. « The Tasks and Functions of the Legislator ». (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz. *Legislative Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 281-284.)

- GÉLINAS, André. *Les Parlementaires et l'administration au Québec*. Les Presses de l'université Laval, Québec, 1969.
- GILB, Corinne Lathrop. *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*. Harper and Row, New York, 1966.
- GUTTSMAN, W. L. *The British Political Elite*. Macgibbon and Kee, London, 1965.
- HAMON, Léo. « Les parlementaires en France » *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 13, n° 4, 1961, 609-631.
- HOLTZMAN, Abraham. *Interest Groups and Lobbying*. Collier-Macmillan, Toronto, 1966.
- HYNEMAN, Charles S. « Who Makes Our Laws ». (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz. *Legislative Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 254-265.)
- KORNHAUSER, William. *The Politics of Mass Society*. The Free Press of Glencoe, 1959.
- LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.
- MACRAE, Duncan, Jr. *Parliament, Parties and Society in France. 1946-1958*. St-Martin's Press, New York, 1967.
- MARVICK, Dwaine. *Political Decision-Makers*. The Free Press of Glencoe, 1961.
- MARX, Fritz Morstein. « Party Responsibility and Legislative Program ». *Columbia Law Review*, vol. 50, n° 2, 281-299. (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz. *Legislative Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 55-59.)
- MATTHEWS, Donald R.U.S. *Senators and their World*. University of North Carolina, Chapel Hill, 1960.
- MELLENHOF, Clark R. *Despoilers of Democracy*. Doubleday, New York, 1965.
- MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

_____, *La Technocratie : mythe ou réalité ?* Payot, Paris, 1964. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

MILBRATH, Lester W. *The Washington Lobbyists*. Rand, McNally, Chicago, 1963.

MILLETT, John H. « The Role of an Interest Group Leader ». *Western Political Quarterly*, vol. 9, n° 4, 1956, 915-926. (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz. *Legislative Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 190-196.)

MITCHELL, William C. *The American Policy*. The Free Press of Glencoe, 1962.

POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.

RANNEY, Austin. *Pathways to Parliament : Candidates Selection in Britain*. University of Wisconsin Press, Madison, 1965.

ROSE, Richard. *Politics in England*. Little Brown, Boston, 1964.

SCHLESINGER, Joseph A. *Ambition and Politics : Political Careers in the United States*. Rand McNally, New York, 1966.

SHILS, Edward A. « The Legislator and Its Environment ». *University of Chicago Law Review*, vol. 18, n° 3, 1950-51, 571-584.

WAHLKE, John C. « The Legislator and the Interests : Pressure Group Roles ». (Dans WAHLKE, John, EULAU, Heinz, BUCHANAN, William, FERGUSON, Leroy C. *The Legislative System*. John Wiley, New York, 1962, 311-343.)

ZEIGLER, Harmon, BAER, Michael A., « The Recruitment of Lobbyists and Legislators ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 12, n° 4, 1968, 493-513.

IV : Contribution des groupes d'intérêt au processus politique

BARKER, Anthony, RUSH, Michael. *The British Member of Parliament and His Information*. The University of Toronto Press, 1970.

BERNARD, Stéphane. *Les Attitudes politiques en démocratie. Esquisse d'une typologie*. Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1968.

DEUTSCH, Karl W. « On Political Theory and Political Action ». *The American Political Science Review*, vol. 65, n 1, 1971, 11-27.

EASTON, David. *A Systems Analysis of Political Life*. John Wiley, New York, 1965.

FINER, S. E., *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*. Pall Mall Press, London, 1966.

KIRCHHEIMER, O., « The Waning of Opposition in Parliamentary Regimes ». *Social Research*, vol. 24, 1957. (Dans DAHL, Robert A., editor. *Political Oppositions in Western Democracies*. Yale University Press, New Haven, 1966, 247-259.)

LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.

PARSONS, Talcott. « The Political Aspect of Social Structure and Process ». (Dans EASTON, David. *Varieties of Political Theory*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, 71-112.)

WAHLKE, John C. « The Legislator and the Interests : Pressure Group Roles ». (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz, BUCHANAN, William, FERGUSON, Leroy C., *Legislative System*. John Wiley, New York, 311-342.)

V : Mécanismes d'interactions et crise des sociétés libérales

CROZIER, Michel. *La société bloquée*. Éditions du Seuil, Paris, 1970.

ECKSTEIN, Harry. *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*. Princeton University Press, 1966.

CHAPITRE II. LES MOYENS D'ACTION

I : Nature des modes d'action

BAILEY, Stephen Kemp. *Congress Makes a Law : The Story behind the Employment Act of 1946*. Columbia University Press, New York, 1950.

BERNARD, Stéphane. *Les Attitudes politiques en démocratie. Esquisse d'une typologie*. Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1968.

- BLAISDELL, Donald C. *American Democracy under Pressure*. Ronald, New York, 1957.
- BORNFRIEND, Arnold J., « Political Parties and Pressure Groups ». *American Academy of Political Science*, vol. 29, n° 1, 1969, 55-67.
- BRAUNTHAL, Gerard. *The Federation of German Industry in Politics*. Cornell University Press, Ithaca, New York, 1965.
- CELLER, Emmanuel. « Pressure Groups in Congress ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 1-9.
- CHILDS, Harwood L. *Public Opinion*. D. Van Nostrand, Princeton, New Jersey, 1965.
- CRAWFORD, Kenneth G. *The Pressure Boys. The Inside Story of Lobbying in America*. Julina Messner, New York, 1939.
- CROZIER, Michel. *La Société bloquée*. Éditions du Seuil, Paris, 1970.
- DION, Léon. *Le Bill 60 et la Société québécoise*. HMH, Montréal, 1967. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- EULAU, Heinz. « Lobbyists : The Wasted Profession ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 28, n° 1, 1964, 27-38.
- FARKAS, Suzanne. *Urban Lobbying : Mayors in the Federal Arena*. New York University Press, New York, 1970.
- FINER, S. E. *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*. Pall Mall Press, London, 1966.
- GARCEAU, Oliver. *The Political Life of the American Medical Association*. Anchor Books, Hamden, Connecticut, 1941 (réédité en 1961).
- GILB, Corinne Lathrop. *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*. Harper, New York, 1966.
- GRAZIA, Alfred DE. *Political Behavior*. The Free Press, New York, 1962.
- GROSS, Bertram M., *The Legislative Struggle*. McGraw-Hill, New York, 1953.
- HEIDENHEIMER, Arnold J., editor. *Political Corruption. Readings in Comparative Analysis*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1970.

- HENNESSY, Bernard C. *Public Opinion*. Wadsworth, Belmont, California, 1965.
- HOLTZMAN, Abraham. *Interest Groups and Lobbying*. Collier-Macmillan, Toronto, 1966.
- KELLY, Stanley. *Professional Public Relations and Political Power*. The John Hopkins Press, Baltimore, 1956.
- KEY, V.O., Jr., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- , *Politics, Parties and Pressure Groups*. Thomas I. Crowell, New York, 1964.
- LANE, Edgar. *Lobbying and the Law*. The University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1964.
- LANE, Robert E., *Political Life*. The Free Press of Glencoe, 1961.
- LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.
- Lowi, Theodore J., recension de l'ouvrage de BAUER, Raymond A., SOLA POOL, Ithiel DE, DEXTER, Lewis A. (*American Business and Public Policy : The Politics of Foreign Change*. Atherton Press, New York, 1963), dans *World Politics*, vol. 16, n° 3, 1964, 677-715.
- LUTTBEG, Norman R., editor. *Public Opinion and Public Policy : Models of Political Linkage*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968.
- McADAMß, Alan K. *Power and Politics in Labor Legislation*. Columbia University Press, New York, 1964.
- MCCONNELL, Grant. *Private Power and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1967.
- McKEAN, Dayton David. *Party and Pressure Politics*. Houghton Mifflin, Boston, 1949.
- MASON, Alpheus Thomas, LEACH, Richard H., *In Quest of Freedom. American Political Thought and Practice*. Prentice-Hall, 1959.
- MAYER, Martin. *Madison Avenue, U.S.A.* Harper, New York, 1958.

- MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- MILBRATH, Lester. *The Washington Lobbyists*. Rand McNally, Chicago, 1963.
- MONSEN, R. Joseph, CANNON, Mark W. *The Makers of Public Policy*. McGraw-Hill, New York, 1965.
- POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.
- POWELL, Norman John. *Anatomy of Public Opinion*. Prentice-Hall, New York, 1953.
- ROCHE, John P., LEVY, Leonard W. *Parties and Pressure Groups. Documents in American Government*. Harcourt, Brace, New York, 1964.
- ROGOW, Arnold A., LASSWELL, H. D., *Power, Corruption and Rectitude*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963.
- ROSE, Arnold M., *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967.
- Ross, Irwin. *The Image Merchants. The Fabulous World of Public Relations*. Doubleday, Garden City, New York, 1959.
- SCHATTSCHNEIDER, E. E., *The Semi-Sovereign People*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.
- SCHETTLER, Clarence. *Public Opinion in American Society*. Harper and Row, New York, 1960.
- SCHRIFTGIESER, Karl. *The Lobbyists. The Art and Business of Influencing Lawmakers*. Little Brown, Boston, 1951.
- SCOTT, Andrew M., HUNT, Margaret A., *Congress and Lobbies*. The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1965.
- STEWART, J. D., *British Pressure Groups : Their Role in Relation to the House of Commons*. Oxford University Press, Oxford, 1958.
- TOURAINÉ, Alain. *Le Mouvement de mai et le communisme utopique*. Éditions du Seuil, Paris, 1968.

ZEIGLER, Harmon. « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment ». (Dans LUTTBEG, Norman R. *Public Opinion and Public Policy*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 184-205.)

ZELLER, Belle. « The Regulation of Pressure Groups and Lobbyists ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 94-104.

II : Modes d'action et processus socio-politique

BAUER, Raymond A., SOLA POOL, Ithiel DE, DEXTER, Lewis Anthony. *American Business and Public Policy. The Politics of Foreign Trade*. Atherton Press, New York, 1964.

BERNS, Walter. *Freedom, Virtue and the First Amendment*. Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1957.

BINKLEY, Wilfred E., Moss, Malcom L., *A Grammar of American Politics*. New York, 1951.

BLAISDELL, Donald C. *American Democracy under Pressure*. The Ronald Press Co., New York, 1957.

BONE, Hugh A. « Political Parties and Pressure Group Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958,

CARPER, Edith T. « Lobbying and the Natural Gas Bill ». (Dans BOCK, Edwin A., CAMPBELL, Alan K., editors. *Case Studies in American Government*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1962, 175-222.)

CHERINGTON, Paul W., GILLEN, Ralph L. *The Business Representative in Washington*. The Brookings Institution, Washington D.C., 1962.

ERNST, Morris L. *The First Freedom*. Macmillan, New York, 1946.

EULAU, Heinz. « The Lobbyists : The Wasted Profession ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 28, n° 1, 1964, 27-38.

FINER, S. E. *Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain*. Pall Mall Press, London, 1966.

FREEMAN, J. Leiper. « The Bureaucracy in Pressure Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 318, 1958, 10-19.

- GARCEAU, Oliver. *The Political Life of the American Medical Association*. Anchor Books, Hamden, Connecticut, 1961.
- GILB, Corinne Lathrop. *Hidden Hierarchies. The Professions and Government*. Harper and Row, New York, 1966.
- GROSS, Bertram M., *The Legislative Struggle*. McGraw-Hill, New York, 1958.
- HALL, Donald R., *Cooperative Lobbying. The Power of Pressure*. The University of Arizona Press, Tucson, 1969.
- HEARD, Alexander. *The Cost of Democracy*. The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1960.
- HOLTZMAN, Abraham. *Interest Groups and Lobbying*. Collier-Macmillan, Toronto, 1966.
- KOLKO, Gabriel. *Wealth and Power in America*. Frederick A. Praeger, New York, 1962.
- LANE, Edgar. *Lobbying and the Law*. The University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1964.
- Lowi, Theodore J., *The End of Liberalism*. W. W. Norton, New York, 1969.
- MCCONNELL, Grant. *Private Power and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1967,
- McKEAN, Dayton David. *Party and Pressure Politics*. Houghton Mifflin, Boston, 1949.
- MATTHEWS, Donald R., *U.S. Senators and their World*. The University of North Carolina Press, 1966.
- MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- MILBRATH, Lester W. *The Washington Lobbyists*. Rand McNally, Chicago, 1963.
- MITCHELL, William C., *The American Politics*. The Free Press of Glencoe, New York, 1962.

- MONSEN, R. Joseph, Jr., CANNON, Mark W., *The Makers of Public Policy*. McGraw-Hill, New York, 1965.
- PINARD, Maurice. *The Rise of a Third Party. A Study in Crisis Politics*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1971.
- POTTER, Allen. *Organized Groups in British National Politics*. Faber and Faber, London, 1961.
- ROSE, Arnold. *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967.
- SALISBURY, Robert H., « An Exchange Theory of Interest Groups ». *Midwest Journal*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32.
- SCHRIFTGIESER, Karl. *The Lobbyists. The Art and Business of Influencing Lawmakers*. Little, Brown, Boston, 1951.
- SCOTT, Andrew M., HUNT, Margaret A., *Congress and Lobbies*. The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1965.
- SMELSER, Neil J., *Theory of Collective Behavior*. The Free Press of Glencoe, New York, 1963.
- TURNER, Henry A., editor. *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955.
- WAHLKE, John C., EULAU, Heinz, BUCHANAN, William, FERGUSON, Leroy C., *The Legislative System*. John Wiley, New York, 1962.
- ZEIGLER, Harmon. *Interest Groups in American Society*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1964.
- _____, « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment ». (Dans LUTTBEG, Norman R., *Public Opinion and Public Policy*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 184-205.)
- _____, *The Politics of Small Business*. Public Affairs Press, Washington D.C., 1961.
- ZELLER, Belle. « The Regulation of Pressure Groups and Lobbyists ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 94-103

CHAPITRE III. LA PARTICIPATION POLITIQUE

I : Dimensions de la participation

1. Us angles d'analyse

ABRAMSON, Paul R., INGLEHART, Ronald. « The Development of Systemic Support in Four Western Democracies ». *Comparative Political Studies*, vol. 2, n° 4, 1970, 419-442.

ALLPORT, Gordon W. « The Psychology of Participation ». *Psychological Review*, vol. 52, n° 1, 1945.

ALMOND, Gabriel A., VERBA, Sidney. *The Civic Culture*. Princeton University Press, New Jersey, 1963.

ARGYRIS, Chris. *Integrating the Individual and the Organization*. John Wiley, New York, 1964. (Traduit par Claude LINGAGNE sous le titre de *Participation et Organisation*, Dunod, Paris, 1970.)

BARBER, Bernard. « Participation and Mass Apathy in Associations ». (Dans GOULDNER, Alwin W., editor. *Studies in Leadership*. Harper, New York, 1950, 474-504.)

BLAU, Peter, SCOTT, Richard W., *Formal Organizations*. Chandler, San Francisco, 1962.

CALVEZ, Jean-Yves. *Introduction à la vie politique*. Aubier Montaigne, Paris, 1967.

CROZIER, Michel. *Le Phénomène bureaucratique*. Éditions du Seuil, Paris, 1963.

DEUTSCH, Karl W. « Social Mobilization and Political Development ». *The American Political Science Review*, vol. 55, n° 3, 1961.

DI PALMA, Giuseppe. *Apathy and Participation. Mass Politics in Western Societies*. The Free Press, New York, 1970.

EDELMAN, Murray. *The Symbolic Uses of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1964.

- ETZIONI, Amitai. « Mobilization as a Macro- Sociological Concept ». *The British Journal of Sociology*, vol. 19, n° 3, 1968, 243-254.
———, *The Active Society*. The Free Press, New York, 1968.
- GALLI, Giorgio, PRANDI, Alfonso. *Patterns of Political Participation in Italy*. Yale University Press, New York, 1970.
- GROS, André, AUMONT, Michèle. *La Reconstruction du citoyen*. Fayard, Paris, 1964.
- HARBINSON, Frederick, BURGESS, Eugene W., « Modern Management in Western Europe ». *American Journal of Sociology*, vol. 60, n° 1, 1954, 15-23.
- KARIEL, Henry S. *The Decline of American Pluralism*. Stanford University Press, Stanford, California, 1961.
- KORNHAUSER, William. *The Politics of Mass Society*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1959.
- LANCELOT, Alain. *L'Abstentionnisme électoral en France*. Armand Colin, Paris, 1968.
- LANE, Robert E., *Political Life. Why People Get involved in Politics*. The Free Press of Glencoe, New York, 1959.
- LAPALOMBARA, Joseph, editor. *The Crises of Political Development*. Princeton University Press, Princeton, New Jersey (À paraître).
- LIPPITT, Gordon L., et coll. « Factors Motivating Citizens to Become Active in Politics as seen by Practical Politicians ». (Dans LIPPITT, Gordon L., editor. « Training for Political Participation ». *Journal of Social Issues*, Vol. 16, n° 1, 1960.)
- LIPSET, Martin Seymour. *L'Homme et la Politique*. Éditions du Seuil, Paris, 1960.
- LUTTBEG, Norman R., « Political Linkage in a Large Society ». (Dans LUTTBEG, Norman R., *Public Opinion and Public Policy*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 1-10.)
- MARCH, James G., SIMON, Herbert A., *Organizations*. John Wiley, New York, 1958.

- MILBRATH, Lester W., *Political Participation*. Rand McNally, Chicago, 1965.
- NEAL, Arthur G., SEEMAN, Melvin. « Organizations and Powerlessness : an Hypothesis ». *American Sociological Review*, vol. 24, n° 2, 1964, 216-226.
- PATCHEN, Martin. *Participation, Achievement and Involvement on the Job*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1970.
- PATTERSON, Samuel C. « The Political Cultures of the American States ». (Dans LUTTBEG, Norman R., *Public Opinion and Public Policy*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, 275-292.)
- PHILLIPS, Derek L. « Social Participation and Happiness ». *American Journal of Sociology*, vol. 72, n° 4, 1967, 479-488.
- RÉMOND, René. « Réflexions sur la participation à la vie politique ». *Res Publica*, vol. 4, n° 4, 1962, 318-327.
- RIESMAN, David, et coll. « Political Apathy in America ». *The University of Chicago Round Table*, n° 657, 1957.
- ROKKAN, Stein, CAMPBELL, Angus. « Citizen Participation in Political Life : Norway and the United States of America ». *International Social Science Journal*, Vol. 12, 1960, 69-99.
- ROKKAN, Stein. « Introduction ». *Revue internationale de science politique*, vol. 12, n° 1, 1960. (Numéro spécial sur la participation politique).
- , « The Comparative Study of Political Participation : Notes Toward a Perspective on Current Research ». (Dans RANNEY, Austin, editor. *Essays on Behavioral Study of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1967, 47-90.)
- ROSENBERG, Morris. « The Meaning of Politics in Mass Society ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 15, n° 1, 1951, 5-15.
- WEBER, Max. *The Theory of Social and Economic Organization*. (Translated by HENDERSON, A. M., PARSONS, Talcott), The Free Press of Glencoe, 1947.
- WHITE, Howard B. « The Processed Voter and the New Political Science ». *Social Research*, Vol. 28, no 2, 1961, 127-151.

2. Les appartenances

ALMOND, Gabriel A., VERBA, Sidney. *The Civic Culture*. Princeton University Press, New Jersey, 1963.

BABCHUCK, Nicholas, BOOTH, Alan. « Voluntary Association Membership : A Longitudinal Analysis ». *American Sociological Review*, vol. 34, n° 1, 1969, 31-45.

BOTTOMORE, T. B. « Social Stratification in Voluntary Organizations ». (Dans GLASS, D. V., editor. *Social Mobility in Britain*. Routledge and Kegan Paul, London, 1954, 320-371.)

BUSHEE, F. A. « Social Organization in a Small City ». *American Journal of Sociology*, vol. 51, November 1945.

CONVERSE, Philip, MEISEL, John, PINARD, Maurice. *Sondage sur les élections de 1965 et de 1968* (non publié).

DUMAZEDIER, Joffre, et coll., *Aspects de la fonction culturelle d'une agglomération urbaine*. Annecy (Ronéo), 1962. (Cité par ESTRANGIN, Louis. « Groupes, partis et forces vives dans la démocratie » dans *la Société démocratique*, Chronique sociale de France, Paris, 1963.)

GALLAGHER, O.R., « Voluntary Associations in France ». *Social Forces*, Vol. 36, n° 2, 1957, 153-160.

GOLDHAMER, Herbert. « Voluntary Associations in the United States ». (Dans HATT, P. K., REISS, A. J., editors. *Cities and Society*. The Free Press, New York, 1957.)

HAUSKNECHT, Murray. *The Joiners*. The Bedminster Press, New York, 1962.

KEY, V.O., Jr., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.

KORNHAUSER, William. *The Politics of Mass Society*. The Free Press of Glencoe, 1959.

LANE, Robert E., *Political Life*. The Free Press of Glencoe, 1961.

LAZARSFELD, Paul F., BERELSON, Bernard R., GAUDET, Hazel. *The People's Choice*. Dwell, Sloan and Pearce, New York, 1944, Columbia University Press, New York, 1948.

- LIPPITT, Gordon L., SPRECHER, Drexel A., « Factors Motivating Citizens to Become Active in Politics as Seen by Practical Politicians ». *The Journal of Social Issues*, Vol. 16, n° 1, 1960, 11-18.
- LIPSET, M. S., et coll., *Union Democracy, The Inside Politics of the International Typographical Union*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1956.
- LYND, Robert S., LYND, Helen M., *Middletown*. Harcourt, Brace, New York, 1937, 2vv.
- MARVICK, Dwaine. « The Middlemen of Politics ». (Dans CROTTY, William J., editor. *Approaches to the Study of Party Organizations*. Allyn and Bacon, Boston, 1968, 341-374.)
- NIE, Norman H., POWELL, G. Bingham, PREWITT, Kenneth. « Social Structure and Political Participation : Developmental Relationships ». *The American Political Science Review*, Vol. 63, n° 3, 1969, 808-832.
- RENNEKER, Richard E. « Some Psycho-dynamic Aspects of Voting Behavior ». (Dans BURDICK, E., BRODBECK, A., editors. *American Voting Behavior*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1959, 399-413.)
- ROSE, Arnold M. « Voluntary Associations in France », dans *Theory and Method in the Social Sciences*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1954.
- SCOTT, Greer, ORLEANS, Peter. « Mass Society and the Para-Political Culture ». *American Sociological Review*, vol. 27, n° 5, 1962, 634-646.
- SCOTT, John Carver, Jr. « Membership and Participation in Voluntary Associations » *American Sociological Review*, vol. 22, n° 3, 1957.
- SMITH, Joll, KRONBERG, Allan, BROMLEY, David. « Patterns of Early Political Socialization and Adult Party Affiliation ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 5, n° 3, 1968, 123-156.
- VERBA, Sidney. « Organizational Membership and Democratic Consensus ». *Journal of Politics*, vol. 27, n° 4, 1965, 467-497.
- , « Political Participation and Strategies of Influence : A Comparative Study » *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 22-42. (Dans DREYER, Edward C., ROSENBAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 479-494.)
- VORWALLER, Darvel J. « Social Mobility and Membership in Voluntary Associations ». *American Journal of Sociology*, vol. 75, n° 4, 1970, 482-495.

WARNER, W. Lloyd, LUNT, Paul S., *The Social Life of a Modern City*. Yale University Press, New Haven, 1941.

WARNER, W. Lloyd. *American Life. Dream and Reality*. The University of Chicago Press, Chicago, 1962.

WOODWARD, Julian L., ROPER, Elmo. « Political Activity of American Citizens ». *The American Political Science Review*, Vol. 44, 1950.

WRIGHT, Charles R., HYMAN, Herbert. « Voluntary Association Memberships of American Adults, Evidence from National Surveys ». *American Sociological Review*, Vol. 23, n° 3, 1958, 284-294.

ZEIGLER, Harmon. *Interest Group in American Society*. Prentice-Hall, New Jersey, 1964.

ZIMMER, Basil G., HAWLEY, Amos H. « The Significance of Membership in Associations ». *American Journal of Sociology*, vol. 65, September 1959.

II : Facteurs de participation politique

1. Les dispositions personnelles

ALMOND, Gabriel, VERBA, Sidney. *The Civic Culture*. Princeton University Press, New Jersey, 1963.

ANGELO, Douglas, DYSON, James W. « Personality and Political Orientation ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 12, n° 3, 1968, 202-223.

ARGYRIS, Chris. *Integrating the Individual and Organization*. John Wiley, New York, 1964. (Traduit par Claude LINGAGNE sous le titre de *Participation et organisation*, Dunod, Paris, 1970.)

BLALOCK, H. M., *Causal Inferences in Non-Experimental Research*. University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1964.

_____, *Methodology in Social Research*. McGraw-Hill, New York, 1968.

BUCHANAN, James M., TULLOCK, Gordon. *The Calculus of Consent*. Ann Arbor, 1965.

CLARK, Peter B., WILSON, James Q., « Incentive Systems : A Theory of Organizations ». *Administrative Science Quarterly*, vol. 6, no 2, 1961.

- CLAUSEN, John A., editor. *Socialization and Society*. Little, Brown, Boston, 1968.
- DAWSON, Richard E., PREWITT, Kenneth. *Political Socialization*. Little, Brown, Boston, 1969.
- ERIKSON, Erik H., *Children and Society*. Norton, New York, 1963.
- ETZIONI, Amitai. « Man and Society : The Inauthentic Condition ». *Human Relations*, vol. 22, n° 4, 1969, 325-332.
- FOUGEYROLLAS, Pierre. *La Conscience politique dans la France contemporaine*. Denoël, Paris, 1963.
- GREENSTEIN, Fred. « The Impact of Personality in Politics : An Attempt to Clear Away Underbrush ». *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 3, 1967, 629-642.
- HARVEY, S. K., HARVEY, T. G., « Adolescent Political Outlook : The Effects of Intelligence as an Independent Variable ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 14, n° 4, 1970, 565-595.
- HESS, Robert D., TORNEY, Judith V., *The Development of Political Attitudes in Children*. Andine, Chicago, 1967.
- JACMAN, Robert W., « A Note on Intelligence : Social Class and Political Efficacy in Children ». *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 4, 1970, 984-989.
- JOHNSTONE, John W. C., RIVERA, Ramon J. *Volunteers for Learning*. Aldine, Chicago, 1965.
- HAUSKNECHT, Murray. *The Joiners*. The Bedminster Press, New York, 1962.
- KEY, V.O., Jr., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- KRAUSE, Merton S., et coll., « Some Motivational Correlates of Attitudes Toward Political Participation ». *Midwest Journal Of Political Science*, vol. 14, n° 3, 1970.
- LANE, Robert E., *Political Life*. The Free Press of Glencoe, 1961.
- LEVY, Sheldon G. « The Psychology of Political Activity ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 391, 1970, 83-96.

(Voir les études pertinentes dans GOSLIN, David A., editor. *Handbook of Socialization : Theory and Research*. Rand McNally, Chicago, 1969.)

LIPPITT, Gordon L., editor. « Training for Political Participation ». *Journal of Social Issues*, vol. 16, n° 1, 1960.

LIPPITT, Gordon L., SPRECHER, Walter E. « Factors Motivating Citizens to Become Active in Politics as Seen by Practical Politicians ». *The Journal of Social Issues*, vol. 16, n° 1, 1960, 11-18.

MEAD, George H., *Mind, Self and Society*. University of Chicago Press, 1969.

MEISTER, Albert. *Socialisme et autogestion*. Éditions du Seuil, Paris, 1964.

MILBRATH, Lester W., *Political Participation*. Rand McNally, Chicago, 1965.

OLSON, Mancur. *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Group*. Harvard University Press, Cambridge, 1965.

PHILIPPS, Derek L., « Social Class, Social Participation, and Happiness : A Consideration of « Interaction Opportunities » and « Investment » ». *The Sociological Quarterly*, vol. 10, n° 1, 1969, 3-21.

RIESMAN, D., GLAZER, N. « Criteria for Political Apathy ». (Dans GOULDNER, Alvin W., editor. *Studies in Leadership*. Harper, New York, 1950, 505-554.)

ROKKAN, Stein, CAMPBELL, Angus. « Citizen Participation in Political Life : Norway and the United States of America ». *International Social Science Journal*, vol. 12, n° 1, 1960, 69-99. (Dans DREYER, Edward C., ROSENBAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior. Essays and Studies*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 439-462.)

TOURAINE, Alain. *Sociologie de l'action*. Éditions du Seuil, Paris, 1965.

2. Les facteurs systémiques

ABRAMS, Philip, LITTLE, Alan. « Young Voters, Young Activists and the Irrelevance of Age ». *International Political Science Association*, 1964, 1-54 (Miméo).

AGGER, Robert E., et coll., *The Rulers and the Ruled : Political Power and Impotence in American Communities*. John Wiley, New York, 1964.

- AGGER, Robert E., OSTROM, Vincent. « Political Participation in a Small Community ». (Dans EULAU, Heinz, editor. *Political Behavior*. The Free Press, Glencoe, 138-148.)
- ALEXROD, Morris. « Urban Structure and Social Participation ». *American Sociological Review*, Vol. 21, n° 1, 1956, 13-18.
- ALLARDT, Erik, et coll. « On the Cumulative Nature of Leisure Activities ». *Acta Sociologica*, vol. 3, 1958, 165-172.
- ALMOND, Gabriel A., VERBA, Sidney. *The Civic Culture*. Princeton University Press, New Jersey, 1963.
- ARCHIBALD, Kathleen. *Les Deux sexes dans la fonction publique*, Rapport présenté A la Commission sur la condition de la femme au Canada. Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1970.
- BABCHUK, Nicholas, THOMPSON, Ralph V. « The Voluntary Associations of Negroes ». *American Sociological Review*, Vol. 27, 1962.
- BAKKE, E. Wight. *Citizens without Work*. Yale University Press, New Haven, 1940. (Dans KORNHAUSER, William. *Politics of Mass Society*. The Free Press of Glencoe, New York, 1959.)
- BARBER, James David. *The Lawmakers*. Yale University Press, 1967.
- BARBOUR, F., editor. *The Black Power Revolt*. Extending Horizon Books, New York, 1968.
- BELL, Wendell. « Social Structure and Participation in Different Types of Formal Associations ». *Social Forces*, Vol. 34, n° 3, 1956, 345-350.
- BELL, Wendell, FORCE, H. T. « Urban Neighbourhood Types and Participation in Formal Associations ». *American Sociological Review*, Vol. 21, 1956, 25-34.
- BENDIX, Reinhard, LIPSET, Martin Seymour. *Class Status and Power*. The Free Press, New York, 1966.
- BENNETT, Stephen E., KLECKA, William R. « Social Status and Political Participation : A Multivariate Analysis of Predictive Power ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 14, n° 3, 1970, 355-382.
- BLISHEN, B., editor. *Canadian Society, Sociological Perspective*. Macmillan, Toronto, 1964.

- BOGGS, J., WILLIAMS, R. *La Révolution aux États-Unis*. Maspéro, Paris, 1966.
- BOOTH, Alan, BABCHUK, Nicholas, KNOX, Alan B, « Social Stratification and Membership in InstrumentalExpressive Voluntary Associations ». *The Sociological Quarterly*, vol. 9, n° 4, 1968, 427-439.
- BOTTOMORE, T. B., *Classes in Modern Society*. George Allen, New York, 1965.
- , « Social Stratification in Voluntary Associations ». (Dans GLASS, D. V., editor. *Social Mobilization in Britain*. Routledge and Kegan Paul, London, 1954.)
- BROOKOVER, Wilbur B., et coll., *The College Student*. Center for Applied Research in Education, New York, 1965.
- BROWN, Michael. *The Politics and Anti-Politics of the Young*. Glencoe Press, New York., 1969.
- BUSHEE, F. A. « Social Organization in a Small City ». *American Journal of Sociology*, Vol. 51, 1945, 217-225.
- CAIN, Leonard. « Sociology of Life-Course ». (Dans FARRIS, editor. *Handbook of Modern Sociology*. Rand McNally, Chica-go, 1964.)
- CAMPBELL, Angus, CONVERSE, Philip E., MILLER, Warren E., STOKES, Donald E., *The American Voter*. John Wiley, New York, 1965, 333-380.
- CAMPBELL, Angus, et coll. *Elections and the Political Order*. John Wiley, New York, 1967, 96-124.
- CAMPBELL, Angus, et coil. « Books, Libraries, and Other Media of Communication ». Survey Research Center, University of Michigan. (Dans KATZ, Daniel. *Public Opinion and Propaganda*, The Dryden Press, New York, 1954, 235-242.)
- CHABASSEL, David J., THOMAS, David C. « Sex and Age Differences in Problems and Interests of Adolescents ». *Journal of Experimental Education*, 1969, 16-24.
- CHOMBART DE LAUWE, Marie-Josée, et coll., *La Femme dans la société : son image dans différents milieux*. Centre National de la recherche scientifique, Paris, 1967.

- CLARK, S. D., editor. *Urbanism and the Changing Canadian Society*. University of Toronto Press, 1961.
- , *The Developing Canadian Community*. University of Toronto Press, Toronto, 1962.
- COOMBES, D., *The Members of Parliament and the Administration*. G. Allen and Unwin, London, 1960.
- CRITTENDEN, John. « Aging and Political Participation ». *The Western Political Quarterly*, Vol. 16, n° 2, 1963, 323-332.
- DAVIS, Harold T., *Political Statistics*. Principia Press, Evans-ton, Illinois, 1954, 219-265.
- DEBUYST, F., *La Fonction parlementaire en Belgique : mécanisme d'accès et images*. C.R.I.S.P., Bruxelles, 1966.
- DI PALMA, Giuseppe. *Apathy and Participation*. The Free Press, New York, 1970.
- DOUGLAS, J.W.E., *The Home and the School*. Macgibbon and Kee, London, 1964.
- DUMAZEDIER, Joffre. *Vers une civilisation du loisir ?* Éditions du Seuil, Paris, 1962.
- DUVERGER, Maurice. *La Participation des femmes à la vie politique*. Unesco, Paris, 1954.
- EASTON, David, DENNIS, Jack. *Children in the Political System*. McGraw-Hill, New York, 1969.
- , « The Child's Acquisition of Regime Norms : Political Efficacy ». *The American Political Science Review*, Vol. 61, n° 1, 1967, 25-38.
- ENGELMANN, F. C., SCHWARTZ, M. A. *Political Parties and the Canadian Social Structure*. Prentice-Hall, Scarborough, 1967.
- ESSIEN-UDOMI, E.U., *Black Nationalism*. Chicago University Press, Chicago, 1962.
- FOSKET, J. M. « Social Structure and Social Participation ». *American Sociological Review*, Vol. 20, n° 3, 1955.

- FRANKEL, S. F., *Political Orientation and Ethnicity in a Bicultural Country. A Re-Analysis of Various Opinion Polls*. Étude faite pour le compte de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966.
- FRAZIER, E. F., *Black Bourgeoisie*. Free Press of Glencoe, New York, 1965.
- GÉLINAS, André. *Les Parlementaires et l'administration au Québec*. Les Presses de l'université Laval, Québec, 1969.
- GLAZER, Nathan. *Beyond the Melting Pot : The Negroes, Puerto-Ricans, Jews, Italians and Irish of New York*. M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1963.
- GOEL, M. Lal., « The Relevance of Education for Political Participation in a Developing Society ». *Comparative Political Studies*, vol. 3, n° 3, 1970, 333-346.
- GRAZIA, Sebastian De. *Of time, Work and Leisure*. The Twentieth Century Fund, New York, 1962.
- GRUBERT, Martin. *Women in American Politics*. Academic Press, Wisconsin, Minnesota, 1968.
- GURVITCH, Georges. *Traité de sociologie*. Tome premier, Presses universitaires de France, Paris, 1958.
- GUTTSMAN, W. L., *The British Political Elite*. Macgibbon and Kee, London, 1965.
- HAGERDORN, Robert, LABOVITZ, Sanford. « Occupational Characteristics and Participation in Voluntary Associations ». *Social Forces*, vol. 47, n° 1, 1968, 16-27.
- HARRY, Joseph. « Family, Localism and Social Participation », *American Journal of Sociology*, vol. 75, n° 5, 1970, 821-827.
- HAUSER, Robert M. « On Social Participation and Social Status » *American Sociological Review*, vol. 34, n° 4, 1969, 549-553.
- HAUSKNECHT, Murray. *The Joiners*. The Bedminster Press, New York, 1962.
- HERO, Alfred. « Voluntary Organizations in World Affairs. Communications ». World Peace Foundation, 1958 (Miméo).
- HESS, Robert D., TORNEY, Judith V., *The Development of Political Attitudes in Children*. Andine, Chicago, 1967.

- HILL, Dyllis M., *Participation in Local Affairs*. Penguin, London, 1970.
- JACOB, Philip E., *Changing Values in College*. Harper, New York, 1957.
- JENNINGS, M. Kent, NIEMI, Richard G. « The Division of Political Labor Between Mothers and Fathers ». *The American Political Science Review*, vol. 65, n° 1, 1971, 68-82.
- , « The Transmission of Political Values from Parent to Child ». *The American Political Science Review*, vol. 62, n° 1, 1968, 169-184.
- JENNINGS, M. Kent, et al., « Political Socialization ». *Harvard Educational Review*, Vol. 38, n° 3, 1968 (special issue).
- KAPLAN, Max. *Leisure in America*. John Wiley, New York, 1960.
- KATZ, Elihu, LAZARSFELD, Paul F., *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*. The Free Press of Glencoe, Illinois, 1955.
- KELLOGG, Charles Flint. *NAACP ; A History of the National Association for the Advancement of Coloured People*. Hopkins Press, Baltimore, 1967, 2vv.
- KEY, V.O., Jr., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- KORNBERG, A., THOMAS, N. « Representative Democracy and Political Elites in Canada and the United States ». *Parliamentary Affairs*, vol. 19, 1965.
- KRAMER, Ralph M., *Participation of the Poor : Comparative Community Case Studies in the War on Poverty*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1969.
- LANCELOT, Alain. *L'Abstentionnisme électoral en France*. Armand Colin, Paris, 1968.
- LANE, Robert E. *Political Life*. The Free Press of Glencoe, 1961.
- LANGTON, Kenneth P., JENNINGS, M. Kent. « Political Socialization and the High School Civics Curriculum ». *The American Political Science Review*, Vol. 62, n° 3, 1968, 856-868.
- LAPIERRE, Jean-William, NOIZET, Georges. « L'information politique des jeunes Français en 1962 ». *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 3, 1962, 480-504.

- LEMIEUX, Vincent, MEISEL, John. *Ethnic Relations in Canadian Voluntary Associations*. Étude faite pour le compte de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1967.
- LEVINE, R., « American College Experience as a Socialization Process ». (Dans NEWCOMB, Theodore M., WILSON, Everett K., editors. *College Peer Groups*. Aldine, Chicago, 1966.)
- LEVITT, Morris. « The Political Role of American Women ». *The Journal of Human Relations*, vol. 15, n° 1, 1967, 23-35.
- LINDQUIST, John H. « Socio-Economic Status and Political Participation ». *The Western Political Quarterly*, vol. 17, n° 4, 1964, 608-614.
- LIPSET, Martin Seymour. *Class Status and Power*. The Free Press, New York, 1966. LITT, Edgar. « Civic Education Norms and Political Indoctrination ». *American Sociological Review*, Vol. 28, n° 1, 1963, 69-75.
- LITWAK, Eugene, SZELEWSKI, Ivon. « Primary Group Structures and their Functions : Kin, Neighbors and Friends ». *American Sociological Review*, vol. 34, n° 4, 1969, 465-481.
- LOEWENBERG, Gerhard. *Parliament in the Political System*. Cornell University Press, Ithaca, 1967.
- LYND, Robert S., LYND, H.M., *Middletown et Middletown in Transition*. Harcourt, New York, 1929, 1937.
- MACCOBY, Eleanor E., editor. *The Development of sex Differences*. Stanford University Press, 1966.
- MACCOBY H., « The Differential Political Activity of Participants in a Voluntary Association ». *American Sociological Review*, vol. 23, 1958, 524-532.
- McDILL, E. L., RIDLEY, J. C., « Status, Anomia, Political Alienation and Political Participation ». *American Journal of Sociology*, vol. 68, n° 2, 1962, 205-213.
- MACRAE, Duncan. *Parliament, Parties and Society in France, 1946-1958*. St. Martin's Press, New York, 1967.
- MARVICK, Dwaine. *Political Decision Makers*. Free Press, New York, 1961.
- MASSIALAS, Byron G. *Education and the Political System*. Addison-Wesley, Reading, Mass., 1969.

- MATHER, W. G., « Income and Social Participation ». *American Sociological Review*, Vol. 6, 1941, 380-384.
- MATTHEWS, Donald R., *U.S. Senators and Their World*. University of California Press, Chapel Hill, 1960.
- MATTHEWS, J., *The Social Background of Decision Makers*. Doubleday, Garden City, 1954.
- MEYNAUD, Jean, directeur de la publication. « La profession parlementaire ». *Revue internationale des sciences politiques*, vol. 13, n° 4, 1961, 577-608.
- _____, « Les catégories dirigeantes italiennes ». *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 4, 1964, 639-675.
- MILBRATH, Lester W., *Political Participation*. Rand McNally, Chicago, 1965.
- MILLET, Kate. *La Politique du mâle*. Stock, Paris, 1971.
- MINNIS, Mhyre S., « Cleavage in Women's Organizations ; A Reflection of the Social Structure of a City ». *American Sociological Review*, vol. 18, n° 1, 1953, 47-53.
- MONEY-KYRLE, R.E., *Psychoanalysis and Politics. A Contribution to the Psychology of Politics and Morals*. Norton, New York, 1950.
- MOODIE, Graeme C., STUDDERT-KENNEDY, Gerald. *Opinions, Publics and Pressure Groups*. George Allen and Unwin, London, 1970.
- MORRIS, Raymond N., MORRIS, Ruth, HOFFMAN, David, SCHINDELER, Fred, LANPHIER, C. Michael. *Attitudes Toward Federal Information. Report for the Task Force on Government Information*, Institute for Behavioral Research, York University, 1970.
- NIE, Norman H., POWELL, G. Bingham, Jr., PREWITT, Kenneth. « Social Structure Ad Political Participation : Developmental Relationship, II ». *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 3, 1969, 808-832.
- NEWCOMB, Theodore M., WILSON, Everett K., editors. *College Peer Groups. Problems and Prospects for Research*. Aldine, Chicago, 1966.
- OLSEN, Marvin E. « Social and Political Participation of Blacks ». *American Sociological Review*, vol. 35, n° 4, 1970, 682-696.

- PETERSON, Paul E. « Forms of Representation : Participation of the Poor in the Community Action Program ». *The American Political Science Review*, Vol. 64, n° 2, 1970, 491-502.
- PINNER, Frank, et al., *Old Age and Political Behavior*. University of California Press, Berkeley, 1959.
- PORTER, John. *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*. University of Toronto Press, 1965.
- POWLEDGE, F., *Black Power, White Resistance*. World Publishing, New York, 1967.
- REISMAN, Leonard. « Class, Leisure and Social Participation ». *American Sociological Review*, Vol. 19, n° 1, 1954.
- RÉMOND, René. « Participation électorale et participation organisée ». (Dans VEDEL, Georges, et coll. *La Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962, 71-98.)
- RENARD, Marie-Thérèse. *La Participation des femmes à la vie civique*. Les Éditions ouvrières, Paris, 1965.
- ROKKAN, Stein. « Introduction » au numéro spécial Sur la participation à la vie politique. *Revue internationale des Sciences sociales*, Vol. 12, n° 1, 1960.
- ROSE, Arnold M. *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967.
- , « Attitudinal Correlates of Social Participation ». *Social Forces*, vol. 37, n° 3, 1959, 202-206.
- , « Alienation and Participation : A Comparison of Group Leaders and the Mass ». *American Sociological Review*, Vol. 27, n° 4, 1962, 834-838.
- RUBIN, Bernard. *Political Television*. Wadsworth, Belmont, California, 1967.
- SCHATTSCHNEIDER, E. E., *The Semi-Sovereign People*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.
- SCOTT, John Carver, Jr., « Membership and Participation in Voluntary Associations ». *American Journal of Sociology*, Vol. 22, n° 3, 1957, 315-326.
- SEELEY, J. R., et al., *Crestwood Heights*. University of Toronto Press, 1956.

- SOMIT, Albert, et al., « The Effect of the Introductory Political Science Course on Student Attitudes toward Political Participation ». *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 4, 1958, 1129-1132.
- STANLEY, D.T., *The Higher Civil Service*. The Brookings Institute, Washington, 1964.
- SUSMAN, M. B., editor. *Community Structure and Analysis*. T. Crowell, New York, 1959.
- TAIETZ, Philip, LARSON, Olaf F., « Social Participation and Old Age ». *Rural Sociology*, Vol. 21, 1956, 229-238.
- THIELBAR, Gerald. « Localism-Cosmopolitanism : Prolegomena to a Theory of Social Participation ». *The Sociological Quarterly*, vol. 11, n° 2, 1970, 243-254.
- TINGSTEN, Herbert. *Political Behavior*. S. King, London, 1937.
- TOURAINE, Alain. *Le Mouvement de mal ou le communisme utopique*. Éditions du Seuil, Paris, 1968.
- _____, *Sociologie de l'action*. Éditions du Seuil, Paris, 1965.
- TUMIN, Melvin. *Social Stratification. The Forms and Functions of Inequality*. Prentice-Hall, New Jersey, 1967.
- WAHLKE, John C., EULAU, H., *The Legislative System*. John Wiley, New York, 1962,
- WALTON, John. « Substance and Artifact : The Current Status of Research on Community Power Structure ». *American Journal of Sociology*, Vol. 72, 1966, 430-438.
- WARNER, W. Lloyd, LUNT, Paul S., *The Social Life of a Modern Community*. Yale University Press, New Haven, 1941.
- WARNER, W. Lloyd. *American Life*. University of Chicago Press, Chicago, 1962.
- _____, *Democracy in Jonesville*. Harper, New York, 1949.
- WEBSTER, H., FREEDMAN, M., HEIST, P., « Personality Changes in College Students ». (Dans SANFORD, Nevitt, editor. *The American College*. John Wiley, New York, 1962.)
- WILSON, James Q., *Negro Politics*. The Free Press, New York, 1960.

WRIGHT, Charles R., HYMAN, Herbert. « Voluntary Associations Memberships of American Adults : Evidence from National Sample Surveys ». *American Sociological Review*, Vol. 23, n° 2, 1958, 284-294.

YOUNG, Ruth C., LARSON, Olaf F., « A New Approach to Community Structure » *American Sociological Review*, Vol. 30, n° 4, 1965, 926-934.

ZIMMER, Basil G., HAWLEY, Amos H., « The Significance of Membership in Associations ». *American Journal of Sociology*, Vol. 65, n° 2, 1959, 196-201.

3. Participation et groupes

BOTTOMORE, T. B. « Social Stratification in Voluntary Associations ». (Dans GLASS, D. V., editor. *Social Mobility in Britain*. Routledge and Kegan Paul, London, 1954, 320-371.)

LITWAK, Eugene, SZELEWSKI, Ivon. « Primary Group Structures and their Functions : Kin, Neighbors and Friends ». *American Sociological Review*, Vol. 34, n° 4, 1969, 465-481.

MEISTER, Albert. « Participation organisée et participation spontanée ». *L'Année sociologique*, 1961.

———, « Démocratie et participation dans les associations volontaires ». *Sociologie du travail*, vol. 3, n° 3, 1961, 236-252.

III : Degrés de la participation

1. L'engagement

AGGER, Robert E., OSTROM, Vincent. « Political Participation in a Small Community ». (Dans EULAU, Heinz, editor. *Political Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 138-148.)

AGGER, Robert E., GOLDSTEIN, M. N., PEARL, S. A. « Political Cynicism : Measurement and Meaning ». *Journal of Politics*, vol. 23, n° 3, 1961, 477-506.

ALLPORT, Gordon. « The Psychology of Participation ». *Psychological Review*, Vol. 52, n° 1, 1945.

- ALMOND, Gabriel A., VERBA, Sidney. *The Civic Culture*. Princeton University Press, New Jersey, 1963.
- CAMPBELL, Angus, GURIN, Gerald, MILLER, Warren E., *The Voter Decides*. Row, Peterson, Evanston, Illinois, 1954.
- CAMPBELL, Angus. « The Passive Citizen ». *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 9-21.
- CONVERSE, Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». (Dans APTER, David E., *Ideology and Discontent*. The Free Press, Glencoe, 1964, 206-261.)
- DAHL, Robert A., *Who Governs ?* Yale University Press, New Haven, 1961.
- Di PALMA, Giuseppe. *Apathy and Participation*. The Free Press, New York, 1970.
- DOUVAN, Elisabeth, WALKER, Alan M., « The Sense of Effectiveness and Response to Public Issues ». *The Journal of Psychology*, Vol. 47, n° 1, 1958, 111-126.
- DUPEUX, Georges. « L'opinion publique et la dépolitisation ». (Dans VEDEL, Georges, directeur de la publication, *La Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962.)
- EASTON, David, DENNIS, Jack. « The Child's Acquisition of Regime Norms : Political Efficacy ». *The American Political Science Review*, Vol. 61, n° 1, 1967, 25-38.
- EASTON, David, DENNIS, Jack. *Children and the Political System*. McGraw-Hill, New York, 1969.
- EVAN, William M. « Dimensions of Participation in Voluntary Associations ». *Social Forces*, Vol. 36, n° 2, 1957, 148-153.
- FRASER, John. « The Mistrustful - Efficacious Hypothesis and Political Participation ». *The Journal of Politics*, Vol. 32, n° 2, 1970, 444-449.
- GAMSON, William A., *Power and Discontent*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968.
- GRAZIA, Alfred DE, *Political Behavior*. The Free Press, New York, 1965.

- HESS, Robert D., TORNEY, Judith V. *The Development of Political Attitudes in Children*. Aldine, Chicago, 1967.
- JACKMAN, Robert W. « A Note on Intelligence, Social Class and Social Efficacy in Children ». *The Journal of Politics*, Vol. 32, n° 4, 1970, 984-989.
- KEY, V.O., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- LANCELOT, Alain. *L'Abstentionnisme électoral en France*. Armand Colin, Paris, 1968.
- LITT, Edgar. « Political Cynicism and Political Futility ». *Journal of Politics*, vol. 25, n° 2, 1963, 312-323.
- MCCLOSKEY, Herbert. « Consensus and Ideology in American Politics ». (Dans DREYER, Edward C., ROSENBAUM, Walter A., editors. *Political Opinion and Electoral Behavior*. Wadsworth, Belmont, California, 1966, 237-266.)
- MATTHEWS, D. R., PROTHRO, J. W., *Negroes and the New Southern Politics*. Harcourt, Brace, New York, 1966.
- MEISTER, Albert. « Démocratie et participation dans les associations volontaires ». *Sociologie du travail*, vol. 3, n° 3, 1961, 236-252.
- MERELMAN, Richard M., *Political Socialization and Educational Climates*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1971.
- MILBRATH, Lester W., *Political Participation*. Rand McNally, Chicago, 1965.
- MUSSEN, P. E., WYSZINSKI, Anne B., « Personality and Political Participation ». *Human Relations*, vol. 5, n° 1, 1952, 64-82.
- PATCHEN, Martin. *Participation, Achievement and Involvement on the Job*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1970.
- PATEMAN, Carole. *Participation and Democratic Theory*. Cambridge University Press, London, 1970.
- ROBINSON, John P., RUSK, Jerrold D., HEAD, Kendra B., *Measures of Political Attitudes*. Survey Research Center, Institute for Social Research, The University of Michigan, Ann Arbor, 1969.

ROBINSON, W. S., « The Motivational Structure of Political Participation ». *American Sociological Review*, Vol. 17, n° 2, 1952, 151-156.

ROKKAN, Stein, CAMPBELL, Angus. « Citizen Participation in Political Life : Norway and the United States of America ». *International Social Science Journal*, vol. 12, n° 1, 1960, 69-79.

ROSE, Alfred M., *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967.

ROSE, Arnold M., « Alienation and Participation : A Comparison of Group Leaders and the Mass ». (Dans ROSE, Alfred M., *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967, 167-212.)

SEEMAN, Melvin. « Alienation, Membership and Political Knowledge : A Comparative Study ». *The Public Opinion Quarterly*, vol. 30, n° 3, 1966, 363-368.

WEINER, Myron. « Political Participation : Crisis of the Political Process ». (Dans LAPALOMBARA, Joseph, editor. *The Crisis of the Political Development*. Princeton University Press (À paraître).)

WOODWARD, Julian L., ROPER, Elmo. « Political Activity of American Citizens ». *The American Political Science Review*, vol. 44, 1950, 872-885.

2. L'apathie

ABERBACH, Joel D. « Alienation and Political Behavior ». *The American Political Science Review*, Vol. 63, n° 1, 1969, 86-99.

BARAKAT, Halin. « Alienation : A Process of Encounter Between Utopia and Reality ». *The British Journal of Sociology*, vol. 20, n° 1, 1969, 1-10.

BARBER, Bernard. « Participation and Mass Apathy in Associations ». (Dans GOULDNER, Alvin W., editor. *Studies in Leadership*. Harper, New York, 1950, 477-504.)

BERELSON, Bernard R., LAZARSFELD, Paul F., MCPHEE, W. N., *Voting*. University of Chicago Press, 1954.

CAMPBELL, Angus. « The Passive Citizen ». *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 9-21.

- CHARLOT, Jean, CHARLOT, M. « Politisation et dépolitisation en Grande-Bretagne ». *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 609-641.
- CHAZEL, François. « Considérations sur la nature de l'anomie ». *Revue française de sociologie*, vol. 8, n° 2, 1967, 151-168.
- CLOWARD, Richard A., « Illegitimate Means, Anomie and Deviant Behavior ». *American Sociological Review*, Vol. 24, n° 2, 1959, 164-176. (Dans GOODE, William J. *The Dynamics of Modern Society*. Atherton Press, New York, 1966.)
- CROZIER, Michel. *Le Phénomène bureaucratique*. Éditions du Seuil, Paris, 1963.
- DAHL, R. A., *Preface to Democratic Theory*. University of Chicago Press, 1956.
- Di PALMA, Giuseppe. *Apathy and Participation*. The Free Press, New York, 1970.
- DOUGLAS, Jack D. « The Sociological Analysis of Social Meanings of Suicide ». *Archives européennes de sociologie*, Vol. 7, n° 2, 1966, 249-276.
- ECKSTEIN, H., *Division and Cohesion in Democracy, A Study of Norway*. Princeton University Press, 1966, appendicc B, « A Theory of Stable Democracy », 225-288.
- FINISTER, Ada W., « Dimensions of Political Alienation ». *The American Political Science Review*, Vol. 64, n° 2, 1970, 389-410.
- GRIMES, C. E., SIMMONS, Charles E.P., « A Reassessment of Alienation in Karl Marx ». *The Western Political Quarterly*, Vol. 23, n° 2, 1970, 266-275.
- GROS, André, AUMONT, Michèle. *La Reconstruction du citoyen*. Paris, Fayard, 1966.
- HIMMELSTRAND, Ulf. « A Theoretical and Empirical Approach to the Study of Depolitization ». *Acta Sociologica*, vol. 6, Fasc. 1-2, 1962, 83-110.
- McDILL, Edward L., RIDLEY, Jeanne C. (« Status, Anomie, Political Alienation and Political Participation ». *American Journal of Sociology*, vol. 68, 1962, 205-213.
- MILBRATH, Lester W., *Political Participation*. Rand McNally, Chicago, 1965.

- MILLS, C. Wright. *The Sociological Imagination*. Grove Press, New York, 1961.
- MUSSEN, Paul E., WSYZYNSKI, Anne B., « Personality and Political Participation ». *Human Relations*, vol. 5, n° 1, 1952, 64-82.
- NEAL, Arthur G., SEEMAN, Melvin. « Organizations and Powerlessness : A Test of the Mediation Hypothesis ». *American Sociological Review*, vol. 29, n° 2, 1964, 216-226.
- OLSEN, Marvin E. « Two Categories of Political Alienation ». *Social Forces*, vol. 47, n° 3, 1969, 288-298.
- PATEMAN, Carole. *Participation and Democratic Theory*. Cambridge University Press, London, 1970.
- RIESMAN, David, GLAZER, Nathan. « Criteria for Political Apathy ». (Dans GOULDNER, Alvin W., editor. *Studies in Leadership*. Harper, New York, 1950, 505-599.)
- ROSE, A. M. « Alienation and Participation : A Comparison of Group Leaders and the Mass ». *American Political Science Review*, vol. 36, 1962, 834-838.
- « Attitudinal Correlates of Social Participation ». *Social Forces*, vol. 37, n° 2, 1959, 202-206.
- ROSENBERG, Morris. « Some Determinants of Political Apathy ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 18, 1954, 349-366.
- , « Misanthropy and Political Ideology ». *American Sociological Review*, vol. 21, 1956, 690-695.
- SARTORI, G., *Democracy Theory*. Wayne State University Press, Detroit, 1962.
- SCHUMPETER, Joseph. *Capitalism, Socialism and Democracy*. Allen and Unwin, London, 1943. [Version française du livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- SEEMAN, Melvin. « Alienation, Membership and Political Knowledge ». (Dans ZISK, Betty H., editor. *American Political Interest Groups*. Wadsworth, Belmont, 1969, 315-329.)
- THOMPSON, Wayne E., HORTON, John E. « Political Alienation as a Force in Political Action ». *Social Forces*, vol. 38, 1959-1960, 190-195.

VEDEL, Georges, directeur de la publication. *La Dépolitisation : mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962.

WASSEF, W. Y. « The Influence of Religion, Socio-Economic Status, and Education on Anomie ». *The Sociological Quarterly*, vol. 8, n° 2, 1967, 231-239.

3. La contestation

CROZIER, Michel. *La Société bloquée*. Éditions du Seuil, Paris, 1970.

GERMANI, Gino. « Mass Society, Social Class, and the Emergence of Fascism ». *Studies in Comparative International Development*, vol. 3, 1967-1968.

GUÉRIN, Daniel. *L'Anarchisme*. Gallimard, Paris, 1965.

GUSFIELD, Joseph R. « Mass Society and Extremist Politics ». *American Sociological Review*, vol. 27, n° 1, 1962, 19-30.

MARTIN, David, editor. *Anarchy and Culture. The Problem of Contemporary University*. Columbia University Press, 1969.

MASOTTI, Louis H., BOWEN, Don R., editors. *Riots and Rebellion. Civil Violence in the Urban Community*. Sage, Beverly Hills, California, 1968.

POWELL, Sandra. « Political Participation in the Barriadas : A Case Study ». *Comparative Political Studies*, vol. 2, n° 2, 1969, 195-215.

TOURAINE, Alain. *Le Mouvement de mai ou le communisme utopique*. Éditions du Seuil, Paris, 1968.

WALTER, W. « Theories of Terrorism and the Age of Classical Tradition ». (Dans SPITZ, David. *Political Theory and Social Change*. Atherton Press, New York, 1962, 133-160.)

4. Stimulants de l'engagement

AKE, Claude. *A Theory of Political Integration*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967.

ALINSKI, Saul D. « From Citizen Apathy to Participation ». Industrial Areas Foundation, Chicago, 1957.

ALMOND, Gabriel A., POWELL, G. Bingham. *Comparative Politics*. Little, Brown, Boston, 1966.

- ANGERS, Paul, DION, Léon. *Participation et planification régionale : l'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-1966)*. Université Laval, Québec, 1971 (miméo).
- ARORA, Satish K., LASSWELL, Harold D. Political Communication. *The Public Language of Political Elites in India and the United States*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1969.
- CONVERSE, Philip E. « The Nature of Belief System in Mass Publics ». (Dans APTER, David E., *Ideology and Discontent*. The Free Press of Glencoe, 1964.)
- DEUTSCH, Karl W. « Social Mobilization and Political Development ». *American Political Science Review*, vol. 55, n° 3, 1961.
- EDELMANN, Murray. *The Symbolic Uses of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1964.
- ESTRANGIN, Louis. *La Société démocratique. Chronique sociale de France*, Le Centurion, Paris, 1963.
- ETZIONI, Amitai. *The Active Society*. The Free Press, New York, 1968.
———, « Mobilization as a Macro-Sociological Conception ». *The British Journal of Sociology*, vol. 19, n° 3, 1968, 243-254.
- GRAND'MAISON, Jacques. *Stratégies sociales et nouvelles idéologies*. HMH, Montréal, 1970. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- KEY, V.O., Jr. *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- LEBEL, Jean-Claude. « L'animation sociale, expérience du BAEQ ». (Dans *la Participation de la collectivité à une planification économique*, Les Cahiers de l'I.C.E.A., n° 3, Montréal, 1967, 57-77.)
- LEFEBVRE, Jean-Paul. *Les Communications entre les citoyens et leurs gouvernements en milieu urbain*. Rapport soumis à l'intention des membres du Comité de Développement urbain du Conseil des Sciences, 1970 (miméo).
- Lowi, Theodore J., *The End of Liberalism*. W. W. Norton, New York, 1969, 191-286.

MÉDARD, Jean-François. *Communauté locale et organisation communautaire aux États-Unis*. Armand Colin, Paris, 1969.

MEISTER, Albert. *Participation, animation et développement*. Anthropos, Paris, 1969.

MORRIS, Raymond N., MORRIS, Ruth, HOFFMAN, David, SCHINDELER, Fred, LANPHIER, C. Michael. *Attitudes toward Federal Information*. Report for the Task Force on Information, Institute for Behavioral Research, York University, 1970.

NETTL, J. P., *Political Mobilization*. Faber and Faber, London, 1967.

NIE, Norman H., POWELL, G. Bingham, PREWITT, Kenneth. « Social Structure and Political Participation : Developmental Relationships ». *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 3, septembre 1969, 808-833.

TÉTREAULT, André. « Notion d'animation ». (Dans l'Animation, *Les Cahiers de l'I.C.E.A.*, n° 4 et n° 5, Montréal, 1967.)

IV : Participation politique et société postindustrielle

1. Les âges de la participation

BELL, Wendell. « Social Structure and Participation in Différent Types of Formal Organizations ». *Social Forces*, vol. 34, 1956, 345-350.

BENDIX, Reinhard, editor. *State and Society*. Little, Brown, Boston, 1968.

GROS, André, AUMONT, Michèle. *La Reconstruction du citoyen*. Fayard, Paris, 1964.

LAPASSADE, Georges. *Groupes, organisations, institutions*. Gauthier-Villars, Paris, 1967.

MILLS, C. Wright. « The Social Role of the Intellectual ». (Dans HOROWITZ, Irving Louis, editor. *Power, Politics and People*. Oxford University Press, 1963.)

PARSONS, Talcott. « Impact de la technologie sur la culture et sur l'apparition des modes nouveaux de comportement ». *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 23, n° 4, 1970.

PERROUX, François. *Industrie et création collective*. Presses universitaires de France, Paris, 1964, tome premier.

TOURAINE, Alain. *Sociologie de l'action*. Éditions du Seuil, Paris, 1966.

2. Les conditions de la participation

GROS, André, AUMONT, Michèle. *La Reconstruction du citoyen*. Fayard, Paris, 1964.

LAPALOMBARA, Joseph, WEINER, Myron. *Political Parties and Political Development*. Princeton University Press, 1966.

MILL, John Stuart. *Considerations on Representative Government*. Basil Blackwall, London, 1948.

PATEMAN, Carole. *Participation and Democratic Theory*. Cambridge University Press, New York, 1970.

WEINER, Myron. « Political Participation : Crisis of the Political Process ». (Dans LAPALOMBARA, Joseph, editor. *The Crises of Political Development*. Princeton University Press (À paraître).)

3. Voies de réformes

ADLER, Max. *Démocratie et conseils ouvriers*. Maspéro, Paris, 1966.

ARGYRIS, C. *Participation et organisation*. Dunod, Paris, 1970.

BERNOUX, P. « Une idée neuve : l'autogestion ». *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 5-13.

BLOCH-LAÎNÉ, François. *Pour une réforme de l'entreprise*. Éditions du Seuil, Paris, 1963.

BLUMBERG, Paul. *Industrial Democracy. The Sociology of Participation*. Constable, London, 1968.

DEMONGUE, Marcel, EICHENBERGER, J.Y., *La Participation*. Éditions France-Empire, Paris, 1968.

Di PALMA, Giuseppe, *Apathy and Participation*. The Free Press, New York, 1970.

- DOMENACH, Jean-Marie. Introduction à la traduction française du livre de Martin Seymour LIPSET, *The Political Man*, sous le titre de *l'Homme et la politique*. Éditions du Seuil, Paris, 1960.
- ELLUL, Jacques. *L'Illusion politique*. Laffont, Paris, 1965.
- ÉMERY, F., *Qu'est-ce que la cogestion ?* Éditions techniques et économiques, Paris, 1969.
- LAURAU, René. *L'Instituant contre l'institué*. Anthropos, Paris, 1969.
- MEISTER, Albert. *Socialisme et autogestion. L'expérience yougoslave*. Éditions du Seuil, Paris, 1964.
- , « Réflexions sur l'autogestion ». *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 45-51.
- MINARIK, E., « L'autogestion dans les pays socialistes ». *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 14-25.
- MONTUCLARD, Maurice. *La Dynamique des comités d'entreprise*. Centre National de Recherches scientifiques, Paris, 1963.
- MOREAU DE BELLAING, J., « L'autogestion ». *Économie et humanisme*, n° 187, 1969, 30-44.
- PERROUX, François. *Industrie et création collective*. Presses universitaires de France, Paris, 1964.
- , « La science économique », dans *l'Encyclopédie française*, tome IX : l'Univers économique et social. Société nouvelle de l'encyclopédie française, Paris, 1964.
- PIZZORNO, Alessandro. « An Introduction to the Theory of Political Participation ». *Information sur les sciences sociales*, vol. 9, n° 5, 1970, 29-61.
- VIAU, P. « La participation : mythe ou nécessité ». *Économie et humanisme*, n° 162, 1965.
- WILSON, James Q., *The Amateur Democrat*. The University of Chicago Press, 1966.

CHAPITRE IV. MESURE DE L'INFLUENCE

I : Composantes de l'influence politique

BERNARD, Stéphane. *Les Attitudes politiques en démocratie*. Éditions de l'institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1968.

BOURRICAUD, François. « La sociologie du leadership et son application à la vie politique ». *Revue française de science politique*, vol. 3, n° 3, 1953.

CHAZEL, François. « Réflexions sur la conception parsonnienne du pouvoir et de l'influence ». *Revue française de sociologie*, vol. 5, n° 4, 1964.

DAHL, Robert A. *Modern Political Analysis*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963.

———, *Who Governs ? Democracy and Power in an American City*. New Haven, Yale University Press, 1961.

ELDERSVELD, Samuel J., « American Interest Groups : A Survey of Research and Some Implications for Theory and Method ». (Dans EHRMANN, Henry W., *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 173-197.)

GREENSTEIN, Fred I., « The Impact of Personality on Politics : An Attempt to Clear Away Underbrush ». *The American Political Science Review*, vol. 61, n° 3, 1967, 629-642.

JANDA, Kenneth F. « Toward the Explanation of the Concept of Leadership in Terms of Power ». *Human Relations*, vol. 13, n° 3, 1960, 345-360.

JENNINGS, Eugene Emerson. *An Anatomy of Leadership, Princes, Heroes and Supermen*. Harper, New York, 1960.

KREITZER, Donald J., « An Analysis of the Nature of Power ». *The Southwestern Quarterly*, vol. 45, n° 4, 1965.

LASSWELL, Harold D. *Power and Personality*. W. W. Norton, New York, 1948.

LEVINE, Sal. « An Approach to Constructive Leadership ». *The Journal of Social Issues*, vol. 5, n° 1, 1949, 46-53.

- Lowi, Theodore J., recension de l'ouvrage de Raymond A. BAUER, Ithiel DE SOLA POOL, Lewis A. DEXTER, *American Business and Public Policy*. Atherton Press, New York, 1963, dans *World Politics*, vol. 16, n° 3, 1964, 677-715.
- LUTTBEG, Norman R. *Public Opinion and Public Policy : Models of Political Linkage*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968.
- MABILEAU, Albert. « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques ». *Revue française de science politique*, vol. 10, n° 1, 1960.
- MARCH, James G. « An Introduction to the Theory of Influence ». *The American Political Science Review*, vol. 49, n° 3, 1955, 431-451.
- , « Measurement Concepts in the Theory of Influence ». *Journal of Politics*, vol. 19, n° 2, 1957, 202-226.
- MILLER, D. C. « Democracy and Decision Making in the Community Power Structure ». (Dans DRUCKER, Peter F., et coll., *Power and Democracy in America*. University of Notre Dame Press, 1961.)
- MOORE, Barrington, Jr., *Political Power and Social Theory*. Harvard University Press, 1958.
- MORGENTHAU, Hans. « Power as a Political Concept ». *The Review of Politics*, vol. 17, n° 3, 1955.
- OPPENHEIM, Felix E. « An Analysis of Political Control : Actual and Potential ». *Journal of Politics*, vol. 18, n° 3, 1958, 515-535.
- ROVAN, Joseph. *Une idée neuve : la démocratie*. Éditions du Seuil, Paris, 1961.
- SELIGMAN, Lester G., « The Study of Political Leadership ». *The American Political Science Review*, vol. 44, n° 3, 1950.
- SELVIN, Hanon C., *The Effects of Leadership*. Free Press of Glencoe, 1959.
- SIMON, Herbert A., *Administrative Behavior. A Study of Decision-Making Processes in Administration Organization*. The Free Press, New York, 1957.
- SPITZ, David. « Power and Personality ». *The American Political Science Review*, vol. 52, n° 1, 1958, 84-98.
- VEDEL, Georges. *La Dépolitisation, mythe ou réalité ?* Armand Colin, Paris, 1962.

WEBER, Max. (Dans GERTH, H. H., MILLS, C. Wright. *From Max Weber*. Oxford University Press, New York, 1958.)

WOOTON, Graham. *Interest Groups*. Prentice-Hall, 1970.

ZEIGLER, Harmon. « The Effects of Lobbying : A Comparative Assessment ». (Dans LUTTBEG, Norman R. *Public Opinion and Public Policy*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968.)

1. L'autorité

BELL, Wendell, et coll., *Public Leadership*. Chandler, San Francisco, 1961.

BERNARD, Stéphane. *Les Attitudes politiques en démocratie*. Éditions de l'institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1968.

BOURRICAUD, François. *Esquisse d'une théorie de l'autorité*. Plon, Paris, 1961.

CASSINELLI, C. W. « Political Authority. Its Exercise and Possession ». *The Western Political Quarterly*, vol. 14, n° 3, 1961, 635-647.

CRAGG, J.R., *Reason and Authority in the Eighteenth Century*. Cambridge University Press, 1964.

D'ANTONIO, William V., ERICKSON, Eugene C., « The Reputational Technique as a Measure of Community Power : An Evaluation Based on Comparative and Longitudinal Studies ». *American Sociological Review*, vol. 27, n° 3, 1962, 362-376. Voir également « Further Notes on the Study of Community Power ». *Ibid.*, vol. 27, n° 6, 1962, 848-854.

DICK, Harry R. « A Method for Ranking Community Influentials ». *American Sociological Review*, vol. 25, n° 3, 1960, 395-399.

DION, Léon. *Le Bill 60 et la société québécoise*. HMH, Montréal, 1967. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

EHRLICH, Howard J. « The Reputational Approach to the Study of Community Power ». *American Sociological Review*, vol. 26, n° 6, 1961, 926-927.

FRIEDRICH, Carl J., editor. *Authority*. Nomo 1, Atherton, New York, 1958.

GAMSON, William A., *Power and Discontent*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968.

- GRAZIA, Sebastian DE. « What Authority Is Not ». *The American Political Science Review*, vol. 53, n° 2, 1959, 321-332.
- JANOWITZ, Morris, MARVICK, Dwaine. « Authoritarianism and Political Behavior » . *Public Opinion Quarterly*, vol. 17, n° 3, 1953, 185-201.
- LAVAU, Georges. « La dissociation du pouvoir ». *Esprit*, juin 1953.
- LHOMME, Jean. *Pouvoir et société économique*. Éditions Cujas, Paris, 1966.
- PISIER, Evelyne. *Autorité et liberté dans les écrits politiques de Bertrand de Jouvenel*. Presses universitaires de France, Paris, 1967.
- POLSBY, Nelson W., *Community Power Structure and Political Theory*. Yale University Press, 1963.
- PRESTHUS, Robert. *Men at the Top*. Oxford University Press, New York, 1964.
- ROSE, Arnold M., *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967.
- SCHULTZE, Robert O., BLUMBERG, Leonard U., « The Determination of Local Power of Elites ». *The American Journal of Sociology*, vol. 63, n° 3, 1958, 290-296.
- SELIGMAN, Lester W. « Development in the Presidency and the Conception of Political Leadership ». *American Sociological Review*, vol. 20, n° 4, 1955, 711-712.
- SIMON, Herbert A. « Authority ». (Dans ARENSBERG, Conrad M., et coll., editors. *Research in Industrial Human Relations*. Harper, New York, 1957, 103-115.)
- SIMON, Yves. *A General Theory of Authority*. University of Notre Dame Press, 1962.
- SHKLAR, Judith N. « Rousseau's Images of Authority ». *The American Political Science Review*, vol. 58, n° 4, 1964, 919-933.
- WESOLOWSKI, W. « Some Notes on the Functional Theory of Stratification ». (Dans BENDIX, Reinhard, LIPSET, Martin Seymour. *Class, Status and Power*. The Free Press, New York, 1966, 64-69.)
- WOLFINGER, Raymond E. « Reputation and Reality in the Study of Community Power ». *American Sociological Review*, vol. 25, n° 5, 1960, 636-644.

3. Le pouvoir

BERNARD, Stéphane, *Les Attitudes politiques en démocratie*. Éditions de l'institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1968.

DAHL, Robert A., *Who Governs ? Democracy and Power in an American City*. Yale University Press, New Haven, 1964.

_____, *Modern Political Analysis*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963.

GROSS, Bertram M., *The Legislative Struggle. A Study in Social Combat*. McGraw-Hill, New York, 1953.

LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.

LAPIERRE, Jean-William. « Théorie dynamique des changements politiques ». *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 1, 1961, 118-137.

MONSEN, Joseph R., CANNON, Mark W. *The Makers of Public Policy*. McGraw-Hill, New York, 1965.

POLSBY, Nelson W. *Community Power Structure and Political Theory*. Yale University Press, 1963.

SEEMAN, Melvin. « Alienation, Membership, and Political Knowledge : A Comparative Study ». *The Public Opinion Quarterly*, vol. 30, n° 3, 1966, 353-368.

ZEIGLER, Harmon. *The Politics of Small Business*. Public Affairs Press, Washington D.C., 1961.

II. Influence et processus de décision

BAILEY, Stephen Kemp. *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*. Columbia University Press, 1950.

BECK, Carl. *Political Elites. A Select Bibliography*. M.I.T. Press, Cambridge, Mass., 1968.

CARTWRIGHT, D., editor. *Studies in Social Power*. The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1959.

- CROZIER, Michel. *Le Phénomène bureaucratique*. Éditions du Seuil, Paris, 1963.
- DAHL, Robert A., *Modern Political Analysis*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963.
- DE JOUVENEL, Bertrand. *De la politique pure*. Calmann-Lévy, Paris, 1963.
- ELLUL, Jacques. *L'Illusion politique*. Robert Laffont, Paris, 1965.
- ETZIONI, Amitai. *The Active Society*. Collier-Macmillan, London, 1968.
- FELDMAN, Julian, KANTER, Herschel E. « Organizational Decision Making ». (Dans MARCH, James G., *Handbook of Organizations*. Rand McNally, Chicago, 1965, 614-649.)
- FREEMAN, J., Leiper. *The Political Process. Executive Bureau - Legislative Committee Relations*. Random House, New York, 1955.
- GONARD, Samuel. *La Recherche opérationnelle et la décision*. Librairie Minard, Paris, 1958.
- JAMOUS, Haroun. « Éléments pour une théorie sociologique des décisions politiques ». *Revue française de sociologie*, vol. 9, n° 1, 1968, 71-88.
- LINDBLOM, Charles-Edward. *The Intelligence of Democracy. Decision-Making Through Mutual Adjustment*. Free Press, New York, 1965.
- MARCH, James G. « Some Recent Substantive and Methodological Developments in the Theory of Organizational Decision-Making ». (Dans AUSTIN, Ranney, editor. *Essays in the Behavioral Study of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1962, 191-208.)
- MARCH, James G., SIMON, Herbert A., *Organizations*. John Wiley, New York, 1966.
- MEYNAUD, Jean. *La Décision politique en Belgique*. Armand Colin, Paris, 1965.
- POLSBY, Nelson W., *Community Power Structure and Political Theory*. Yale University Press, 1963.
- PRESTHUS, Robert. *Men at the Top*. Oxford University Press, New York, 1964.

- ROKKAN, Stein. « The Comparative Study of Political Participation : Notes toward a Perspective on Current Research ». (Dans RANNEY, Austin. *Essays on the Behavioral Study of Politics*. University of Illinois Press, Urbana, 1962, 47-90.)
- SIMON, Herbert A. « Political Research : The Decision-Making Framework ». (Dans EASTON, David. *Varieties of Political Theory*. Prentice-Hall, 1966, 15-24.)
- SIMON, Herbert A., *Administrative Behavior. A Study of Decision-Making Processes in Administration Organization*. The Free Press, New York, 1957.
- SHAPIRO, Michael J. « Rational Political Man : A Synthesis of Economic and Social-Psychological Perspective ». *The American Political Science Review*, vol. 63, n° 4, 1969, 1106-1119.
- SNYDER, Richard C., BRUCK, H. W., SAPIN, Burton. « Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics ». Princeton : *Foreign Policy Analysis Series*, n° 3, 1954, 54-67.
- SORENSEN, Theodore. *Decision-Making in the White House*. Columbia University Press, 1966.
- TAYLOR, Donald W. « Decision-Making and Problem Solving ». (Dans MARCH, James G., *Handbook of Organizations*. Rand McNally, Chicago, 1965, 48-86.)
- TUSSMAN, Joseph. *Obligation and the Body Politic*. Oxford University Press, New York, 1960.
- VERBA, Sidney. « Political Participation and Strategies of Influence : A Comparative Study ». *Acta Sociologica*, vol. 6, n° 1, 1962, 22-42.
- VICKEN, Geoffrey. *The Art of Judgment. A Study of Public Policy Making*. Chapman and Hall, 1965.
- ZANOTTI-KARP, Angela. « Elite Theory and Ideology ». *Social Research*, vol. 37, n° 2, 1970, 275-295.

III : Distribution de l'influence

1. Élités et influence

ALEXROD, Robert. *Conflict of Interest. A Theory of Divergent Goals with Application to Politic*. Markham, Chicago, 1970.

AGGER, Robert E., GOLDRICH, Daniel, SWANSON, C., *Political Influence*. The Free Press of Glencoe, 1962.

ALMOND, Gabriel A., *The American People and Foreign Policy*. Frederick A. Praeger, New York, 1965.

ARMYTAGE, W.H.G., *The Rise of the Technocrats*. Routledge and Kegan Paul, London, 1965.

ARON, Raymond. « Social Structure and the Ruling Class ». *The British Journal of Sociology*, vol. 1, 1950.

BACHRACH, Peter. *The Theory of Democratic Elitism. A Critique*. Little, Brown, Boston, 1967.

BANFIELD, Edward C., *Political Influence*. The Free Press of Glencoe, 1962.

BARBER, James David. *The Lawmakers. Recruitment and Adaptation to Legislative Life*. Yale University Press, New Haven, 1965.

BARKER, Anthony, RUSH, Michael. *The British Member of Parliament and his Information*. University of Toronto Press, 1970.

BELL, Daniel. *The End of Ideology*. The Free Press of Glencoe, 1960.

BENDIX, Reinhard. *Higher Civil Servants in American Society*. University of Colorado Press, Boulder, 1940.

BERNARD, Stéphane. *Les Attitudes politiques en démocratie*. Université Libre de Bruxelles, 1968.

BLAISDELL, Donald C., *American Democracy under Pressure*. The Ronald Press, New York, 1957.

BOISDE, Raymond. *Technocratie et démocratie*. Plon, Paris, 1964.

- BONJEAN, Charles M. « Community Leadership : A Case Study and Conceptual Requirement ». *American Journal of Sociology*, vol. 68, n° 6, 1963.
- BOURRICAUD, François. *Esquisse d'une théorie de l'autorité*. Plon, Paris, 1961.
- BUCK, Philip W., *Amateurs and Professionals in British Politics, 1918-1958*. The University of Chicago Press, 1963.
- CHALUMEAU, Jean-Luc. *Les Relations publiques de l'État*. Deder, Paris, 1964.
- CLIFFORD-VAUGHAN, Micheline. « Some French Concepts of Elites ». *The British Journal of Sociology*, vol. 11, n 4, 1960, 319-332.
- DAHL, Robert W., *Who Governs ? Democracy and Power in an American City*. Yale University Press, New Haven, 1964.
- , *A Preface to Democratic Theory*. The University of Chicago Press, 1956.
- EDINGER, Lewis J., editor. *Political Leadership in Industrialized Societies*. John Wiley, New York, 1967.
- EHRlich, S., « Les groupes de pression et la structure politique du capitalisme ». *Revue française de science politique*, vol. 13, n° 1, 1963, 25-55.
- ELSNER, Henry, Jr., *The Technocrats. Prophets of Automation*. Syracuse University Press, 1967.
- ETZIONI, Amitai. *The Active Society*. Collier-Macmillan, London, 1968.
- GALBRAITH, John Kenneth. *The New Industrial State*. Houghton Mifflin, Boston, 1967.
- , *Modern Capitalism. The Theory of Countervailing Power*. Houghton Mifflin, Boston, 1952.
- GETZ, Robert S., *Congressional Ethics : The Conflict of Interest Issue*. D. Van Nostrand, Princeton, New Jersey, 1966.
- GILB, Corinne Lathrop. *Hidden Hierarchies. The Profession and the Government*. Harper and Row, New York, 1966.
- GOURNAY, Bernard. « Un groupe dirigeant de la société française : les grands fonctionnaires ». *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 2, 1964.
- GRAZIA, Alfred DE, *Political Behavior*. The Free Press, New York, 1966.

- GROS, André, AUMONT, Michèle. *La Reconstruction du citoyen*. Fayard, Paris, 1964.
- GUTTSMAN, W. L., *The British Political Elite*, Macgibbon and Kee, London, 1965.
- HAMON, Léo. « La latitude d'action des catégories dirigeantes. Réalité et limites ». *Revue française de science politique*, vol. 14, n° 3, 1964, 429-459.
- HARGROVE, Erwin G., *Presidential Leadership. Personality and Political Style*. Macmillan, New York, 1966.
- HOROWITZ, Irving Louis. *Power, Politics and People. The Collected Essays of C. Wright Mills*. Oxford University Press, New York, 1963.
- HYNEMANN, Charles S. « Who Makes our Laws ». (Dans WAHLKE, John C., EULAU, Heinz. *Legislative Behavior*. The Free Press of Glencoe, 1959, 254-265.)
- JENNINGS, Kent M., *Community Influentials*. The Free Press of Glencoe, 1964.
- KARIEL, Henry S., *The Decline of American Pluralism*. Stanford University Press, 1961.
- KELLER, Suzanne. *Beyond the Ruling Class. Strategic Elites in Modern Society*. Random House, New York, 1963.
- KEY, V.O., Jr. *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- KORNHAUSER, William. « Power Elite or Veto Groups ». (Dans LIPSET, M. S., LOEWENTHAL, Leo. *Culture and Social Character*. The Free Press of Glencoe, 1961.)
- LHOMME, Jean. *La Grande Bourgeoisie au pouvoir, 1830-1880*. Presses universitaires de France, Paris, 1960.
- LHOMME, Jean. *Pouvoir et société économique*. Éditions Cujas, Paris, 1966.
- McFARLAND, Andrew S., *Power and Leadership in Pluralist Systems*. Stanford University Press, 1969.
- MANN, Dean. « The Selection of Federal Top Executives ». *The American Political Science Review*, vol. 58, n° 1, 1958, 81-99.

- MARVICK, Dwaine, editor. *Political Decision Makers. Recruitment and Performance*. The Free Press of Glencoe, 1961.
- MATTHEWS, Donald R., U.S. *Senators and Their World*. The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1960.
- MEISEL, James H., *The Myth of the Ruling Class*. The University of Michigan Press, 1962.
- MEYNAUD, Jean. *La Technocratie. Mythe ou réalité*. Payot, Paris, 1964.
- MILLS, C. Wright. *The Power Elite*. Oxford University Press, New York, 1957.
———, « The Structure of Power in American Society ». *The British Journal of Sociology*, vol. 9, n° 1, 1958.
- MITCHELL, William C. *The American Policy*. The Free Press of Glencoe, 1962.
- PARENTI, Michael. « Power and Pluralism : A View from the Bottom ». *The Journal of Politics*, vol. 32, n° 3, 1970, 501-530.
- PARRY, Geraint. *Political Elites*. George Allen and Unwin, London, 1970.
- PILISUK, Marc, HAYDEN, Thomas. « Is there a Military-industrial Complex which Prevents Peace ? Consensus and Countervailing Power in Pluralistic Societies ». *Journal of Social Issue*, vol. 21, n° 3, 1965, 75-99.
- PORTER, John. *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*. University of Toronto Press, 1965.
- POULANTZAS, Nicos. *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*. François Maspéro, Paris, 1970.
- PRESTHUS, Robert. *Men at the Top*. Oxford University Press, New York, 1964.
- RANNEY, Austin. *Pathways to Parliament. Candidates Selection in Britain*. University of Wisconsin Press, Madison, 1965.
- RIESMAN, David. *The Lonely Crowd*. Yale University Press, 1950.
- ROSE, Arnold M., *The Power Structure*. Oxford University Press, New York, 1967.
- ROSE, Richard. *Politics in England*. Little, Brown, Boston, 1964.

RUSSET, Cynthia Eagle. *The Concept of Equilibrium in American Social Thought*. Yale University Press, 1966.

SCHILLER, Herbert L., PHILIPPS, Joseph D., editors. *Super State. Readings in the Military-Industrial Complex*. The University of Illinois Press, 1970.

SCHLESINGER, Joseph A., *Ambition and Politics : Political Careers in the United States*. Rand McNally, Chicago, 1966.

SCHULTZE, Robert O., « The Role of Economic Dominants in Community Power Structure ». *American Sociological Review*, vol. 23, 1958.

THOENES, Piet. *The Elites in the Welfare State*. Edited by BANKS, J., Faber and Faber, London, 1966.

2. Groupes d'intérêt et influence

AMRINE, Michael. *The Great Decision. The Secret History of the Atomic Bomb*. Putnam's, New York, 1959.

BAILEY, Stephen Kemp. *Congress Makes a Law. The Story Behind the Employment Act of 1946*. Columbia University Press, 1950,

BAUER, Raymond A., Sola Poll, Ithiel De, DEXTER, Lewis Anthony. *American Business and Public Policy*. Atherton Press, New York, 1963.

BERMAN, Daniel. *A Bill Becomes a Law. Congress Enacts a Civil Right Legislation*. Macmillan, New York. 1966.

BERNARD, Stéphane. *Les Attitudes politiques en démocratie*. Université Libre de Bruxelles, 1968.

BLAISDELL, Donald C., *American Democracy Under Pressure*. The Ronald Press Co., New York, 1957.

BUNZEL, John H., LEE, Eugene C. « The California Delegation of 1960 ». (Dans BOCK, Edwin A., Campbell, Alan K., editors. *Case Studies in American Government*. Prentice-Hall, London, 1965, 133-134.

CARPER, Edith T. « The Defense Appropriation Rider ». (Dans BOCK, Edwin A., Campbell, Alan K., editors. *Case Studies in American Government*. Prentice-Hall, London, 1965, 47-81.)

_____, « Lobbying and the Natural Gas Bill ». Op. cit., 175-222.

- CARROLL, Wallace. « The Steel Price Crisis of 1962 ». *The New York Times*, 23 avril 1962. (Dans Wolfinger, Raymond E., editor. *Readings in American Political Behavior*. Prentice-Hall, 1966, 123-138.)
- CLARK, Wesley C. « Public Administration and Private Interest ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 279, 1962.
- CROTTY, William J. « Political Research ». (Dans Hass, Michael, KARIEL, Henry S., editors. *Approaches to the Study of Political Science*. Chandler, Scranton, Penn., 1970, 267-322.)
- DAHL, Robert A. « Atomic Energy and the Democratic Process ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 290, 1953, 1-6.
- DION, Léon. *Le Bill 60 et la société québécoise*, HMH, Montréal, 1967. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- EHRlich, Stan. « Les groupes de pression et la structure politique du capitalisme ». *Revue française de science politique*, vol. 13, n° 1. 1963, 25-44.
- EHRMANN, Henry W. « Les groupes d'intérêt et la bureaucratie dans les démocraties occidentales ». *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 3, 1961, 541-569.
- ELDERVELD, Samuel J. « American Interest Groups : A Survey of Research and Some Implications for Theory and Method ». (Dans EHRMANN, Henry W., editor. *Interest Groups on Four Continents*. University of Pittsburgh Press, 1958, 173-196.)
- FREEMAN, J. Leiper. « The Bureaucracy in Pressure Politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 319, 1958, 10-19.
- GARCEAU, Oliver, Silverman, Corinne. « A Pressure Group and the Pressured : A Case Report ». *The American Political Science Review*, vol. 48, n° 3, 1954, 672-691.
- GILB. Corinne Lathrop. *Hidden Hierarchies. The Profession and the Government*. Harper and Row, New York, 1966.
- HADWIGER, Don F., TALBOT, ROSS B., *Pressures and Protests : The Kennedy Farm Program and the Wheat Referendum of 1963*. Chandler, Don Mills, 1965.

- HOLTZMAN, Abraham. *Interest Groups and Lobbying*. Macmillan, New York, 1960.
- KARIEL Henry S., *The Decline of American Pluralism*. Stanford University Press, 1961.
- KEY, V.O., Jr., *Public Opinion and American Democracy*. Alfred A. Knopf, New York, 1961.
- LAPALOMBARA, Joseph. *Interest Groups in Italian Politics*. Princeton University Press, 1964.
- LAPIERRE, Jean-William. « Pour une théorie dynamique des changements politiques ». *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 1, 1961, 118-137.
- LAWRENCE, Samuel A. « The Battery Additive Controversy ». (Dans WOLFIN-GER, Raymond E., editor. *Readings in American Political Behavior*. Prentice-Hall, 1966. 325-368.)
- LEE, Calvin B.T., *One Man, One Vote*. Charles Scribner's Sons, New York, 1967.
- LEISERSON, Avery. « Organized Labor as a Pressure Group ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 274, 1951, 108-117.
- LOWI, Theodore J. Recension du livre de BAUER, RAYMOND A., SOLA POOL. Ithiel DE, Dexter. Lewis A., *American Business and Public Policy. The Politics of Foreign Trade*. Atherton Press. New York, 1963, dans *World Politics*, vol. 16, 1964, 677-715.
- MCADAMS, Alan K., *Power and Politics in Labor Legislation*. Columbia University Press, New York, 1964.
- MCCONNELL, Grant. *Private Power and American Democracy*. Alfred A. Knopf. New York, 1967.
- MCDEVITT, James L., « The Role of the AFL in Politics ». (Dans Turner, Henry A., *Politics in the United States*. McGraw-Hill, New York, 1955, 135-138.)
- MCKEAN, Dayton David. *Party and Pressure Politics*. Houghton Mifflin, Boston, 1949.

- MEYNAUD, Jean. *Nouvelles Études sur les groupes de pression en France*. Armand Colin, Paris, 1962. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- MILBRATH, Lester W., *The Washington Lobbyists*. Rand McNally, Chicago. 1963.
- MONSEN, Joseph R., Cannon, Mark W., *The Makers of Public Policy. American Power Groups and Their Ideologies*. McGraw-Hill, New York. 1965.
- MORGAN, Robert J. « Pressure Politics and Resources Administration ». *Journal of Politics*, vol. 18, n° 1, 39-60.
- PARSONS, Talcott. « The Political Aspect of Social Structure and Process ». (Dans Easton, David, editor. *Varieties of Political Theory*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966)
- POWELL, Norman John, *Anatomy of Public Opinion*. Prentice-Hall, 1951.
- RIGGS, Fred W., *Pressures on Congress. A Study of the Repeal of Chinese Exclusion*. King's Crown Press, Columbia University Press, New York, 1950.
- ROSE, Arnold M., *The Power Stricture*. Oxford University Press. New York. 1967.
- Salisbury, Robert H. « An Exchange Theory of Interest Groups ». *Midwest Journal of Political Science*, vol. 13, n° 1, 1969, 1-32.
- SCHATTSCHNEIDER, E. E., *The Semi-Sovering People*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1960.
- SCOOT, Andrew M., Hunt, Margaret A., *Congress and Lobbies Image and Reality*. The university of North Carolina Press, Chapel Hill, 1965.
- SPIRO, H. J., *Government by Constitution*. Random House, New York, 1959.
- WAHLKE, John C., Eulau, Heinz, BUCHANAN, William, Ferguson, Leroy C., *The Legislative System*. John Wiley, New York. 1962.
- WESTERFIELD, H. B., *Foreign Policy and Party Politics : Pearl Harbor to Korea*. Yale University Press, New Haven, 1955.

WESTIN, Alan F. « The Miracle Case : The Supreme Court and The Movies ». (Dans Wolfinger, Raymond E., editor. *Readings in American Political Behavior*. Prentice-Hall. 1966, 83-131).

WILLCOCKS, ARTHUR J., *The Creation of the National Health Service. A Study of Pressure Groups and a Major Social Policy Decision*. Routledge and Kegan Paul, London, The Humanities Press, New York, 1967.

ZEIGLER, Harmon. *The Politics of Small Business*. Public Affairs Press, Washington D.C. 1961.

CONCLUSION : Groupes et intégration politique

ALMOND, Gabriel A., VERBA, Sidney. *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton University Press, 1963.

ALMOND, Gabriel A., COLEMAN, James S., *The Politics of Developing Areas*. Princeton University Press, 1960.

AKE, Claude. *A Theory of Political Integration*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1967.

ARGYRIS, C., *Participation et organisation*. Dunod, Paris, 1970.

BARREA, Jean. *L'Intégration politique externe. Notion globale et analyse sociologique*. Nauwelaert, Louvain, 1969.

BETTELHEIM, Bruno. *The Informed Heart. Autonomy in a Mass Age*. The Free Press of Glencoe, 1960.

CURTIS, Michael. *Western European Integration*. Harper and Row, New York, 1965.

DEUTSCH, Karl. *Nationalism and Social Communication : An Inquiry into the Foundation of Nationality*. Harvard University Press, 1953.

_____, *Political Community at the International Level. Problems of Definition and Measurement*. Garden City, New York, 1954.

_____, *Political Community and the North Atlantic Area : International Organization in the Light of Historical Experience*. Princeton University Press, 1957.

_____, *Nationalism and Its Alternatives*. Alfred A. Knopf, New York, 1965.

- ECKSTEIN, Harry. *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*. Princeton University Press, 1966.
- ETZIONI, Amitai. *Political Unification : A Comparative Study of Leaders and Forces*. Holt, Rinehart and Winston, New York, 1965.
- , *The Active Society. A Theory of Societal and Political Processes*. Collier-Macmillan, London, 1968.
- GOLEMBIEWSKI, Robert T., « Integrating Small Behavioral Units into Large Formal Organizations ». (Dans INDIK, Bernard P., BERRIEN, F. Kenneth, editors. *People, Groups and Organizations*. Teachers College Press, Columbia University, New York, 1968, 128-153.)
- HAAS, Ernst B., *The Uniting of Europe : Political, Social and Economic Forces, 1950-1957*. Stanford University Press, 1958.
- HANSEN, Roger D. « Regional Integration, Reflections on a Decade of Theoretical Efforts ». *World Politics*, vol. 21, n° 2, 1969, 242-272.
- LUPHART, Arend. « Cultural Diversity and Theories of Political Integration ». *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 4, n° 1, 1971, 1-14.
- LINDBERG, Leon N., *The Political Dynamics of European Economic Integration*. Stanford University Press, 1963.
- LIPSET, Martin Seymour. *L'Homme et la politique*. Éditions du Seuil, Paris, 1960.
- MCINTOSH, Donald. *The Foundation of Human Society*. The University of Chicago Press, 1966.
- NYE, Joseph S., « Comparative Regional Integration : Concept and Measurement ». *International Organization*, vol. 22, n° 4, 1968.
- SINGH, Tarlock. *Toward an Integrated Society : Reflections on Planning Social Policy and Rural Institutions*. Greenwood, Wapport, Conn., 1970.

CONCLUSION GÉNÉRALE
La crise de la société libérale

- BALANDIER, Georges, directeur de la publication. *Sociologie des mutations*. Éditions Anthropos, Paris, 1970.
- COOK, Terrence E., MORGAN, Patrick M., editors. *Participatory Democracy*. Canfield Press, San Francisco, 1971.
- CROZIER, Michel. *La Société bloquée*. Éditions du Seuil, Paris, 1970.
- DION, Léon. « Opinions publiques et systèmes idéologiques ». *Écrits du Canada français*, Montréal, 1962, 85-96. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]
- , « [Le libéralisme du statu quo : l'idéologie protectrice](#) » et « [Le libéralisme du statu quo : le droit protecteur](#) ». *Recherches sociographiques*, vol. 1, n° 4, 1961, 435-465 ; vol. 2, n° 1, 1961, 69-100.
- GALBRAITH, John Kenneth. *American Capitalism. The Theory of Countervailing Power*. Houghton Mifflin, Boston, 1962.
- KAHN, Herman, WIENER, Anthony J., *L'An 2000*. Robert Laffont, Paris, 1967.
- LIPPMANN, Walter. *La Cité libre*. Librairie Medecis, Paris, 1938.
- LOWI, Theodore J., *The End of Liberalism*. W. W. Norton, New York, 1969.
- MULLER, Edward N. « The Representation of Citizens by Political Authorities : Consequences for Regime Support ». *The American Political Science Review*, vol. 64, n° 4, 1970, 1149-1166.
- PYE, Lucian. *Aspects of Political Development*. Little, Brown, Boston, 1966.
- SHANKS, Michael. *The Innovators*. Penguin Books, 1967.
- STEPHANE, André. *L'Univers contestataire*. Payot, Paris, 1969.
- TOFFLER, Alain. *Le Choc du futur*. Denoël, Paris, 1970.

FIN